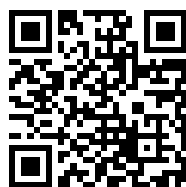

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google[™] books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

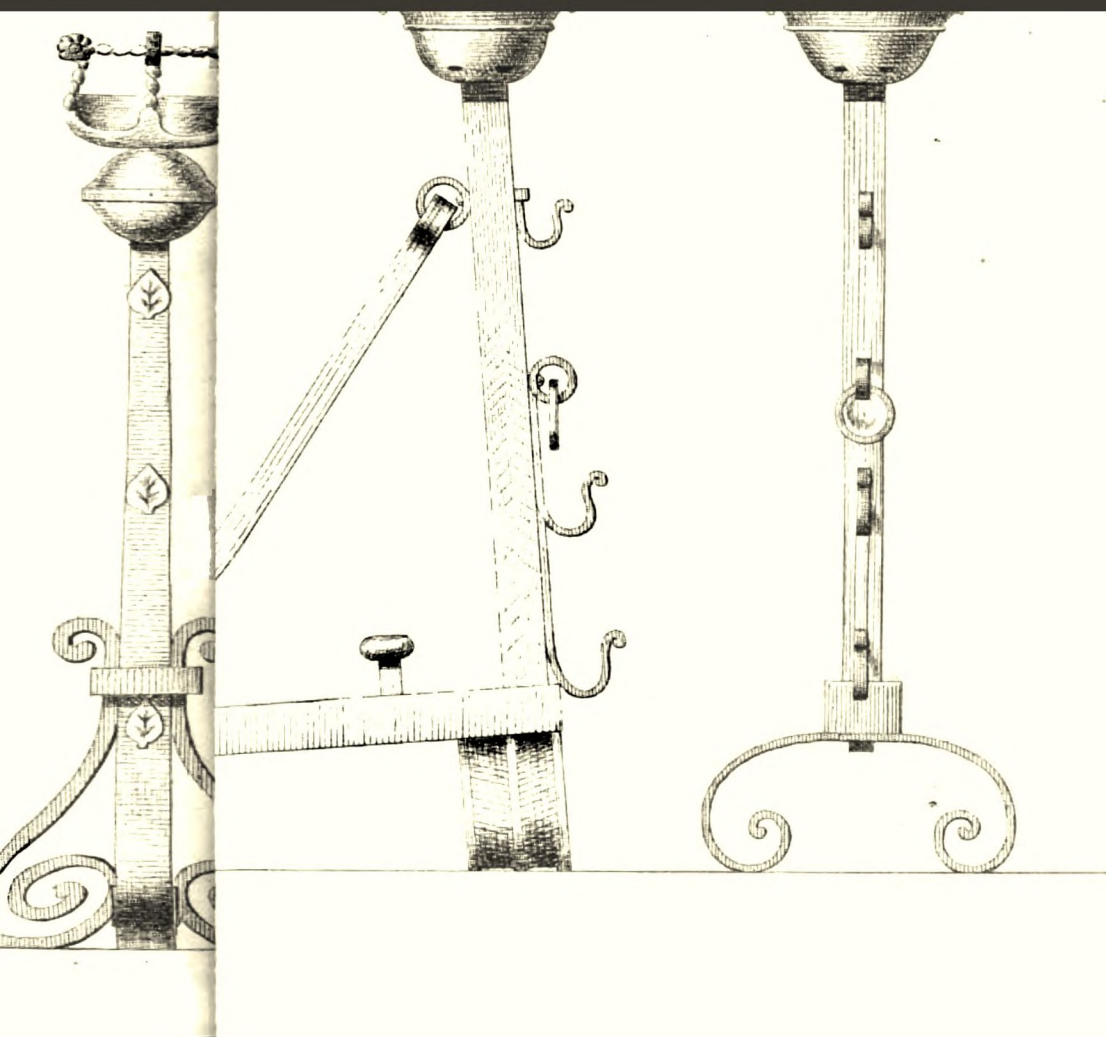
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

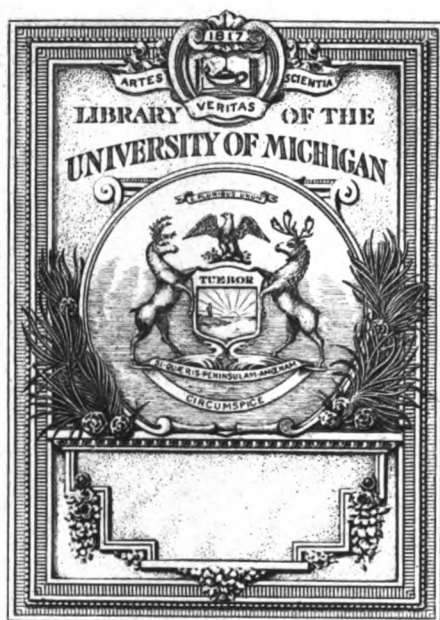
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord

Société historique
et archéologique du Périgord



DC
611
.P44
S61

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

2000

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XIII



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER.

1886

41

DC
611
P441
367

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XIII. — PREMIÈRE LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER.

Janvier-Février 1886.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste de MM. les membres de la Société.....	9
Séance mensuelle du jeudi 3 décembre 1885.....	29
— du jeudi 7 janvier 1886.....	36
Compte de gestion du Trésorier (Exercice de 1885.) (M. F. DE SAINT-PIERRE).....	44
Les dolmens, d'après le chanoine Tarde (M. A. DE ROU- MEJOUX).....	46
Fondation de l'église collégiale de Capdrot (M. M. MON- MONT).....	49
Manuscrits de la Bibliothèque nationale concernant le Périgord (M. Ph. DE BOSREDON).....	54
Causeries archéologiques. — Brantôme, Bourdeille, Ma- reuil (M. le B ^{on} DE VERNEILH).....	60
Bibliographie de la correspondance de Fénelon (M. FOR- NÉRON).....	69
VARIA. — Les ormeaux de Pelvésy (M. Ludovic SARLAT)..	70
Nécrologie. — M. Du Mas-Paysac (M. A. DE R.).....	71
— Le général Tatareau (M. C. DONNEAUD).....	71

General
Cont.
Mikhaïf
6-4-48
62597

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

(Révisés conformément au cadre adopté par le Conseil d'Etat)

ARTICLE PREMIER.

*La Société historique et archéologique du Périgord a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province. Elle fera tous ses efforts pour développer, dans le département de la Dordogne, le goût, l'amour de l'étude du passé, en publiant le résultat de ses travaux sur les hommes et les choses des *vieux temps*, et en décernant, chaque année, des encouragements consistant en médailles, livres, œuvres d'art et mentions honorables, aux auteurs des meilleures dissertations qui lui auront été envoyées, et aux personnes qui, dans notre pays, auront entrepris des fouilles dirigées avec savoir ou qui auront sauvé de la destruction quelque monument antique d'une importance constatée.*

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste de MM. les membres de la Société.....	9
Séance mensuelle du jeudi 3 décembre 1885.....	29
— du jeudi 7 janvier 1886.....	36
Compte de gestion du Trésorier (Exercice de 1885.) (M. F. DE SAINT-PIERRE).....	44
Les dolmens, d'après le chanoine Tarde (M. A. DE ROU- MEJOUX).....	46
Fondation de l'église collégiale de Capdrot (M. M. MON- MONT).....	49
Manuscrits de la Bibliothèque nationale concernant le Périgord (M. Ph. DE BOSREDON).....	54
Causeries archéologiques. — Brantôme, Bourdeille, Ma- reuil (M. le B ^{on} DE VERNEILH).....	60
Bibliographie de la correspondance de Fénelon (M. FOR- NERON).....	69
VARIA. — Les ormeaux de Pelvézy (M. Ludovic SARLAT)..	70
Nécrologie. — M. Du Mas-Paysac (M. A. DE R.).....	71
— Le général Tatareau (M. C. DONNEAUD).....	71

General
Cont.
Niphoff
6-4-48
62597

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

(Révisés conformément au cadre adopté par le Conseil d'Etat)

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province. Elle fera tous ses efforts pour développer, dans le département de la Dordogne, le goût, l'amour de l'étude du passé, en publiant le résultat de ses travaux sur les hommes et les choses des *vieux temps*, et en décernant, chaque année, des encouragements consistant en médailles, livres, œuvres d'art et mentions honorables, aux auteurs des meilleures dissertations qui lui auront été envoyées, et aux personnes qui, dans notre pays, auront entrepris des fouilles dirigées avec savoir ou qui auront sauvé de la destruction quelque monument antique d'une importance constatée.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste de MM. les membres de la Société.....	9
Séance mensuelle du jeudi 3 décembre 1885.....	29
— du jeudi 7 janvier 1886.....	36
Compte de gestion du Trésorier (Exercice de 1885.) (M. F. DE SAINT-PIERRE).....	44
Les dolmens, d'après le chanoine Tarde (M. A. DE ROU- MEJOUX).....	46
Fondation de l'église collégiale de Capdrot (M. M. MON- MONT).....	49
Manuscripts de la Bibliothèque nationale concernant le Périgord (M. Ph. DE BOSREDON).....	54
Causeries archéologiques. — Brantôme, Bourdeille, Ma- reuil (M. le B ^{on} DE VERNEILH).....	60
Bibliographie de la correspondance de Fénelon (M. FOR- NERON).....	69
VARIA. — Les ormeaux de Pelvézy (M. Ludovic SARLAT)..	70
Nécrologie. — M. Du Mas-Paysac (M. A. DE R.).....	71
— Le général Tatareau (M. C. DONNEAUD).....	71

General
Cont.
Nijhoff
6-4-48
62597

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

(Révisés conformément au cadre adopté par le Conseil d'Etat)

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province. Elle fera tous ses efforts pour développer, dans le département de la Dordogne, le goût, l'amour de l'étude du passé, en publiant le résultat de ses travaux sur les hommes et les choses des *vieux temps*, et en décernant, chaque année, des encouragements consistant en médailles, livres, œuvres d'art et mentions honorables, aux auteurs des meilleures dissertations qui lui auront été envoyées, et aux personnes qui, dans notre pays, auront entrepris des fouilles dirigées avec savoir ou qui auront sauvé de la destruction quelque monument antique d'une importance constatée.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés. Pour être Membre Titulaire, il faut ou être originaire du Périgord, ou avoir des propriétés dans le département de la Dordogne ou tout au moins l'habiter. Aucune de ces conditions n'est exigée pour les Membres Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils auront l'honneur de siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et, les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de onze Membres :

Un Président;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement);
Un Secrétaire-Général;
Trois Secrétares-Adjointes;
Un Trésorier-Bibliothécaire.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires présents. Les Membres Associés n'ont pas le droit de voter. Mais, pour qu'une décision soit valable, il sera nécessaire que quatorze Membres Titulaires assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et de travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Président représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés, d'une subvention que lui accorde le Conseil général de la Dordogne, quelquefois d'une subvention du Ministère de l'Instruction publique, et de l'intérêt que lui rapporte le capital qu'elle a économisé et placé. Elle possède en outre une importante bibliothèque provenant de dons particuliers et d'échanges avec les autres Sociétés savantes, et divers meubles, tels que tables, étagères, corps de bibliothèque, etc.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 15.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique du département : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Le règlement intérieur, préparé et adopté en Assemblée générale le 1^{er} mars 1874, n'est en aucune façon modifié pour ce qui concerne les attributions du Président, du Secrétaire général, du Trésorier, et la composition et le fonctionnement des commissions.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit se composer de vingt Membres titulaires au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement.

Périgueux, le 5 mars 1885.

LISTE DE MM. LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Présidents d'honneur.

M. BARDY DE FOURTOU,  I, ancien ministre, ancien sénateur de la Dordogne.

M. LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne.

M^{re} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Président.

M. le docteur GALY, *,  I, directeur des Musées.

Vice-Président honoraire.

M. DE FROIDEFOND DE BOULAZAC.

Vice-Présidents.

M. DE ROUMEJOUX.

M. Martial DELPIT.

M. le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU.

M. le marquis DE FAYOLLE.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET,  A, archiviste du département.

Secrétaires-Adjoints.

M. l'abbé RIBOULET, curé de Chancelade.

M. le vicomte DE LESTRADE DE CONTI, ✕, avocat.

M. CRÉDOT.

Trésorier.

M. DE SAINT-PIERRE.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 15.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique du département : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Le règlement intérieur, préparé et adopté en Assemblée générale le 1^{er} mars 1874, n'est en aucune façon modifié pour ce qui concerne les attributions du Président, du Secrétaire général, du Trésorier, et la composition et le fonctionnement des commissions.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit se composer de vingt Membres titulaires au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement.

Périgueux, le 5 mars 1885.

LISTE DE MM. LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Présidents d'honneur.

M. BARDY DE FOURTOU,  I, ancien ministre, ancien sénateur de la Dordogne.

M. LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne.

M^{sr} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Président.

M. le docteur GALY, *,  I, directeur des Musées.

Vice-Président honoraire.

M. DE FROIDEFOND DE BOULAZAC.

Vice-Présidents.

M. DE ROUMEJOUX.

M. Martial DELPIT.

M. le baron DE VERNEILLI-PUYRASEAU.

M. le marquis DE FAYOLLE.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET,  A, archiviste du département.

Secrétaires-Adjoints.

M. l'abbé RIBOULET, curé de Chancelade.

M. le vicomte DE LESTRADE DE CONTI, ✕, avocat.

M. CRÉDOT.

Trésorier.

M. DE SAINT-PIERRE.

MEMBRES TITULAIRES.

MM.

Le marquis Ulric d'ABZAC DE LA DOUZE, au château de Borie-Petit, près Périgueux. .

Le comte Aymar d'ABZAC DE LA DOUZE, licencié en droit, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

M^{me} ALARY, à Eymet.

Le comte Aymar d'ARLOT DE SAINT-SAUD, commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique, ancien magistrat, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

D'ARTENSEC DE VERNEUIL, receveur d'enregistrement des actes civils, à Brive (Corrèze).

AUDEMARD (Gérald), maire de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle.

AUZELY, boulevard des Sablons, 1, à Neuilly-sur-Seine (Seine).

Le docteur BARBANCEY, à Monpont.

BARDY DE FOURTOU (Oscar),  I, ancien ministre, ancien sénateur, conseiller général de la Dordogne, rue de Monceau, 66, à Paris.

BARDY DE FOURTOU (Paul), ancien magistrat, à Ribérac.

BAREAU (Anatole), pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER, procureur de la République, au Havre (Seine-Inférieure).

BARRIÈRE (Hubert), pharmacien, à Belvès.

BASTIDE, pharmacien de la C^{ie} d'Orléans, à Périgueux.

BEAU-VERDENEY (Alexis), à Champcevinel, près Périgueux.

L'abbé E. BEAU-VERDENEY, missionnaire apostolique, supérieur du collège Saint-Joseph, à Sarlat.

Le comte DE BEAUFORT, O , secrétaire-général de la Société de secours aux blessés militaires, rue de Verneuil, 43, à Paris.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand), rue de Paris, 2, à Périgueux.

BESSE (Léon), propriétaire à Saint-Méard de Drôme, par Tocanc-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BIRAN-ARCHEZ (Louis), à Sainte-Alvère.

BLEYNIE (Aubin), pharmacien, conservateur des collections géologiques et minéralogiques du Musée départemental, à Périgueux.

BORIE (Edmond), commis principal à la préfecture de la Seine, rue de l'Entrepôt, 29, à Paris.

DE BOSREDON (Philippe), C *, ancien conseiller d'Etat, ancien conseiller général de la Dordogne, rue du Général Foy, 4, à Paris.

DE BOSREDON (Alexandre), *, ancien sénateur, conseiller général de la Dordogne, à la Fauconnie, par Terrasson.

Le comte Henri BOUDET, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

L'abbé BOULEN, chanoine de la cathédrale, supérieur des missionnaires diocésains, rue Malesherbes, 2, à Périgueux.

BOULLE (E.), photographe, à Périgueux.

Le docteur J. BOUNY, au Fleix.

BOURGADE (Alban), *, ancien magistrat, avocat, rue Capdeville, 46, à Bordeaux.

Le P. BOUSCAILLOU, prêtre de l'Oratoire, professeur de philosophie au collège de Juilly (Seine-et-Marne).

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

DE BOYSSON (Bernard), *, colonel au 8^e régiment de dragons, à Valenciennes (Nord).

DE BOYSSON (Richard), ancien receveur particulier, à Cénac, près Domme.

M^{me} DE BRACHET DE LA MENUSE, à Château-l'Evêque, près Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, curé de Coulounieix, près Périgueux.

M^{me} DU BURGNET, au château de Portboutout, commune d'Allemans, par Ribérac.

BUSSIÈRE (Georges), procureur de la République, à Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure).

BUSSIÈRES (Charles), rédacteur en chef du *Ralliement*, à Périgueux.

DE CARBONNIER DE MARZAC (Guy), ancien juge de paix, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, rue Esprit-des-Lois, 6, à Bordeaux.

DE CARDENAL, docteur en droit, ancien magistrat, avocat, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

L'abbé CARRIER, curé de St-Amand-de-Coly, par Montignac.

CARVÈS (Elie), propriétaire, à Bézenac, par Saint-Cyprien.

CARVÈS (Louis), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

Le comte DE CASTÉRAS-SEIGNAN, ✱, ancien préfet, à Menesplet, par Monpont.

M^{me} DE CAZENAVE, au château de Libersac, par Eymet.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

DE CERVAL (Julien), ✱, juge au tribunal civil, à Sarlat.

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

CHAMINADE, propriétaire, au Vézinet (Seine-et-Oise).

DE CHANAUD, ancien juge de paix, à Sigoulès.

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoin), C ✱, ancien conseiller d'Etat, rue de Bellechasse, 17, à Paris.

Le comte DE CHANTÉRAC (Victor), au château de Chantérac, par Saint-Vincent-de-Connezac.

CHAPGIER-DALAIR (Amédée), banquier, à Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

CHARBONNEL (Augustin), négociant, rue des Remparts, 50, à Bordeaux.

CHASTENET-DUCASTIN, ✱ A, avocat, ancien conseiller général de la Dordogne, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, rue d'Angoulême, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Ernest), propriétaire, rue Saint-Thomas, à Excideuil.

DU CHAZAUD (Albert), à La Tourblanche.

L'abbé CHEYSSAC, ✱ A, curé de La Roche-Chalais.

CHILHAUD-DUMAINE (Alfred), attaché d'ambassade, rue de Rennes, 46, à Paris.

CLÉDAT (Jules), trésorier de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, banquier, rue du Bac, 4, à Périgueux.

CLÉDAT (Léon), ✱ A, ancien élève de l'Ecole des Chartes, ancien membre de l'Ecole française de Rome, lauréat de

l'Académie française, professeur à la Faculté des lettres, rue Saint-Maurice, à Lyon-Monplaisir (Rhône).

Le comte DE CONSTANTIN, à Beaumont-du-Périgord.

CORNEILHAN,  A, ancien conseiller de préfecture, cours Tourny, 12, à Périgueux.

COULOMBEIX, docteur en droit, ancien juge de paix, rue du Plantier, 15, à Périgueux.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

COURTEY (Léon), licencié en droit, notaire, à Nontron.

CRÉDOT (Julien), licencié en droit, agent principal de la C^e d'assurances l'*Urbaine*, boulevard St-Hilaire, 25, à Périgueux.

CROS-PUYMARTIN,  A, architecte, rue Saint-Martin, 22, à Périgueux.

Le comte DE CUMOND, au château de Cumond, par Saint-Privat.

M^{gr} DABERT,  *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Le comte DE DAMAS D'HAUTEFORT, au château d'Hautefort.

DARTENSET (Jean), receveur ruraliste, à Périgueux.

DAURIAC, percepteur, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Armand), docteur en médecine, directeur de la vaccination, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Marc), ancien procureur de la République, au château de Lasteyrie, par La Rochebeaucourt.

DECOUS DE LAPEYRIÈRE,  *, ancien procureur général, à Périgueux.

L'abbé DELBOURG, chanoine honoraire, curé de Saint-Jacques de Bergerac.

DELPIT (Jules), membre de l'Académie de Bordeaux, à Izon, par Vayres (Gironde).

DELPIT (Martial), ancien député, membre honoraire du Comité des monuments historiques, à Castang, près Bouniagues.

DELSUC, président de la Société de géographie commerciale, banquier, cours Tourny, à Périgueux.

DEMARTIAL (Alfred), O  *, contrôleur général de 2^e classe de l'administration de l'armée, rue La Boétie, 21, à Périgueux.

DESCHAMPS (Romain), ancien maire, à Razac-sur-l'Isle.

L'abbé DESCHAMPS, professeur au grand séminaire, à Périgueux.

DESCHAMPS, directeur de l'école Saint-Martin, rue Louis-Blanc, à Périgueux.

DESLIGNIÈRES (Marcel), *, architecte du Gouvernement, diplômé, 121, boulevard Péreire, à Paris.

DETHAN (Georges), avocat à la Cour d'appel de Paris, rue de Berlin, 32, à Paris, et au château de la Côte, par Bourdeilles.

DOCHIE, juge de paix, à Coutras (Gironde).

DONNEAUD, directeur des contributions indirectes, à Périgueux.

DOSE,  A, ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur de dessin au lycée, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue du Palais-Gallien, 84, à Bordeaux.

DUBET, architecte, à Périgueux.

DUCREY (Eugène), conseiller-maitre à la Cour des comptes, rue Blanche, 11 bis, à Paris.

DUFOUR (Georges),  A, avocat, secrétaire général adjoint de la Société des Études historiques, rue d'Amsterdam, 99, à Paris.

DUFOUR aîné, *, négociant, à Périgueux.

Mgr DUFOURG, protonotaire apostolique, vicaire-général du diocèse, à Périgueux.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  A, licencié en droit, notaire, au Grand-Brassac, par Montagnier.

Le docteur Albert DUMONT, rue du Palais, à Périgueux.

DUPONT (Paul), imprimeur, rue J.-J. Rousseau, 41, à Paris.

DUPUIS (Jean), licencié en droit, notaire, à Tulle (Corrèze).

DURAND (Charles), conducteur des ponts et chaussées, rue Fournier-Lacharmie, 7, à Périgueux.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeilles, 6, à Périgueux.

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur public, à Sorges.

EYSSALET aîné, propriétaire, place des Prisons, à Périgueux.

FARGAUDIE, O *, inspecteur général des ponts et chaussées, place du Palais-Bourbon, 8, à Paris.

FARGEOT (Camille), avocat, à Ribérac.

FARGIS (Alexandre), professeur de dessin au lycée, rue Salinière, à Périgueux.

FAUGÈRE (Prosper), C*, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe en retraite, directeur honoraire aux Affaires étrangères, à la Ribeyrie, par Bergerac, et rue St-Guillaume, 32, à Paris.

FAURE (Paul), négociant, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, au château de Fayolle, près Tocane-Saint-Apre.

Le comte Gérard DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, membre associé correspondant de la Société nationale des antiquaires de France, au château de Fayolle, près Tocane-Saint-Apre.

FÉAUX (Maurice), agent-voyer, à Périgueux.

Le comte FERAY BUGEAUD D'ISLY, *, ancien officier, rue des Saussaies, 8, à Paris.

Le comte DE FLEURIEU (Henri), au château de Marzac, près les Eyzies.

Le vicomte DE FONTENAY (Anselme), ingénieur de la Compagnie d'Orléans, au château de Puychenil, par Mareuil.

DE FONTENILLES (Paul), * A, inspecteur général de la Société française d'archéologie, au château de Regagnac, par Beaumont-du-Périgord, et à Cahors.

FORNERON (Henri), rue La Boétie, 102, à Paris.

FRENET, licencié en droit, chef de division à la préfecture, rue Puyazeau, à Périgueux.

DE FROIDEFOND DE BOULAZAC (Alfred), propriétaire, à Périgueux.

FRUT (Joseph), avocat, à Vergt.

Le docteur GADAUD, *, député et conseiller général de la Dordogne, maire de la ville de Périgueux, rue de la République, à Périgueux.

DE GAILLARD DE VAUCOCOUR (Albéric), rue d'Angoulême, 30, à Périgueux.

Le docteur GALY, *, * I, ancien maire de la ville de Périgueux, directeur des Musées, membre associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, à Périgueux.

GALY (Paul), officier de l'ordre du Ni-Scham, ancien attaché d'ambassade, ancien sous-préfet, à Marsac, près Périgueux.

GARÈS (Emile), président du tribunal civil, à Confolens (Charente).

Le comte Gabriel DU GARREAU, rue d'Angoulême, 41, à Périgueux.

GASSON BUGEAUD D'ISLY (Robert), secrétaire d'ambassade, au château de la Roche, par Coulaures.

L'abbé GAUFFRE (Henri), curé de Rouffignac, par Sigoulès.

GAUTHIER (François), directeur de la C^{ie} d'assurances mutuelles *la Dordogne*, rue Puebla, 11, à Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

De GÉNIS (Joseph), au château de Veyrignac, par Calviac.

DE GÉRARD (René), au château de Giverzac, par Domme.

DE GÉRARD (Gaston), docteur en droit, rue de Paris, 10, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

GILLES-LAGRANGE (Fernand), *, notaire, à Périgueux.

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, avocat, à Périgueux.

DE GOMONDIE DE LA CHAUSSELIE, propriétaire, au château de la Faye, par La Tourblanche.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie),  A, rédacteur principal au Ministère de l'Intérieur, rue Portalis, 3, à Paris.

Le comte Henri DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par La Linde.

M^{gr} GOUZOT, évêque de Gap (Hautes-Alpes).

L'abbé GOYHENÈCHE,  A, docteur en théologie, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, curé de Château-l'Évêque, par Périgueux.

GRENIER, notaire, à Saint-Barthélemy-de-Bellegarde, par Monpont.

DE GRÉZEL (Raoul-François), à Saint-Aubin-de-Lanquais, par Issigeac.

GUILLIER (Ernest), avocat, à Périgueux.

HARDY (Michel),  A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, associé correspondant de la Société

nationale des Antiquaires de France, bibliothécaire-archiviste de la ville, rue Saint-Front, 23, à Périgueux.

HERMANN (Gustave),  A, conseiller de préfecture de la Dordogne, rue Sirey, 1, à Périgueux.

HOARAU DE LA SOURCE, conseiller général de la Dordogne, maire de Rouquette, au château de Pouthet, près Eymet.

JAUVINAUD, propriétaire, à Léguillac-de-l'Auche, par Razac-sur-l'Isle.

L'abbé LABORIE, missionnaire apostolique, curé de Boulouneix, par Brantôme.

Le baron Roger DE LA BORIE DE LA BATUT,  A, chevalier de l'ordre de Charles III, ancien secrétaire-général, place Saint-François-Xavier, 5, à Paris.

Le docteur DE LABROUSSE, conseiller général de la Dordogne, à Mussidan.

LABUTHIE, licencié en droit, négociant, rue de Rivoli, 30, à Paris.

Le contre-amiral LACOMBE, C  *, commandant en chef de la division navale des Antilles, rue d'Angoulême, 32, à Périgueux.

LACOMBE (Jules), receveur des postes, à Smyrne (Turquie d'Asie).

Le docteur LACOMBE,  A, président de la Société médicale de la Dordogne, rue Bourdeilles, à Périgueux.

LACROIX (Emile), notaire, à Sarlat.

Le docteur LADEVI-ROCHE, maire de Saint-Germain-du-Salembre, au château de Saint-Germain, par Neuville-sur-l'Isle.

LAFOSSÉ, greffier du tribunal civil, à Bergerac.

Le comte Thibault DE LAGARDE SAINT-ANGEL,  *, au château de Lapouyade, par Nontron.

Le marquis DE LAMBERTY, à Cons-la-Granville (Meurthe-et-Moselle).

LAMOTHE-PRADELLE (Emile),  A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le baron LAPEYRE DE LA PAGÉZIE, à Saint-Lazare, par Condat-sur-Vézère.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

LAPORTE (Émile), rédacteur en chef de *l'Écho de la Dordogne et de Vézère*, imprimeur, rue Aubergerie, à Périgueux.

LARGUERIE (Calixte), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DE LARIGAUDIE (Jules), propriétaire, à Périgueux.

Le comte Charles DE LARMANDIE, ancien magistrat, à Pouyol, par Villamblard.

Le docteur LAROCHE, à Montignac-le-Comte.

LAROCHE (Léo), conseiller d'arrondissement, au château de Labesse, par Saint-Pierre-de Chignac.

DE LA SALLE DU MAIGNAUX, maire d'Eyzérat, près Thiviers.

LATIERE (Louis), négociant, cours Michel-Montaigne, 37, à Périgueux.

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, rue Neuve-des-Petits-Champs, 99, à Paris.

Le comte Gaëtan DE LAURIÈRE, au château de Bellerive, par Le Buisson de Cabans.

LAVIGNÉ, instituteur public, à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LAVY (François-Gustave), ancien adjoint, à Brantôme.

LE LÉGARD (Armand-Zéphirin), licencié ès-lettres et en droit, juge de paix, à Ruffec (Charente).

Le docteur LÉONARDON, *, ancien conseiller général de la Dordogne, à Monpont.

LÉONARDON (Léon), ancien juge de paix, à Villefranche-de-Longchapt.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, rue Saint-Pierre-ès-liens, 2, à Périgueux.

Le vicomte DE LESTRADE DE CONTI (Marcel), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, avocat, au château de Barrière, à Périgueux.

LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne, conseiller général du Morbihan, rue Cambon, 5, à Paris.

Le docteur MACHENAUD, cours Saint-Jean, 61, à Bordeaux.

Le docteur Augustin MAGUEUR, cours Montaigne, 27, à Périgueux.

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le marquis DE MAILLARD-LAFAYE, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, au château de

Lafaye, par Mareuil-sur-Belle, et avenue de Villars, 14, à Paris.

Le comte DE MALEVILLE, au château de Fénélon, par Calviac.

MALEVILLE (G.), libraire, rue Montesquieu, 22, à Libourne (Gironde).

MALLAT (Joseph), professeur de commerce, rue Tison-d'Argence, 4, à Angoulême.

MANDIN (Jules), architecte, inspecteur des bâtiments de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, à Périgueux.

MARÉCHAL, ancien député, conseiller général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier, et rue de Châteaubriand, 14 *bis*, à Paris.

MARIAUD (Casimir), chevalier-officier de l'Académie de Humbert I^{er}, percepteur, à Cintegabelle (Haute-Garonne).

MARMIER (Gaston), *, vice-président du conseil général de la Dordogne, capitaine du génie, attaché à l'état-major du Ministre de la guerre, rue Paul-Louis Courier, 15, à Paris.

MÈGE-LAVIGNOTTE, avoué-licencié, à Ribérac.

MENETREL, *, ~~§~~ I, inspecteur honoraire d'Académie, à Périgueux.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

L'abbé MESTAÏEZ, curé doyen, à Savignac-les-Églises.

Le docteur Georges MILLET-LACOMBE, à Mialet.

MILLET-LACOMBE, avocat, à Périgueux.

L'abbé MONMONT, curé d'Azerat, par Thenon.

DE MONTAIGUT (Joseph), propriétaire, rue de la Préfecture, 10, à Périgueux.

DE MONTARDY (Gaston), propriétaire, rue Sirey, 4, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

Le baron P. DE MONTCHEUIL, avocat, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTÉGUT (Henri), correspondant du Ministère de l'Instruction publique, ancien magistrat, rue Bonaparte, 55, à Paris.

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château de Cherval, par Verteillac.

L'abbé MONTET, aumônier de l'hospice, place Bugeaud, 9, à Périgueux.

DE MONTFERRAND (Lodoïs), au château de Montréal, par Mussidan.

L'abbé MOREAU, professeur au collège de Vaugirard, à Paris.

MOURIÉ, *, conseiller honoraire de Cour d'appel, à Périgueux.

Le marquis DE NATTES, O *, ancien lieutenant-colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au château de Mas-de-Montet, par Ribérac, et 26, avenue Montaigne, à Paris.

PALUT (P.-P.), tonnelier, à Bergerac.

PAPPON, propriétaire, au château de la Vallade, par Tocane-Saint-Apre.

PARADOL (Raoul), avocat, place Francheville, à Périgueux.

Le docteur PARROT (Henri), O *,  I, cours Montaigne, à Périgueux.

L'abbé PARROT (Ernest), curé doyen, à Monpont.

PASTOUREAU, O *, ingénieur en chef du génie maritime en retraite, rue de la Course, 17, à Bordeaux.

PASTOUREAU DE LABESSE, propriétaire, à Nontron.

DU PAVILLON (Léon), vice-président de la Société d'agriculture, sciences et arts, rue Barbecane, à Périgueux.

DU PAVILLON, doyen du Chapitre de la cathédrale, à Périgueux.

DU PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

L'abbé PERGOT, chanoine honoraire, curé doyen de Terrasson.

DU PÉRIER DE LARSAN, ancien magistrat, au château de Puy-martin, par Sarlat.

DE PEYRONNY (Raoul), au château de Rastignac, par La Bachellerie.

PINET, banquier, à Excideuil.

L'abbé DU PLANTIER, curé doyen, à Saint-Cyprien.

PONTOU (Alcide), ancien juge de paix, au port de Domme.

DE POURQUÉRY DE BOISSERIN, négociant, à Bergerac.

POUYAUD (Aubin), *, pharmacien, ancien président du tribunal de commerce, place du Coderc, à Périgueux.

POUYAUD (Henri), pharmacien, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur Samuel Pozzi, professeur agrégé à la Faculté de médecine, place Vendôme, 10, à Paris.

DE PRESLE, propriétaire, à Cherveix, par Cubas.

Le docteur PUYGAUTHIER, conseiller d'arrondissement, à Tocane-Saint-Apre.

QUEILLE (Fernand), architecte, à Sarlat.

L'abbé REBIÈRE, curé de la Cité, à Périgueux.

RENAUD (Louis), *, architecte principal de la Compagnie d'Orléans, boulevard Saint-Germain, 131, à Paris.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Brochard, commune de St-Front-d'Alemps, par Agonac.

REVERDIT, commis principal à la Manufacture des tabacs, à Toulouse (Haute-Garonne).

REYNAL, pharmacien, à Plancher, près Périgueux.

RIBAUT DE LAUGARDIÈRE, propriétaire, à Nontron.

RIBETTE, chef de district de la C^{ie} d'Orléans, à Périgueux.

L'abbé RIBOULET, chanoine honoraire, curé de Chancelade, près Périgueux.

L'abbé RICHARD, curé d'Evry-les-Châteaux, par Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne).

ROCHON DU VIGNAUD (Albert), maire d'Allemans, au château de la Rigaudie, par Ribérac.

Le comte DE ROFFIGNAC (Ferdinand), ancien sous-préfet, au Castel-Fadèze, près Périgueux.

ROLLAND DE DENUS (André),  A, vice-président de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, banquier, rue du Palais, à Périgueux.

Le T. R. P. Dom Benoît ROQUE, prieur de la Chartreuse de Vauclair, près Monpont.

DE ROUMEJOUX (Anatole), inspecteur de la Société française d'archéologie pour la Dordogne, au château de Rossignol, par Bordas.

Le docteur ROUSSELOT-BEAULIEU, rue Maleville, à Périgueux.

ROUX (Eugène), rédacteur en chef de *l'Indépendant de la Dordogne*, à Périgueux.

Le marquis DE SAINT-ASTIER, propriétaire, au château des Bories, par Périgueux.

Le marquis DE SAINTE-AULAIRE, *, ancien député, à Périgueux.

Le comte DE SAINT-LÉGIER, maire de St-Crépin, au château de Richemont, par Brantôme.

DE SAINT-MARTIN (Albert), au château de Puyfaiteau, par Nontron.

SAINTMARTIN (André), licencié en droit, propriétaire, place Francheville, à Périgueux.

DE SAINT-OURS, au château de Griffoul, commune de Vitrac, par Carsac.

DE SAINT-PAUL (Maurice), rue de Saint-Denis, 36, à Montmorency (Seine-et-Oise).

L'abbé SALLEIX, curé de Saint-Privat-les-Prés.

SALLEIX (Amédée), propriétaire, au château de la Brangelie, commune de Vanxains, par Ribérac.

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

Le marquis Adhémar DE SANZILLON, boulevard Haussmann, 108, à Paris.

SARLANDE (Albert), ancien député, au château de la Borie, par Champagnac-de-Belair.

SARLANDIE (Arthur),  A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, à Périgueux.

SARLAT (Ludovic), homme de lettres, greffier du tribunal civil de Sarlat.

SCHOEFFER (Paul), chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand, ancien sous-préfet, avocat, rue La Boétie, 24, à Périgueux.

Le vicomte DE SEGONZAC, à Segonzac, par Ribérac.

Le général SERMENSAN, O *,  I, commandant la 69^e brigade d'infanterie, à La Rochelle (Charente-Inférieure).

DE SIORAC (Armand), *, ancien inspecteur divisionnaire

des lignes télégraphiques, aux Maurilloux, près Périgueux.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général, à Montignac-le-Comte.

SORBIER (Georges), licencié en droit, à Montignac-le-Comte.

TAILLEFER (Oswald), *, ancien député, conseiller général de la Dordogne, à Costecalve, près Domme.

TARDE (Gabriel), juge d'instruction, à Sarlat.

Le docteur Léo TESTUT, professeur agrégé d'anatomie à la Faculté de médecine, rue d'Inkermann, 13, à Lille (Nord).

L'abbé TEYSSANDIER, curé de Villac, par Terrasson.

THÉLIGNY DU CASTAING, propriétaire, homme de lettres, rue Cyrano, 8, à Bergerac.

THIRION-MONTAUBAN, *, ancien député de la Dordogne, conseiller général, rue Christophe-Colomb, 9, à Paris, et au château de Michel de Montaigne, par Lamothe-Montravel.

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ludovic), *, capitaine adjudant-major au 73^e d'infanterie, à Béthune (Pas-de-Calais).

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ferdinand), archiviste-adjoint du département, rue de la Clarté, à Périgueux.

Le baron DE LA TOMBELLE, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, vice-président de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Domme, et rue Newton, 6, à Paris.

Le comte DE TOUCHEBOEUF-BEAUMOND, sous-intendant militaire, à Foix (Ariège).

Le docteur USSEL, médecin des épidémies, au Coux, par Siorac.

VACQUAND (Charles), propriétaire, rue de Bordeaux, 14, à Périgueux.

DE VALBRUNE (Ivan), chevalier du Mérite-Agricole, propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement, au château de la Borie, près Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

VASSEUR (Charles), propriétaire, à Saint-Germain, par Belvès.

VENDEUIL (Emile), conseiller d'arrondissement, maire de Saint-Martial-d'Albarède, à Excideuil.

Le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers, et rue Montbazou, 19, à Bordeaux.

VIEILLEMARD père, imprimeur-lithographe, 97, boulevard Port-Royal, à Paris.

VILLEPELET (Ferdinand),  A, licencié en droit, archiviste du département de la Dordogne, rue Saint-Front, 2, à Périgueux.

DE VILLEPREUX (Louis), avocat, à Marmande (Lot-et-Garonne).

MEMBRES ASSOCIÉS.

MM.

CHAMPION, libraire, quai Malaquais, 15, à Paris.

CHOLLET (Paul), libraire-éditeur, passage Sarget, 13, à Bordeaux (Gironde).

GRELLET-BALGUERIE (Charles),  A, ancien magistrat, rue Saint-Sulpice, 38, à Paris.

MARANDAT (Henry), *, ancien officier de cavalerie, au château de Thé, près Magny-Cours (Nièvre).

SALAVERT-PELLETREAU (J.-Émile), propriétaire, boulevard de La Gardolle, à Tonneins (Lot-et-Garonne).

DE VILLEMANDY (Joseph), à La Rochefoucauld (Charente).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

A. ALLMER, *, correspondant de l'Institut de France, quai Claude Bernard, 47, à Lyon.

L'abbé ARBELLOT, chanoine de la cathédrale, à Limoges (Haute-Vienne).

DE BARTHÉLEMY (Anatole), *, membre honoraire de la

Société nationale des Antiquaires de France, secrétaire du Comité des Travaux historiques et scientifiques, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris.

BERTRAND (Alexandre), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, au château de Saint-Germain (Seine-et-Oise).

BULLIOT (J.-G.), *, président de la Société Éduenne, à Autun (Saône-et-Loire).

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT, * A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Rions (Gironde).

Le comte DE CESSAC, président de la Société des sciences naturelles et historiques de la Creuse, à Guéret.

CHABANEAU, * I, professeur de philologie romane à la Faculté des lettres, à Montpellier (Hérault).

CHABOUILLET, O *, conservateur du département des Médailles, à la Bibliothèque nationale, rue Colbert, 12, à Paris.

Le comte Alexis DE CHASTEIGNER, ancien officier des haras, membre de plusieurs Sociétés savantes, rue Duplessis, 5, à Bordeaux.

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS, * A, professeur d'histoire à la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

DELISLE (Léopold), C *, membre de l'Institut, administrateur général, directeur de la Bibliothèque nationale, à Paris.

DROUYN (Léo), *, * A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie de Bordeaux, rue Desfourniel, 30, à Bordeaux.

DRUÏLHET-LAFARGUE, boulevard de Caudéran, à Bordeaux.

DUCROCQ, *, membre correspondant de l'Institut, professeur de droit administratif à la Faculté de droit, rue Stanislas, 12, à Paris.

Le docteur GARRIGOU, paléontologiste, à Toulouse (Haute-Garonne), et à Tarascon (Ariège).

GERMAIN, O *, membre de l'Institut, professeur d'histoire

à la Faculté des lettres, doyen honoraire, à Montpellier (Hérault).

GUIBERT (Louis),  A, vice-président de la Société archéologique et historique du Limousin, rue Sainte-Catherine, 8, à Limoges.

LALANNE (Ludovic), sous-bibliothécaire de l'Institut, rue de Condé, 14, à Paris.

LARTET (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à Toulouse (Haute-Garonne).

LE BLANT (Edmond), O  *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, directeur de l'École française d'Archéologie, au palais Farnèse, à Rome, et rue Leroux, 7, à Passy-Paris.

MASSÉNAT,  A, paléontologiste, à Brive (Corrèze).

ROBERT (Charles), C  *, intendant-général en retraite, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 25, boulevard de Latour-Maubourg, à Paris.

RUPIN (Ernest),  A, président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

L'abbé SAUVAGE,  A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Ectot-l'Auber, par Yerville (Seine-Inférieure).

TAMIZEY DE LARROQUE,  *,  A, membre correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Journal des Savants.*
- *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques.*
- *Répertoire des travaux historiques sur l'histoire, les monuments et la langue de la France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des chartes.*

Alpes.	<i>Société d'Études, à Gap.</i>
Alpes-Maritimes.	<i>Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.</i>
Ariège.	<i>Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, à Foix.</i>
Calvados.	<i>Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres, rue Elie de Beaumont, 5, à Caen.</i>
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.</i>
Charente-Maritime.	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.</i>
Cher.	<i>Société des Antiquaires du centre, à Bourges.</i>
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.</i>
Corrèze.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.</i>
Drôme.	<i>Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.</i>
Garonne.	<i>Société archéologique du Midi de la France, place Saint-Sernin, 7, à Toulouse.</i>
Gard.	<i>Société scientifique et littéraire d'Alais.</i>
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde, rue de la Rousselle, 67, à Bordeaux.</i>
Gironde.	<i>Société d'Anthropologie de Bordeaux et du sud-ouest, rue du Manège, 33, à Bordeaux.</i>
Haute-Garonne.	<i>Société pour l'étude des Langues romanes, villa Marguerite, enclos Laffoux, à Montpellier.</i>
Haute-Garonne.	<i>Société archéologique de Montpellier.</i>
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.</i>
Orléans.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.</i>

Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, à Cahors.</i>
Lot-et-Garonne.	<i>Société d'agriculture, sciences et arts du Lot-et-Garonne, à Agen.</i>
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, à Nevers</i>
Oise.	<i>Comité archéologique de Senlis.</i>
id.	<i>Société française d'Archéologie, à Compiègne.</i>
Basses-Pyrénées.	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts, à Pau.</i>
Rhône.	<i>Société littéraire, historique et archéologique, à Lyon.</i>
Saône-et-Loire.	<i>Société Éduenne, hôtel Rolin, à Autun.</i>
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine, place du Château, 1, au Mans.</i>
Savoie.	<i>Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Chambéry.</i>
Seine.	<i>Société nationale des Antiquaires de France, au palais du Louvre, à Paris.</i>
id.	<i>Société des Études historiques, boulevard de Courcelles, 92, à Paris.</i>
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie, à Amiens.</i>
Tarn-et-Garonne.	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.</i>
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.</i>
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.</i>

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

Belgique.	<i>Académie d'archéologie de Belgique, rue Léopold, 15, à Anvers.</i>
États-Unis de l'Amérique du Nord	<i>Smithsonian Institution, à Washington.</i>

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 3 Décembre 1885.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Michel Hardy, le comte Charles de Larmandie, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture et au sujet de la lettre de M. de Sourdis, M. Michel Hardy rappelle que M. Frut lui demandait de vouloir bien s'assurer si le destinataire de cette lettre n'était pas M. Jean-François Duchesne, comte de Montréal, pourvu depuis peu par le roi Louis XIV de la charge de maire perpétuel de Périgueux. Il l'invitait, à ce propos, à consulter la collection des registres des délibérations du corps de ville.

Cette collection, observe M. Hardy, ne comprend plus aujourd'hui qu'un petit nombre de registres, la plupart du XVIII^e siècle, et malheureusement présente une lacune qui, de l'année 1557, s'étend jusqu'à 1716. Par une coïncidence regrettable, sur laquelle notre confrère se réserve de formuler en temps et lieu son opinion, une lacune correspondante existe dans presque toutes les séries des archives de la

Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, à Cahors.</i>
Lot-et-Garonne.	<i>Société d'agriculture, sciences et arts du Lot-et-Garonne, à Agen.</i>
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, à Nevers</i>
Oise.	<i>Comité archéologique de Senlis.</i>
id.	<i>Société française d'Archéologie, à Compiègne.</i>
Basses-Pyrénées.	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts, à Pau.</i>
Rhône.	<i>Société littéraire, historique et archéologique, à Lyon.</i>
Saône-et-Loire.	<i>Société Éduenne, hôtel Rolin, à Autun.</i>
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine, place du Château, 1, au Mans.</i>
Savoie.	<i>Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Chambéry.</i>
Seine.	<i>Société nationale des Antiquaires de France, au palais du Louvre, à Paris.</i>
id.	<i>Société des Études historiques, boulevard de Courcelles, 92, à Paris.</i>
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie, à Amiens.</i>
Tarn-et-Garonne.	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.</i>
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.</i>
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.</i>

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

Belgique.	<i>Académie d'archéologie de Belgique, rue Léopold, 15, à Anvers.</i>
États-Unis de l'Amérique du Nord	<i>Smithsonian Institution, à Washington.</i>

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 3 Décembre 1885.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Michel Hardy, le comte Charles de Larmandie, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture et au sujet de la lettre de M. de Sourdis, M. Michel HARDY rappelle que M. Frut lui demandait de vouloir bien s'assurer si le destinataire de cette lettre n'était pas M. Jean-François Duchesne, comte de Montréal, pourvu depuis peu par le roi Louis XIV de la charge de maire perpétuel de Périgueux. Il l'invitait, à ce propos, à compulser la collection des registres des délibérations du corps de ville.

Cette collection, observe M. Hardy, ne comprend plus aujourd'hui qu'un petit nombre de registres, la plupart du XVIII^e siècle, et malheureusement présente une lacune qui, de l'année 1557, s'étend jusqu'à 1716. Par une coïncidence regrettable, sur laquelle notre confrère se réserve de formuler en temps et lieu son opinion, une lacune correspondante existe dans presque toutes les séries des archives de la

ville, en sorte qu'il lui serait impossible de fournir à M. Frut la preuve qu'il demande.

M. Hardy croit, cependant, que le personnage auquel M. de Sourdis écrivait si noblement qu'il n'avait pas d'ordre à donner pour la nomination des consuls, était bien M. de Montréal. Malgré le laconisme de sa rédaction, le *Livre Rouge* fournit sur ce point quelques indications importantes. Aux élections consulaires qui suivirent à Périgueux la publication de l'édit de 1692, l'on doit s'étonner tout d'abord de ne pas voir figurer le maire perpétuel ; les consuls de 1691 sont seuls mentionnés dans le procès-verbal qui, d'autre part, constate formellement l'absence de l'ancien maire, M. Pierre Dejehan, sieur de Preyssac, simplement qualifié, il est vrai, vice-sénéchal en la maréchaussée. Un détail nous révèle en outre que les élections ne se firent pas sans de longs tiraillements et probablement sans de très vives discussions ; commencées le dimanche 16 novembre, vers une heure de l'après-midi, ce n'est que le lendemain 17, à trois heures du matin, que les résultats en furent publiés. Un seul consul, M. Clinet de Chiniac, était continué dans sa charge. Les six autres avaient-ils été gagnés d'avance à la cause du maire perpétuel ? — Ce qui pourrait le faire supposer, c'est qu'à peine installés, c'est-à-dire le jour même de leur élection, ils s'empressèrent de procéder au renouvellement des officiers du consulat. Sur le requis du procureur du roi, M. Jean Fournier, « après une meure délibération et pour des considérations connues, » rapporte le *Livre Rouge*, leur premier soin fut de changer le notaire de la ville. Tant de précipitation autorise à penser qu'un nouvel ordre de choses venait d'être inauguré et que les « considérations connues » cachaient uniquement le désir de plaire à M. de Montréal. S'il n'obtint pas de M. de Sourdis l'ordre qu'il sollicitait, le nouveau maire perpétuel, secondé par le procureur du roi, avait pesé sans doute sur les suffrages et pris les moyens nécessaires pour faire élire une municipalité qui ne lui fût point hostile.

Après avoir remercié M. Hardy de sa réponse à la lettre de M. Frut, M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvra-

ges qui ont été offerts à la bibliothèque de notre Société dans le cours du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahier d'octobre 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1885, n° 2, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Bibliothèque de l'École des Chartes*, année 1885, quatrième et cinquième livraisons, in-8°, Paris, librairie Picard ;

Le volume du *Congrès archéologique de France*, séances générales tenues à Pamiers, Foix et St-Girons, en 1884, par la Société française d'Archéologie pour la conservation et la description des monuments, in-8°, Paris, Champion, libraire, 1885 ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, troisième trimestre de 1885, et le tome VII de la deuxième série, année 1884, des *Mémoires de la Société*, in-8°, Poitiers, contenant un mémoire instructif de M. Ledain, sur *l'Origine et la destination des camps romains dits Chastelliers*, en Gaule, principalement dans l'Ouest, et où se trouvent signalés tous ceux du Périgord ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° du 31 octobre 1885, in-4°, Bordeaux, où est indiquée une communication intéressante pour nous et faite au Congrès de Blois en 1884, par M. Daleau, sur *Les ateliers robenhausiens de Creysse et de Lanquais* ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome X, troisième fascicule, in-8°, Cahors, imprimerie de Laytou, 1885 ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XIV, août 1885, in-8°, Montpellier et Paris, contenant la suite des savants travaux de notre correspondant M. Chabaneau sur *Sainte Marie-Madeleine dans la littérature provençale* et *Sur quelques manuscrits provençaux perdus ou égarés* ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, juillet, août, septembre 1885, in-8°, Lyon ;

Par M. l'abbé Monmont, curé d'Azerat, son *Histoire d'un*

coin du Périgord, l'ancienne collégiale de Capdrot, près Montpazier, brochure in-8°, Périgueux, Cassard frères, imprimeurs-libraires, 1883 ;

Par M. Labrouillère, contre-maitre à la manufacture des tabacs de Tonneins, une poésie *Pour les victimes de Chancelade*, 4 pages in-8°, Tonneins, imprimerie Blancal.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

La Société scientifique et littéraire d'Alais (Gard) nous demande de vouloir bien échanger nos publications avec les siennes ; elle nous a déjà envoyé des volumes de *Mémoires et Comptes-rendus*.

La proposition, mise aux voix, est favorablement accueillie.

M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, annonce à M. LE PRÉSIDENT que, par arrêté du 5 novembre dernier, il a créé, au sein du Comité des travaux historiques et scientifiques, une section de *Géographie historique et descriptive*, et qu'en même temps il a rattaché les sciences naturelles à la 4^e section (Sciences mathématiques, physiques, chimiques et météorologiques) à laquelle il a donné le titre général de *Section des sciences*.

« La création d'une section de Géographie historique et descriptive, lui écrit-il, donne satisfaction à des vœux qu'avaient émis depuis longtemps diverses Sociétés savantes, et en particulier les Sociétés de géographie, d'origine plus récente, mais dont le nombre et l'importance s'accroissent tous les jours. La certitude de voir leurs travaux et leurs communications soigneusement étudiés, analysés, publiés par les soins d'une section spéciale ou mis en lumière devant le congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, sera pour elles un précieux encouragement ; elle ne peut qu'augmenter l'élan des nombreux travailleurs qui s'adonnent à cet ordre de sciences et qui n'auront plus à regretter de ne pas savoir où diriger, pour les faire mieux connaître, les résultats de leurs études et de leurs recherches. »

M. le Ministre nous transmet aussi un document en deux exemplaires pour lequel il réclame la plus sérieuse publicité : c'est la liste des prix que l'Académie des Sciences morales et politiques met au concours pour les années 1885, 1886, 1887 et 1888. Après en avoir entendu lecture, l'assem-

blée décide que ce document sera affiché à la porte de la Préfecture et à celle de l'Hôtel-de-Ville.

M. le Conservateur du Musée d'ethnographie du Palais du Trocadéro écrit à M. LE PRÉSIDENT pour le prier de vouloir bien donner à la bibliothèque spéciale, annexée à son Musée, une collection complète de nos *Bulletins*.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL répondra qu'il n'est pas possible, en le regrettant, de donner satisfaction à ce désir, tous nos premiers volumes étant épuisés et le tirage étant assez restreint pour les années suivantes.

M. LE PRÉSIDENT donne ensuite lecture d'une notice qu'il a rédigée sur le Mercure du Musée de Périgueux, trouvé, l'année dernière, dans les fouilles de la Cité. Il ne partage pas entièrement l'opinion de M. Hardy, qui attribue cette œuvre à un artiste gallo-romain ; suivant lui, ce monument serait romain ; il aurait été inspiré par la religion romaine et traduit par l'art romain. Les détails d'ornement, la facture du personnage, les attributs du dieu sont trop nombreux et trop compliqués pour les conceptions religieuses plus simples des Gaulois. Leur Mercure était représenté sans chlamyde et très souvent son caducée n'avait pas d'ailettes.

L'assemblée remercie M. de Roumejoux de son intéressante communication et décide que son mémoire sera publié dans notre *Bulletin* à la suite de celui que notre confrère M. Michel Hardy doit consacrer lui-même au bas-relief de Mercure.

M. DUJARRIC-DESCOMBES porte à notre connaissance un fait curieux qu'il a recueilli dans les archives de notre collègue M. le marquis du Lau d'Allemans.

On sait combien étaient bizarres parfois certaines redevances de l'époque féodale, notamment en matière de repas. L'entrée des évêques à Périgueux en fournit un exemple. Le propriétaire de la maison noble de Barrière, située en la Cité, avait le droit de « s'emparer et faire emporter » tous les linges, vases et vaisselles d'argent dont le nouveau prélat se servait au diner donné à l'occasion de sa prise de possession. On se conforma encore à cet usage le 20 janvier 1498, lors de l'entrée solennelle de Gabriel Dumas, évêque

de Périgueux, dont le procès-verbal a été publié à diverses reprises.

Arnaud Seguin du Lau rendit hommage à Edouard, roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, le treizième jour avant la fin du mois de mars 1274, pour sa baronnie du Lau et ses châteaux de Pujo et Caupet, en Béarn. On lit dans l'acte de cet hommage qu'il devait au roi le service de deux chevaliers en temps de guerre ; et que lorsque Sa Majesté passait sur ses terres, il était obligé de lui donner un repas au château de Badessan et d'y faire servir une vache farcie, suivant l'ancien usage. Le seigneur de Miraumont était tenu de se trouver à ce repas, ayant à la main une chandelle allumée, de telle grosseur qu'elle pût durer pendant tout le repas ; il devait ensuite manger à la table des domestiques ayant toujours devant lui sa chandelle allumée, et retourner à sa maison avec le reste de sa chandelle.

M. le curé du Grand-Brassac fait offrir au Musée départemental un denier blanc d'Angoulême, remontant au ^x^e siècle et trouvé dans sa paroisse.

M. Michel HARDY dépose ensuite sur le bureau un chandelier-lampe en faïence à décors polychromes, que M. Rougier, armurier à Périgueux, l'a prié d'offrir aussi au Musée départemental.

Haut de 225 millimètres, cet intéressant objet est façonné tout d'une pièce et dénote de la part de son auteur une habileté de main peu commune. La lampe hémisphérique qui la surmonte est percée de quatre trous ; deux de ces trous laissent passage à une petite gouttière également en faïence, sur laquelle venait s'appuyer la mèche. L'étude des émaux et les renseignements que lui a donnés M. Rougier ont amené notre confrère à penser que ce chandelier-lampe sortait de la fabrique de M. Champeaux dont la faïencerie était établie à Périgueux, près de la route de Bordeaux, dans l'ancienne chapelle des Ursulines, et était encore en pleine activité, il y a une quarantaine d'années.

M. Hardy signale, parmi les produits curieux de la faïencerie Champeaux, une assiette destinée à célébrer le plébiscite de 1852. Cette assiette, d'une fabrication grossière, fut

répandue, paraît-il, en assez grand nombre dans les campagnes. Elle porte au centre *l'aigle impériale accostée de deux rameaux d'olivier* ; au-dessous on lit le nombre :

7,500,000 ,

chiffre des voix du plébiscite. Comme tous les monuments du même genre à signification politique, l'assiette Champeaux de 1852 est aujourd'hui recherchée des amateurs. Un collectionneur rouennais, M. Gustave Gouellain, auteur de publications très appréciées sur l'histoire de la céramique, écrivait naguère à notre confrère, pour le prier de lui en procurer des exemplaires ; c'est assez dire que cette assiette mériterait les honneurs de notre Musée départemental.

« Aucune notice, poursuit M. Michel Hardy, n'a été consacrée jusqu'ici à l'histoire de la céramique du Périgord ; nous ne croyons même pas qu'un collectionneur se soit appliqué à en rassembler des spécimens. Il y aurait là cependant matière à une étude extrêmement intéressante. L'art du potier est pratiqué depuis longtemps en Périgord. Les terres vernissées de Beaumont formaient déjà, au moyen-âge, une branche importante de commerce, et l'on peut présumer que celles du Nontronnais sont également fort anciennes. Au ^{xvii}^e siècle, Périgueux comptait plusieurs faïenceries dont le souvenir se retrouve dans le nom d'une rue du quartier de la Cité (1). Au ^{xviii}^e siècle, MM. Lacoste et Vié avaient établi à Bergerac une faïencerie qui cessa de fonctionner en 1782, mais dont les produits se distinguent par leur élégance et la richesse artistique de leurs décors (2). Les grès de Bergerac ont eu aussi leur renom au commencement de ce

(1) On parle souvent de nos faïenceries dans les vieux titres, rapporte M. W. de Taillefer, et en note, il ajoute que la dernière de ces faïenceries, située sur le chemin qui conduit au Pont de la Cité (rue de la Faïencerie), était encore en activité, il y a une centaine d'années. (*Antiquités de Périgord*, t. II (1826), p. 637).

(2) V. *Les anciennes faïences de Bordeaux*, par M. le Dr Azam, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, t. V, 1878, pages 110 et 191.

de Périgueux, dont le procès-verbal a été publié à diverses reprises.

Arnaud Seguin du Lau rendit hommage à Edouard, roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, le treizième jour avant la fin du mois de mars 1274, pour sa baronnie du Lau et ses châteaux de Pujo et Caupet, en Béarn. On lit dans l'acte de cet hommage qu'il devait au roi le service de deux chevaliers en temps de guerre ; et que lorsque Sa Majesté passait sur ses terres, il était obligé de lui donner un repas au château de Badessan et d'y faire servir une vache farcie, suivant l'ancien usage. Le seigneur de Miramont était tenu de se trouver à ce repas, ayant à la main une chandelle allumée, de telle grosseur qu'elle pût durer pendant tout le repas ; il devait ensuite manger à la table des domestiques ayant toujours devant lui sa chandelle allumée, et retourner à sa maison avec le reste de sa chandelle.

M. le curé du Grand-Brassac fait offrir au Musée département un denier blanc d'Angoulême, remontant au *xi^e* siècle et trouvé dans sa paroisse.

M. Michel Hardy dépose ensuite sur le bureau un chandelier-lampe en faïence à décors polychromes, que M. Rougier, armurier à Périgueux, l'a prié d'offrir aussi au Musée départemental.

Haut de 225 millimètres, cet intéressant objet est façonné tout d'une pièce et dénote de la part de son auteur une habileté de main peu commune. La lampe hémisphérique qui la surmonte est percée de quatre trous ; deux de ces trous laissent passage à une petite gouttière également en faïence, sur laquelle venait s'appuyer la mèche. L'étude des émaux et les renseignements que lui a donnés M. Rougier ont amené notre confrère à penser que ce chandelier-lampe sortait de la fabrique de M. Champeaux dont la faïencerie était établie à Périgueux, près de la route de Bordeaux, dans l'ancienne chapelle des Ursulines, et était encore en pleine activité, il y a une quarantaine d'années.

M. Hardy signale, parmi les produits curieux de la faïencerie Champeaux, une assiette destinée à célébrer le plébiscite de 1852. Cette assiette, d'une fabrication grossière, fut

répandue, paraît-il, en assez grand nombre dans les campagnes. Elle porte au centre *l'aigle impériale accostée de deux rameaux d'olivier* ; au-dessous on lit le nombre :

7,500,000 ,

chiffre des voix du plébiscite. Comme tous les monuments du même genre à signification politique, l'assiette Champoux de 1852 est aujourd'hui recherchée des amateurs. Un collectionneur rouennais, M. Gustave Gouellain, auteur de publications très appréciées sur l'histoire de la céramique, écrivait naguère à notre confrère, pour le prier de lui en procurer des exemplaires ; c'est assez dire que cette assiette mériterait les honneurs de notre Musée départemental.

« Aucune notice, poursuit M. Michel Hardy, n'a été consacrée jusqu'ici à l'histoire de la céramique du Périgord ; nous ne croyons même pas qu'un collectionneur se soit appliqué à en rassembler des spécimens. Il y aurait là cependant matière à une étude extrêmement intéressante. L'art du potier est pratiqué depuis longtemps en Périgord. Les terres vernissées de Beaumont formaient déjà, au moyen-âge, une branche importante de commerce, et l'on peut présumer que celles du Nontronnais sont également fort anciennes. Au xvii^e siècle, Périgueux comptait plusieurs faïenceries dont le souvenir se retrouve dans le nom d'une rue du quartier de la Cité (1). Au xviii^e siècle, MM. Lacoste et Vié avaient établi à Bergerac une faïencerie qui cessa de fonctionner en 1782, mais dont les produits se distinguent par leur élégance et la richesse artistique de leurs décors (2). Les grès de Bergerac ont eu aussi leur renom au commencement de ce

(1) On parle souvent de nos faïenceries dans les vieux titres, rapporte M. W. de Taillefer, et en note, il ajoute que la dernière de ces faïenceries, située sur le chemin qui conduit au Pont de la Cité (rue de la Faïencerie), était encore en activité, il y a une centaine d'années. (*Antiquités de Vézère*, t. II (1826), p. 637).

(2) V. *Les anciennes faïences de Bordeaux*, par M. le Dr Azam, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, t. V, 1878, pages 180 et 191.

siècle et rivalisaient pour la qualité de leur pâte avec les meilleurs grès anglais (1). Enfin, sans parler de la faïencerie Champeaux, on aimerait à connaître la situation et le genre de produits des cinq faïenceries que, dans son *Annuaire* de l'an XII (page 299) M. Delfau signale encore en 1803, dans le département de la Dordogne. A une époque où l'on recherche avec tant d'ardeur les anciennes faïences, ne conviendrait-il pas qu'un membre de notre Société archéologique se mît à collectionner les monuments épars de la céramique périgourdine et entreprit d'en retracer l'histoire ? »

M. le Conservateur du Musée exprimera sa gratitude aux donateurs.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire général : Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 7 Janvier 1886.

Présidence de M. le marquis DE FAYOLLE.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, de Roumejoux, de Saint-Pierre, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, le comte d'Arlot de Saint-Saud, Fernand de Bellussière, Bleynie, Alcide Duverneuil, le comte Gérard de Fayolle, Paul Galy, Michel Hardy et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre confrère M. Du Mas-Paysac, un des habitués de nos séances, qui s'intéressait surtout aux travaux généalogiques et avait publié au-

(1) *Annuaire du département de la Dordogne pour l'an XI de la République*, par M. Delfau ; Périgueux, imp. Dupont, in-8°, page 70

trefois une généalogie de la famille de Vaucocour. Une notice consacrée à sa mémoire paraîtra dans le *Bulletin*.

L'assemblée témoigne les regrets que lui cause cette nouvelle perte.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de notre Société pendant le mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de novembre et décembre 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1885, n° 2, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, où il est dit qu'à la séance du congrès de Sorbonne du 8 avril 1885, M. l'abbé Arbellot a donné lecture d'un mémoire sur Geoffroy de Vigéois, né à Clermont-d'Excideuil, chroniqueur limousin du XII^e siècle, et où, aux pages 142 et suivantes, sont publiées les pièces d'un procès intenté par Jeanne Grosbois, veuve de Gabriel Méronnet, comédien du roi, portier de l'hôtel de Bourgogne, à Jean Reguin, dit Fricquelin, natif de Ste-Aulaye au pays d'Angoumois, pour l'avoir abandonnée enceinte après promesse de mariage (1648) ;

Les rapports à M. Edmond Turquet, sous-secrétaire d'Etat, sur *Les Musées et les Ecoles d'art industriel* et sur la situation des industries artistiques en Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie et Russie, par M. Marius Vachon, un volume in-4°, Paris, typographie de Quantin, imprimeur de la Chambre des députés, 1885 ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du sud-ouest*, n° du 30 novembre et du 31 décembre 1885, in-4°, Bordeaux, le premier contenant une liste communiquée par notre studieux confrère M. le marquis d'Abzac de La Douze, de plantes rares ou nouvelles du Périgord, et quelques lignes sur l'éboulement des carrières de Chancelade : « Ces carrières, désormais si tristement célèbres, étaient ouvertes dans la craie moyenne, comme celles d'Angoulême. Les couches y avaient été localement soulevées avec violence, et le calcaire à *Radiolites lumbricalis* mis à jour. Au-dessus de ce calcaire exploité, venaient des assises plus meubles, marnes, grès,

argiles, également disloquées. Les pluies d'automne, particulièrement intenses cette année, ont eu un effet désastreux sur ce terrain miné et fracturé de toutes parts » ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VII, 3^e livraison, juillet-septembre 1885, in-8°, Brive, renfermant un intéressant mémoire de M. Maxe-Werly sur *La classification des monnaies gauloises* ;

Les *Bulletins de la Société archéologique du midi de la France*, séances du 25 novembre 1884 au 21 juillet 1885 inclus, deux livraisons in-4°, Toulouse, et les *Mémoires* de la même Société, tome XIII, 3^e livraison, années 1883 à 1885, in-4°, Toulouse ;

Les *Mémoires et comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1884, tome XVI, in-8°, Alais, 1885 ;

Le *Giornale araldico* de l'académie de Pise, n° d'octobre-novembre 1885, grand in-8°, Pise ;

La *Bibliophilie* ancienne et moderne, française et étrangère, nos 28 à 30, octobre à décembre 1885, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte ;

Le *Catalogue de documents historiques*, manuscrits et chartes de la maison Charavay, n° de novembre 1885, in-8°, Paris, contenant la mention d'un vidimus par l'officiel de Périgueux de lettres patentes de Philippe le Bel, données à Melun le 1^{er} février 1291 (1292), approuvant la fondation d'un monastère de Dominicaines à Saint-Pardoux, par Marguerite de Bourgogne, vicomtesse de Limoges ; Périgueux, 22 octobre 1292, in-4° oblong ; pièce coupée sur un des côtés et par suite incomplète ;

Le *Catalogue d'une précieuse collection de lettres autographes de compositeurs de musique*, mise en vente le 11 décembre dernier par M. Eugène Charavay, in-8°, Paris, et indiquant une pièce signée du compositeur Jean-Baptiste Lemoyne, professeur de M^{me} Saint-Huberty, né dans le Périgord en 1751, mort en 1796. C'est une page in-4°, datée du 30 frimaire an IV, qui contient un reçu de la somme de 5,663 livres 3 sols pour trois représentations du *Batelier* et du *Mensonge officieux* au théâtre Feydeau ;

Par M. Philippe de Bosredon, une notice sur l'*Abbaye de Dalon*, par M. J.-B.-L. Roy de Pierrefitte, in-8°, de 24 pages, Limoges, imprimerie Chapoulaud frères ; et le *Rapport sur les fouilles d'un tumulus à Liviers*, par Louis Bourdery, in-8° de 8 pages, Limoges, 1881 ;

Par M. Léon Clédât, professeur à la Faculté des lettres de Lyon, une nouvelle édition classique de *La Chanson de Roland*, précédée d'une introduction et suivie d'un glossaire, un volume cartonné in-8°, Paris, Garnier frères, 1886 ;

Par M. Ivan de Valbrune, sa *Causerie sur la truffe*, brochure in-18, Périgueux. imprimerie Delage et Joucla, 1885 ;

Par M. Dujarric-Descombes, un numéro de l'*Echo de la Dordogne* du 30 novembre 1885, où il a publié un article bibliographique sur les deux derniers *Bulletins* de la Société archéologique et historique du Limousin. Notre confrère signale notamment dans ces recueils une étude de M. le chanoine Arbellot sur les *Ermites du Limousin*, en faisant observer qu'aucun travail sur les ermites du Périgord n'a encore été entrepris : il y aurait un grand intérêt à étudier chez nous l'histoire de ces reclus qui exercèrent autrefois une sorte de sacerdoce et une magistrature mystérieuse.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE TRÉSORIER donne ensuite lecture de son compte de gestion pour l'exercice de 1885 : les recettes se sont élevées à la somme de 4,719 fr., et les dépenses à 3,482 fr. 25 c. d'où un excédent de recettes de 1,236 fr. 75 c., qui viendra grossir notre fonds de réserve et porter notre capital à 12,000 fr. Notre trésorier fait remarquer que la Société remplit actuellement toutes les conditions prescrites pour être reconnue établissement d'utilité publique, et il espère que d'ici à quelques mois elle recevra le décret qui le lui apprendra.

M. LE PRÉSIDENT complimente le trésorier sur sa bonne administration.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle que l'été dernier il a annoncé à la Société la récompense que venait d'obtenir à l'Académie française notre jeune et savant confrère M. Léon Clédât, pour ses travaux philologiques. Voici ce qu'en dit

argiles, également disloquées. Les pluies d'automne, particulièrement intenses cette année, ont eu un effet désastreux sur ce terrain miné et fracturé de toutes parts » ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VII, 3^e livraison, juillet-septembre 1885, in-8°, Brive, renfermant un intéressant mémoire de M. Maxe-Werly sur *La classification des monnaies gauloises* ;

Les *Bulletins de la Société archéologique du midi de la France*, séances du 25 novembre 1884 au 21 juillet 1885 inclus, deux livraisons in-4°, Toulouse, et les *Mémoires* de la même Société, tome XIII, 3^e livraison, années 1883 à 1885, in-4°, Toulouse ;

Les *Mémoires et comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1884, tome XVI, in-8°, Alais, 1885 ;

Le *Giornale araldico* de l'académie de Pise, n° d'octobre-novembre 1885, grand in-8°, Pise ;

La *Bibliophilie* ancienne et moderne, française et étrangère, n°s 28 à 30, octobre à décembre 1885, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte ;

Le *Catalogue de documents historiques*, manuscrits et chartes de la maison Charavay, n° de novembre 1885, in-8°, Paris, contenant la mention d'un vidimus par l'official de Périgueux de lettres patentes de Philippe le Bel, données à Melun le 1^{er} février 1291 (1292), approuvant la fondation d'un monastère de Dominicaines à Saint-Pardoux, par Marguerite de Bourgogne, vicomtesse de Limoges ; Périgueux, 22 octobre 1292, in-4° oblong ; pièce coupée sur un des côtés et par suite incomplète ;

Le *Catalogue d'une précieuse collection de lettres autographes de compositeurs de musique*, mise en vente le 11 décembre dernier par M. Eugène Charavay, in-8°, Paris, et indiquant une pièce signée du compositeur Jean-Baptiste Lemoyne, professeur de M^{me} Saint-Huberty, né dans le Périgord en 1751, mort en 1796. C'est une page in-4°, datée du 30 frimaire an IV, qui contient un reçu de la somme de 5,663 livres 3 sols pour trois représentations du *Batelier* et du *Mensonge officieux* au théâtre Feydeau ;

Par M. Philippe de Bosredon, une notice sur l'*Abbaye de Dalon*, par M. J.-B.-L. Roy de Pierrefitte, in-8°, de 24 pages, Limoges, imprimerie Chapoulaud frères ; et le *Rapport sur les fouilles d'un tumulus à Liviers*, par Louis Bourdery, in-8° de 8 pages, Limoges, 1881 ;

Par M. Léon Clédat, professeur à la Faculté des lettres de Lyon, une nouvelle édition classique de *La Chanson de Roland*, précédée d'une introduction et suivie d'un glossaire, un volume cartonné in-8°, Paris, Garnier frères, 1886 ;

Par M. Ivan de Valbrune, sa *Causerie sur la truffe*, brochure in-18, Périgueux. imprimerie Delage et Joucla, 1885 ;

Par M. Dujarric-Descombes, un numéro de l'*Echo de la Dordogne* du 30 novembre 1885, où il a publié un article bibliographique sur les deux derniers *Bulletins* de la Société archéologique et historique du Limousin. Notre confrère signale notamment dans ces recueils une étude de M. le chanoine Arbellot sur les *Ermîtes du Limousin*, en faisant observer qu'aucun travail sur les ermites du Périgord n'a encore été entrepris : il y aurait un grand intérêt à étudier chez nous l'histoire de ces reclus qui exercèrent autrefois une sorte de sacerdoce et une magistrature mystérieuse.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE TRÉSORIER donne ensuite lecture de son compte de gestion pour l'exercice de 1885 : les recettes se sont élevées à la somme de 4,719 fr., et les dépenses à 3,482 fr. 25 c. d'où un excédent de recettes de 1,236 fr. 75 c., qui viendra grossir notre fonds de réserve et porter notre capital à 12,000 fr. Notre trésorier fait remarquer que la Société remplit actuellement toutes les conditions prescrites pour être reconnue établissement d'utilité publique, et il espère que d'ici à quelques mois elle recevra le décret qui le lui apprendra.

M. LE PRÉSIDENT complimente le trésorier sur sa bonne administration.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle que l'été dernier il a annoncé à la Société la récompense que venait d'obtenir à l'Académie française notre jeune et savant confrère M. Léon Clédat, pour ses travaux philologiques. Voici ce qu'en dit

M. le Secrétaire perpétuel dans son rapport, lu à la séance solennelle de l'Académie du 26 novembre dernier :

« Rarement le prix Archon Despérouses n'avait été aussi sérieusement discuté que dans ce concours. Presque tous les ouvrages qui y ont pris part semblent mériter au moins une approbation collective... En louant ce livre (celui de M. Constans), j'ai loué d'avance celui de M. Clédât qui, dans sa *Grammaire élémentaire de la vieille langue française*, embrasant presque le même sujet, s'est proposé aussi de vulgariser la connaissance de notre vieille langue en exposant les lois qui président à sa formation. M. Clédât n'a voulu que faire une œuvre utile en mettant à la portée de toutes les intelligences les résultats des grands travaux que la science a publiés depuis un siècle ; il y a pleinement réussi. »

M. Camille Doucet dit encore, dans le même rapport, à propos d'un livre qui nous touche et qui a été couronné, l'histoire de *Fénelon à Cambrai*, par le prince Emmanuel de Broglie : « Écrit dans une langue excellente, qui est un héritage, presque un privilège de famille, ce livre réunit au plus haut degré des qualités qui se complètent quand, par bonheur, elles se rencontrent : le fond et la forme, la force et la grâce, le dessin et le coloris.

» Si peu de noms sont plus connus que celui de Fénelon, si l'une de ses œuvres jouit encore aujourd'hui d'une rare popularité, en revanche, la lumière ne s'est jamais entièrement faite sur le caractère et l'esprit de ce grand prélat, longtemps méconnu et toujours très diversement apprécié. L'ayant étudié surtout dans les archives intimes de sa longue correspondance, ayant trouvé là, comme dans les replis de son cœur, le secret de ses pensées et de ses sentiments, le jeune et savant historien aurait pu nous édifier plus complètement encore qu'il ne l'a fait en écrivant toute l'histoire, en retraçant toute la vie de son héros, au lieu de se borner à ce qu'il appelle lui-même « le drame intérieur de ces longues années d'exil et la victoire de l'homme nouveau sur le vieil homme. »

» A peine, dans la triste solitude de Cambrai, nous fait-il parfois entrevoir le sage conseiller dont Versailles n'entend plus la voix, le brillant écrivain et l'homme d'Etat profond à qui toutes les ambitions étaient permises. C'est au chrétien surtout qu'il s'attache ; c'est le chrétien qu'il nous montre, tombé de haut, mais debout et ferme, supérieur à toutes les disgrâces de la terre et qui, grandissant encore dans l'adversité, ne se venge de la mauvaise fortune qu'en la dominant jusqu'au bout, par la dignité de sa vie et la sérénité de sa mort. »

M. le comte DE DAMAS D'HAUTEFORT écrit à M. de Froidefond pour ajouter quelques mots aux observations présentées par M. Dujarric-Descombes, dans notre séance du 5 novembre dernier, sur la donation d'une chapelle d'Hautefort faite au prieur d'Aureil, au commencement du xii^e siècle. « Je crois pouvoir, lui mande-t-il, vous fournir des renseignements presque certains, parce que je me rappelle que dans mes nombreuses et intéressantes archives il est sans cesse question de l'abbaye de Tourtoirac et de ses rapports avec le prieuré de Saint-Agnan. Je ne me souviens pas d'avoir jamais lu que les Juillac eussent un droit de seigneurie sur Hautefort. Ce sont les d'Hautefort qui étaient seigneurs de Juillac, Pompadour, Ségur, Aixe, Longa, Thenon, Montignac et d'autres encore. Au reste, je ne nie rien et je n'affirme rien. Je ne peux pas faire sortir de la bibliothèque du château des archives qui représentent un trésor ; mais si la Société archéologique, dont je me fais honneur d'être membre, voulait, à mon retour à Hautefort, déléguer pendant quelques jours un ou plusieurs de mes collègues, je me ferais un plaisir de leur offrir l'hospitalité et de mettre sous leurs yeux des documents précieux qui intéresseraient fort notre département et l'histoire. »

L'assemblée remercie M. de Damas de son offre gracieuse, qu'elle acceptera avec empressement pour quelqu'un de nos confrères quand le moment sera venu.

M. Martial DELPIT nous transmet une lettre du P. Ingold, prêtre de l'Oratoire, à Sceaux, qui demande à la Société si elle consentirait à échanger son *Bulletin* avec le *Bulletin cri-*

M. le Secrétaire perpétuel dans son rapport, lu à la séance solennelle de l'Académie du 26 novembre dernier :

« Rarement le prix Archon Despérouses n'avait été aussi sérieusement discuté que dans ce concours. Presque tous les ouvrages qui y ont pris part semblent mériter au moins une approbation collective... En louant ce livre (celui de M. Constans), j'ai loué d'avance celui de M. Clédat qui, dans sa *Grammaire élémentaire de la vieille langue française*, embrassant presque le même sujet, s'est proposé aussi de vulgariser la connaissance de notre vieille langue en exposant les lois qui président à sa formation. M. Clédat n'a voulu que faire une œuvre utile en mettant à la portée de toutes les intelligences les résultats des grands travaux que la science a publiés depuis un siècle ; il y a pleinement réussi. »

M. Camille Doucet dit encore, dans le même rapport, à propos d'un livre qui nous touche et qui a été couronné, l'histoire de *Fénelon à Cambrai*, par le prince Emmanuel de Broglie : « Écrit dans une langue excellente, qui est un héritage, presque un privilège de famille, ce livre réunit au plus haut degré des qualités qui se complètent quand, par bonheur, elles se rencontrent : le fond et la forme, la force et la grâce, le dessin et le coloris.

» Si peu de noms sont plus connus que celui de Fénelon, si l'une de ses œuvres jouit encore aujourd'hui d'une rare popularité, en revanche, la lumière ne s'est jamais entièrement faite sur le caractère et l'esprit de ce grand prélat, longtemps méconnu et toujours très diversement apprécié. L'ayant étudié surtout dans les archives intimes de sa longue correspondance, ayant trouvé là, comme dans les replis de son cœur, le secret de ses pensées et de ses sentiments, le jeune et savant historien aurait pu nous édifier plus complètement encore qu'il ne l'a fait en écrivant toute l'histoire, en retraçant toute la vie de son héros, au lieu de se borner à ce qu'il appelle lui-même « le drame intérieur de ces longues années d'exil et la victoire de l'homme nouveau sur le vieil homme. »

» A peine, dans la triste solitude de Cambrai, nous fait-il parfois entrevoir le sage conseiller dont Versailles n'entend plus la voix, le brillant écrivain et l'homme d'Etat profond à qui toutes les ambitions étaient permises. C'est au chrétien surtout qu'il s'attache ; c'est le chrétien qu'il nous montre, tombé de haut, mais debout et ferme, supérieur à toutes les disgrâces de la terre et qui, grandissant encore dans l'adversité, ne se venge de la mauvaise fortune qu'en la dominant jusqu'au bout, par la dignité de sa vie et la sérénité de sa mort. »

M. le comte DE DAMAS D'HAUTEFORT écrit à M. de Froidefond pour ajouter quelques mots aux observations présentées par M. Dujarric-Descombes, dans notre séance du 5 novembre dernier, sur la donation d'une chapelle d'Hautefort faite au prieur d'Aureil, au commencement du xii^e siècle. « Je crois pouvoir, lui mande-t-il, vous fournir des renseignements presque certains, parce que je me rappelle que dans mes nombreuses et intéressantes archives il est sans cesse question de l'abbaye de Tourtoirac et de ses rapports avec le prieuré de Saint-Agnan. Je ne me souviens pas d'avoir jamais lu que les Juillac eussent un droit de seigneurie sur Hautefort. Ce sont les d'Hautefort qui étaient seigneurs de Juillac, Pompadour, Ségur, Aixe, Longa, Thenon, Montignac et d'autres encore. Au reste, je ne nie rien et je n'affirme rien. Je ne peux pas faire sortir de la bibliothèque du château des archives qui représentent un trésor ; mais si la Société archéologique, dont je me fais honneur d'être membre, voulait, à mon retour à Hautefort, déléguer pendant quelques jours un ou plusieurs de mes collègues, je me ferais un plaisir de leur offrir l'hospitalité et de mettre sous leurs yeux des documents précieux qui intéresseraient fort notre département et l'histoire. »

L'assemblée remercie M. de Damas de son offre gracieuse, qu'elle acceptera avec empressement pour quelqu'un de nos confrères quand le moment sera venu.

M. Martial DELPIT nous transmet une lettre du P. Ingold, prêtre de l'Oratoire, à Sceaux, qui demande à la Société si elle consentirait à échanger son *Bulletin* avec le *Bulletin cri-*

tique (bi-mensuel, Thorin, éditeur), dont il est le fondateur et l'un des quatre directeurs; et si nos annales accueilleraient quelques documents inédits sur M^{re} Le Boux, évêque de Périgueux, et sur plusieurs Oratoriens originaires du Périgord.

La Société accepterait volontiers cette dernière proposition; mais jusqu'à présent il est d'usage que pour écrire dans le *Bulletin* il faut être ou membre titulaire, ou associé, ou correspondant. Quant à l'échange proposé, notre Compagnie n'en fait aucun avec des revues ou journaux; elle a l'habitude d'échanger ses publications avec des Sociétés savantes et seulement avec des Sociétés d'histoire et d'archéologie. M. le Secrétaire général répondra dans ce sens.

Puis, M. DE ROUMEJOUX nous donne communication d'un certificat du greffier de l'Élection de Périgueux en 1784, qui constate que les archives de son greffe ne remontent qu'à l'année 1680, les plus anciennes ayant été pillées en 1575 et en 1653. Ce certificat a été délivré à Barry, avocat, et imprimé à la suite de son *Mémoire concernant l'abonnement des tailles de la ville de Sarlat*, plaquette de 16 pages, in-4°, imprimée à Sarlat en 1784.

Si ces titres ont été détruits au xvi^e et au xvii^e siècle, notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous annonce qu'on vient d'en retrouver d'autres à la Bibliothèque nationale et qui sont importants pour les familles du Périgord. Ils forment 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils composent les tomes 115 à 183. Notre laborieux vice-président nous envoie le catalogue sommaire de cette vaste collection que nous reproduirons très prochainement dans le *Bulletin*. Ces volumes renferment les immenses travaux généalogiques de l'abbé Lespine, et aux notices généalogiques sont joints des documents très précieux: ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine lui-même, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. « La quantité des extraits ainsi recueillis et classés, nous mande M. de Bosredon, est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable

de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire. »

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'une notice sur le bas-relief antique de Mercure, trouvé à Périgueux le 30 décembre 1884.

Après avoir retracé en quelques mots l'historique de cette découverte, notre confrère fait une description détaillée du monument, en signale l'intérêt artistique, s'applique à en rechercher la destination et en fixe la date ; enfin, dans un dernier alinéa, il parle des mutilations dont la figure du dieu porte la trace et qui paraissent devoir être attribuées aux premiers chrétiens.

Cette lecture achevée, M. Hardy fait remarquer combien sont légères les divergences d'opinion entre M. de Roumejoux et lui sur l'origine de ce bas-relief. Ces divergences sont plus apparentes que réelles, et M. Hardy se flatte que notre honorable vice-président ne les eût pas formulées s'il avait attendu la rédaction de son mémoire. Comme M. de Roumejoux, notre confrère n'a jamais douté, en effet, que le bas-relief de Mercure ne dût être rapporté à l'époque romaine et n'offrit des motifs de décoration essentiellement romains. Il est certain, d'autre part, qu'il a été fait en Gaule et à Périgueux même, puisque la pierre est celle du pays. Par ces considérations et d'autres encore, M. Hardy le revendique comme un monument de notre art national, et il a été heureux de voir son avis partagé par notre président, M. le docteur Galy.

L'assemblée remercie M. Hardy de son intéressante communication et décide que son mémoire sera publié dans notre *Bulletin* avec une planche reproduisant le bas-relief en héliogravure.

Avant la fin de la séance, M. Alcide DUVERNEUIL appelle l'attention de l'assemblée sur les ruines de l'ancien château des Chabanes, situé commune de Sorges, et est étonné que le *Bulletin* ne leur ait pas encore consacré une étude qui serait assurément intéressante. On pourrait, suivant lui, à

tique (bi-mensuel, Thorin, éditeur), dont il est le fondateur et l'un des quatre directeurs ; et si nos annales accueilleraient quelques documents inédits sur M^{re} Le Boux, évêque de Périgueux, et sur plusieurs Oratoriens originaires du Périgord.

La Société accepterait volontiers cette dernière proposition ; mais jusqu'à présent il est d'usage que pour écrire dans le *Bulletin* il faut être ou membre titulaire, ou associé, ou correspondant. Quant à l'échange proposé, notre Compagnie n'en fait aucun avec des revues ou journaux ; elle a l'habitude d'échanger ses publications avec des Sociétés savantes et seulement avec des Sociétés d'histoire et d'archéologie. M. le Secrétaire général répondra dans ce sens.

Puis, M. DE ROUMEJOUX nous donne communication d'un certificat du greffier de l'Élection de Périgueux en 1784, qui constate que les archives de son greffe ne remontent qu'à l'année 1680, les plus anciennes ayant été pillées en 1575 et en 1653. Ce certificat a été délivré à Barry, avocat, et imprimé à la suite de son *Mémoire concernant l'abonnement des tailles de la ville de Sarlat*, plaquette de 16 pages, in-4°, imprimée à Sarlat en 1784.

Si ces titres ont été détruits au xvi^e et au xvii^e siècle, notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous annonce qu'on vient d'en retrouver d'autres à la Bibliothèque nationale et qui sont importants pour les familles du Périgord. Ils forment 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils composent les tomes 115 à 183. Notre laborieux vice-président nous envoie le catalogue sommaire de cette vaste collection que nous reproduirons très prochainement dans le *Bulletin*. Ces volumes renferment les immenses travaux généalogiques de l'abbé Lespine, et aux notices généalogiques sont joints des documents très précieux : ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine lui-même, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. « La quantité des extraits ainsi recueillis et classés, nous mande M. de Bosredon, est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable

de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire. »

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'une notice sur le bas-relief antique de Mercure, trouvé à Périgueux le 30 décembre 1884.

Après avoir retracé en quelques mots l'historique de cette découverte, notre confrère fait une description détaillée du monument, en signale l'intérêt artistique, s'applique à en rechercher la destination et en fixe la date ; enfin, dans un dernier alinéa, il parle des mutilations dont la figure du dieu porte la trace et qui paraissent devoir être attribuées aux premiers chrétiens.

Cette lecture achevée, M. Hardy fait remarquer combien sont légères les divergences d'opinion entre M. de Roumejoux et lui sur l'origine de ce bas-relief. Ces divergences sont plus apparentes que réelles, et M. Hardy se flatte que notre honorable vice-président ne les eût pas formulées s'il avait attendu la rédaction de son mémoire. Comme M. de Roumejoux, notre confrère n'a jamais douté, en effet, que le bas-relief de Mercure ne dût être rapporté à l'époque romaine et n'offrit des motifs de décoration essentiellement romains. Il est certain, d'autre part, qu'il a été fait en Gaule et à Périgueux même, puisque la pierre est celle du pays. Par ces considérations et d'autres encore, M. Hardy le revendique comme un monument de notre art national, et il a été heureux de voir son avis partagé par notre président, M. le docteur Galy.

L'assemblée remercie M. Hardy de son intéressante communication et décide que son mémoire sera publié dans notre *Bulletin* avec une planche reproduisant le bas-relief en héliogravure.

Avant la fin de la séance, M. Alcide DUVERNEUIL appelle l'attention de l'assemblée sur les ruines de l'ancien château des Chabanes, situé commune de Sorges, et est étonné que le *Bulletin* ne leur ait pas encore consacré une étude qui serait assurément intéressante. On pourrait, suivant lui, à

tique (bi-mensuel, Thorin, éditeur), dont il est le fondateur et l'un des quatre directeurs; et si nos annales accueilleraient quelques documents inédits sur *M^{re} Le Boux*, évêque de Périgueux, et sur plusieurs Oratoriens originaires du Périgord.

La Société accepterait volontiers cette dernière proposition; mais jusqu'à présent il est d'usage que pour écrire dans le *Bulletin* il faut être ou membre titulaire, ou associé, ou correspondant. Quant à l'échange proposé, notre Compagnie n'en fait aucun avec des revues ou journaux; elle a l'habitude d'échanger ses publications avec des Sociétés savantes et seulement avec des Sociétés d'histoire et d'archéologie. M. le Secrétaire général répondra dans ce sens.

Puis, M. DE ROUMEJOUX nous donne communication d'un certificat du greffier de l'Élection de Périgueux en 1784, qui constate que les archives de son greffe ne remontent qu'à l'année 1680, les plus anciennes ayant été pillées en 1575 et en 1653. Ce certificat a été délivré à Barry, avocat, et imprimé à la suite de son *Mémoire concernant l'abonnement des tailles de la ville de Sarlat*, plaquette de 16 pages, in-4°, imprimée à Sarlat en 1784.

Si ces titres ont été détruits au xvi^e et au xvii^e siècle, notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous annonce qu'on vient d'en retrouver d'autres à la Bibliothèque nationale et qui sont importants pour les familles du Périgord. Ils forment 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils composent les tomes 115 à 183. Notre laborieux vice-président nous envoie le catalogue sommaire de cette vaste collection que nous reproduirons très prochainement dans le *Bulletin*. Ces volumes renferment les immenses travaux généalogiques de l'abbé Lespine, et aux notices généalogiques sont joints des documents très précieux: ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine lui-même, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. « La quantité des extraits ainsi recueillis et classés, nous mande M. de Bosredon, est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable

de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire. »

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'une notice sur le bas-relief antique de Mercure, trouvé à Périgueux le 30 décembre 1884.

Après avoir retracé en quelques mots l'historique de cette découverte, notre confrère fait une description détaillée du monument, en signale l'intérêt artistique, s'applique à en rechercher la destination et en fixe la date ; enfin, dans un dernier alinéa, il parle des mutilations dont la figure du dieu porte la trace et qui paraissent devoir être attribuées aux premiers chrétiens.

Cette lecture achevée, M. Hardy fait remarquer combien sont légères les divergences d'opinion entre M. de Roumejoux et lui sur l'origine de ce bas-relief. Ces divergences sont plus apparentes que réelles, et M. Hardy se flatte que notre honorable vice-président ne les eût pas formulées s'il avait attendu la rédaction de son mémoire. Comme M. de Roumejoux, notre confrère n'a jamais douté, en effet, que le bas-relief de Mercure ne dût être rapporté à l'époque romaine et n'offrit des motifs de décoration essentiellement romains. Il est certain, d'autre part, qu'il a été fait en Gaule et à Périgueux même, puisque la pierre est celle du pays. Par ces considérations et d'autres encore, M. Hardy le revendique comme un monument de notre art national, et il a été heureux de voir son avis partagé par notre président, M. le docteur Galy.

L'assemblée remercie M. Hardy de son intéressante communication et décide que son mémoire sera publié dans notre *Bulletin* avec une planche reproduisant le bas-relief en héliogravure.

Avant la fin de la séance, M. Alcide DUVERNEUIL appelle l'attention de l'assemblée sur les ruines de l'ancien château des Chabanes, situé commune de Sorges, et est étonné que le *Bulletin* ne leur ait pas encore consacré une étude qui serait assurément intéressante. On pourrait, suivant lui, à

tique (bi-mensuel, Thorin, éditeur), dont il est le fondateur et l'un des quatre directeurs ; et si nos annales accueilleraient quelques documents inédits sur M^{re} Le Boux, évêque de Périgueux, et sur plusieurs Oratoriens originaires du Périgord.

La Société accepterait volontiers cette dernière proposition ; mais jusqu'à présent il est d'usage que pour écrire dans le *Bulletin* il faut être ou membre titulaire, ou associé, ou correspondant. Quant à l'échange proposé, notre Compagnie n'en fait aucun avec des revues ou journaux ; elle a l'habitude d'échanger ses publications avec des Sociétés savantes et seulement avec des Sociétés d'histoire et d'archéologie. M. le Secrétaire général répondra dans ce sens.

Puis, M. DE ROUMEJOUX nous donne communication d'un certificat du greffier de l'Élection de Périgueux en 1784, qui constate que les archives de son greffe ne remontent qu'à l'année 1680, les plus anciennes ayant été pillées en 1575 et en 1653. Ce certificat a été délivré à Barry, avocat, et imprimé à la suite de son *Mémoire concernant l'abonnement des tailles de la ville de Sarlat*, plaquette de 16 pages, in-4°, imprimée à Sarlat en 1784.

Si ces titres ont été détruits au xvi^e et au xvii^e siècle, notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous annonce qu'on vient d'en retrouver d'autres à la Bibliothèque nationale et qui sont importants pour les familles du Périgord. Ils forment 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils composent les tomes 115 à 183. Notre laborieux vice-président nous envoie le catalogue sommaire de cette vaste collection que nous reproduirons très prochainement dans le *Bulletin*. Ces volumes renferment les immenses travaux généalogiques de l'abbé Lespine, et aux notices généalogiques sont joints des documents très précieux : ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine lui-même, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. « La quantité des extraits ainsi recueillis et classés, nous mande M. de Bosredon, est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable

de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire. »

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'une notice sur le bas-relief antique de Mercure, trouvé à Périgueux le 30 décembre 1884.

Après avoir retracé en quelques mots l'historique de cette découverte, notre confrère fait une description détaillée du monument, en signale l'intérêt artistique, s'applique à en rechercher la destination et en fixe la date; enfin, dans un dernier alinéa, il parle des mutilations dont la figure du dieu porte la trace et qui paraissent devoir être attribuées aux premiers chrétiens.

Cette lecture achevée, M. Hardy fait remarquer combien sont légères les divergences d'opinion entre M. de Roumejoux et lui sur l'origine de ce bas-relief. Ces divergences sont plus apparentes que réelles, et M. Hardy se flatte que notre honorable vice-président ne les eût pas formulées s'il avait attendu la rédaction de son mémoire. Comme M. de Roumejoux, notre confrère n'a jamais douté, en effet, que le bas-relief de Mercure ne dût être rapporté à l'époque romaine et n'offrit des motifs de décoration essentiellement romains. Il est certain, d'autre part, qu'il a été fait en Gaule et à Périgueux même, puisque la pierre est celle du pays. Par ces considérations et d'autres encore, M. Hardy le revendique comme un monument de notre art national, et il a été heureux de voir son avis partagé par notre président, M. le docteur Galy.

L'assemblée remercie M. Hardy de son intéressante communication et décide que son mémoire sera publié dans notre *Bulletin* avec une planche reproduisant le bas-relief en héliogravure.

Avant la fin de la séance, M. Alcide DUVERNEUIL appelle l'attention de l'assemblée sur les ruines de l'ancien château des Chabanes, situé commune de Sorges, et est étonné que le *Bulletin* ne leur ait pas encore consacré une étude qui serait assurément intéressante. On pourrait, suivant lui, à

tique (bi-mensuel, Thorin, éditeur), dont il est le fondateur et l'un des quatre directeurs; et si nos annales accueilleraient quelques documents inédits sur M^{re} Le Boux, évêque de Périgueux, et sur plusieurs Oratoriens originaires du Périgord.

La Société accepterait volontiers cette dernière proposition; mais jusqu'à présent il est d'usage que pour écrire dans le *Bulletin* il faut être ou membre titulaire, ou associé, ou correspondant. Quant à l'échange proposé, notre Compagnie n'en fait aucun avec des revues ou journaux; elle a l'habitude d'échanger ses publications avec des Sociétés savantes et seulement avec des Sociétés d'histoire et d'archéologie. M. le Secrétaire général répondra dans ce sens.

Puis, M. DE ROUMEJOUX nous donne communication d'un certificat du greffier de l'Élection de Périgueux en 1784, qui constate que les archives de son greffe ne remontent qu'à l'année 1680, les plus anciennes ayant été pillées en 1575 et en 1653. Ce certificat a été délivré à Barry, avocat, et imprimé à la suite de son *Mémoire concernant l'abonnement des tailles de la ville de Sarlat*, plaquette de 16 pages, in-4°, imprimée à Sarlat en 1784.

Si ces titres ont été détruits au xvi^e et au xvii^e siècle, notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous annonce qu'on vient d'en retrouver d'autres à la Bibliothèque nationale et qui sont importants pour les familles du Périgord. Ils forment 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils composent les tomes 115 à 183. Notre laborieux vice-président nous envoie le catalogue sommaire de cette vaste collection que nous reproduirons très prochainement dans le *Bulletin*. Ces volumes renferment les immenses travaux généalogiques de l'abbé Lespine, et aux notices généalogiques sont joints des documents très précieux: ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine lui-même, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. « La quantité des extraits ainsi recueillis et classés, nous mande M. de Bosredon, est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable

de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire. »

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'une notice sur le bas-relief antique de Mercure, trouvé à Périgueux le 30 décembre 1884.

Après avoir retracé en quelques mots l'historique de cette découverte, notre confrère fait une description détaillée du monument, en signale l'intérêt artistique, s'applique à en rechercher la destination et en fixe la date ; enfin, dans un dernier alinéa, il parle des mutilations dont la figure du dieu porte la trace et qui paraissent devoir être attribuées aux premiers chrétiens.

Cette lecture achevée, M. Hardy fait remarquer combien sont légères les divergences d'opinion entre M. de Roumejoux et lui sur l'origine de ce bas-relief. Ces divergences sont plus apparentes que réelles, et M. Hardy se flatte que notre honorable vice-président ne les eût pas formulées s'il avait attendu la rédaction de son mémoire. Comme M. de Roumejoux, notre confrère n'a jamais douté, en effet, que le bas-relief de Mercure ne dût être rapporté à l'époque romaine et n'offrit des motifs de décoration essentiellement romains. Il est certain, d'autre part, qu'il a été fait en Gaule et à Périgueux même, puisque la pierre est celle du pays. Par ces considérations et d'autres encore, M. Hardy le revendique comme un monument de notre art national, et il a été heureux de voir son avis partagé par notre président, M. le docteur Galy.

L'assemblée remercie M. Hardy de son intéressante communication et décide que son mémoire sera publié dans notre *Bulletin* avec une planche reproduisant le bas-relief en héliogravure.

Avant la fin de la séance, M. Alcide DUVERNEUIL appelle l'attention de l'assemblée sur les ruines de l'ancien château des Chabanes, situé commune de Sorges, et est étonné que le *Bulletin* ne leur ait pas encore consacré une étude qui serait assurément intéressante. On pourrait, suivant lui, à

tique (bi-mensuel, Thorin, éditeur), dont il est le fondateur et l'un des quatre directeurs; et si nos annales accueilleraient quelques documents inédits sur M^{sr} Le Boux, évêque de Périgueux, et sur plusieurs Oratoriens originaires du Périgord.

La Société accepterait volontiers cette dernière proposition; mais jusqu'à présent il est d'usage que pour écrire dans le *Bulletin* il faut être ou membre titulaire, ou associé, ou correspondant. Quant à l'échange proposé, notre Compagnie n'en fait aucun avec des revues ou journaux; elle a l'habitude d'échanger ses publications avec des Sociétés savantes et seulement avec des Sociétés d'histoire et d'archéologie. M. le Secrétaire général répondra dans ce sens.

Puis, M. DE ROUMEJOUX nous donne communication d'un certificat du greffier de l'Élection de Périgueux en 1784, qui constate que les archives de son greffe ne remontent qu'à l'année 1680, les plus anciennes ayant été pillées en 1575 et en 1653. Ce certificat a été délivré à Barry, avocat, et imprimé à la suite de son *Mémoire concernant l'abonnement des tailles de la ville de Sarlat*, plaquette de 16 pages, in-4°, imprimée à Sarlat en 1784.

Si ces titres ont été détruits au xvi^e et au xvii^e siècle, notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous annonce qu'on vient d'en retrouver d'autres à la Bibliothèque nationale et qui sont importants pour les familles du Périgord. Ils forment 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils composent les tomes 115 à 183. Notre laborieux vice-président nous envoie le catalogue sommaire de cette vaste collection que nous reproduirons très prochainement dans le *Bulletin*. Ces volumes renferment les immenses travaux généalogiques de l'abbé Lespine, et aux notices généalogiques sont joints des documents très précieux: ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine lui-même, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. « La quantité des extraits ainsi recueillis et classés, nous mande M. de Bosredon, est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable

de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire. »

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'une notice sur le bas-relief antique de Mercure, trouvé à Périgueux le 30 décembre 1884.

Après avoir retracé en quelques mots l'historique de cette découverte, notre confrère fait une description détaillée du monument, en signale l'intérêt artistique, s'applique à en rechercher la destination et en fixe la date ; enfin, dans un dernier alinéa, il parle des mutilations dont la figure du dieu porte la trace et qui paraissent devoir être attribuées aux premiers chrétiens.

Cette lecture achevée, M. Hardy fait remarquer combien sont légères les divergences d'opinion entre M. de Roumejoux et lui sur l'origine de ce bas-relief. Ces divergences sont plus apparentes que réelles, et M. Hardy se flatte que notre honorable vice-président ne les eût pas formulées s'il avait attendu la rédaction de son mémoire. Comme M. de Roumejoux, notre confrère n'a jamais douté, en effet, que le bas-relief de Mercure ne dût être rapporté à l'époque romaine et n'offrit des motifs de décoration essentiellement romains. Il est certain, d'autre part, qu'il a été fait en Gaule et à Périgueux même, puisque la pierre est celle du pays. Par ces considérations et d'autres encore, M. Hardy le revendique comme un monument de notre art national, et il a été heureux de voir son avis partagé par notre président, M. le docteur Galy.

L'assemblée remercie M. Hardy de son intéressante communication et décide que son mémoire sera publié dans notre *Bulletin* avec une planche reproduisant le bas-relief en héliogravure.

Avant la fin de la séance, M. Alcide DUVERNEUIL appelle l'attention de l'assemblée sur les ruines de l'ancien château des Chabanes, situé commune de Sorges, et est étonné que le *Bulletin* ne leur ait pas encore consacré une étude qui serait assurément intéressante. On pourrait, suivant lui, à

l'aide des ruines qui subsistent, reconstituer le château du moyen-âge.

M. Gérard DE FAYOLLE fait observer qu'il ne reste plus rien aux Chabanes d'antérieur au xv^e siècle, et que dans ces conditions il serait impossible de tenter une reconstitution. De plus, pour rédiger la notice historique à joindre au dessin, il faudrait des documents qui manquent totalement.

La séance est levée à une heure et demie du soir.

Le Secrétaire-général : Ferd. VILLEPELET.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice de 1885.)

Conformément aux statuts de notre Société, je viens, Messieurs, vous présenter le compte de ma gestion pendant l'année qui vient de s'écouler :

Recettes.

Cotisation arriérée.....	10 »
Cotisations de 1885.....	3,010 ^f »
Diplômes.....	110 »
Vente de livraisons du <i>Bulletin</i>	38 »
Vente du <i>Supplément de la Sigillographie</i>	4 »
Vente de l' <i>Essai de Bibliographie</i>	2 »
Subvention du Conseil général de la Dordogne..	1,000 »
Intérêts du capital de la Société.....	545 »
TOTAL des recettes.....	4,719 ^f »

Dépenses.

Compté à la maison Laporte.....	1,794 15
— à M. Gillot, pour dessins.....	368 80
— à MM. Ronteix et Bonhur.....	30 »
-- à M. Thomas, relieur.....	109 75
— à M. Lavène, relieur.....	20 25
— à MM. Vieillemand, pour dessins.....	406 45
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	98 10
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	60 »
Timbres-poste, frais de ports, confection des diplômes, éclairage de la salle pour l'assem- blée générale, étrennes du facteur et des plieuses de l'imprimerie Laporte et autres dépenses détaillées au livre de caisse.....	94 75
TOTAL des dépenses.....	3,482^r 25

Récapitulation.

Recettes.....	4,719 ^r »
Dépenses.....	3,482 25
Excédent des recettes	1,236 75
Actif de la Société au 31 décembre 1884.....	11,259 85
Actif de la Société au 31 décembre 1885.....	12,496 60
Cette somme est représentée par :	
1 ^o Un bon de caisse en compte-courant de MM. Rol- land de Denus et C ^é dat, banquiers.....	10,000 »
2 ^o Un bon de caisse en compte-courant, de la même banque.....	1,000 »
2 ^o Un bon de caisse de la Société générale.....	1,000 »
3 ^o Argent en caisse.....	496 60
TOTAL ÉGAL.....	12,496^r 60

l'aide des ruines qui subsistent, reconstituer le château du moyen-âge.

M. Gérard DE FAYOLLE fait observer qu'il ne reste plus rien aux Chabanes d'antérieur au xv^e siècle, et que dans ces conditions il serait impossible de tenter une reconstitution. De plus, pour rédiger la notice historique à joindre au des- sin, il faudrait des documents qui manquent totalement.

La séance est levée à une heure et demie du soir.

Le Secrétaire-général : Ferd. VILLEPELET.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice de 1885.)

Conformément aux statuts de notre Société, je viens, Messieurs, vous présenter le compte de ma gestion pendant l'année qui vient de s'écouler :

Recettes.

Cotisation arriérée.....	10 »
Cotisations de 1885.....	3,010 ^f »
Diplômes.....	110 »
Vente de livraisons du <i>Bulletin</i>	38 »
Vente du <i>Supplément de la Sigillographie</i>	4 »
Vente de l' <i>Essai de Bibliographie</i>	2 »
Subvention du Conseil général de la Dordogne..	1,000 »
Intérêts du capital de la Société.....	515 »
TOTAL des recettes.....	4,719 ^f »

Dépenses.

Compté à la maison Laporte.....	1,794 15
— à M. Gillot, pour dessins.....	368 80
— à MM. Ronteix et Bonhur.....	30 »
— à M. Thomas, relieur.....	109 75
— à M. Lavène, relieur.....	20 25
— à MM. Vieillemand, pour dessins.....	406 45
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	98 10
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	60 »
Timbres-poste, frais de ports, confection des diplômes, éclairage de la salle pour l'assem- blée générale, étrennes du facteur et des plieuses de l'imprimerie Laporte et autres dépenses détaillées au livre de caisse.....	94 75
TOTAL des dépenses.....	3,482^f 25

Récapitulation.

Recettes.....	4,719 ^f »
Dépenses.....	3,482 25
Excédent des recettes	1,236 75
Actif de la Société au 31 décembre 1884.....	11,259 85
Actif de la Société au 31 décembre 1885.....	12,496 60

Cette somme est représentée par :

1° Un bon de caisse en compte-courant de MM. Rol- land de Denus et Clédar, banquiers.....	10,000 »
2° Un bon de caisse en compte-courant, de la même banque.....	1,000 »
2° Un bon de caisse de la Société générale.....	1,000 »
3° Argent en caisse.....	496 60
TOTAL ÉGAL.....	12,496^f 60

l'aide des ruines qui subsistent, reconstituer le château du moyen-âge.

M. Gérard DE FAYOLLE fait observer qu'il ne reste plus rien aux Chabanes d'antérieur au xv^e siècle, et que dans ces conditions il serait impossible de tenter une reconstitution. De plus, pour rédiger la notice historique à joindre au dessin, il faudrait des documents qui manquent totalement.

La séance est levée à une heure et demie du soir.

Le Secrétaire-général : Ferd. VILLEPELET.

COMpte DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice de 1885.)

Conformément aux statuts de notre Société, je viens, Messieurs, vous présenter le compte de ma gestion pendant l'année qui vient de s'écouler :

Recettes.

Cotisation arriérée.....	10 »
Cotisations de 1885.....	3,010 ^f »
Diplômes.....	110 »
Vente de livraisons du <i>Bulletin</i>	38 »
Vente du <i>Supplément de la Sigillographie</i>	4 »
Vente de l' <i>Essai de Bibliographie</i>	2 »
Subvention du Conseil général de la Dordogne..	1,000 »
Intérêts du capital de la Société.....	545 »
TOTAL des recettes.....	4,719 ^f »

Dépenses.

Compté à la maison Laporte.....	1,794 15
— à M. Gillot, pour dessins.....	368 80
— à MM. Ronteix et Bonhur.....	30 »
— à M. Thomas, relieur.....	109 75
— à M. Lavène, relieur.....	20 25
— à MM. Vieillemard, pour dessins.....	406 45
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	98 10
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	60 »
Timbres-poste, frais de ports, confection des diplômes, éclairage de la salle pour l'assem- blée générale, étrennes du facteur et des plieuses de l'imprimerie Laporte et autres dépenses détaillées au livre de caisse.....	94 75
TOTAL des dépenses.....	3,482^f 25

Récapitulation.

Recettes.....	4,719 ^f »
Dépenses.....	3,482 25
Excédent des recettes	1,236 75
Actif de la Société au 31 décembre 1884.....	11,259 85
Actif de la Société au 31 décembre 1885.....	12,496 60
Cette somme est représentée par :	
1° Un bon de caisse en compte-courant de MM. Rol- land de Denus et C ^é dat, banquiers.....	10,000 »
2° Un bon de caisse en compte-courant, de la même banque.....	1,000 »
2° Un bon de caisse de la Société générale.....	1,000 »
3° Argent en caisse.....	496 60
TOTAL ÉGAL.....	12,496^f 60

l'aide des ruines qui subsistent, reconstituer le château du moyen-âge.

M. Gérard DE FAYOLLE fait observer qu'il ne reste plus rien aux Chabanes d'antérieur au xv^e siècle, et que dans ces conditions il serait impossible de tenter une reconstitution. De plus, pour rédiger la notice historique à joindre au dessin, il faudrait des documents qui manquent totalement.

La séance est levée à une heure et demie du soir.

Le Secrétaire-général : Ferd. VILLEPELEY.



COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice de 1885.)

Conformément aux statuts de notre Société, je viens, Messieurs, vous présenter le compte de ma gestion pendant l'année qui vient de s'écouler :

Recettes.

Cotisation arriérée.....	10 »
Cotisations de 1885.....	3,010 ^f »
Diplômes.....	110 »
Vente de livraisons du <i>Bulletin</i>	38 »
Vente du <i>Supplément de la Sigillographie</i>	4 »
Vente de l' <i>Essai de Bibliographie</i>	2 »
Subvention du Conseil général de la Dordogne..	1,000 »
Intérêts du capital de la Société.....	545 »
TOTAL des recettes.....	4,719 ^f »

Dépenses.

Compté à la maison Laporte.....	1,794 15
— à M. Gillot, pour dessins.....	368 80
— à MM. Ronteix et Bonhur.....	30 »
— à M. Thomas, relieur.....	109 75
— à M. Lavène, relieur.....	20 25
— à MM. Vieillemard, pour dessins.....	406 45
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	98 10
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	60 »
Timbres-poste, frais de ports, confection des diplômes, éclairage de la salle pour l'assem- blée générale, étrennes du facteur et des plieuses de l'imprimerie Laporte et autres dépenses détaillées au livre de caisse.....	94 75
TOTAL des dépenses.....	3,482^r 25

Récapitulation.

Recettes.....	4,719 ^r »
Dépenses.....	3,482 25
Excédent des recettes	1,236 75
Actif de la Société au 31 décembre 1884.....	11,259 85
Actif de la Société au 31 décembre 1885.....	12,496 60
Cette somme est représentée par :	
1 ^o Un bon de caisse en compte-courant de MM. Rol- land de Denus et C ^é dat, banquiers.....	10,000 »
2 ^o Un bon de caisse en compte-courant, de la même banque.....	1,000 »
2 ^o Un bon de caisse de la Société générale.....	1,000 »
3 ^o Argent en caisse.....	496 60
TOTAL ÉGAL.....	12,496^r 60

Comme vous le voyez, Messieurs, la Société archéologique est dans un état de prospérité dont nous devons nous féliciter. L'excédent en recettes s'est élevé, cette année, à un chiffre important et va ainsi augmenter d'une manière sensible notre capital. Les démarches faites auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts pour qu'une existence légale soit accordée à notre association sont en très bonne voie ; et j'ose espérer que sous peu le *Bulletin* viendra porter à votre connaissance le décret qui nous reconnaîtra comme établissement d'utilité publique. Aussitôt que nous aurons obtenu ce résultat, notre capital sera placé soit en rentes sur l'Etat, soit en obligations du Crédit foncier ou de chemins de fer, par les soins de la commission nommée à cet effet. Et je pense qu'alors la Société pourra user plus amplement de ses revenus et continuer les travaux qui seront jugés le plus utiles à la science archéologique et l'histoire de notre cher Périgord.

Le Trésorier,

F. DE SAINT-PIERRE.

LES DOLMENS,

D'APRÈS LE CHANOINE TARDE.

Nous avons pensé qu'il serait intéressant pour les lecteurs du *Bulletin*, de connaître l'opinion du chanoine Tarde, qui écrivait dans la première moitié du ^{xvii}^e siècle, sur les pierres levées et leur attribution :

« Il reste, dit-il, en Périgord et pays sarladais plus qu'en autre lieu de France, une antiquité extrêmement méprisée et connue de peu de personnes, laquelle je ne peux passer sous silence ; c'est que, voyageant par ce pays, on trouve sur les grands chemins quelques pierres informes longues de cinq ou six coudées, larges un tiers moins, épaisses une coudée ou plus, levées sur trois autres pierres, en telle sorte que régulièrement le

bout qui est vers l'Orient est plus élevé que celui de l'Occident. Ceux qui se plaisent à la recherche des antiquités demandent à quelle occasion ces pierres ont été là conduites et élevées.

Quelques-uns ont pensé que c'étoit des bornes pour montrer les divisions des terres des juridictions ; mais il appert qu'elles sont placées seulement sur les grands chemins en lieu stérile et relevé ; les autres ont opiné que c'étoient des autels dressés par les anciens Gaulois sur les lieux hauts pour y faire les sacrifices, certains jours de l'année, sur la clôture de la nuit ; mais il n'est pas vraisemblable que les autels eussent été faicts d'une façon si grossière, joinct que le feu auroit brisé ces pierres et y auroit laissé quelques marques sensibles de brulures. De notre temps, plusieurs ont fait fouiller et creuser au-dessous de ces pierres et y ont trouvé des os de corps humains, mais qui surpassent de beaucoup la grandeur ordinaire des hommes de présent. Ces ossements ont vuidé la question et vérifié que ce sont des sépulchres ; mais il reste à sçavoir quand et par qui ils ont été érigés. Plusieurs disent qu'un ouvrage si rude ne peut partir que de la main des Visigots, lesquels passant par l'Italie, pouvoient avoir appris des Romains de faire des sépulchres sur les grands chemins. Mais il est encore connu que les Gots ensevelissoient les corps dans les pierres taillées et creusées de telle sorte que la place de la teste estoit ronde, celle des épaules large et celle des pieds étroite. Quand à moi, je les estime plus anciens et crois que ce sont sépulchres des grands seigneurs de ce pays qui vivoient avant ce premier estat et lors des conquestes dont a esté parlé, lesquels vouloient estre ensevelis sur ces grands chemins afin que les passants célébrassent la mémoire de leur vertu militaire, et il est croyable qu'après de ces sépulchres il y avoit des autels et des petits bois où ils faisoient des sacrifices sur le soir. Ces pierres ont le bout qui regarde le levant plus haut que l'autre, soit en considération de quelque honneur rendu au soleil, ou bien pour mieux conserver la sépulture, parce qu'en ce pays l'orage vient du côté de l'Occident. La place estoit choisie en lieu stérile, afin que la culture de la terre ne fust cause de troubler le repos de ceux qui estoient ensevelis en cet endroit. Ou bien les anciens Gaulois faisant leurs conquestes en Italie et Asie, s'estoient instruits aux lois de Platon, lequel au XII^e dialogue des Loix, deffand de faire des cimetières dans les lieux fertiles. « Nullum in loco secundo aut agro ad culturam apto sepulchrum fiat, sed is locus corpora defunctorum recipiat qui ad cætera inutilis est, et ad id tantum commodus ; viventes minime lædit, nec enim à vivis neque à mortuis terræ matris fecunditas impedienda est. » Ou possible, c'estoit une armée qui ne faisoit que passer et pour empescher qu'on ne fouillat dans les sépulchres des corps qu'on fesoit ensevelir, ils y mettoient des pierres d'excessive grandeur, informes et inutiles, afin que personne ne les enlevât pour servir

à d'autres usages, et c'est ce qui les a si longuement conservées, car ni la place ni le lieu qu'elles occupent ne valent pas ce qu'il en coûteroit pour les briser et oster. »

Nous pensons avec le chanoine Tarde que les dolmens ou pierres-levées n'étaient ni des bornes limitatives ni des autels. Les fouilles qui ont été faites depuis le *xvii^e* siècle, prouvent sans réplique possible que c'étaient des tombeaux, et la raison matérielle, avec les idées que l'on a des sacrifices sanglants et des victimes brûlées, qu'il donne contre cette opinion que c'étaient des autels, nous semble péremptoire ; un feu violent et répété eût laissé des traces de brûlures et fait éclater la pierre.

Le chanoine Tarde rejette avec raison l'élévation de ces monuments par les Wisigoths (*v^e* siècle) ; il est inutile de faire à ce sujet, devant vous, de la science facile. Il faut aussi les reporter plus haut que les Gaulois, conquérants de Rome et de l'Asie ; nous savons tous qu'il y a des contrées de la Gaule où les dolmens font défaut, qu'ils sont répartis très inégalement sur notre sol, et enfin qu'ils abondent dans des pays où les Gaulois n'ont jamais pénétré. Voilà ce qu'il y a de certain ; pour le reste, ce ne sont jusqu'à présent que théories scientifiques sur lesquelles les savants ne sont pas d'accord. — Appartiennent-ils à un peuple indigène, à un peuple sédentaire ou conquérant venant de la Russie, passant par la Suède et la Norvège, longeant l'Océan, et allant, après avoir traversé l'Espagne, se perdre dans le nord de l'Afrique ? — Sa théorie sur leur position a quelque chose de vrai : en effet, presque tous sont placés sur des lieux hauts et stériles. Quant à leur orientation, nous n'avons pas remarqué qu'il faille la regarder comme une règle absolue ; en somme, ce qu'il faut retenir de ces lignes du chanoine Tarde, c'est que de son temps on avait fouillé des dolmens avec assez de soin pour s'assurer de leur usage funèbre.

A. DE ROUMEJOUX.

FONDATION
DE
L'ÉGLISE COLLÉGIALE DE CAPDROT.

Il existe, à l'extrémité méridionale de notre département, tout près de la pittoresque petite ville de Montpazier, sur un vaste plateau entouré de collines boisées, une bourgade, obscure aujourd'hui, qui fut au moyen-âge l'un des centres religieux les plus importants de notre vieux Périgord. C'est Capdrot, dont l'étymologie latine *Caput Droti*, source du Drot, indique suffisamment l'origine fort ancienne.

Sa vieille église, surmontée autrefois d'une tour monumentale et desservie par un nombreux personnel ecclésiastique, chanoines, chapelains ou simples clercs ; son vaste archiprêtre, dont la juridiction s'étendait sur 68 paroisses ou chapelles ; son antique statue de *Notre-Dame-la-Noire* surtout, visitée et vénérée au xiv^e siècle par la foule des pèlerins, avaient porté la renommée de Capdrot au-delà des limites de notre province.

En recueillant naguère les éléments épars de l'histoire si curieuse, et pourtant si profondément oubliée, de cette église (1), nous avons découvert la bulle pontificale qui l'érigait en collégiale. Cet important document, qui n'a jamais été imprimé et dont les copies sont devenues très rares, a sa place naturelle dans notre *Bulletin*.

Les érudits, les archéologues, les chercheurs infatigables qui composent notre Société, nous sauront gré peut-être de tirer de l'oubli et de sauver d'une destruction presque certaine un ancien document si étroitement lié à l'histoire religieuse du Périgord.

M. MONMONT.

(1) Cette monographie a été récemment publiée sous ce titre : *L'Ancienne collégiale de Capdrot*.

BULLE du pape Jean XXII portant fondation, création et érection de l'église collégiale et chapitre de Capdrot, en l'église paroissiale Notre-Dame de Capdrot, au diocèse de Sarlat, donnée l'an 1318, le 10 des kalendes de juin.

Joannes episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Inter cetera desiderabilia cordis nostri, illud intentionibus desideriis concupimus, ut ubique Dei majestas collaudetur, in benedictionibus gratiarum, suique cultus gloriosi nominis augeatur, ad quorum promotionem eo lubentius ministerium apostolicæ sollicitudinis adhibemus, quo magis debitum reputamus, ut nunquam sileat ab ejus laudibus lingua carnis. Nuper si quidem ad divini cultus augmentum, archipresbiteratum et parrochiale ecclesiam de Capdroto Sarlatensis diocesis, archipresbiteratu et ecclesiâ per obitum quondam Antonii Becade, ejusdem ecclesie archipresbiteri, vacante (quem presbyteratum ante vacationem hujusmodi duxeramus dispositioni nostre et apostolice sedis specialiter reservandum, decernentes irritum et inane, si secus super hoc a quoquam quavis autoritate, scienter vel ignoranter attemptari contingeret), autoritate apostolicâ in collegiatam ecclesiam ereximus, et archipresbitero et capitulo ipsius ecclesie qui pro tempore fuerint, pro ipsorum dote, ecclesiam ipsam, nec non et de Marsalèz et de Gaujaco parrochiales ecclesias dicte diocesis cum omnibus juribus et pertinentiis suis pro valore et existimatione mille librarum petragoricensium ab eisdem archipresbitero et capitulo perpetuis tenendas temporibus, concedendas, uniendas duximus et etiam assignandas, reservatâ tamen in dictis de Marsalèz et de Gaujaco ecclesiis vicariis perpetuis qui ibi pro tempore fuerint congruâ portione, de qua possint hospitalitatem tenere, jura episcopalia solvere, aut alia incumbencia onera suportare. Que quidem sic absolutè et irrevocabiliter dicto donavimus capitulo. Quod si hujusmodi donati redditus et proventus supra scriptam mille librarum summam excederent aut contra complere non possent, præfatum capitulum plus petere, aut ab ipso quidquam exigere, vel repeti non valeat de predictis. Verum ut in eadem ecclesia eo majorum laudationum preconii collaudetur Omnipotens, quo plurimorum ad hoc ministrorum numerus extiterit deputatus, duodecim canonicorum numerum capitulum facientium in eadem ecclesia de Capdroto [apostolica] autoritate constituimus ac etiam ordinamus, volentes quod unus canonicorum ipsorum, qui ejusdem ecclesie clero præsit ac primum locum, primam vocem obtineat, in eadem ecclesia archipresbiter unus verò sacrista existant, qui secundum hujus seriem, sit nec non et alii ejusdem ecclesie canonici post eos juxta suarum provisionum ordinem loca et voces [obtineant]. Et nihilominus archipres-

biter archipresbiteratum quem dignitatem, sacrista sacristiam quam officium esse censemus, in eadem ecclesia in perpetuum obtinebunt. Statuimus insuper quod preter capitulum antedictum, duo sacerdotes ebdomadarii, decem capellani, quatuor clerici, in minoribus ordinibus constitutis, omnes predicti perpetui, et quatuor pueri pro capituli arbitrio ac voluntate mutandi in eadem ecclesia habeantur, qui continuo personaliter in ecclesiâ ipsâ resideant, ipsique duo ebdomadarii septimanis alternis, majores, capellani vero alii privatas celebrent missas, dictique clerici in minoribus ordinibus, ut predicatur constituti, presbiteris celebrantibus serviant, ipsique pueri una cum eisdem quatuor clericis minora exerceant officia in eadem ecclesiâ. Premissa autem, que de ebdomadariis ordinavimus, nullatenus intendimus prohibere, quin multo magis canonici et alii superiores dicta officia exercere valeant cum eis fuerit opportunum. Cum autem vacante ecclesiâ Sarlatensi, de episcopo imminet electio fienda, omnes et singuli duodecim dicte ecclesie de Capdroto canonici, cum monachis ipsius ecclesie Sarlatensis vocem in eadem electione sicut singuli ex predictis monachis obtinebunt, nec idem monachi absque canonicis supra dictis vel e converso idem canonici absque prefatis monachis ad dictam electionem procedere, aut illam concordem poterunt celebrare. Sed eodem episcopo defuncto, ecclesiasticeque tradito sepulture aut alias electione presulis imminente, ipsius ecclesie Sarlatensis monachi qui tunc fuerint in ecclesia ipsa presentes dictos canonicos ad electionem hujusmodi celebrandam quam citius poterunt convocabunt, eis ad hoc in ipso loco de Sarlato, certâ die specialiter assignatâ. — Volentes preterea quod vacante archipresbiteratu ipsius ecclesie per electionem provideatur eidem, statuimus quod cum de ipso archipresbiteratu fuerit electio facienda, apud ecclesiam de Capdroto per episcopum Sarlatensem, qui pro tempore fuerit, et capitulum ipsius ecclesie de Capdroto, eadem electio celebretur servandâ formâ concilii generalis, in quâ quidem electione prefatus episcopus, non ut episcopus, sed ut simplex canonicus vocem habeat, licet canonicus non existat, dictaque post modum electio, eidem episcopo presentetur confirmanda, vel infirmanda prout justitia suadebit. Sacristie vero predictæ provisio, cum illam vacare continget, ad solum prefatum episcopum, dicto irrequisito capitulo, pertinebit. Canonicis dumtaxat ejusdem ecclesie faciendis canonicatus quoque et prebendas canonicorum predictorum, cum vacabunt, pro tempore episcopus et capitulum supradicti semotim et alternis vicibus conferent in hunc modum, videlicet quod idem solus episcopus primo, archipresbiter vero cum capitulo supra dicto per se secundo, et idem episcopus tertio, ipsique archipresbiter et capitulum quarto loco, et sic deinceps perpetuo dictos canonicatus conferent et prebendas. Ebdomadarie vero capellanie, et alia inferiora ipsius ecclesie

officia per ipsos archipresbiterum et capitulum absque dicto episcopo conferentur.

Verum memoratus archipresbiter visitationes et procuraciones habebit in ecclesiis in quibus archipresbiteri dicte ecclesie de Capdroto qui fuerunt pro tempore eas consueverunt habere, et nihilominus pro archipresbiteratu suo, centum, et pro duplici prebenda quadraginta, sacrista vero pro sacristia et ejus oneribus supportandis percipiet medietatem obventionum altaris, medietate alia eidem capitulo remanente, pro prebenda viginti libras annis singulis percipient et habebunt. Alii autem residui decem canonici, videlicet singuli pro singulis prebendis eorum, viginti libras ejusdem monete petrocoricensis percipient annuatim, et nihilominus eorum quilibet, dicto archipresbitero dumtaxat excepto, qui distributiones recipiet pro duobus, triginta libras anno quolibet pro eisdem distributionibus habebit in modum qui sequitur dividendas, videlicet quod prefato archipresbitero tres solidi et singulis de canonicis supradictis octodecim denarii monete petrocoricensis diebus singulis persolventur. Et in nativitate Domini, et circumcisionis, epiphanie, resurrectionis, ascensionis, pentecostes, et singulis quatuor beate Marie ac nativitatis beati Joannis Baptiste, sanctorum apostolorum Petri et Pauli, et omnium sanctorum et ipsius ecclesie de Capdroto uno de dictis festivitibus, archipresbitero decem, et quilibet aliorum quinque solidi. Et si forte ipsum principale festum ejusdem ecclesie de Capdroto unum de dictis festivitibus esse contigerit, archipresbiter viginti, et quilibet ipsorum canonicorum decem solidi ejusdem monete petrocoricensis pro distributionibus tanquam pro duabus festivitibus recipient eo die. Ceterum volumus et etiam ordinamus quod quilibet de duobus ebdomadariis viginti, singuli de decem capellanis quindecim, unusquisque de quatuor clericis decem, et quilibet de quatuor pueris antedictis quinque libras petrocoricenses percipient annuatim. Que sic per quotidianas distributiones a prefatis archipresbitero et capitulo dividantur et assignentur eisdem, quod eorum singuli suis officiis continuo insistentes singulis annis integraliter hujusmodi pecuniarum summas recipiant quantitates. Ceterum episcopum et capitulum memoratos, hortamur in domino, eisque injungimus, et mandamus, quatenus per ordinationes suas salubres, et utiles studeant efficaciter providere, quod tam canonici quam singuli servitores alii supradicti prout cujuslibet officium respicit, celebrationibus missarum conventualium et privatarum, et aliis divinis nocturnis et diurnis officiis devote et solemniter, adjuvante domino, peragendis studiosè intendant, ut, Dei perinde captata gratia, et fidelium devotione adaucta, ipsa impleta [sint] effectualiter vota nostra. Preterea ne forsanim animarum curam, quas Deo lucrifacere super omnia concupimus, dare (quod absit) negligentie videamur, statuimus et ordinamus quod cura

animarum parrochie ipsius ecclesie collegiate ad sacristam pertineat supradictum, cum sibi de sacristiâ ipsâ provisum extiterit per dictum episcopum committendâ ; que nihilominus capellanis per dictum sacristam ad hoc eidem episcopo presentandis, per ipsum episcopum prout requiret magnitudo populi, annis singulis committatur. Et ut idem sacrista onus cure prædictæ possit commodius supportare, medietatem omnium que occasione illorum funerum que in ipsis de Capdroto et de Montepaserio dependente ab eâ ecclesiis vel earum cimiteriis sepeliri contigerit, ad easdem ecclesias deferentur, nec non manuales et oblationes rerum quarumlibet que in ipsis offerentur ecclesiis, aureis et cericis, pannis dumtaxat exceptis, ad dictum sacristam concedimus perpetuis temporibus pertinere. Reliqua vero medietas predictorum cum pannis eisdem, thesauro ipsius ecclesie liberè et integraliter aplicetur in ornamentis, libris et aliis ejusdem capituli utilitatibus convertenda, ipseque sacrista onera universa in pulsatione campanarum habeat supportare et in conventualibus ac privatis missis et aliis divinis officiis in ipsâ et circa ipsam ecclesiam, exercenda, prout officii exigerit qualitas. Candelas, oleum, vinum, hostias, incensum et alia consimilia divinis officiis opportuna ministrare propriis sumptibus teneatur. Et ne frequenter circa sacramenta ecclesiastica ministranda prædictorum canonicorum et aliorum ipsius ecclesie servitorum tota communitas occupetur, volumus quod altare aliquod seu capella in eâdem ecclesiâ magis accommodatâ per episcopum deputetur, in quâ idem sacrista et sacerdotes, qui prefatam curam gerent pro tempore, missam populo celebrent et prædicta ministrent ecclesiastica sacramenta, ceteraque teneantur facere et etiam exercere que præfatam curam contingere digaoscantur. Sane grossos fructus prebendarum canonicorum absentium, capitulum ipsius ecclesie, cum integritate percipiant in utilitatem ipsius ecclesie convertendos. Quod autem supererit de distributionibus propter absentiam canonicorum ipsorum non residentium in ecclesiâ supradictâ, per medium dividetur et medietas commodo residentium canonicorum accrescet ; reliqua vero ipsarum distributionum medietas, nec non et illa summa pecunie quam, solutis omnibus stipendiis antedictis de ipsius ecclesie redditibus restare contingeret, satisfactione de decimis et aliis omnibus incumbentibus pro tempore prestitâ, sic thesauro ipsius ecclesie applicentur in ornamentis, libris et aliis ipsius ecclesie et capituli utilitatibus et necessitatibus convertenda. Quod nequaquam canonici supradicti vel eorum aliquis, aut alii ipsius ecclesie ministri in alios usus convertere, vel inter se dividere, aut sibi vel aliis appropriare presumant. Qui vero tradendo vel recipiendo contrarium fecerit, infra mensem duplum ejus restituere teneatur. Si vero episcopus fuerit, ingressum ecclesie sibi noverit interdictum. Inferiores vero ab officio beneficio penam suspensionis in-

current, quousque de hujusmodi duplo plenam satisfactionem thesauro impenderint supradicto, nullà eis episcopi et capituli prædictorum vel alterius cujuscumque præter quam romani pontificis super hoc remissione qualibet aut gratià valiturà. Ceterum, si mediètas funeralium et observationum predictorum quam dicto sacriste donavimus non sufficiat eidem sacriste pro dictis oneribus suportandis, volumus quod de alià medietate et aliis bonis dicti thesauri prout episcopus et archipresbiter cum capitulo ordinaverint, defectus hujusmodi integraliter suppleatur. Hanc igitur ordinationem prædictæ sedis providentiam circumspectam sic factam salubriter perpetuis valituram temporibus, et robur incommutabilis firmitatis volumus obtinere, universis et singulis cujuscumque conditionis, preeminentie, dignitatis, ordinis, vel statûs existant, districtius inlibentes ne contra illa quovis modo colore, vel occasione quesitis attemptare presumant. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam constitutionis, ordinationis, voluntatis, hortationis, injunctionis, concessionis et inhibitionis, infringere, vel ei casu temerario contra ire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avenione decimo kalendas junii, pontificatus nostri anno secundo (1318).



MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

CONCERNANT LE PÉRIGORD.

Dans diverses notes que la Société a bien voulu publier dans son *Bulletin* (tome VIII, p. 410 et 479 ; tome X, p. 244), je me suis attaché à relever les indications des catalogues des Archives de l'Etat et de la Bibliothèque nationale, qui se rapportaient au Périgord. Aux renseignements que j'ai déjà donnés, je viens en ajouter quelques-uns qui ne seront peut-être pas sans utilité pour nos confrères et nos compatriotes.

Je signalerai tout d'abord les 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils forment les tomes 115 à 183. Ces volumes contiennent les immenses travaux généalogiques de Lespine, dont plusieurs ont été publiés dans les recueils

de Courcelles et de Saint-Allais, mais dont beaucoup d'autres, qui n'avaient pas reçu la dernière main, sont encore inédits. Aux notices généalogiques sont joints des documents plus précieux encore : ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. La quantité des extraits ainsi recueillis et classés est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire.

Je joins à ma lettre le catalogue sommaire de cette vaste collection :

Je citerai ensuite les volumes 9137-9145 du *Fonds latin*, à la même Bibliothèque, que je regrette d'avoir omis dans le relevé précédemment publié par moi. Ces volumes, que M. de Gourgues avait mentionnés dans le catalogue des sources de son *Dictionnaire topographique de la Dordogne* (n° 5 des sources manuscrites) m'avaient échappé (1), parce qu'ils faisaient alors partie du *Supplément français*, tandis qu'ils sont aujourd'hui classés dans le *Fonds latin*. Ils contiennent un grand nombre de chartes originales, dont beaucoup remontent aux xii^e et xiii^e siècles et sont encore, pour la plupart, munies de leurs sceaux. Ce précieux recueil mériterait une étude spéciale, et il serait à désirer que tout au moins on en dressât le catalogue.

Enfin, j'ai noté dans le fonds des *Nouvelles Acquisitions françaises*, à la Bibliothèque nationale, les mentions ci-après (2) :

Tome 100. — De Bourdeille, Discours sur la fuite du duc d'Orléans en 1631.

Tomes 931-938. — Documents sur les *Essais* de Montaigne, papiers de Bastide.

Tome 1978. — Prise de Périgueux en 1575.

(1) C'est à l'obligeance de notre laborieux confrère M. Frut, que je dois d'en avoir retrouvé la trace.

(2) Elles m'ont été indiquées par notre confrère M. Forneron.

current, quousque de hujusmodi duplo plenam satisfactionem thesauro impenderint supradicto, nullà eis episcopi et capituli prædictorum vel alterius cujuscumque præter quam romani pontificis super hoc remissione qualibet aut gratià valiturà. Ceterum, si mediætas funeralium et observationum prædictorum quam dicto sacriste donavimus non sufficiat eidem sacriste pro dictis oneribus suportandis, volumus quod de alià medietate et aliis bonis dicti thesauri prout episcopus et archipresbiter cum capitulo ordinaverint, defectus hujusmodi integraliter suppleatur. Hanc igitur ordinationem prædicte sedis providentiam circumspectam sic factam salubriter perpetuis valituram temporibus, et robur incommutabilis firmitatis volumus obtinere, universis et singulis cujuscumque conditionis, preeminentie, dignitatis, ordinis, vel statûs existent, districtius inhibentes ne contra illa quovis modo colore, vel occasione quesitis attemptare presumant. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam constitutionis, ordinationis, voluntatis, hortationis, injUNCTIONIS, concessionis et inhibitionis, infringere, vel ei casu temerario contra ire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avenione decimo kalendas junii, pontificatus nostri anno secundo (1318).



MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

CONCERNANT LE PÉRIGORD.

Dans diverses notes que la Société a bien voulu publier dans son *Bulletin* (tome VIII, p. 410 et 479 ; tome X, p. 244), je me suis attaché à relever les indications des catalogues des Archives de l'Etat et de la Bibliothèque nationale, qui se rapportaient au Périgord. Aux renseignements que j'ai déjà donnés, je viens en ajouter quelques-uns qui ne seront peut-être pas sans utilité pour nos confrères et nos compatriotes.

Je signalerai tout d'abord les 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils forment les tomes 115 à 183. Ces volumes contiennent les immenses travaux généalogiques de Lespine, dont plusieurs ont été publiés dans les recueils

de Courcelles et de Saint-Allais, mais dont beaucoup d'autres, qui n'avaient pas reçu la dernière main, sont encore inédits. Aux notices généalogiques sont joints des documents plus précieux encore : ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. La quantité des extraits ainsi recueillis et classés est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire.

Je joins à ma lettre le catalogue sommaire de cette vaste collection :

Je citerai ensuite les volumes 9137-9145 du *Fonds latin*, à la même Bibliothèque, que je regrette d'avoir omis dans le relevé précédemment publié par moi. Ces volumes, que M. de Gourgues avait mentionnés dans le catalogue des sources de son *Dictionnaire topographique de la Dordogne* (n° 5 des sources manuscrites) m'avaient échappé (1), parce qu'ils faisaient alors partie du *Supplément français*, tandis qu'ils sont aujourd'hui classés dans le *Fonds latin*. Ils contiennent un grand nombre de chartes originales, dont beaucoup remontent aux xii^e et xiii^e siècles et sont encore, pour la plupart, munies de leurs sceaux. Ce précieux recueil mériterait une étude spéciale, et il serait à désirer que tout au moins on en dressât le catalogue.

Enfin, j'ai noté dans le fonds des *Nouvelles Acquisitions françaises*, à la Bibliothèque nationale, les mentions ci-après (2) :

Tome 100. — De Bourdeille, Discours sur la fuite du duc d'Orléans en 1631.

Tomes 931-938. — Documents sur les *Essais* de Montaigne, papiers de Bastide.

Tome 1978. — Prise de Périgueux en 1575.

(1) C'est à l'obligeance de notre laborieux confrère M. Frut, que je dois d'en avoir retrouvé la trace.

(2) Elles m'ont été indiquées par notre confrère M. Forneron.

current, quousque de hujusmodi duplo plenam satisfactionem thesauro impenderint supradicto, nullà eis episcopi et capituli prædictorum vel alterius cujuscumque præter quam romani pontificis super hoc remissione qualibet aut gratià valiturà. Ceterum, si mediètas funeralium et observationum predictorum quam dicto sacriste donavimus non sufficiat eidem sacriste pro dictis oneribus suportandis, volumus quod de alià medietate et aliis bonis dicti thesauri prout episcopus et archipresbiter cum capitulo ordinaverint, defectus hujusmodi integraliter suppleatur. Hanc igitur ordinationem prædictæ sedis providentiam circumspectam sic factam salubriter perpetuis valituram temporibus, et robur incommutabilis firmitatis volumus obtinere, universis et singulis cujuscumque conditionis, preeminentie, dignitatis, ordinis, vel statûs existant, districtius inlibentes ne contra illa quovis modo colore, vel occasione quesitis attemptare presumant. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam constitutionis, ordinationis, voluntatis, hortationis, injunctionis, concessionis et inhibitionis, infringere, vel ei casu temerario contra ire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avenione decimo kalendas junii, pontificatus nostri anno secundo (1318).



MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

CONCERNANT LE PÉRIGORD.

Dans diverses notes que la Société a bien voulu publier dans son *Bulletin* (tome VIII, p. 410 et 479 ; tome X, p. 244), je me suis attaché à relever les indications des catalogues des Archives de l'Etat et de la Bibliothèque nationale, qui se rapportaient au Périgord. Aux renseignements que j'ai déjà donnés, je viens en ajouter quelques-uns qui ne seront peut-être pas sans utilité pour nos confrères et nos compatriotes.

Je signalerai tout d'abord les 69 volumes in-folio que l'administration de la Bibliothèque nationale vient d'annexer au fonds Périgord, dont ils forment les tomes 115 à 183. Ces volumes contiennent les immenses travaux généalogiques de Lespine, dont plusieurs ont été publiés dans les recueils

de Courcelles et de Saint-Allais, mais dont beaucoup d'autres, qui n'avaient pas reçu la dernière main, sont encore inédits. Aux notices généalogiques sont joints des documents plus précieux encore : ce sont les copies ou extraits relevés par Lespine, à titre de pièces justificatives, soit dans les dépôts publics, soit dans les chartriers des châteaux du Périgord. La quantité des extraits ainsi recueillis et classés est vraiment prodigieuse, et le zèle infatigable de Lespine nous a conservé une foule d'actes fort intéressants pour l'histoire du Périgord, dont un grand nombre a vraisemblablement disparu pendant la tourmente révolutionnaire.

Je joins à ma lettre le catalogue sommaire de cette vaste collection :

Je citerai ensuite les volumes 9137-9145 du *Fonds latin*, à la même Bibliothèque, que je regrette d'avoir omis dans le relevé précédemment publié par moi. Ces volumes, que M. de Gourgues avait mentionnés dans le catalogue des sources de son *Dictionnaire topographique de la Dordogne* (n° 5 des sources manuscrites) m'avaient échappé (1), parce qu'ils faisaient alors partie du *Supplément français*, tandis qu'ils sont aujourd'hui classés dans le *Fonds latin*. Ils contiennent un grand nombre de chartes originales, dont beaucoup remontent aux xir^e et xiii^e siècles et sont encore, pour la plupart, munies de leurs sceaux. Ce précieux recueil mériterait une étude spéciale, et il serait à désirer que tout au moins on en dressât le catalogue.

Enfin, j'ai noté dans le fonds des *Nouvelles Acquisitions françaises*, à la Bibliothèque nationale, les mentions ci-après (2) :

Tome 100. — De Bourdeille, Discours sur la fuite du duc d'Orléans en 1631.

Tomes 931-938. — Documents sur les *Essais* de Montaigne, papiers de Bastide.

Tome 1978. — Prise de Périgueux en 1575.

(1) C'est à l'obligeance de notre laborieux confrère M. Frut, que je dois d'en avoir retrouvé la trace.

(2) Elles m'ont été indiquées par notre confrère M. Forneron.

Tome 2646. — Adresse du Comité révolutionnaire de Périgueux à la Convention nationale (imp. Dupont).

Cette dernière pièce est peut-être le seul exemplaire encore subsistant d'une affiche relative à la nouvelle du 9 thermidor à Périgueux.

Ph. DE BOSREDON.

*CATALOGUE sommaire des tomes 115-183 du fonds Périgord à la
Bibliothèque nationale (Département des manuscrits).*

PÉRIGORD. — Tomes 115-117. — Abzac.

Tome 118. — Achard, Agonac, Aix ou Aitz, Albareil, Alesme, Aloigny, Anglars, Arlot, Arnaud, Aubusson, Aulède.

Tome 119. — Auteroche, Authier, Autresal, Auvergnac, Aydie, Baillot, Baraud, Barbezères, Barde, Bardon, Bardonin, Baroncelly, Barriac, Barrière.

Tome 120. — Baume, Bayly, Bays, Beaulieu, Beaupoil, Beauroyre, Beauville.

Tome 121. — Beauvoir, Belcier, Belhade, Béron, Bertin, Bessou, Beynac.

Tome 122. — Bidé, Bideran, Biron, Blanc, Blaye, Blot, Bodin, Boglon, Boisse, Bonal, Bonnet, Bonneau, Bonneguise.

Tome 123. — Bonneval, Borgne, Borie, Born, Borros, Bouchard.

Tome 124. — Bourdeille.

Tome 125. — Boussier, Bouville, Bouzet, Boysseulh, Brebier, Brie, Brousse, Bruzac, Barbuzon, Cadrieu, Calvimont, Campnhac, Carbonnières, Cardaillac, Casnac.

Tome 126. — Cassaignes, Castaing, Castellane, Castelnau, Castillon, Caumont, Caumont.

Tome 127. — Caze, Cazenave, Chabannes, Chabans, Chabrier, Chalup.

Tome 128. — Chamberlhac, Champagni, Chausi, Chapelle, Chapt de Rastignac, Charon, Chaslus, Chassarel, Châteaumorand, Chaumont,

Chaunac, **Chaussade**, **Chauveron**, **Chesne**, **Cheyron**, **Chillaud**, **Choumon**, **Clarens**, **Clermont**.

Tome 129. — **Cluzel**, **Colbert**, **Comarque**, **Combourn**, **Comte**, **Conan**, **Constantin**, **Corn**, **Cosnac**, **Cosson**, **Cours de Thomaseau**, **Courtin**, **Cotet**.

Tome 130. — **Cropte**, **Cognac**.

Tome 131. — **Cumont**, **Custine**, **David**, **Dejean**, **Delpech**, **Deslax**, **Dexmier**, **Durand**, **Durfort**, **Escayrac**, **Escatha**, **Escodeca**, **Escopran**, **Escotais**, **Esparbès**.

Tomes 132-135. — **Estissac**.

Tome 136. — **Estourmel**, **Estrade (L') de la Cousse**, **Estresse**, **Fanlac**, **Fages**, **Fargis**, **Fars**, **Faubournet**, **Faure**, **Fayard**, **Faye (La)**.

Tome 137. — **Fayette (La)**, **Fayolle**, **Fayt**, **Flamenc**, **Féletz**, **Félines**, **Ferrand**, **Ferrières**.

Tome 138. — **Filolie**, **Fontanges**, **Forsat**, **Foucauld**, **Froidefond**, **Fronsac**, **Fumel**, **Gain**.

Tome 139. — **Galard**.

Tome 140. — **Galard**, **Garde (La)**, **Garebeuf**.

Tome 141. — **Garric**, **Gaulejac**, **Gavaudun**.

Tome 142. — **Geard (La)**, **Gentil**, **Gimel**, **Girard de Langlade**, **Giris**, **Gironde**, **Giscard**, **Grenier**, **Gombauld**, **Gontaut**.

Tome 143. — **Gontaut**.

Tome 144. — **Gourdon**, **Gozon**, **Grailly**, **Grand de Belussières**, **Grange (La)**, **de Floirac**, **Grégoire**, **Gréznac**, **Grignols**, **Grimoard**, **Hautefort**.

Tome 145. — **Hautefort**, **Hermite (L')**, **Huchet de la Bédoyère**, **Huet**, **Joubert**, **Jouffre**, **Jay de Beaufort**, **Jouffre de Machapt-Pompador**.

Tome 146. — **Joussineau**, **Labrit**, **Lafon**, **Lagut**, **Lambert**, **Lambertie**, **Landry**, **Larmandie**.

Tome 147. — **Lascases**.

*

Tome 148. — Lasteyrie, Lau (Du), Laurière, Lautrec, Lavaure, Lentillac, Léon, Lescœt, Lesparre, Lespine, Lestrade de Conti et de Floirac.

Tome 149. — Lignerac, Losse, Lostanges.

Tome 150. — Loupiac, Lubersac, Luco, Luppé, Lur-Saluces.

Tome 151. — Luzech, Macanan, Machat, Magnac, Magontier, Malbec, Malet, Marche (La), Marconay, Mareuil, Marquessac, Marthonie (La).

Tome 152. — Mas (du) de Payzac, Masclat, Masparault, Massacré, Maumusson, Maussac, Méalet, Mellet, Mensignac, Miramon, Miremont.

Tome 153. — Molinier, Moneys, Montagrier, Montaigne, Montalembert, Montardit, Montesquiou, Montferrand, Monstiers, Montlouis, Montozon, Montpesat, Montréal, Mortuys, Mosnier, Murol, Mussidan.

Tome 154. — Naucase, Noaillan, Noailles, Orgnac, Pac (Du), Paravicini, Pas, Pasquet, Passefons, Pauliac, Pelegrue, Pelaprat, Pelegry, Pelisses, Péret, Périer, Plastulphie.

Tome 155. — Périn ou Perry, Pérusse, Peyronenc, Philip, Pichon, Pierre-Buffière, Pin (Du), Pindray, Pins, Plastols, Polastron, Pomiers, Pontbriant, Pouget (Du), Pompadour.

Tome 156. — Pons.

Tome 157. — Pons-St-Maurice, Pont (Du), Porte (La), Pot, Pouchin, Poujols, Pourquéry, Puységur, Pradelle (La), Puy (Du), Puypaulin, Puységur, Queuille, Ranconet, Raymond, Relh (Du), Ribérac, Ribeyreix, Rieu (Du), Rigaudie (La), Rimailac, Robert de Lignerac, Robinet de Plas, Roch Roche, Rochebeaucourt.

Tome 158. — Roche-Aymon.

Tome 159. — Rochemaure, Rochon, Roffignac, Roque (La) de Mons, Roquelaure, Roquemaurel, Rouillaz, Roumagière, Roux, Royère, Rudel.

Tomes 160-162. — Saint-Astier.

Tome 163. — Saint-Chamans, Saint-Exupéry, Saint-Rabier, Sainte-Alvère, Saintours.

Tomes 164-165. — Salignac.

Tome 166. — Salviac, Sanzillon, Sartiges, Sarton, Saunhac, Saunier.

Tome 167. — Ségur, Sendrieux, Senilhac, Sermet, Solmignac.

Tome 168. — Sorbier, Souc de Plancher, Souillac, Stuart, Sudrie (La), Taillefer.

Tome 169. — Talleyrand.

Tome 170. — Teillet, Tessières, Thouron, Tillet (Du), Timbrune, Touchebœuf, Tour-Blanche, Tour d'Auvergne, Tour-St-Privat, Tour de Vernajoux, Turenne.

Tome 171. — Valbéon, Valbrune, Valette, Valon, Val ou Vals.

Tomes 172-173. — Vassal.

Tome 174. — Vaucocour, Vernode, Veyrines, Vichy, Vieillesages, Vieilleschêzes, Vigier, Villebois, Villoutreys, Vivant, Ymon.

Tome 175. — Registres du couvent de l'Hôpital-de-Beaulieu, en Quercy.

Tome 176. — Mélanges généalogiques.

Tomes 177-178. — Notes généalogiques.

Tomes 179-182. — Mélanges historiques.

Tome 183. — Correspondance.

CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES.

BRANTÔME. — BOURDEILLE. — MAREUIL.

Je demande la permission d'intercaler entre les descriptions sommaires et les dessins des quatre baronnies péri-gourdines, les impressions rapportées d'un récent voyage à Brantôme. Ce ne sera point sortir de notre sujet, les deux noms de Brantôme et de Bourdeille étant liés indissolublement par le souvenir du fameux écrivain, et les deux villes assez rapprochées pour qu'on ne les visite guère l'une sans l'autre.

Il n'est pas un des lecteurs du *Bulletin* qui ne connaisse les trésors archéologiques de tout genre renfermés dans l'enceinte de Brantôme. L'église, restaurée par M. Abadie ; son clocher qui peut se flatter d'être, après celui de Saint-Front, l'un des plus anciens et des plus curieux de France ; les bâtiments immenses du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle de l'abbaye ; ceux moins importants mais plus gracieux du ^{xvi}^e, qui en dépendent ; le vieux petit pont Condé qui aboutit au joli pavillon de la Renaissance ; les fortifications du monastère, élevées plutôt pour le plaisir des yeux que pour une défense sérieuse ; les chapelles creusées dans le roc calcaire et leurs étranges bas-reliefs ; l'ancienne église paroissiale convertie en marché couvert sans qu'elle ait rien eu à souffrir de cette transformation ; et enfin les vieilles maisons ogivales ou Renaissance que l'importance des autres monuments fait trop souvent négliger, mais qui n'en ont pas moins un véritable intérêt archéologique.

C'est toujours avec cette sorte d'ivresse, bien connue des antiquaires, que je revois ce joli coin de terre où on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de l'œuvre des hommes ou de celle de Dieu ; car le paysage est peut-être plus séduisant que la

ville et les édifices qu'il encadre. D'ordinaire, lorsqu'on revoit, après des années écoulées, les lieux historiques qui avaient charmé notre jeunesse, on est sujet à bien des désenchantements. Le temps a augmenté et défiguré les ruines; bien des choses qui nous avaient semblé admirables ont disparu; le lierre envahisseur a recouvert les vieux murs; de nouvelles brèches, de nouveaux éboulements se sont produits; à moins que des mains intelligentes n'aient songé à tirer parti des ruines, pour de vulgaires usages, et ne les aient déshonorées en les rajeunissant.

A Brantôme, on s'est contenté de les utiliser pour les besoins de la ville, et je m'empresse de reconnaître qu'en général, on a procédé avec goût et discrétion. Les toitures des bâtiments conventuels ont été remises en bon état; les murs ont été ragrés; des écoles spacieuses et une mairie fastueuse se sont logées à l'aise dans l'immense corps de logis et les pavillons de l'abbaye. Des plates-bandes fleuries et des gazons les entourent. Les eaux venant de la colline ont repris le chemin des bassins creusés jadis par les moines; des kiosques ont été élevés dans ces squares pittoresques; et tout cela peigné, râtissé, entretenu à souhait, fait honneur à la municipalité brantômaise.

Il est un point cependant où les archéologues, à quelque opinion qu'ils appartiennent, ne sauraient lui donner leur approbation. Au milieu de la longue façade que terminent, à droite et à gauche, des pavillons plus élevés, l'architecte a imaginé, pour en rompre la monotonie, de faire une décoration centrale. Il a donc, sans s'inquiéter autrement du style du bâtiment, de la forme de ses ouvertures, des profils de ses moulures, construit à neuf un morceau de façade comprenant trois étages, percés chacun de trois fenêtres, sans aucun rapport architectural avec les anciennes, et il a couronné le tout par un fronton coupé, dont les rampants arrondis se terminent en d'énormes volutes, pareilles à de monstrueuses cocardes. C'est lourd, peu agréable à l'œil, et ce style moderne détonne avec l'ancien. Mais ce qui détonne bien davantage, et avec le bon goût et avec la destination première du monument, c'est une statue en pierre de la

République, appuyée sur la déclaration des Droits de l'homme, lourde au possible, médiocrement sculptée, plus grande que nature, qui se dresse sur le toit entre les deux rampants du fronton.

Quoi qu'il en soit, de quel air les anciens moines de Brantôme et le plus célèbre de leurs abbés commendataires, qui n'avait certes rien de monacal, auraient-ils vu ce fronton et son couronnement ! Je doute aussi qu'ils eussent approuvé les girouettes bizarres placées sur les toitures à mansardes des pavillons. Autant que j'ai pu m'en convaincre, elles figurent des mappemondes de fort calibre, pour indiquer sans doute la place que doit tenir, dans nos écoles primaires, l'étude de la géographie.

A cela près, je le répète, il n'y a que des éloges à donner aux travaux de restauration et d'entretien dont les bâtiments de l'abbaye et leurs dépendances ont été l'objet, et même je me plais à reconnaître que l'escalier de la mairie, entièrement refait à neuf et inspiré de celui de la place du Coderc, à Périgueux, a un certain caractère monumental.

Le chemin de Brantôme à Bourdeille, tracé dans le vallon de la Drône, bordé le plus souvent de falaises calcaires, creusées de grottes, déchiquetées au gré des peintres et colorées d'inimitables tons, offre un des plus agréables parcours qu'on puisse désirer ; sans compter qu'il est vite franchi. On aborde Bourdeille du côté de l'église, spécimen peu important, mais très complet de l'art dont Saint-Front est le plus ancien exemple et la plus complète expression. Une halte à ce petit édifice, du ^{xii}^e siècle, voûté en série de coupes et terminé par une abside arrondie, est indiquée. Les archéologues en tournée n'y manquent jamais et goûtent d'ordinaire, en façon « d'apéritif, » ce plat secondaire, avant la visite du château, qui est la pièce de résistance. Peut-être y trouveront-ils moins de saveur depuis qu'un agrandissement nécessité par les besoins du culte et opéré sous la direction d'un habile architecte, notre collègue de la Société archéologique, en a altéré l'ordonnance primitive et a supprimé l'ancienne abside. Du reste, nous n'avons pas vu l'église depuis ces travaux et n'en pouvons parler que par

ouï-dire. Le talent de M. Mandin nous garantit qu'ils ont été exécutés avec art et discrétion ; mais nous eussions mieux aimé, en principe, qu'un accroissement de population ne les eût pas rendus indispensables.

Une autre halte, plus sommaire, est due au joli logis noble « des Hélies » qui touche en quelque sorte aux remparts du château, et appartenait jadis aux anciens sénéchaux de la baronnie. Ce gracieux castelet du xv^e siècle a été, lui aussi, fortement remanié ; mais il est encore très pittoresque, surtout du côté de la rivière.

La Drôme est vraiment charmante, et elle s'est prêtée avec une merveilleuse bonne grâce aux exigences variées de ses riverains. A Brantôme, elle coule lentement dans une plaine fertile, entourée de toutes parts de coteaux qui l'abritent, et elle forme une île naturellement nivelée. C'était un site tout indiqué pour une abbaye et une petite ville : l'abbaye au pied du coteau, la ville au milieu de l'eau qui lui sert de ceinture et de protection.

A Bourdeille, une falaise élevée surplombe le cours de la rivière, dont le brusque changement de direction forme une sorte de promontoire escarpé de trois côtés. Une forteresse féodale devait nécessairement profiter de ces avantages naturels ; aussi ne manqua-t-elle pas de s'élever, dès les temps les plus reculés, sur cet emplacement de choix. Nous ne savons pas au juste ce qui peut rester des fortifications primitives : probablement peu de chose. Il est difficile, en tous cas, de s'en rendre compte, les constructions actuelles ayant englobé et recouvert celles qui les avaient précédées. Les chroniques périgourdines parlent de Bourdeille, deux siècles au moins avant la date du château actuel, qui ne remonte qu'aux premières années du xiv^e.

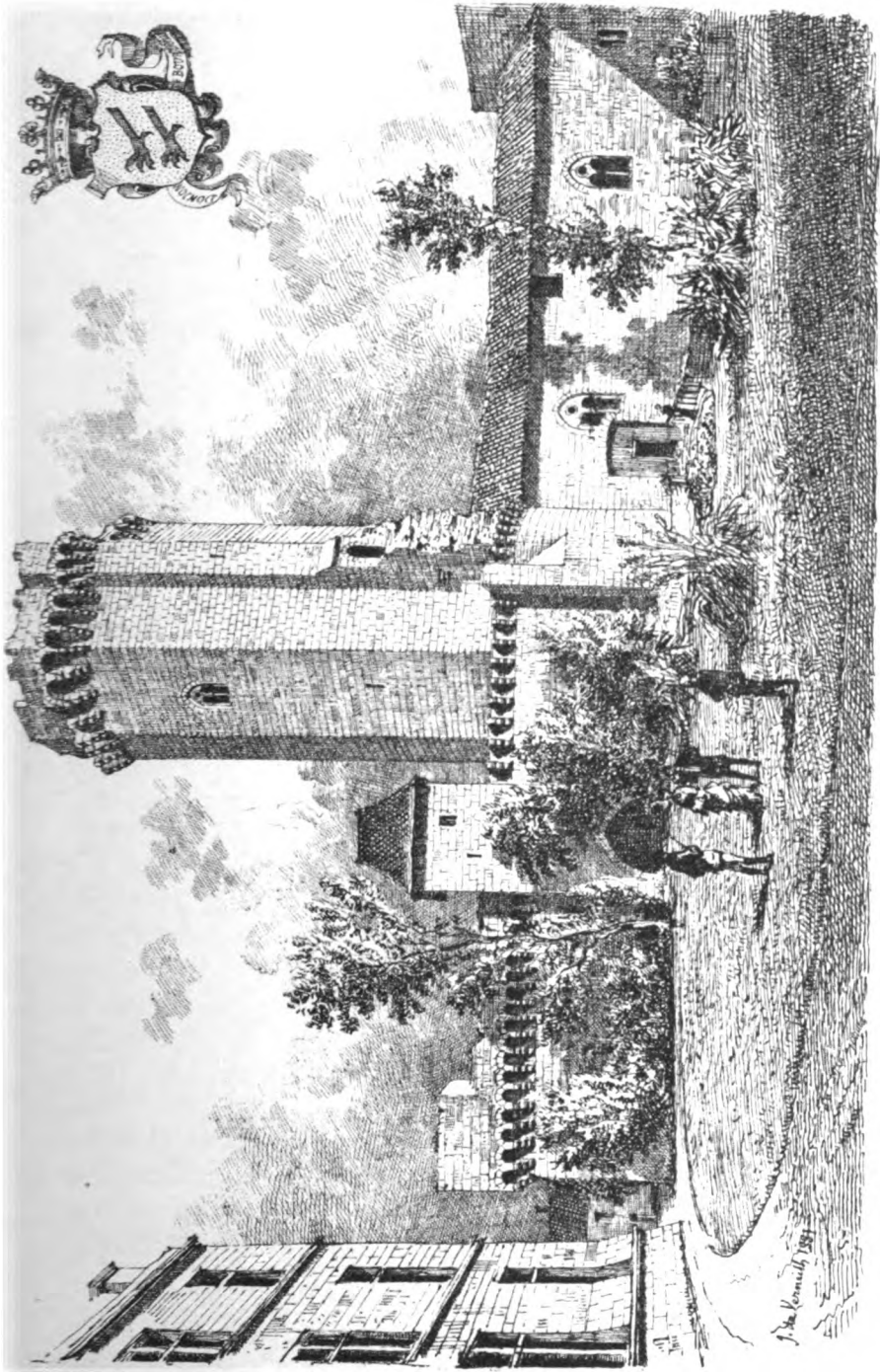
Ce château a été décrit bien des fois, notamment lors de la visite que lui firent les membres du congrès de Périgueux en 1858, sous la présidence de l'illustre M. de Caumont. J'avais l'honneur d'être le rapporteur de l'excursion. Me sera-t-il permis d'analyser pour le *Bulletin* ce que je disais alors, avec l'approbation et sous le contrôle du fondateur de l'archéologie du moyen-âge ?

..... On pénètre dans le château par une grande porte en cintre surbaissé qui s'ouvre entre deux tours garnies de mâchicoulis et percées de meurtrières. Ces tours, bien que l'une d'elles, engagée aux trois quarts dans le rempart, soit très peu saillante, renfermaient des corps de garde voûtés, à peu près intacts aujourd'hui. On se trouve alors dans une avant-cour, assez étroite, bordée à gauche par les écuries et d'autres dépendances, et à droite par un mur, au milieu duquel une arcade à bossages vermiculés donnait une entrée monumentale dans le jardin. Après avoir franchi une seconde enceinte, on se trouve entre les deux châteaux. Le plus ancien, celui que Seguin de Badefols défendit pendant neuf semaines contre une armée anglaise, commandée par les comtes de Cambridge et de Pembroke, occupe à gauche un promontoire étroit et escarpé, complètement inaccessible du côté de la rivière, et isolé, du côté de la ville, par un ravin profond, où s'est blottie la rue principale de Bourdeille, et par une large coupure creusée dans le rocher. Une enceinte élevée, qui n'a pas perdu un seul de ses mâchicoulis et dont les murs, appareillés en pierres de taille, se confondent avec la base du donjon, complétait ce système de défense et faisait de Bourdeille une place forte très redoutable.

Le château proprement dit consistait en un bâtiment simple à deux étages, comprenant chacun deux grandes salles qui se commandent, et percés de fenêtres ogivales à meneaux. Une tourelle à pans occupe l'angle qui domine le pont sur la Drône. Le donjon se trouve à l'angle opposé. C'est une tour octogone d'une hardiesse et d'une conservation admirables. Les quatre étages renferment des salles voûtées en arêtes et sont couronnés, à une grande hauteur, par des mâchicoulis cintrés, analogues à ceux des remparts d'Avignon, leurs contemporains. Une tourelle prismatique, engagée dans un des murs, sert de cage à un escalier tournant dont les degrés étroits et usés n'arrêtèrent pas l'ardeur des savants visiteurs de 1858, qui admirèrent, de la plateforme du donjon, le beau paysage qui se déroulait à leurs pieds et l'irréprochable aplomb des murailles.

Ce donjon, le château et les remparts, sont du commence-

Progrès de l'industrie, le 8-1001



VIRILLERARD ET SES FILS, PARIS

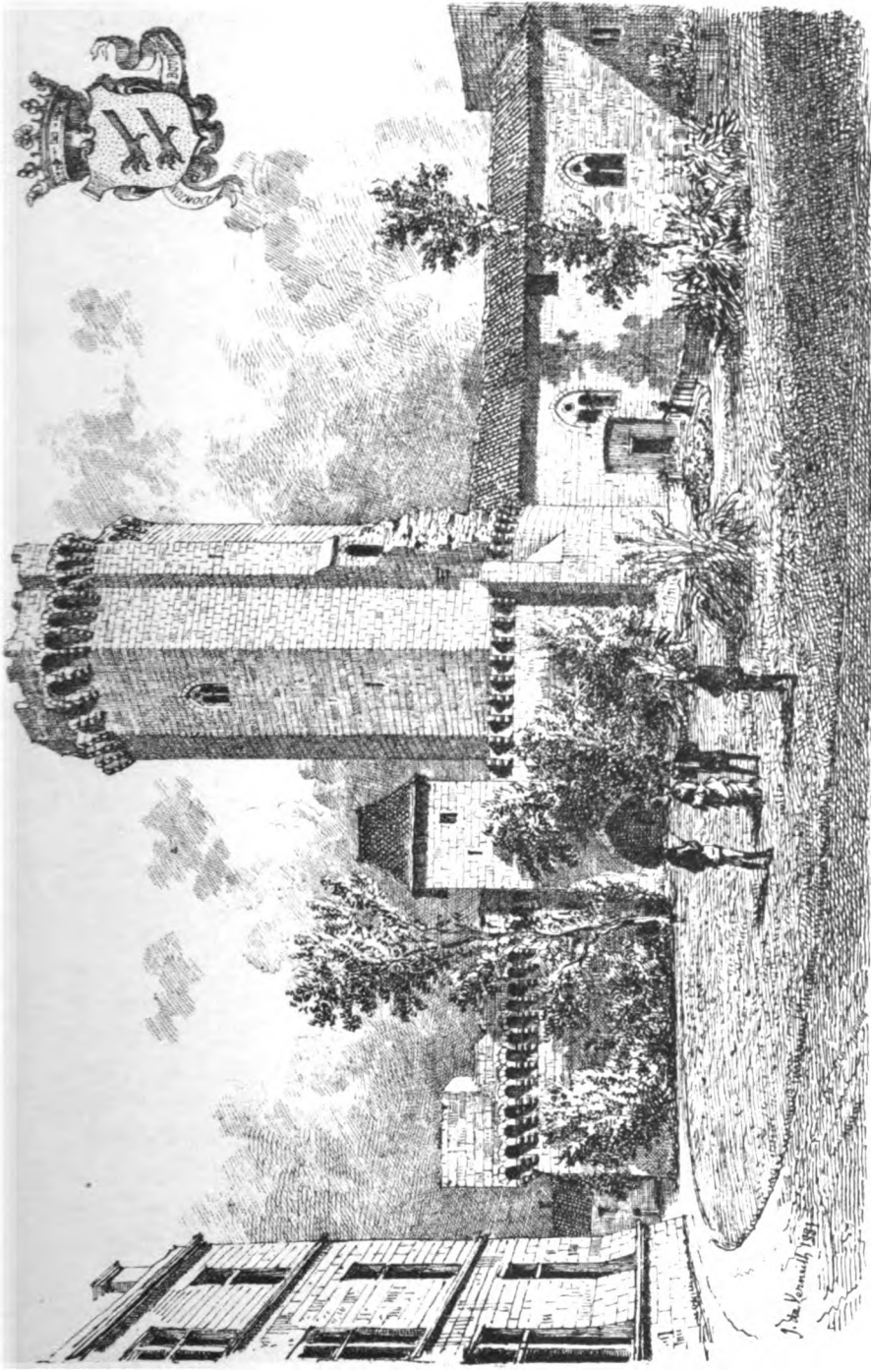


..... On pénètre dans le château par une grande porte en cintre surbaissé qui s'ouvre entre deux tours garnies de mâchicoulis et percées de meurtrières. Ces tours, bien que l'une d'elles, engagée aux trois quarts dans le rempart, soit très peu saillante, renfermaient des corps de garde voûtés, à peu près intacts aujourd'hui. On se trouve alors dans une avant-cour, assez étroite, bordée à gauche par les écuries et d'autres dépendances, et à droite par un mur, au milieu duquel une arcade à bossages vermiculés donnait une entrée monumentale dans le jardin. Après avoir franchi une seconde enceinte, on se trouve entre les deux châteaux. Le plus ancien, celui que Seguin de Badefols défendit pendant neuf semaines contre une armée anglaise, commandée par les comtes de Cambridge et de Pembroke, occupe à gauche un promontoire étroit et escarpé, complètement inaccessible du côté de la rivière, et isolé, du côté de la ville, par un ravin profond, où s'est blottie la rue principale de Bourdeille, et par une large coupure creusée dans le rocher. Une enceinte élevée, qui n'a pas perdu un seul de ses mâchicoulis et dont les murs, appareillés en pierres de taille, se confondent avec la base du donjon, complétait ce système de défense et faisait de Bourdeille une place forte très redoutable.

Le château proprement dit consistait en un bâtiment simple à deux étages, comprenant chacun deux grandes salles qui se commandent, et percés de fenêtres ogivales à meneaux. Une tourelle à pans occupe l'angle qui domine le pont sur la Drône. Le donjon se trouve à l'angle opposé. C'est une tour octogone d'une hardiesse et d'une conservation admirables. Les quatre étages renferment des salles voûtées en arêtes et sont couronnés, à une grande hauteur, par des mâchicoulis cintrés, analogues à ceux des remparts d'Avignon, leurs contemporains. Une tourelle prismatique, engagée dans un des murs, sert de cage à un escalier tournant dont les degrés étroits et usés n'arrêtèrent pas l'ardeur des savants visiteurs de 1858, qui admirèrent, de la plateforme du donjon, le beau paysage qui se déroulait à leurs pieds et l'irréprochable aplomb des murailles.

Ce donjon, le château et les remparts, sont du commence-

Imprimerie de M. Boudry, 15, rue de la Harpe, Paris



VILLEHARD ET SES FILS, PARIS

J. de la Harpe 1891



ment du xiv^e siècle. L'ornementation des fenêtres en ogives géminées, celle des cheminées et la forme des meurtrières en croix se rapportent à cette époque, ainsi qu'on en peut juger par le dessin qui accompagne cet article. Le côté droit de la cour paraît un peu plus ancien que le reste. Il y avait là primitivement une sorte de chapelle à deux étages dont les voûtes ont dû être démolies pour ménager un espace libre au pied du donjon.

Nous n'avons encore parlé que de la forteresse féodale qui est, au point de vue de la pure archéologie, la partie la plus intéressante du château ; mais nous ne devons pas plus négliger dans notre description, que les touristes dans leur visite, la belle construction de la Renaissance, élevée à quelques pas du donjon par M^{me} de Bourdeille, belle-sœur du célèbre Brantôme, qui parle de son esprit et de ses talents avec éloges. C'était, dit-il, une personne *très experte en géométrie et en architecture*, et il ajoute qu'elle l'a bien montré dans le château qu'elle fit bâtir sur ses plans. Cette construction, de forme carrée, percée de fenêtres en croix et cachant ses toitures plates derrière une rangée de créneaux, est une imitation des villas italiennes et ne ressemble guère aux édifices élevés en France, en Périgord particulièrement, au xvi^e siècle. La suppression des hautes charpentes et des lucarnes ornées est surtout très caractéristique, ainsi que l'absence de tourelles, de pavillons et de grands tuyaux de cheminées. Ce qui est remarquable, c'est la finesse des profils et des sculptures, assez rares d'ailleurs, et le luxe de l'intérieur. Sur la façade, on reconnaît sans doute, à de certains détails, l'inexpérience d'un amateur ; mais les corridors voûtés, l'escalier et, avant tout, le grand salon de réception, font le plus grand honneur à leur noble architecte.

Cette salle de parade, qu'on appelle encore la *chambre dorée*, est digne de l'attention des artistes par l'éclat et la conservation de ses peintures décoratives. Les arabesques, polychromes sur fond blanc, qui recouvrent entièrement les maîtresses poutres et les poutrelles du plafond, sont d'une richesse, d'un goût et d'un dessin irréprochables, et seraient consultées avec fruit par les peintres de notre temps. Une

ment du xiv^e siècle. L'ornementation des fenêtres en ogives géminées, celle des cheminées et la forme des meurtrières en croix se rapportent à cette époque, ainsi qu'on en peut juger par le dessin qui accompagne cet article. Le côté droit de la cour paraît un peu plus ancien que le reste. Il y avait là primitivement une sorte de chapelle à deux étages dont les voûtes ont dû être démolies pour ménager un espace libre au pied du donjon.

Nous n'avons encore parlé que de la forteresse féodale qui est, au point de vue de la pure archéologie, la partie la plus intéressante du château ; mais nous ne devons pas plus négliger dans notre description, que les touristes dans leur visite, la belle construction de la Renaissance, élevée à quelques pas du donjon par M^{me} de Bourdeille, belle-sœur du célèbre Brantôme, qui parle de son esprit et de ses talents avec éloges. C'était, dit-il, une personne *très experte en géométrie et en architecture*, et il ajoute qu'elle l'a bien montré dans le château qu'elle fit bâtir sur ses plans. Cette construction, de forme carrée, percée de fenêtres en croix et cachant ses toitures plates derrière une rangée de créneaux, est une imitation des villas italiennes et ne ressemble guère aux édifices élevés en France, en Périgord particulièrement, au xvi^e siècle. La suppression des hautes charpentes et des lucarnes ornées est surtout très caractéristique, ainsi que l'absence de tourelles, de pavillons et de grands tuyaux de cheminées. Ce qui est remarquable, c'est la finesse des profils et des sculptures, assez rares d'ailleurs, et le luxe de l'intérieur. Sur la façade, on reconnaît sans doute, à de certains détails, l'inexpérience d'un amateur ; mais les corridors voûtés, l'escalier et, avant tout, le grand salon de réception, font le plus grand honneur à leur noble architecte.

Cette salle de parade, qu'on appelle encore la *chambre dorée*, est digne de l'attention des artistes par l'éclat et la conservation de ses peintures décoratives. Les arabesques, polychromes sur fond blanc, qui recouvrent entièrement les maitresses poutres et les poutrelles du plafond, sont d'une richesse, d'un goût et d'un dessin irréprochables, et seraient consultées avec fruit par les peintres de notre temps. Une

ment du ^{xiv}^e siècle. L'ornementation des fenêtres en ogives géminées, celle des cheminées et la forme des meurtrières en croix se rapportent à cette époque, ainsi qu'on en peut juger par le dessin qui accompagne cet article. Le côté droit de la cour paraît un peu plus ancien que le reste. Il y avait là primitivement une sorte de chapelle à deux étages dont les voûtes ont dû être démolies pour ménager un espace libre au pied du donjon.

Nous n'avons encore parlé que de la forteresse féodale qui est, au point de vue de la pure archéologie, la partie la plus intéressante du château ; mais nous ne devons pas plus négliger dans notre description, que les touristes dans leur visite, la belle construction de la Renaissance, élevée à quelques pas du donjon par M^{me} de Bourdeille, belle-sœur du célèbre Brantôme, qui parle de son esprit et de ses talents avec éloges. C'était, dit-il, une personne *très experte en géométrie et en architecture*, et il ajoute qu'elle l'a bien montré dans le château qu'elle fit bâtir sur ses plans. Cette construction, de forme carrée, percée de fenêtres en croix et cachant ses toitures plates derrière une rangée de créneaux, est une imitation des villas italiennes et ne ressemble guère aux édifices élevés en France, en Périgord particulièrement, au ^{xvi}^e siècle. La suppression des hautes charpentes et des lucarnes ornées est surtout très caractéristique, ainsi que l'absence de tourelles, de pavillons et de grands tuyaux de cheminées. Ce qui est remarquable, c'est la finesse des profils et des sculptures, assez rares d'ailleurs, et le luxe de l'intérieur. Sur la façade, on reconnaît sans doute, à de certains détails, l'inexpérience d'un amateur ; mais les corridors voûtés, l'escalier et, avant tout, le grand salon de réception, font le plus grand honneur à leur noble architecte.

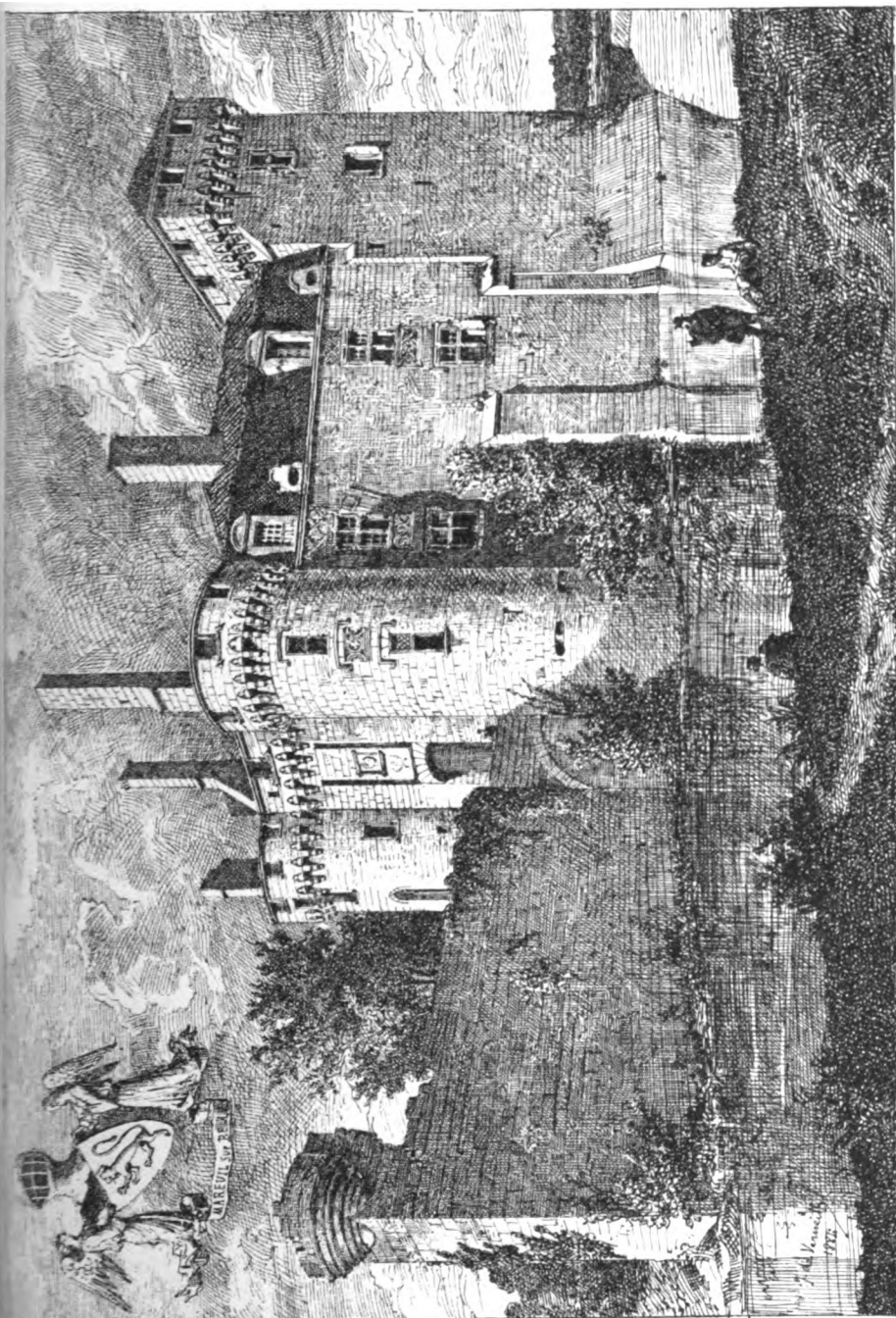
Cette salle de parade, qu'on appelle encore la *chambre dorée*, est digne de l'attention des artistes par l'éclat et la conservation de ses peintures décoratives. Les arabesques, polychromes sur fond blanc, qui recouvrent entièrement les maîtresses poutres et les poutrelles du plafond, sont d'une richesse, d'un goût et d'un dessin irréprochables, et seraient consultées avec fruit par les peintres de notre temps. Une

boiserie à petits panneaux règne le long des murs à une hauteur de quatre pieds environ. Sur ces panneaux, d'un arrangement assez compliqué, on distingue, encadrée par des rinceaux finement touchés, une série de paysages, de villes et de châteaux, parmi lesquels on reconnaît des fleefs appartenant à la maison de Bourdeille, mais qui sont, en général, de pure fantaisie. Les embrasures des fenêtres sont également peintes ; dans l'intervalle qui les sépare, une Renommée, convenablement peinte, apprend aux spectateurs, dans des inscriptions grecques et latines, *qu'elle répand en tous lieux les hauts faits des héros*, et montre, par la même occasion, qu'indépendamment de son talent en architecture, M^{me} de Bourdeille était la devancière des Philaminthes et des Bélises.

Aux deux bouts du salon, de vastes cheminées en menuiserie, richement décorées et dorées, montent jusqu'au plafond et complètent l'ensemble, qui devait être somptueux avant l'enlèvement des tapisseries et des meubles. Telle qu'elle est, la *chambre dorée* est un des meilleurs modèles qu'on puisse suivre depuis que le style du xvi^e siècle est redevenu à la mode. Je recommande aussi les peintures du lambris de la salle à manger, située au rez-de-chaussée, et qui a conservé son dallage de marbre. Elles sont sur fond blanc, en bleu de deux tons, un peu comme les vieilles faïences. C'est d'un effet charmant, facile à imiter, et, le soir, ces arabesques blanches et bleues s'éclairent aussi bien qu'un plafond blanc, ce qui n'arrive pas avec les décorations sur fond sombre, comme on les fait généralement.

Les plans de M^{me} de Bourdeille ne furent exécutés qu'en partie, comme cela se voit souvent quand on entreprend sur une trop grande échelle. Une galerie, dont on voit les arrachements, devait relier le corps de logis existant à un autre de même forme et de même dimension. C'eût été alors un véritable palais ; mais il est douteux que cette masse eût produit un heureux effet.

Dans le compte-rendu de 1858, auquel je viens de faire bien des emprunts, m'adressant aux membres du congrès, étrangers en grand nombre au Périgord, je parlais naturel-



VILLEHARD BY MISS VILB, PARIS



lement des seigneurs de Bourdeille, de l'ancienneté et de l'illustration de leur maison, et j'en citais les personnages les plus marquants : le cardinal Hélié, évêque de Périgueux en 1447, mort en odeur de sainteté ; son aïeul, Hélié VII, qui rétablit en 1303 la forteresse de ses pères dégradée par les troubles précédents ; un Bourdeille qui rompit la lance avec Bayard, dans le tournoi donné à Paris en 1514, à l'occasion du couronnement de Marie d'Angleterre, seconde femme de Louis XII ; Brantôme et son frère aîné, André, sénéchal de Périgord sous Charles IX et Henri III ; le comte de Montrésor, en qui s'éteignit la branche aînée. Pareil soin serait superflu aujourd'hui. Tous mes collègues de la Société archéologique n'ont rien à apprendre sur les grands noms de notre province, et ils savent, aussi bien que moi, que M. le marquis de Bourdeille, de la branche de Saintonge, a racheté, il y a une trentaine d'années, le berceau de sa famille ; qu'un Périgourdin illustre, M. de Bertin, ministre du roi Louis XV, possédait au XVIII^e siècle et avait fort embelli en créant près du château de magnifiques terrasses plantées d'ormes aujourd'hui séculaires.

Il est temps d'arriver à la quatrième baronnie du Périgord. Le château de Mareuil n'a avec ses rivaux en dignité aucun rapport, surtout en ce qui concerne leur situation. Pas de montagne comme à Biron, ni de rochers escarpés comme à Beynac et à Bourdeille. C'est dans une plaine marécageuse, où coule la *Belle*, que fut bâti le quadrilatère irrégulier, flanqué de tours, entouré de fossés pleins d'eau où les seigneurs de Mareuil avaient établi leur résidence. Bien qu'il soit admirablement construit en belles pierres de taille ; que les deux tours entre lesquelles s'ouvre le pont-levis soient, ainsi que les mâchicoulis et les fenêtres, d'un excellent dessin, et la tour carrée de l'angle nord-est d'une respectable hauteur, le château de Mareuil fait beaucoup moins d'effet que ceux des autres baronnies. Cela tient sans doute à ce que ses toitures, aiguës dans le principe, ont disparu ou, ce qui est pire, ont été remplacées par de vulgaires charpentes couvertes en tuiles courbes. La silhouette des toitures joue, dans les édifices du moyen-âge, un rôle capital, et quand ils

ont perdu cet élément pittoresque, mieux vaut pour eux, — je me place surtout au point de vue purement artistique, — être décidément ruinés que d'être couverts comme de simples mélairies. Je me trompe fort si les lecteurs du *Bulletin*, en regardant mon dessin, ne préfèrent pas les tours d'entrée, veuves de toute espèce de toits, au corps de logis et à la tour carrée qui leur font suite.

Ce corps de logis est pourtant fort bien conservé ; les fenêtres, du style flamboyant du xv^e siècle, qui est celui de presque tout le reste de la construction, ont sous leurs appuis de jolis panneaux sculptés et étaient surmontées sans nul doute de belles lucarnes à pignons aigus, remplacées, hélas ! par d'affreuses mansardes à frontons arrondis. Mais ce qui est recommandable, entre toutes les autres parties un peu ornées, c'est la chapelle voûtée sur nervures, charmante quoique fort petite, où se montre sculpté en divers endroits le lion héraldique des barons de Mareuil, supporté par des anges et surmonté d'un casque sans le moindre tortil. Cette jolie chapelle qui, malgré son exiguité, renferme une tribune seigneuriale, servait, il y a vingt ans, d'étable à porcs !... Je ne voudrais pas répondre que depuis elle ait changé de destination.

Mareuil fut le berceau d'une illustre maison qui s'éteignit au xvi^e siècle par le mariage de son héritière, Gabrielle de Mareuil, avec Nicolas d'Anjou, marquis de Mézières. C'est aux soins de cette grande dame, dont la fille unique épousa à son tour, en 1563, François de Bourbon, prince dauphin d'Auvergne, que le célèbre historien de Thou, abandonné des médecins, dut la vie dans une maladie qu'il eut étant enfant. Il mentionne le fait avec une reconnaissance que doivent partager les amis des lettres.

Un souvenir glorieux se rattache au nom de Mareuil, et permet de passer sous silence ses autres titres. Trois frères de cette maison combattaient à la bataille de Bouvines, et l'un d'eux, Hugues, fit prisonnier le comte de Flandres ; service signalé que Philippe-Auguste récompensa royalement par le don de la seigneurie de Villebois (La Vallette), en Angoumois. Les Talleyrand-Périgord ont été les der-

niers barons de Mareuil et le possèdent encore. Leurs armes et la fière devise : *Ré qué Diou*, se voyaient, il y a vingt ans, sur le portail d'entrée. Je n'ai pas eu occasion de constater si elles y sont restées. Elles ne devaient pas, d'ailleurs, y avoir été sculptées très anciennement.

B^{on} DE VERNEILH.

BIBLIOGRAPHIE

DE LA CORRESPONDANCE DE FÉNELON.

Dans la séance du 5 novembre 1885, M. Tamizey de Larroque a rendu compte des démarches qu'il a faites pour retrouver des lettres de Fénelon qu'on lui avait signalées comme inédites (*Bulletin*, t. XII, p. 406); il a constaté que ces lettres sont publiées depuis 1851. J'ai perdu également du temps à chercher où avaient été publiées d'autres lettres de Fénelon, que je supposais inédites. Je pense donc qu'il ne serait pas sans utilité de connaître la bibliographie des lettres de Fénelon.

En prenant pour point de départ la grande édition de la *Correspondance générale* publiée par Carron, à Paris, chez Ferra jeune, de 1827 à 1829, en onze volumes in-8°. On trouve ensuite les publications suivantes :

Lettres de Fénelon, publiées par Godard-Faultrier dans les *Nouvelles archéologiques et diverses* du second semestre 1849, Angers, 1849, in-18.

Lettres et opuscules inédits de Fénelon, 1850, in-8°, chez Leclère.

Correspondance avec l'abbé Alamanni, de 1709 à 1712, dans l'*Ami de la Religion*, année 1853, tome 161, pages 241, 261, 281.

Lettres inédites de Fénelon, retrouvées dans la bibliothèque

du prince Corsini et publiées par les soins de M. Louis, professeur Rezzi, bibliothécaire, Rome, 1853, in-12.

Quinze lettres inédites de Fénelon, publiées par Le Glay, d'après les archives de Lille, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation* de Cambrai, t. 25, année 1859.

Lettres inédites de Fénelon, de 1701 à 1714, publiées par X. Barbier de Montault, Paris, 1863, librairie Repos, in-18.

Lettres inédites de Fénelon, communiquées à la *Société historique et littéraire* de Tournay, par M. le vicaire général Voisin, in-8° de 64 pages.

Lettres inédites de Fénelon, publiées par l'abbé V. Verlaque, Paris, Victor Palmé, 1874, in-8°.

Lettres à Marie-Christine de Salon, abbesse de Remiremont, publiées dans la *Revue des Questions historiques*, janvier 1882, p. 583.

FORNERON.



VARIA.

LES ORMEAUX DE PELVÉSY.

SONNET.

Ormeaux de Pelvésy, vos fronts audacieux
Depuis plus de mille ans affrontent les orages ;
Des géants des forêts vous êtes les aïeux,
Car vos commencements sont dans la nuit des âges.

Louis IX, le saint roi, souvenir glorieux,
S'est assis autrefois sous vos épais ombrages ;
En ces siècles lointains vous étiez déjà vieux,
Et vos puissants rameaux montaient dans les nuages (1).

(1) Saint Louis, se rendant en pèlerinage de Sarlat à Cadouin, passa à Pelvésy et se reposa sous ces ormeaux. Il y signa une charte ainsi datée : *Sub veteribus ulmis de Pelevesi*. (Voir l'intéressante notice de M. Philippe de Bosredon insérée dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord de novembre-décembre 1885.)

— Un d'eux vient de tomber, le voilà sur le sol !
Il n'arrêtera plus les oiseaux dans leur vol,
Mais il conserve encor sa majesté suprême.

S'il est tombé vaincu, ce n'est point par le temps,
Puisqu'il avait toujours la sève du printemps :
C'est par son propre poids qu'il s'est brisé lui-même.

Ludovic SARLAT.

NÉCROLOGIE.

M. DU MAS-PAYSAC.

Un nouveau vide s'est fait dans nos rangs, M. Henri Du Mas-Paysac vient de nous être enlevé le 22 décembre 1885. M. Du Mas avait parmi nous de nombreux amis ; personne mieux que lui ne connaissait les anciennes familles du Périgord ; entr'autres travaux, il a publié une *généalogie de la famille de Vaucocour* et un *Jugement souverain contre les habitants d'Abjat en 1641*, chez Boucharie, en 1855. M. Du Mas était un des habitués de nos séances, auxquelles il prenait un vif intérêt, espérant y trouver des documents utiles à sa spécialité de généalogiste.

A. DE R.

LE GÉNÉRAL TATAREAU.

Notre Compagnie vient de faire encore une perte douloureuse en la personne du général Tatareau, décédé le 15 janvier dernier, à l'âge de 91 ans.

La mort, qui l'avait épargné sur tant de champs de bataille et qui semblait vouloir faire une exception en sa faveur, s'est pourtant décidée à le frapper, mais doucement et avec des précautions, comme pour se faire pardonner l'obligation d'exécuter les arrêts de l'inexorable Destin dont elle est l'instrument. Sa noble victime s'est éteinte sans souffrances, conservant la plénitude de ses facultés jusqu'à sa dernière heure, qui l'a trouvée sans peur et sans reproche, comme à toutes les époques de sa longue et brillante carrière.

L'impassibilité du général en face du danger, sa mansuétude dans la vie privée et cette sérénité bienveillante dont tous ceux qui l'approchaient ont pu goûter le charme, prenaient leur source dans un invincible courage doublé de cette foi robuste qui élève l'âme, la fortifie et la préserve des puériles terreurs et des passions mesquines dont on a trop souvent le

du prince Corsini et publiées par les soins de M. Louis, professeur Rezzi, bibliothécaire, Rome, 1853, in-12.

Quinze lettres inédites de Fénelon, publiées par Le Glay, d'après les archives de Lille, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation* de Cambray, t. 25, année 1859.

Lettres inédites de Fénelon, de 1701 à 1714, publiées par X. Barbier de Montault, Paris, 1863, librairie Repos, in-18.

Lettres inédites de Fénelon, communiquées à la *Société historique et littéraire* de Tournay, par M. le vicaire général Voisin, in-8° de 64 pages.

Lettres inédites de Fénelon, publiées par l'abbé V. Verlaque, Paris, Victor Palmé, 1874, in-8°.

Lettres à Marie-Christine de Salon, abbesse de Remiremont, publiées dans la *Revue des Questions historiques*, janvier 1882, p. 583.

FORNERON.

VARIA.

LES ORMEAUX DE PELVÉSY.

SONNET.

Ormeaux de Pelvésy, vos fronts audacieux
Depuis plus de mille ans affrontent les orages ;
Des géants des forêts vous êtes les aïeux,
Car vos commencements sont dans la nuit des âges.

Louis IX, le saint roi, souvenir glorieux,
S'est assis autrefois sous vos épais ombrages ;
En ces siècles lointains vous étiez déjà vieux,
Et vos puissants rameaux montaient dans les nuages (1).

(1) Saint Louis, se rendant en pèlerinage de Sarlat à Cadouin, passa à Pelvésy et se reposa sous ces ormeaux. Il y signa une charte ainsi datée : *Sub veteribus ulmis de Pelevesi*. (Voir l'intéressante notice de M. Philippe de Bosredon insérée dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord de novembre-décembre 1895.)

— Un d'eux vient de tomber, le voilà sur le sol !
Il n'arrêtera plus les oiseaux dans leur vol,
Mais il conserve encor sa majesté suprême.

S'il est tombé vaincu, ce n'est point par le temps,
Puisqu'il avait toujours la sève du printemps :
C'est par son propre poids qu'il s'est brisé lui-même.

Ludovic SARLAT.

NÉCROLOGIE.

M. DU MAS-PAYSAC.

Un nouveau vide s'est fait dans nos rangs, M. Henri Du Mas-Paysac vient de nous être enlevé le 22 décembre 1885. M. Du Mas avait parmi nous de nombreux amis ; personne mieux que lui ne connaissait les anciennes familles du Périgord ; entr'autres travaux, il a publié une *généalogie de la famille de Vaucocour* et un *Jugement souverain contre les habitants d'Abjat en 1641*, chez Boucharie, en 1855. M. Du Mas était un des habitués de nos séances, auxquelles il prenait un vif intérêt, espérant y trouver des documents utiles à sa spécialité de généalogiste.

A. DE R.

LE GÉNÉRAL TATAREAU.

Notre Compagnie vient de faire encore une perte douloureuse en la personne du général Tatareau, décédé le 15 janvier dernier, à l'âge de 91 ans.

La mort, qui l'avait épargné sur tant de champs de bataille et qui semblait vouloir faire une exception en sa faveur, s'est pourtant décidée à le frapper, mais doucement et avec des précautions, comme pour se faire pardonner l'obligation d'exécuter les arrêts de l'inexorable Destin dont elle est l'instrument. Sa noble victime s'est éteinte sans souffrances, conservant la plénitude de ses facultés jusqu'à sa dernière heure, qui l'a trouvée sans peur et sans reproche, comme à toutes les époques de sa longue et brillante carrière.

L'impassibilité du général en face du danger, sa mansuétude dans la vie privée et cette sérénité bienveillante dont tous ceux qui l'approchaient ont pu goûter le charme, prenaient leur source dans un invincible courage doublé de cette foi robuste qui élève l'âme, la fortifie et la préserve des puérides terreurs et des passions mesquines dont on a trop souvent le

du prince Corsini et publiées par les soins de M. Louis, professeur Rezzi, bibliothécaire, Rome, 1853, in-12.

Quinze lettres inédites de Fénelon, publiées par Le Glay, d'après les archives de Lille, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation* de Cambrai, t. 25, année 1859.

Lettres inédites de Fénelon, de 1701 à 1714, publiées par X. Barbier de Montault, Paris, 1863, librairie Repos, in-18.

Lettres inédites de Fénelon, communiquées à la *Société historique et littéraire* de Tournay, par M. le vicaire général Voisin, in-8° de 64 pages.

Lettres inédites de Fénelon, publiées par l'abbé V. Verlaque, Paris, Victor Palmé, 1874, in-8°.

Lettres à Marie-Christine de Salon, abbesse de Remiremont, publiées dans la *Revue des Questions historiques*, janvier 1882, p. 583.

FORNERON.



VARIA.



LES ORMEAUX DE PELVÉSY.

SONNET.

Ormeaux de Pelvésy, vos fronts audacieux
Depuis plus de mille ans affrontent les orages ;
Des géants des forêts vous êtes les aïeux,
Car vos commencements sont dans la nuit des âges.

Louis IX, le saint roi, souvenir glorieux,
S'est assis autrefois sous vos épais ombrages ;
En ces siècles lointains vous étiez déjà vieux,
Et vos puissants rameaux montaient dans les nuages (1).

(1) Saint Louis, se rendant en pèlerinage de Sarlat à Cadouin, passa à Pelvésy et se reposa sous ces ormeaux. Il y signa une charte ainsi datée : *Sub veteribus ulmis de Pelevesi*. (Voir l'intéressante notice de M. Philippe de Bosredon insérée dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord de novembre-décembre 1886.)

— Un d'eux vient de tomber, le voilà sur le sol !
Il n'arrêtera plus les oiseaux dans leur vol,
Mais il conserve encor sa majesté suprême.

S'il est tombé vaincu, ce n'est point par le temps,
Puisqu'il avait toujours la sève du printemps :
C'est par son propre poids qu'il s'est brisé lui-même.

Ludovic SARLAT.

NÉCROLOGIE.

M. DU MAS-PAYSAC.

Un nouveau vide s'est fait dans nos rangs, M. Henri Du Mas-Paysac vient de nous être enlevé le 22 décembre 1885. M. Du Mas avait parmi nous de nombreux amis ; personne mieux que lui ne connaissait les anciennes familles du Périgord ; entr'autres travaux, il a publié une *généalogie de la famille de Vaucocour* et un *Jugement souverain contre les habitants d'Abjat en 1641*, chez Boucharie, en 1855. M. Du Mas était un des habitués de nos séances, auxquelles il prenait un vif intérêt, espérant y trouver des documents utiles à sa spécialité de *généalogiste*.

A. DE R.

LE GÉNÉRAL TATAREAU.

Notre Compagnie vient de faire encore une perte douloureuse en la personne du général Tatareau, décédé le 15 janvier dernier, à l'âge de 91 ans.

La mort, qui l'avait épargné sur tant de champs de bataille et qui semblait vouloir faire une exception en sa faveur, s'est pourtant décidée à le frapper, mais doucement et avec des précautions, comme pour se faire pardonner l'obligation d'exécuter les arrêts de l'inexorable Destin dont elle est l'instrument. Sa noble victime s'est éteinte sans souffrances, conservant la plénitude de ses facultés jusqu'à sa dernière heure, qui l'a trouvée sans peur et sans reproche, comme à toutes les époques de sa longue et brillante carrière.

L'impassibilité du général en face du danger, sa mansuétude dans la vie privée et cette sérénité bienveillante dont tous ceux qui l'approchaient ont pu goûter le charme, prenaient leur source dans un invincible courage doublé de cette foi robuste qui élève l'âme, la fortifie et la préserve des puériles terreurs et des passions mesquines dont on a trop souvent le

spectacle ici-bas. Le général est mort comme il avait vécu, en chrétien et en soldat, confondant Dieu et la Patrie dans un même et sublime amour.

La place nous fait défaut pour une énumération complète des états de service de ce doyen de l'armée française, dont les citations à l'ordre du jour ne se comptaient plus. Nous nous bornerons à rappeler que sorti de l'école de Saint-Cyr en 1815, il conquit tous ses grades à la pointe de son épée, tant en France qu'en Espagne, en Grèce et en Algérie, où il se signala non-seulement par sa bravoure devant l'ennemi, mais aussi par de remarquables travaux topographiques qui lui valurent, à diverses reprises, des lettres de félicitations des ministres de la guerre, et le placèrent aux premiers rangs des officiers de ce grand état-major que l'Europe a pu nous envier pendant longtemps. Les étoiles lui furent accordées en 1851, et lorsqu'il fut atteint par la limite d'âge en 1856, le gouvernement, ne voulant pas encore renoncer à ses services, lui confia le poste de sous-gouverneur aux Invalides, qu'il conserva jusqu'en 1861. Rentré alors dans ses foyers, il pouvait espérer que l'heure du repos avait définitivement sonné pour lui ; mais au début de la guerre sinistre de 1870, on le revit sur la brèche. Rappelé, malgré ses 75 ans, au commandement de la subdivision de la Dordogne, il organisa avec une ardeur juvénile ces braves mobiles qui allèrent se couvrir de gloire à Coulmiers. Tel est le résumé de cette carrière si honorable, si bien remplie et qui compte 45 ans de services effectifs et 19 campagnes.

Mais le général Tatareau ne fut pas seulement un vaillant soldat. Ses souvenirs intimes et sa correspondance, précieux héritage de sa famille désolée, attestent qu'il fut aussi un érudit et un archéologue distingué. Entre autres récits intéressants et qui prouvent que rien n'échappait à l'officier en campagne, il a raconté, dans un style élégant, émaillé d'anecdotes charmantes, un voyage scientifique à Smyrne et une visite à Abd-el-Kader, qui le reçut avec distinction sous sa tente et lui témoigna une estime toute particulière qu'il lui conserva pendant son séjour en France.

En terminant cette notice que nous abrégeons à regret, rappelons encore que le général Tatareau était commandeur de la Légion-d'Honneur, chevalier des ordres de Saint-Ferdinand et Charles III d'Espagne, du Sauveur de Grèce, de l'ordre militaire des Pays-Bas et médaillé de Ste-Hélène.

C. DONNEAUD.

Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente le Donjon de Bourdeille ; — la 2^e, le Château de Mareuil.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux. — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^o).

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

TOME XIII. — DEUXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Mars-Avril 1886.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON.

	Pages.
Séance mensuelle du jeudi 4 février 1886.....	73
— du jeudi 4 mars.....	84
Rapport sur les découvertes archéologiques faites à la Cité de Périgueux en 1885 (M. Michel HARDY).....	95
Des différences de style des églises du Périgord aux XI ^e et XII ^e siècles (M. A. DE ROUMEJOUX).....	110
Traité et conférence passés à Nantes entre le roi Charles VIII et le seigneur d'Albret en 1490 (M. F. DE BELLUSSIÈRE)..	114
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron (<i>Suite.</i>) (M. R. DE LAU- GARDIÈRE).....	124
VARIA. — La maison de La Boétie, à Sarlat (M. Ludovic SARLAT).....	148
Rapport sur l' <i>Histoire du Périgord</i> par Léon Dessalles (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	148
La chanson de Roland éditée par L. Clédat (M. L. CONS- TANS).....	152
Nécrologie. — Le peintre Émile Lafon (X...).....	154

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 4 Février 1886.

Présidence de M. le marquis DE FAYOLLE.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. de Froidefond, de Roumejoux, Fernand de Bellussière, Dujarric-Descombes, Paul Galy, Michel Hardy, Jauvinaud, Latière, le docteur Georges Millet-Lacombe, l'abbé Montet, l'abbé Moreau et Villepelet.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de M. le général Tatareau, l'un de nos membres fondateurs et le doyen de la Société, dont les états de service étaient des plus brillants. Notre vénéré confrère aimait la science, et plusieurs fois il fut chargé de missions scientifiques en Orient. Une notice nécrologique rappellera dans le *Bulletin* tous ses titres et ses travaux.

Cette triste communication est accueillie par d'unanimes regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère ensuite rapidement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Third annual report of the Bureau of Ethnology to the secretary of the Smithsonian Institution 1881-82 by J. W. Powell, director, un gros volume in-4°, relié en toile, accompagné de planches, Washington, government printing office 1884 ;

Le *Journal des Savants*, cahier de janvier 1886, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, année 1885, 6^e livraison, in-8°, Paris, librairie Picard ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome VIII, 2^e trimestre de 1885, in-8°, Orléans, Herluison, libraire, 1885 ;

Le *Gay-Lussac*, revue des sciences et de leurs applications, journal mensuel illustré, publié par la Société Gay-Lussac, in-8°, Limoges ;

Le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, VI^e volume, 1^{re} livraison, janvier 1886, in-8°, Saintes, où est publiée une lettre inédite, tirée de la *Revue de Gascogne*, de Henri III à Biron, grand maître capitaine général de son artillerie et son lieutenant général en pays de Saintonge, du 31 mars 1575 ; et les feuilles 21-22 et les tables du tome V du même *Bulletin* ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, numéro du 31 janvier 1886, in-4°, Bordeaux, librairie Férét ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XIV, septembre 1885, in-8°, Montpellier, contenant divers mémoires de nos confrères MM. Chabaneau et Léon Clédât, et un article de M. Constans sur la nouvelle édition classique de *La Chanson de Roland*, par M. Clédât ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1886, janvier, 76^e livraison, in-8°, Valence ;

Le *Giornale oraldico* de l'académie de Pise, numéro de décembre 1885, grand in-8°, Pise ;

Par M. Louis Guibert, sa brochure sur *Les Emigrés limousins à Quiberon*, in-18, Limoges, librairie Ducourtieux, 1886 ;

Par un Gourmet qui désire garder l'incognito, une petite plaquette de 23 pages sur les terrines de Nérac, qu'il a tenu à envoyer dans la patrie des pâtés de Périgueux, et intitulée *Documents inédits relatifs à l'histoire des terrines de Nérac*, tirée à 60 exemplaires, Nérac, Ludovic Durey, 1885. « Un hommage si naturel s'imposait, nous mande l'éditeur anonyme ou presque anonyme, qui avait encore un excellent motif

pour offrir ses *Documents* à ses confrères périgourdins : il est question, dans son livret, d'un homme illustre, cher au Périgord, le ministre Bertin, celui-là même dont notre éminent confrère M. Martial Delpit faisait récemment un si bel éloge dans le *Bulletin* » ;

Par M. l'abbé Moreau, un numéro de l'*Echo de la Dordogne* du 19 janvier dernier, contenant la préface du volume qu'il publiera prochainement sur la célèbre M^{me} Labrousse, du bourg de Vanxains, en Périgord ;

Par M. Arthur de Brezet, avocat à Bordeaux, un numéro de *La Gironde littéraire*, du 17 janvier 1886, contenant un article fort intéressant de M. Charles Marionneau sur l'auteur des superbes mausolées élevés, à la fin du xvi^e siècle, pour François de Foix de Candalle, évêque d'Aire, dans la chapelle du monastère des Augustins, à Bordeaux, et pour le duc d'Epemon, dans l'église de Cadillac. M. Arnaud Communay, qui se propose de publier prochainement *La Chronique de Cadillac* (1560-1661), vient de faire connaître le véritable auteur de ces monuments : c'est un éminent artiste français, trop oublié de nos jours, on pourrait presque dire inconnu, l'architecte et sculpteur du roi Henri IV, Pierre Biard, qui vint à Bordeaux, au mois d'août 1597, mandé par Marie de Foix, comtesse de Ribérac, veuve de Guy d'Aydie, vicomte d'Epeluche et de Montagnier ;

La Revue des autographes, de M. Eugène Charavay, numéro de janvier 1886, contenant la mention de plusieurs lettres de Périgourdins ou adressées à des Périgourdins : une lettre autographe signée de la reine Anne d'Autriche à Armand Nompar de Caumont, marquis de La Force, et datée de Libourne le 27 août 1650 ; une lettre du chevalier d'Aydie à la marquise de Créqui ; une lettre autographe de Fénelon, l'illustre archevêque de Cambrai, à son neveu l'abbé de Beaumont, datée du 6 décembre 1714 ; une autre très curieuse du 1^{er} avril 1719, du chevalier de Lagrange-Chancel, frère du poète, et toute relative à l'auteur des *Philippiques*. Il a appris, avec une mortification très sensible, l'évasion de son frère « qui cause aujourd'hui l'affliction de toute notre » famille, dont la parenté souhaiterait de toute son âme que

» Dieu leuse enlevé il y a vingt ans. » M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a fait l'acquisition pour les Archives départementales de la lettre autographe de Fénelon ; il en donnera lecture tout à l'heure.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts informe M. LE PRÉSIDENT que la 10^e réunion des délégués des Sociétés des Beaux-Arts des départements aura lieu, comme les précédentes, à la Sorbonne, du mercredi 28 avril au samedi 1^{er} mai prochain. Des lectures et des conférences publiques seront faites pendant les journées des 28, 29 et 30 avril, et les récompenses seront distribuées dans la séance générale que M. le Ministre doit présider le samedi 1^{er} mai. Les mémoires devront être envoyés à la Direction des Beaux-Arts, rue de Valois, n^o 3, avant le 20 février prochain, après avoir été revêtus de l'approbation de la Société.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL demande que l'assemblée désigne immédiatement ses délégués. Sont élus : M. l'abbé Cheyssac, curé de La Roche-Chalais ; M. Rolland de Denus et M. le baron de la Tombelle.

M. LE PRÉSIDENT a reçu deux autres circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique.

La première, du 20 décembre dernier, dispose que par suite de la création de la *Section de géographie historique et descriptive* et du rattachement des sciences naturelles à la 4^e section qui portera désormais le titre général de *Section des sciences*, le programme des questions proposées au Congrès de la Sorbonne pour 1886 a dû être modifié. La nouvelle section dite de *géographie historique et descriptive* a déterminé, dès sa première réunion, les questions qui, d'après l'ordre de ses travaux, pourraient être proposées en son nom aux Sociétés savantes. A cet effet, elle a d'abord retenu comme ressortissant au domaine de la géographie historique et descriptive :

1^o La question 13, inscrite au programme de la section d'histoire et de philologie ;

2^o Les questions 4 et 5 inscrites au programme de la section d'archéologie ;

3^o Les questions 15, 16, 17 et 18, inscrites au programme de la section de sciences naturelles et de sciences géographiques.

Enfin, la section de géographie historique et descriptive a demandé que l'étude des communications fluviales entre la Manche et la Méditerranée fût ajoutée à ces sept questions.

J'ai approuvé les résolutions de la section, écrit M. le Ministre, et je vous prie en conséquence, Monsieur le Président, d'avertir de cette modification les membres de votre Société et de donner toute la publicité désirable au programme suivant :

SECTION DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE.

1. Anciennes démarcations des diocèses et des cités de la Gaule servant encore aujourd'hui de limites aux départements.

2. Signaler les nouvelles découvertes de bornes milliaires ou les constatations de chaussées antiques qui peuvent servir à déterminer le tracé des voies romaines en Gaule ou en Afrique (1).

3. Grouper les renseignements que les noms de lieux-dits peuvent fournir à l'archéologie et à la géographie antique.

4. Exposer les découvertes archéologiques qui ont servi à déterminer le site des villes de l'antiquité ou du moyen âge, soit en Europe, soit en Asie, soit dans le nord de l'Afrique.

5. Signaler les documents géographiques curieux (textes et cartes manuscrits) qui peuvent exister dans les bibliothèques publiques et les archives des départements et des communes.

6. Etudier les mouvements généraux des sables en Afrique et en Asie. Déterminer les régions où les sables reculent et celles où ils progressent.

7. Etudier les résultats géographiques obtenus à la suite des grandes explorations accomplies récemment au Congo, dans l'Indo-Chine et au Tonkin.

8. Etudier les communications fluviales ou par canaux entre la Manche et la Méditerranée.

(1) *cette question* restera également au programme de la section d'archéologie.

» Dieu leuse enlevé il y a vingt ans. » M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a fait l'acquisition pour les Archives départementales de la lettre autographe de Fénelon ; il en donnera lecture tout à l'heure.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts informe M. LE PRÉSIDENT que la 10^e réunion des délégués des Sociétés des Beaux-Arts des départements aura lieu, comme les précédentes, à la Sorbonne, du mercredi 28 avril au samedi 1^{er} mai prochain. Des lectures et des conférences publiques seront faites pendant les journées des 28, 29 et 30 avril, et les récompenses seront distribuées dans la séance générale que M. le Ministre doit présider le samedi 1^{er} mai. Les mémoires devront être envoyés à la Direction des Beaux-Arts, rue de Valois, n° 3, avant le 20 février prochain, après avoir été revêtus de l'approbation de la Société.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL demande que l'assemblée désigne immédiatement ses délégués. Sont élus : M. l'abbé Cheyssac, curé de La Roche-Chalais ; M. Rolland de Denus et M. le baron de la Tombelle.

M. LE PRÉSIDENT a reçu deux autres circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique.

La première, du 20 décembre dernier, dispose que par suite de la création de la *Section de géographie historique et descriptive* et du rattachement des sciences naturelles à la 4^e section qui portera désormais le titre général de *Section des sciences*, le programme des questions proposées au Congrès de la Sorbonne pour 1886 a dû être modifié. La nouvelle section dite de *géographie historique et descriptive* a déterminé, dès sa première réunion, les questions qui, d'après l'ordre de ses travaux, pourraient être proposées en son nom aux Sociétés savantes. A cet effet, elle a d'abord retenu comme ressortissant au domaine de la géographie historique et descriptive :

1^o La question 13, inscrite au programme de la section d'histoire et de philologie ;

2^o Les questions 4 et 5 inscrites au programme de la section d'archéologie ;

3^e Les questions 15, 16, 17 et 18, inscrites au programme de la section de sciences naturelles et de sciences géographiques.

Enfin, la section de géographie historique et descriptive a demandé que l'étude des communications fluviales entre la Manche et la Méditerranée fût ajoutée à ces sept questions.

J'ai approuvé les résolutions de la section, écrit M. le Ministre, et je vous prie en conséquence, Monsieur le Président, d'avertir de cette modification les membres de votre Société et de donner toute la publicité désirable au programme suivant :

SECTION DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE.

1. Anciennes démarcations des diocèses et des cités de la Gaule servant encore aujourd'hui de limites aux départements.

2. Signaler les nouvelles découvertes de bornes milliaires ou les constatations de chaussées antiques qui peuvent servir à déterminer le tracé des voies romaines en Gaule ou en Afrique (1).

3. Grouper les renseignements que les noms de lieux-dits peuvent fournir à l'archéologie et à la géographie antique.

4. Exposer les découvertes archéologiques qui ont servi à déterminer le site des villes de l'antiquité ou du moyen âge, soit en Europe, soit en Asie, soit dans le nord de l'Afrique.

5. Signaler les documents géographiques curieux (textes et cartes manuscrits) qui peuvent exister dans les bibliothèques publiques et les archives des départements et des communes.

6. Etudier les mouvements généraux des sables en Afrique et en Asie. Déterminer les régions où les sables reculent et celles où ils progressent.

7. Etudier les résultats géographiques obtenus à la suite des grandes explorations accomplies récemment au Congo, dans l'Indo-Chine et au Tonkin.

8. Etudier les communications fluviales ou par canaux entre la Manche et la Méditerranée.

(1) Cette question restera également au programme de la section d'archéologie.

» Dieu leuse enlevé il y a vingt ans. » M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a fait l'acquisition pour les Archives départementales de la lettre autographe de Fénelon ; il en donnera lecture tout à l'heure.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts informe M. LE PRÉSIDENT que la 10^e réunion des délégués des Sociétés des Beaux-Arts des départements aura lieu, comme les précédentes, à la Sorbonne, du mercredi 28 avril au samedi 1^{er} mai prochain. Des lectures et des conférences publiques seront faites pendant les journées des 28, 29 et 30 avril, et les récompenses seront distribuées dans la séance générale que M. le Ministre doit présider le samedi 1^{er} mai. Les mémoires devront être envoyés à la Direction des Beaux-Arts, rue de Valois, n° 3, avant le 20 février prochain, après avoir été revêtus de l'approbation de la Société.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL demande que l'assemblée désigne immédiatement ses délégués. Sont élus : M. l'abbé Cheyssac, curé de La Roche-Chalais ; M. Rolland de Denus et M. le baron de la Tombelle.

M. LE PRÉSIDENT a reçu deux autres circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique.

La première, du 20 décembre dernier, dispose que par suite de la création de la *Section de géographie historique et descriptive* et du rattachement des sciences naturelles à la 4^e section qui portera désormais le titre général de *Section des sciences*, le programme des questions proposées au Congrès de la Sorbonne pour 1886 a dû être modifié. La nouvelle section dite de *géographie historique et descriptive* a déterminé, dès sa première réunion, les questions qui, d'après l'ordre de ses travaux, pourraient être proposées en son nom aux Sociétés savantes. A cet effet, elle a d'abord retenu comme ressortissant au domaine de la géographie historique et descriptive :

1^o La question 13, inscrite au programme de la section d'histoire et de philologie ;

2^o Les questions 4 et 5 inscrites au programme de la section d'archéologie ;

3^o Les questions 15, 16, 17 et 18, inscrites au programme de la section de sciences naturelles et de sciences géographiques.

Enfin, la section de géographie historique et descriptive a demandé que l'étude des communications fluviales entre la Manche et la Méditerranée fût ajoutée à ces sept questions.

J'ai approuvé les résolutions de la section, écrit M. le Ministre, et je vous prie en conséquence, Monsieur le Président, d'avertir de cette modification les membres de votre Société et de donner toute la publicité désirable au programme suivant :

SECTION DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE.

1. Anciennes démarcations des diocèses et des cités de la Gaule servant encore aujourd'hui de limites aux départements.

2. Signaler les nouvelles découvertes de bornes milliaires ou les constatations de chaussées antiques qui peuvent servir à déterminer le tracé des voies romaines en Gaule ou en Afrique (1).

3. Grouper les renseignements que les noms de lieux-dits peuvent fournir à l'archéologie et à la géographie antique.

4. Exposer les découvertes archéologiques qui ont servi à déterminer le site des villes de l'antiquité ou du moyen âge, soit en Europe, soit en Asie, soit dans le nord de l'Afrique.

5. Signaler les documents géographiques curieux (textes et cartes manuscrits) qui peuvent exister dans les bibliothèques publiques et les archives des départements et des communes.

6. Etudier les mouvements généraux des sables en Afrique et en Asie. Déterminer les régions où les sables reculent et celles où ils progressent.

7. Etudier les résultats géographiques obtenus à la suite des grandes explorations accomplies récemment au Congo, dans l'Indo-Chine et au Tonkin.

8. Etudier les communications fluviales ou par canaux entre la Manche et la Méditerranée.

(1) Cette question restera également au programme de la section d'archéologie.

La seconde circulaire, du 11 janvier dernier, continue, comme celle du 19 décembre 1884, à appeler notre attention sur les sujets d'étude que la section des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques soumet aux travailleurs désireux de collaborer à son *Bulletin*. M. le Ministre nous transmet une note publiée par la même section du Comité et à laquelle il nous prie de donner la plus grande publicité possible. Mais elle est trop longue pour être publiée *in extenso* dans notre *Bulletin* ou dans les journaux de Périgueux ; elle restera déposée au bureau du Secrétaire général où le public studieux pourra en prendre connaissance. Elle est relative aux assemblées générales de communautés d'habitants en France, sous l'ancien régime. La section économique et sociale du Comité invite à étudier, dans une région déterminée, l'institution des assemblées générales de communautés d'habitants, en recherchant les dates les plus anciennes et les plus récentes, — la périodicité, la composition des assemblées, le mode et l'objet de leurs délibérations, la manière dont ces délibérations ont été recueillies et conservées.

De son côté, la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, nous annonce qu'elle ouvre un concours de philologie et de littératures romanes, à l'occasion de la réunion du Félibrige d'Aquitaine, qui doit avoir lieu à Foix en mai 1886, et elle nous en adresse le programme. Les envois de mémoires, recueils ou poésies, œuvres imprimées depuis le 1^{er} janvier 1885 ou manuscrites, doivent être faits avant le 10 avril.

La Société des Antiquaires de Picardie nous fait savoir qu'à l'occasion de son cinquantenaire, qu'elle doit célébrer le 8 juin prochain, elle organise une exposition rétrospective d'antiquités et d'objets d'art, et un congrès historique et archéologique, auquel elle nous invite à envoyer des délégués. — La Société, consultée, ne croit pas, en raison de l'éloignement, et à son grand regret, qu'il lui soit possible de se faire représenter à cette réunion scientifique.

M. le docteur Achille Simon, maire de la ville de Ribérac, écrit à M. LE PRÉSIDENT qu'en faisant des fouilles près de

Coutures, pour l'établissement du chemin de fer d'Angoulême à Marmande, on vient de découvrir un souterrain assez long, de 12 mètres 70, et des plus curieux, dans lequel on a trouvé quelques poteries paraissant présenter de l'intérêt et des ossements. Pour entrer dans ce souterrain, il faut descendre quinze marches creusées dans le roc.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a déjà répondu à M. Simon pour le prier de remercier M. Gaussens, chef de section, chargé de la direction des travaux du chemin de fer, qui a bien voulu nous informer de cette découverte, et pour le prier aussi de faire mettre soigneusement de côté les poteries et les ossements, et de faire déblayer entièrement le souterrain. Dès que ces travaux préliminaires seront achevés, un de nos confrères se rendra à Coutures pour examiner ce nouveau *chuseau* et rédiger un rapport.

D'autre part, M. Henri DE MONTÉGUT veut bien nous signaler également un très curieux inventaire pour l'histoire de notre province, celui du château de Montréal, qu'il a tout récemment découvert aux manuscrits de la Bibliothèque nationale, fonds Périgord, dans la collection Lespine.

Commencé le 4 octobre 1569, écrit notre confrère au Secrétaire général, il ne fut terminé que le 30 septembre 1570. Ces dates en disent plus que tous les commentaires. Le 4 octobre, en effet, est le lendemain de la bataille de Moncontour, perdue par les protestants qui assiégeaient Poitiers. Montréal, où venait de mourir François de Pontbriant, châtelain du lieu, gouverneur et sénéchal du Limousin, était mis en état de défense. Aussi la première constatation des magistrats, faite en présence de Jean de Montardit, tuteur du jeune mineur Hector de Pontbriant, concerne-t-elle la garnison de la forteresse, composée de 20 soldats. Puis l'on parcourt successivement un grand nombre d'appartements garnis des plus riches tapisseries. Il nous suffira d'indiquer celle des neuf preux du roi Artus, de l'histoire de Joseph, de dame Judith et d'Holopherne, etc., etc.

Une garde-robe d'habillements d'homme et de femme, peut-être moins riche que celle d'Antoine de Saint-Aulaire et de Jeanne de Bourdeille, mais néanmoins très intéressante. Et ce n'est pas par là surtout que brille notre inventaire. La mise en état de défense du château fait passer sous nos yeux un véritable arsenal. Ainsi, trois ponts-levis, garnis de chaînes de fer, défendent les trois entrées. Entre les portes sont placées six pièces

de canon ; au-dessus de la principale, trois « pavasmes, » des pertuisanes, etc. Dans un buffet « bahun, » un moule à faire des « bolletz » ; au galletas, 33 « acquebuses a croc, » 10 pétards, grands et petits, ce qui, entre parenthèses, fait remonter l'invention du pétard bien avant 1580, date donnée par les auteurs sur la matière. Dans un coffre, le casque de bataille du seigneur de Montréal, ainsi décrit : « Ung heaume avec son serpent doré d'acier. » « Tout un corps de cuirasse, une selle d'armes de cheval, un chanfrein, une épée dorée avec sa dague de mesme, deux pavillons de guerre avec leurs lits de camp tout rompus. » Six pièces d'artillerie, montées sur chevalets, communiquent du grenier sur les remparts ; elles pouvaient se transporter, selon les besoins de la défense, sur telle ou telle partie des murailles menacées.

Deux chapelles existaient à Montréal, l'une ancienne, dans l'enceinte même du château ; la seconde, moderne, à peu de distance, mais hors des murs. Il est vrai qu'elle était défendue par deux tours. La voûte de cette dernière était peinte à fresque ; au centre, « l'escusseau » de Pontbriant, entouré d'étoiles ; devant l'autel, un « angel » doré, suspendu en l'air par une barre de fer descendant de la voûte, tenant dans ses mains un chandelier aussi doré. Et, curieux détail, dans la sacristie, deux mousquets de cuivre ! Le prêtre montant à l'autel, obligé de se défendre les armes à la main ! Peut-on mieux toucher du doigt la triste situation faite aux membres du clergé catholique par nos guerres de religion ?

Tous les ornements de l'église d'Issac avaient été portés au château ; en septembre 1570, un peu d'apaisement s'étant fait dans les esprits (1), on en profite pour les rétablir dans l'église paroissiale. En les remettant, l'on constate la présence de la célèbre sainte Epine, prise sur Talbot à la bataille de Castillon, qui n'a cessé depuis cette époque d'être l'objet d'un culte fervent.

J'allais oublier un autre détail bien caractéristique : « le banc avec deux anneaux pour bailher thorture. »

Vous le voyez, Monsieur le Secrétaire général, comme pour Jeanne de Bourdeille, il y a dans l'inventaire du château de Montréal une riche mine à exploiter. J'ai copié et collationné avec le plus grand soin l'inventaire dans tous ses détails : aucun ne doit être omis, car ils ont tous leur importance. Ainsi, que n'a-t-on pas dit sur la situation malheureuse des habitants des campagnes pendant nos guerres de religion ? Cependant, ce qui prouve qu'ils n'étaient pas aussi malheureux qu'on l'a prétendu, c'est

1) Paix de Saint-Germain, 8 août 1570.

que les métayers de Montréal possèdent en propre la moitié du cheptel de leurs bestiaux. Bien peu, de nos jours, pourraient en dire autant !

La copie de mon travail comprendra une vingtaine de pages du *Bulletin* pour l'inventaire proprement dit : j'ose espérer que, vu son intérêt historique, la Société voudra bien lui accorder l'hospitalité dans son *Bulletin*.

L'assemblée accueille cette proposition avec plaisir.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne ensuite lecture de la charmante missive autographe de Fénelon dont il parlait tout à l'heure et qui n'a rien d'historique. Elle traite de valets à arrêter soit pour lui, soit pour son neveu l'abbé de Beaumont, à qui elle est adressée.

Mandez moi au plus tost vos mesures, dit-il en terminant, afin que je prenne les miennes bien justes pour vous envoyer la petite breline à 4 chevaux. Mille amitez à votre chère sœur. La fable du petit follet est très jolie. Elle promet encore plus qu'elle ne contient. J'en félicite sa mère. Cette joie ne diminuera-t-elle point ses maux ?

La lettre autographe non signée est datée du 6 décembre 1714 (Cambrai) ; elle est écrite sur du papier petit format, pliée en quatre, fermée par deux cachets de cire rouge représentant une tête d'empereur romain, et adressée :

*A Monsieur,
Monsieur l'abbé de Beaumont,
chez Madame de Chevry, rue de Tournon,
près le Luxembourg,
à Paris.*

L'abbé de Beaumont dont il s'agit ici est probablement le même qui fut nommé évêque de Saintes en 1716 et qui transporta à Saintes la bibliothèque de son oncle (1).

A propos de Fénelon et surtout de sa correspondance, dont

(1) *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, livraison du 1^{er} janvier 1886.

M. Tamizey de Larroque nous entretenait dans la séance du 5 novembre dernier, notre confrère M. FORNERON nous envoie une note bibliographique fort intéressante sur cette correspondance où il a pris la peine de nous indiquer toutes les éditions qui en ont été publiées de 1827 à 1882.

Notre poète sarladais, M. Ludovic SARLAT, veut bien nous adresser aussi un sonnet sur *Le château de Fénelon*, et deux autres sonnets qu'il a composés pour le *Bulletin* ; l'un sur *La Maison de La Boétie, à Sarlat*, et l'autre sur *Les Ormeaux de Pelvézy* qui lui a été inspiré par la notice de M. Philippe de Bosredon.

M. le Secrétaire général lit de son mieux ces trois poésies qui seront insérées dans notre recueil.

Puis, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous donne communication du rapport dont il avait été précédemment chargé sur l'*Histoire du Périgord* de M. Léon Dessalles. Après nous en avoir fait connaître le cadre et aussi quelques lacunes, notre confrère ajoute : « Ce qui jusqu'à un certain point atténuera les défauts que je viens d'indiquer, c'est l'érudition profonde de l'historien. On sait avec quelle patriotique patience il a recherché toutes les pièces pouvant intéresser notre province qui fut le berceau de tant d'hommes illustres et le théâtre de tant d'événements. Grâce à ses investigations dans les archives publiques, bien des détails ignorés ont surgi à la lumière, plus d'une erreur a été rectifiée, plus d'un fait rétabli avec une rare sagacité. A ce point de vue, l'on ne peut s'empêcher de regretter qu'il n'ait pu achever un livre qui eût été unique en son genre. Il restera néanmoins comme un recueil du plus grand prix où ceux qui désormais auront à étudier quelque épisode de nos annales antérieur au xvi^e siècle ne manqueront pas d'aller puiser avec profit. En consacrant une partie de sa vie et de sa fortune à élever en l'honneur de son pays un monument de cette importance, M. Dessalles a rendu un service inoubliable. » — Ce rapport sera prochainement publié dans le *Bulletin*.

M. Dujarric appelle ensuite l'attention de la Société sur un ouvrage de plus de 500 pages, in-8°, qui vient de paraître et contient de nombreux renseignements sur notre région,

notamment sur les deux diocèses qui nous intéressent, Sarlat et Périgueux : *Journal de voyage de dom Jacques Boyer, religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur* (1710-1714), publié et annoté par Antoine Vernière, avocat à Brioude (Haute-Loire); Clermont-Ferrand, imprimerie Ferdinand Thibaud, libraire, rue Saint-Genès, 8-10; prix, 12 fr.

Enfin, notre confrère fait passer sous nos yeux un heurtoir en fer forgé qu'il avait depuis longtemps signalé parmi les choses dignes de fixer l'attention du touriste dans la commune du Grand-Brassac (*Bulletin*, tome V, p. 382). Transféré aujourd'hui dans la Double où il va décorer la demeure de M. le docteur Gaillardon, ce heurtoir porte sur son battant un lézard dressé sur ses pattes. Quoique d'un travail assez grossier, c'est un curieux spécimen de la ferronnerie périgourdine au xvi^e siècle.

L'assemblée décide d'en publier le dessin dans le *Bulletin*, et prie M. Hardy de vouloir bien y joindre une note descriptive.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie. M. LE PRÉSIDENT soumet son nom à l'assemblée, et après un vote par acclamation, déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le docteur Albert Dumont, rue du Palais, à Périgueux, présenté par M. le docteur Galy et M. Bleyne.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire général : Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 4 Mars 1886.

Présidence de M. DE FROIDEFOND.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, Bleynie, l'abbé Brugière, Alcide Duverneuill, Paul Galy, Michel Hardy, le comte de Larmandie, l'abbé Moreau, Mourié et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre correspondant et compatriote, le peintre Jacques-Emile Lafon, qui, élève de Gros et de Paul Delaroche, s'est surtout livré à la peinture religieuse. Le Luxembourg possède deux de ses meilleurs tableaux : *Jésus au milieu des docteurs* et *Saint-Jean de Dieu reconnaissant Jésus-Christ dans un pauvre*. La cathédrale Saint-Front a de lui *Jésus marchant sur l'eau* et un chemin de croix, de style byzantin. De ses quatre fils, deux sont moines. Le troisième, peintre comme son père, a exposé des œuvres justement remarquées, entre autres, un portrait de M. Pasteur, qui est devenu la propriété de Dôle, ville natale du grand physiologiste. Jacques-Emile Lafon, atteint d'une maladie cruelle depuis plusieurs années, a conservé jusqu'au dernier moment la plénitude de ses facultés. Il était âgé de 68 ans.

L'assemblée accueille cette triste nouvelle par de sympathiques regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère ensuite rapidement les ouvrages qu'a reçus la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahier de février 1886, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Revue de la Société des Études historiques*, faisant suite à

l'Investigateur, 4^e série, tome III, 1885, in-8°, Paris, Ernest Thorin, éditeur, contenant un mémoire intéressant de notre confrère M. Georges Dufour, sur *Sully, soldat, homme public, écrivain* ;

Deux *Cartes de la topographie des voies romaines de la Gaule-Belgique*, par Victor Gauchez, pour être placées dans le tome VIII de la 3^e série des *Annales de l'académie d'archéologie de Belgique* ;

Les *Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen*, un volume in-8°, Caen, 1885 ;

Le volume de la cinquantième session du *Congrès archéologique de France*, séances générales tenues à Caen en 1883 par la Société française d'archéologie, in-8°, broché, Paris et Tours 1884, où est reproduite, à la page 90, une inscription gallo-romaine trouvée à Fréjus et qui nous touche. « Cette inscription faisait autrefois partie de la collection d'Antelmi, d'après une indication donnée par Maffei. Aujourd'hui elle est encadrée sous l'appui d'une fenêtre du premier étage de l'ancienne maison du prévôt du chapitre, maison située sur la place de la cathédrale et habitée par M^{me} Court. Le texte est encadré de moulures formant cartouche avec ailerons.

C . IVLIO
SEVERO
PETRVCORIO

» C. Julius Severus était de Périgueux. Un autre *Petrucorius* est nommé dans une inscription de Mayence : ADBOGIVS . COINAGI . F(ilius) . NA(tione) PETRVCORIVS... » ;

Les *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, tome XVII, première partie, un volume in-8°, Rennes, 1885 ;

Les *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome XX, in-8°, avec un atlas in-4°, Orléans, Herluison, libraire, 1885, contenant dans le catalogue de l'Exposition organisée en mai-juin 1884, des documents relatifs à l'histoire de l'ancienne Université d'Orléans et à celle

Séance du jeudi 4 Mars 1886.

Présidence de M. DE FROIDEFOND.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, Bleynie, l'abbé Brugière, Alcide Duverneuil, Paul Galy, Michel Hardy, le comte de Larmandie, l'abbé Moreau, Mourié et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre correspondant et compatriote, le peintre Jacques-Emile Lafon, qui, élève de Gros et de Paul Delaroche, s'est surtout livré à la peinture religieuse. Le Luxembourg possède deux de ses meilleurs tableaux : *Jésus au milieu des docteurs* et *Saint-Jean de Dieu reconnaissant Jésus-Christ dans un pauvre*. La cathédrale Saint-Front a de lui *Jésus marchant sur l'eau* et un chemin de croix, de style byzantin. De ses quatre fils, deux sont moines. Le troisième, peintre comme son père, a exposé des œuvres justement remarquées, entre autres, un portrait de M. Pasteur, qui est devenu la propriété de Dôle, ville natale du grand physiologiste. Jacques-Emile Lafon, atteint d'une maladie cruelle depuis plusieurs années, a conservé jusqu'au dernier moment la plénitude de ses facultés. Il était âgé de 68 ans.

L'assemblée accueille cette triste nouvelle par de sympathiques regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère ensuite rapidement les ouvrages qu'a reçus la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le Journal des Savants, cahier de février 1886, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

La Revue de la Société des Études historiques, faisant suite à

l'Investigateur, 4^e série, tome III, 1885, in-8°, Paris, Ernest Thorin, éditeur, contenant un mémoire intéressant de notre confrère M. Georges Dufour, sur *Sully, soldat, homme public, écrivain* ;

Deux *Cartes de la topographie des voies romaines de la Gaule-Belgique*, par Victor Gauchez, pour être placées dans le tome VIII de la 3^e série des *Annales de l'académie d'archéologie de Belgique* ;

Les *Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen*, un volume in-8°, Caen, 1885 ;

Le volume de la cinquantième session du *Congrès archéologique de France*, séances générales tenues à Caen en 1883 par la Société française d'archéologie, in-8°, broché, Paris et Tours 1884, où est reproduite, à la page 90, une inscription gallo-romaine trouvée à Fréjus et qui nous touche. « Cette inscription faisait autrefois partie de la collection d'Antelmi, d'après une indication donnée par Maffei. Aujourd'hui elle est encadrée sous l'appui d'une fenêtre du premier étage de l'ancienne maison du prévôt du chapitre, maison située sur la place de la cathédrale et habitée par M^{me} Court. Le texte est encadré de moulures formant cartouche avec ailerons.

C . IVLIO
SEVERO
PETRVCORIO

» C. Julius Severus était de Périgueux. Un autre *Petruorius* est nommé dans une inscription de Mayence : ADBOGIVS . COINAGI . F(ilius) . NA(tione) PETRVCORIVS... » ;

Les *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, tome XVII, première partie, un volume in-8°, Rennes, 1885 ;

Les *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome XX, in-8°, avec un atlas in-4°, Orléans, Herluison, libraire, 1885, contenant dans le catalogue de l'Exposition organisée en mai-juin 1884, des documents relatifs à l'histoire de l'ancienne Université d'Orléans et à celle

de la Typographie orléanaise quelques pièces qui nous intéressent. Parmi les documents biographiques ou bibliographiques concernant les docteurs et étudiants de l'Université, la cédule de licence de « Stephani La Boetie, Sarlatensis diocesis, » du 23 septembre 1553, sur papier, signée du docteur Mynier au lieu du recteur ; — et parmi les imprimés, un in-12 de 252 pages, intitulé *Le Duel de Tithamante*, histoire gascone, par Jean d'Intras, de Bazas. A Orléans, chez Pierre Vernoy, au Vaze d'or, rue de l'Ecrivinerie, 1603. — « Seul exemplaire connu de ce livre. Etait-ce le même Pierre Vernoy qui imprimait à Moulins, en 1610, les *Antiquités du prieuré de Souvigny en Bourbonnois*, par Sébastien Marcaille ? Nous serions tenté de le croire. » Ce Pierre Vernoy devait être un parent d'Antoine et de Gilbert Vernoy, qui imprimaient à Bergerac, à la même époque ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, XIII^e volume, 1885, in-8°, Bourges ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 4^e livraison, 1885, octobre-novembre-décembre, in-8°, Tulle, contenant un *Arrêt de la Cour de Parlement au sujet du paiement des rentes du Limousin et du Périgord*, du 8 mai 1770 ;

Le premier fascicule du tome IX de la *Société archéologique de Bordeaux*, mars 1882, in-8°, Bordeaux, renfermant une notice posthume de M. Jouannet, publiée et annotée par M. Camille de Mensignac, et dont le titre est : *Catalogue des antiquités de Terre-Nègre déposées à la Bibliothèque publique de Bordeaux* (1803). Parmi les noms des personnes qui ont certaine quantité des monuments funéraires du cimetière gallo-romain de Terre-Nègre, M. Jouannet indique M. Chambon, payeur général à Périgueux ;

Le *Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, deuxième série, tome IX, un volume in-8°, Agen, 1885, contenant trente-six lettres du maréchal Armand de Biron, adressées presque toutes aux consuls d'Agen, de 1577 à 1580 ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, numéro 11, février 1886, in-8°, Foix ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XIV, octobre-décembre 1885, in-8°, Montpellier, contenant plusieurs travaux de notre correspondant M. Chabaneau, et *Une correction au texte des serments de Strasbourg*, par notre confrère M. Léon Clédat ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, numéro 36, octobre-novembre-décembre 1885, in-8°, imprimée à Vienne (Isère) ;

Le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, cinquième année, janvier-février-mars 1886, in-8°, Gap ;

Le *Giornale araldico* de l'académie de Pise, numéro de janvier-février 1886, grand in-8°, Pise ;

La *Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère*, numéro 31, janvier 1886, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte ;

La *Revue des Autographes*, numéro de février 1886, in-8°, Paris, Eugène Charavay ;

De M. l'abbé Christian Moreau, *Une mystique révolutionnaire, Suzette Labrousse*, d'après ses manuscrits et des documents officiels de son époque, un volume in-8°, Paris, librairie Firmin Didot, 1886 ;

De M. Philippe de Bosredon, un exemplaire de son tirage à part des *Ormeaux de Pelvézy*, brochure in-8°, accompagnée de deux héliogravures, Périgueux, imprimerie Laporte, 1886 ;

De M. l'abbé Arbellot, président de la Société archéologique et historique du Limousin, sa *Dissertation sur le lieu de naissance de saint Vaast*, suivie de l'ancienne vie du saint, brochure in-8°, Paris, librairie Haton, 1886 ;

De son côté, M. Dujarric-Descombes envoie de la part de notre vénérable collègue M. A.-B. Pergot, chanoine honoraire, curé-doyen de Terrasson, la brochure suivante : *Saint Vaast, catéchiste du roi Clovis et premier évêque d'Arras, originaire du Périgord, réponse à M. le chanoine Arbellot, de Limoges*, Périgueux, in-8°, Cassard, 1885.

« Dans ce travail, nous écrit M. Dujarric, M. l'abbé Pergot donne le dernier mot sur une question qui depuis près de deux ans occupe les esprits sérieux du Périgord et du Limousin. M. l'abbé Arbellot, président de la Société archéologique de la Haute-Vienne, interprétant à sa manière le

passage d'une vie ancienne de saint Vaast, dite *Vita brevior*, qui place le berceau du saint chez les Leuques, en Aquitaine, dans les environs d'une montagne située à égale distance de Périgueux et de Limoges, avait regardé comme seule admissible l'opinion de son compatriote Bernard Guidonis, évêque de Lodève au *xiv^e* siècle, qui dans sa chronique fait naître saint Vaast sur la montagne de Courbefy. M. Pergot combat avec des preuves très sérieuses cette assertion. Il produit d'abord le texte d'une chronique du monastère d'Arras du *xi^e* siècle, où, résumant la tradition aquitanique, l'auteur assure clairement que saint Vaast tirait son origine de notre pays, « à *Petragoricâ regione nativam originem habuisse* ». Puis, cherchant l'endroit qui pourrait convenir à l'établissement de la famille de *Vaast*, il l'y trouve dans la paroisse de Châtres, riche en antiquités, où divers lieux portent encore ce nom et où une tradition locale perpétue le souvenir d'une naissance honorable pour la contrée. Ce qui n'a jamais existé pour Courbefy. Il résulte d'ailleurs de documents certains que saint Géry, évêque d'Arras, se rendant au tombeau de saint Front, vint visiter les domaines que son église possédait en Périgord et qui ne pouvaient lui venir que de saint Vaast, M. Pergot promet d'établir qu'entre l'évêché d'Arras et la paroisse de Châtres des relations existaient encore au siècle dernier. Tels sont les principaux arguments que notre collègue a fait valoir dans cette brochure avec une verve que les années n'ont pu refroidir. On ne peut que lui savoir gré d'avoir défendu avec tant d'érudition et d'énergie la possession d'une de nos gloires les plus remarquables. »

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, annonce à M. LE PRÉSIDENT que le mardi 27 avril prochain, à midi et demi, aura lieu à la Sorbonne l'ouverture du Congrès des Sociétés savantes dont les travaux se poursuivront durant les journées des mercredi 28, jeudi 29 et vendredi 30. Le samedi 1^{er} mai sera consacré à la séance générale de distribution des récompenses. Les questions du programme seront discutées dans les réunions de l'après-midi. Pendant les séances du matin, au contraire, pourront être exposés les travaux étrangers au programme, mais seulement ceux dont le sujet aura été approuvé par la Société savante dont ils émanent. Puis M. le Ministre prie M. le Président de lui faire connaître les noms de nos délégués avant le 15 mars courant.

Sont élus pour nous représenter au Congrès des Sociétés savantes : M. le marquis de Chantérac, M. Julien Crédot et M. le comte Charles de Larmandie. — M. le Secrétaire général transmettra ces noms au ministère dans le délai prescrit.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous annonce aussi que notre demande en reconnaissance d'utilité publique subit un temps d'arrêt devant le Conseil d'Etat jusqu'à ce que nous ayons modifié quelques-uns de nos statuts, et il nous communique à cet effet une note de la Section de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, qui nous signale les articles de nos statuts ou les passages à rectifier.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL en donne lecture et soumet immédiatement à l'assemblée une nouvelle rédaction qui est adoptée.

M. le Président de la Société Gay-Lussac, nouvellement fondée à Limoges, nous adresse plusieurs exemplaires du programme de l'Exposition scientifique et artistique que la ville de Limoges ouvre en mai 1886 et que la Société Gay-Lussac organise. Il nous adresse le programme en plusieurs exemplaires également du Congrès régional dont cette Société prend l'initiative et qui doit s'ouvrir, du 31 mai au 5 juin, pendant l'Exposition, et il nous demande de déléguer quelqu'un de nos confrères à ce Congrès. La Société archéologique du Périgord priera M. de Siorac de l'y représenter.

De son côté, M. Jules Tixier, architecte, trésorier de la Société Gay-Lussac, écrit à M. LE PRÉSIDENT de vouloir bien faire appel aux photographes du département pour l'envoi à l'Exposition de Limoges de vues de monuments et de détails d'architecture « propres à constituer une histoire visuelle de notre art rétrospectif. M. le Ministre de l'Instruction publique, ajoute-t-il, a bien voulu nous faire communiquer, pour la durée de l'Exposition, les relevés des principaux édifices de notre région. C'est là pour nous un beau livre où nous trouverons des documents précieux et intéressants qui fixeront en bien des cas nos idées et nos recherches. Mais cela est insuffisant ou pour mieux dire trop technique pour la masse des visiteurs, qui ne sentira pas d'une façon

assez rapide le caractère et la physionomie de telle ou telle époque. Les reproductions photographiques seront pour nous tous un complément d'enseignement aussi agréable qu'utile. Je compte, Monsieur le Président, sur votre dévouement et votre obligeance pour atteindre ce but, et je ne saurais trop vous remercier à l'avance du concours efficace que vous voudrez bien nous apporter. » — L'assemblée désire qu'un résumé de cette lettre soit communiqué aux journaux de Périgueux.

Puisque nous sommes à Limoges, signalons, avant de le quitter, dit M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, une plainte qu'a exprimée le président de la Société archéologique et historique du Limousin, M. l'abbé Arbellot, dans sa séance du 26 janvier dernier. « M. l'abbé Arbellot, dit le procès-verbal, réfute en quelques mots l'opinion de M. de Laugardière, qui, malgré tant de preuves irrécusables, persiste à soutenir que Richard Cœur-de-Lion fut blessé à Nontron et non au siège de Châlus. Un seul chroniqueur, Gervais de Cantorbéry, un Anglais, a avancé ce fait. Tous les autres, Français ou Anglais, Bernard Itier, Roger de Windover, Roger de Hoveden, Raoul de Diceto, Mathieu Pâris, le font blesser et tomber à Châlus. Mais les Périgourdins sont jaloux de nos gloires : M. l'abbé Pergot veut nous prendre nos saints, d'autres revendiquent nos troubadours, et M. de Laugardière essaie de nous ravir nos héros. »

Le P. Ingold, prêtre de l'Oratoire à Sceaux, nous mande « qu'il est beaucoup moins riche en documents périgourdins qu'il le pensait. Tout se borne à une notice manuscrite sur M^{re} Le Boux, qui contient peu de choses de plus que ce qu'a écrit M. l'abbé Riboulet ; puis quelques renseignements sur un P. de Cazemont, né à Nérac, et sur le P. Ruben, né à Tayjac (?). Il tient le tout à la disposition de la Société. »

M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE donne ensuite lecture de deux pièces, tirées de ses archives particulières : la première, fort intéressante, de 1525, est une quittance de prêt sur gage où se trouvent décrits les objets du nantissement, des agnus dei notamment, montés avec une grande élégance, garnis de perles et de pierreries ; la seconde, de

1580, est une lettre écrite par le sénéchal du Périgord, André de Bourdeille, à Gabriel d'Abzac de La Douze.

M. Augier, peintre décorateur de Bordeaux, en ce moment à Champcevinel, envoie à M. LE PRÉSIDENT un extrait des registres paroissiaux de Champcevinel, relatif à un vœu que firent les habitants en 1722, après une grêle désastreuse qui ravagea la paroisse.

Le seizième juin mille sept cents ving deux, il gresla sy fort dans cette paroisse que les grelles estoient presque toutes grosses comme des œufs de poule, et on a raporté qu'il en avoit tombé à Périgueux d'aussi grosses qu'un pain d'un sols ; on pretend que la gresle en a fait pour douze mille livres des vitres que la gresle cassa dans cette ville. Ce qui donna occasion aux parroissiens de Champcevinel de me prier moy soussigné, curé, de faire veu pour toute la paroisse, et que les parroissiens fairoient dire une messe la veille de Saint-Jean-Baptiste, et par le sieur curé fairoit après la messe la procession commençant par le *Veni Creator* ; après quoy on chanteroit les litanies des saints, faisant le tour de l'église ; après quoy on fairoit le tour du cimetiere, et la veille de la Saint-Jean ils chaumeroient la feste jusques après la procession, aussy bien que le lendemain de la Saint-Jean ; le curé dira la messe a l'honneur des saints Abdon et Sennem, qui est le trante juillet, et ont promis de continuer ce veu. C'est pourquoy je lay mis par escrit, afin que celui qui sera curé, le dimanche, leur annonce ledit veu, et les parroissiens luy donneront chacun ce qu'il voudra pour la messe et la procession.

LACOMBE,
Curé de Champcevinel.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL croit qu'il a déjà fait connaitre ce vœu, il y a quelques années, dans l'un de nos procès-verbaux, à son retour de l'inspection des archives communales.

Notre confrère, M. DUJARRIC-DESCOMBES, demande si l'on ne trouverait pas dans les registres paroissiaux de la ville de Périgueux l'acte de décès de Renée du Bec, maréchale de Guébriant, la seule femme qui sous la monarchie ait été ambassadrice personnellement sans être l'épouse d'un ambassadeur.

La *Biographie Michaud* avance qu'elle mourut sans en-

fants à Périgueux, le 2 septembre 1659, pendant la négociation de la paix des Pyrénées, étant désignée première dame d'honneur de la reine Marie-Thérèse d'Autriche. Cette femme célèbre aurait fini dans notre ville une carrière toute d'ambition et d'intrigue, sans appeler, au rapport de Gui Patin, aucun secours religieux.

Répondant à la demande de notre confrère, M. HARDY annonce qu'il a déjà cherché dans les archives de la ville, sans pouvoir l'y découvrir, l'acte de décès de la maréchale de Guébriant. Les registres paroissiaux de Périgueux présentent de nombreuses lacunes, et peut-être l'acte demandé par M. Dujarric se trouvait-il dans l'un des registres mortuaires aujourd'hui disparus.

Cet acte, fait observer M. Hardy, a-t-il d'ailleurs jamais existé ? — Si les détails rapportés par Gui Patin sur les derniers moments de la maréchale sont rigoureusement exacts, il est bien probable que les honneurs de la sépulture ecclésiastique auront été refusés à sa dépouille. Le registre mortuaire de la paroisse où elle décéda ne pouvait dès lors mentionner son inhumation.

M. Clugniac-Durepaire, de Saint-Pierre-de-Côle, communiqué à la Société des lettres de réhabilitation de bourgeoisie accordées à l'un de ses ancêtres, Mathurin Clunhac, sieur Durepaire, par les maire et consuls de Périgueux. Aux dites lettres, sur parchemin, en date à l'hôtel de ville, du 10 décembre 1679, et revêtues des signatures des maire et consuls, sont annexés : 1° un extrait du *Livre Vert* où sur la liste des membres du corps consulaire pour l'année 1627, figure au rang de cinquième consul, Léonard Clugnac, père de Mathurin ; 2° l'acte d'enregistrement desdites lettres de réhabilitation de bourgeoisie au greffe de l'Election de Périgueux.

Dans sa requête aux maire et consuls, Mathurin Clunhac « habitant de présent au chasteau de Marouathe, paroisse de Brassac, » avait représenté qu'étant encore en bas-âge lorsqu'il perdit son père et sa mère, il fut emmené hors de Périgueux et élevé à la campagne. Il épousa demoiselle Claire Fargeot, et comme il se proposait de revenir à la ville, il en

fut empêché par les guerres qui désolaient le pays. C'est ainsi qu'il perdit le droit d'incolat dont avaient joui ses ancêtres. Mais aujourd'hui son intention est de se fixer définitivement à Périgueux avec sa famille, et il prie les maire et consuls de le réhabiliter en la qualité de bourgeois et habitant. Vu l'extrait du *Livre Vert* sus-mentionné et attendu que le requérant est de bonne vie et mœurs et professe la religion catholique, apostolique et romaine, les lettres qu'il sollicite lui sont accordées, moyennant une finance de 15 livres applicable aux dépenses les plus urgentes de la communauté, et une aumône de 15 sols qu'il remettra entre les mains du syndic de l'Hôpital général.

La Société remercie M. Clugniac-Durepaire de lui avoir fait connaître ces documents.

M. Michel HARDY fait passer ensuite sous les yeux de ses confrères le croquis d'un chapiteau fort curieux du XII^e siècle, trouvé le 15 février dernier dans l'ancienne chapelle des Pénitents, au-dessous de la Bibliothèque de la ville.

Ce chapiteau, entaillé brutalement sur un de ses côtés, avait ensuite été renversé sens dessus-dessous et utilisé tout simplement comme pierre de dallage. Fort heureusement l'autre côté nous est parvenu à peu près intact et permet de reconnaître que le chapiteau lui-même, de forme cubique, n'était pas isolé, mais bien engagé dans un mur sur lequel il formait une saillie d'environ 10 centimètres.

Dans son état actuel, ce chapiteau mesure 0^m38 de largeur, sur 0^m40 de hauteur. Sur sa face antérieure, la pierre, fouillée délicatement, laisse voir un personnage grotesque, vêtu d'une sorte de surcot serré à la taille, et ayant les jambes et les bras écartés et repliés. D'un ornement fleuroné placé à sa base, partent deux tiges qui, passant derrière les bras à la hauteur des coudes, vont se perdre dans des feuillages aux angles supérieurs de la pierre. A droite et à gauche de la tête sont deux larges fleurons. La tête elle-même, par la finesse de la sculpture et son expression à la fois placide et joviale, mérite une attention particulière.

Nous avons dit que ce chapiteau était engagé. L'on voit, en effet, sur le côté qui n'a pas été entaillé, des enroule-

fants à Périgueux, le 2 septembre 1659, pendant la négociation de la paix des Pyrénées, étant désignée première dame d'honneur de la reine Marie-Thérèse d'Autriche. Cette femme célèbre aurait fini dans notre ville une carrière toute d'ambition et d'intrigue, sans appeler, au rapport de Gui Patin, aucun secours religieux.

Répondant à la demande de notre confrère, M. HARDY annonce qu'il a déjà cherché dans les archives de la ville, sans pouvoir l'y découvrir, l'acte de décès de la maréchale de Guébriant. Les registres paroissiaux de Périgueux présentent de nombreuses lacunes, et peut-être l'acte demandé par M. Dujarric se trouvait-il dans l'un des registres mortuaires aujourd'hui disparus.

Cet acte, fait observer M. Hardy, a-t-il d'ailleurs jamais existé ? — Si les détails rapportés par Gui Patin sur les derniers moments de la maréchale sont rigoureusement exacts, il est bien probable que les honneurs de la sépulture ecclésiastique auront été refusés à sa dépouille. Le registre mortuaire de la paroisse où elle décéda ne pouvait dès lors mentionner son inhumation.

M. Clugniac-Durepaire, de Saint-Pierre-de-Côle, communique à la Société des lettres de réhabilitation de bourgeoisie accordées à l'un de ses ancêtres, Mathurin Clunhac, sieur Durepaire, par les maire et consuls de Périgueux. Aux dites lettres, sur parchemin, en date à l'hôtel de ville, du 10 décembre 1679, et revêtues des signatures des maire et consuls, sont annexés : 1° un extrait du *Livre vert* où sur la liste des membres du corps consulaire pour l'année 1627, figure au rang de cinquième consul, Léonard Clugnac, père de Mathurin ; 2° l'acte d'enregistrement desdites lettres de réhabilitation de bourgeoisie au greffe de l'Election de Périgueux.

Dans sa requête aux maire et consuls, Mathurin Clunhac « habitant de présent au chasteau de Marouathe, paroisse de Brassac, » avait représenté qu'étant encore en bas-âge lorsqu'il perdit son père et sa mère, il fut emmené hors de Périgueux et élevé à la campagne. Il épousa demoiselle Claire Fargeot, et comme il se proposait de revenir à la ville, il en

fut empêché par les guerres qui désolaient le pays. C'est ainsi qu'il perdit le droit d'incolat dont avaient joui ses ancêtres. Mais aujourd'hui son intention est de se fixer définitivement à Périgueux avec sa famille, et il prie les maire et consuls de le réhabiliter en la qualité de bourgeois et habitant. Vu l'extrait du *Livre Vert* sus-mentionné et attendu que le requérant est de bonne vie et mœurs et professe la religion catholique, apostolique et romaine, les lettres qu'il sollicite lui sont accordées, moyennant une finance de 45 livres applicable aux dépenses les plus urgentes de la communauté, et une aumône de 15 sols qu'il remettra entre les mains du syndic de l'Hôpital général.

La Société remercie M. Clugniac-Durepaire de lui avoir fait connaître ces documents.

M. Michel HARDY fait passer ensuite sous les yeux de ses confrères le croquis d'un chapiteau fort curieux du XII^e siècle, trouvé le 15 février dernier dans l'ancienne chapelle des Pénitents, au-dessous de la Bibliothèque de la ville.

Ce chapiteau, entaillé brutalement sur un de ses côtés, avait ensuite été renversé sens dessus-dessous et utilisé tout simplement comme pierre de dallage. Fort heureusement l'autre côté nous est parvenu à peu près intact et permet de reconnaître que le chapiteau lui-même, de forme cubique, n'était pas isolé, mais bien engagé dans un mur sur lequel il formait une saillie d'environ 10 centimètres.

Dans son état actuel, ce chapiteau mesure 0^m38 de largeur, sur 0^m40 de hauteur. Sur sa face antérieure, la pierre, fouillée délicatement, laisse voir un personnage grotesque, vêtu d'une sorte de surcot serré à la taille, et ayant les jambes et les bras écartés et repliés. D'un ornement fleuroné placé à sa base, partent deux tiges qui, passant derrière les bras à la hauteur des coudes, vont se perdre dans des feuillages aux angles supérieurs de la pierre. A droite et à gauche de la tête sont deux larges fleurons. La tête elle-même, par la finesse de la sculpture et son expression à la fois placide et joviale, mérite une attention particulière.

Nous avons dit que ce chapiteau était engagé. L'on voit, en effet, sur le côté qui n'a pas été entaillé, des enroule-

ments fleuronnés décorant la partie de la pierre qui n'était pas engagée dans la maçonnerie.

Ce chapiteau n'a évidemment rien de commun avec l'église de Saint-Front; mais M. Hardy suppose qu'il provient d'une partie des cloîtres, fermée depuis longtemps, et dont quelques restes de sculpture se voient encore dans l'angle formé par les galeries du sud et de l'est actuellement déblayées (1). Notre confrère ajoute qu'il s'est empressé de le faire porter au Musée départemental.

M. André Granger, rogneur à l'imprimerie Laporte, offre aussi au Musée un jeton en cuivre très mince, trouvé sous le plancher d'une vieille maison de la rue des Places, n° 2, à Périgueux. Il représente d'un côté la tête de Louis XIV, roi de France et de Navarre, et au revers, la statue du Repos assise, la tête accoudée sur sa main gauche, et portant de la droite la couronne royale, avec cette légende : LE . REPOS . SVIT . LA . VICTOIRE.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

Notre honorable vice-président, M. le baron DE VERNEILH, a le projet de nous envoyer de nouveaux dessins pour notre *Bulletin*; il s'engage à nous adresser d'ici à un mois une vue du beau château de Neuvic-sur-l'Isle, et une autre du château féodal de Nontron, tel qu'il était en 1822. C'est d'après une mauvaise lithographie de ce temps-là qu'il a arrangé son dessin qui aura un intérêt rétrospectif. Ce seront, comme toujours, des dessins à la plume que reproduira avec habileté notre compatriote M. Vieillemand, et que la Société accueillera avec grand plaisir.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-général : Ferd. VILLEPELET.

(1) Un dessin de ces sculptures, dû à l'habile crayon de M. Vauthier, a été publié dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*; 2^e année, 1854, page 130.

RAPPORT

SUR LES DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES

FAITES A LA CITÉ DE PÉRIGUEUX EN 1885.

Messieurs,

A différentes reprises, au cours de nos séances, nous vous avons signalé les découvertes que les travaux de canalisation, aujourd'hui terminés, ont amenées à Périgueux en 1885. Dans ces communications au jour le jour, nous nous sommes surtout appliqué à décrire les monuments rencontrés dans la ville du Puy-Saint-Front. Dès l'abord, en effet, nous nous étions proposé d'étudier avec vous dans un travail spécial les antiquités romaines que la pioche des ouvriers terrassiers ne pouvait manquer de mettre à découvert dans le vieux sol de la Cité. C'est à cette étude, Messieurs, que nous venons vous convier.

Vous avez encore devant les yeux le bas-relief de Mercure rencontré près de l'église de la Cité, et que deux de vos confrères ont récemment décrit. Cette magnifique découverte sur laquelle se ferma l'année 1884 (1) était d'un heureux présage, et déjà peut-être vous vous étiez persuadé avec nous que tout un monde de statues antiques allait sortir des fouilles de la Cité. La réalité est venue depuis dissiper nos illusions ; mais si le Mercure n'a pas trouvé son pendant, nous avons à examiner bon nombre de monuments qui, pour être plus modestes, n'en sont pas moins intéressants. D'ailleurs, le sol de la Cité n'a été entamé profondément que sur un faible parcours, et il ne faut pas oublier que la plus grande largeur des tranchées ne dépassait pas un mètre. Par les découvertes qui ont eu lieu sur l'emplace-

(1) Ce précieux bas-relief fut découvert le 30 décembre 1884 et transféré le lendemain au Musée départemental.

ments fleuronnés décorant la partie de la pierre qui n'était pas engagée dans la maçonnerie.

Ce chapiteau n'a évidemment rien de commun avec l'église de Saint-Front; mais M. Hardy suppose qu'il provient d'une partie des cloîtres, fermée depuis longtemps, et dont quelques restes de sculpture se voient encore dans l'angle formé par les galeries du sud et de l'est actuellement déblayées (1). Notre confrère ajoute qu'il s'est empressé de le faire porter au Musée départemental.

M. André Granger, rogneur à l'imprimerie Laporte, offre aussi au Musée un jeton en cuivre très mince, trouvé sous le plancher d'une vieille maison de la rue des Places, n° 2, à Périgueux. Il représente d'un côté la tête de Louis XIV, roi de France et de Navarre, et au revers, la statue du Repos assise, la tête accoudée sur sa main gauche, et portant de la droite la couronne royale, avec cette légende : LE . REPOS . SVIT . LA . VICTOIRE.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

Notre honorable vice-président, M. le baron DE VERNEILH, a le projet de nous envoyer de nouveaux dessins pour notre *Bulletin*; il s'engage à nous adresser d'ici à un mois une vue du beau château de Neuvic-sur-l'Isle, et une autre du château féodal de Nontron, tel qu'il était en 1822. C'est d'après une mauvaise lithographie de ce temps-là qu'il a arrangé son dessin qui aura un intérêt rétrospectif. Ce seront, comme toujours, des dessins à la plume que reproduira avec habileté notre compatriote M. Vieillemand, et que la Société accueillera avec grand plaisir.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-général : Ferd. VILLEPELET.

(1) Un dessin de ces sculptures, dû à l'habile crayon de M. Vauthier, a été publié dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*; 2^e année, 1854, page 120.

RAPPORT

SUR LES DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES

FAITES A LA CITÉ DE PÉRIGUEUX EN 1885.

Messieurs,

A différentes reprises, au cours de nos séances, nous vous avons signalé les découvertes que les travaux de canalisation, aujourd'hui terminés, ont amenées à Périgueux en 1885. Dans ces communications au jour le jour, nous nous sommes surtout appliqué à décrire les monuments rencontrés dans la ville du Puy-Saint-Front. Dès l'abord, en effet, nous nous étions proposé d'étudier avec vous dans un travail spécial les antiquités romaines que la pioche des ouvriers terrassiers ne pouvait manquer de mettre à découvert dans le vieux sol de la Cité. C'est à cette étude, Messieurs, que nous venons vous convier.

Vous avez encore devant les yeux le bas-relief de Mercure rencontré près de l'église de la Cité, et que deux de vos confrères ont récemment décrit. Cette magnifique découverte sur laquelle se ferma l'année 1884 (1) était d'un heureux présage, et déjà peut-être vous vous étiez persuadé avec nous que tout un monde de statues antiques allait sortir des fouilles de la Cité. La réalité est venue depuis dissiper nos illusions ; mais si le Mercure n'a pas trouvé son pendant, nous avons à examiner bon nombre de monuments qui, pour être plus modestes, n'en sont pas moins intéressants. D'ailleurs, le sol de la Cité n'a été entamé profondément que sur un faible parcours, et il ne faut pas oublier que la plus grande largeur des tranchées ne dépassait pas un mètre. Par les découvertes qui ont eu lieu sur l'emplace-

(1) Ce précieux bas-relief fut découvert le 30 décembre 1884 et transféré le lendemain au Musée départemental.

ment de l'école maternelle, à l'angle nord-est du jardin du presbytère, on peut se faire une idée des réels trésors que les ruines de Vésone tiennent en réserve pour les archéologues de l'avenir.

Les fouilles dont nous aurons à vous entretenir ont été faites successivement dans la rue de la Cité, dans le jardin du presbytère, enfin dans cette partie de la ville maintenant occupée par le boulevard des Visitandines. Le bas-relief avait été découvert à l'angle nord-ouest de l'église Saint-Etienne, à 4 mètres 50 environ de profondeur. A un niveau un peu plus élevé, à 3 mètres environ, l'on trouva quelques fondations de l'ancien palais épiscopal. Cette riche demeure appartenait à l'église cathédrale du côté du nord et renfermait dans ses dépendances la chapelle Saint-Jean, le monument le plus précieux sans contredit de la Renaissance qui existe en Périgord. Un vestibule faisait communiquer le palais avec l'église. En suivant sa paroi de droite, nous retrouvâmes l'ouverture de la porte par laquelle l'évêque sortant de ses appartements entrait dans son église cathédrale. Cette porte était située à l'angle nord-est de la travée qui correspondait à la troisième coupole, la plus rapprochée du clocher. Nous n'avons pas à vous rappeler que cette partie de l'église fut détruite par les protestants en 1577 et n'a pas été rétablie.

A la suite des substructions du palais, et dans un sol profondément remanié, furent rencontrés des débris de colonnettes de marbre provenant d'édifices romains, et deux ou trois sépultures chrétiennes. Celles-ci, bouleversées elles-mêmes étaient dans la terre nue et ne procurèrent qu'un vase grossier du ^{xii}^e siècle, pichet ou pot à l'huile, utilisé comme récipient à l'eau bénite.

Une zone beaucoup plus intéressante fut la partie de la tranchée comprise entre le chevet de l'église Saint-Etienne et la rue Bourdeille. A l'angle de cette rue, du côté du sud-ouest, la pioche des terrassiers entama un mur d'enceinte solidement bâti, ainsi qu'un égout ou cloaque d'un mètre environ de hauteur à l'intrados et construit en pierres

de petit appareil. Le mur et l'égout étaient parallèles et orientés nord-sud. Dans les terres les avoisinant, nous recueillîmes un beau fragment de vase à reliefs en terre rouge, une aiguille en os et plusieurs monnaies romaines sans grande importance. Nous en excepterons cependant un grand bronze de Néron d'une admirable conservation et dont le revers au temple de Janus fermé est assez rare (1).

Par-delà le mur d'enceinte, en se dirigeant vers l'est, l'on trouva, culbutés dans le remblai, un motif d'architecture comprenant un départ d'arcade et un chapiteau engagé d'un très bon style, et un peu plus loin un cippe funéraire. Par l'impéritie, nous n'osons dire la malveillance, du tâcheron ou chef ouvrier qui présidait aux travaux, la science n'a pu malheureusement bénéficier de cette dernière découverte. Comme la pierre occupait le travers de la tranchée et opposait à la pioche une certaine résistance, le chef d'équipe y fit tout simplement appliquer une mine qui la réduisit en menus éclats. Il y avait déjà plus d'une heure que cet acte de vandalisme venait d'être accompli quand nous arrivâmes sur les lieux. Malgré nos minutieuses recherches, nous ne pûmes sauver de ce tombeau romain qu'un fragment du fronton, portant sur le côté, à la gauche du spectateur, une bonne représentation de l'*ascia*. Sur le devant se voient les sommets des deux lettres D M (*Diis manibus*). A en juger par la belle facture de ces lettres, ce tombeau remontait au premier siècle.

La continuation des tranchées dans la rue de la Cité et sur la place Francheville ne donna plus lieu à aucune découverte d'antiquités romaines ; quelques débris insignifiants de poteries du moyen-âge, la plupart même assez récentes, sont les seuls objets qui aient été ramenés à la surface.

Avant de reprendre la suite de ces terrassements dans le jardin des Dames de la Visitation, nous reviendrons auprès

(1) Cette belle pièce a été présentée à nos confrères de la Société archéologique, à la séance du 2 avril 1885. Cf. *Bulletin*, tome XII, 1885, page 166.

ment de l'école maternelle, à l'angle nord-est du jardin du presbytère, on peut se faire une idée des réels trésors que les ruines de Vésone tiennent en réserve pour les archéologues de l'avenir.

Les fouilles dont nous aurons à vous entretenir ont été faites successivement dans la rue de la Cité, dans le jardin du presbytère, enfin dans cette partie de la ville maintenant occupée par le boulevard des Visitandines. Le bas-relief avait été découvert à l'angle nord-ouest de l'église Saint-Etienne, à 4 mètres 50 environ de profondeur. A un niveau un peu plus élevé, à 3 mètres environ, l'on trouva quelques fondations de l'ancien palais épiscopal. Cette riche demeure attenait à l'église cathédrale du côté du nord et renfermait dans ses dépendances la chapelle Saint-Jean, le monument le plus précieux sans contredit de la Renaissance qui existe en Périgord. Un vestibule faisait communiquer le palais avec l'église. En suivant sa paroi de droite, nous retrouvâmes l'ouverture de la porte par laquelle l'évêque sortant de ses appartements entra dans son église cathédrale. Cette porte était située à l'angle nord-est de la travée qui correspondait à la troisième coupole, la plus rapprochée du clocher. Nous n'avons pas à vous rappeler que cette partie de l'église fut détruite par les protestants en 1577 et n'a pas été rétablie.

A la suite des substructions du palais, et dans un sol profondément remanié, furent rencontrés des débris de colonnettes de marbre provenant d'édifices romains, et deux ou trois sépultures chrétiennes. Celles-ci, bouleversées elles-mêmes étaient dans la terre nue et ne procurèrent qu'un vase grossier du ^{xix}^e siècle, pichet ou pot à l'huile, utilisé comme récipient à l'eau bénite.

Une zone beaucoup plus intéressante fut la partie de la tranchée comprise entre le chevet de l'église Saint-Etienne et la rue Bourdeille. A l'angle de cette rue, du côté du sud-ouest, la pioche des terrassiers entama un mur d'enceinte solidement bâti, ainsi qu'un égout ou cloaque d'un mètre environ de hauteur à l'intrados et construit en pierres

de petit appareil. Le mur et l'égout étaient parallèles et orientés nord-sud. Dans les terres les avoisinant, nous recueillîmes un beau fragment de vase à reliefs en terre rouge, une aiguille en os et plusieurs monnaies romaines sans grande importance. Nous en excepterons cependant un grand bronze de Néron d'une admirable conservation et dont le revers au temple de Janus fermé est assez rare (1).

Par-delà le mur d'enceinte, en se dirigeant vers l'est, l'on trouva, culbutés dans le remblai, un motif d'architecture comprenant un départ d'arcade et un chapiteau engagé d'un très bon style, et un peu plus loin un cippe funéraire. Par l'impéritie, nous n'osons dire la malveillance, du tâcheron ou chef ouvrier qui présidait aux travaux, la science n'a pu malheureusement bénéficier de cette dernière découverte. Comme la pierre occupait le travers de la tranchée et opposait à la pioche une certaine résistance, le chef d'équipe y fit tout simplement appliquer une mine qui la réduisit en menus éclats. Il y avait déjà plus d'une heure que cet acte de vandalisme venait d'être accompli quand nous arrivâmes sur les lieux. Malgré nos minutieuses recherches, nous ne pûmes sauver de ce tombeau romain qu'un fragment du fronton, portant sur le côté, à la gauche du spectateur, une bonne représentation de l'*ascia*. Sur le devant se voient les sommets des deux lettres D M (*Diis manibus*). A en juger par la belle facture de ces lettres, ce tombeau remontait au premier siècle.

La continuation des tranchées dans la rue de la Cité et sur la place Francheville ne donna plus lieu à aucune découverte d'antiquités romaines ; quelques débris insignifiants de poteries du moyen-âge, la plupart même assez récentes, sont les seuls objets qui aient été ramenés à la surface.

Avant de reprendre la suite de ces terrassements dans le jardin des Dames de la Visitation, nous reviendrons auprès

(1) Cette belle pièce a été présentée à nos confrères de la Société archéologique, à la séance du 2 avril 1885. Cf. *Bulletin*, tome XII, 1885, page 166.

de l'église Saint-Etienne, en plein foyer de l'occupation romaine, et nous étudierons les antiquités mises au jour à l'angle nord-est du jardin du presbytère. Des fouilles opérées en cet endroit pour la construction d'une école maternelle, y firent découvrir des substructions antiques et diverses antiquités attestant la présence d'une riche habitation.

Dès le 12 janvier, le voisinage de ces substructions nous avait été révélé par la rencontre d'un canal de distribution des eaux. Façonné en béton et recouvert de larges dalles en terre cuite de 0^m46 sur 0^m34, ce canal se divisait brusquement en trois branches divergeant dans la direction du sud et de l'ouest. Quoique chacune d'elles fut de même dimension que le canal unique qui en formait la continuation vers le nord, nous ne pûmes vérifier la pente de ces conduits étranges, ni déterminer par suite si l'eau leur arrivait du nord ou du sud. En continuant à creuser vers l'est, les ouvriers ne tardèrent pas à trouver des pans de murs se coupant à angles droits. C'étaient les fondations d'une maison romaine dont une faible partie seulement fut livrée à notre examen.

Comme presque partout sur le sol antique de Vésone, l'incendie y avait marqué ses ravages. La toiture enflammée s'était effondrée sur place, et au milieu des tuiles à rebords brisées, se voyaient çà et là d'énormes braises provenant de la carbonisation des poutres. Cette couche enlevée, divers objets précieux apparurent aux regards des ouvriers. Déjà ils en avaient caché plusieurs qu'ils revendirent ensuite à vil prix à un antiquaire de la ville, quand l'arrivée d'un surveillant les arrêta dans leurs déprédations. Prévenu tout aussitôt, nous eûmes la satisfaction de recueillir deux plateaux et une coupe en argent plaqué, et de pouvoir relever quelques constatations importantes. Les pièces d'argenterie et avec elles peut-être un vase en terre que nous décrirons plus loin, avaient été renfermées dans une caisse ou armoire en bois adossée contre une muraille. Les fermants étaient restés sur place, et leur écartement nous donna les dimensions du meuble en longueur et en largeur. Ces dimensions étaient à peu près exactement de 0^m80 sur 0^m35. Les plateaux

et la coupe, sous la couche épaisse de charbon qui les recouvrait, gardaient les empreintes de deux tissus de toile, l'un très fin et l'autre assez grossier, qui avaient servi à les envelopper. Les plateaux avaient été placés l'un sur l'autre et la coupe renversée sur le plateau supérieur y adhérerait encore au moment de la découverte. Ces trois objets, malheureusement, ont beaucoup souffert ; déjà fortement atteints par l'oxydation du métal, ils ont, de plus, été grandement endommagés par la pioche des ouvriers. Nous donnons à la suite de ce rapport (Pl. I, fig. 1, 2 et 3) le dessin de la coupe et de l'un des plateaux. En forme de calice, la coupe offre à l'orifice un diamètre de 0^m095 ; sa hauteur devait être de 0^m060. Elle est tout unie. Les deux plateaux, surbaissés et mesurant 0^m250 de diamètre, ont leurs bords extérieurs ornés d'une torsade. L'un d'eux est décoré en son milieu d'une sorte de rosace de 0^m042 de diamètre et d'un gracieux dessin. Ces trois pièces sont en cuivre rouge recouvert d'une mince feuille d'argent. Peut-être convient-il d'y voir un travail gaulois ; on sait combien nos pères excellaient dans l'art du placage des métaux.

Au même endroit où ces pièces d'argenterie avaient été découvertes, mais à un niveau un peu inférieur, nous trouvâmes un grand bronze de Faustine mère. Était-ce un *naulum* ?... Un très beau vase en terre, que nous croyons avoir été trouvé près des plateaux et que nous rachetâmes quelques jours après pour le Musée départemental, porterait à croire, au premier abord, qu'il y aurait eu là une sépulture. Ce vase, que nous reproduisons (Pl. II, fig. 1), est d'une terre grise très fine avec couverte jaune. La cuisson en est excellente. D'un galbe élégant, il mesure 0^m60 de haut sur 0^m40 de diamètre à la panse, et 0^m085 à l'orifice. L'un de ses côtés, noirci par le feu, porte ce graffiti tracé à la pointe avec une sûreté de main peu commune :

DOMFS

Notre Président, M. le docteur Galy, a cru devoir lire ainsi ce graffite :

DOMVS FVNEBRIS

et nous acceptons volontiers aujourd'hui cette leçon que nous avons de prime abord combattue. Quelques objections toutefois se présentent sur la destination funéraire des divers objets que nous venons de décrire, si tant est qu'ils appartiennent à un même ensemble. L'urne de terre nous a été remise intacte, telle qu'elle était sortie du sol. C'est nous-même qui en avons vidé le contenu, et qui, en la nettoyant, y avons découvert l'inscription tracée à la pointe. Eh bien ! ni dans cette urne, ni dans les terres au voisinage des plateaux, nous n'avons découvert la moindre trace d'incinération. Il est dès lors prudent, croyons-nous, de ne pas se prononcer d'une façon absolue au sujet de cette découverte. Si le possesseur de l'urne a pu lui marquer à l'avance une destination funéraire, rien ne prouve non plus que les autres objets aient fait partie d'une sépulture. L'on peut tout aussi bien admettre qu'au moment où l'incendie venait d'éclater, ils étaient rangés dans un meuble, et que le feu les enveloppa avant qu'on ait eu le temps de les sauver.

D'ailleurs, les sépultures n'étaient jamais établies à l'intérieur des habitations ; or, les ruines qui nous ont fourni ces objets et où nous pûmes reconnaître le tracé de deux pièces contiguës, ne peuvent se rapporter qu'à une maison particulière.

Outre les pièces d'argenterie et l'urne que nous venons de décrire, les ouvriers y auraient découvert, nous a-t-on assuré, un petit lingot d'or et un vase en bronze rempli de monnaies d'argent. Sous l'action d'un feu très violent, ces monnaies et le vase qui les contenait s'étaient fondus et soudés ensemble. Nous ne savons si le renseignement qui nous a été donné à cet égard mérite toute créance, mais la découverte que nous allons signaler nous fournira une nouvelle preuve de la richesse de cette habitation.

Nous avons dit qu'avant l'arrivée du surveillant les ouvriers avaient réussi à cacher différents objets. Nous eûmes la bonne fortune de racheter pour le Musée départemental un lot de pièces de bronze que l'un d'eux avait trouvées rassemblées sur un même point.

Ces bronzes, au nombre de vingt et une pièces, se répartissent ainsi :

- 5 clochettes ,
- 2 grandes plaques décoratives ,
- 1 plaque moyenne ,
- 6 plaques plus petites ,
- 4 boutons à tête plate ,
- 1 bouton à tête arrondie ,
- 1 anneau à section circulaire ,
- 1 fragment d'anneau plat.

Une seconde plaque moyenne faisait probablement partie de la trouvaille, mais dans sa précipitation l'ouvrier ne l'aura pas remarquée. Nous ferons observer, en effet, que les autres plaques aussi bien que les boutons à tête plate, sont en nombre pair et par conséquent devaient être disposés symétriquement.

Les clochettes surbaissées, très ouvertes inférieurement et vers la moitié de leur hauteur offrant subitement un retrait, puis à leur partie supérieure, se terminant l'une d'elles par un gros anneau, d'autres par une sorte d'anse, présentent bien tous les caractères du *tintinnabulum* dont les Romains se servaient pour les usages les plus divers. Dans son *Dictionnaire des Antiquités romaines et grecques* (1), Anthony Rich en reproduit plusieurs dont une offre avec les nôtres une grande analogie.

Ces dernières, quoique du même type, diffèrent cependant de l'une à l'autre aussi bien pour le mode de suspension que

(1) Ouvrage traduit de l'anglais sous la direction de M. Chéruel ; Paris, F. Didot, 1859, in-12, page 648, au mot TINTINNABULUM.

pour la **grosseur**. Une seule (Pl. I, fig. 4) nous est parvenue intacte. Haute de 0^m056, elle a 0^m054 de diamètre à l'orifice, et est surmontée d'un gros anneau qui fait corps avec elle. A l'intérieur se voit encore, déformé par la rouille, son battant qui est de fer et mesure 0^m042 de longueur. Une autre clochette, la plus grande, son diamètre inférieur est de 0^m065, porte les traces d'un raccommodage. L'anneau de suspension, brisé sans doute par un choc, a été remplacé par un fil de bronze tordu sur lui-même et rattaché grossièrement au battant.

Faut-il attribuer au hasard la rencontre de ces cinq clochettes avec les plaques et boutons énumérés plus haut ? Au contraire, ces objets, de nature si diverse à première vue, n'auraient-ils pas entre eux une certaine connexité ?... L'examen des plaques nous permettra de résoudre cette question.

A part leurs dimensions, ces plaques sont exactement semblables pour le dessin et pour la forme. Arrondies inférieurement, elles se terminent, du côté opposé, par un appendice ou pédoncule à bord droit. Dans l'arc rentrant que ce pédoncule offre à droite et à gauche, viennent s'enrouler en volute les extrémités du grand arc décrit par le bord inférieur de la plaque. Les dessins qui accompagnent notre rapport (Pl. I, fig. 5, 6 et 7), suppléeront à ce que cette description aurait de trop obscur et permettront de juger de la simplicité gracieuse de ces plaques décoratives, tout unies et sans ornements accessoires.

Sur le revers se trouvent deux petites tiges de 0^m008 de hauteur surmontées d'une tête plate ou rivet ayant de 0^m011 à 0^m012 de diamètre. L'une de ces tiges est appliquée sur le pédoncule, la seconde, près du bord inférieur, sur le milieu du grand arc. Toutes deux sont ainsi placées sur le petit axe de la plaque.

Les quatre boutons à tête plate, ayant chacun par dessous une tige à rivet semblable aux précédentes, nous sommes en droit de conclure que les uns et les autres étaient engagés dans un bandeau de cuir dont il formait la décoration. Or, dans le harnachement du cheval chez les Romains, l'on trouve une pièce, le *balleus*, à laquelle nos

bronzes conviennent parfaitement. Le *balteus* représenté de nos jours par cette partie du harnais qu'on appelle le *poitrail*, était une sorte de baudrier ou bandeau de cuir que l'on passait autour du cou d'un cheval, au-dessous du *monile* ou sous-gorge, et qui s'avancait sur le poitrail. Tout à la fois objet de parure et de défense, « il était souvent très riche, » dit M. Saglio, et garni de phalères (*Phaleræ*), de grelots (*Tintinnabula*) ou d'autres pièces en bronze, en argent, en or, en ivoire, en pierre (1). Dans les bronzes rachetés pour le Musée départemental, nous verrons donc la garniture complète d'un *balteus*.

Si les représentations de ces harnais sont fréquentes sur les vases peints et en général dans les monuments où sont figurés des chars ou des cavaliers, le *balteus* lui-même ou du moins les pièces ayant servi à sa décoration sont aujourd'hui de la plus grande rareté. M. Saglio en reproduit une d'une beauté tout exceptionnelle, datant du 1^{er} siècle et conservée au musée de Brescia. « D'autres, ajoute-t-il, d'un travail moins riche sont conservées au musée de Naples. » Ces exemples étant empruntés à l'Italie autoriseraient à croire que le savant archéologue n'en connaissait pas en France de spécimens. Quoi qu'il en soit, vous apprécierez, Messieurs, le très grand intérêt qui s'attache à nos bronzes malgré leur oxydation et leur chétif aspect.

L'ordre que nous nous sommes imposé nous ramène vers les tranchées ouvertes pour la construction des égouts et nous oblige à nous transporter, des abords de l'église Saint-Etienne, au nouveau boulevard des Visitandines. Une partie de ce boulevard a été prise sur le jardin du monastère de la Visitation, l'autre section occupe l'emplacement de la rue Verte qui, de la rue des Thermes, allait rejoindre la rue Saint-Pierre-ès-Liens. Les fouilles montrèrent sur ce

(1) *Dictionn. des antiquités grecques et romaines*, par MM. Ch. Daremberg et Edm. Saglio; tome I, 5^e fasc.; Paris, Hachette, 1877, in-4^e, page 666, au mot **BALTEUS**.

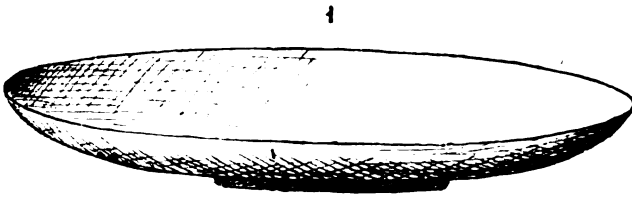
dernier point un sol remanié depuis peu et à une profondeur considérable. A deux mètres de la surface, la pioche des ouvriers ramenait, en effet, des débris céramiques tout modernes et des sous de Louis XVI et de l'époque révolutionnaire. Les terres noires et vaseuses au milieu desquelles l'on arrêta la tranchée nous prouvèrent qu'il y avait en cet endroit un fossé d'écoulement qui recevait, par la rue des Thermes, les eaux vagues de la place Francheville et les portait vers la rivière.

Mais si les fouilles de la rue Verte furent stériles pour l'archéologie, une moisson abondante de faits instructifs couronna celle du jardin de la Visitation.

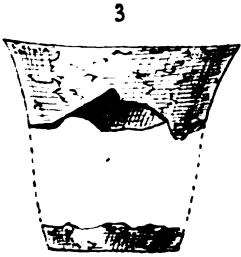
La tranchée, dans toute sa longueur, laissa voir une suite presque ininterrompue de substructions romaines orientées du sud-ouest au nord-est, et dont quelques-unes dépendaient certainement de somptueuses demeures. Ce ne fut, hélas ! qu'une apparition. A peine mises au jour, ces vénérables ruines furent culbutées et détruites, et tandis que nous aurions tant souhaité suivre leurs contours et élargir sans entraves le champ de nos observations, il fallut nous confiner dans l'étroit espace de la tranchée, et voir vite pour ne rien laisser perdre.

Comme au jardin du presbytère, des toitures effondrées, des cendres et de nombreux fragments de bois carbonisés furent les premiers vestiges qui frappèrent nos regards. Muets témoins d'un drame affreux, ils racontent à leur façon les dévastations qui marquèrent à Vésone le passage des Barbares. Il n'est, en effet, que trop certain que la ville entière fut livrée par eux aux flammes et s'abîma dans un vaste incendie.

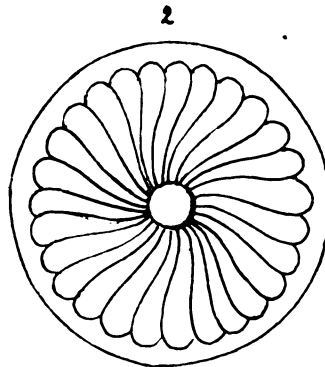
Quelques tuiles à rebords furent retirées entières du milieu des décombres, mais la plupart étaient brisées. De rares fragments retenaient encore les longues chevilles de fer qui les avaient fixées sur la charpente des toits. Ces clous, à tête plate et à section carrée, et dont la longueur variait de 0^m075 à 0^m120, se trouvèrent en grand nombre sur divers points de la tranchée. Dans un endroit où les cendres formaient une assise plus épaisse, nous en recueillîmes qui,



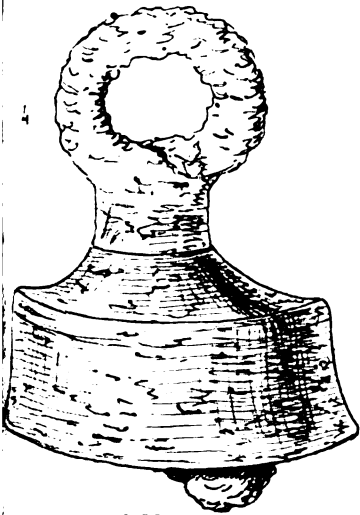
$\frac{1}{3}$



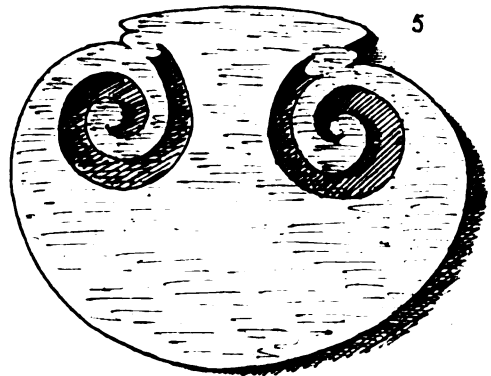
$\frac{1}{3}$



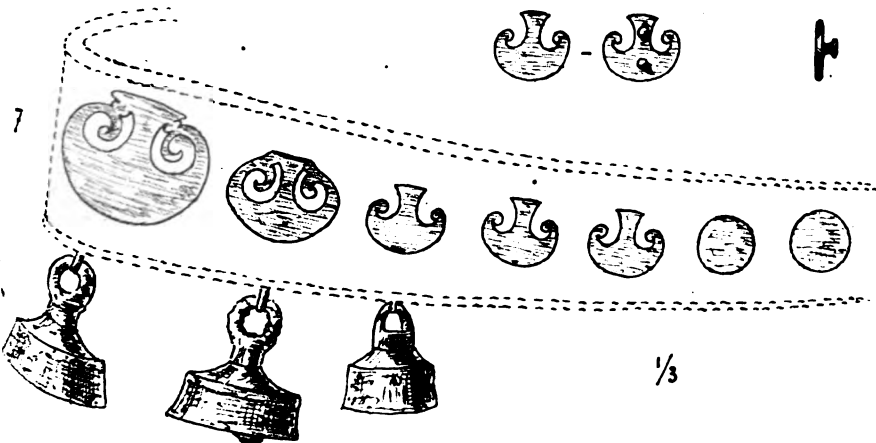
G.N.



G.N

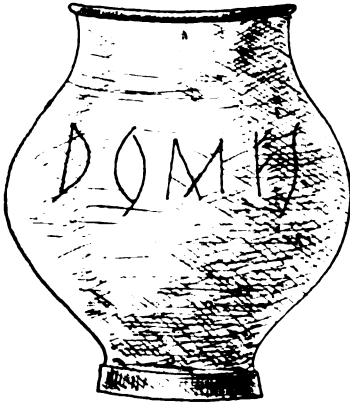


G.N



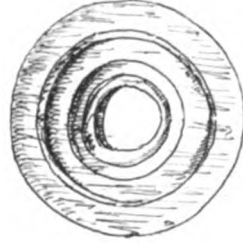
$\frac{1}{3}$

1



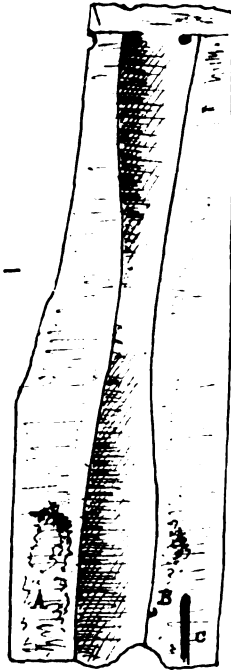
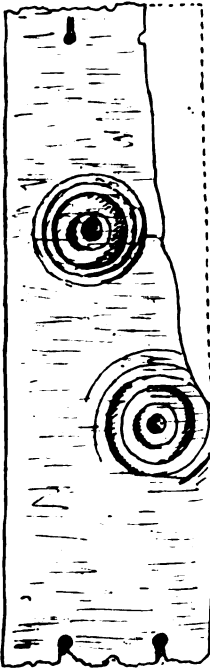
1/3

3

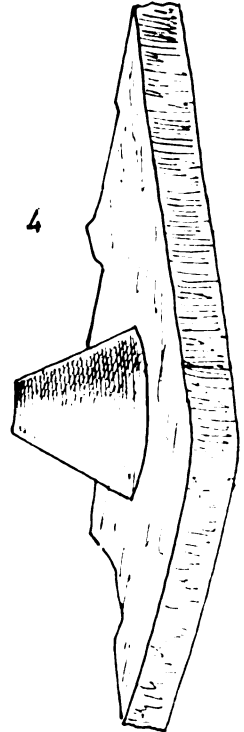


G.N.

2



4



G.N.



à peine revêtus d'une légère couche d'oxyde, semblent façonnés d'hier. Cette singulière immunité, signalée déjà par quelques antiquaires, a reçu dans ces dernières années une explication scientifique et serait due à la présence d'un oxyde magnétique (1).

Avec ces clous, l'on trouva deux longues pattes-fiches dont une était engagée dans une maçonnerie en petit appareil, et une gache également en fer provenant du poteau d'une porte.

Nous reproduisons (Pl. II, fig. 4.) un curieux objet de céramique qu'à deux ou trois reprises nous avons rencontré

(1) Dans une communication à la Société des Antiquaires de France, le 6 décembre 1882, à propos de clous en fer qu'il avait recueillis dans les décombres calcinés de maisons romaines à Vertault (Côte-d'Or) et dont le métal, malgré un enfouissement de quinze siècles, n'avait également subi aucune altération, M. Edouard Flouest présentait les observations suivantes que nous croyons devoir reproduire :

« Le Dr Barff, professeur au Musée de Kensington, a reconnu qu'en faisant passer un courant de vapeur d'eau surchauffée sur du fer porté à une température de 500°, on détermine à sa surface un dépôt d'oxyde magnétique qui fait corps avec lui et s'oppose à toute oxydation ultérieure. On voyait à l'exposition internationale de 1878 toute une série de pièces de fer soumises à ce procédé et devenues inattaquables à la rouille.

» Il ne paraît pas invraisemblable que l'action spontanée des forces naturelles ait produit, pendant l'incendie de Vertillum, ce que la science obtient dans ses laboratoires par d'ingénieuses combinaisons. Au moment où les clous incandescents s'échappaient des charpentes embrasées, l'eau projetée pour lutter contre l'incendie, les liquides contenus dans les habitations, ou peut-être la simple humidité du sol auront déterminé d'ardents afflux de vapeur ayant provoqué cette formation d'oxyde magnétique qui les a enveloppés comme une gaine protectrice. Si on tenait à en mesurer l'épaisseur, on lui reconnaîtrait difficilement plus de trois ou quatre dixièmes de millimètre; cependant elle a été d'une efficacité merveilleuse.

» Il est bon dès lors d'en signaler la puissance aux antiquaires, afin qu'à l'avenir la conservation exceptionnelle d'un objet en fer ne les mette pas nécessairement en défiance contre les signes de haute ancienneté qu'ils pourraient lui reconnaître. » — *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, année 1882, pages 338 et 339. — En 1884, M. Edouard Flouest recueillit encore à Vertault plusieurs objets en fer ayant bénéficié de la même immunité, entre autres une grande cremaillère, une balance et une solea ou hipposandale (*Op. cit.*, année 1881, pages 292 à 294). — Le Musée de Dieppe possède, d'autre part, des clous en fer romains d'une conservation si parfaite que leur présence dans les vitrines a plus d'une fois provoqué le sourire des visiteurs. Ces clous cependant sont bien de haute époque et ont été trouvés en 1827, par M. P.-J. Feret, dans les substructions d'une maison romaine, à Grèges (Seine-Inférieure).

dans les fouilles sans pouvoir en reconnaître la destination. C'est un tronc de cône appliqué par sa plus large base sur une brique d'aspect ordinaire et faisant corps avec elle. Sur le spécimen dont nous donnons le dessin, ce tronc de cône, haut de 0^m055 se trouve à l'un des angles de la brique. Ces sortes de briques étaient-elles dressées contre un mur ou placées sur un plan incliné ? Leur appendice conoïde aurait-il alors servi à les fixer plus solidement dans un bain de mortier ? — Nous posons le problème sans oser le résoudre. A part ces débris singuliers, aucune brique n'a été remarquée sur les pans de murailles ni sur le sol des chambres mises à découvert. L'aire des habitations était ici formée d'un béton extrêmement dur, émaillé à sa surface de menus morceaux de tuiles noyés dans un ciment blanchâtre.

Avec un dallage aussi simple, nous n'avons pas été peu surpris de voir plusieurs pièces ornées de peintures murales. Ces pièces dépendaient d'une demeure située presque à l'entrée du boulevard, du côté de la rue Sainte-Eulalie, et dont les substructions se retrouveraient à 1^m50 environ de profondeur dans le jardin de la Visitation. Ces peintures à la détrempe étaient appliquées sur un enduit de stuc. Les fragments que nous en pûmes recueillir nous montrèrent associés le rouge antique, le vert, le noir et le blanc. La prédominance du rouge porterait à croire que la décoration principale comprenait de larges panneaux de cette couleur avec bordures polychromes. Un mince filet blanc séparait les couleurs différentes. Sur le rouge antique, l'on voit parfois un filet jaune, et sur le noir une bande blanche avec un trait rose au milieu. La précision avec laquelle ces lignes sont tracées est vraiment étonnante et donne une haute idée de l'habileté des peintres décorateurs romains. Le *sablé*, que l'on pourrait croire d'invention moderne, était connu des anciens. Quelques plaques de stuc portaient sur un fond blanc un sablé de vert et de rouge.

Des peintures d'un mérite plus sérieux furent aussi rencontrées dans les fouilles. Les plus précieuses, malheureusement, sont perdues sans retour. Un jeune écolier parvint à dérober une plaque de stuc que les ouvriers avaient mise

soigneusement de côté et qui portait, paraît-il, l'image d'une danseuse. En voulant la nettoyer avec une éponge imprégnée d'eau, il la fit disparaître. Un frottement exercé sur une autre plaque par un ouvrier pour la débarrasser d'un peu de terre qui la maculait, anéantit pareillement en un instant la représentation d'une tête humaine. Nous réussîmes à en sauver une à demi effacée et se détachant sur un fond gris foncé. Cette image, sans mérite artistique, représente une tête d'homme laurée. Bien autrement intéressante est une petite tête de Mercure, coiffée du pétase, que M. Pitard, économiste du lycée, a eu la bonne fortune d'acquérir. L'image du dieu est peinte en grisaille sur un fond rouge antique. Malgré sa détérioration, cette tête est fort belle et d'un gracieux effet.

Quoique beaucoup moins importants, nous citerons encore quelques motifs de décoration, des enroulements, une feuille d'eau, la représentation grossière d'un vaisseau, peut-être une galère, peinte en blanc et en brun clair sur fond noir, enfin une ligne sinueuse entre deux filets. Les arcs qui composent cette ligne et dont les couleurs alternent, portent chacun un gros point. Sur un arc rouge est placé un point vert et *vice versa*. Cette décoration, assez primitive, se détache sur un fond blanc et faisait probablement partie d'une bordure.

Plusieurs morceaux de stuc portaient aussi des graffites. Leur décoloration semblerait indiquer qu'ils étaient restés un temps assez long au contact de l'air et avaient été lavés par les pluies. Ces graffites n'offrent du reste que peu d'intérêt. Si quelques lettres sont encore reconnaissables, aucun mot ne pourrait être lu avec certitude. Des traits confus tracés par de jeunes enfants les surchargent dans tous les sens et les ont rendus absolument indéchiffrables. Parmi ces griffonnages des gamins de Vésone, nous signalerons le dessin d'un trident et la figure naïve d'un édicule.

Après avoir étudié les substructions en elles-mêmes, il nous reste à passer en revue les objets peu nombreux qui y ont été rencontrés. Aucun vase n'a été trouvé entier, mais

quelques débris de poteries fines en terre rouge nous ont conservé des sigles figulins ou marques de potiers toujours intéressants à mentionner. En voici la liste :

1 ALBANI	7 MEDEII M
2 AVE	8 OVARIVS F
3 DVCANI	9 PRIMVS
4 FAM . F	<i>Graffiles</i>
5 OFFIC . INGEN	10 <i>Du</i>
6 MACER F	11 <i>Ama (?)</i>

Les sigles DVCANI (*Ducani manu* ou *officinâ*) et OVARIVS (*Ovarius fecit*) ont échappé à M. Schuermans qui, dans son ouvrage sur les sigles figulins de l'époque romaine (1), en cite cependant 6,000. C'est la première fois, d'autre part, que les numéros 1, 3, 4, 6, 7 et 8 se rencontrent à Vésone (2). Le numéro 4, recueilli par M. Pitard a cela de particulier que les lettres qui le composent sont disposées en croix. Quant au sigle MEDEII M, il nous paraît pouvoir être identifié avec celui que M. Schuermans mentionne sous les numéros 3484 et 3485, et qui porte cette leçon MEDETI M (*Medeti manu*).

Nous avons vu chez M. Pitard une terre cuite provenant également du jardin de la Visitation et qui ne laisserait pas d'offrir un certain intérêt si elle était complète. Elle représente la partie supérieure d'un édicule offrant en son milieu un renforcement en forme de niche, sur lequel se détache le sommet d'une tête. Le Musée de Douai possède un petit monument du même genre, mais entier, trouvé à Gien. Haut de 0^m17, il mesure 0^m10 dans sa plus grande largeur.

(1) *Sigles figulins (époque romaine)* — Etude par M. Schuermans, dans les *Annales* de l'Académie d'archéologie de Belgique, 2^e série, tome III, 1867, pages 5 à 293.

(2) Voir la liste publiée par M. E. Galy des *Noms de potiers et marques de fabrique sur les vases et fragments de vases gallo-romains du Musée [de Périgueux]*, dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome VI, 1872, pages 297 à 399.

Dans la niche est une Vénus debout qui, de la main droite semble se presser le sein comme pour en faire jaillir du lait (1).

Les objets suivants ont été par nous déposés au Musée :

1° Plusieurs débris de vases en terre dont un recouvert d'une glaçure très brillante ;

2° Un œuf en terre blanche de la grosseur d'un œuf de poule et qui a dû servir d'*ex-voto*. Il n'en reste qu'un débris ;

3° Un poids de métier de tisserand. Cet objet, en terre rouge assez grossière, a la forme d'une petite pyramide et est traversée à l'une de ses extrémités par un trou de suspension ;

4° Un poids en pierre calcaire ayant eu même destination que le précédent. Sa hauteur est de 0^m11 et sa plus grande largeur est de 0^m10 ;

5° Un manche de couteau ou mieux un des côtés du manche, en os (Pl. II, fig. 2). De couleur vert-pâle, il porte sur sa face externe deux ponctuations entourées de cercles concentriques. Sur le côté intérieur se trouve une rainure dans laquelle la soie du couteau devait être engagée. De petits rivets, placés à chaque extrémité, maintenaient les deux côtés du manche fortement serrés l'un contre l'autre ;

6° Un peson de fuseau ou fusaiole en os. Fait au tour avec un certain soin, il est aussi décoré de cercles concentriques (Pl. II, fig. 3.) ;

7° Un débris de statue en marbre blanc. Ce débris, à peu près insignifiant, comprend la partie inférieure d'un avant-bras ;

8° Enfin, plusieurs moulures et fragments de corniches, et un tronçon de conduite en marbre blanc.

Tels sont, Messieurs, les résultats des fouilles de la Cité. Effectuées seulement sur trois points et dans des limites

(1) Un dessin de la terre cuite du Musée de Douai et une notice de M. Cagnat ont été publiés dans le *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, année 1884, pages 144 à 146.

très restreintes, elles ont procuré cependant un nombre assez considérable d'antiquités et, ce qui vaut mieux encore, d'intéressantes observations sur l'art et les habitudes de vie de nos anciens Vésunniens.

Nous vous demanderons, en terminant ce rapport, d'adresser nos remerciements au maire de Périgueux, M. Gadaud, que nous avons eu récemment la satisfaction de recevoir dans notre Compagnie. Son concours empressé nous a été acquis dès la première heure, et nous lui savons gré de s'être dessaisi spontanément des objets recueillis dans les fouilles pour les offrir au Musée départemental.

Michel HARDY.



DES DIFFÉRENCES DE STYLE

DES ÉGLISES DU PÉRIGORD

AUX XI^e ET XII^e SIÈCLES.

Dans l'étude que nous avons faite des monuments religieux de l'époque romane élevés dans notre région, nous avons été frappé, et nous ne sommes pas probablement le seul, des différences de construction, de détails, de style, qui existent entre ces monuments et qui pourraient faire commettre des erreurs aux personnes qui ne les auraient examinés que superficiellement. En effet, nous nous trouvons en présence d'églises à coupoles élevées aux XI^e et XII^e siècles, dont jusqu'à présent le type reconnu est St-Front de Périgueux avec des dégénérescences sur plans incomplets, comme St-Etienne de la Cité, Bourg-des-Maisons, Agonac, Brassac, St-Hilaire-d'Estissac, un vrai bijou, etc., et, d'autre part, de constructions à plan basilical, quelquefois cruciforme suivant le rite latin, avec des croisillons plus ou moins allongés.

Cette différence de plan bien distincte établie, nous devons porter notre attention sur les murailles, dont l'appareil est

en général plus régulier dans les premiers monuments que dans les seconds ; les contre-forts très plats des deux parts se relient volontiers par des arcades à plein cintre jetés d'un pilier à l'autre dans les églises à coupoles, Saint-Etienne de Périgueux, Temniac, près Sarlat, Atur en partie, nef de Brassac, mais dont le plus souvent les murs sont nus suivant le type de Saint-Front, ou avec des contre-forts, aplatis, sans corniche saillante; on peut dire que les ornements, dans les édifices à coupoles, ne sont en usage que vers le ^{xii}^e siècle.

Si, au contraire, nous examinons les monuments du second type, nous remarquons des contre-forts minces aussi, mais s'arrêtant à une corniche faisant saillie sur le nu du mur et dont les consoles sont plus ou moins ornées, selon qu'elles sont du ^{xi}^e siècle, Tourtoirac, ou du ^{xii}^e, abside de Cénac ou de Bussière-Badil. Très fréquemment aux absides arrondies les contre-forts affectent la forme de colonnes cylindriques plus ou moins adhérentes aux murs, suivant l'habileté de l'architecte ou la richesse des fondateurs. Il est certain que des colonnes à bases moulurées et à chapiteaux sculptés demandaient plus de soin et de dépense que des piliers maçonnés. Il ne faut donc pas conclure que deux églises sont d'une époque différente parce que les piliers extérieurs n'ont pas la même forme.

Nous trouvons dans ces deux styles parallèles les mêmes ouvertures cintrées, lourdes partout au ^{xi}^e siècle, larges cependant à St-Front, monument de proportions considérables, ainsi qu'à St-Etienne, étroites dans les églises purement romanes ; mais vers la fin de ce même siècle et au ^{xii}^e, les archivoltes se multiplient dans le style que nous appellerons national, elles s'ornent de mille détails géométriques, de rinceaux, de palmettes, de personnages, etc., et reposent sur des colonnettes à chapiteaux variés, Bussière-Badil, très orné, Etouars, Coursac, Carsac, la chapelle St-Jean à Chancelade, etc., sans parler de celles qui furent faites au moment où s'unirent le plein cintre et l'ogive, au milieu du ^{xii}^e siècle. A ce sujet nous dirons que dans le midi de la France, nous sommes enclins à vieillir nos monuments et que certainement il en est, portant tous les caractères du roman, qui ont été

construits au ^{xiii}^e siècle. Nous étions très en retard sur le nord et le centre de la France, mais comme nous n'avons que très peu d'édifices à date certaine, nous devons les placer pour la plupart à la date qu'indique leur style. Presque toutes nos églises rurales sont très anciennes et beaucoup sont intéressantes.

A l'intérieur, nous avons la coupole dans les églises dites byzantines et la voûte dans les églises du second type ; d'un côté, de lourds piliers portent les pendentifs issus de leurs angles saillants et les quatre grands arcs, sur lesquels est établie la coupole ; de l'autre, des colonnes isolées ou en faisceau, à chapiteaux d'une variété inouïe et d'une richesse de détails qui étonne, d'où s'élancent des arceaux donnant naissance à des voûtes à cintres diversement développés, quelquefois très hardis, souvent doublés. Les bases des colonnes ornées de griffes, de dents de scie entre les moulures, de méandres, de feuillages, sont quelquefois portées sur des stylobates, et un banc de pierre reliant ces bases entre les travées servait de siège aux étrangers ou à ceux auxquels leur pauvreté ne permettait pas d'avoir de banc. Les chaises sont d'invention relativement moderne, et nous savons qu'en Italie et en Espagne, elles ne sont pas d'usage général.

Une différence notable entre les monuments byzantins et les églises romanes d'Europe, c'est le clocher. Remarquons que les églises d'Orient et St-Front lui-même n'en ont pas ; si elles en ont, il en est séparé, il n'en fait pas partie intégrante, il n'est ni sur la façade, ni à l'intertransept, et c'est une adjonction postérieure. Cependant, dans les petites églises, on a surélevé la façade en forme de pignon, dans lequel on a percé des arcades destinées à recevoir les cloches ; à Saint-Etienne, on l'a ménagé dans un des côtés, et c'est à peine s'il est apparent. Dans le style roman, on a placé le clocher soit sur la façade, soit, et le plus souvent, au-dessus du chœur. A St-Front, le clocher n'appartient point au monument à coupoles, sa décoration se rapproche bien plus de celle qui était usitée dans le midi de la France à l'époque du roman primitif. Si nous passons à l'ornementation pure, nous trouvons dans les églises à coupoles la plus

grande sobriété de détails : les corniches et les impostes sont de simples moulures chanfreinées ; les chapiteaux n'admettent que des feuilles d'acanthé plus ou moins dégénérées et quelques autres feuillages stylisés, tandis que dans les monuments latins, les ornements, plus ou moins grossiers dans le principe, affectent des formes très variées qui deviennent plus riches, plus fouillées à mesure que l'art progresse et que nous avançons vers le xii^e siècle. Nous n'entendons parler ici que de la décoration de la pierre, négligeant à dessein l'application aux surfaces de la peinture, de la mosaïque et de la menuiserie.

Il y aurait bien plus à dire sur ce sujet en le généralisant davantage ; nous aurions pu aussi indiquer les influences saintongeises et limousines, établir les différences qui existent entre les églises élevées par certains ordres religieux et celles qui sont dues à des fondateurs laïques ou au clergé séculier. C'est une mine inépuisable et intéressante au plus haut point pour ceux qui se sont voués par goût à l'étude des œuvres de nos pères. Il est à craindre que lorsqu'à notre tour nous serons devenus ancêtres, on ne juge pas notre imagination et la variété de nos conceptions comme la plus stricte impartialité nous fait juger les architectes du moyen-âge, qui avaient tout à créer et auxquels nous devons les monuments de tout genre les plus complets et les plus savamment conçus.

A. DE ROUMEJOUX.

TRAITÉ ET CONFÉRENCE

PASSÉS A NANTES

ENTRE LE ROI CHARLES VIII ET LE SEIGNEUR D'ALBRET

1490.

La pièce ci-après transcrite, dont l'original sur parchemin existe dans mes archives, est relative à la conduite du seigneur d'Albret, depuis l'avènement du roi Charles VIII, jusqu'à la réduction des ville et cité de Nantes en l'obéissance du roi, réduction opérée en exécution de certain traité passé entre ces deux hauts personnages et par le moyen duquel le seigneur d'Albret espérait parvenir à l'accomplissement de son mariage avec la princesse Anne de Bretagne. Ce document signale la présence du sire d'Albret à Nontron et à Montignac; sa publication peut donc, à ce titre, offrir un certain intérêt pour le Périgord.

En voici la teneur :

Extrait des Registres du grant Conseil du Roy.

Entre le sire de Lebret (1) et Odet d'Aydie (2), Raymond de Cardilhac, Sgr de Saint-Cire (3), Regnault de Saint-Chamans, dit de Lissac (4), et Raymond de Saint-Maurice, comparans par maistre Lambert Bongars, leur pro-

(1) Alain sire d'Albret, comte de Périgord et vicomte de Limoges, par suite de son alliance, en 1470, avec Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord et vicomtesse de Limoges. (Moréri 1759, tome I, p. 299.)

(2) Sire de Lescun, comte de Comminges, amiral de Guyenne; après la mort du roi Louis XI, il suivit le parti du duc d'Orléans contre la dame de Beaujeu, régente du royaume, jeta du secours dans la ville de Nantes, en 1487, et au mois de mars de la même année, il fut destitué de l'amirauté et de son gouvernement de Guyenne. (P. Anselme, VII, 858.)

(3) Commandait, en 1491, cent archers de la compagnie de 50 lances des ordonnances du roi. (Courcelles, IV, art. d'Alès.)

(4) Un membre de cette famille, Arnaud de St-Chamans, seigr de Lissac, fut, en 1499, médiateur et garant du mariage de Jean de Foix, comte d'Estampes, avec Anne, fille du roi de Navarre, qui fut grand'mère d'Henri IV. (La Chenaye Desbois, XII, 435.)

cureur, demandeurs et requérans lenterinement de certaines lettres royaulx dabolicion tant pour eulx que pour leurs gens et serviteurs et autres quontenus, et comprins esd. lettres dabolicion d'une part, et le procureur général du Roy en son grant Conseil, deffendeur a lenterinement dicelles lettres dabolicion, dautre part, desquelles la teneur sensuit :

CHARLES (1), par la grâce de Dieu, roy de France, scavoir faisons à tous presens et avenir :

Comme depuis nostre avenement au royaume et à la couronne ce soient meues plus^{rs} questions et differens entre aucuns princes et sg^{rs} de nostre sang et lignage et autres seigneurs de nostre Royaume, a loccasion de quoy les aucuns deulx aient fait grandes assemblées et congrégations de gens de guerre, quils ont fait marcher par aucuns endroiz et parties de nostre Royaume à la grant foule et charge de nostre peuple, et lesion de la chose publique dicelluy et se soient les ungs deulx retirés et fortiffiez en aucunes contrees et places, et entre autres, notre tres cher et ame cousin, le sire Delbret, se fust ja tiré en la ville de Molins, devers feu nostre oncle et cousin, le duc de Bourbon (2), en son vivant connestable de France, ou il fist venir et marcher les cent hommes d'armes dont il avoit de par nous charge, et aucun nombre dautres gens, tant a cheval qua pié, et iceulx conduire par Raymond de Cardilhac, dit de Saint-Cire, lors son lieutenant, pour joindre avec nostre frère le duc d'Orléans (3), le comte de Dunoy (4) et autres lors estans assemblez en armes à Beaugency, ou il nous convint aller en personne pour rompre leur entrepriase et les fismes deppartir, lequel nostre cousin aussi print certaine alience avec notre beau-père le roy des Rommains (5), et lui bailha son scelle par lexhortement et suasion daucuns sous umbre et couleur de vouloir faire assembler les estas pour le bien de nostred. Royaume, et depuis icelluy nostre cousin Delbret sen vint

(1) Charles VIII, 1483-1498.

(2) Jean II, surnommé le Bon, mort le 1^{er} avril 1488. (Moréri.)

(3) Louis, plus tard roi de France, sous le nom de Louis XII.

(4) Charles, qui fut obligé de se retirer à Ast en Piémont, en conséquence d'un accommodement intervenu en 1484, entre le roi et le duc d'Orléans à Beaugency, où ce dernier avait été assiégé. (Mézerai, IV, 358, Amsterdam, 1688.)

(5) Maximilien, archiduc d'Autriche, créé roi des Romains, à Francfort, le 16 février 1486, et couronné à Aix-la-Chapelle, le 9 avril suivant; sa fille, Marguerite, avait été fiancée à Charles VIII. (Moréri, VII, 373, 374 éd. 1759.)

TRAITÉ ET CONFÉRENCE

PASSÉS A NANTES

ENTRE LE ROI CHARLES VIII ET LE SEIGNEUR D'ALBRET

1490.

La pièce ci-après transcrite, dont l'original sur parchemin existe dans mes archives, est relative à la conduite du seigneur d'Albret, depuis l'avènement du roi Charles VIII, jusqu'à la réduction des ville et cité de Nantes en l'obéissance du roi, réduction opérée en exécution de certain traité passé entre ces deux hauts personnages et par le moyen duquel le seigneur d'Albret espérait parvenir à l'accomplissement de son mariage avec la princesse Anne de Bretagne. Ce document signale la présence du sire d'Albret à Nontron et à Montignac; sa publication peut donc, à ce titre, offrir un certain intérêt pour le Périgord.

En voici la teneur :

Extrait des Registres du grant Conseil du Roy.

Entre le sire de Lebret (1) et Odet d'Aydie (2), Raymond de Cardilhac, Sgr de Saint-Cire (3), Regnault de Saint-Chamans, dit de Lissac (4), et Raymond de Saint-Maurice, comparans par maistre Lambert Bongars, leur pro-

(1) Alain sire d'Albret, comte de Périgord et vicomte de Limoges, par suite de son alliance, en 1470, avec Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord et vicomtesse de Limoges. (Moréri 1759, tome I, p. 299.)

(2) Sire de Lescun, comte de Comminges, amiral de Guyenne; après la mort du roi Louis XI, il suivit le parti du duc d'Orléans contre la dame de Beaujeu, régente du royaume, jeta du secours dans la ville de Nantes, en 1487, et au mois de mars de la même année, il fut destitué de l'amirauté et de son gouvernement de Guyenne. (P. Anselme, VII, 858.)

(3) Commandait, en 1491, cent archers de la compagnie de 50 lances des ordonnances du roi. (Courcelles, IV, art. d'Alès.)

(4) Un membre de cette famille, Arnaud de St-Chamans, seigr de Lissac, fut, en 1499, médiateur et garant du mariage de Jean de Foix, comte d'Estampes, avec Anne, fille du roi de Navarre, qui fut grand'mère d'Henri IV. (La Chenaye Desbois, XII, 435.)

cureur, demandeurs et requérans lenterinement de certaines lettres royaulx dabolicion tant pour eulx que pour leurs gens et serviteurs et autres quontenus, et comprins esd. lettres dabolicion d'une part, et le procureur général du Roy en son grant Conseil, deffendeur a lenterinement dicelles lettres dabolicion, dautre part, desquelles la teneur sensuit :

CHARLES (1), par la grâce de Dieu, roy de France, scavoir faisons à tous presens et avenir :

Comme depuis nostre avenement au royaume et à la couronne ce soient meues plus^{rs} questions et differens entre aucuns princes et sg^{rs} de nostre sang et lignage et autres seigneurs de nostre Royaume, a loccasion de quoy les aucuns deulx aient fait grandes assemblées et congrégations de gens de guerre, quils ont fait marcher par aucuns endroiz et parties de nostre Royaume à la grant foule et charge de nostre peuple, et lesion de la chose publique dicelluy et se soient les ungs deulx retirés et fortifiez en aucunes contrees et places, et entre autres, notre tres cher et ame cousin, le sire Delbret, se fust ja tiré en la ville de Molins, devers feu nostre oncle et cousin, le duc de Bourbon (2), en son vivant connestable de France, ou il fist venir et marcher les cent hommes d'armes dont il avoit de par nous charge, et aucun nombre dautres gens, tant a cheval qua pié, et iceulx conduire par Raymond de Cardilhac, dit de Saint-Cire, lors son lieutenant, pour joindre avec nostre frère le duc d'Orléans (3), le comte de Dunoy (4) et autres lors estans assemblez en armes à Beaugency, ou il nous convint aller en personne pour rompre leur entreprinse et les fismes deppartir, lequel nostre cousin aussi print certaine alience avec notre beau-père le roy des Rommains (5), et lui bailha son scelle par lehortement et suasion daucuns sous umbre et couleur de vouloir faire assembler les estas pour le bien de nostred. Royaume, et depuis icelluy nostre cousin Delbret sen vint

(1) Charles VIII, 1483-1498.

(2) Jean II, surnommé le Bon, mort le 1^{er} avril 1488. (Moréri.)

(3) Louis, plus tard roi de France, sous le nom de Louis XII.

(4) Charles, qui fut obligé de se retirer à Ast en Piémont, en conséquence d'un accommodement intervenu en 1484, entre le roi et le duc d'Orléans à Beaugency, où ce dernier avait été assiégé. (Mézerai, IV, 358, Amsterdam, 1688.)

(5) Maximilien, archiduc d'Autriche, créé roi des Romains, à Francfort, le 16 février 1486, et couronné à Aix-la-Chapelle, le 9 avril suivant ; sa fille, Marguerite, avait été fiancée à Charles VIII. (Moréri, VII, 373, 374 éd. 1759.)

TRAITÉ ET CONFÉRENCE

PASSÉS A NANTES

ENTRE LE ROI CHARLES VIII ET LE SEIGNEUR D'ALBRET

1490.

La pièce ci-après transcrite, dont l'original sur parchemin existe dans mes archives, est relative à la conduite du seigneur d'Albret, depuis l'avènement du roi Charles VIII, jusqu'à la réduction des ville et cité de Nantes en l'obéissance du roi, réduction opérée en exécution de certain traité passé entre ces deux hauts personnages et par le moyen duquel le seigneur d'Albret espérait parvenir à l'accomplissement de son mariage avec la princesse Anne de Bretagne. Ce document signale la présence du sire d'Albret à Nontron et à Montignac; sa publication peut donc, à ce titre, offrir un certain intérêt pour le Périgord.

En voici la teneur :

Extrait des Registres du grant Conseil du Roy.

Entre le sire de Lebret (1) et Odet d'Aydie (2), Raymond de Cardilhac, Sg^r de Saint-Cire (3), Regnault de Saint-Chamans, dit de Lissac (4), et Raymond de Saint-Maurice, comparans par maistre Lambert Bongars, leur pro-

(1) Alain sire d'Albret, comte de Périgord et vicomte de Limoges, par suite de son alliance, en 1470, avec Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord et vicomtesse de Limoges. (Moréri 1759, tome I, p. 299.)

(2) Sire de Lescun, comte de Comminges, amiral de Guyenne; après la mort du roi Louis XI, il suivit le parti du duc d'Orléans contre la dame de Beaujeu, régente du royaume, jeta du secours dans la ville de Nantes, en 1487, et au mois de mars de la même année, il fut destitué de l'amirauté et de son gouvernement de Guyenne. (P. Anselme, VII, 858.)

(3) Commandait, en 1491, cent archers de la compagnie de 50 lances des ordonnances du roi. (Courcelles, IV, art. d'Alès.)

(4) Un membre de cette famille, Arnaud de St-Chamans, seigr de Lissac, fut, en 1499, médiateur et garant du mariage de Jean de Foix, comte d'Estampes, avec Anne, fille du roi de Navarre, qui fut grand'mère d'Henri IV. (La Chenaye Desbois, XI, 435.)

cureur, demandeurs et requérans lenterinement de certaines lettres royaulx dabolicion tant pour eulx que pour leurs gens et serviteurs et autres quontenus, et comprins esd. lettres dabolicion d'une part, et le procureur général du Roy en son grant Conseil, deffendeur a lenterinement dicelles lettres dabolicion, dautre part, desquelles la teneur sensuit :

CHARLES (1), par la grâce de Dieu, roy de France, scavoir faisons à tous presens et avenir :

Comme depuis nostre avenement au royaume et à la couronne ce soient meues plus^{rs} questions et differens entre aucuns princes et sg^{rs} de nostre sang et lignage et autres seigneurs de nostre Royaume, a loccasion de quoy les aucuns deulx aient fait grandes assemblées et congrégations de gens de guerre, quils ont fait marcher par aucuns endroiz et parties de nostre Royaume à la grant foule et charge de nostre peuple, et lesion de la chose publique dicelluy et se soient les ungs deulx retirés et fortifiez en aucunes contrees et places, et entre autres, notre tres cher et ame cousin, le sire Delbret, se fust ja tiré en la ville de Molins, devers feu nostre oncle et cousin, le duc de Bourbon (2), en son vivant connestable de France, ou il fist venir et marcher les cent hommes d'armes dont il avoit de par nous charge, et aucun nombre dautres gens, tant a cheval qua pié, et iceulx conduire par Raymond de Cardilhac, dit de Saint-Cire, lors son lieutenant, pour joindre avec nostre frère le duc d'Orléans (3), le comte de Dunoys (4) et autres lors estans assemblez en armes à Beaugency, ou il nous convint aller en personne pour rompre leur entreprinse et les fismes deppartir, lequel nostre cousin aussi print certaine alience avec notre beau-père le roy des Romains (5), et lui bailha son scelle par lexhortement et suasion daucuns sous umbre et couleor de vouloir faire assembler les estas pour le bien de nostred. Royaume, et depuis icelluy nostre cousin Delbret sen vint

(1) Charles VIII, 1483-1498.

(2) Jean II, surnommé le Bon, mort le 1^{er} avril 1488. (Moréri.)

(3) Louis, plus tard roi de France, sous le nom de Louis XII.

(4) Charles, qui fut obligé de se retirer à Ast en Piémont, en conséquence d'un accommodement intervenu en 1484, entre le roi et le duc d'Orléans à Beaugency, où ce dernier avait été assiégé. (Mézerai, IV, 358, Amsterdam, 1688.)

(5) Maximilien, archiduc d'Autriche, créé roi des Romains, à Francfort, le 16 février 1486, et couronné à Aix-la-Chapelle, le 9 avril suivant ; sa fille, Marguerite, avait été fiancée à Charles VIII. (Moréri, VII, 373, 374 éd. 1759.)

TRAITÉ ET CONFÉRENCE

PASSÉS A NANTES

ENTRE LE ROI CHARLES VIII ET LE SEIGNEUR D'ALBRET

1490.

La pièce ci-après transcrite, dont l'original sur parchemin existe dans mes archives, est relative à la conduite du seigneur d'Albret, depuis l'avènement du roi Charles VIII, jusqu'à la réduction des ville et cité de Nantes en l'obéissance du roi, réduction opérée en exécution de certain traité passé entre ces deux hauts personnages et par le moyen duquel le seigneur d'Albret espérait parvenir à l'accomplissement de son mariage avec la princesse Anne de Bretagne. Ce document signale la présence du sire d'Albret à Nontron et à Montignac; sa publication peut donc, à ce titre, offrir un certain intérêt pour le Périgord.

En voici la teneur :

Extrait des Registres du grant Conseil du Roy.

Entre le sire de Lebre (1) et Odet d'Aydie (2), Raymond de Cardilhac, Sgr de Saint-Cire (3), Regnault de Saint-Chamans, dit de Lissac (4), et Raymond de Saint-Maurice, comparans par maistre Lambert Bongars, leur pro-

(1) Alain sire d'Albret, comte de Périgord et vicomte de Limoges, par suite de son alliance, en 1470, avec Françoise de Bretagne, comtesse de l'érigord et vicomtesse de Limoges. (Moréri 1759, tome I, p. 299.)

(2) Sire de Lescun, comte de Comminges, amiral de Guyenne; après la mort du roi Louis XI, il suivit le parti du duc d'Orléans contre la dame de Beaujeu, régente du royaume, jeta du secours dans la ville de Nantes, en 1487, et au mois de mars de la même année, il fut destitué de l'amirauté et de son gouvernement de Guyenne. (P. Anselme, VII, 858.)

(3) Commandait, en 1491, cent archers de la compagnie de 50 lances des ordonnances du roi. (Courcelles, IV, art. d'Alès.)

(4) Un membre de cette famille, Arnaud de St-Chamans, seigr de Lissac, fut, en 1499, médiateur et garant du mariage de Jean de Foix, comte d'Estampes, avec Anne, fille du roi de Navarre, qui fut grand'mère d'Henri IV. (La Chenaye Desbois, XII, 435.)

cureur, demandeurs et requérans lenterinement de certaines lettres royaulx dabolicion tant pour eulx que pour leurs gens et serviteurs et autres quontenus, et comprins esd. lettres dabolicion d'une part, et le procureur général du Roy en son grant Conseil, deffendeur a lenterinement dicelles lettres dabolicion, dautre part, desquelles la teneur sensuit :

CHARLES (1), par la grâce de Dieu, roy de France, scavoir faisons à tous presens et avenir :

Comme depuis nostre avenement au royaume et à la couronne ce soient meues plus^{rs} questions et differens entre aucuns princes et sg^{rs} de nostre sang et lignage et autres seigneurs de nostre Royaume, a loccasion de quoy les aucuns deulx aient fait grandes assemblées et congrégations de gens de guerre, quils ont fait marcher par aucuns endroiz et parties de nostre Royaume à la grant foule et charge de nostre peuple, et lesion de la chose publique dicelluy et se soient les ungs deulx retirés et fortifiez en aucunes contrees et places, et entre autres, notre tres cher et ame cousin, le sire Delbret, se fust ja tiré en la ville de Molins, devers feu nostre oncle et cousin, le duc de Bourbon (2), en son vivant connestable de France, ou il fist venir et marcher les cent hommes d'armes dont il avoit de par nous charge, et aucun nombre dautres gens, tant a cheval qua pié, et iceulx conduire par Raymond de Cardilhac, dit de Saint-Cire, lors son lieutenant, pour joindre avec nostre frère le duc d'Orléans (3), le comte de Dunoy (4) et autres lors estans assemblez en armes à Beaugency, ou il nous convint aller en personne pour rompre leur entreprinse et les fismes deppartir, lequel nostre cousin aussi print certaine alience avec notre beau-père le roy des Rommains (5), et lui bailha son scelle par lehortement et suasion daucuns sous umbre et couleur de vouloir faire assembler les estas pour le bien de nostred. Royaume, et depuis icelluy nostre cousin Delbret sen vint

(1) Charles VIII, 1483-1498.

(2) Jean II, surnommé le Bon, mort le 1^{er} avril 1488. (Moréri.)

(3) Louis, plus tard roi de France, sous le nom de Louis XII.

(4) Charles, qui fut obligé de se retirer à Ast en Piémont, en conséquence d'un accommodement intervenu en 1484, entre le roi et le duc d'Orléans à Beaugency, où ce dernier avait été assiégé. (Mézerai, IV, 358, Amsterdam, 1688.)

(5) Maximilien, archiduc d'Autriche, créé roi des Romains, à Francfort, le 16 février 1486, et couronné à Aix-la-Chapelle, le 9 avril suivant ; sa fille, Marguerite, avait été fiancée à Charles VIII. (Moréri, VII, 373, 374 éd. 1759.)

devers nous et bientost après de nostre congé et vouloir sen alla et retira en ses terres et seigneuries de Gascogne et au royaume de Navarre, et lannée après ensuivant sen partit des parties de Navarre avec grant nombre de gens de guerre, tant de cheval que de pié, Espaignolz, Navarroys et dautres nations, et marcha par ses terres et seigneuries de Gascogne, jusques en sa ville et place de Chastelgeloux avec son armée, et illec se fortiffia et seiourna par aucuns jours, nous estans lors en nostre ville et cité de Bourdeaux (1), et envoyames devers lui afin quil vinst devers nous et lui fismes faire commandement de par nous sur grans peines quil eust a deppartir sad. armée, et lors icellui, nostre cousin Delbret, sen partit dud. Chastelgeloux et passa avec sad. armée les rivières de Garonne, Dordogne et autres, et marcha oultre, jusques au pays de Périgort, en une sienne ville nommée Nontron, en intencion de marcher plus avant et soy joindre avec feu nostre cousin, le duc Francoys de Bretagne, pour certaine alience que nostred. frère d'Orleans et lui avaient a icelluy duc de Bretagne ; mais obstant certaine armée que envoyames contre et audevant de lui, il fut empesche tellement quil fut par nos gens de guerre assiégé en lad. ville de Nontron, en laquelle aucuns nos lieutenans et chiefs de guerre qui lors y estoient en nostred. armee recurent icelluy nostre cousin Delbret, a certain traicte (2), accord et appointment par lequel entre autres choses fut accorde et dit que icelluy nostre cousin Delbret de lors en avant nous servirait bien et loyaument et renonca et se deppartit de toutes aliances et intelligences quil povoit avoir faites a quelconques princes ou seig^{rs}, et promist quil viendrait devers nous toutes et quantefois que lui manderions et ferions scavoir. Lesquelles choses et tout le contenu aud. traicte, nostred. cousin Delbret promist et jura garder et observer et depuis eusmes icelui traicte pour agreable et fut par nous ratiffié et confirme. Et de la icelluy nostre cousin Delbret, au moyen dud. traicte sen retourna en sesd. terres et seigneuries de Gascogne. Et illecques fit sa demeure jusques environ la feste de Tous-sains lors ensuivant quil sen partit pour devoir venir devers nous, ainsi que lui avions mande et lui estant a Montignac, aud. pays de Périgort, ayant propaux et intencion de sen venir devers nous comme dit est, survint devers lui lung des gens du feu comte de Comminge, nomme Frozil, ayant

(1) Le Roi y avait fait son entrée, le 17 mars 1487. (*Mézerei, Hist. de Charles VIII*).

(2) Le sire d'Albret y fut tellement serré de près qu'il fut contraint de requérir le comte de Candale, lieutenant du roi en Guyenne, et les autres officiers qui étaient avec lui, de vouloir bien solliciter son pardon et conclut un traité. Cet événement eut lieu en 1486, selon Léon Dessalles. (*Histoire du Périgord*, tome III, p. 96-97.)

charge expresse de nostred. fière et cousin d'Orleans, desd. seig^{rs} de Dunoyz et de Comminge, lesquels auparavant sestoient retirez aud. pays de Bretagne devers led. feu duc Francoys (1), la douairiere de Laval, sœur de nostred. le sire de Rieux, mareschal de Bretagne (2) et autres grans personnages dicelluy pays ou aussi sestoit retire Odet Daydie, pour lors nostre seneschal de Carcassonne (3), frère dud. conte de Comminge, depuis que le chastel et place de Blaye, dont il avoit charge, nous eust este par luy rendu et qu'il nous eust fait le serment de bien et loyaument nous servir, lesquels par led. Frozil, firent scavoir a nostred. cousin Delbret, que sil vouloit aller aud. pays de Bretagne, au secours et ayde dud. feu duc, ilz ne faisoient point de doubte que le mariage dentre luy et Anne de Bretagne, fille dud. feu duc Francoys, ne saccomplist. Pour lequel mariage traicter et conduire les dessusd. estans en Bretagne, avoient faict et bailhe leur seuretez et scelle les ungs aux autres. Et a ceste cause, nostred. cousin Delbret, pour plus aplain et au vray en estre certiffie et scavoir la verite, envoya ung de ses gens devers les susd. au pays de Bretagne, lesquels lui envoyerent bientost après un nommé Geoffroy de Saint-Martin, autrefois procureur de icelluy nostre cousin Delbret, lequel longtemps paravant estoit alle aud. pays.... pour aucuns ses affaires par lequel de Saint-Martin, nostred. frere et cousin d'Orleans et autres dessusd. luy firent scavoir touchant led. mariage ce que dit est et lui escrivirent plus^{rs} lettres, lui priant que a la plus gran diligence que possible lui seroit, il se transportast aud. pays de Bretagne, et que le feu duc Francoys len prioit bien affectueusement et se faisoient fors quil espouseroit lad. Anne de Bretagne, fille dud. feu duc Francoys, bientost apres qu'il y seroit arrive, et aussi lui manderent et firent scavoir par led. de Saint-Martin, quil trovast moien et facon que Raymond de Cardilhac dessusd. et les cent lances quil avoit de par nous en charge labandonnassent et laissassent nostre party et service et se retirassent devers led. feu duc de Bretagne, pour le servir, et ce voyant icellui nostre cousin Delbret, considérant aussi le grant bien qui lui povoit avenir sil parvenoit

(1) Sa mort arriva le 9 septembre 1488. (Mézerai, *Hist. de Charles VIII*, p. 368.)

(2) Jean, IV du nom, sire de Rieux et de Rochefort, comte d'Harcourt, fut institué par le testament du duc François, gardien de ses filles Anne et Isabeau, en lui adjoignant Odet Daydie, comte de Comminges, son compère et son ami. Elles eurent pour gouvernante Françoise de Dinan, dame de Chateau-Briand. (Mézerai, *Hist. de Charles VIII*, p. 368.)

(3) Il était, en 1485, gouverneur du château de Gerzane, et commandait mille hommes d'infanterie gascons aux batailles d'Agnadel (1509) et de Ravenne (1512). (P. Anselme, VII, 860.)

aud. mariage, se delibera passer et venir devers icellui duc de Bretagne, au moys de janvier apres ensuivant et en y venant, fut empesche par aucuns nos gens qui en furent advertiz et sen retourna en sesd. terres et seigneuries de Gascogne, ou il fut environ ung moys, et illec sen alla au royaume de Navarre, et dela, devers le roy de Castille (1), avecques lequel pour la pacification dud. royaume de Navarre, et estre de lui favorise aud. mariage sil y povoit parvenir, fist certaine aliance, luy promectant le servir et luy complaire envers et contre tous, en reservant par led. seigneur Delbret expressement que ce ne fust contre nous et le bien de nostre royaume. Lequel roy de Castille, pour cuider ayder et favoriser nostred. cousin Delbret en icelluy mariage, envoya avec lui ung nombre de gens de guerre aud. pays de Bretagne, au secours dud. feu duc Francoys, et passa icellui nostre cousin Delbret par mer a tout troys mil hommes de guerre ou environ, et lui arrive aud. pays de Bretagne, en intencion et esperance dud. mariage pour les grandes promesses et seuretez que les dessusd. lui avaient fetes et envoyees et qui lui en estoient chun jour. Icellui nostre cousin Delbret fist tant que lesd. cent lances dont il avoit eu charge de par nous ou la pluspart dicelles habandonnerent nostre service et prindrent le party dud. feu duc Francoys, et sest toujours depuis et jusques a present employe, et aussi lesd. de Saint-Cire et Daydie, leurs gens et serviteurs, au secours, ayde et defense dud. feu duc Francoys et dud. duche et pays de Bretagne, et depuis se trouva icellui nostre cousin Delbret et les dessusd. nommés avec leurs gens a faire marcher larmee dud. feu duc Francoys a Saint-Aubin du Cormier, dedans led. pays de Bretagne, en ordre de bataille, a lencontre de nos lieutenans et armee que avions aud. pays, auquel lieu eut une grant rencontre et merveilleuse effuzion de sang dont il pleut a Dieu nous donner la victoire (2). Et oultre ont lui et ses gens fait plus^{rs} courses, prins prisonniers, butins et biens, et fait autres exploiz de guerre sur noz subjets et pays es

(1) Ferdinand V, dit le Catholique. Ce prince, fils de Jean II, roi d'Aragon, devint roi de Castille, en 1469, par son mariage avec sa cousine Isabelle, qui, à la mort de son frère Henri IV, dit l'Impuissant en 1479, réunit la Castille à l'Aragon. Prenant les armes contre les infidèles, Ferdinand conquit le royaume de Grenade, après une guerre de huit années, et chassa les Maures d'Espagne, l'an 1492. (Moréri.)

(2) Cette rencontre eut lieu le 28 juillet 1488. Le duc d'Orléans et le prince d'Orange, qui combattaient à pied, y furent faits prisonniers. Le premier fut enfermé au château de Lusignan, puis dans la grosse tour de Bourges. Le second recouvra peu de temps après sa liberté, parce qu'il avait épousé la sœur du mari de la dame de Beaujeu, qui le fit lieutenant du roi en Bretagne. (Mézerai, *Histoire de Charles VIII.*)

marches de Poictou et Danjou et ailleurs, ainsi comme ennemys ont acoustume en temps dostilité et guerre, et neantmoins, nostred. cousin Delbret, en esperance de toujours parvenir aud. mariage, lequel fust fait, consenty et contraicte du vivant et consentement dud. feu duc Francoys, par parolles de present avec lad. Anne de Bretagne, comme il dit estre notoire au pays, a assiste, oppine, pratique par escript et autrement, sest trouve avec led. de Saint-Cire et Daydie et autres, a donner conseil de faire venir aud. pays de Bretagne, pour la deffence dicellui grant nombre destrangers ; a envoie nostred. cousin Delbret, ung de ses gens devers le roy d'Angleterre⁽¹⁾, et lui a escript lettres faisant mention dud. mariage, afin que au parachevement dicellui led. roy d'Angleterre lui voulsit ayder et favoriser a y parvenir, et avec ce a eu plus^{rs} comunicacions et familiaritez pour cause dud. mariage avec les gens dud. roy d'Angleterre quil avoit envoyees aud. pays de Bretagne, tant ses ambaxadeurs que chiefs de guerre et autres, et a fait nostred. cousin Delbret sa residence et demeure en icellui pays de Bretagne, environ l'espace de troys ans, lesquelles choses icellui nostre cousin Delbret, comme il nous a fait par plusieurs foiz remontrer, il a faictes et attemptees depuis led. traicte faict aud. Nontron, en intencion et pour cause dud. mariage, comme dit est, esperant dung jour a autre y parvenir. Et aussi pour ce quil pretendoit droit en lad. duche de Bretagne, a cause de ses enfans par le moien de nostre cousine Francoyse de Bretagne, sa femme, considerant aussi que led. seig^r de Rieux, mareschal de Bretagne et autres, apres le trepas dud. feu duc Francoys, l'avoient receu et lui avoient fait serment comme a leur seigneur et duc de Bretagne, et lui en bailherent leurs scelles a l'occasion de quoy et de la resistance quil a faicte contre nous aud. pays pour cause dud. mariage, plus^{rs} grants scandalles, maulx, pilleries, meurtres et inconveniens irreparables se soient enfuiz en commettant par les dessusd. et autres, nos vassaulx et subjects, crime de leze majeste et autrement grandement delinquant envers nous justice et la chose publique de nostre Royaume, lequel nostre cousin, soy voyant empesche en l'accomplissement dud. mariage et fraude de son intencion a cause que depuis aucun temps en ca nostre beau pere, le roy des Rommains, dit avoir espouse par procureur⁽²⁾ lad. Anne de Bretagne, laquelle, souz cette cou-

(1) Henri, VII du nom, devenu comte de Richemont, en 1456, après la mort de son père Edmond Tudor. Au combat de Bosworth en Angleterre, le 22 août 1485, il défit Richard III, et se fit couronner roi, le 30 octobre suivant. Il mourut le 21 avril 1509. (Moréri)

(2) Ce mariage par procuration eut lieu en l'année 1489 ; le procureur fut le comte de Nassau. (Mézerai, *Hist. de Charles VIII.*)

leur, sest depuis nommee Royne des Rommains et de Hongarie. Considerant aussi le grant preiudice que cestoit et plus pourroit estre pour lavenir a nous, a nostre Royaume et à la chose publique dicellui, que la ville de Nantes vint es mains et obeissance dud. roy des Rommains, a quoy il tachoit et avoit plusieurs moiens pour y cuidoer parvenir. Esperant encore, nostred. cousin Delbret, et desirant parvenir aud. mariage, moiennant nostre bonne ayde et faveur, et aussi pource que les enfans de nostred. cousin Delbret, pretendent, comme dit est, avoir droit en lad. duche de Bretagne, a cause de nostred. feue cousine Francoyse de Bretagne (1), leur mère, et pour autres raisonnables causes et consideracions, ait puis aucun temps en ca fait certain traicte et appointment avec nous touchant la réduction en nostre obeissance desd. ville et cite de Nantes. Pour les causes dessusd. et autres aplain contenues aud. traicte par lequel et en faveur dicellui ayans entre autre choses promis restituer a nostred. cousin et sesd. serviteurs, en tous et chacuns leurs biens, terres et seigneuries, et leur remectre, quitter, pardonner et abolir toutes offenses cy devant par eulx commises aux causes dessusd. Lequel traicte, nostred. cousin ait nagueres fourny et accomply de sa part en reduisant icelle ville et cité de Nantes, en nostred. obeissance (2), comme il est notoire, et a ceste cause, nous ait nostred. cousin requis luy octroyer et impartir nosd. lettres de restitution et abolition, en ensuivant led. traicte. Pour ce est il que nous, les choses dessusd. considereez et le grant peril et danger de mort ou nostred. cousin led. seig^r de Saint-Cire et autres, sesd. serviteurs, se sont mis et exposes vertueusement en faisant la prinse et reduction de lad. ville, en quoy ils ont fait si tres grant service que on ne pourroit plus pour le bien et seurete de nostred. royaume et de toute la chose publique dicellui pour le temps present et avenir, affin de resister aux entreprinses de nos anciens ennemys les Angloys, qui, chacun jour sesforcent nous s^{re} grevance et damage, et lequel service sera et pourra estre cause et moien de promptement parachever la reduction totale dud. pays de Bretagne, des mains de plus^{rs} noz ennemys et adversaires qui sesforcent loccuper contre nous, aussi dobvier a plusieurs maulx et parvenir a pacification de tous differens, voulans a ceste cause accomplir de nostre part les choses par nous promises en icellui traicte, lequel nous avons

(1) Elle avait fait son testament le 1^{er} décembre 1481. (Léon Dessalles, *Histoire du Périgord*, tome III, p. 18.)

(2) Cette réduction eut lieu en 1491, par la trahison du sire d'Albret, outré de se voir supplanté dans son projet de mariage avec l'héritière de Bretagne par un prince allemand. (Mézerai, *Hist. de Charles VIII.*)

agreable et le tenons cy pour receu et incorpore en tant que besoing seroit et pour autres causes et consideracions a ce nous mouvans a nostred. cousin, le seigr Delbret, lesd. Odet Daydie et seigr de Saint-Cire, Regnault de Saint-Chamans dit de Lissac, Raymon de Saint-Maurice et autres gens et serviteurs de nostred. cousin, et ceulx qui les ont suiviz, serviz et accompagnez, este de leur aliance et a eulx adherens, aidvis et consentant a lencontre de nous, nostre royaume, pays, terres et seigneuries, nos gens, serviteurs et subgectz, avons remis, quicte, pardonne et aboly. et par la teneur de ces presentes de nostre certaine science, grace especial, pleine puissance et auctorite royal. En faveur et pour cause dud. traite et de laccomplissement dicellui, remectons, quictons, pardonnons et abolyssons tous et chacuns les cas et crimes dessusd. Ensemble, generalement tout ce quilz et chacun deulx pourroient avoir fait et commis envers nous, noz royaume, pays, seigneuries et subgects, ja soit ce que lesd. cas ne soient cy autrement specifiez, ne declarez ce que la condicion et qualite diceulx requist plus ample expresse declairacion desquels, pour consideracion que dessus, ne voulons et nentendons autre plus ample declairacion, estre fete que dessus est dit avecques toutes peines, offenses et amendes corporelles, criminelles et civiles, en quoy ilz, tant en general que en particulier, pourroient estre encouruz envers nous et la chose publique de nostre royaume, pays, seigneurie et justice, et les avons et chacun deulx pour les causes et raisons dessusd. qui touchent universellement le bien de nous et de nostred. royaume, et par edit general et perpetuel, reintegrez, remis et restituez, reintegrans, remectons et restituons, à leur bonne fame et renommée au pays, et a tous, et chacuns leurs biens, meubles, terres, seigneuries et possessions, quelque part quilz soient situez et assiz, quilz tenoient et possedoient et desquels ilz jouissoient auparavant lesd. guerres et divisions. Et pareillement en toutes et chacune les terres, seigneuries, possessions et biens qui, durant lesd. guerres et divisions, et quilz ont este aud. pays leur sont avenues et escheues ou a aucun deulx par successions, dons ou autrement en quelque manière que ce soit, et a icelles tenir et posséder et aussi a tenir et exercer tous offices et charges royaulx. Nous les avons, en tant que besoing seroit, declarez habilles et cappables, pour lesd. biens joir par eulx et leurs successeurs et ayant cause plainement et paisiblement, ensemble des fruitz, prouffiz, revenues et emolumens estans en nature, et qui nont point esté par nous donnez. Tout ainsi et par la forme et maniere quilz faisoient auparavant lesd. guerres et divisions, et quilz eussent peu ou pourroient faire, se neust este les main mise, arrestez, declairacions, confiscacions, incorporacion a nostre domaine, dons et choses intervenues et qui ensuyes aloccasion dicelles, sans ce que pour raison des choses dessusd. ou autres quelles quelles

soient, leurs circonstances et dependences, aucune chose leur soit ou a aucun deulx impute, querellee ou demandee ou a leurs successeurs ores ne pour le temps avenir, en quelque maniere que ce soit. Nonobstant lesd. main mise et quelconques arrestz de nos cours de parlement, sentences, jugemens, proces, procedures, declairacions, confiscacions, dons et quelconques autres choses a ce contr^{es}, lesquelles en faveur et pour cause dud. traictie nous avons irritez, cassez, adnulez et aboliz, irritons, cassons, adnullons et abolissons ensemble tout ce qui sen est ensuyvi de nostred. grace, pleine puissance et auctorite royal, cesd. present's et sur ce avons impose et imposons silence perpetuel a nostre procureur et a tous autres. Si donnons en mandement par cesd. presentes a nos amez et feaulz conseillers les gens de nostre grant Conseil, de nos cours de Parlement de Paris, Thoulouze, Bourdeaulx, Bourgogne, Eschiquier de Normandie, aux prevot de Paris, grant seneschal de Normandie, bailliz de Vermendoys, Victry, Meaulx, Meleun, Chartres, Montargis, seneschaux de Guienne, Xaintonge, Lymosin, Thoulouze, Périgort, Quercy, Beaucaire, Bazades, Agenoys, Rouergue, Armagnac, juges-mages de Thoulouze, Agenoys et Perigort, viguier de Figac et a tous nos autres justiciers et officiers, ou a leurs lieutenans, presens et avenir, et a chacun deulx sur ce requis et comme a lui appartiendra que de noz presentes grace et abolition, quittance, remission et pardon et de tout le contenu en ces presentes, ilz facent, souffrent et laissent nostred. cousin Delbret, lesd. de Saint-Circ, Daydie, de Lissac, de Saint-Maurice, leurs gens, serviteurs et autres, qui ont adhere avec eulx et a qui ce pourra toucher, et chacun deulx, joir et user pleinement et paisiblement sans que pour raisons des cas et choses dessusd. on leur puisse ne a aucun deulx faire mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donne ores ne pour le temps avenir aucun destourbier ou empeschement en corps ne en biens, en aucune maniere, lequel se fait ou mis leur estoit ou avoir este a ceste cause que mectent ou facent mectre incontinent et sans delay a pleine delivrance. En procedant par lesd. gens de nosd. cours, sommairement et de plain et sans figure de proces, a la veriffication et enterinement de cesd. presentes. Non obstant que les parties ne soient en personne aud. enterinement dont en faveur et pour cause que dessus et de loccupacion quilz ont a present en nostre service ou fait de nos guerres et autres, nos affaires nous les avons a chacun deulx relevez et relevons de nostred. grace par cesd. presentes, usage, stille, rigueur de droit et quelconques ordonnances a ce contraires. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir a besoin en divers lieux, nous voulons que aux vidimus d'icelle faictes soubz scel royal, soy soit adioustée comme a ce present original, et afin que ce soit chose ferme et estable a tousiours, nous avons fait

mectre nostre scel a cesd. presentes sauf en autres choses nostre droit et laultroy en toutes.

Donné a Nantes, au moys de mars, l'an de grace mil CCC quatre vingts et dix, et de notre regne le viii^e apres Paques.

Ainsi signé : par le roy, Monseig^r le duc de Bourbon (1),
les Seig^{rs} de Latremoille (2), de Graville (3),
du Bouchage, Demyolans, de Grimault, de
Lisle (4), de Saint-Andre (5) et autres presens
par mandement, visa et scelle en lac de soye
et cire vert.

Après ce que lesd. demandeurs esnoms que dessus, ont requis lenterinement desd. lettres dabolicion dessus transcriptes. Non obstant quilz ne fussent presents ne en leurs personnes a ce requerir, et que de la part dud. procureur général du roy en son grant Conseil, defendeur a lenterinement desd. lettres, a este debattu au contraire, et après que ce rapport en a este fait au roy, lequel a declare et ordonne que son vouloir, plaisir et intencion estoit que lesd. lettres dabolicion fussent enterinees, sans ce que lesd. demandeurs fussent presens et sans ce que autre solempnite y fut gardee; appoincte est que led. Conseil a enterine et enterine lesd. lettres dabolicion dessus transcriptes, a pur et a plain au prouffit et requeste desd. Delbret, Odet Daydie, Raymond de Cardilhac, Regnault de Saint-

(1) Pierre II, devenu duc de Bourbon, après la mort de son frère aîné Jean II. (Moréri.)

(2) Louis, II de ce nom, surnommé le Chevalier sans reproche, commandait les troupes royales à la bataille de St-Aubin-du-Cormier. (Moréri.)

(3) Louis Malet, sire de Graville, était un de ceux qui eurent le plus de crédit à la cour des rois Louis XI, Charles VIII et Louis XII. Il fut amiral de France, l'an 1486, se trouva à la journée de St-Aubin-du-Cormier, et suivit le roi Charles VIII à la conquête du royaume de Naples. (Moréri.)

(4) Jean du Mas, seigneur de l'Isle, reçut le 20 octobre 1486, du roi Charles VIII, le château et place de Renneville et fut pourvu par ce prince, le 26 octobre 1486, de l'office de grand-maitre enquêteur et réformateur des eaux et forêts de France. (P. Anselme, VIII, 899.)

(5) Guichard d'Alban, seigneur de Saint-André, envoyé en Guyenne, y réduisit à l'obéissance du roi plusieurs places qui favorisaient le parti du duc d'Orléans, puis étant passé en Bretagne avec les troupes qu'il commandait, il se joignit à l'armée du roi et se trouva à la journée de St-Aubin-du-Cormier. (Moréri.)

Chamans, Raymond de Saint-Maurice et de leursd. gens et autres qui les ont suiviz, accompagnez et este de leur aliance, et a eulx adherans, aydans et consentans, contenus et comprins en icelles lettres dabolicion, nonobstant chose dicte ou proposec au contraire, par led. procureur du roy en sond. grant Conseil.

Fait au grant Conseil du roy, à Tours, le vingtiesme jour de may mil CCCC quatre vingts et onze.

VILLEBRESME.

Collacion est fete.

(avec paraphe.)

Pour copie conforme :

F. DE BELLUSSIÈRE.



ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON (*Suite*).



Commune de Nontron (suite).

III. — INSTITUTIONS RELIGIEUSES.

Nous devons d'abord rappeler que le culte des pierres et des fontaines était particulièrement pratiqué par les Gaulois et que, notamment, le roc branlant de Potperdu, dans la commune de Nontron, fut affecté à ce culte dans la Combe-fadas, laquelle était contiguë à d'autres terrains dits à la Font-des-Prêtres. Ce roc existe encore et, quant à la fontaine des Prêtres, sur laquelle passe aujourd'hui le chemin de grande communication de Nontron au Bourdeix, ses eaux passaient autrefois pour avoir la vertu de guérir les fièvres.

Mais il y eut aussi, proche de Nontron et à l'endroit même où s'élève l'église de Notre-Dame des Clercs, une autre fontaine à dévotions beaucoup plus célèbre et qui dut être le

premier site de la contrée où fut plantée la croix du ¹¹^e au ¹²^e siècle, avant ou après l'évangélisation de ces contrées par saint Martial, les chrétiens ayant eu le soin de respecter, en ce qu'elles avaient de bon, les croyances d'alors, tout en les faisant converger vers les idées nouvelles. Plus tard, la croix fut remplacée par une petite chapelle qui, au ¹⁷^e siècle, devint l'église actuelle, ainsi qu'il résulte de ce qui suit :

§ 1^{er}. — *Chapelle de Notre-Dame du Reclusage ; chapelle et église de Notre-Dame des Clercs.*

Le pouillé de Nadaud, dont nous devons la communication à l'obligeance de M. l'abbé Lecler, dit à ce sujet :

« Notre-Dame des Clercs, 1635 ; ou chapelle de Notre-Dame du Reclusage où il y avoit un hermite en 1523. Etoit une chapelle rurale sous le patronage de la Sainte-Vierge (Assomption). »

Mais la chapelle de Notre-Dame du Reclusage, à laquelle l'église ou chapelle de Notre-Dame des Clercs a succédé, non en 1635, mais vers 1626, était de beaucoup plus ancienne et même bien antérieure au ¹³^e siècle, époque à laquelle il en est fait mention dans le testament d'Ilier de Magnac, du 5 des calendes d'octobre 1271, par lequel celui-ci lègue à la recluse de Nontron douze deniers : *Recluse de Nontronio lego duodecim denarios* (1).

(1) A ce sujet et en égard aux autres indications historiques contenues dans ce testament, déposé aux Archives des Basses-Pyrénées, il est utile d'en reproduire ici les extraits suivants :

« Ego Ilerius de Manhac, miles de Nontronio... sepulturam meam eligo in cimiterio ecclesie de Nontronio et lego dicte ecclesie septimum tricesimum gatgium et annuale meum et duodecim denarios renduales. Et lego capellano dicte ecclesie de Nontronio septem solidos semel solvendo duobus vicariis suis cuilibet tres solidos priori ejusdem loci quinque solidos pro sepultura et duodecim denarios renduales. Omnibus presbiteris ad diem sepulture mee presentibus lego unicuique septimum et unum lumen sive unam candelam. Domui elemosinarie dicti castri de Nontronio lego decem solidos semel solvendo. Recluse de Nontronio lego duodecim denarios. Recluse Sancti-Martiali de Valeta lego sex denarios. Domino

De 1271 au xvi^e siècle, nous n'avons trouvé rien d'écrit sur la chapelle du Reclusage ; mais vers la fin de ce siècle il en est fait mention dans les actes de l'état civil de Nontron :

« Le 16 may 1596, a este baptise en lesglise de Nostre-dame de Recluzade du simetiere de Nontron, Pierre Buffier... »

« Le 21 may 1597, baptesme de Georges Aguard, faict en la chapelle de Nostre-Dame de Reclusage... »

A partir de 1597, nous n'en trouvons aucune mention dans les actes de l'état civil jusqu'au 27 septembre 1627, date de l'inhumation de Jean de La Brousse dans la chapelle de Notre-Dame, suivie, dans la même année, de trois autres inhumations dans la même chapelle, évidemment reconstruite et assez vaste pour servir à des sépultures. Aussi

Pape unum obolum aureum. Domino episcopo Lemovicensi quinque solidos. Ecclesie Sancti-Stephani Lemovicensis septem solidos. Monasterio Sancti-Martialis Lemovicensis tres solidos. Monasteriis Sancti-Augustini, Sancti-Martini et Beate Marie de Regula Lemovicensis lego unicuique duodecim denarios semel solvendos. Domibus Sancti-Geraldi et Leprosorum domus dicti castri Lemovicensis cuilibet duodecim denarios, Fratribus predicatoribus et minoribus Pensou lego cuilibet ordini unam refectionem et ulterius ad edificia domorum suorum quinque solidos. Cuilibet conventibus et fratribus domorum de Petrosa, de Bosco cavo, de Brantolm, de Ligurio, de Pontanis, de Bosco Grosso, de Bosco Dahu, de Bonbonio lego singulis conventibus refectionem unam integram quas omnes refectioes volo fieri de pane, vino et pitancia. Ecclesie Sancti-Stephani de Ledros lego septimum et tricesimum et volo quod illa lampa quam ego teneo ibi perpetuetur et ardeat in divinis officiis de die et per totam noctem quod idem volo fieri de illa lampada quam teneo in capella Sancti-Stephani de Nontronio. Ecclesiis etiam Sancti-Martini pieti et de Milhac lego unicuique septimum et tricesimum et duodecim denarios renduales. Post obitum meum lego reparationi ecclesie mee de Nontronio trigenta solidos semel solvendos. Ecclesie Beate Marie de Podio decem solidos. Domui helesimonarie que est ad gradus ejusdem ecclesie quinque solidos. Ecclesie de Rupe amatori decem solidos. Ecclesie de Nauvert quinque solidos. Hospitali de Alto Passu decem solidos. Hospitali Rocide vallis decem solidos. Operibus sive edificio monasterii Sancti-Frontonis Petragoricensis quinque solidos... Templo et hospitali Jherusalem lego cuilibet quinque solidos. Ecclesie de Verlena duodecim denarios. Item lego fratribus minoribus unam refectionem in die sepulture mee... Volo quod Guillelmus et Guido filii mei... provideant fratri Helie de Manhac filio meo ordinis fratrum predicatorum ad vitam suam tantum in quinquaginta solidos... Guillelmum et Guidonem filios meos instituo heredes meos in omnibus bonis meis... Datum quinto decimo kalendas octobris anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo primo. »

voyons-nous que, jusqu'en 1704, les inhumations dans la chapelle ou église de Notre-Dame de l'Assomption ou des Clercs, vont en augmentant chaque année, sans distinction de classes, et que les principaux personnages de l'époque tiennent à honneur d'y être ensevelis.

Il résulte, d'autre part, de ces mêmes actes et de l'état des lieux, que la chapelle de Notre-Dame de l'Assomption, ou des Clercs, fut construite sur l'emplacement même de la chapelle de Notre-Dame de Reclusage, de 1625 à 1627.

Mais, à quelle cause attribuer cette construction nouvelle et d'où pouvait en résulter la nécessité, lorsqu'à douze mètres de là existait, dans le cimetière, une autre chapelle, dont l'un des principaux autels était dédié à Notre-Dame de Pitié, et dont les dimensions et le parfait état de conservation sont attestés par un procès-verbal du 30 mars 1772, en ces termes :

« Nous nous sommes transportés dans la chapelle appelée de St-Roch, située dans le cimetière, à la distance de la chapelle de Notre-Dame des Clercs d'environ trente-six pieds, dans un bel air ; laquelle chapelle a en longueur quarante-deux pieds, et autant en largeur par le haut, ayant trois petits autels à l'orient, le maître-autel au milieu, dédié à St-Roch ; à droite celui de Notre-Dame de Pitié, et à gauche celui de Ste-Catherine. Ladite chapelle, bien couverte et bien lambrissée, les murs très solides et en bon état... »

Quel besoin, disons-nous, y avait-il pour le culte de construire cet édifice en l'honneur de Notre-Dame dans une petite ville ayant déjà trois grandes églises, et dans chacune un autel particulier dédié à la Vierge ; plus deux chapelles, celle de l'hôpital et celle dont nous venons de parler ?

C'est en réponse à ces questions qu'il est utile de reproduire ici la tradition populaire ci-après, insérée dans nos *Notes historiques sur le Nontronnais*, auxquelles nous renvoyons pour plus amples détails :

« Vers 1625, des enfants jouaient aux quilles dans un vacant, situé à l'est de Nontron, entre la rue de la Croizette et le cimetière Saint-Mathurin, sur l'emplacement même de l'ancienne chapelle de Notre-Dame du

Reclusage, disparue depuis plus de vingt ans. L'un d'eux ayant lancé sa boule avec trop de vigueur la vit disparaître dans un fouillis de ronces en fleurs. L'enfant s'y étant introduit, aperçut sur le sol, récemment fouillé par des animaux, un coin de pierre sculptée que ses camarades et lui retirèrent de là. Cette pierre n'était autre qu'une statue de la Vierge, mutilée des deux bras et qui fut transportée processionnellement à la grande église paroissiale de Saint-Étienne, d'où elle revint, pendant la nuit, à sa première place. Grand émoi dans la ville entière et transfèrement de la statue dans une église moins isolée, c'est-à-dire à celle de Saint-François, sous la garde des Pères Cordeliers, surveillés eux-mêmes par des habitants peu crédules. Mais, peines et soins inutiles, la statue disparut de nouveau et, au point du jour, elle fut retrouvée à sa place de la veille. De là, résolution unanimement prise de construire à la Vierge une chapelle à l'endroit même indiqué par elle. »

Telle est la légende que, dans notre jeunesse, nous avons entendu conter plus d'une fois par les vieillards de l'époque, qui la tenaient eux-mêmes de leurs ancêtres, contemporains de cet événement ; et, s'il ne nous appartient d'en expliquer les côtés mystérieux, nous pouvons au moins signaler à l'appui les faits matériels et les événements postérieurs.

Ainsi, il est certain que sur l'emplacement dont s'agit, et de temps immémorial, il a existé une fontaine à dévotion, dont le puisard, intact, existe encore.

Il est certain que près de cette fontaine et après l'établissement du christianisme dans la contrée, vint s'établir un ermite qui, d'après Nadaud, était encore représenté en 1523.

Il est non moins certain que pour servir de demeure à cet ermite et pour l'exercice du culte ainsi que pour le service des pèlerins, il fut construit en ce même lieu une petite chapelle qui, en 1597, était encore debout et portait le nom de Notre-Dame de Reclusage.

Il est également avéré qu'en 1569 les huguenots campèrent sur un terrain contigu, qui depuis porta le nom caractéristique de Terre de l'Amiral, et que leur premier soin dut être de saccager la petite chapelle, ainsi qu'ils le firent des églises de Nontron, après la prise de la ville.

Il est donc plus que probable que la statue de la Vierge,

trouvée sur place, avait été prise dans cette chapelle et enterrée, après avoir été mutilée.

Il est, d'autre part, constaté qu'après 1597 il n'est plus question dans les actes de l'état civil de la chapelle de Notre-Dame de Reclusage, à demi ruinée par les huguenots et disparue définitivement. Qu'enfin, sur le même emplacement et vers 1625, on construisit une chapelle dédiée, à défaut d'ermite ou de reclus, à Notre-Dame de l'Assomption.

Plus tard, et comme si une puissance mystérieuse présidait constamment aux destinées de cette humble chapelle, celle-ci ne cessa de prospérer et de grandir, alors que les églises, les chapelles et les monastères périllicitaient successivement pour disparaître dans la tourmente révolutionnaire de 1790 à 1793. C'est ainsi que son modeste campanile triangulaire fut, en 1666, date gravée au-dessus du porche, remplacé par une large et haute tour carrée à trois étages.

C'est ainsi que sa nef carrée fut, de 1724 à 1726, prolongée et agrandie de deux chapelles latérales donnant à l'édifice la forme d'une croix latine, d'après un acte reçu Danède, notaire, le 23 mars 1724, par lequel Pierre Pastoureau, s^r de Goulières, ancien conseiller en l'Élection de Périgueux, syndic des Pères Cordeliers, fit sommation à Léonard de La Brousse et à Jean Forien, syndics de la chapelle de Notre-Dame des Clercs, de :

« Veiller et avertir leurs manœuvres de faire en sorte de faire souffrir en rien la maison appartenant aux dits Cordeliers et située dans le faubourg de la Croizette, en écrasant la maison voisine pour transférer les murs de la chapelle contre la maison du dit remontrant. »

Devenue, par suite, une petite église de trente mètres de long sur neuf de large, ayant trois autels dédiés : le principal à Notre-Dame de l'Assomption, et les deux autres à Saint-Joseph, à droite, et à Notre-Dame du Mont-Carmel, à gauche ; la chapelle commença par donner son nom de Notre-Dame à la rue du Cimetière.

Plus tard encore, et en 1781, l'église de Saint-Sauveur ayant été fermée pour cause de réparations, Notre-Dame

Reclusage, disparue depuis plus de vingt ans. L'un d'eux ayant lancé sa boule avec trop de vigueur la vit disparaître dans un fouillis de ronces en fleurs. L'enfant s'y étant introduit, aperçut sur le sol, récemment fouillé par des animaux, un coin de pierre sculptée que ses camarades et lui retirèrent de là. Cette pierre n'était autre qu'une statue de la Vierge, mutilée des deux bras et qui fut transportée processionnellement à la grande église paroissiale de Saint-Étienne, d'où elle revint, pendant la nuit, à sa première place. Grand émoi dans la ville entière et transfèrement de la statue dans une église moins isolée, c'est-à-dire à celle de Saint-François, sous la garde des Pères Cordeliers, surveillés eux-mêmes par des habitants peu crédules. Mais, peines et soins inutiles, la statue disparut de nouveau et, au point du jour, elle fut retrouvée à sa place de la veille. De là, résolution unanimement prise de construire à la Vierge une chapelle à l'endroit même indiqué par elle. »

Telle est la légende que, dans notre jeunesse, nous avons entendu conter plus d'une fois par les vieillards de l'époque, qui la tenaient eux-mêmes de leurs ancêtres, contemporains de cet événement ; et, s'il ne nous appartient d'en expliquer les côtés mystérieux, nous pouvons au moins signaler à l'appui les faits matériels et les événements postérieurs.

Ainsi, il est certain que sur l'emplacement dont s'agit, et de temps immémorial, il a existé une fontaine à dévotion, dont le puisard, intact, existe encore.

Il est certain que près de cette fontaine et après l'établissement du christianisme dans la contrée, vint s'établir un ermite qui, d'après Nadaud, était encore représenté en 1523.

Il est non moins certain que pour servir de demeure à cet ermite et pour l'exercice du culte ainsi que pour le service des pèlerins, il fut construit en ce même lieu une petite chapelle qui, en 1597, était encore debout et portait le nom de Notre-Dame de Reclusage.

Il est également avéré qu'en 1569 les huguenots campèrent sur un terrain contigu, qui depuis porta le nom caractéristique de Terre de l'Amiral, et que leur premier soin dut être de saccager la petite chapelle, ainsi qu'ils le firent des églises de Nontron, après la prise de la ville.

Il est donc plus que probable que la statue de la Vierge,

trouvée sur place, avait été prise dans cette chapelle et enterrée, après avoir été mutilée.

Il est, d'autre part, constaté qu'après 1597 il n'est plus question dans les actes de l'état civil de la chapelle de Notre-Dame de Reclusage, à demi ruinée par les huguenots et disparue définitivement. Qu'enfin, sur le même emplacement et vers 1625, on construisit une chapelle dédiée, à défaut d'ermite ou de reclus, à Notre-Dame de l'Assomption.

Plus tard, et comme si une puissance mystérieuse présidait constamment aux destinées de cette humble chapelle, celle-ci ne cessa de prospérer et de grandir, alors que les églises, les chapelles et les monastères périllicitaient successivement pour disparaître dans la tourmente révolutionnaire de 1790 à 1793. C'est ainsi que son modeste campanile triangulaire fut, en 1666, date gravée au-dessus du porche, remplacé par une large et haute tour carrée à trois étages.

C'est ainsi que sa nef carrée fut, de 1724 à 1726, prolongée et agrandie de deux chapelles latérales donnant à l'édifice la forme d'une croix latine, d'après un acte reçu Danède, notaire, le 23 mars 1724, par lequel Pierre Pastoureau, s' de Goulières, ancien conseiller en l'Élection de Périgueux, syndic des Pères Cordeliers, fit sommation à Léonard de La Brousse et à Jean Forien, syndics de la chapelle de Notre-Dame des Clercs, de :

« Veiller et avertir leurs manœuvres de faire en sorte de faire souffrir en rien la maison appartenant aux dits Cordeliers et située dans le faubourg de la Croizette, en écrasant la maison voisine pour transférer les murs de la chapelle contre la maison du dit remontrant. »

Devenue, par suite, une petite église de trente mètres de long sur neuf de large, ayant trois autels dédiés : le principal à Notre-Dame de l'Assomption, et les deux autres à Saint-Joseph, à droite, et à Notre-Dame du Mont-Carmel, à gauche ; la chapelle commença par donner son nom de Notre-Dame à la rue du Cimetière.

Plus tard encore, et en 1781, l'église de Saint-Sauveur ayant été fermée pour cause de réparations, Notre-Dame

devint l'église paroissiale, qualité qu'elle conserva après l'interdit définitif dont la première fut frappée, en 1784, par M^{re} Duplessis d'Argentré, évêque de Limoges.

Enfin, et comme si tout devait être mystérieux dans la fondation et dans l'existence de l'église Notre-Dame, c'est en vain que pour remédier à sa situation peu centrale, chacun des curés de Nontron a, de 1800 à 1872, entrepris de la remplacer par une autre ; tous leurs efforts sont restés stériles. Par contre, et lorsqu'il s'est agi de conserver à la vierge miraculeuse le temple de son choix, les obstacles se sont aplanis d'eux-mêmes ; le terrain nécessaire à son agrandissement est devenu libre, et l'on a retrouvé sans peine le concours populaire d'autrefois.

En 1865, et à peine installé dans la cure de Nontron, M. Lavergne, archiprêtre, ouvrit, en effet, une souscription pour la construction d'une église plus en harmonie avec la dignité du culte et avec les besoins de la localité. La question d'emplacement suscita les premiers obstacles, qui disparurent par enchantement dès que l'emplacement eut été fixé sur celui-là même de Notre-Dame. Les fonds abondèrent ; le 12 février 1872, le conseil de fabrique et le conseil municipal approuvèrent les plans et devis, dressés le 8 décembre 1871, par M. Mandin, architecte ; les travaux furent adjugés à M. Ducellier, entrepreneur, et la pose de la première pierre eut lieu le 1^{er} décembre 1872. La nouvelle église, livrée au culte en 1876, a cinquante-deux mètres de longueur, divisés en quatre travées, style du XIII^e siècle ; sa largeur est de dix mètres, et chacune des deux nefs latérales, formant la croix latine, a cinq mètres de plus. Au fond de la nef latérale, à droite, se trouve une chapelle privilégiée et dédiée à Notre-Dame des Ronces. C'est dans cette chapelle que se trouve la statue en pierre dont nous avons parlé, et qu'on a revêtue d'ornements pour en cacher les mutilations. Cette statue, qui pèse 70 kilos, a un mètre dix centimètres de hauteur. La tête, couronnée, nous paraît être de très vieux style, et sa robe étoffée et bien drapée a été, autrefois, peinte en bleu et rehaussée d'arabesques d'or, suivant l'usage du moyen-âge. Au-dessous de cette chapelle

se trouve une crypte et un petit couloir conduisant à l'ancienne fontaine à dévotions dont on a, en reconstruisant l'église, retrouvé intact le puisard. Les eaux de cette fontaine avaient la réputation de guérir diverses maladies et, particulièrement, les rhumatismes et la faiblesse des enfants rachitiques.

Quant à l'ornementation de la nouvelle église, on y remarque principalement les cinq verrières du chœur contenant, en vingt riches médaillons, façon du ^{xiii}^e siècle, la vie de la Sainte-Vierge. Ont participé à l'achat de ces vitraux, NN. SS. Donnet, archevêque de Bordeaux ; Dabert, évêque de Périgueux, Duquesnay, évêque de Limoges ; Sébeaux, évêque d'Angoulême, et MM. les doyens de l'arrondissement, au nom du pape Pie IX.

Les quatre vitraux du transept représentent les figures et les réalités de l'Eucharistie, ainsi que l'histoire du nouveau et de l'ancien Testament.

Enfin les six verrières des autres travées sont en grisailles et elles sortent, de même que les premières, des ateliers de M. Villiet, de Bordeaux. Elles ont été payées par les offrandes des congrégations de la paroisse, de la magistrature et du barreau, du clergé du canton et de divers souscripteurs.

La chapelle de Notre-Dame des Ronces a été entièrement construite, ornée et meublée aux frais de M^{re} Fonreau de Bussac.

L'autel et la statue de la chapelle du Sacré-Cœur ont été donnés par M. Ribault de Laugardière.

L'autel de Saint-Joseph l'a été par M. Lasescuras de Beynac.

La construction de l'église et son ameublement, y compris le grand autel, ainsi que les anciennes orgues de la cathédrale de Périgueux, ont été payés par la fabrique et en majeure partie par des souscriptions particulières, dont le détail sera reproduit plus loin.

Enfin, le beau chemin de croix et trois cloches supplémentaires, placés de 1882 à 1884, ont été également payés par des dons volontaires.

Il ne reste plus, pour achever l'œuvre, qu'à entreprendre

la reconstruction du clocher, s'il est impossible de s'en tenir au premier projet d'une restauration, qui nous paraîtrait préférable, ce clocher de 1666 étant le seul monument des siècles passés qui nous reste, et le seul souvenir de la piété de nos pères, ainsi que de la légende de Notre-Dame des Ronces.

Voici, maintenant, les preuves écrites desquelles il résulte :

1° Qu'après sa reconstruction, la nouvelle chapelle fut dédiée, non plus à Notre-Dame du Reclusage, puisqu'il n'y avait plus de reclus, mais à Notre-Dame de l'Assomption, ainsi qu'il est établi par les actes de l'état civil, à partir du 7 septembre 1627, date de l'inhumation de M. Jean de La Brousse, jusqu'en 1704, époque à laquelle il n'est plus fait mention des lieux de sépulture. Parmi ces divers actes, ceux de 1658 indiquent que les inhumations ont eu lieu dans la chapelle de Notre-Dame, de Notre-Dame de l'Assomption et, pour la première fois, dans la chapelle de Notre-Dame des Clercs, dénomination adoptée définitivement au xvii^e siècle.

2° Qu'à partir de la même époque la ville fut mise sous le patronage de Notre-Dame de l'Assomption, dont le 15 août de chaque année on célébrait la fête avec grande pompe ; ce qui fait dire à M. de Gourgues dans son *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, au mot Notre-Dame des Clercs : « Chapelle dans la ville de Nontron. Lieu d'anciennes processions. »

3° Qu'une confrérie, dite de Notre-Dame de l'Assomption et des Clercs, y fut établie, bien qu'il y en eût déjà quatre dans la paroisse, celles de Saint-Etienne, du Saint-Sacrement, de Notre-Dame de la Nativité et celle de Saint-Roc, dont nous parlerons.

La nouvelle confrérie fut d'ailleurs généralement adoptée et nous y voyons figurer des gens de toutes conditions, d'après les documents suivants :

Du 2 septembre 1652, acte d'inhumation de Léonard Eyriaud, sieur des Loges, bourgeois et syndic de Notre-Dame, dans la chapelle de Notre-Dame de l'Assomption.

Du 19 août 1683, devant Laud, notaire, compte-rendu des recettes de la confrérie de l'Assomption pour les années 1681-1682, par maître Etienne de Mazerat, « comme scindic et fabricant de la chapelle de Nostre-Dame des Clercs, à messire François-David de Boismorand de Fondenille, docteur en la Société de Sorbonne, prestre curé de Nontron, et à maistre Thibaud Forien, sieur des Salles, advocat en Parlement et juge de la dicte ville ; maistre Estienne Deyriaud, sieur du Peyrat, aussy advocat en la cour et juge d'Augignac ; François Forien, sieur des Roches ; Jean Eyriaud, sieur des Loges ; Jean Beausoleil, sieur de Ladorie ; Jean Eyriaud, bourgeois et maistre apothicaire, et plusieurs autres habitans de la presant ville. »

Du 7 décembre 1685, compte rendu par le même aux sus-nommés et, en outre, « à maistre Isaac de La Brousse, advocat en la cour, juge du marquisat du Bourdeix, et lieutenant de la presant ville ; Jean Forien, bourgeois et maistre chirurgien, » etc.

Du 17 août 1698, compte rendu, sous-seing privé, de la gestion finale du dit Etienne de Mazerat par son fils, François de Mazerat, aux ci-dessus nommés et à :

« Jean de La Brousse, sieur de Beaulieu ; Estienne Forien, sieur de Laborie, advocat en Parlement ; autre Isaac de La Brousse, aussy advocat en Parlement ; Estienne Pastoureau, sieur du Coutiran ; Jean Eyriaud, sieur de Barzeix ; Anthoine Mazière, marchand ; Pierre Eyriaud, aussy marchand ; Léonard Boyer, sieur de La Borderie, et plusieurs confrères... (Suit le compte détaillé du 24 octobre 1689 au 14 août 1694, et l'énumération du reliquat de :) « cent septente trois livres seize sols six deniers, présentement remis par le dit sieur Mazerat au dit sieur de La Borderie, scindic... ensemble le dit Mazerat luy a remis les petites piérieres et les croix et médailles dor et dargent de la dite chapelle que le dit feu sieur Mazerat avoit receu auparavant et qui luy avoient este remizes par le sieur Estienne Forien, scindicq en son vivant de la dite chapelle... Plus l'anneau dor que la demoiselle Dumaine avoit donné... Plus une liasse de papiers ou est le testament de feu Simon Eyriaud, maistre apothicaire, portant léguat a la dite chapelle de neuf cens livres... Plus il a remis la bulle de la dite confrairie... »

La date de cette bulle n'est malheureusement indiquée, et il nous faut la rechercher entre 1627, date de l'inhumation de Jean de La Brousse, et 1652, date de celle de Jean Eyriaud, qui ne fut point le premier syndic de la confrérie. Il est donc probable que la date de la bulle est celle de 1635, dont parle le pouillé de Nadaud.

Du 13 août 1721, quittance privée à M^e Joseph de Mazerat, syndic sortant, et signée par M. Albert, curé ; de La Brousse, syndic ; Forien des Chapoulies, Fourien, Boyer, Pastoureau, Arbonneau, Beaulieu de La Brousse, Pierre Patoureau, Favard de Fombelle, Deyriaud, Delapousge, Laborderie, Blancheton, Isaac Marchapt.

4° Qu'une société de secours mutuels fut établie en faveur des membres de la confrérie de Notre-Dame, d'après l'acte suivant :

« Du 22 octobre 1775, devant Boyer, notaire... sont comparus dans l'assemblée des confrères de la confrérie de Notre-Dame des Clercs de la présente ville, sieur François Delapousge, bourgeois, syndic honoraire ; M^r maître François Feuillade, sieur de Bosredon, docteur en médecine ; Jean Villedary, sieur des Termes, avocat en la cour, syndics de la dite confrérie, lesquels ont dit que dans l'entière persuasion où ils étoient de la charité de leurs confrères et pour se conformer aux statuts synodaux du diocèse publiés en 1619, ils auroient annoncé le 15 août dernier, par un placard attaché à la principale porte de la chapelle, leur intention relative à l'établissement d'un bureau de charité à perpétuité et auraient même fait quêter les jours de fête de la Vierge... Ils ont à ces fins convoqué leurs confrères pour demander leur avis, et ont représenté deux listes de pauvres confrères secourus par la confrérie en 1693... ensemble un acte du 25 juin 1747 par lequel il paraît qu'à cette dernière époque les pauvres confrères avoient été secourus d'une somme de cinq cents livres. Les confrères ont d'une voix unanime déclaré qu'il convenoit d'établir, comme ils établissent par ces présentes, un bureau perpétuel de charité pour tous les confrères et confrères qui seront dans le besoin, les réparations de la chapelle, des ornements de l'église et frais du service divin prélevés de la quête qui sera faite dans la chapelle les jours de fête de la Vierge ou autres et dont le montant sera mis dans un tronc de charité, placé dans la chapelle de Notre-Dame du Mont-Carmel, de celles pour les réparations et pour les âmes du Purgatoire en cas de nécessité urgente ; de la libéralité des confrères aussi en cas de nécessité, vu qu'ils payent les minis-

tres qui officient dans la dite chapelle ; comme aussi il convenoit de choisir trois personnes de l'un et de l'autre sexe pour visiter les malades indigens qui seront chargés de donner avis aux syndics de l'état des confrères et des secours dont ils auront besoin, et sur l'avis des dits visiteurs et leur mandat les dits syndics seront autorisés de donner à chaque malade, et par jour, trois sols, même quatre sols s'ils le jugent à propos... Que s'il se trouve quelque confrère qui, à raison d'infirmité, caducité ou autres accidents, soit hors d'état de gagner sa vie, les dits confrères autorisent les dits syndics de leur délivrer sur les mandats des dits visiteurs trois, même quatre sols par jour, eu égard au prix des objets de première subsistance sur les mandats des visiteurs... Les dits confrères déclarent nommer Jean-Baptiste Degrandcoing, maître en chirurgie, et Pierre Agard pour visiter les pauvres confrères tant en santé que maladie ; Marie Verpromy, épouse de Pierre Laroussarie, pour visiter les pauvres confrères... Et ont signé les sieurs Lapouge, Feuillade, Villedary, Pierre Dufraisse, sieur de Bosredon ; Jean Bosselut, sieur de La Borie ; Mery Fonreau, Jean Boyer, sieur de La Jante ; François Mazière, sieur du Reclaud ; François Chabaneau, Léonard Villariaud, Etienne Ratineaux, Jean Peri, Méri Pecon, Jean Ribieras, Jean Agard et Grandcoing, visiteurs, Verpromy et non Nicolas Faye, Jean Thevenet et autres confrères qui ont déclaré ne savoir. »

5° Que la première construction de la chapelle fut faite au moyen de collectes et de souscriptions particulières, et que cette chapelle était propriété privée, ainsi qu'il résulte de l'acte ci-après :

« Ce jourd'huy, 25^e de février 1781... Dans la chapelle de St-Joseph de la chapelle de Notre-Dame des Clercs, pardevant Boyer, notaire... Les confrères de N.-D. des Clercs, convoqués aux formes ordinaires, M^e Jean Villedary, sieur des Termes, avocat en Parlement ; M^e Feuillade, sieur de Bosredon, docteur en médecine, et Baylet, sindics de la confrairie... On dit que Monseigneur l'évêque de Limoges ayant rendu une ordonnance pour transférer les offices de la paroisse de Saint-Etienne dans la chapelle de Notre-Dame des Clercs, elle aurait été publiée ce matin... Que cette ordonnance, rendue sans que les sindics et confrères aient été ouïs, parait visiblement surprise de la religion du seigneur évêque, n'étant pas possible d'imaginer que la paroisse ayant une église vaste et étendue et susceptible de peu de réparations, Sa Grandeur ait déterminé de préférence l'office dans une petite église qui ne lui appartient pas, mais bien aux confrères qui l'ont faite édifier et réparer et orner à leurs dépens, si on avait exposé

vrai à Sa Grandeur... » (Les confrères consentent cependant à céder leur chapelle provisoirement et pendant le temps nécessaire à l'exécution des réparations de l'église paroissiale ordonnées par délibération des habitants de septembre dernier.) ... « Ils requièrent des syndics et les autorisent à faire état et procès-verbal de la dite chapelle de Notre-Dame, et surtout des effets et ornements, mobilier, papiers et vases sacrés, et de s'en charger pour iceux n'être employés qu'aux cérémonies particulières des fêtes de la très Sainte-Vierge, de veiller soigneusement à la conservation du temporel, droits et casuels de la présente chapelle et pour les services dus aux confrères... Ont signé : Maître François-Thibaud Fourien de Villopré, avocat en la cour ; Bertrand Viellemard, Jean Bousselut de Laborie, François Mazières, bourgeois, Eymery Fonreau, François Cholet, bourgeois, François Lavaud, teinturier ; Pierre Agard, chirurgien ; Jean Péry, maître écrivain ; Jean Boyer-Lajante, bourgeois ; Jacques Quilhac, cordonnier ; Léonard Faye, arquebusier ; Izaac Escousseau, huissier, Léonard Faye, boucher ; Pierre Coucy, meunier ; Jean Neurry et Jean Gros, tailleurs ; Jean Dudouble, tailleur ; François Mazières, cordonnier ; Jean Vignaud, cabaretier ; Antoine Bouchaud, tailleur de pierres ; Jean et François Bloys, menuisier et tailleur ; Guillaume Ducourtieux. »

6° Qu'à partir de 1781, la chapelle de Notre-Dame des Clercs devint église paroissiale, ainsi qu'il appert de l'acte précèdent et de cette mention, transcrite sur les registres des actes de l'état civil :

« Le 27 février 1781, nous avons, conformément à l'ordonnance de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque de Limoges, en date du 20 du même mois, à cause du défaut de confection des réparations par lui ordonnées en son cours de visites du 28 août 1779, transporté dans l'église de Notre-Dame le Très-Saint Sacrement et les fonds baptismaux de l'église paroissiale, pour être la dite église prieuriale tombée, par le défaut susdit, dans l'interdiction ; le dit transport fait par nous soussigné, vicaire, accompagné de la justice en corps et foule de personnes. M. le curé, détenu en chambre par infirmités, et qui nous a lui-même dicté et écrit sur un registre le dit acte de translation, et l'a signé avec nous : Turcat, curé de Nontron ; Ratineau, vicaire. »

7° Qu'enfin la confrérie de Notre-Dame des Clercs fut fondée, bien qu'il y en eut déjà quatre dans la paroisse, et fut adoptée avec enthousiasme par des fidèles de toutes condi-

tions et placée bientôt au premier rang, ainsi qu'il résulte des actes ci-dessus et des deux suivants :

« Du 21 mai 1747... Pardevant M^e Grolhier, notaire... dans la chapelle de Saint-Joseph de Notre-Dame des Clercs, ont été présents les principaux confrères de la confrérie de l'Assomption de Notre-Dame des Clercs et de celles de la ville... Lesquels ont nommé M. M^e Jean Forien, sieur des Chapoulies, avocat en la cour, et Pierre Allemand, sieur de La Boueyge, procureur d'office, pour et au nom de toutes les confrairies et paroisses de la ville, transiger avec M^r Jean de Labrousse, sieur Dubosfrand, juge de la dite ville, comme héritier bénéficiaire de Léonard Roy, par suite de légat réglant à quinze cents livres ce qui serait du, dont cinq cents livres seroient attribuées à la subsistance des pauvres et le surplus placé convenablement... Ont signé : Clédât de Laborie, curé ; Patoureau, Forien des Chapoulies, Boyer de Laborderie, Allemand, le chevalier de Masfrand, Labrousse du Peyrat, Pastoureau du Coutirant, Parcellier, de Mazerat, Labrousse de Lagrange, Feuilhade, Pastoureau de la Serve, Labrousse du Bosfrand, Grolhier du Reclaud, Pierre Feuilhade, Ribadeau, P. Astelet, G. Dumas, Jalahihat, Arbonneau, N. Houmeaux, C. Martin, Noël Rastineaux, F. Mercier, Pierre Delapouraille, Jean Péry, François Dudouble, P. David, F. Mazière, F. Lavaud, Grolhier, not. roy. »

Voici maintenant le dernier acte de nomination de syndics par les confrères :

« Le 15 juillet 1781, pardevant M^e Lapouge, notaire royal... Après midy et issue de vêpres, dans la chapelle de St-Joseph, dépendant de la chapelle de Notre-Dame des Clercs... nomination de sindics en remplacement de MM. Villedary et Feuilade, en la personne de MM. François-Thibaud Fourien de Villopré, avocat, et Guy Tamagnon, procureur en la juridiction de cette ville... Ont signé : Turcat, curé ; de Mazerat, avocat et juge de Nontron ; Pastoureau du Coutirant, procureur d'office ; de Mazerat fils, avocat ; Couvrat-Desvergnès, Couvrat, Pastoureau de Labesse, Ribadeau du Mas, Mazière du Reclaud, Cholet de Labrousse, Allemand de La Boige, F. Chabaneau, meunier ; F. Dudouble, sergetier ; Victor Yonet, tapissier ; Jean Delapouge, tailleur ; Etienne Ribadeau, sieur du Maine, bourgeois ; J. Deribieras, tisserant ; F. Bernard, coutelier ; J. Lapouge, charron... »

Si, maintenant, et en dehors des membres de la confrérie, nous recherchons quels furent les bienfaiteurs de la cha-

pelle de Notre-Dame des Clercs, nous en trouvons de deux sortes : 1° Les familles qui tinrent à honneur d'y être ensevelies de 1627 à 1704, époque à laquelle la permission dut en être retirée, et parmi lesquelles on distingue celles des de Labrousse, Cholet, de Mazerat, Eyriaud, de Laubière, Pourtem, Peyrot, Forien, de Marandat, Faure, Laud, Pecon, Pastoureau, Agard, Rastineau, de Rouffignac, du Reclus, de Masfrand, Basset, Favard, Texier, Feuillade, Delapousge, etc.

2° Les donations par testament, dont nous ne rappellerons que celles relatives aux réparations et constructions desdites chapelle et église, à l'ameublement et à l'ornementation :

Du 28 octobre 1663, devant Vielhemart, notaire royal, testament de Pierre Madagon, bourgeois, qui veut être enseveli dans la chapelle de Notre-Dame des Clercs, à laquelle il lègue dix livres, outre les trente léguées par Anne Laud, sa femme, pour être employées à la réparation de ladite chapelle.

Du 8 juillet 1670, même notaire, testament par lequel Pierre Eyriaud, curé d'Hautefaye, veut qu'il soit donné à la chapelle de Notre-Dame de Nontron un ciboire et un calice d'argent, le tout de la valeur de cinquante écus et entend que ledit calice et ciboire servent journellement dans ladite chapelle, sans qu'il soit permis à qui que ce soit de les transporter ailleurs.

Du 3 mars 1678, devant Laud, notaire royal, testament de Jeanne de La Brousse, femme de Joseph de Mazerat, laquelle lègue « à la réparation de la chapelle de Nostre-Dame des Clercs la somme de dix livres, pareille somme à l'esglise des dames religieuses de Sainte-Claire, et pareille somme aux dames de la Charité. »

Le 27 septembre 1693, devant Delapousge, notaire royal, Henry Dupeyroux, bourgeois, lègue « aux réparations de la chapelle de Nostre-Dame des Clercs la somme de dix livres. »

Du 26 novembre 1712, devant Boyer, notaire royal, François Agard, clerc, lègue cinquante livres « à la chapelle de Nostre-Dame des Clercs, partie pour les réparations et partie pour les messes à faire dire pour les confrères. »

Le 14 août 1721, décès de François de Mazerat, lequel

avait légué trente livres à Notre-Dame des Clercs, suivant quittance du 18 août 1726, donnée à dame Marie Eyriaud, sa veuve, par MM. de La Brousse et Forien, syndics, pour, y est-il dit : « vingt livres au moyen des pierres que nous avons pris pour la bâtisse de Nostre-Dame, et la somme de dix livres en argent. »

Le 31 septembre 1743, Bertrande Pastoureau, épouse Feuillade, lègue à la chapelle de Notre-Dame des Clercs trente livres pour la décoration du principal autel de la Sainte-Vierge.

Enfin, parmi les legs modernes, signalons celui fait en 1872 par M^{me} veuve Lapeyronnie, née Feuillade, de la somme de trois mille francs, à charge de services religieux, ledit legs, converti en un titre de rente du 20 janvier 1873, après avoir été complété par M. Edouard Patoureau, son héritier.

La chapelle de Notre-Dame des Clercs ayant été ainsi agrandie, reconstruite en partie et convertie en église paroissiale, nous n'avons rien à signaler la concernant jusqu'en 1789 et 1790, époque à laquelle il fut question de la dépouiller de son argenterie, au mépris des droits de propriété de la confrérie et du testament ci-dessus du 8 juillet 1670 faisant défense à qui que ce soit de la transporter ailleurs. C'est ce qui résulte des documents suivants extraits du registre du conseil municipal de la commune de Nontron :

« Le 2 novembre 1789, le conseil et les électeurs de la commune, assemblés en la manière accoutumée... désirant se conformer au décret de l'assemblée nationale et donner des preuves du patriotisme dont ils sont animés, ont arrêté que l'argenterie des églises de cette ville qui sont à la disposition de la commune, et qui ne sera pas jugée nécessaire pour la célébration avec décence du culte divin, sera le plus tôt possible envoyée à l'hôtel des monnoies le plus prochain, dont il sera pris un récépissé au nom de la commune de cette ville. En conséquence, le conseil et les électeurs nomment pour commissaires... pour avec M. le curé et MM. les syndics des associations de Notre-Dame des Clercs et de la Nativité et de Saint-Roch, vérifier toute l'argenterie appartenant aux dites associations, déterminer celle qui est indispensablement nécessaire pour la célébration du service divin, après quoi les dits commissaires feront l'envoi du surplus à l'hôtel des monnoies et donneront décharge aux syndics de ce qui

sera envoyé. Les mêmes commissaires se transporteront chez les révérends pères frères mineurs conventuels et les dames religieuses de Ste-Claire de cette ville pour les inviter, ainsi que les syndics de la confrairie de la Nativité de la Vierge, à imiter l'exemple de la commune... »

« Aujourd'hui, 9 novembre 1789, à huit heures du matin, dans la chapelle de Notre-Dame des Clercs de la ville de Nontron, servant actuellement d'église paroissiale, pardevant les commissaires soussignés, se sont présentés M. Jean-Baptiste Turcat, curé, ainsi que MM. François-Thibaud Fourien Devilopret, avocat en la cour, et Guy Tamagnon, procureur, en qualité de sindics de ladite chapelle... Avons fait faire lecture à haute voix du décret de l'assemblée nationale du 29 septembre dernier, contenant invitation aux archevêques, évêques, curés, chapitres, supérieurs des maisons et communautés séculières et régulières de l'un et de l'autre sexe, municipalités, fabriques et confrairies, de faire porter à l'hôtel des monnoies le plus prochain toute l'argenterie des églises, fabriques, chapelles et confrairies qui ne sera pas nécessaire pour la décence du culte divin, ensemble la délibération prise le deux du présent mois... Avons prié et requis premièrement le dit curé de vouloir bien nous faire la représentation de toute l'argenterie servant au culte divin et appartenant à la paroisse... A laquelle réquisition le dit curé inclinant, il nous a sur-le-champ représenté : 1° un calice d'argent de grandeur moyenne, doré en dedans, en assez bon état ; 2° un autre calice aussi d'argent, fort petit, et plus qu'à demi usé ; 3° un soleil ou ostensor d'argent d'une grandeur raisonnable, et en assez bon état ; 4° un ciboire d'argent assez grand, mais fort vieux et dans un état bien peu digne de l'usage sacré auquel il est destiné ; 5° un ensensoir également d'argent, mais fort vieux et presque tout faucé ou brisé ; laquelle argenterie le dit sieur curé nous a dit être la seule appartenant à la paroisse, et qui nous a paru, ainsi qu'à lui, être indispensable pour la célébration du culte divin de la paroisse, en observant de plus que la dite argenterie, bien loin d'offrir du superflus, est au contraire insuffisante et dans un état de détérioration qui réclame le zèle et l'attention de tous les paroissiens pour la remplacer par d'autre qui soit plus convenable à la décence du culte dans une grande paroisse... »

Sur pareille réquisition faite aux syndics de la confrérie de Notre-Dame des Clercs, le sieur Fourien, tout en protestant de son désir de se conformer au vœu de l'assemblée nationale, fit observer :

« Qu'un tel abandon ne pouvait être fait qu'en assemblée préalable des confrères et la participation des supérieurs ; qu'il serait convenable de se

guider en ceci sur l'exemple des capitales où il n'avait été fait encore aucune remise de ce genre, notamment à Périgueux, où l'on n'avait reçu aucune instruction à ce sujet... »

Des 10, 14 et 15 janvier 1790, délibérations et informations relatives à la remise de l'argenterie de ladite confrérie. Les témoins entendus disent que ledit sieur Fourien :

« Engageait les confrères à ne pas livrer les lampes d'argent et leur faisait observer que le tabernacle de la chapelle était fort vieux et que le clocher de l'église avait besoin d'une flèche, ce qui les obligeait à conserver toutes leurs ressources. »

Du 16 janvier 1790, délibération du conseil et des électeurs qui décident :

« D'adresser à l'assemblée nationale un mémoire pour lui faire connaître le refus fait par M. Fourien, l'un des syndics de Notre-Dame de faire la représentation de l'argenterie dont il est détenteur. »

Du 8 mars 1790, déclaration transmise au conseil par MM. Fourien de Villopré et Tamagnon, syndics de la chapelle et de la confrérie de Notre-Dame des Clercs, dans laquelle ils exposent que :

« Nommés sindics le 15 juillet 1781, en remplacement de MM. Vildari, avocat, et Feuillade, médecin, ces derniers n'ont pas rendu leurs comptes ni remis les titres et papiers de la dite chapelle, et que cette chapelle possède : 1° une rente de quinze livres sur une maison à Nontron, par contrat du 23 novembre 1721 ; 2° une terre d'un journal et demi joignant, du couchant, au chemin de servitude de la fontaine Saint-Mathurin à Lanouaille ; 3° un pré non loin du village de La Francherie ; 4° une terre de deux journaux, aux appartenances de La Francherie ; 5° un obit de vingt livres sur un domaine de Lafarge, appartenant au sieur Ladorie ; 6° argenterie remise au sieur Fourien : trois calices d'argent, de 21, de 19 et de 12 marcs ; un ostensor de 48 onces ; un plat et deux burettes de 22 onces ; deux ciboires, trois patènes et deux couronnes du poids de 48 onces ; deux lampes de pareille matière de huit marcs ; une troisième uniforme de 8 marcs 4 onces, enfin l'image de la Vierge en pied de la hauteur de 14 pouces, en argent, pesant avec son pied d'estal, enrichi de plaques, 80 onces ; 7° les ornements ; 8° le casuel ou produit d'offrandes de la part des confrères, peut s'élever chaque année à la somme de 240 livres. »

Du 7 mai 1790, le conseil de la commune ordonne que :

« L'argenterie des trois confréries des deux chapelles de Notre-Dame des Clercs, de la Nativité et celle de Saint-Roch, à l'exception de celle nécessaire au service du culte, sera incessamment vendue et le produit affecté aux besoins des pauvres valides et invalides, et à parachever les travaux commencés, et que les syndics qui en sont dépositaires devront en faire la remise... »

Du 13 mai 1790, par autre délibération et sur le refus de M. Fourien de livrer l'argenterie de la confrérie, le conseil ordonne :

« Qu'il en sera déferé à l'assemblée nationale, et que le syndic sera poursuivi en justice pour l'y contraindre. »

Le 21 septembre 1790, le procureur de la commune expose au conseil :

« Qu'il existe dans cette ville une église appelée Notre-Dame des Clercs, appartenant aux habitants, et où se font depuis 1781 les fonctions de la paroisse ; qu'il existe dans cette même église une confrérie dont on ignore l'époque de l'établissement, qui est sous l'invocation de l'Assomption de Notre-Dame ; que cette confrairie est administrée par deux syndics qui, depuis 1781, n'ont point été renouvelés ni rendu compte de leur administration et qu'il y a lieu d'y pourvoir... Le conseil ordonne qu'il sera procédé par élection à la nomination de nouveaux syndics, et que les anciens rendront leur compte dans la quinzaine... »

Du 3 octobre 1790, nomination par le conseil municipal de nouveaux syndics, moins difficiles que les premiers à exécuter les ordres du conseil.

Le 27 décembre 1790, remise des livres de la confrérie, consistant en :

« Deux cahiers, l'un commencé en 1775 jusqu'en 1779, arrêté par M. de Maunac, vicaire général de M^{gr} l'évêque de Limoges, en cours de visite le 28 août 1779, et le second depuis cette époque jusqu'en 1783... »

Le conseil nomme une commission pour recevoir les comptes.

Du 31 octobre 1792, inventaire par les délégués du conseil et transport à la maison commune, par les nouveaux syndics de la confrérie de Notre-Dame des Clercs, des objets suivants :

« 1° Un soleil ou ostensor ; 2° deux calices ; 3° un ciboire ; 4° une image de la Vierge ; 5° trois lampes, deux moyennes et une grande ; 6° deux patènes ; 7° deux burettes ; 8° une navette avec sa petite cuiller ; 9° un encensoir ; 10° deux couronnes ; 11° un plat ; le tout d'argent d'un poids de 45 marcs et demi, y compris le pied en bois sur lequel est placé l'image de la Vierge et les deux verres de l'ostensor... De tous lesquels effets le corps municipal donne décharge aux citoyens syndics et arrête qu'ils seront apportés sur le champ au directoire du district, à telles fins que de droit... »

Mais, après l'argenterie des confréries, vient le tour de celle des églises, et le 24 frimaire, an II de la République française, une et indivisible (24 novembre 1793), procès-verbal de l'argenterie enlevée de l'église de Notre-Dame des Clercs :

« 1° Un ostensor ; 2° trois calices avec leurs patènes ; 3° deux custodes avec leurs couvercles ; 4° un encensoir avec sa navette ; le tout pesant 22 marcs cinq onces... »

Le 27 nivôse an II (27 janvier 1794), nomination d'un commissaire chargé de porter à Paris l'argenterie des églises.

La spoliation marcha rapidement, on le voit, et pas n'est besoin d'ajouter que les immeubles avaient été déjà vendus nationalement en 1791 et 1792, ainsi que nous le constaterons plus loin, à l'exception de l'église qui servit d'abord d'atelier pour la fabrication du salpêtre, en exécution d'un arrêté du conseil municipal du 20 pluviôse an II ; et, plus tard, à loger les prisonniers de guerre ; ce qui permit, à défaut des autres églises aliénées, d'y reprendre, de 1801 à 1802, la célébration du culte divin.

Ce ne fut donc qu'après le Concordat du 15 juillet 1801 et la loi du 8 avril 1802, que le culte catholique fut rétabli dans l'église Notre-Dame, et que ce culte put y être dignement célébré, grâce au concours et aux dons des fidèles, de cette

époque jusqu'à nos jours. C'est ainsi qu'il a dû être pourvu successivement :

1° A l'achat et au rétablissement des cloches, les anciennes ayant eu le sort de l'argenterie ; ce qui fut commencé en 1809, renouvelé en 1823, 1824, et complété en 1882 ; de telle sorte que la sonnerie actuelle se compose de cinq cloches portant chacune les inscriptions suivantes :

N° 1 : « Une croix, une fleur de lis. En septembre 1824, j'ai été bénie sous l'invocation de Sainte-Marie, par M. Bost, curé et archiprêtre de Nontron. — Une main à l'index étendu. — Fut parrain, M. L. Marcillaud de Bussac, maire. — Mairaine, dame Henriette-Sophie Verdin, épouse de M. Delanoue, conservateur des hypothèques à Nontron. — Forgeot, fondeur. »

N° 2 : « Parrain, M. Michel-Hyppolite Durand-Durepaire, sous-préfet de Nontron. — Mairaine, dame Marie-Virginie Ducluzeau, épouse de M. Grohler-Mirtil. — M. Bost, curé de Nontron. — 1823. — Augustin Martin, fondeur. »

N° 3 : « Une croix. — 1882. — Guillaume Laugerie, maire. — J.-B. Lavergne, archiprêtre. — J. Léonide comte de Sabran-Pontevès, parrain ; Elisabeth de Cosnac, comtesse de Lestang d'Hust, mairaine. — Joséphine Léonide Elisabeth. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. — Une croix. — Vierge avec l'enfant Jésus. — Cœur de Jésus. — Cœur de Marie. »

N° 4 : « Une croix. — 1882. — Emile Duvoisin, président de la fabrique. — J.-B. Lavergne, archiprêtre. — Pierre-Henri Ribault de Laugardière, parrain. — Anne-Marie Pilté, veuve Javerzac, mairaine. — Paroisse de Notre-Dame de Nontron. — Henriette-Anne-Marie. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. — Une croix. — Vierge écrasant le serpent. — Cœur de Jésus. — Cœur de Marie. »

N° 5 : « Une croix. — 1882. — Je suis la cloche des Anges. — J'ai pour parrains et pour mairaines les enfants de Nontron de l'âge de un an à sept ans. — Angéla. — Une croix. — La Vierge Assomption. — Cœur de Marie. — Cœur de Jésus. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. »

2° A l'achat des vases sacrés, offerts, en partie, par les fidèles, notamment par M. Lapouraille, vicaire, et par sa sœur, M^{me} veuve Laroche, qui acquit également une statue de la Vierge en argent, sur le modèle et les dimensions de celle vendue en 1793.

3° A la recomposition des confréries et au renouvellement des processions de la Sainte-Vierge et de Saint-Roch qui, jusqu'en 1866, donnèrent lieu, au profit de la fabrique, à la vente des rubans blancs et bleus, dont se paraient les confrères, ainsi qu'à des enchères publiques pour avoir l'honneur de porter les statues et les bannières.

De ces deux processions, celle de l'Assomption a été maintenue, ainsi que la procession rurale de l'Ascension ; mais il n'en a été de même des grandes et antiques processions usitées en temps d'épidémie, de sécheresse et autres calamités publiques, dans lesquelles figuraient deux anciens reliquaires, que leur peu de valeur vénale a préservés jusqu'à ce jour.

Quant aux confréries, elles ont été remplacées par plusieurs autres, notamment par celles des Dames Chrétiennes, du Sacré-Cœur, des Enfants de Marie et de la Ste-Enfance.

4° A la reconstruction de l'église, commencée en 1872 et terminée en 1876, moins le clocher, à réparer ou à reconstruire, ainsi que nous l'avons déjà dit.

5° Et, enfin, à l'ornementation et à l'ameublement de cette église, au sujet desquels nous devons, comme nous l'avons fait pour le passé, donner quelques détails ainsi que la liste des nouveaux bienfaiteurs.

D'abord, et à quelques centaines de francs près, voici le montant de la reconstruction, de l'ameublement et de l'ornementation de l'église Notre-Dame des Clercs, à partir du 28 juillet 1872 jusqu'en 1885, savoir :

1° Achat de maison et jardin pour l'agrandissement de l'église et travaux de construction, y compris le chemin de ronde et la chapelle de Notre-Dame des Ronces...	85,000'
2° Pavage de l'église et mosaïque du chœur.....	7,000
3° Vitraux	10,000
4° Grilles en fer	3,500
5° Balustrade en bois de la tribune.....	575
6° Autels, chaises et confessionnaux.....	12,000
7° Chemin de croix.....	4,600
8° Anciennes orgues de la cathédrale de Péri-	

*

époque jusqu'à nos jours. C'est ainsi qu'il a dû être pourvu successivement :

1^o A l'achat et au rétablissement des cloches, les anciennes ayant eu le sort de l'argenterie ; ce qui fut commencé en 1809, renouvelé en 1823, 1824, et complété en 1882 ; de telle sorte que la sonnerie actuelle se compose de cinq cloches portant chacune les inscriptions suivantes :

N^o 1 : « Une croix, une fleur de lis. En septembre 1824, j'ai été bénie sous l'invocation de Sainte-Marie, par M. Bost, curé et archiprêtre de Nontron. — Une main à l'index étendu. — Fut parrain, M. L. Marcillaud de Bussac, maire. — Marraine, dame Henriette-Sophie Verdin, épouse de M. Delanoue, conservateur des hypothèques à Nontron. — Forgeot, fondeur. »

N^o 2 : « Parrain, M. Michel-Hyppolite Durand-Durepaire, sous-préfet de Nontron. — Marraine, dame Marie-Virginie Ducluzeau, épouse de M. Grohlier-Mirtil. — M. Bost, curé de Nontron. — 1823. — Augustin Martin, fondeur. »

N^o 3 : « Une croix. — 1882. — Guillaume Laugier, maire. — J.-B. Lavergne, archiprêtre. — J. Léonide comte de Sabran-Pontevès, parrain ; Elisabeth de Cosnac, comtesse de Lestang d'Hust, marraine. — Joséphine Léonide Elisabeth. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. — Une croix. — Vierge avec l'enfant Jésus. — Cœur de Jésus. — Cœur de Marie. »

N^o 4 : « Une croix. — 1882. — Emile Duvoisin, président de la fabrique. — J.-B. Lavergne, archiprêtre. — Pierre-Henri Ribault de Laugardière, parrain. — Anne-Marie Pilté, veuve Javerzac, marraine. — Paroisse de Notre-Dame de Nontron. — Henriette-Anne-Marie. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. — Une croix. — Vierge écrasant le serpent. — Cœur de Jésus. — Cœur de Marie. »

N^o 5 : « Une croix. — 1882. — Je suis la cloche des Anges. — J'ai pour parrains et pour marraines les enfants de Nontron de l'âge de un an à sept ans. — Angéla. — Une croix. — La Vierge Assomption. — Cœur de Marie. — Cœur de Jésus. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. »

2^o A l'achat des vases sacrés, offerts, en partie, par les fidèles, notamment par M. Lapouraille, vicaire, et par sa sœur, M^{me} veuve Laroche, qui acquit également une statue de la Vierge en argent, sur le modèle et les dimensions de celle vendue en 1793.

3° A la recomposition des confréries et au renouvellement des processions de la Sainte-Vierge et de Saint-Roch qui, jusqu'en 1866, donnèrent lieu, au profit de la fabrique, à la vente des rubans blancs et bleus, dont se paraient les confrères, ainsi qu'à des enchères publiques pour avoir l'honneur de porter les statues et les bannières.

De ces deux processions, celle de l'Assomption a été maintenue, ainsi que la procession rurale de l'Ascension ; mais il n'en a été de même des grandes et antiques processions usitées en temps d'épidémie, de sécheresse et autres calamités publiques, dans lesquelles figuraient deux anciens reliquaires, que leur peu de valeur vénale a préservés jusqu'à ce jour.

Quant aux confréries, elles ont été remplacées par plusieurs autres, notamment par celles des Dames Chrétiennes, du Sacré-Cœur, des Enfants de Marie et de la Ste-Enfance.

4° A la reconstruction de l'église, commencée en 1872 et terminée en 1876, moins le clocher, à réparer ou à reconstruire, ainsi que nous l'avons déjà dit.

5° Et, enfin, à l'ornementation et à l'ameublement de cette église, au sujet desquels nous devons, comme nous l'avons fait pour le passé, donner quelques détails ainsi que la liste des nouveaux bienfaiteurs.

D'abord, et à quelques centaines de francs près, voici le montant de la reconstruction, de l'ameublement et de l'ornementation de l'église Notre-Dame des Clercs, à partir du 28 juillet 1872 jusqu'en 1885, savoir :

1° Achat de maison et jardin pour l'agrandissement de l'église et travaux de construction, y compris le chemin de ronde et la chapelle de Notre-Dame des Ronces...	85,000 ^f
2° Pavage de l'église et mosaïque du chœur.....	7,000
3° Vitraux.....	10,000
4° Grilles en fer.....	3,500
5° Balustrade en bois de la tribune.....	575
6° Autels, chaises et confessionnaux.....	12,000
7° Chemin de croix.....	4,600
8° Anciennes orgues de la cathédrale de Péri-	

*

époque jusqu'à nos jours. C'est ainsi qu'il a dû être pourvu successivement :

1° A l'achat et au rétablissement des cloches, les anciennes ayant eu le sort de l'argenterie ; ce qui fut commencé en 1809, renouvelé en 1823, 1824, et complété en 1882 ; de telle sorte que la sonnerie actuelle se compose de cinq cloches portant chacune les inscriptions suivantes :

N° 1 : « Une croix, une fleur de lis. En septembre 1824, j'ai été bénie sous l'invocation de Sainte-Marie, par M. Bost, curé et archiprêtre de Nontron. — Une main à l'index étendu. — Fut parrain, M. L. Marcillaud de Bussac, maire. — Marraine, dame Henriette-Sophie Verdin, épouse de M. Delanoue, conservateur des hypothèques à Nontron. — Forgeot, fondeur. »

N° 2 : « Parrain, M. Michel-Hyppolite Durand-Durepaire, sous-préfet de Nontron. — Marraine, dame Marie-Virginie Ducluzeau, épouse de M. Grohlier-Mirtil. — M. Bost, curé de Nontron. — 1823. — Augustin Martin, fondeur. »

N° 3 : « Une croix. — 1882. — Guillaume Laugerie, maire. — J.-B. Lavergne, archiprêtre. — J. Léonide comte de Sabran-Pontevès, parrain ; Elisabeth de Cosnac, comtesse de Lestang d'Hust, marraine. — Joséphine Léonide Elisabeth. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. — Une croix. — Vierge avec l'enfant Jésus. — Cœur de Jésus. — Cœur de Marie. »

N° 4 : « Une croix. — 1882. — Emile Duvoisin, président de la fabrique. — J.-B. Lavergne, archiprêtre. — Pierre-Henri Ribault de Laugardière, parrain. — Anne-Marie Pilté, veuve Javerzac, marraine. — Paroisse de Notre-Dame de Nontron. — Henriette-Anne-Marie. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. — Une croix. — Vierge écrasant le serpent. — Cœur de Jésus. — Cœur de Marie. »

N° 5 : « Une croix. — 1882. — Je suis la cloche des Anges. — J'ai pour parrains et pour marraines les enfants de Nontron de l'âge de un an à sept ans. — Angéla. — Une croix. — La Vierge Assomption. — Cœur de Marie. — Cœur de Jésus. — Georges Bollée, fondeur à Orléans. 1882. »

2° A l'achat des vases sacrés, offerts, en partie, par les fidèles, notamment par M. Lapouraille, vicaire, et par sa sœur, M^{me} veuve Laroche, qui acquit également une statue de la Vierge en argent, sur le modèle et les dimensions de celle vendue en 1793.

3° A la recomposition des confréries et au renouvellement des processions de la Sainte-Vierge et de Saint-Roch qui, jusqu'en 1866, donnèrent lieu, au profit de la fabrique, à la vente des rubans blancs et bleus, dont se paraient les confrères, ainsi qu'à des enchères publiques pour avoir l'honneur de porter les statues et les bannières.

De ces deux processions, celle de l'Assomption a été maintenue, ainsi que la procession rurale de l'Ascension ; mais il n'en a été de même des grandes et antiques processions usitées en temps d'épidémie, de sécheresse et autres calamités publiques, dans lesquelles figuraient deux anciens reliquaires, que leur peu de valeur vénale a préservés jusqu'à ce jour.

Quant aux confréries, elles ont été remplacées par plusieurs autres, notamment par celles des Dames Chrétiennes, du Sacré-Cœur, des Enfants de Marie et de la Ste-Enfance.

4° A la reconstruction de l'église, commencée en 1872 et terminée en 1876, moins le clocher, à réparer ou à reconstruire, ainsi que nous l'avons déjà dit.

5° Et, enfin, à l'ornementation et à l'ameublement de cette église, au sujet desquels nous devons, comme nous l'avons fait pour le passé, donner quelques détails ainsi que la liste des nouveaux bienfaiteurs.

D'abord, et à quelques centaines de francs près, voici le montant de la reconstruction, de l'ameublement et de l'ornementation de l'église Notre-Dame des Clercs, à partir du 28 juillet 1872 jusqu'en 1885, savoir :

1° Achat de maison et jardin pour l'agrandissement de l'église et travaux de construction, y compris le chemin de ronde et la chapelle de Notre-Dame des Ronces...	85,000 ^f
2° Pavage de l'église et mosaïque du chœur.....	7,000
3° Vitraux	10,000
4° Grilles en fer	3,500
5° Balustrade en bois de la tribune.....	575
6° Autels, chaises et confessionnaux.....	12,000
7° Chemin de croix.....	4,600
8° Anciennes orgues de la cathédrale de Péri-	

*

guez et frais divers	12,000 ^f
9° Ornaments sacerdotaux, linges et tentures, lustres et candélabres, pendules, statues, etc.....	3,000
10° Meubles de la sacristie.....	1,500
11° Achat de trois nouvelles cloches.....	3,000
Total de la dépense.....	142,175^f

Laquelle somme a été payée au moyen des ressources suivantes, dans lesquelles figure en première ligne la souscription faite par M. le curé, et dont le détail suit :

1° Subvention de l'Etat.....	23,000 ^f
2° M ^{me} Fonreau de Bussac.....	21,500
3° M. Lavergne, curé archiprêtre de Nontron...	11,000
4° Famille Las Escuras de Beynac.....	4,000
5° <i>Souscripteurs à 3,000 fr.</i> — M. Ribault de Laugardière ; M ^{me} veuve Lagorsse et son frère M. Mazerat ; famille de Goursac et de Jaurias, en tout....	9,000
6° M. Jules de Verneilh.....	2,000
7° <i>Souscripteurs à 1,200 fr.</i> — MM. Roby-Pavillon, Javerzac, de Pindray et M ^{me} veuve de Cosnac, en tout.....	4,800
8° <i>Souscripteurs à 1,000 fr.</i> — MM. Edouard Patoureau, Dusolier père, de Cornulhier, Welles de Lavalette, Vignaud, famille Roussille-Laforêt et les Enfants de Marie, en tout.....	7,000
9° M ^{me} veuve Mazerat et sa fille.....	700
10° M. Larret-Lagrèze	600
11° <i>Souscripteurs à 500 fr.</i> — M ^{me} L. Fonreau de Bussac, MM. Lachapelle, Duvoisin, Roubenne, de Malet, Bernard, du Grosriez, M ^{sr} le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux ; M ^{sr} Dabert, évêque de Périgueux ; M ^{sr} Duquesnay, évêque de Limoges ; MM. les curés doyens de l'arrondissement ; famille Neury ; anonyme ; en tout.....	6,500
12° <i>Souscripteurs à 400 fr.</i> — MM. de Machaumont, Ranvaud, anonyme ; en tout.....	1,200 ^f

13° <i>Souscripteurs à 300 fr.</i> — M ^{mes} Granger, Agard, de Vienne et de Gaultier; MM. Labuthie, Ardiller, Garreau, Danède, Xavier Vallade, en tout	2,700'
14° <i>Souscripteurs à 250 fr.</i> — M ^{lle} A. de Laugardièrre, M. Garen du Rousseau, en tout.....	500
15° <i>Souscripteurs à 200 fr.</i> — MM. Lucien Laforest, Devars, Pecon-Laugerie, Morelon, Dussutour, curé de Cubjac; Ranvaud, Armand Ribeyrol, M ^{lle} Lescuras, M ^{mes} Jules Excousseau, de Mauvezin, anonyme, en tout.....	2,200
16° M. Jardry.....	150
17° <i>Souscripteurs à 100 fr.</i> — M ^{lles} Lagarde, Tarneau, Sicard; M ^{mes} Cuginaud, de Lacrousille; MM. l'abbé Gouzot, Sudreau, Desborde, Charbonel, Debidour, Deschamps, du Vignaud, Queyroy, Augier, de Gaultier, Puibaraud, Duponchel, l'abbé Jollivet, Picaud, Rongère, Cangardel, Agis Pironneau, Jules de Montcheuil, de Chasteignier, l'abbé Delage, anonyme, Robin, L. Boyer, Fonvillars, anonyme, Chartreux de Vauclaire, anonyme, en tout.....	3,300
18° Divers, au nombre de 106, dont un pour 70, quatre pour 60, vingt-deux pour 50, trois pour 40, et le surplus de 30, à 25, 20, 15, 10 et 5 fr., en tout.	3,030
19° Subvention de la commune de Nontron.....	3,500
Total des souscriptions.....	106,680'

La différence, s'élevant à 35,495 fr., a été payée par la fabrique au moyen de quêtes spéciales et sur ses revenus ordinaires, d'où il résulte que l'église de Notre-Dame des Clercs, propriété privée, dans le principe, n'a point perdu ce caractère, puisqu'elle a été, comme autrefois, réédifiée aux frais des catholiques.

Quoi qu'il en soit, continuons cet historique et passons à nos autres édifices et établissements religieux.

(A suivre.)

R. DE LAUGARDIÈRE.

VARIA.

LA MAISON DE LA BOËTIE A SARLAT.

SONNET.

La maison est petite et sur la place sombre
Semble se dérober aux regards du passant ;
L'église, le matin, la couvre de son ombre
Et, seul, son toit aigu voit le soleil levant.

Lorsque de tous côtés tout s'écroule, tout sombre,
Le berceau du grand homme est encore vivant.
J'aime cette maison : elle est du petit nombre
De celles que dessine un artiste en rêvant.

O modeste maison, qu'as-tu de remarquable ?
— Rien qu'un nom sur tes murs, un nom impérissable
Que nous montrons avec fierté.

En ces lieux un attrait invincible m'attire :
Sur cette place étroite et sombre je respire
Comme un parfum de liberté.

Ludovic SARLAT.

RAPPORT

SUR

L'HISTOIRE DU PÉRIGORD PAR LÉON DESSALLES (1).

En vous présentant ici (2), Messieurs, le résultat de mes recherches sur les historiens du Périgord au xvii^e siècle, j'émettais l'espérance de voir publier prochainement, par les soins de M. le docteur Escande, député de la Dordogne, exécuteur testamentaire de M. Dessalles, l'histoire du Périgord écrite par cet ancien archiviste de la Dordogne.

(1) Périgueux, Delage et Joucla, éditeurs, 3 volumes in-8°, 1883 et 1885.

(2) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome IX, page 76.

Cette espérance s'est enfin réalisée. Tout ce que M. Dessalles avait eu le temps de rédiger d'après les nombreux documents compulsés par lui, fait l'objet des trois volumes dont vous m'avez chargé de rendre compte.

La plume savante de notre collègue M. Jules Delpit vous a déjà fait connaître dans son ensemble l'œuvre d'érudition laissée par ce compatriote distingué (1). Il est donc inutile de parler des divers travaux qui lui valurent les récompenses de l'Institut, et n'ont pas peu contribué à développer dans sa province le goût des études historiques. Je ne m'attacherai qu'à cette *Histoire du Périgord* qui a été la préoccupation constante de toute sa vie.

Noble projet que celui d'élever à sa patrie un monument digne de son passé ! Beaucoup l'ont tenté, mais n'ont produit que des ébauches incomplètes ou se sont bornés à former de riches collections sans avoir pu les utiliser. M. Dessalles n'avait jamais eu d'autre ambition que celle de retracer les annales du Périgord, et, quand il l'a fallu, il a su, comme l'a dit M. Delpit, « sacrifier ses intérêts pécuniaires et ceux de son avenir à l'accomplissement de la patriotique mission qu'il s'était donnée ».

Après avoir été successivement l'élève et le secrétaire du philologue Raynouard, employé aux Archives nationales, archiviste du département de la Dordogne, il s'était retiré dans sa modeste campagne du Bugue, pour mettre en œuvre les innombrables notes et pièces recueillies dans le cours de ses diverses fonctions.

Malheureusement la vieillesse et enfin la mort l'ont empêché de terminer son ouvrage, qui remonte aux temps les plus reculés et s'arrête aux guerres de religion. « Cette histoire, dit M. Escande dans la notice sur la vie et les œuvres de son ami placée en tête du tome I^{er}, devait avoir cinq volumes : elle n'en compte dans le manuscrit que quatre, et encore nous n'avons que le début du quatrième. »

Dans une lettre publiée en 1837, M. Dessalles faisait connaître ainsi le plan de son entreprise à peine alors commencée :

« Je veux faire un travail complet, ayant pour base tous les titres originaux existant encore, et le nombre en est grand. Telle est, en effet, la tâche que je me suis imposée, que, quoique j'aie déjà extrait ou copié en entier près de 4,000 chartes, c'est à peine si j'en ai extrait ou copié le tiers...

» Ce travail ne sera jamais pour moi un objet de spéculation. Ce qui me guide, c'est le désir que j'ai de venger mon pays de l'oubli où les historiens semblent s'être accordés à le laisser.

» Une chose surtout que j'éviterai dans cette histoire, ce sera d'adopter plutôt tel système que tel autre. Je raconterai les faits, en les groupant selon le cours des événements, et j'aurai soin de ne rien avancer sans preuves. Je n'admets et n'exclus rien, parce que je veux la faculté de prendre

(1) *Ibid.*, tome VI, pages 169-72.

partout où je trouverai qu'il y aura à prendre pour arriver à la connaissance de la vérité. »

Il est facile de voir maintenant de quelle manière M. Dessalles a réalisé ce plan et tenu ces promesses.

C'est par des considérations préliminaires sur les limites du Périgord, son étendue, sa configuration et sa position géographique que s'ouvre le premier volume. Après y avoir décrit le pays des Pétragoriciens pendant l'occupation romaine à la fin de la première race, M. Dessalles s'étend sur l'établissement du christianisme, avec l'avènement de la deuxième race les faits et gestes des comtes de Périgord, et résume le mouvement religieux de la province jusqu'à l'an 1208.

Le second volume embrasse une période de deux cents ans. La plus grande partie en est consacrée à la guerre de cent ans, pendant laquelle le rôle joué par nos aïeux fut particulièrement mouvementé.

Enfin, le troisième nous conduit du règne de Louis XI aux débuts de la Réforme, dont l'auteur ne fait qu'indiquer le caractère général.

Tel est le cadre dans lequel se déroule cette histoire annoncée depuis longtemps et aussi impatientement désirée. Bien qu'inspirée par le patriotisme local le plus sincère, il faut le reconnaître, cette esquisse de notre passé provincial si peu et si mal connu, rempli pourtant d'un si grand charme, n'a pas entièrement répondu à l'attente publique.

Avant M. Dessalles, on ne connaissait en fait d'histoire générale du Périgord que les chroniques de Tarde et du P. Dupuy, imparfaites, il est vrai, mais pleines d'une puissante originalité. Il a repris et étendu l'œuvre de ses deux devanciers ; il ne s'est pas borné comme eux à raconter les faits, mais s'est attaché à retrouver le caractère de chacun des siècles soumis à son examen. Néanmoins, il ne paraît pas avoir accordé assez de place à la peinture des mœurs, à l'étude des transformations sociales et du langage, à l'état de la littérature, des sciences, des arts, du commerce et de l'industrie chez nos pères. S'il a fouillé avec un soin jaloux les dépôts publics de Paris, Bordeaux, Pau et Périgueux, analysé avec empressement leurs chartes, diplômes, registres et cartulaires, il n'a pas, selon nous, suffisamment tenu compte de certains travaux contemporains sur l'ancienne France qui lui auraient permis d'apprécier plus sainement ces vieilles coutumes, ces vieilles croyances de nos ancêtres dont la réhabilitation ne saurait être entreprise que par un auteur complètement étranger aux préjugés de secte.

Tous ceux sans exception qui ont rendu des services à leur patrie ont droit à une égale reconnaissance de la part de l'historien. Trouvera-t-on chez M. Dessalles cette impartialité de jugement si difficile à garder dans nos temps troublés ? Ses pages déjà connues sur l'établissement du christianisme en Périgord sont, il faut en convenir, la cause du jour défavora-

ble sous lequel a paru son ouvrage. Car de toutes les assertions émises sur ce point capital de nos origines chrétiennes la sienne a soulevé le plus de controverses. Supprimant la tradition qui fait remonter au premier siècle le siège épiscopal de Périgueux, il incline à penser que l'arien Paternus en fut au iv^e siècle le premier titulaire. Quant à Saint-Front, considéré généralement comme l'apôtre et le premier évêque périgourdin, il ne serait plus qu'un saint personnage retiré vers l'an 360 sur la colline nord-est de Vésone et y attirant des disciples qui l'aidèrent à fonder un établissement destiné à perpétuer son nom. On a pu discuter sur le temps de la venue de ce père de notre église : mais personne ne s'était avisé de mettre en doute son apostolat. La seule réputation de sa vertu et de sa sainteté aurait donc suffi pour donner naissance à cette antique tradition dont M. Dessalles a fait en vérité trop bon marché. Toute une face de l'histoire ne peut s'expliquer autrement que par l'influence des saints dont il serait injuste de nier l'action bienfaisante et civilisatrice dans notre contrée.

Si de l'ordre des idées l'on passe aux qualités extérieures de cette histoire, on est tout d'abord frappé de la manière dont l'auteur l'a divisée. Afin de ménager sans doute l'attention, M. Dessalles a entrecoupé ses chapitres d'une série d'alinéas se rapportant, sous un titre spécial, à un épisode ou à un fait particulier ; ils s'enchaînent si peu l'un à l'autre qu'ils ont l'inconvénient de nuire à l'intérêt général ; les plus considérables de ces récits ne sont d'ailleurs que la reproduction d'articles détachés qui ont déjà paru en brochures.

Enfin, ce qui manque à M. Dessalles pour avoir plus de succès, c'est l'art du style dont il a trop méconnu les secrets. Sa prose ne se distingue par aucun des avantages qui pourraient flatter l'œil du lecteur : inhabile à faire valoir les documents qu'il a si laborieusement découverts, il n'a su lui donner ni élégance, ni vivacité, ni même assez de clarté.

Mais ce qui jusqu'à un certain point atténuera les défauts que je viens d'indiquer, c'est l'érudition profonde de l'historien. On sait avec quelle patriotique patience il a recherché toutes les pièces pouvant intéresser notre province, qui fut le berceau de tant d'hommes illustres et le théâtre de tant d'événements. Grâce à ses investigations dans les archives publiques, bien des détails ignorés ont surgi à la lumière, plus d'une erreur a été rectifiée, plus d'un fait rétabli avec une rare sagacité. A ce point de vue l'on ne peut s'empêcher de regretter qu'il n'ait pu achever un livre qui eût été unique en son genre. Il restera néanmoins comme un recueil du plus grand prix où ceux, qui désormais auront à étudier quelque épisode de nos annales antérieur au xvi^e siècle, ne manqueront pas d'aller puiser avec profit ; il sera encore le guide de l'écrivain futur qui, se gardant de juger le passé avec les idées modernes, voudra entreprendre à son tour et d'une manière suivie l'histoire générale et complète du Périgord.

En consacrant une partie de sa vie et de sa fortune à élever en l'honneur de son pays un monument de cette importance, M. Dessalles a rendu un service inoubliable. Autrefois le P. Dupuy quitta sa cellule de récollet pour venir de Sarlat offrir à sa ville natale le premier exemplaire de son étude sur cette église fondée par saint Front; et la municipalité de Périgueux réunie en jurade s'empressa de consigner dans son journal, comme un événement remarquable, l'apparition d'un livre qui glorifiait les anciens. Notre Société historique et archéologique qui, ainsi que l'indique sa devise, s'est constituée la fidèle gardienne des traditions de nos pères, s'est déjà faite l'interprète du sentiment public en consacrant à la mémoire de Léon Dessalles un hommage reconnaissant.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.



LA CHANSON DE ROLAND.

Nouvelle édition classique, précédée d'une introduction et suivie d'un glossaire, par L. Clédât, professeur à la Faculté des lettres de Lyon.
— Paris, Garnier frères, 1886.

M. L. Clédât continue ses tentatives on ne peut plus louables pour étendre, je dirai même pour populariser l'étude de l'ancien français. Après sa *Grammaire élémentaire de la vieille langue française*, récemment récompensée par l'Académie française, il vient de publier, chez le même éditeur, une édition *classique* de la *Chanson de Roland*, destinée, dans sa pensée, à permettre la lecture de cette œuvre importante, même à des commençants. Quels moyens a-t-il pris pour cela ? Il va nous l'apprendre lui-même dans ces quelques lignes de sa *Préface*, où il justifie en même temps le plan qu'il a cru devoir adopter :

« Nous n'avons pas cru, dit-il, devoir mettre une traduction en face du texte. On ne le fait pas pour les textes latins et grecs destinés à être expliqués dans les classes. Pourquoi traiterait-on autrement le vieux français ? L'inconvénient serait le même que pour les ouvrages de l'antiquité classique ; les élèves liraient la traduction et non le texte. »

Tout le monde sera de son avis sur ce point ; mais peut-être n'en sera-t-il pas de même en ce qui concerne l'absence de notes au bas des pages et le renvoi au glossaire des explications ou traductions indispensables. Il y a là une vieille habitude scolaire bien difficile à déraciner et qui n'est pas cependant sans inconvénient, les élèves se dispensant volontiers de feuilleter un dictionnaire, lorsqu'ils comprennent ou croient comprendre le texte, à l'aide de notes placées au-dessous ; de sorte qu'ils se privent volontairement des renseignements de tout ordre qui ne sauraient être donnés

dans les notes, du moins d'une façon régulière et complète, par exemple des renseignements sur l'étymologie.

Ce glossaire, dont la disposition typographique est heureuse, est aussi soigné et aussi exact qu'on devait l'attendre d'un maître compétent qui a l'habitude de l'enseignement de notre vieille langue. Que notre savant collègue nous permette cependant quelques critiques.

Pourquoi n'avoir pas renvoyé aux vers, au moins pour les locutions les plus rares et qui s'éloignent davantage de l'usage moderne ? Le livre n'est pas, il est vrai, destiné aux savants et aux spécialistes ; mais ne serait-il pas bon que l'élève pût se référer au contexte et étudier le glossaire en lui-même, au lieu de s'en servir exclusivement pour comprendre le texte ? Il y aurait ainsi double profit pour lui. Dans l'espèce, ce renvoi semble d'autant plus utile que l'auteur a cru devoir, non pas citer le texte même, mais donner les tournures sous une forme générale (par exemple, avec le verbe à l'infinitif), et en employant l'orthographe moderne. Lorsque, ce qui est très rare, le texte est cité (comme au mot *peser* : *cui qu'en peist o cui non*), c'est parce que l'infinitif était inadmissible et que la tournure n'a persisté en aucune façon dans la langue moderne. Voici un cas (s. v. *tens*) où cet emploi de l'infinitif amène un peu d'obscurité : « *Ne plus y avoir de son temps* », c'est *être mort* ou *mourant*, nous dit M. Clédât ; on pourrait croire que *avoir* a un sens personnel, ce qui n'arriverait pas si l'on avait sous les yeux le texte même : *ço sent Rollanz de son tens n'i at plus*, Roland sent bien qu'il est au terme de sa vie.

La suppression des mots trop faciles n'est pas non plus sans inconvénient ; elle prête nécessairement à l'arbitraire. Ainsi *paiz* (paix) est donné sans nécessité apparente, tandis que *cri* et *crier* manquent. Il est vrai que *s'escriider* a été admis, à cause de certaines locutions intéressantes où il entre ; mais on se contente de dire qu'il est composé de *crider*, *crier*, de sorte que l'étymologie de *crier* n'est indiquée nulle part, et cependant elle n'est pas de celles que les élèves peuvent deviner facilement. On pourrait en dire autant de celle de certains autres mots également supprimés, comme *achever*, *borgeis* (*bourgeois*), etc.

Un mot maintenant sur l'orthographe de la nouvelle édition. M. L. Clédât, convaincu que la *Chanson de Roland* est d'origine purement française, a cru devoir transformer le texte anglo-normand que fournit le manuscrit d'Oxford et lui donner un vêtement plus conforme à son origine probable.

L'intention est des plus louables, mais l'opération était des plus délicates, et pour ma part j'aurais hésité à la tenter, étant donné l'incertitude qui règne sur l'état de la langue au XI^e siècle. Hâtons-nous d'ajouter que cette tentative nous semble généralement réussie. Quelques petites critiques seulement. Les formes *liou*, *jiou*, que M. Clédât prononce sans doute, *libu*, *jidu* (= *locum*, *jocum*), nous semblent inadmissibles. Dans *liu*, *giu* du manus-

crit, l'*u* représente *eu* du français et non pas *o* fermé, ni à plus forte raison *ou* ; il faut donc écrire *lou* ou *lieu*. *Engegnier* ou *engignier* nous semble préférable à *enseignier*. *Sèbre*, où, d'après M. L. Gautier, il faut voir dans l'*s* une corruption euphonique (1) du mot latin *Iberum*, doit sans doute être lu *l'Ebre*, quelque respect que l'on professe pour le manuscrit d'Oxford, ou bien *Segre*, et alors ce ne serait plus l'*Iberus*, mais la *Sicoris* des Latins. *Perdiét* = *perdedit* aurait dû être expliqué. Pourquoi d'ailleurs n'avoir pas uniformisé l'orthographe au v. 1408 ? Le rétablissement de la dentale médiale a amené, comme il fallait s'y attendre, un peu d'arbitraire dans les cas où l'étymologie est douteuse, par exemple pour *adate* (*aate*), qui ne vient peut-être pas de *adaptus*, et pour *aditant* (*a itant*), sur lequel on peut hésiter, si l'on compare *aiudha* des *Serments*.

Ces critiques de détail que nous nous sommes permis de faire n'enlèvent rien à l'estime dans laquelle nous tenons le nouveau livre de M. L. Clédât. Nous sommes assuré qu'il ne verra dans ces observations qu'une preuve de l'importance que nous attachons à un travail qui nous semble appelé à rendre d'utiles services à l'enseignement de notre vieille langue.

(Revue des langues romanes, de septembre 1885.

CONSTANS.

NÉCROLOGIE.

LE PEINTRE ÉMILE LAFON.

Notre compatriote le peintre Emile Lafon, qui vient de mourir, n'était pas seulement un peintre de grand talent, c'était aussi un grand honnête homme, et la dignité de toute sa vie donne un relief de plus à son œuvre. Son début à l'exposition fut un tableau de genre : le *Festin ridicule de Boileau*. A ce moment, des pensées plus sérieuses occupèrent l'esprit du jeune homme ; il résolut de se consacrer exclusivement à l'art religieux. La *Communion de la Vierge*, *Saint Pierre marchant sur les eaux* lui valurent la médaille d'or en 1841. Il exposa successivement la *Communion de la Vierge*, la *Glorification de la Sainte-Famille*, le *Christ embrassant la croix*. 1848 lui fournit le sujet de l'archevêque de Paris blessé mortellement sur les barricades, tableau qu'on peut voir dans la salle du chapitre de la cathédrale de Paris. Le gouvernement lui confia peu après la décoration de la chapelle de la Vierge dans l'église de l'abbaye de Brantôme.

La ville de Paris le chargea ensuite de peintures dans l'église des Blancs-Manteaux, de Sainte-Elisabeth et de Saint-Sulpice, où il peignit la chapelle de Saint-François-Xavier, qui lui valut, en 1859, la croix de la Légion d'honneur. L'année suivante, il exécutait d'un cœur et d'une main vraiment émus, une grande page sur les *Massacres de Syrie*. Ce tableau figurait,

quelques mois après ces lamentables événements, à l'exposition de 1861. En 1865, son tableau de *Saint-Jean de Dicu* fut acquis par l'Etat et placé au Luxembourg. Parmi ses autres œuvres, il faut rappeler : une *Scène de l'inondation de la Loire*, la *Madeleine au tombeau* (pour la princesse Marie, duchesse de Hamilton), *Louis XVII à la tour du Temple*, *Saint Bernard*, la *Mort de saint François de Sales*, qui appartient à la Visitation de Toulouse, une *Hérodiade* et une série de portraits de prélats : cardinal Pitra, cardinal Guibert, Mgr de Dreux-Brezé, évêque de Moulins, Mgr Frochard, Mgr Cosset, etc., etc.

Un tableau dont je n'ai pas encore parlé tient une place à part dans la vie de ce peintre d'élite, c'est celui de la *Bataille de Mentana*, qu'il termina à Rome, vers le mois de juillet 1868, au palais du Borgo, que le prince Torlonia avait gracieusement mis à sa disposition à cet effet. Louis Vuillot fut un des premiers à rendre un hommage éclatant à la conception et à l'exécution de cette œuvre magistrale. « M. Emile Lafon, le peintre de la dernière victoire remportée par les armes et par l'esprit de la Rome chrétienne, disait le rédacteur en chef de l'*Univers*, n'a blessé en rien les regards de ceux qui ne veulent pas voir le doigt de Dieu, et en même temps il n'a méconnu aucune des lois élevées desquelles dépendait son sujet. En faisant la large part du bras, il a su ne pas négliger celle de l'esprit. Sa bataille est ordonnée, vivante, pittoresque, entièrement et absolument historique ; néanmoins, par l'heureuse conception et l'heureuse disposition des épisodes principaux, elle est ce qu'elle fut en réalité et avant tout, une bataille chrétienne. On connaît ceux qui combattent, le caractère des vainqueurs se déclare, et voyant dans leurs rangs les hommes de la réconciliation et de la miséricorde, on sait pour quel devoir ils sont armés. C'est ce que, depuis quelques siècles, aucun peintre de bataille n'a su dire. »

Le tableau de la *Bataille de Mentana* fit sensation. Le pape Pie IX fut un des premiers à se rendre au palais du Borgo, pour le voir. Un journal de famille, rédigé par M^{lle} Lafon, fille du peintre, fait de cette visite un récit que je regrette de ne pouvoir citer entièrement.

« Tout à coup un garde noble à cheval vient nous prévenir que le pape arrivait... Je répands, à la hâte, avec François, mon frère, les fleurs de la corbeille, depuis le trône que nous avons dressé dans la salle, jusque sous la colonnade, dans la cour où devait s'arrêter le carrosse du Saint-Père.

« Nous entendons la grosse cloche de Saint-Pierre annoncer la sortie du pape, comme c'est l'habitude, chaque fois. Quel coup je ressentis à la pensée que c'était pour nous !...

« On ouvre à deux battants la porte du palais. Arrive alors le premier piqueur à panache bleu qui précède le cortège. Au piqueur succède le premier garde noble à cheval, puis le second. Enfin, le carrosse du Saint-

crit, l'*u* représente *eu* du français et non pas *o* fermé, ni à plus forte raison *ou* ; il faut donc écrire *lou* ou *lieu*. *Engegnier* ou *engignier* nous semble préférable à *enseignier*. *Sèbre*, où, d'après M. L. Gautier, il faut voir dans l'*s* une corruption euphonique (!) du mot latin *Iberum*, doit sans doute être lu *l'Ebre*, quelque respect que l'on professe pour le manuscrit d'Oxford, ou bien *Segre*, et alors ce ne serait plus l'*Iberus*, mais la *Sicoris* des Latins. *Perdiét* = *perdedit* aurait dû être expliqué. Pourquoi d'ailleurs n'avoir pas uniformisé l'orthographe au v. 1408 ? Le rétablissement de la dentale médiale a amené, comme il fallait s'y attendre, un peu d'arbitraire dans les cas où l'étymologie est douteuse, par exemple pour *adate* (*aate*), qui ne vient peut-être pas de *adaptus*, et pour *aditant* (*a itant*), sur lequel on peut hésiter, si l'on compare *aiudha* des *Serments*.

Ces critiques de détail que nous nous sommes permis de faire n'enlèvent rien à l'estime dans laquelle nous tenons le nouveau livre de M. L. Clédat. Nous sommes assuré qu'il ne verra dans ces observations qu'une preuve de l'importance que nous attachons à un travail qui nous semble appelé à rendre d'utiles services à l'enseignement de notre vieille langue.

(Revue des langues romanes, de septembre 1885.

CONSTANS.

NÉCROLOGIE.

LE PEINTRE ÉMILE LAFON.

Notre compatriote le peintre Emile Lafon, qui vient de mourir, n'était pas seulement un peintre de grand talent, c'était aussi un grand honnête homme, et la dignité de toute sa vie donne un relief de plus à son œuvre. Son début à l'exposition fut un tableau de genre : le *Festin ridicule de Boileau*. A ce moment, des pensées plus sérieuses occupèrent l'esprit du jeune homme ; il résolut de se consacrer exclusivement à l'art religieux. La *Communion de la Vierge*, *Saint Pierre marchant sur les eaux* lui valurent la médaille d'or en 1841. Il exposa successivement la *Communion de la Vierge*, la *Glorification de la Sainte-Famille*, le *Christ embrassant la croix*. 1848 lui fournit le sujet de l'archevêque de Paris blessé mortellement sur les barricades, tableau qu'on peut voir dans la salle du chapitre de la cathédrale de Paris. Le gouvernement lui confia peu après la décoration de la chapelle de la Vierge dans l'église de l'abbaye de Brantôme.

La ville de Paris le chargea ensuite de peintures dans l'église des Blancs-Manteaux, de Sainte-Elisabeth et de Saint-Sulpice, où il peignit la chapelle de Saint-François-Xavier, qui lui valut, en 1859, la croix de la Légion d'honneur. L'année suivante, il exécutait d'un cœur et d'une main vraiment émus, une grande page sur les *Massacres de Syrie*. Ce tableau figurait,

quelques mois après ces lamentables événements, à l'exposition de 1861. En 1865, son tableau de *Saint-Jean de Dicu* fut acquis par l'Etat et placé au Luxembourg. Parmi ses autres œuvres, il faut rappeler : une *Scène de l'inondation de la Loire*, la *Madeleine au tombeau* (pour la princesse Marie, duchesse de Hamilton), *Louis XVII à la tour du Temple, Saint Bernard*, la *Mort de saint François de Sales*, qui appartient à la Visitation de Toulouse, une *Hérodiade* et une série de portraits de prélats : cardinal Pitra, cardinal Guibert, Mgr de Dreux-Brezé, évêque de Moulins, Mgr Frochard, Mgr Cosset, etc., etc.

Un tableau dont je n'ai pas encore parlé tient une place à part dans la vie de ce peintre d'élite, c'est celui de la *Bataille de Mentana*, qu'il termina à Rome, vers le mois de juillet 1868, au palais du Borgo, que le prince Torlonia avait gracieusement mis à sa disposition à cet effet. Louis Veuillot fut un des premiers à rendre un hommage éclatant à la conception et à l'exécution de cette œuvre magistrale. « M. Emile Lafon, le peintre de la dernière victoire remportée par les armes et par l'esprit de la Rome chrétienne, disait le rédacteur en chef de *l'Univers*, n'a blessé en rien les regards de ceux qui ne veulent pas voir le doigt de Dieu, et en même temps il n'a méconnu aucune des lois élevées desquelles dépendait son sujet. En faisant la large part du bras, il a su ne pas négliger celle de l'esprit. Sa bataille est ordonnée, vivante, pittoresque, entièrement et absolument historique ; néanmoins, par l'heureuse conception et l'heureuse disposition des épisodes principaux, elle est ce qu'elle fut en réalité et avant tout, une bataille chrétienne. On connaît ceux qui combattent, le caractère des vainqueurs se déclare, et voyant dans leurs rangs les hommes de la réconciliation et de la miséricorde, on sait pour quel devoir ils sont armés. C'est ce que, depuis quelques siècles, aucun peintre de bataille n'a su dire. »

Le tableau de la *Bataille de Mentana* fit sensation. Le pape Pie IX fut un des premiers à se rendre au palais du Borgo, pour le voir. Un journal de famille, rédigé par M^{lle} Lafon, fille du peintre, fait de cette visite un récit que je regrette de ne pouvoir citer entièrement.

« Tout à coup un garde noble à cheval vient nous prévenir que le pape arrivait... Je répands, à la hâte, avec François, mon frère, les fleurs de la corbeille, depuis le trône que nous avons dressé dans la salle, jusque sous la colonnade, dans la cour où devait s'arrêter le carrosse du Saint-Père.

• Nous entendons la grosse cloche de Saint-Pierre annoncer la sortie du pape, comme c'est l'habitude, chaque fois. Quel coup je ressentis à la pensée que c'était pour nous !...

• On ouvre à deux battants la porte du palais. Arrive alors le premier piqueur à panache bleu qui précède le cortège. Au piqueur succède le premier garde noble à cheval, puis le second. Enfin, le carrosse du Saint-

Père, attelé de ses quatre chevaux noirs caparaçonnés d'or, entre au galop sous la voûte retentissante.

» Nous étions à genoux. Un garde noble ouvre la portière, baisse le marche-pied et se tient prosterné, l'épée basse.

» Le Pape met pied à terre, s'approche de nous, et, après nous avoir tendu son anneau à baiser, il dit à papa, en italien : « Je viens admirer la belle œuvre que vous avez faite. »

» En entrant, le Pape fut d'abord frappé par la vue des fleurs dont le sol était jonché, et il nous dit : « Quelle salle fleurie ! Je suis bien touché de cette attention. » Arrivé devant le tableau, il s'écria : « *Che pazienza per fare questa belle opera !* »

» Après avoir regardé quelques instants, il écouta avec attention les explications que mon père lui donnait. Il reconnaissait chaque personnage du tableau, le nommait et l'indiquait du doigt. Il dit en montrant le colonel de Charette : « — Ah ! mon brave de Charette ! il est en France, en ce moment, pour se reposer. Les méchants disent qu'il ne reviendra pas. Si, si, il reviendra ! Il m'est dévoué et il ne m'abandonnera pas. »

» Comme il regardait attentivement la sœur de charité placée sur le premier plan du tableau, papa lui apprit que c'était Mme Stone qu'il avait déguisée sous la cornette d'une sœur de charité. Cela fit rire le Saint-Père, qui lui dit : « Je la cherchais partout et ne la voyais pas. C'est une bonne idée que vous avez eue là. » Il mit ensuite le doigt sur le père Ligier en disant : « *Padre Ligier* ; » puis sur M. Bastide, en le nommant aussi, sur le prince de Caserte, etc. Enfin, comme papa montrait le village de Mentana avec son château fortifié, les montagnes bleues par derrière et le mont Soracte. « Ah oui ! le mont Soracte », s'écria Pie IX, et il récita les vers latins d'Horace :

Vides ut alta stet nive candidum

Soracte...

Je voudrais pouvoir reproduire en entier ce récit touchant, où se reflètent toutes les sensations d'une famille d'artiste, mais l'espace ne me le permet pas. Cette visite avait lieu le 13 juillet 1868. Le tableau de la bataille de Mentana fut acheté l'année suivante par les dames françaises et offert à Pie IX, qui le fit placer au Quirinal. Lors de l'occupation piémontaise, en 1870, le tableau fut transporté au Vatican, où il est encore. X...

Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} et la 2^e représentent des Antiquités trouvées dans les fouilles de Périgueux en 1885.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux. — Imprimerie E. LARONTE
(anc. Dupont et C^{ie}).

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

TOME XIII. — TROISIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER.

Mai-Juin 1886.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^e LIVRAISON.

	Pages.
Séance mensuelle du jeudi 1 ^{er} avril 1886.....	157
— du jeudi 6 mai.....	169
Fouilles d'un tumulus à Chalagnac (M. A. DE ROUMEJOUX).	181
Quittance de Pierre de Fontaines, capitaine de Chalusset, à Elie La Roque (M ^{is} D'ABZAC DE LA DOUZE).....	185
Liste ancienne des gentilshommes taxés en Périgord (dio- cèse de Sarlat) (M. Paul DE FONTENILLES).....	186
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron (<i>Suite.</i>) (M. R. DE LAU- GARDIÈRE).....	192
Causeries archéologiques. — Châteaux de Neuvic et de Nontron. (M. le B ^{on} DE VERNEILH).....	230
VARIA. — Lettres de Feletz à M. l'abbé Hubert, chanoine et bibliothécaire de Troyes (M. A. DE F.).....	242
Le château de Fénelon (M. Ludovic SARLAT).....	244
Nécrologie. — M. Henri Forneron (M. Ph. DE B.).....	245
— M. le comte Gaëtan de Laurière.....	246

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 1^{er} Avril 1886.

Présidence de M. le marquis DE FAYOLLE,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. de Froidefond, de Roumejoux, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, Fernand de Bellussière, l'abbé Brugière, Louis Carvès, Dujarric-Descombes, le docteur Dumont, Alcide Duverneuil, le comte Gérard de Fayolle, Paul Galy, Michel Hardy, Lespinas, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre distingué confrère **M. Henri Forneron**, ancien inspecteur des finances, écrivain de valeur, qui vient de succomber à la suite de plusieurs opérations chirurgicales des plus douloureuses.

M. Forneron a publié d'attachants travaux d'histoire : un livre sur les Guise, une *Histoire de Philippe II*, que l'Académie française avait couronnée, une *Histoire générale des Emigrés*, le *Parlement anglais*, et en dernier lieu, une piquante étude sur Louise de Kéroualle, duchesse de Portsmouth.

Il avait apporté à notre *Bulletin* plusieurs mémoires intéressants, un récit vif et animé de la bataille de Vergt, un article fort bien écrit sur les poésies inédites de Brantôme ; dernièrement encore, de son lit de douleur, il nous envoyait une bibliographie de la correspondance de Fénelon, et ce

matin même, M. Philippe de Bosredon, auquel il était uni par les liens d'une ancienne amitié, nous transmet avec une notice nécrologique, un dernier travail de lui, fait à notre intention : ce sont des notes recueillies dans le fonds Lespine sur les événements de 1789.

L'assemblée témoigne d'unanimes regrets et écoute avec un pieux respect la lecture de la notice émue que M. de Bosredon a consacrée à la mémoire de son fidèle ami.

M. LE PRÉSIDENT indique ensuite sommairement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

Le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1885, numéros 3 et 4, deux fascicules, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1885, où se trouvent mentionnés une communication de M. Barbier de Montault sur cinq fers à hosties du Poitou, du Périgord et du Barrois, et un rapport sommaire de M. Darcel sur un fer à hostie de l'église de Pontours : « L'une des deux hosties du moule de » l'église de Pontours qui représente le Christ en majesté, » d'une exécution assez barbare, est curieux par le manque » de la croix dans le nimbe et surtout par l'arrangement des » coussins sur lesquels le Christ est assis et pose ses pieds. » Mais ces objets sont tellement altérés dans leur forme qu'il » faut une certaine bonne volonté pour y voir, après M. Barbier de Montault, les choses que nous avons dites » ;

Les Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France, cinquième série, tome V, un volume in-8°, Paris, 1884 ;

Le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, in-8°, Amiens, 1886 ;

Les Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, quatrième trimestre de 1885, un fascicule in-8°, Poitiers, 1885, où est relatée une promenade dans les boyaux étroits du souterrain-refuge de la Saunerie, qui appartient à notre correspondant M. de Chasteigner, et qui, creusé dans le tuf, offre un remarquable spécimen de tous les moyens de défense employés par les habitants de ces forteresses souterraines. Au nombre des salles les plus curieuses de cette

mystérieuse demeure, est citée celle qui servait d'étable aux bestiaux et où se voient des auges percées, à leur partie inférieure, de trous qui sont visiblement usés par le frottement des cordes qui servaient à attacher ces animaux ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, numéro du 28 février 1886, in-4°, Bordeaux, librairie Férét et fils, annonçant que notre savant confrère M. le docteur Testut, professeur à la Faculté de médecine de Lille, vient d'obtenir le prix Château-Villard, de la valeur de 2,000 fr., pour son beau livre sur les *Anomalies musculaires de l'homme*, qui a une véritable importance au point de vue de l'anatomie comparée et des preuves nouvelles qu'il apporte à la doctrine de la descendance ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VII, 4^e livraison, octobre-décembre 1885, in-8°, Brive ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, numéro de janvier-février 1886, in-8°, Lyon ;

La *Revue des Autographes*, de M. Eugène Charavay fils, numéro de mars-avril 1886, in-8°, Paris, contenant la mention d'une quittance sur vélin, du 17 septembre 1610, de François d'Esparbès, vicomte d'Aubeterre, maréchal de France, un des plus fidèles compagnons d'armes d'Henri IV ; d'une lettre au crayon du peintre d'histoire Emile Lafon, et d'un très beau dessin au crayon de Pierre Bouillon, provenant de la vente Mahérault et représentant Atalante, qui vient d'être demandé pour le Musée ;

Le *Catalogue de la riche collection d'antiquités classiques et d'objets d'art* des xiv^e, xv^e et xvi^e siècles, de M. Alberici, in-8°, Rome, imprimerie de l'Académie royale des Lincei, 1886 ;

Par M. Louis Guibert, sa brochure sur *Les enclaves poitevines du diocèse de Limoges, l'enclave de Bourgneuf et de Peyrat-le-Château, le bailliage de Laron et la ville franche de Masléon*, petit in-8°, Limoges, 1886 ;

Par M. Dujarric-Descombes, la biographie de *Pierre Grand du Pouzet*, commandant du régiment de Bourdeille en 1622, brochure in-8°, Périgueux, imprimerie Laporte, 1886 ; et le numéro du journal *l'Echo de la Dordogne*, du 9 mars 1886, qui

contient son article de bibliographie sur la brochure de notre honoré confrère M. l'abbé Pergot, *Saint Vaast, catéchiste du roi Clovis et premier évêque d'Arras, originaire du Périgord, réponse à M. le chanoine Arbellot, de Limoges.*

A ce sujet, M. l'abbé Arbellot nous envoie le numéro de la *Gazette du Centre*, du 25 mars dernier, qui renferme le procès-verbal de la séance de la Société archéologique du Limousin du 23 février, où « il réfute l'ouvrage de M. l'abbé » Pergot sur le lieu de naissance de saint Vaast ; il suit pas à » pas les objections que lui fait l'auteur, il les réfute une à » une, de la manière la plus victorieuse, et démontre une » fois de plus l'erreur manifeste dans laquelle est tombé le » vénérable curé-doyen de Terrasson. »

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Notre honorable vice-président, M. le baron DE VERNEILH, qui nous envoie pour le *Bulletin* deux jolis dessins à la plume, représentant le château de Neuvic et la vue de ce qui restait en 1822 du château et de l'église de Nontron, tient en même temps à signaler une faute d'impression qui dans son dernier article sur Brantôme, a échappé à son attention. En général, il n'y attache pas beaucoup d'importance, et les lecteurs les corrigent eux-mêmes. Mais cette fois la coquille pourrait induire les gens en erreur : on lui fait dire, en parlant du pont coudé de l'abbaye, le pont *Condé* ! « Ce grand nom de Condé arrivant là, on ne sait à quel propos, écrit notre spirituel confrère au Secrétaire-général, a pu intriguer quelques personnes ; veuillez, dans le compte-rendu de la prochaine séance, leur expliquer qu'il n'est pas de mon fait, et que le pont Condé est tout bonnement un pont qui fait un coude sans que le vainqueur de Rocroy ait rien à voir là-dedans. »

A propos des beaux dessins de M. de Verneilh, M. Gérard DE FAYOLLE exprime le vœu qu'ils soient exposés au public, dans la salle du Musée de peinture : ils pourraient être placés au milieu de la salle, dans un meuble à volets tournants, comme on en voit dans tous les musées de Paris.

L'assemblée approuve ce vœu et désire que M. le Conservateur du Musée fasse l'acquisition du meuble dont il s'agit.

M. le marquis DE CHANTÉRAC, l'un de nos délégués à la Sorbonne, est toujours sensible au souvenir de la Société pour lui, et il se fera un honneur de la représenter au congrès.

M. Pierre Reymond, qui a dessiné autrefois les portraits des célébrités périgourdines du Musée de Périgueux, a retrouvé deux petits portraits qu'il adresse à notre président, M. le docteur GALY. L'un est la photographie d'un faux portrait de La Boétie qui fut faite à Sarlat par Baldy à l'occasion d'une fête publique : M. Reymond dit qu'il sut à la Bibliothèque nationale de qui était ce portrait. L'original est une gravure de Crispin de Pas, représentant Nicolas Tribolœus de Perigny. Le second portrait est celui du conventionnel Panis, avocat, membre du Comité de sûreté générale, que quelques biographes font naître en Périgord. Suivant d'autres, il serait né à Paris le 7 février 1757, et mort à Marly-le-Roi le 22 août 1832. Son petit-neveu, M. Ernest Panis, peintre, qui était le camarade et le voisin de M. Reymond, lui a souvent affirmé que son grand-oncle était né en Périgord.

La Société ne connaît pas l'origine périgourdine de ce nouveau personnage.

Notre laborieux correspondant M. TAMIZEY DE LARROQUE, mande au Secrétaire général que M. le comte Riant, membre de l'Institut, désirerait avoir, pour quelques jours, un exemplaire de l'*Office du saint Suaire de Cadouin* (Paris, 1741, première édition ; Paris, 1744, seconde édition). L'ouvrage manque à la Bibliothèque nationale, et le comte Riant en a besoin pour un texte du tome V des *Historiens occidentaux des Croisades*. « Connaissez-vous quelque exemplaire, écrit M. Tamizey de Larroque, soit de 1741, soit de 1744, que l'on pourrait mettre à la disposition du savant académicien, par l'intermédiaire de M. le Secrétaire perpétuel de sa Compagnie, palais de l'Institut ? Vous seriez bien aimable de nous rendre ce service. Il me paraît facile de trouver à Périgueux la plaquette qu'il est impossible de trouver à Paris. »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL n'a pas découvert ce rare opuscule à la bibliothèque publique de Périgueux, ni dans le fonds Lapeyre, ni ailleurs ; mais il sait qu'il a été reproduit

presque en entier par le P. Carles, dans un des chapitres de son *Histoire du saint Suaire de N. S. Jésus-Christ, conservé dans l'ancienne église abbatiale de Cadouin en Périgord*, un volume in-8°, Paris, librairie Poussielgue, 1875, et il y prendra la copie, dont M. Riant a besoin, des leçons de matines soit de l'office monastique, soit de l'office du clergé séculier, qui tous les deux furent réformés au XVIII^e siècle par M^{re} de Montesquiou, évêque de Sarlat.

M. TAMIZEY DE LARROQUE appelle ensuite notre attention sur le *Journal de voyage de dom Jacques Boyer, religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, 1710-1714*, publié et annoté par Antoine Vernière. (Clermont - Ferrand, 1886, grand in-8° de 537 pages.) Il y a là des détails très intéressants sur le Périgord, (p. 267 à 281, et 301 à 308.) « Je citerai notamment, dit notre honoré confrère, ce qui, dans les récits du savant voyageur, regarde l'abbaye de Saint-Amand, l'abbaye de Dalon, celle de Terrasson, l'ermitage du dit lieu, le prieuré de Saint-Cyprien, l'évêque de Sarlat (Paul de Chaulnes), le comte de La Mothe Fénelon, « frère de M. de Cambray, gentilhomme âgé de plus de 80 ans, qui vit comme un saint », l'abbaye de Cadouin, celle de Fontgauffier, celle du Bugue, l'évêque de Périgueux (Pierre Clément), l'abbaye de Chancelade, celle de Brantôme, la fête de Saint-Sicaire, etc. »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle que M. Dujarric a été prié de nous faire un résumé de ce volume qu'il a entre les mains.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne ensuite communication d'une lettre intéressante, écrite pour ainsi dire au lendemain de Salzbach, quelques jours après la mort de Turenne. Elle est datée du camp d'Enghien, 5 août (1675), signée Labesse (de Foucaud), et adressée à la vicomtesse de Montréal, à Labesse.

« Je crainc que vous n'ayes apri, écrit le brave officier qui avait certainement plus de courage que d'orthographe, la nouvelle du eram (grand) combat qui set donné le troisieme de se moy, qui a esté furieux. Je ne » (n'ai) pas le tan de vous en fere le destal. Je vous dire seulement que

» tous mes frere et moy nous porton bien. Milliat et Foucaud este de l'armée de Monsieur de Bouffeur ; il arrivere dan le tan que les henemis se retire (retiraient). Je vous escrire plus o lon. Nous avont perdu bien du monde. Il en coute dis piese de canon aux henemis. Nous avont eu tout l'avantage. Nous avont perdu bien des ofisier : Boregar et mor de sa blesure ; Les Borie (Saint-Astier) a le bras case (cassé) ; le fis du Chanbon de Montigniat mor ; Monsieur de Turene mor ; le marquis de Bellefon mor ; et un gran nombre d'autre gen de caratère. Je vous prie de me donné de vos nouvelle.

» Je suis avec tout le respect possible, etc. »

Comme on s'en aperçoit, cette missive a été écrite en quelque sorte au débotté, en quittant le champ de bataille ; elle n'oublie pas de parler de tous les Périgourdiens alors à l'armée, si bien qu'elle met le grand Turenne sur le même rang.

M. Louis de Raynal, ancien procureur général près la Cour de Cassation, auteur de l'*Histoire du Berry*, dont la famille est originaire de notre département, veut bien mander à M. LE PRÉSIDENT qu'il possède un document ayant quelque intérêt pour la petite ville de Salignac. « C'est un registre, en assez mauvais état, des premières années du xvii^e siècle, dans lequel la famille de Costes de la Calprenède ou de la Calpranède, la famille de l'auteur des romans jadis si célèbres, faisait transcrire par les notaires qui les avaient reçus les actes qui les intéressaient. Ces actes constatent de nombreuses acquisitions et d'autres conventions faites surtout par M. Pierre de la Calpranède et débutent par le testament de son père, qui veut être enterré « par ceux de la Religion » et les partages qui en ont été la suite.

» Ce M. de la Calpranède avait acheté plus tard la charge de juge de la châtellenie et baronnie de Salignac.

» Le registre contient plusieurs actes où figurent quelques seigneurs de la baronnie ; les noms que j'ai pu y relever sont les suivants :

» M^{me} Jeanne de Salagnac, veuve de M. de Gontaut-Biron ; son fils, messire Jean de Gontaut-Biron, chevalier, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, capitaine de cinquante hommes de ses ordonnances, premier maréchal de ses camps et armées et ambassadeur de S. M. en Levant.

» L'acte qui consiste dans une vente à réméré de certaines redevances seigneuriales, — seulement rappelé, — est de 1590.

» Jean de Gontaut-Biron avait épousé Marguerite Hurault de l'Hospital, de la descendance du fameux chancelier.

» En février 1615, elle vend à Pierre de la Calpranède la judicature de Salignac, moyennant 1,043 *, après lui en avoir délivré les provisions, tant en son nom que comme curatrice de messire François de Biron de Sallaignac (*sic*), enfant d'honneur du roi, nourri auprès de S. M. et baron dudit Sallaignac.

» En avril 1615, elle vend *d'urgence* au même, moyennant 440 * d'autres redevances de la seigneurie, afin de conduire son fils à la cour, comme enfant du roi, le revenu de ladite seigneurie « n'étant bastant » pour un tel voyage.

» Le registre contient, du reste, les signatures de plusieurs notaires de Salignac ou des environs, entre autres d'un M. de Chaudru et la mention d'un M. de Reynal ou de Raynal, notaire à Sarlat, cette dernière signature à la date de 1609.

» Il m'avait été donné, il y a bien des années déjà, par un de vos compatriotes et de mes amis, M. Marmier, avocat à la Cour de Cassation et ancien président de son ordre, comme pouvant m'intéresser et comme contenant des noms que portait ma famille paternelle, la famille de Chaudru de Reynal ou de Raynal, de Salignac.

» On m'a appris aussi qu'on rencontrait à l'Armorial général déposé à la Bibliothèque nationale une dame de Brons, veuve d'un M. Pierre de Reynal, conseiller au siège présidial de Sarlat ; et notre double nom me paraît provenir d'une alliance, au commencement du xvii^e siècle, entre ces deux familles.

» J'ai retrouvé le registre dont je vous donne une courte analyse dans mes papiers de famille où j'ai pu faire quelques recherches depuis que j'habite la campagne. J'espère que la communication que je vous adresse pourra intéresser quelqu'un de vos savants confrères ; et si on avait quelque renseignement nouveau à me donner sur ce qui peut toucher mes souvenirs de famille, j'en serais très reconnaissant. »

L'assemblée charge le secrétaire général de remercier M. de Raynal. Il pourra en même temps l'engager à offrir aux archives de la Société ce registre qui paraît avoir plutôt un intérêt périgourdin.

M. Michel HARDY lit ensuite un rapport sur les découvertes archéologiques faites à la Cité de Périgueux en 1885.

« A différentes reprises, dit-il, au cours de nos séances, je vous ai signalé les découvertes que les travaux de canalisation aujourd'hui terminés ont amenées à Périgueux en 1885. Dans ces communications au jour le jour, je me suis surtout appliqué à décrire les monuments rencontrés dans la ville du Puy-Saint-Front. Dès l'abord, en effet, je m'étais proposé d'étudier avec vous dans un travail spécial les antiquités romaines que la pioche des ouvriers terrassiers ne pouvait manquer de mettre à découvert dans le vieux sol de la Cité. C'est à cette étude, Messieurs, que je viens vous convier. »

Après avoir rappelé la découverte du bas-relief de Mercure habilement restauré par M. Lassoutanie et qui fait aujourd'hui le principal ornement du Musée départemental, M. Hardy passe successivement en revue les monuments antiques rencontrés dans la rue de la Cité, dans le jardin du presbytère et sur l'emplacement du nouveau boulevard des Visitandines.

L'assemblée écoute avec intérêt la lecture de ce rapport et décide qu'il sera publié dans le *Bulletin*.

M. Augier, peintre décorateur, en ce moment à Champcevinel, dont il décore l'église de peintures murales, offre à la Société le moulage en plâtre d'un fer à hosties très finement ouvragé et remontant à la première moitié du xvi^e siècle. Ce fer appartient à M. l'abbé Fournier, curé de Champcevinel, et depuis longues années il est conservé dans sa famille.

M. Augier a bien voulu joindre à son envoi la note suivante :

« On sait que l'usage de fabriquer les pains d'autel au moyen d'un fer ne s'est guère introduit qu'à la fin du ix^e siècle. Il existe des fers qui remontent aux xii^e, xiii^e et xiv^e siècles. Celui dont je présente le moulage doit être du commencement du xvii^e siècle. Sur une même plaque, il offre

réunies deux grandes hosties et deux petites. Les grandes sont entourées d'une bordure où, entre quatre têtes d'anges disposées en croix, se voient des rayons flamboyants. L'une de ces hosties porte l'image de Notre Seigneur en croix ; à ses pieds, sur la gauche, Marie-Madeleine à genoux. Sur l'autre est figurée la résurrection. Notre Seigneur s'élevant triomphalement, au milieu d'une gloire ornée de six têtes d'anges, tient de sa main gauche l'étendard de la croix. Au-dessous est écrit en très belles lettres le nom de

I E S V S

» L'on peut présumer que cette hostie servait surtout pendant le temps pascal. On observera que sur l'un et l'autre la tête de Notre Seigneur n'est pas nimbée, mais entourée de rayons.

» Les petites hosties, ornées d'un grenetis sur le pourtour, portent l'une la figure de l'*Ecce Homo*, l'autre le monogramme IHS surmonté d'une croix et accompagné de trois clous. »

M. Augier a relevé aussi l'inscription de la cloche de Champcevinel et nous en envoie l'estampage. Cette inscription se déroule à la partie supérieure de la cloche. Sur le milieu se détache un cartouche portant le Christ en croix, avec la Sainte-Vierge et saint Jean. Voici le texte exact de l'inscription :

STE MARCE ORA PRO NOBIS .

M^{re} A . FAVRE . CVRE .

M^r E . DE . MERDIEV DAMBOIS MAIRE // PERPETVEL .

PARAIN M^r SICAIRE NADAU DE SAINT RAT C^{le} & P^r G^{le} .

MARAIN D^{re} MARIE // DVCLVZELE D^{re} DE ROCHEFORT .

F . CHEMNADE . ASTIER PALADE . E . DEGADE .

I^{re} . SVDRAV . I . GER//BEAVD . TOVS CONSVLS .

I . LAVES SOVS SINDIC . ED . BELAYME GFR .

I . SIMONET . F . T . SOVLIER SINDIC // FABRICIENS .

1757 .

Cette inscription offrant plusieurs abréviations et quelques inexactitudes dans l'orthographe des noms, nous croyons devoir la transcrire en la complétant :

Sancte Marce, ora pro nobis.

Messire A. Faure, curé ; M^r E. de Mèredieu d'Ambois, maire perpétuel ;
parrain, M^r Sicaire Nadal de Sintrac, conseiller et procureur général ;
marraine, dame Marie Ducluzel dame de Rochefort ;
François Chaminade, Astier Parade, Etienne Degarde, Joseph Sudraud,
Jean Gerbeaud, tous consuls ;
Jean Lavès, sous-sindic ; Ed. Beleymes, greffier ;
J. Simonet, F. T. Soulier, syndic, fabriciens.

1757.

La paroisse de Champcevinel relevait encore au XVIII^e siècle de la juridiction des maire et consuls de Périgueux ; ceci explique pourquoi leurs noms sont inscrits sur la cloche. Le parrain lui-même, M. Nadal de Sintrac, faisait partie du corps consulaire où il avait le rang de deuxième consul.

Puis, M. Michel HARDY montre à ses confrères une petite fiole de verre, à peu près intacte malgré son ancienneté et trouvée ces jours derniers, à Périgueux, dans des circonstances assez singulières.

En réparant la façade de la maison de M^{me} Adèle Lacoste, dans la rue du Serment, des ouvriers, rapporte M. Hardy, rencontrèrent dans le mur mitoyen qui sépare cette propriété de la maison voisine, du côté de l'hôtel-de-ville, une conduite verticale pratiquée dans l'épaisseur du mur. Cette conduite, de forme rectangulaire, mesure 0^m20 de côté. Une légère saillie du mur sur la façade pouvait seule en révéler la présence. Sa netteté parfaite prouve qu'elle n'a jamais servi, mais on ne saurait douter qu'elle n'ait été destinée primitivement à l'écoulement des eaux pluviales ou peut-

réunies deux grandes hosties et deux petites. Les grandes sont entourées d'une bordure où, entre quatre têtes d'anges disposées en croix, se voient des rayons flamboyants. L'une de ces hosties porte l'image de Notre Seigneur en croix ; à ses pieds, sur la gauche, Marie-Madeleine à genoux. Sur l'autre est figurée la résurrection. Notre Seigneur s'élevant triomphalement, au milieu d'une gloire ornée de six têtes d'anges, tient de sa main gauche l'étendard de la croix. Au-dessous est écrit en très belles lettres le nom de

IESVS

» L'on peut présumer que cette hostie servait surtout pendant le temps pascal. On observera que sur l'un et l'autre la tête de Notre Seigneur n'est pas nimée, mais entourée de rayons.

» Les petites hosties, ornées d'un grenetis sur le pourtour, portent l'une la figure de l'*Ecce Homo*, l'autre le monogramme IHS surmonté d'une croix et accompagné de trois clous. »

M. Augier a relevé aussi l'inscription de la cloche de Champcevinel et nous en envoie l'estampage. Cette inscription se déroule à la partie supérieure de la cloche. Sur le milieu se détache un cartouche portant le Christ en croix, avec la Sainte-Vierge et saint Jean. Voici le texte exact de l'inscription :

STE MARCE ORA PRO NOBIS .

M^{re} A . FAVRE . CVRE .

M^r E . DE . MERDIEV DAMBOIS MAIRE // PERPETVEL .

PARAIN M^r SICAIRE NADAU DE SAINTRAT C^{la} & P^r G^e .

MARAIN D^{re} MARIE // DVCLVZELE D^{re} DE ROCHFORT.

F . CHEMNADE . ASTIER PALADE . E . DEGADE .

I^{re} . SVDRAV . I . GER//BEAYD . TOVS CONSVLS .

I . LAVES SOVS SINDIC . ED . BELAYME GFR .

I . SIMONET . F . T . SOVLIER SINDIC // FABRICIENS .

1757 .

Cette inscription offrant plusieurs abréviations et quelques inexactitudes dans l'orthographe des noms, nous croyons devoir la transcrire en la complétant :

Sancte Marce, ora pro nobis.

Messire A. Faure, curé ; M^r E. de Mèredieu d'Ambois, maire perpétuel ;
parrain, M^r Sicaire Nadal de Sintrac, conseiller et procureur général ;
marraine, dame Marie Ducluzel dame de Rochefort ;
François Chaminade, Astier Parade, Etienne Degarde, Joseph Sudraud,
Jean Gerbeaud, tous consuls ;
Jean Lavès, sous-sindic ; Ed. Beleymes, greffier ;
J. Simonet, F. T. Soulier, syndic, fabriciens.

1757.

La paroisse de Champcevinel relevait encore au XVIII^e siècle de la juridiction des maire et consuls de Périgueux ; ceci explique pourquoi leurs noms sont inscrits sur la cloche. Le parrain lui-même, M. Nadal de Sintrac, faisait partie du corps consulaire où il avait le rang de deuxième consul.

Puis, M. Michel HARDY montre à ses confrères une petite fiole de verre, à peu près intacte malgré son ancienneté et trouvée ces jours derniers, à Périgueux, dans des circonstances assez singulières.

En réparant la façade de la maison de M^{me} Adèle Lacoste, dans la rue du Serment, des ouvriers, rapporte M. Hardy, rencontrèrent dans le mur mitoyen qui sépare cette propriété de la maison voisine, du côté de l'hôtel-de-ville, une conduite verticale pratiquée dans l'épaisseur du mur. Cette conduite, de forme rectangulaire, mesure 0^m20 de côté. Une légère saillie du mur sur la façade pouvait seule en révéler la présence. Sa netteté parfaite prouve qu'elle n'a jamais servi, mais on ne saurait douter qu'elle n'ait été destinée primitivement à l'écoulement des eaux pluviales ou peut-

réunies deux grandes hosties et deux petites. Les grandes sont entourées d'une bordure où, entre quatre têtes d'anges disposées en croix, se voient des rayons flamboyants. L'une de ces hosties porte l'image de Notre Seigneur en croix ; à ses pieds, sur la gauche, Marie-Madeleine à genoux. Sur l'autre est figurée la résurrection. Notre Seigneur s'élevant triomphalement, au milieu d'une gloire ornée de six têtes d'anges, tient de sa main gauche l'étendard de la croix. Au-dessous est écrit en très belles lettres le nom de

IESVS

» L'on peut présumer que cette hostie servait surtout pendant le temps pascal. On observera que sur l'un et l'autre la tête de Notre Seigneur n'est pas nimée, mais entourée de rayons.

» Les petites hosties, ornées d'un grenetis sur le pourtour, portent l'une la figure de l'*Ecce Homo*, l'autre le monogramme IHS surmonté d'une croix et accompagné de trois clous. »

M. Augier a relevé aussi l'inscription de la cloche de Champcevinel et nous en envoie l'estampage. Cette inscription se déroule à la partie supérieure de la cloche. Sur le milieu se détache un cartouche portant le Christ en croix, avec la Sainte-Vierge et saint Jean. Voici le texte exact de l'inscription :

STE MARCE ORA PRO NOBIS .

M^{re} A . FAVRE . CVRE .

M^r E . DE . MERDIEV DAMBOIS MAIRE // PERPETVEL .

PARAIN M^r SICAIRE NADAU DE SAINTRAT C^{ie} & P^r G^{ie} .

MARAIN D^{re} MARIE // DVCLVZELE D^{re} DE ROCHFORT.

F . CHEMNADE . ASTIER PALADE . E . DEGADE .

I^{re} . SVDRAV . I . GER//BEAVD . TOVS CONSVLS .

I . LAVES SOVS SINDIC . ED . BELAYME GFR .

I . SIMONET . F . T . SOVLIER SINDIC // FABRICIENS .

1757 .

Cette inscription offrant plusieurs abréviations et quelques inexactitudes dans l'orthographe des noms, nous croyons devoir la transcrire en la complétant :

Sancte Marce, ora pro nobis.

Messire A. Faure, curé ; M^r E. de Mèredieu d'Ambois, maire perpétuel ;
parrain, M^r Sicaire Nadal de Sintrac, conseiller et procureur général ;
marraine, dame Marie Ducluzel dame de Rochefort ;
François Chaminade, Astier Parade, Etienne Degarde, Joseph Sudraud,
Jean Gerbeaud, tous consuls ;
Jean Lavès, sous-sindic ; Ed. Beleymes, greffier ;
J. Simonet, F. T. Soulier, syndic, fabriciens.

1757.

La paroisse de Champcevinel relevait encore au XVIII^e siècle de la juridiction des maire et consuls de Périgueux ; ceci explique pourquoi leurs noms sont inscrits sur la cloche. Le parrain lui-même, M. Nadal de Sintrac, faisait partie du corps consulaire où il avait le rang de deuxième consul.

Puis, M. Michel HARDY montre à ses confrères une petite fiole de verre, à peu près intacte malgré son ancienneté et trouvée ces jours derniers, à Périgueux, dans des circonstances assez singulières.

En réparant la façade de la maison de M^{me} Adèle Lacoste, dans la rue du Serment, des ouvriers, rapporte M. Hardy, rencontrèrent dans le mur mitoyen qui sépare cette propriété de la maison voisine, du côté de l'hôtel-de-ville, une conduite verticale pratiquée dans l'épaisseur du mur. Cette conduite, de forme rectangulaire, mesure 0^m20 de côté. Une légère saillie du mur sur la façade pouvait seule en révéler la présence. Sa netteté parfaite prouve qu'elle n'a jamais servi, mais on ne saurait douter qu'elle n'ait été destinée primitivement à l'écoulement des eaux pluviales ou peut-

être des eaux ménagères (1). Tout au bas de cette conduite et un peu en dessous du sol extérieur, les ouvriers trouvèrent rassemblés la fiole que voici, deux fragments d'une autre et trois petits disques découpés dans une feuille de laiton et percés à leur centre.

De ces divers objets, la fiole seule présente quelque intérêt, et M. Hardy sait gré à M^{me} Lacoste de la lui avoir offerte pour sa collection. Haute de 0^m058, elle est côtelée inférieurement, et quoique distorse et d'une fabrication grossière, ne manque pas d'une certaine élégance. On peut la considérer comme un des rares spécimens de la verrerie usuelle au xiii^e ou au xiv^e siècle. Le lieu même de sa découverte en fait connaître la date. Il est évident, en effet, qu'elle n'a pas été entraînée par les eaux au bas de la conduite, mais y a été déposée, dans un but quelconque, par les ouvriers maçons qui construisirent la muraille. Or, cette muraille, comme la façade à ouvertures ogivales qui s'y relie sur la gauche, doit être rapportée au xiii^e ou au plus tard au commencement du xiv^e siècle.

M. Alcide DUVERNEUIL dépose sur le bureau un petit fragment de la brèche bien connue de Sorges, où sont agglomérés de nombreux fossiles, des dents de bœuf, de cheval, etc.

Enfin, M. Louis CARVÈS exprime le vœu que la Société fasse cette année une seconde excursion archéologique dans le Sarladais. Elle pourrait cette fois visiter les villes de Sarlat et de Domme. — Notre confrère veut bien se charger de préparer un itinéraire pour l'assemblée générale du 27 mai.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie. Après deux votes par acclamation, M. LE PRÉSIDENT proclame membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

(1) M. Viollet-le-Duc signale dans plusieurs châteaux des xii^e et xiii^e siècles, « des conduites carrées en pierre, ménagées dans l'épaisseur des constructions » et qui étaient destinées, dit-il, à envoyer dans des citernes les eaux pluviales tombant sur les combles. — *Dictionnaire raisonné de l'Architecture française*, tome III, p. 502.

M. E. Dorsène, photographe, cours Tourny, à Périgueux, présenté par M. de Saint-Pierre et M. Villepelet ;

Et M. René de la Bastide, rue de la Constitution, à Périgueux, présenté par M. Gérard de Fayolle et M. l'abbé Montet.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Vice-Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 6 Mai 1886.



Présidence de M. le Marquis DE FAYOLLE,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents :

MM. de Froidefond, de Roumejoux, Villepelet, l'abbé Riboulet, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, Bleynie, l'abbé Brugière, Louis Carvès, Coulombeix, le docteur Dumont, Charles Durand, Alcide Duverneuill, le comte Gérard de Fayolle, Féaux, Paul Galy, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy, René de La Bastide, le docteur Armand de Lacrousille, Lespinas, Marmier, l'abbé Montet, de Peyronny, André Saintmartin et Crédot.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT est heureux d'annoncer que, par décret de M. le Président de la République, en date du 19 avril dernier, la *Société historique et archéologique du Périgord* a été

reconnue comme établissement d'utilité publique. Il donne ensuite lecture de ce décret, qui est ainsi libellé :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes ;

Vu la demande formée par la SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique ;

Vu les statuts de cette Société, l'état de la situation financière et les autres pièces produites à l'appui de sa demande ;

Vu l'avis favorable du Comité des Travaux historiques et scientifiques (section d'Archéologie) ;

Vu les avis favorables du Préfet de la Dordogne et du Recteur de l'Académie de Bordeaux ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est reconnue comme établissement d'utilité publique.

ART. 2. — Les statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés. Aucune modification ne pourra y être faite sans l'autorisation du gouvernement.

ART. 3. — Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 avril 1886.

Signé : JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Instruction publique,
des Beaux-Arts et des Cultes,*

Signé : René GOBLET.

Pour ampliation :

Le Chef de bureau du Cabinet :

Signé : ROUJON.

Notre Société — ajoute M. LE PRÉSIDENT — reçoit ainsi le prix de ses efforts et la récompense de ses travaux. Et, puisqu'une circonstance pénible m'appelle encore aujourd'hui à occuper ce fauteuil, je croirais manquer à un devoir de reconnaissance et blesser du même coup vos sentiments, si je ne faisais remonter à qui de droit un résultat qui est aussi flatteur pour le présent qu'il sera fructueux pour l'avenir de notre association :

D'abord à notre cher Président, dont nous regrettons aujourd'hui plus que jamais l'absence au milieu de nous. N'est-ce pas, en effet, M. le docteur Galy qui a pris notre Société à sa naissance, l'a fait connaître par ses savantes recherches comme par celles qu'il a suscitées autour de lui et qui l'a conduite avec un infatigable dévouement au but envié qu'elle vient d'atteindre ?

Ensuite à notre Secrétaire-général et administrateur M. Villepelet, dont les comptes-rendus de nos séances, qui furent remarqués au congrès de la Sorbonne en 1883, révèlent de rares connaissances en histoire et en archéologie ; à qui notre Société doit sa prospérité financière et la fidèle exécution de son programme ; et aux communications duquel nos réunions empruntent toujours un grand attrait.

Nous n'avons garde d'oublier — continue M. LE PRÉSIDENT — nos honorables confrères M. le docteur Gadaud et M. Marmier, dont les démarches actives ont hâté la signature du décret qui nous occupe, et je suis certainement votre interprète en leur adressant de vifs remerciements pour le concours qu'ils nous ont prêté en cette circonstance.

Il convient aussi — dit en terminant M. LE PRÉSIDENT — d'exprimer notre gratitude à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes pour avoir rendu justice à l'ardeur passionnée dont nous sommes tous animés pour l'étude du passé.

Cette chaude allocution de M. LE PRÉSIDENT a été couverte d'applaudissements.

M. LE PRÉSIDENT fait part de la mort de notre confrère M. le comte Gaëtan de Laurière, décédé le 20 avril dernier, au château de Lespinassat, commune de Bergerac. Il était à

peine âgé de 31 ans, et les qualités de l'esprit et du cœur dont il était orné lui avaient attiré de nombreuses sympathies. — Selon une pieuse coutume, une notice nécrologique sera consacrée à sa mémoire dans notre *Bulletin*.

D'unanimes regrets accueillent cette triste communication.

M. LE PRÉSIDENT énumère ensuite rapidement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahier de mars 1886, in-4°, Paris, Imprimerie nationale, renfermant, à la page 163 et suivantes, le premier article de M. Gellroy sur l'ÉPIGRAPHIE DOLIAIRE CHEZ LES ROMAINS, à l'occasion d'un ouvrage de M. de Rossi, paru, en 1884, sur cet intéressant sujet. « Ce qui constitue spécialement ce genre d'épigraphie, ce sont les marques, les formules, les noms inscrits à l'aide de timbres sur l'anse ou le col des amphores, sur le plat des briques et des tuiles servant à la construction » ;

Les *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie*, 3^e série, tome XI, Chambéry, 1886, contenant, à la page 165, un historique de la mosaïque « qui est la seule peinture de l'éternité », suivi d'une curieuse description de la décoration en mosaïques par le Dr Salviati, de la voûte du Hall du Cercle d'Aix-les-Bains, sur une superficie de près de 400 mètres carrés ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*, 5^e série, tome VII, années 1884-1885, in-8°, Angoulême, consignait la découverte, près Civray, de la sépulture d'un Gaulois enterré sur son char, rencontre qui, jusqu'à ce jour, ne se serait produite que dans l'est de la Gaule ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 1^{re} livraison 1886, janvier-février-mars, Tulle, reproduisant l'analyse d'un mémoire de M. Louis Guibert, de Limoges, sur le commencement de l'année et les méthodes adoptées successivement pour dater les actes dans la Corrèze, d'où il résulterait que, dans les diocèses de Rodez, du Puy et de Tulle, comme « probablement » dans celui de Périgueux, le mode de *comput* officiel, en usage dans toute

la France, jusqu'au xvi^e siècle, était celui qui plaçait au jour de Pâques le premier de l'an ;

Le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, VI^e volume, 2^e livraison, 1^{er} avril 1886, in-8°, Saintes ;

Le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, 5^e année, avril-mai-juin 1886, n° 2 (18°), Gap ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1886 (avril), 77^e livraison, Valence ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome VIII, n°s 26 et 27, 3^e et 4^e trimestre de 1885, in-8°, Orléans ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, 2^e volume, n° 1, mars 1886, in-8°, Foix ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 38, mars 1886, in-8°, Vienne (Isère) ;

Le *Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, tome XIII, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e trimestre 1885, Montauban ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du sud-ouest*, numéros des 31 mars et 30 avril 1886, in-4°, Bordeaux, librairie Férét ;

Le *Catalogue* d'une précieuse collection de lettres autographes et de pièces historiques, parmi lesquelles on remarque deux lettres attribuées, l'une à notre illustre compatriote Fénelon, et l'autre à son neveu, le général marquis de La Mothe-Fénelon ; la vente a eu lieu le 14 avril dernier ;

Le *Catalogue* de livres et pièces rares sur Paris et les provinces, émanant du libraire Chossonnery ;

Par M. le Ministre de l'Instruction publique, le *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques*, section des sciences économiques et sociales, année 1885, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1886, n° 1, Paris, Imprimerie nationale ; et l'*Annual report of the Board of Regents of the Smithsonian Institution*, for the year, 1883, Washington, 1885 ;

Par M. le docteur Testut, son étude sur la *Dissection d'un*

Boschiman, tirée des *Nouvelles archives du Museum d'histoire naturelle* ; sa *Note topographique sur les groupes tumulaires d'Agès (Landes)* ; son travail sur les *Polissoirs néolithiques du département de la Dordogne* ; et ses deux plaquettes concernant des fouilles dans les *Landes d'Agès, d'Estibaux et de Pomarez* ;

Par M. Marmier, sa brochure intitulée : *Le Front sud des frontières suisses*, Paris, 1886 ;

Par M. l'abbé Goyhenèche, son *Cours élémentaire de droit canonique*, nouvelle édition, enrichie de notes, et son étude sur le *Syllabus, ses enseignements et son autorité doctrinale*.

Des remerciements sont exprimés aux auteurs ou donateurs.

M. René DE LA BASTIDE, élu membre titulaire dans une séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

M. le Président de la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques nous transmet le programme du congrès qui sera tenu à Nantes, du 1^{er} au 8 juillet, par ladite Société, en exprimant le désir de nous voir prendre part à ses travaux.

La *Société des Amis des monuments parisiens*, en nous signalant son but, qui est de veiller sur les œuvres d'art et sur la physionomie monumentale de Paris, fait un pressant appel à notre concours. — L'assemblée, consultée, estime que notre Société ne peut faire, malgré son désir, aucun sacrifice pour ce genre de travail.

M. le Secrétaire-général lit un mémoire que lui a transmis M. MALLAT sur *Grimoard de Mussidan*, qui fut abbé de Brantôme. — Cette étude, dont il est donné lecture, sera insérée au *Bulletin*.

De son côté, notre studieux confrère M. Elie DE BIRAN a également fait parvenir à M. le Secrétaire-général quelques notes et documents sur *Les trois premiers Seigneurs de Bergerac*. — La Société écoute avec intérêt la lecture de ce travail par M. le Secrétaire-général et elle décide qu'il sera publié dans nos annales.

Enfin, M. l'abbé PERGOT nous mande qu'il persiste à se croire fondé, malgré la vive opposition de M. le chanoine

Arbellot, à placer dans la paroisse de Châtres le berceau de saint Vaast, et il nous sollicite de nommer une commission pour étudier sur les lieux mêmes les monuments qui le forment dans son opinion ; cette commission aurait à se prononcer ensuite entre les deux champions. Après en avoir délibéré, l'assemblée félicite notre laborieux confrère de son dévouement, mais elle ne croit pas devoir entrer dans cette voie.

M. le Secrétaire-général a reçu de M. le baron DE VERNEILH et fait passer sous les yeux de l'assistance deux beaux dessins à la plume, représentant : l'un, les Hôtels Renaissance du quai, à Périgueux, et l'autre, le vieux petit donjon du Chapdeuil, dans l'arrondissement de Ribérac, construction de la fin du xir^e siècle, arrangée et remaniée au xv^e siècle. — Des félicitations sont votées à notre honorable vice-président.

M. LE PRÉSIDENT communique un prospectus annonçant l'apparition, dans le courant de l'année 1886, d'un ouvrage de M. Cyprien Pérathon ayant pour titre et sous-titre : « *Aubusson : la vicomté ; la ville ; les tapisseries et la maison d'Aubusson* ». Le prix est fixé à 10 fr. On souscrit chez l'auteur, à Aubusson.

M. LE PRÉSIDENT rappelle l'existence, à Paris, d'une association confraternelle, qui tend à créer un centre où toutes les Sociétés pourraient se réunir, et il donne lecture du rapport de cette Société indiquant les voies et moyens à employer pour mettre ce projet à exécution.

M. Paul GALY dépose, sur le bureau, les acquisitions faites par son père, en qualité de Conservateur, pour le Musée départemental : 1^o quenouille, fuseau et dévidoir en buis et ivoire, de la fin du xvi^e siècle ; 2^o espagnolette en fer forgé, du xviii^e siècle (travail de maîtrise) ; 3^o serrure de coffre du xiv^e siècle ; 4^o collier de chien-dogue du xvii^e siècle. M. Paul Galy présente ensuite, en son nom personnel, une quenouille en buis sculptée incomplète. — Tous ces objets sont examinés avec un grand intérêt ; les quatre premiers objets vont être placés dans les vitrines du Musée.

M. le Président donne la parole à M. Louis CARVÈS, qui

Boschiman, tirée des *Nouvelles archives du Museum d'histoire naturelle*; sa *Note topographique sur les groupes tumulaires d'Agès (Landes)*; son travail sur les *Polissoirs néolithiques du département de la Dordogne*; et ses deux plaquettes concernant des fouilles dans les *Landes d'Agès, d'Estibaux et de Pomarez*;

Par M. Marmier, sa brochure intitulée : *Le Front sud des frontières suisses*, Paris, 1886;

Par M. l'abbé Goyhenèche, son *Cours élémentaire de droit canonique*, nouvelle édition, enrichie de notes, et son étude sur le *Syllabus, ses enseignements et son autorité doctrinale*.

Des remerciements sont exprimés aux auteurs ou donateurs.

M. René DE LA BASTIDE, élu membre titulaire dans une séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

M. le Président de la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques nous transmet le programme du congrès qui sera tenu à Nantes, du 1^{er} au 8 juillet, par ladite Société, en exprimant le désir de nous voir prendre part à ses travaux.

La *Société des Amis des monuments parisiens*, en nous signalant son but, qui est de veiller sur les œuvres d'art et sur la physionomie monumentale de Paris, fait un pressant appel à notre concours. — L'assemblée, consultée, estime que notre Société ne peut faire, malgré son désir, aucun sacrifice pour ce genre de travail.

M. le Secrétaire-général lit un mémoire que lui a transmis M. MALLAT sur *Grimoard de Mussidan*, qui fut abbé de Brantôme. — Cette étude, dont il est donné lecture, sera insérée au *Bulletin*.

De son côté, notre studieux confrère M. Elie DE BIRAN a également fait parvenir à M. le Secrétaire-général quelques notes et documents sur *Les trois premiers Seigneurs de Bergerac*. — La Société écoute avec intérêt la lecture de ce travail par M. le Secrétaire-général et elle décide qu'il sera publié dans nos annales.

Enfin, M. l'abbé PERGOT nous mande qu'il persiste à se croire fondé, malgré la vive opposition de M. le chanoine

Arbellot, à placer dans la paroisse de Châtres le berceau de saint Vaast, et il nous sollicite de nommer une commission pour étudier sur les lieux mêmes les monuments qui le fortifient dans son opinion ; cette commission aurait à se prononcer ensuite entre les deux champions. Après en avoir délibéré, l'assemblée félicite notre laborieux confrère de son dévouement, mais elle ne croit pas devoir entrer dans cette voie.

M. le Secrétaire-général a reçu de M. le baron DE VERNEILH et fait passer sous les yeux de l'assistance deux beaux dessins à la plume, représentant : l'un, les Hôtels Renaissance du quai, à Périgueux, et l'autre, le vieux petit donjon du Chapdeuil, dans l'arrondissement de Ribérac, construction de la fin du ^{xii}^e siècle, arrangée et remaniée au ^{xv}^e siècle. — Des félicitations sont votées à notre honorable vice-président.

M. LE PRÉSIDENT communique un prospectus annonçant l'apparition, dans le courant de l'année 1886, d'un ouvrage de M. Cyprien Pérathon ayant pour titre et sous-titre : « *Aubusson : la vicomté ; la ville ; les tapisseries et la maison d'Aubusson* ». Le prix est fixé à 10 fr. On souscrit chez l'auteur, à Aubusson.

M. LE PRÉSIDENT rappelle l'existence, à Paris, d'une association confraternelle, qui tend à créer un centre où toutes les Sociétés pourraient se réunir, et il donne lecture du rapport de cette Société indiquant les voies et moyens à employer pour mettre ce projet à exécution.

M. Paul GALY dépose, sur le bureau, les acquisitions faites par son père, en qualité de Conservateur, pour le Musée départemental : 1^o quenouille, fuseau et dévidoir en buis et ivoire, de la fin du ^{xvi}^e siècle ; 2^o espagnolette en fer forgé, du ^{xviii}^e siècle (travail de maîtrise) ; 3^o serrure de coffre du ^{xiv}^e siècle ; 4^o collier de chien-dogue du ^{xvii}^e siècle. M. Paul Galy présente ensuite, en son nom personnel, une quenouille en buis sculptée incomplète. — Tous ces objets sont examinés avec un grand intérêt ; les quatre premiers objets vont être placés dans les vitrines du Musée.

M. le Président donne la parole à M. Louis CARVÈS, qui

Boschiman, tirée des *Nouvelles archives du Museum d'histoire naturelle*; sa *Note topographique sur les groupes tumulaires d'Agès (Landes)*; son travail sur les *Polissoirs néolithiques du département de la Dordogne*; et ses deux plaquettes concernant des fouilles dans les *Landes d'Agès, d'Estibeaux et de Pomarez*;

Par M. Marmier, sa brochure intitulée : *Le Front sud des frontières suisses*, Paris, 1886;

Par M. l'abbé Goyhenèche, son *Cours élémentaire de droit canonique*, nouvelle édition, enrichie de notes, et son étude sur le *Syllabus, ses enseignements et son autorité doctrinale*.

Des remerciements sont exprimés aux auteurs ou donateurs.

M. René DE LA BASTIDE, élu membre titulaire dans une séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

M. le Président de la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques nous transmet le programme du congrès qui sera tenu à Nantes, du 1^{er} au 8 juillet, par ladite Société, en exprimant le désir de nous voir prendre part à ses travaux.

La *Société des Amis des monuments parisiens*, en nous signalant son but, qui est de veiller sur les œuvres d'art et sur la physionomie monumentale de Paris, fait un pressant appel à notre concours. — L'assemblée, consultée, estime que notre Société ne peut faire, malgré son désir, aucun sacrifice pour ce genre de travail.

M. le Secrétaire-général lit un mémoire que lui a transmis M. MALLAT sur *Grimoard de Mussidan*, qui fut abbé de Brantôme. — Cette étude, dont il est donné lecture, sera insérée au *Bulletin*.

De son côté, notre studieux confrère M. Elie DE BIRAN a également fait parvenir à M. le Secrétaire-général quelques notes et documents sur *Les trois premiers Seigneurs de Bergerac*. — La Société écoute avec intérêt la lecture de ce travail par M. le Secrétaire-général et elle décide qu'il sera publié dans nos annales.

Enfin, M. l'abbé PERGOT nous mande qu'il persiste à se croire fondé, malgré la vive opposition de M. le chanoine

Arbellot, à placer dans la paroisse de Châtres le berceau de saint Vaast, et il nous sollicite de nommer une commission pour étudier sur les lieux mêmes les monuments qui le fortifient dans son opinion ; cette commission aurait à se prononcer ensuite entre les deux champions. Après en avoir délibéré, l'assemblée félicite notre laborieux confrère de son dévouement, mais elle ne croit pas devoir entrer dans cette voie.

M. le Secrétaire-général a reçu de M. le baron DE VERNEILLH et fait passer sous les yeux de l'assistance deux beaux dessins à la plume, représentant : l'un, les Hôtels Renaissance du quai, à Périgueux, et l'autre, le vieux petit donjon du Chapdeuil, dans l'arrondissement de Ribérac, construction de la fin du xii^e siècle, arrangée et remaniée au xv^e siècle. — Des félicitations sont votées à notre honorable vice-président.

M. LE PRÉSIDENT communique un prospectus annonçant l'apparition, dans le courant de l'année 1886, d'un ouvrage de M. Cyprien Pérathon ayant pour titre et sous-titre : « *Aubusson : la vicomté ; la ville ; les tapisseries et la maison d'Aubusson* ». Le prix est fixé à 10 fr. On souscrit chez l'auteur, à Aubusson.

M. LE PRÉSIDENT rappelle l'existence, à Paris, d'une association confraternelle, qui tend à créer un centre où toutes les Sociétés pourraient se réunir, et il donne lecture du rapport de cette Société indiquant les voies et moyens à employer pour mettre ce projet à exécution.

M. Paul GALY dépose, sur le bureau, les acquisitions faites par son père, en qualité de Conservateur, pour le Musée départemental : 1^o quenouille, fuseau et dévidoir en buis et ivoire, de la fin du xvi^e siècle ; 2^o espagnolette en fer forgé, du xviii^e siècle (travail de maîtrise) ; 3^o serrure de coffre du xiv^e siècle ; 4^o collier de chien-dogue du xvii^e siècle. M. Paul Galy présente ensuite, en son nom personnel, une quenouille en buis sculptée incomplète. — Tous ces objets sont examinés avec un grand intérêt ; les quatre premiers objets vont être placés dans les vitrines du Musée.

M. le Président donne la parole à M. Louis CARVÈS, qui

Boschiman, tirée des *Nouvelles archives du Museum d'histoire naturelle*; sa *Note topographique sur les groupes tumulaires d'Agès (Landes)*; son travail sur les *Polissoirs néolithiques du département de la Dordogne*; et ses deux plaquettes concernant des fouilles dans les *Landes d'Agès, d'Estibeaux et de Pomarez*;

Par M. Marmier, sa brochure intitulée : *Le Front sud des frontières suisses*, Paris, 1886;

Par M. l'abbé Goyhenèche, son *Cours élémentaire de droit canonique*, nouvelle édition, enrichie de notes, et son étude sur le *Syllabus, ses enseignements et son autorité doctrinale*.

Des remerciements sont exprimés aux auteurs ou donateurs.

M. René DE LA BASTIDE, élu membre titulaire dans une séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

M. le Président de la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques nous transmet le programme du congrès qui sera tenu à Nantes, du 1^{er} au 8 juillet, par ladite Société, en exprimant le désir de nous voir prendre part à ses travaux.

La *Société des Amis des monuments parisiens*, en nous signalant son but, qui est de veiller sur les œuvres d'art et sur la physionomie monumentale de Paris, fait un pressant appel à notre concours. — L'assemblée, consultée, estime que notre Société ne peut faire, malgré son désir, aucun sacrifice pour ce genre de travail.

M. le Secrétaire-général lit un mémoire que lui a transmis M. MALLAT sur *Grimoard de Mussidan*, qui fut abbé de Brantôme. — Cette étude, dont il est donné lecture, sera insérée au *Bulletin*.

De son côté, notre studieux confrère M. Elie DE BIRAN a également fait parvenir à M. le Secrétaire-général quelques notes et documents sur *Les trois premiers Seigneurs de Bergerac*. — La Société écoute avec intérêt la lecture de ce travail par M. le Secrétaire-général et elle décide qu'il sera publié dans nos annales.

Enfin, M. l'abbé PERGOT nous mande qu'il persiste à se croire fondé, malgré la vive opposition de M. le chanoine

Arbellot, à placer dans la paroisse de Châtres le berceau de saint Vaast, et il nous sollicite de nommer une commission pour étudier sur les lieux mêmes les monuments qui le fortifient dans son opinion ; cette commission aurait à se prononcer ensuite entre les deux champions. Après en avoir délibéré, l'assemblée félicite notre laborieux confrère de son dévouement, mais elle ne croit pas devoir entrer dans cette voie.

M. le Secrétaire-général a reçu de M. le baron DE VERNEILLI et fait passer sous les yeux de l'assistance deux beaux dessins à la plume, représentant : l'un, les Hôtels Renaissance du quai, à Périgueux, et l'autre, le vieux petit donjon du Chapdeuil, dans l'arrondissement de Ribérac, construction de la fin du ^{xii}^e siècle, arrangée et remaniée au ^{xv}^e siècle. — Des félicitations sont votées à notre honorable vice-président.

M. LE PRÉSIDENT communique un prospectus annonçant l'apparition, dans le courant de l'année 1886, d'un ouvrage de M. Cyprien Pérathon ayant pour titre et sous-titre : « *Aubusson : la vicomté ; la ville ; les tapisseries et la maison d'Aubusson* ». Le prix est fixé à 10 fr. On souscrit chez l'auteur, à Aubusson.

M. LE PRÉSIDENT rappelle l'existence, à Paris, d'une association confraternelle, qui tend à créer un centre où toutes les Sociétés pourraient se réunir, et il donne lecture du rapport de cette Société indiquant les voies et moyens à employer pour mettre ce projet à exécution.

M. Paul GALY dépose, sur le bureau, les acquisitions faites par son père, en qualité de Conservateur, pour le Musée départemental : 1° quenouille, fuseau et dévidoir en buis et ivoire, de la fin du ^{xvi}^e siècle ; 2° espagnolette en fer forgé, du ^{xviii}^e siècle (travail de maîtrise) ; 3° serrure de coffre du ^{xiv}^e siècle ; 4° collier de chien-dogue du ^{xvii}^e siècle. M. Paul Galy présente ensuite, en son nom personnel, une quenouille en buis sculptée incomplète. — Tous ces objets sont examinés avec un grand intérêt ; les quatre premiers objets vont être placés dans les vitrines du Musée.

M. le Président donne la parole à M. Louis CARVÈS, qui

demande si le moment n'est pas venu de s'occuper de préparer l'excursion que la Société doit faire cette année. Sur la réponse affirmative qui lui est faite, notre honorable confrère propose l'itinéraire suivant :

Excursion à Sarlat et Domme.

Départ de Périgueux à 5 h. 45 du matin ; arrivée à Sarlat à 8 h. 35 du matin.

Visite de la ville de Sarlat : la cathédrale, la maison de La Boétie, la Lanterne des Morts, plusieurs maisons anciennes, etc., etc. Déjeuner à 11 h. à l'hôtel de la Madeleine.

A midi, départ pour Domme. Visite de la ville, de ses remparts, des ruines de son ancien château, de la Porte des Tours, etc., etc. Excursion à la grotte de Combe-Granach, visite de l'église de Cénac.

Départ de Domme à 5 h. pour aller prendre à Vézac le train de 6 h. 40 du soir, par lequel on rentre à Périgueux à 11 heures du soir.

MM. les membres de la Société qui voudraient passer deux jours en couchant à Sarlat pourraient visiter, dans la matinée du lendemain, la vieille église de Temniac ; le soir serait consacré aux châteaux de Commarque et de Laussel, et ils pourraient aller prendre aux Eyzies le train de 10 h., qui les reconduirait à Périgueux.

L'assemblée, consultée, adopte cet itinéraire, et fixe au lundi 31 mai la date de cette excursion.

On pourra se faire inscrire jusqu'au 27.

La parole est ensuite à M. Michel HARDY :

Depuis notre dernière réunion, dit-il, d'importantes découvertes archéologiques ont eu lieu aux abords de Périgueux, dans la plaine de Chamiers. Dans son livre des *Antiquités de Vésone*, publié en 1826, M. Wlgrin de Taillefer signalait au-dessous des Isards, à environ 325 pieds de l'embouchure du petit vallon, les restes d'un pont romain. Après en avoir indiqué la direction, qui va de l'est à l'ouest, mesuré la longueur de ses piles et décrit son appareil, M. de Taillefer concluait qu'un faubourg de Vésone dut exister au-delà de l'Ille, mais, ajoutait-il, « il n'y en a plus

aucunes traces. • Ces traces, si complètement perdues en 1826, une circonstance fortuite vient de les faire découvrir, et fort heureusement pour la science, elles ont été rencontrées par un homme intelligent, ami des choses du passé et d'un désintéressement dont on trouverait difficilement un autre exemple. Je vous ai nommé, Messieurs, M. Sautet, que nous avons la satisfaction de voir en ce moment parmi nous, et dont le nom déjà connu par ses produits industriels, a acquis depuis quelques jours une juste notoriété.

En faisant planter des arbres vers le milieu de la plaine de Chamiers, dans les premiers jours du mois d'avril dernier, M. Sautet ne fut pas peu surpris de rencontrer des murs de substruction. Il eut la bonne attention de me faire appeler et, quand il sut que ces ruines étaient de l'époque romaine et de même date que nos antiques Arènes et la tour de Vésone, il prit tout aussitôt la généreuse résolution de les faire déblayer à ses frais et d'en assurer la conservation. Ce n'était pas une mince entreprise, car des sondages effectués de place en place, sur les indications d'un vieux laboureur, démontrèrent que les constructions romaines occupaient une étendue de plusieurs hectares. Sans se laisser rebuter par les grandes dépenses qui devaient lui incomber, M. Sautet se mit résolument à l'œuvre et se propose de poursuivre les fouilles jusqu'à leur complet achèvement.

Avant de vous faire connaître les antiquités mises au jour, nous examinerons ensemble la disposition de la plaine de Chamiers. Cette plaine est située à l'ouest de Périgueux, à deux kilomètres environ du centre de la ville, et hormis du côté du sud, est limitée par la rivière de l'Ille. Dans l'arc que décrit la rivière, la terre de Chamiers, ancienne propriété des familles Pasquier de Chamiers, Tamarelle de La Grave et de Beauroyre, confine, de l'autre côté de l'eau, avec le faubourg du Toulon, les coteaux qui dominent la route de Chancelade et le Gour-de-l'Arche. A part une petite construction située sur le bord de l'Ille, les ruines romaines s'étendent dans la partie moyenne de la prairie et sur une terrasse de vallée. De cet emplacement bien aéré et garanti par son élévation même contre les inondations, la vue plonge au loin, à droite et à gauche, sur les riches prairies de la vallée de l'Ille. Devant soi, vers le nord, où précisément étaient exposées les constructions romaines, les coteaux verdoyants de Beaupuy formaient un fond de tableau à la fois grandiose et très pittoresque.

Trois groupes principaux de ruines, en dehors de celles que je signalais tout à l'heure auprès de la rivière, sont actuellement à découvert. Deux d'entre eux, les premiers mis au jour, se terminent du côté du nord par un vaste hémicycle formé de deux arcs concentriques. Derrière l'hémicycle de gauche, le plus rapproché de l'usine de M. Sautet, l'on voit une pièce

rectangulaire, allongée, et terminée au sud par une abside. Sur le devant de cette pièce qui revêt tous les caractères d'un petit temple ou *sacellum*, le grand arc de l'hémicycle est interrompu, et la rencontre en cet endroit d'un fort beau tailloir de chapiteau composite démontre que deux colonnes d'un grand style en décoraient l'entrée. Il n'est pas inutile non plus de rapporter qu'un énorme fragment de chapiteau corinthien s'est trouvé à quatre ou cinq mètres de là, sur le côté intérieur du petit arc du même hémicycle. Cette découverte ne démontrerait-elle pas que ce second arc supportait une colonnade et que dans nos deux hémicycles il conviendrait de voir des façades décoratives, d'imposants portiques ou déambulateurs ?

A droite du *sacellum* se remarquent plusieurs pièces adossées, vers l'ouest, contre un mur qui se prolonge dans la direction du sud.

Les constructions du second groupe se composent, à droite et à gauche de l'hémicycle, de deux ou trois pavillons, et, par derrière, de plusieurs chambres, dont une, orientée de l'est à l'ouest, se termine de ce dernier côté par une absidiole. Je n'ai pas à dire que les fouilles ne sont que commencer, et que beaucoup d'autres constructions viendront certainement s'ajouter à celles déjà soumises à notre examen.

Si nous comparons entre eux les deux hémicycles et les groupes de bâtiments dont ils forment le prolongement antérieur, nous voyons tout d'abord que leur orientation est la même. Comme les thermes dont nous aurons bientôt à nous occuper, ils sont orientés du sud au nord, et ont leurs axes exactement parallèles. Le diamètre extérieur des deux hémicycles est aussi le même (34^m80), et un même intervalle sépare leurs arcs concentriques dans l'un comme dans l'autre.

Mais l'ordonnance symétrique des ruines de Chamiers ne s'arrête pas à ces premières constatations. Notre excellent confrère, M. Durand, en a relevé un plan détaillé avec une extrême précision. Comme base de ses opérations géométriques, il a choisi un point central dans la construction du bord de l'eau, et mesuré les distances de ce point à chacun des centres des hémicycles. Observation bien intéressante ! ces deux distances se sont trouvées les mêmes ; je dis les mêmes, car pour de semblables longueurs, une différence de quelques centimètres ne compte pas. Tandis que l'une est de 181^m58, l'autre est de 181^m75. Les Romains, vous le voyez, Messieurs, étaient d'habiles géomètres. Complètement édifiés à ce sujet, nous tirerons des faits qui précèdent cette conclusion, que les constructions de Chamiers, malgré l'immense étendue de terrain qu'elles occupent, ont été bâties d'après un plan régulier, et qu'une même volonté a présidé à leur établissement.

Le déblaiement des thermes ne fait que commencer, mais a permis déjà de reconnaître le *præfurnium*, la salle des étuves ou *laconicum*, et une

piscine semi-circulaire dont les eaux se déversaient dans un aqueduc qui les entraînait à la rivière. Cette piscine et le *laconicum* sont dallés de carreaux de pierre lithographique appliqués sur une couche épaisse de béton. Le dallage de la salle des étuves s'est affaissé sous le poids énorme des matériaux qui le recouvraient. Sans songer à le rétablir, il sera bon d'en refaire une faible portion au voisinage d'un escalier en pierre qui se trouve à l'angle nord-est du *laconicum*. Cette restauration aura l'avantage de donner aux nombreux visiteurs des ruines de Chamiers une idée exacte de la façon dont les Romains disposaient leurs salles d'étuves. L'on pourrait aussi rétablir les parements de la voûte du fourneau. Les claveaux, bien conservés, en ont été rassemblés soigneusement par M. Sautet et demandent seulement à être remis à leur place. La Société archéologique voudra bien voter les fonds nécessaires pour ces travaux.

A plusieurs reprises, j'ai parlé de la construction placée sur le bord de l'île. Elle comprend une salle principale, terminée à l'est et à l'ouest par une abside et qui devait être chauffée, car on y a recueilli des briques de piliers d'hypocaustes. Sur le devant, vers la rivière, s'étendait une salle longue ou galerie couverte, bordée, à droite et à gauche, par une pièce étroite et irrégulière. La situation de cet édifice semble indiquer qu'il servit surtout pour les bains de rivière, l'un des plaisirs favoris des Romains.

Il me resterait, Messieurs, à fixer avec vous la destination des monuments de Chamiers. Dans l'état actuel des fouilles, une semblable entreprise n'est pas sans péril et me paraît en tous cas prématurée. Les découvertes du lendemain peuvent, en effet, détruire une hypothèse que la veille encore on aurait cru solidement étayée. Je ne vous donnerai donc mon opinion personnelle que pour ce qu'elle vaut, c'est-à-dire pour une simple conjecture, laissant à l'avenir le soin de la confirmer ou de me donner tort.

L'ordonnance symétrique et si belle des monuments de Chamiers ne s'accorde guère, il me semble, avec la destination d'un lieu de plaisance, idée patronnée par quelques personnes qui ont cru y reconnaître une sorte de Tivoli, où les habitants de Vésone auraient trouvé réunis tous les genres de distractions à leur goût. Encore moins y verrais-je un faubourg de Vésone. Je vous ai déjà dit, et vous avez pu le constater avec moi, qu'une même pensée en avait conçu le plan. D'après ce que nous connaissons des mœurs privées et du luxe des Romains, ne doit-on pas, dans les ruines qui nous occupent, voir de préférence les parties éparses de la villa ou maison de campagne d'un riche patricien ? La plaine de Chamiers se prêtait admirablement pour un établissement de ce genre. Outre sa proximité de la ville et l'agrément du site, une source magnifique et très abondante

y répand la fertilité, et par des canaux déjà retrouvés, d'ailleurs, par M. Sautet, pouvait porter ses eaux dans toutes les parties de la villa. Enfin, le circuit de la rivière isolait ce vaste domaine sur trois de ses côtés.

Dans mon hypothèse, les thermes seraient donc une construction privée à l'usage du possesseur de la villa, et la richesse d'une mosaïque de revêtement dont plusieurs fragments ont été recueillis, confirme singulièrement cette opinion. Je vous ai parlé d'un *sacellum* ; les Romains aimaient dans leurs villas de quelque importance à se faire construire un oratoire ou temple domestique. La construction du bord de l'eau servait, à n'en pas douter, sa situation même l'indique, pour les bains de rivière. Nous n'aurions donc plus qu'à préciser la destination des deux hémicycles. Comme je vous l'ai dit, il y a quelques instants, j'incline à y voir deux portiques ou déambulatoires formant comme les deux ailes ou corps avancés de la villa proprement dite et concourant à sa décoration. La distance de ces hémicycles au point central de la petite construction du bord de l'eau est la même, vous le savez. Si nous donnons à ce point central la lettre A, et aux centres des deux hémicycles les lettres B et C, les lignes réunissant ces trois points forment un triangle isocèle ayant pour base la ligne B C. Voulant m'assurer si en arrière des deux hémicycles, et à égale distance de l'un et de l'autre, ne se trouverait pas un corps de logis, j'ai prié M. Durand de vouloir bien, du point A, abaisser sur la base du triangle une perpendiculaire la divisant en deux parties égales, et de marquer le prolongement de cette ligne vers le sud à l'aide de jalons. Des sondages effectués sur le tracé même de cette ligne ainsi prolongée ont immédiatement fait découvrir des pans de murailles. Si l'hypothèse que je viens de vous soumettre rencontre dans ces dernières découvertes une nouvelle confirmation, nous attendrons cependant, Messieurs, que la suite des fouilles si brillamment inaugurées par M. Sautet nous permette de nous prononcer avec une plus entière connaissance de cause.

L'assemblée a entendu avec beaucoup d'intérêt les explications de M. Hardy et lui adresse, ainsi qu'à M. Sautet, ses plus sincères félicitations.

Faisant droit au vœu exprimé par notre confrère, elle vote les fonds nécessaires pour les travaux à effectuer à la salle des étuves, et charge M. Durand de présider à leur exécution.

En outre, sur la proposition de M. Hardy, elle désigne MM. Sautet, Durand, le comte Gérard de Fayolle, Mandin

et de Roumejoux pour l'assister dans la surveillance des fouilles et dans l'étude des monuments de Chamiers.

Avant de clore la séance, il est procédé à l'élection de deux candidats, qui nous ont témoigné le désir d'entrer dans notre association. M. LE PRÉSIDENT met leurs noms aux voix, et, après deux votes par acclamation, il déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Combe, vicaire à la cathédrale de Périgueux, présenté par M. l'abbé Brugière et M. l'abbé Montet ;

Et M. Sautet, propriétaire, directeur de l'usine de Chamiers, présenté par M. le docteur Gadaud et M. Michel Hardy.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-adjoint,

P.-J. CRÉDOT.

Le Vice-Président,

M^{rs} DE FAYOLLE.



FOUILLES D'UN TUMULUS A CHALAGNAC.

Malgré l'article du règlement qui n'admet dans le *Bulletin* de la Société aucun travail déjà paru (1), la Société a bien voulu me demander de reproduire mes notes sur les fouilles du tumulus de Chalagnac, dont j'ai donné le résultat au Musée de Périgueux, pensant qu'il serait là mieux placé pour être étudié que chez moi, où peu de personnes auraient pu le voir.

Je ne transcrirai ici que ce qui sera absolument nécessaire. Ce tumulus avait vingt mètres de diamètre en tous sens et une hauteur de deux mètres. Il était situé sur le bord d'un très ancien chemin ayant tous les caractères d'une cavée gau-

(1) *Annales d'agriculture de la Dordogne*, octobre 1869.

loise et qui côtoyait le vieux chemin de Périgueux à Bergerac (ancienne voie romaine de Périgueux à Agen ?). Dans les environs, à moins de cent mètres, sur le plateau, un champ est couvert de silex travaillés de l'époque quaternaire. J'y ai recueilli un grand nombre de hachettes non polies, de grattoirs et de couteaux entiers ou en fragments ; une forge antique se reconnaît par des traces de scories sur ce même plateau, et enfin des trous en entonnoir connus sous le nom de fosses ou clottes sont encore très apparents à l'est de ce champ. Je ne serais pas étonné que les travaux de culture aient, au même lieu, rasé un second tumulus ; ce serait à voir.

Je ne dis pas qu'il y ait relation directe entre ce tumulus ou ces tumulus et ces traces évidentes d'une habitation antérieure à leur élévation ; il est certain que ces silex sont plus vieux que les objets trouvés sous la motte que j'ai fouillée, ainsi que vous pourrez en juger vous-mêmes par leur description et en les étudiant dans la vitrine où ils ont été déposés ; mais ce fait prouve une fois de plus que les bonnes positions sont de tous les temps et de tous les peuples. Ce tertre funéraire composé d'un amas de terre extrêmement dure, très fine, sans pierres d'aucune sorte, comme tamisée, avait pris l'apparence et la consistance d'un ciment très bien réussi : il n'y avait pas de chambre sépulcrale, mais seulement trois pierres de petites dimensions placées dans l'axe de la circonférence de l'est à l'ouest. On sait que les anciens peuples orientaient presque toujours leurs monuments ; c'était un rite religieux et un rite funéraire. Après un travail pénible de plusieurs jours, nous trouvâmes, à un mètre soixante centimètres du sommet, un lit de cendres épais de deux centimètres environ et d'une longueur de un mètre trente dans la partie ouest du tumulus, et à quatre mètres soixante centimètres de sa circonférence. Les ouvriers y recueillirent un vase en terre rougeâtre, brisé, contenant des ossements calcinés et broyés. Ce vase, dont je n'ai pu d'abord voir que les débris, avait été égaré ; j'ai pu le retrouver dans ces derniers jours, il est semblable à ceux qui font partie de l'ensemble de la fouille. Vers le centre nous trouvâmes un second lit

de cendres et de charbon à la même hauteur et de la même dimension que le premier. Nous le découvrîmes avec les plus grandes précautions, et nous nous trouvâmes en présence de la sépulture principale, composée de deux urnes remplies de cendres et d'ossements calcinés et brisés et de trois vases plus petits contenant une matière très noire et très fine ayant une apparence graisseuse. De tous ces vases, un seul était complet, le plus petit ; les autres avaient été brisés par le poids des terres et étaient, pour ainsi dire, rentrés en eux-mêmes. L'urne principale devait être d'une grande capacité, car son pied mesure neuf centimètres cinq millimètres de diamètre. Il est assez difficile de déterminer d'une manière exacte quelle était leur forme ; celle des petites affectait celle des pots à fleurs dans lesquels les jardiniers font leurs boutures. Ces vases sont d'une terre rouge brun, très friable, assez fine, s'écrasant sous le doigt quand elle est sèche, devenant noirâtre quand elle est mouillée, ou quand elle vient d'être mise au jour et alors se mettant comme en bouillie ; l'épaisseur de leurs parois varie entre quatre et six millimètres.

Dans le vase principal, j'ai recueilli une fibule ou agrafe en bronze des plus simples et à côté un poignard en fer, long de vingt-neuf centimètres et large, près du manche, de trois centimètres et demi, brisé en plusieurs morceaux, qu'heureusement j'ai tous retrouvés. Le manche est percé de deux petits trous, ce qui indique qu'il était recouvert en bois probablement. La lame porte sur les côtés, et à l'endroit où s'adapte la poignée un bourrelet arrondi qui se termine à zéro à la moitié de la longueur de l'arme et qui devait renforcer la lame et donner au manche une plus forte attache. De nombreuses boursoufflures indiquent que ce poignard a subi l'action d'un feu violent ; il a été jeté dans le bûcher en même temps que son possesseur. Quant à la brisure de l'arme, elle s'explique naturellement par l'usage bien connu que les anciens avaient, avant d'enterrer les armes des morts, de les rendre impropres au service pour éviter les violations des sépultures, qui devaient être d'autant plus fréquentes qu'on faisait accompagner le défunt des objets qui étaient le plus

loise et qui côtoyait le vieux chemin de Périgueux à Bergerac (ancienne voie romaine de Périgueux à Agen ?). Dans les environs, à moins de cent mètres, sur le plateau, un champ est couvert de silex travaillés de l'époque quaternaire. J'y ai recueilli un grand nombre de hachettes non polies, de grattoirs et de couteaux entiers ou en fragments ; une forge antique se reconnaît par des traces de scories sur ce même plateau, et enfin des trous en entonnoir connus sous le nom de fosses ou clottes sont encore très apparents à l'est de ce champ. Je ne serais pas étonné que les travaux de culture aient, au même lieu, rasé un second tumulus ; ce serait à voir.

Je ne dis pas qu'il y ait relation directe entre ce tumulus ou ces tumulus et ces traces évidentes d'une habitation antérieure à leur élévation ; il est certain que ces silex sont plus vieux que les objets trouvés sous la motte que j'ai fouillée, ainsi que vous pourrez en juger vous-mêmes par leur description et en les étudiant dans la vitrine où ils ont été déposés ; mais ce fait prouve une fois de plus que les bonnes positions sont de tous les temps et de tous les peuples. Ce tertre funéraire composé d'un amas de terre extrêmement dure, très fine, sans pierres d'aucune sorte, comme tamisée, avait pris l'apparence et la consistance d'un ciment très bien réussi : il n'y avait pas de chambre sépulcrale, mais seulement trois pierres de petites dimensions placées dans l'axe de la circonférence de l'est à l'ouest. On sait que les anciens peuples orientaient presque toujours leurs monuments ; c'était un rite religieux et un rite funéraire. Après un travail pénible de plusieurs jours, nous trouvâmes, à un mètre soixante centimètres du sommet, un lit de cendres épais de deux centimètres environ et d'une longueur de un mètre trente dans la partie ouest du tumulus, et à quatre mètres soixante centimètres de sa circonférence. Les ouvriers y recueillirent un vase en terre rougeâtre, brisé, contenant des ossements calcinés et broyés. Ce vase, dont je n'ai pu d'abord voir que les débris, avait été égaré ; j'ai pu le retrouver dans ces derniers jours, il est semblable à ceux qui font partie de l'ensemble de la fouille. Vers le centre nous trouvâmes un second lit

de cendres et de charbon à la même hauteur et de la même dimension que le premier. Nous le découvrîmes avec les plus grandes précautions, et nous nous trouvâmes en présence de la sépulture principale, composée de deux urnes remplies de cendres et d'ossements calcinés et brisés et de trois vases plus petits contenant une matière très noire et très fine ayant une apparence graisseuse. De tous ces vases, un seul était complet, le plus petit ; les autres avaient été brisés par le poids des terres et étaient, pour ainsi dire, rentrés en eux-mêmes. L'urne principale devait être d'une grande capacité, car son pied mesure neuf centimètres cinq millimètres de diamètre. Il est assez difficile de déterminer d'une manière exacte quelle était leur forme ; celle des petites affectait celle des pots à fleurs dans lesquels les jardiniers font leurs boutures. Ces vases sont d'une terre rouge brun, très friable, assez fine, s'écrasant sous le doigt quand elle est sèche, devenant noirâtre quand elle est mouillée, ou quand elle vient d'être mise au jour et alors se mettant comme en bouillie ; l'épaisseur de leurs parois varie entre quatre et six millimètres.

Dans le vase principal, j'ai recueilli une fibule ou agrafe en bronze des plus simples et à côté un poignard en fer, long de vingt-neuf centimètres et large, près du manche, de trois centimètres et demi, brisé en plusieurs morceaux, qu'heureusement j'ai tous retrouvés. Le manche est percé de deux petits trous, ce qui indique qu'il était recouvert en bois probablement. La lame porte sur les côtés, et à l'endroit où s'adapte la poignée un bourrelet arrondi qui se termine à zéro à la moitié de la longueur de l'arme et qui devait renforcer la lame et donner au manche une plus forte attache. De nombreuses boursofflures indiquent que ce poignard a subi l'action d'un feu violent ; il a été jeté dans le bûcher en même temps que son possesseur. Quant à la brisure de l'arme, elle s'explique naturellement par l'usage bien connu que les anciens avaient, avant d'enterrer les armes des morts, de les rendre impropres au service pour éviter les violations des sépultures, qui devaient être d'autant plus fréquentes qu'on faisait accompagner le défunt des objets qui étaient le plus

particulièrement à son usage et qui souvent avaient de la valeur.

Enfin, à quelques pas de là, nous trouvâmes, dans les mêmes conditions, vers l'est du tumulus, trois vases contenant des ossements ; un de ces vases a fourni deux fragments de bronze ayant fait partie d'une agrafe et, dans tous ces débris, nous avons trouvé un petit lingot de bronze.

Je crois que l'on peut attribuer cette sépulture à l'époque gauloise ; mais je ne pense pas qu'on puisse dire qu'elle soit gallo-romaine ; les instruments et les vases n'ont rien de romain, tandis qu'ils ont tous les caractères, comme forme et composition, des analogues trouvés dans des sépultures gauloises. Je crois pouvoir affirmer en outre que ce tumulus était antérieur à cette sépulture et qu'il avait été violé par les contemporains de ceux dont le Musée possède les restes. Trouvant un tertre funéraire tout fait, ils l'ont ouvert et rejeté au dehors les premiers occupants, qu'ils ont remplacés par leurs parents, amis ou chefs. J'avance ce fait parce que dans les déblais de la partie supérieure, nous avons recueilli quelques débris d'un vase bien plus ancien, bien plus grossier, plus épais, d'une terre argileuse brun rougeâtre, remplie de parcelles de silex ou de grains de sable, dont la cassure est inégale, celluleuse ; ce vase a été cuit au soleil, fait à la main et porte, comme ornement, une espèce de cercle ou bourrelet ondulé, appliqué après coup et dont les ondulations ont été évidemment faites avec le doigt. Voilà bien la poterie connue sous le nom de poterie celtique ou plutôt anté-historique ; elle en réunit tous les éléments. Comment expliquer, à la place qu'ils occupaient, la présence de fragments si anciens, à moins que la sépulture n'ait été violée et qu'un mort n'ait chassé l'autre ?

A. DE ROUMEJOUX.

QUITTANCE DE PIERRE DE FONTAINES,

CAPITAINE DE CHALUSSET,

A ÉLIE LA ROQUA.

3 Septembre 1393.

Noverint universi et singuli hoc presens publicum instrumentum inspecturi quod, cum nobilis vir dominus Amalricus Barrieira, miles, civis Petragoricensis, dominus de Relhaco, deberet et teneretur Helie la Roqua, aliter dicto Rolhos la Roqua, domicello nunc habitatori loci Montis Valentis in ducentis franchis auri, et dictus Helias la Roqua deberet Petro de Fontanis, capitaneo de Chaslusseto, centum francos auri, causa mutui ut dicebatur, hinc est quod hodie die 23 mensis januarii anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo, regnante Domino Karolo Dei gratia Francorum rege, apud Sarlatum, in presencia mei notarii et testium subscriptorum ad hec specialiter vocatorum, personaliter constitutus dominus Helias la Roqua gratis et sponte pro se et suis recognovit dicto nobili domino Amalrico ibidem presenti et pro se et suis stipulanti et recipienti, quod ipse dictus Amalricus vice loco et nomine ejusdem Helie et ipso ratum habente exsolverat et paccaverat dicto Petro de Fontanis centum franchos auri et quod de ipsis centum franchis auri sibi Helie habuerat et obtenuerat à dicto Petro de Fontanis literam quitacionis in proprio scriptam et sigillo dicti Petri de Fontanis cum cera rubea ut prima facie apparebat sigillatam. Quam literam quitacionis idem dominus Amalricus semper bonam et firmam facere et tenere promisit dicto Helie la Roqua. Cuius quidem litere quitacionis tenor talis est : — Saichent tous que je Peyrot de Fontans, cappitaine de Chaslusset pour Messire le Roy d'Angleter conoisse et confesse aver agut et receuvut de Rolhos la Roqua la somme de cent francs dour per la main de Monseigneur Amauric Barriera, los quals cent francs lo dict Rolhos me era tengut à cause de prest, dequals cent francs io mon dit Peyrot de Fontans me teni apagat et acomptans enquit lo dit Rolhos et tous autres a qui quitance se pot ne ne doit apertenir, et per maior fermetat io sagello aquesta quitance de mon propre scel. Donné à Chaslusset le tiers jour de setembre l'an mil trois cent quatre vingt et treze.

De quibus quidem centum franchis auri per ipsum dominum Amalricum sic nomine eiusdem Helie dicto Petro de Fontanis exsolutis ipse idem Helias la Roqua ipsum dominum Amalricum solvit perpetuo et qui-

tavit et de dictis centum franchis auri per ipsum dominum Amalricum sibi debitis deduci et deffalcari voluit et pactum sollempne validum perpetuo et expressum fecit de amodo iterum dictos centum franchos per ipsum quitatos a dicto domino Amalrico neque suis non petendo, se, suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presenciam et futura dicto domino Amalrico ibidem presenti et ut supra stipulanti, super hoc obligando efficaciter et ypothecando et totaliter submittendo et subponendo foro cohercioni et compulsioni nobilis et potentis viri domini senescalli Petragoricensis, et curie sue officialium que suorum quorumcumque qui nunc sunt et pro tempore erunt sub omni juris et facti renunciacione qualicumque et cauthela. Et iuravit dominus Helias ad sancta Dei evangelia manu sua dextra gratis corporaliter tacta se aliquialiter contra predicta non venire. Actum ut supra, testibus presentibus nobili et potenti viro domino Johanne de Belloforte, milite, domino de Limolio, Hugone de Montelharmino, doctis discretis viris domino Geraldo de Peyrato, licenciato in legibus, Emerico Sorberii, clerico, et me Guillelmo Meruli, clerico cive Sarlati, auctoritate regis notario publico, qui de premissis per dictum dominum Amalricum requisitus hoc presens publicum instrumentum inquisivi, recepi, notavi et grossavi, signoque meo sequenti solito signavi in testimonium premissorum.

Pour copie conforme :

M^{is} D'ABZAC DE LA DOUZE.

LISTE ANCIENNE

DES GENTILSHOMMES TAXÉS EN PÉRIGORD

(DIOCÈSE DE SARLAT).

La liste que nous publions a été trouvée parmi les nombreux papiers laissés par M. P. L. de Besombes de Saint-Geniès, conseiller à la Cour des Aides de Montauban, décédé à Cahors vers la fin du siècle dernier.

Cette copie, dont nous ignorons la provenance, a dû être exécutée dans le courant du XVII^e siècle. Nous nous sommes attaché à la reproduire aussi exactement que possible.

C'est le rolle de la colisation faite et arretée le second jour de janvier 1549 par les com^{tes} deputés par les Etats dernièrement tenus sur l'état de la noblesse et autres gens tenant biens noblement , sans tirer a conséquence, et pour cette fois seulement, au diocèse de Sarlat.

I

Premièrement très haut et très excellent prince le Roy de Navarre comte de Périgord et viscomte de Limoges, pour l'honneur et reverence que la noblesse luy porte , a été déclaré exempt pour cette fois , sans tirer a conséquence.

Monsieur le vicomte de Turenne, pour les terres et seigneuries qu'il tient de present en Périgord, qui sont Montfort et Ailhac. . .	25 ⁿ
Le seigneur et baron de Biron.	150 ⁿ
Le seigneur baron de Beynac.	30 ⁿ
Le seigneur Destissac.	170 ⁿ
Le seigneur de Salaignac.	50 ⁿ
Annet de Saint-Giles, ecuyer, s ^r de la Salle Saint-Genies. .	5 ⁿ
Le seigneur de Caumont.	52 ⁿ 10 ⁿ
Bertrand Foucault, ecuyer, seigneur de Reganhac. . . .	5 ⁿ 10 ⁿ
Guyon de Cunhac, ecuyer, seigneur de Paulhac, demurant en la terre de Castelnaut.	5 ⁿ
Le seigneur de Lausun.	26 ⁿ
Le seigneur de Berbiguieres et Rouffinhac.	50 ⁿ
Jean de Beaumont, dit de Peiretaillade, ecuyer, seigneur du repaire noble de... au bourg Dalat.	12 ⁿ 10 ⁿ
Jean de Beyssières, seigneur de Tréquy.	50 ⁿ
Charles de Cladech, seigneur dudit lieu.	3 ⁿ
Aymard de Sernet, seigneur de Betoupontet.	5 ⁿ
Jean de Lacassaigne, ecuyer, seigneur dudit lieu. . . .	32 ⁿ
Jean Fages, seigneur dudit lieu.	18 ⁿ
Jean Latreille, conseigneur du Suquet, et son frère. . . .	20 ⁿ
Guy de Rouffignac, ecuyer, s ^r de Coussaiges et de Chavagnac.	13 ⁿ 10 ⁿ
Hugues de Saint-Chamant, s ^r dudit lieu et de Passayve. .	12 ⁿ 10 ⁿ
Jaques de Pauly, écuyer, seigneur de Labrande.	7 ⁿ 10 ⁿ
Azias de Saint-Supéry, seigneur de la maison noble de Fraissé de Terrasson.	50 ⁿ

M. de Sauret.	17 ⁿ 10 ^s
Le seigneur de Saint-Genies et Badefol.	76 ⁿ
Léonard de Amelin, seigneur de la Roche-Maurin, conseiller en la cour de Parlement de Bordeaux.	10 ⁿ
M ^e Gaultier de Badefol, ecuyer, s ^r dud. lieu, et Peirault, tant pour son chef, que comme mary et conjointe personne de dame Françoisse Flamanibe, sa femme.	20 ⁿ
François de Solhac, ecuyer, s ^r de Montmaige d'Azeroc (?) et de Montmeja.	27 ⁿ 10 ^s
Anthoine de Pragelier, écuyer, seigneur de Bourrellh. . . .	50 ⁿ
Hugot de Melet, écuyer, seigneur dudit lieu.	50 ⁿ
Arnaud de Boisse, ecuyer, seigneur dudit lieu.	37 ⁿ 10 ^s
Raymond de Loupdât, seigneur de Bardou.	12 ⁿ 10 ^s
Le seigneur de Palueilh.	12 ⁿ 10 ^s
Raimond de Gimel, ecuyer, aussi seigneur de la Vigerie. . .	7 ⁿ 10 ^s
Pierre Mourrailhe, seigneur de la Baleine.	5 ⁿ
François Descombia, ecuyer, seigneur de Mailhac.	7 ⁿ 10 ^s
Jean Birade, ecuyer, seigneur de Saintours.	13 ⁿ 10 ^s
Jean de Fajoles, seigneur de Puyredon.	10 ⁿ
Henry de Frayssé, seigneur de Lagreze.	7 ⁿ 10 ^s
François de Clermont, ecuyer, seigneur de Pilles.	25 ⁿ
Pierre et Jean de Austaris, ecuyer.	50 ⁿ
Arnault de Salinhac, ecuyer, seig. de Lamothe-Fenelon. . .	13 ⁿ
Adémart de Solinhac, ecuyer, seigneur de Graulejac. . . .	7 ⁿ 10 ^s
Anthoine Vassal, ecuyer, seigneur de Torrete.	10 ⁿ
Clemence du Pousget, dame de Graulegeac.	7 ⁿ 10 ^s
Jean de Commarque et de Beyssac.	8 ⁿ 10 ^s
Jaques de Vassal, ecuyer, seigneur de Reynac.	25 ⁿ
Raymond de Leygue, ecuyer.	5 ⁿ
Les seigneurs de Verignac 6 ⁿ , savoir (?) est le s ^r de Vigan. .	3 ⁿ
Aymeric de Cornilh, seigneur de Verignac, Roquenadeus... .	40 ⁿ
Jean de Cornilh.	20 ⁿ
Annet Joubert, dit de Commarque, s ^r de Laussel, ecuyer. .	8 ⁿ 10 ^s
Anthoine de Paleyrac, ecuyer.	15 ⁿ
Géraud de Laborie et son frère, écuyer, seigneur de Pras. .	7 ⁿ 10 ^s
François de Beaupoil, ecuyer, seigneur de Pestillac. . . .	8 ⁿ 10 ^s
Raimond de Veneras, ecuyer, paire.	6 ⁿ
Jean de Bousquet, ecuyer, seigneur de la maison noble de Latour del Bosc del Boyssou.	7 ⁿ 10 ^s
Imbert du Bousquet, ecuyer, seigneur du Repaire.	17 ⁿ 10 ^s
Jean de Commarque, ecuyer, seigneur de Puy-Goudou. . .	7 ⁿ 10 ^s

Marguerite de Laroque, demoiselle, veuve de feu Jean Sermet, ecuyer.	17" 10"
Jean des Martras, ecuyer, seigneur de Plat Puech.	5"
Fermier de.	25"
Poncet de Carbonnières seigneur de Lalande, tant de son chef comme mary de Anyne de Thouron, demoiselle.	3"
Jean de Cuniac, ecuyer, seigneur de Javarsac.	5"
Anthoine Marty de Dome, ecuyer.	5"
Le seigneur de La Bourrelhie, dit de Céntoux.	50"
Gaston de Xaintoux, ecuyer, seigneur du repaire de Lafon de Seigne de la Bleynie.	40"
Le seigneur de Flaugnac de Bigorroque.	20"
Catherine de Paleynu, veuve de feu M. Raymond de Pasmont, comme administratresse des enfants dudit feu.	5"
Jean de Bastes, ecuyer de Belves.	5"
Charles de Capdeilh, seigneur de Penchault.	8"
Charles de Vivants, ecuyer.	5"
Arnault de Martres, ecuyer, seigneur de la Rivière.	5"
Raymond de Laurière, ecuyer, seigneur de Serraut.	5"
Jean de Losse, ecuyer, seigneur dudit lieu.	12" 10"
Gabriel de Beynac, ecuyer, seigneur de Laroque.	17" 10"
La dame de Laroque et de Tayac.	7" 10"
Raymond de Cazenac, ecuyer, seigneur dudit lieu.	17" 10"
Jaques de Beynac, ecuyer, seigneur de Panassou.	12" 10"
La dame de Malqueyssac.	5"
Jeanne de Solinhac, demoiselle, veuve de Micheau Etienne.	5"
Anthoine de Cireuill, ecuyer, conseigneur de Seuirac.	12" 10"
Arnaud de Verdon, ecuyer de Campagnac de Ressin.	16"
Pierre-Gaston de Bosredon de Monsac.	12" 10"
Gaston de Veziac.	50"
Anthoine de la Pommarède, ecuyer.	50"
Jean Chapt, ecuyer, seigneur de Rastignac.	16"
Antoine Valade, ecuyer, seigneur de la Valeta.	5" 10"
Charles de Carbonnières, ecuyer, seigneur de Jayac.	15"
Etienne de Pheleys, ecuyer, seigneur dudit lieu.	12" 10"
Arnault de Romyros, seigneur de la maison noble de Moneys de Montenhiac.	7" 10"
Jean de Vayres, ecuyer, seigneur de Lespissarie.	50"
Anthoine Milon, ecuyer, et demoiselle Marguerite Galabert, sa femme, seigneur de la maison de Clavculhie (?).	25"
Anthoine de Beaulieu, seigneur de la Filholie.	5"

Jean Arnal, ...	50 ^s
François Arnal.	50 ^s
Jean de Vins.	25 ^s
Les héritiers de feu Jean Alardin.	5 ⁿ
Arnaud de Bouzas, seigneur du Basti.	7 ⁿ 10 ^s
Jean de Messault, ecuyer, seigneur de la maison noble de Saint-Léon, et de Goudou.	17 ⁿ 10 ^s
Raimond de Saint-Clar, ecuyer, seigneur de Puymartin. . .	13 ⁿ 10 ^s
Jean Bermond, prieur de Sadilhac, conseigneur de la Ber- mondie, et Dauberoche.	10 ⁿ
Raymond Bermon, conseigneur de la Bermondie et Daube- roche.	7 ⁿ 10 ^s
Héliès des Martres, ecuyer, seigneur de Périgort.	10 ⁿ
Annet et Anthoine de Reilhac, escuyer, s ^r de Lascouts. . .	10 ⁿ
Le seigneur de Salvebœufs, près de Montignac.	20 ⁿ
Bardin de Rouillac, ecuyer de Reynac.	10 ⁿ
François de Carbonnières, ecuyer, s ^r de Saux et de Pellevezi.	17 ⁿ 10 ^s
Denis Danglars, seigneur Duclaux.	15 ⁿ
Jaques Roulx, dit de Campagnac, ecuyer, seigneur dudit lieu et de Lavassaudre.	12 ⁿ 10 ^s
Les héritiers de Gaston de Limeilh, seigneur du repaire noble de Montardie.	6 ⁿ
Jean Darpagès, seigneur de la Caraulie.	50 ^s
François de la Chapelle de Comarque, ecuyer, s ^r dud. lieu...	25 ^s
Jean de Pellegnie, seigneur de Vuzac.	7 ⁿ 10 ^s
Les héritiers de feu Pierre Duboys, ecuyer, s ^r de Boneis....	7 ⁿ 10 ^s
Le seigneur de Peirignad, conseigneur de Bordoyne	50 ^s
Bertrand de Laborde, ecuyer, s ^r de Moussac, près St-Cyprien.	5 ⁿ
François de Curson, ecuyer, seigneur de Caillavel.	50 ^s
Noble Bertrand de Luzies, procureur du Roy en la senes- chaussée de Guienne, et Jean de Luzies, son frère. . . .	5 ⁿ
François de Vergnies, près dudit lieu de Saint-Cyprien. . . .	50 ^s
Le seigneur de Lafeire, seigneur dudit lieu.	7 ⁿ 10 ^s
Jean de Castel, ecuyer, seigneur de Campagnac, près de Categanes.	12 ⁿ 10 ^s
Pierre de Rampon de Pechimbert.	50 ^s
Blanche a present seigneur de Besse, pour le bien qu'il tient noblement.. . . .	12 ⁿ 10 ^s
Les héritiers de Jean Beaupuy, seigneurs de Saint-Chamasli.	10 ⁿ
Raimond de Borredon, seigneur de Flameyrac et de Bayat...	8 ⁿ
Jean de Fages, conseigneur de Bosquet.	5 ⁿ

Le Cazela.	50 ^s
Bertrand de Royeres , seigneur de Belot , et conseiller de Laroque Donat, et ses frères.	5 ⁿ
Le seigneur du repaire de Latour de Peichibre.	7 ⁿ 10 ^s
Alain de Bideran, ecuyer, dit Monzie.	25 ^s
Jean de Rousson Montgnoyac.	50 ⁿ
Anthoÿne du Cheylard, ecuyer dudit lieu.	25 ^s
Jean de Meyraud , seigneur du repaire de la Rivière.	12 ^s
Le seigneur de Gayac de la Roque.	5 ⁿ
Fajoles de Soucinihac.	3 ⁿ
Perois.	50 ^s
Senissauls.	50 ^s
Les deux maisons de Gastibois de Lauzun.	50 ^s
Les héritiers du feu baron de Lasserre et de sa femme.	25 ^s
Molhes de Benac.	5 ⁿ
Beyrichie.	12 ^s 6 ^d
Veirieres, seigneur de Saint-Germain, près Mompazier.	5 ⁿ
Denis Fermignier, près Mompazier.	50 ^s
Laroque Gramauzac.	25 ^s
Le seigneur de Cugnac de Bussou.	15 ⁿ
Le seigneur Daymet.	10 ⁿ
Le seig ^r de Tramy et sa mère pour la maison de Busesrize, près Lauzun.	50 ^s
Castel, près des Aysies.	50 ^s
Arnaudou de Beaumon.	30 ^s
Loubdat de Beaumon.	50 ^s

Signés : GY NUBES, DE SAINT-ASTIER, DABSAC, et trois autres
dont le sein n'a pu être déchiffré.

Au dos on lit : « *Liste ancienne des gentilshommes taxés
en Périgord.* »

Pour copie conforme :

Paul DE FONTENILLES.

ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON (*Suite*).

CANTON DE NONTRON. — *Commune de Nontron (suite)*.

III. — INSTITUTIONS RELIGIEUSES.

§ II. — *Eglise Saint-Etienne.*

Cette église fut, dans le principe et pendant les dernières années de l'occupation romaine, une simple chapelle, élevée dans l'enceinte de la citadelle, à l'usage de la garnison et des habitants du quartier du Bragier, construit autour et au pied de la forteresse. Plus tard, et après que, sous les Francs, Nontron fut devenu un *castrum* par suite de la construction du quartier du Fort, elle dut être agrandie surtout lorsque ce *castrum* eût été, à la fin du VIII^e siècle, transmis aux moines de Charroux. Lorsque de ceux-ci et vers la fin du XII^e, Nontron eût passé aux mains des vicomtes de Limoges, cette église dut être restaurée, sinon reconstruite en entier, à en juger par sa façade romane, les voûtes en pierre de ses trois nefs et la tour hexagone de son clocher. Le fait est qu'elle existait avant 1252, d'après les documents de cette époque, mentionnés plus loin. Elle dut enfin, et après 1275, être restaurée de nouveau par Arthur de Bretagne qui, en cette même année, épousa Marie, fille unique de Guy IV, vicomte de Limoges ; car, dit Lamartinière, « on y voyait les armoiries de Bretagne et de Limoges. »

Pour ce qui est de son administration, on lit dans le pouillé de Nadaud :

« Saint-Etienne, église paroissiale, cure en ville murée ; 3,420 communiants ; marquée aux décimes 37 livres. Patron : Invention des reliques de St-Etienne. Fut unie à l'abbaye de Saint-Ausone d'Angoulême en 1527.

L'évêque de Limoges y nommait en 1586, 1587, 1590, 1622 ; l'abbesse de Saint-Ausone avec son couvent en 1532, seule en 1586, 1596, 1608, 1609, 1618. »

Voici, d'autre part, et au sujet de cette union, le sommaire des titres conservés aux Archives de la Charente :

« 1^o Bologne, le jour des nones de décembre (5 décembre) 1529, bulle de Clément VII (Jules de Médicis) portant union de la cure de Nontron et de Saint-Martial-de-Valette, son annexe, à l'abbaye de St-Ausone.

» 2^o Du 15 décembre 1530, consentement par Pierre de Chasteignier, abbé de Saint-Sauveur de Charroux, le prieur et le chapitre de ladite abbaye à l'union à l'abbaye de Saint-Ausone, avec l'abandon du droit de nomination fait en faveur de l'abbesse dudit lieu.

» 3^o Du 28 décembre 1530, procès-verbal du consentement donné, dans le réfectoire du couvent des Cordeliers de Nontron, par l'assemblée des habitants dudit lieu et de Saint-Martial-de-Valette à l'union de la cure de Nontron et de ses annexes à ladite abbaye (1).

» 4^o Du 21 juillet 1531, même consentement donné par Antoine de Ter-ride, évêque de Limoges.

» 5^o Du 27 septembre 1531, consentement du chapitre de Bourges.

» 6^o Du 12 octobre 1531, sentence définitive prononçant cette union.

» 7^o Du 8 avril 1532, lettres de collation sur la présentation de la dame

(1) Au point de vue de la société d'alors, nous devons reproduire ici les noms des principaux habitants qui prirent part à cette délibération, ainsi que de ceux qui ont laissé des représentants, savoir :

« Maître Jehan de Camaing, licencié es-droit, conseiller pour le roy en la haute cour du parlement de Bordeaux ; honneste homme Jehan Faure de Luxas ; honorable homme Daulphin Faure, esleu pour le roy en Périgord ; maîtres François Fouriend et Hellies de Puyzilhon, bacheliers es-droit ; maistre Jehan Mercier ; Pierre Le Reclus ; Jehan Pastoureau ; Jacques de Puyzilhon ; Jehan Camaing ; maistre Aymeric Roy ; Pierre Ribadeau ; maistre Pierre Robin ; maistre Pierre de La Rehine, vicaire de Nontron ; maistre Estienne de La Brousse, curé d'Aysmeus ; maistre Thibault Excousseau ; M^o Jehan Rousseau ; M^o Jehan Raulet ; M^o Jehan de Vaulx ; M^o Jehan Crespin ; M^o Daulphin Pastoureau ; M^o Symon Farin ; M^o Jehan Fureau ; M^o Bertrand de La Pousge ; M^o Jehan Rastineau ; M^o Pierre Moureau ; vénérable M^o François Pastoureau, abbé de Blanzac ; M^o Jehan Duboys ; M^o Hellies Guérin, curé de Monsec ; M^o Léonard de La Couchie ; Pierre Vallade ; Guyon Noble ; M^o Thibault Camaing ; Pierre Fonreau ; Estienne Ribadeau ; Pierre et Jehan Chabrol ; Pierre et Penot Mourrault ; Pierre Boyer ; Colas Bertrand ; Pierre Vallade ; Estienne de Chateaucourt ; Andrieux Belliquet ; Martial et Hellies de La Pousge ; Jehan Combaud ; Chabaneau. »

ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON (*Suite*).

CANTON DE NONTRON. — *Commune de Nontron (suite)*.

III. — INSTITUTIONS RELIGIEUSES.

§ II. — *Eglise Saint-Etienne*.

Cette église fut, dans le principe et pendant les dernières années de l'occupation romaine, une simple chapelle, élevée dans l'enceinte de la citadelle, à l'usage de la garnison et des habitants du quartier du Bragier, construit autour et au pied de la forteresse. Plus tard, et après que, sous les Francs, Nontron fut devenu un *castrum* par suite de la construction du quartier du Fort, elle dut être agrandie surtout lorsque ce *castrum* eût été, à la fin du viii^e siècle, transmis aux moines de Charroux. Lorsque de ceux-ci et vers la fin du xii^e, Nontron eût passé aux mains des vicomtes de Limoges, cette église dut être restaurée, sinon reconstruite en entier, à en juger par sa façade romane, les voûtes en pierre de ses trois nefs et la tour hexagone de son clocher. Le fait est qu'elle existait avant 1252, d'après les documents de cette époque, mentionnés plus loin. Elle dut enfin, et après 1275, être restaurée de nouveau par Arthur de Bretagne qui, en cette même année, épousa Marie, fille unique de Guy IV, vicomte de Limoges ; car, dit Lamartinière, « on y voyait les armoiries de Bretagne et de Limoges. »

Pour ce qui est de son administration, on lit dans le pouillé de Nadaud :

« Saint-Etienne, église paroissiale, cure en ville murée ; 3,420 communiants ; marquée aux décimes 37 livres. Patron : Invention des reliques de St-Etienne. Fut unie à l'abbaye de Saint-Ausone d'Angoulême en 1527.

L'évêque de Limoges y nommait en 1586, 1587, 1590, 1622 ; l'abbesse de Saint-Ausone avec son couvent en 1532, seule en 1586, 1596, 1608, 1609, 1618. »

Voici, d'autre part, et au sujet de cette union, le sommaire des titres conservés aux Archives de la Charente :

« 1° Bologne, le jour des nones de décembre (5 décembre) 1529, bulle de Clément VII (Jules de Médicis) portant union de la cure de Nontron et de Saint-Martial-de-Valette, son annexe, à l'abbaye de St-Ausone.

» 2° Du 15 décembre 1530, consentement par Pierre de Chasteignier, abbé de Saint-Sauveur de Charroux, le prieur et le chapitre de ladite abbaye à l'union à l'abbaye de Saint-Ausone, avec l'abandon du droit de nomination fait en faveur de l'abbesse dudit lieu.

» 3° Du 28 décembre 1530, procès-verbal du consentement donné, dans le réfectoire du couvent des Cordeliers de Nontron, par l'assemblée des habitants dudit lieu et de Saint-Martial-de-Valette à l'union de la cure de Nontron et de ses annexes à ladite abbaye (1).

» 4° Du 21 juillet 1531, même consentement donné par Antoine de Ter-ride, évêque de Limoges.

» 5° Du 27 septembre 1531, consentement du chapitre de Bourges.

» 6° Du 12 octobre 1531, sentence définitive prononçant cette union.

» 7° Du 8 avril 1532, lettres de collation sur la présentation de la dame

(1) Au point de vue de la société d'alors, nous devons reproduire ici les noms des principaux habitants qui prirent part à cette délibération, ainsi que de ceux qui ont laissé des représentants, savoir :

« Maître Jehan de Camaing, licencié es-droit, conseiller pour le roy en la haute cour du parlement de Bordeaux ; honneste homme Jehan Faure de Luxas ; honorable homme Daulphin Faure, esleu pour le roy en Périgord ; maîtres François Fouriend et Hellies de Puyzilhon, bacheliers es-droit ; maistre Jehan Mercier ; Pierre Le Reclus ; Jehan Pastoureau ; Jacques de Puyzilhon ; Jehan Camaing ; maistre Aymeric Roy ; Pierre Ribadeau ; maistre Pierre Robin ; maistre Pierre de La Rebine, vicaire de Nontron ; maistre Estienne de La Brousse, curé d'Aysmeus ; maistre Thibault Excousseau ; M^{re} Jehan Rousseau ; M^{re} Jehan Raullet ; M^{re} Jehan de Vaulx ; M^{re} Jehan Crespin ; M^{re} Daulphin Pastoureau ; M^{re} Symon Farin ; M^{re} Jehan Fureau ; M^{re} Bertrand de La Pousge ; M^{re} Jehan Rastineau ; M^{re} Pierre Moureau ; vénérable M^{re} François Pastoureau, abbé de Blanzac ; M^{re} Jehan Duboys ; M^{re} Hellies Guérin, curé de Monsec ; M^{re} Léonard de La Couchie ; Pierre Vallade ; Guyon Noble ; M^{re} Thibault Camaing ; Pierre Fonreau ; Estienne Ribadeau ; Pierre et Jehan Chabrol ; Pierre et Penot Mourrault ; Pierre Boyer ; Colas Bertrand ; Pierre Vallade ; Estienne de Chateaucourt ; Andrieux Belliquet ; Martial et Hellies de La Pousge ; Jehan Combaud ; Chabaneau. »

abbesse de Saint-Ausone à Jacques Cornilhe, bachelier en droit civil, de la vicairie perpétuelle de Nontron et de ses annexes.

» 8° Du 12 avril 1532, acte de la prise de possession de la cure de Nontron et de ses annexes, faite au nom des religieuses de l'abbaye de Saint-Ausone par Génis Janvier, leur syndic, en présence de Guillaume de Cros, protonotaire du Saint-Siège, écolâtre et chanoine prébendé de l'église cathédrale d'Angoulême.

» 9° Du 18 mars 1532, ordonnance du lieutenant général de la sénéchaussée de Périgord, commettant, à la requête de Blaise Couchon et de Pierre de Puy-Hélion, curé et vicaire de Nontron, Cybard Couillaud, lieutenant général de la sénéchaussée d'Angoumois et son assesseur, pour faire le vidimus de la bulle d'union.

» 10° Du 5 mai 1533, afferme pour trois ans des revenus de la cure de Nontron et de ses annexes consentie à Jehan de Vault, prêtre, et à M^e Jehan de Puygresnier, procureur de Javerlhac, pour cinq cents livres tournois par an, par dame Renée Guibert, abbesse, et les religieuses de Saint-Ausone.

» 11° Du 10 octobre 1536, appointment par lequel la cour conservatoire des privilèges royaux de l'université de Poitiers ordonne que l'abbesse de Saint-Ausone viendra répondre dans huitaine devant la cour à la complainte formée contre elle par Guillaume Barryer, écuyer, étudiant en ladite université, au sujet du possessoire de l'église paroissiale de Nontron et de Saint-Martial, son annexe, dont ledit étudiant se disait pourvu par le Saint-Père.

» 12° Du 9 septembre 1541, bulle du pape Clément VII (Alexandre Farnèse) portant collation de la vicairie perpétuelle de Nontron à Lazare Le Reclus.

» 13° Du 15 septembre 1542, acte de la prise de possession.

» 14° Du 2 avril 1543, arrêt du conseil privé du roi annulant une sentence de la sénéchaussée du Périgord, à la suite de laquelle les fruits et revenus de la cure de Nontron avaient été saisis, et faisant défense au s^r Le Reclus et à ses successeurs de troubler les dames de Saint-Ausone dans la jouissance de ces revenus.

» 15° Du 17 septembre 1543, lettres royaux portant mandement, à la requête des religieuses de l'abbaye de Saint-Ausone, de faire comparaitre pardevant le parlement de Paris M^e Lazare Le Reclus, vicaire perpétuel de la cure de Nontron et de son annexe, qui, au mépris de la possession ancienne desdites dames s'est fait adjudger les fruits décimaux de ladite cure.

» 16° Du 21 juillet 1544, sentence sur commission par laquelle Jacques Benoist, juge des exempts et cas royaux du duché d'Angoumois, fait défense à Lazare Le Reclus et à ses successeurs qui ci-après seront pourvus

de la cure ou vicairie perpétuelle de Saint-Etienne de Nontron, de troubler les religieuses de Saint-Ausone dans la jouissance des fruits de ladite cure et de son annexe.

• 17^e Du 30 août 1569, ferme pour un an et pour 200 livres tournois desdits revenus par Charles Bajal et Pierre Dussouchet, avocats au siège présidial d'Angoulême, à Etienne Delabrousse et à Guillaume Durousseau, greffier de Varaignes.

• 18^e Du 1^{er} décembre 1574, lettres royaux ordonnant d'ajourner par-devant le conseil du roi le vicaire perpétuel de Nontron, qui prétendait la jouissance des dîmes de ladite paroisse à l'encontre des religieuses de Saint-Ausone.

• 19^e Du 10 juin 1636, arrêt du parlement de Paris, condamnant par provision et sans préjudice des droits des parties, les habitants de Saint-Martial-de-Valette, à payer aux religieuses de Saint-Ausone les dîmes sur champ et à l'onzain des fruits.

L'abbesse de Saint-Ausone exerça, d'ailleurs, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, son droit de nomination à la cure de Nontron, ainsi qu'il appert d'un acte reçu Grolhier, notaire, le 8 novembre 1744, constatant la prise de possession par :

« Messire Jean Clédât de Laborie, prêtre, docteur en théologie .. Lequel nous a dit et remontré qu'il a été nommé par dame François-Gabrielle d'Orléans de Rhotelin, abbesse de l'abbaye royale de Saint-Ausone d'Angoulême, à cause de son abbaye, comme patron de la cure de Saint-Etienne de la présente ville et de Saint-Martial, son annexe, vacante par la mort de messire François Mosnier de Planeau, suivant acte du 4 octobre dernier... Et après que ledit sieur Clédât nous a dit avoir signé le formulaire d'Alexandre et qu'il y est soumis de cœur et d'esprit ainsi qu'aux constitutions acceptées par l'Eglise, et notamment à celle qui commence : *Unigenitus*... Me suis transporté avec ledit s^r Clédât dans l'église paroissiale de Saint-Etienne, où étant, ledit s^r Clédât ayant pris dans la sacristie un surplis et une étole, s'est mis à genoux devant le grand autel, a été baiser icelui et, attendu que les fonds baptismaux sont dans l'église de Saint-Sauveur, il nous a requis de vouloir l'y conduire... Où étant, ledit s^r Clédât s'étant mis à genoux devant le maître-autel, visité les vases sacrés, s'être assis ensuite, a été aux fonds baptismaux où il a ouvert et fermé la porte par manière de prise de possession, et étant sorti de ladite église nous sommes transportés au bourg de Saint-Martial-de-Valette et

abbesse de Saint-Ausone à Jacques Cornilhe, bachelier en droit civil, de la vicairie perpétuelle de Nontron et de ses annexes.

» 8° Du 12 avril 1532, acte de la prise de possession de la cure de Nontron et de ses annexes, faite au nom des religieuses de l'abbaye de Saint-Ausone par Génis Janvier, leur syndic, en présence de Guillaume de Cros, protonotaire du Saint-Siège, écolâtre et chanoine prébendé de l'église cathédrale d'Angoulême.

» 9° Du 18 mars 1532, ordonnance du lieutenant général de la sénéchaussée de Périgord, commettant, à la requête de Blaise Couchon et de Pierre de Puy-Hélion, curé et vicaire de Nontron, Cybard Couillaud, lieutenant général de la sénéchaussée d'Angoumois et son assesseur, pour faire le vidimus de la bulle d'union.

» 10° Du 5 mai 1533, afferme pour trois ans des revenus de la cure de Nontron et de ses annexes consentie à Jehan de Vaulx, prêtre, et à M^e Jehan de Puygresnier, procureur de Javerlhac, pour cinq cents livres tournois par an, par dame Renée Guibert, abbesse, et les religieuses de Saint-Ausone.

» 11° Du 10 octobre 1536, appointment par lequel la cour conservatoire des privilèges royaux de l'université de Poitiers ordonne que l'abbesse de Saint-Ausone viendra répondre dans huitaine devant la cour à la complainte formée contre elle par Guillaume Barryer, écuyer, étudiant en ladite université, au sujet du possessoire de l'église paroissiale de Nontron et de Saint-Martial, son annexe, dont ledit étudiant se disait pourvu par le Saint-Père.

» 12° Du 9 septembre 1541, bulle du pape Clément III (Alexandre Farnèse) portant collation de la vicairie perpétuelle de Nontron à Lazare Le Reclus.

» 13° Du 15 septembre 1542, acte de la prise de possession.

» 14° Du 2 avril 1543, arrêt du conseil privé du roi annulant une sentence de la sénéchaussée du Périgord, à la suite de laquelle les fruits et revenus de la cure de Nontron avaient été saisis, et faisant défense au s^r Le Reclus et à ses successeurs de troubler les dames de Saint-Ausone dans la jouissance de ces revenus.

» 15° Du 17 septembre 1543, lettres royaux portant mandement, à la requête des religieuses de l'abbaye de Saint-Ausone, de faire comparaitre pardevant le parlement de Paris M^e Lazare Le Reclus, vicaire perpétuel de la cure de Nontron et de son annexe, qui, au mépris de la possession ancienne desdites dames s'est fait adjuger les fruits décimaux de ladite cure.

» 16° Du 21 juillet 1544, sentence sur commission par laquelle Jacques Benoist, juge des exempts et cas royaux du duché d'Angoumois, fait défense à Lazare Le Reclus et à ses successeurs qui ci-après seront pourvus

de la cure ou vicairie perpétuelle de Saint-Etienne de Nontron, de troubler les religieuses de Saint-Ausone dans la jouissance des fruits de ladite cure et de son annexe.

• 17^e Du 30 août 1569, ferme pour un an et pour 200 livres tournois desdits revenus par Charles Bajal et Pierre Dussouchet, avocats au siège présidial d'Angoulême, à Etienne Delabrousse et à Guillaume Durousseau, greffier de Varaignes.

• 18^e Du 1^{er} décembre 1574, lettres royaux ordonnant d'ajourner par-devant le conseil du roi le vicaire perpétuel de Nontron, qui prétendait la jouissance des dîmes de ladite paroisse à l'encontre des religieuses de Saint-Ausone.

• 19^e Du 10 juin 1636, arrêt du parlement de Paris, condamnant par provision et sans préjudice des droits des parties, les habitants de Saint-Martial-de-Valette, à payer aux religieuses de Saint-Ausone les dîmes sur champ et à l'onzain des fruits.

L'abbesse de Saint-Ausone exerça, d'ailleurs, jusqu'à la fin du xviii^e siècle, son droit de nomination à la cure de Nontron, ainsi qu'il appert d'un acte reçu Grolhier, notaire, le 8 novembre 1744, constatant la prise de possession par :

« Messire Jean Clédât de Laborie, prêtre, docteur en théologie .. Lequel nous a dit et remontré qu'il a été nommé par dame Françoise-Gabrielle d'Orléans de Rhotelin, abbesse de l'abbaye royale de Saint-Ausone d'Angoulême, à cause de son abbaye, comme patron de la cure de Saint-Etienne de la présente ville et de Saint-Martial, son annexe, vacante par la mort de messire François Mosnier de Planeau, suivant acte du 4 octobre dernier... Et après que ledit sieur Clédât nous a dit avoir signé le formulaire d'Alexandre et qu'il y est soumis de cœur et d'esprit ainsi qu'aux constitutions acceptées par l'Eglise, et notamment à celle qui commence : *Unigenitus*... Me suis transporté avec ledit s^r Clédât dans l'église paroissiale de Saint-Etienne, où étant, ledit s^r Clédât ayant pris dans la sacristie un surplis et une étole, s'est mis à genoux devant le grand autel, a été baisser icelui et, attendu que les fonds baptismaux sont dans l'église de Saint-Sauveur, il nous a requis de vouloir l'y conduire... Où étant, ledit s^r Clédât s'étant mis à genoux devant le maître-autel, visité les vases sacrés, s'être assis ensuite, a été aux fonds baptismaux où il a ouvert et fermé la porte par manière de prise de possession, et estant sorti de ladite église nous sommes transportés au bourg de Saint-Martial-de-Valette et

dans l'église paroissiale où ledit s^r Clédât ayant pris... Et ont signé : Clédât ; Lecugy, vicaire de Nontron ; Dupuy, vicaire régent de Saint-Martial ; Dubosfrand, sindic, et Grolhier, not. roy. »

Confrérie de Saint-Etienne. — L'une des plus anciennes de Nontron, et au sujet de laquelle nous avons recueilli les documents suivants :

Rolle de la confrairie pour les années 1761 et 1762 : Tamagnon, docteur en médecine ; Arbonneau des Jories, bourgeois ; La Brousse du Peyrat, bourgeois ; Blaise Debarche ; Anne Ribadeau, fille ; la femme du Blanc, marguillier, et autres, en tout cent une personnes de toutes conditions et de tous sexes, dont 79 du masculin.

Offices pour les années 1761 à 1764, à l'occasion de la processsion en l'honneur de saint Etienne, et adjugés aux enchères :

L'office de porteur de l'image de saint Etienne a été livré au sieur François Delapouge pour.....	21" »
De lieutenant de saint Etienne à M ^{lle} Marie Védrenne, épouse du s ^r Boyer, tanneur, pour.....	12" »
Pour porter six cierges à côté de saint Etienne, alloués à Jean Serre, Jean Aubin, Jean Rousseau, Gérard Guérin, Anne Pas-toureaux et Mathieu Lapouraille, pour chacun vingt sous, en tout.	6" »
Office de roi, adjugé à François Blois, boucher, pour	3" »
Office de reine, à M ^{lle} de Barouffière, pour	3" »
Office de mignonne, à Anne Péry, pour trente sols.....	1" 10 ^s
Office de mignonne, à Jeanne Serre, pour vingt sols	1" »
Première dame d'honneur, à Jeanne Faye, pour une livre cinq sols	1" 05 ^s
Deuxième dame d'honneur, à demoiselle Touvenelle, la cadette.....	1" »
Office de capitaine, à Jean Dudouble, pour une livre dix sols	1" 10 ^s
Office de sous-lieutenant, à Marguerite Ratineau, pour	2" »
Escuyer de saint Estienne, au petit-fils de Germain Petit, pour 30 sols	1" 10 ^s
Office de troisième mignonne, à Marie Longis, enfant, pour...	1" 05 ^s
Quatrième mignonne, à Marguerite Laud, pour	1" 05 ^s
Office de quatrième capitaine, au petit-fils de David, pour...	1" 10 ^s
De quatrième écuyer, à Jérôme Ducourtieu, enfant, pour...	1" 10 ^s
Office major à François Bugeaud pour	1" 10 ^s
TOTAL	61" 15^s

Il résulte aussi des comptes rendus précédemment par Jérôme Aucousturier, syndic fabricien, en présence, est-il dit, de MM. les officiers de justice et principaux habitants, et les confrères de Saint-Etienne, que le produit de ces offices fut de 101[»] 05[»] pour l'année 1746, de 65[»] 10[»] pour 1747, de 48[»] pour 1748, de 56[»] pour 1749, et de 75[»] 05[»] pour 1750.

Dans ces mêmes comptes figurent également, au chapitre des recettes, diverses sommes payées pour droit de tombeau dans l'église, plus pour droit de sonnerie adjugée à François Faye, sonneur, à raison de 15[»] 18[»] pour 1746 et 1747, de 8[»] 12[»] pour 1748, de 13[»] 2[»] 6^d pour 1748, et de 17[»] 12[»] 6^d pour 1749 et 1750. Enfin, de M. de La Ramière, de 1744 à 1747, pour les prédicateurs, 150[»] par année et 50[»] représentant la rente annuelle de mille livres de capital, consentie gratuitement par M^e Charles de La Ramière, en faveur de M. Albert, en sa qualité de curé de Nontron, et par acte reçu Gay, notaire, le 14 février 1735, ladite rente amortie par quittance, reçue Grolhier, notaire, le 14 décembre 1769, et consentie par Pierre Lapouraille et Germain Petit, syndics fabriciens.

Au chapitre des dépenses de 1748 figurent, notamment, diverses sommes pour prix de bois, plancher, clous, menuiserie, échafaudages pour réparations du lambris, ayant dû remplacer les voûtes en pierres, démolies par les huguenots.

Bienfaiteurs. — Parmi les bienfaiteurs de l'église, nous relevons les documents suivants, relatifs à son entretien. En 1712, François Agard, clerc, lègue 10[»] pour les réparations de l'église; le 22 octobre 1733, reçu Danède, notaire, M. Albert, curé de Nontron, lègue à l'église paroissiale de Saint-Etienne, tous les ornements, linges et vases sacrés qu'il a fait faire et qu'il a dit valoir 250[»]; en 1736, Jean de Lespinas, écolier, veut être enterré dans cette église, à laquelle il lègue 40[»]; en 1741, François Mage lègue 60[»] pour réparation du clocher; en 1747, Jean Ducourtieux lègue 100[»] pour les réparations.

Mais, si nous remontons vers le passé, nous retrouvons encore :

1° Du jour lunaire, après l'exaltation de la Sainte-Croix, 1252, testament par lequel Guillaume de Magnac lègue à la grande église de Nontron :

« Septemnarium et tricennarium galgium meum et annuale et duodecim denarios redditus majori ecclesie et quoddam vestimentum videlicet insulam albam tunicam et amictum et omnia alia per integrum et quandam caliceum rectore ecclesiarum de Nontronio quinque solidos duobus vicariis cuilibet tres solidos. »

2° Du 5 des calendes d'octobre 1271, testament transcrit plus haut et par lequel Itier de Magnac lègue :

« Ecclesie de Nontronio septimum tricesimum galgium et annuale meum et duodecim denarios renduales et lego capellano dicte ecclesie de Nontronio septem solidos semel solvendos duobus vicariis suis cuilibet tres solidos priori ejusdem loci quinque solidos pro sepultura et duodecim denarios renduales... » (1)

3° Du 5 des calendes de mai 1303, testament par lequel Adhémard Seguin lègue à l'église de Nontron :

« Unum lumen duorum denariorum et unum denarium offerte semel. » (2)

4° Du 20 mai 1505, testament que nous reproduirons en entier au chapitre de la commune de Javerlhac, et par lequel Dauphin Pastoureau, seigneur de Javerlhac et de La Beytour, élu pour le roi en l'Election de Périgord, lègue :

« A lesglise de monsieur Sainct-Estienne une chappe et ung corporaulx de camelot noer. Item, un calisse de xxx livres. Item, au curé de la dicte esglise, quinze soulds de rente affin quil soyent tenu toutes les dimanches prier Dieu et Nostre-Dame, et fere commemoration et remembrance pour moy et ma femme et nos parents et amys. »

(1-2) Voir copie de ces deux testaments dans le *Bulletin* de la Société, année 1880, p. 290, et année 1882, p. 591.

En 1789, les principaux autels de l'église étaient dédiés à saint Etienne, à la Vierge et à saint Jean, et l'on y célébrait toujours le culte divin, bien qu'elle eût cessé d'être l'église paroissiale, et ce jusqu'en novembre 1793. Mais la commune de Paris ayant, dans les premiers jours de ce mois, décrété l'abolition du culte catholique et son remplacement par le culte de la déesse Raison, l'administration locale s'empara de l'argenterie de cette église, consistant en : 1° un petit soleil ; 2° un petit calice avec sa patène ; 3° un petit ciboire avec couvercle, le tout pesant cinq marcs, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du 24 frimaire an II de la République, et en exécution d'un arrêté du 22 du même mois, conçu en ces termes :

« Le 22 frimaire an II de la République, une et indivisible, le conseil général de la commune... Arrête qu'il sera procédé de suite à l'enlèvement de tout l'or, argent, argenterie et autres objets de luxe de quelque espèce qu'ils soient qui se trouveront dans les différentes églises de cette commune pour être employés aux besoins de la République... »

Ainsi fut dit et ainsi fut fait. Quelques jours après, l'église fut complètement dévalisée, mais tous les objets d'art ne furent pas vendus et, entr'autres, quatre beaux émaux de Limoges que, dans le cours de notre jeunesse, nous avons vu figurer sur les tentures usitées à l'occasion des processions de la Fête-Dieu.

L'église de Saint-Etienne ayant été ainsi nettoyée et purifiée, nos ardents et peu logiques contempteurs de la superstition et du fanatisme s'empressèrent de la consacrer à la déesse Raison, dont le culte se célébrait tous les dix jours, ce qui fit donner à cette église le nom de Temple décadaire, encore usité en l'an VIII. Quant aux fêtes des saints, également prosrites, elles furent remplacées par d'autres cérémonies, et notamment par l'apothéose de Marat, d'après les documents de l'époque que nous aurons à analyser plus loin.

Enfin, et quoique restée, plus tard, sans usage, l'église ne fut point vendue et resta debout jusqu'en 1820, époque à laquelle nous trouvons sur le registre de la municipalité une

Mais, si nous remontons vers le passé, nous retrouvons encore :

1° Du jour lunaire, après l'exaltation de la Sainte-Croix, 1252, testament par lequel Guillaume de Magnac lègue à la grande église de Nontron :

« Septennarium et tricennarium galgium meum et annuale et duodecim denarios redditus majori ecclesie et quoddam vestimentum videlicet insulam albam tunicam et amictum et omnia alia per integrum et quandam caliceum rectore ecclesiarum de Nontronio quinque solidos duobus vicariis cuilibet tres solidos. »

2° Du 5 des calendes d'octobre 1271, testament transcrit plus haut et par lequel Itier de Magnac lègue :

« Ecclesie de Nontronio septimum tricesimum galgium et annuale meum et duodecim denarios renduales et lego capellano dicte ecclesie de Nontronio septem solidos semel solvendo duobus vicariis suis cuilibet tres solidos priori ejusdem loci quinque solidos pro sepultura et duodecim denarios renduales... » (1)

3° Du 5 des calendes de mai 1303, testament par lequel Adhémard Seguin lègue à l'église de Nontron :

« Unum lumen duorum denariorum et unum denarium offerte semel. » (2)

4° Du 20 mai 1505, testament que nous reproduisons en entier au chapitre de la commune de Javerlhac, et par lequel Dauphin Pastoureau, seigneur de Javerlhac et de La Beytour, élu pour le roi en l'Election de Périgord, lègue :

« A lesglise de monsieur Saint-Estienne une chappe et ung corporaux de camelot noer. Item, un calisse de xxx livres. Item, au curé de la dicte esglise, quinze soulds de rente affin quil soyent tenu toutes les dimanches prier Dieu et Nostre-Dame, et fere commemoration et remembrance pour moy et ma femme et nos parents et amys. »

(1-2) Voir copie de ces deux testaments dans le *Bulletin* de la Société, année 1880, p. 200, et année 1882, p. 591.

En 1789, les principaux autels de l'église étaient dédiés à saint Etienne, à la Vierge et à saint Jean, et l'on y célébrait toujours le culte divin, bien qu'elle eût cessé d'être l'église paroissiale, et ce jusqu'en novembre 1793. Mais la commune de Paris ayant, dans les premiers jours de ce mois, décrété l'abolition du culte catholique et son remplacement par le culte de la déesse Raison, l'administration locale s'empara de l'argenterie de cette église, consistant en : 1° un petit soleil ; 2° un petit calice avec sa patène ; 3° un petit ciboire avec couvercle, le tout pesant cinq marcs, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du 24 frimaire an II de la République, et en exécution d'un arrêté du 22 du même mois, conçu en ces termes :

« Le 22 frimaire an II de la République, une et indivisible, le conseil général de la commune... Arrête qu'il sera procédé de suite à l'enlèvement de tout l'or, argent, argenterie et autres objets de luxe de quelque espèce qu'ils soient qui se trouveront dans les différentes églises de cette commune pour être employés aux besoins de la République... »

Ainsi fut dit et ainsi fut fait. Quelques jours après, l'église fut complètement dévalisée, mais tous les objets d'art ne furent pas vendus et, entr'autres, quatre beaux émaux de Limoges que, dans le cours de notre jeunesse, nous avons vu figurer sur les tentures usitées à l'occasion des processions de la Fête-Dieu.

L'église de Saint-Etienne ayant été ainsi nettoyée et purifiée, nos ardents et peu logiques contempteurs de la superstition et du fanatisme s'empressèrent de la consacrer à la déesse Raison, dont le culte se célébrait tous les dix jours, ce qui fit donner à cette église le nom de Temple décadaire, encore usité en l'an VIII. Quant aux fêtes des saints, également prosrites, elles furent remplacées par d'autres cérémonies, et notamment par l'apothéose de Marat, d'après les documents de l'époque que nous aurons à analyser plus loin.

Enfin, et quoique restée, plus tard, sans usage, l'église ne fut point vendue et resta debout jusqu'en 1820, époque à laquelle nous trouvons sur le registre de la municipalité une

délibération du 27 janvier, par laquelle le conseil émet l'avis de démolir la grande église pour en employer les pierres à la clôture du cimetière, vu, y est-il dit :

« L'état de délabrement de cette église, l'impuissance de la rétablir sans l'abattre entièrement, son inutilité absolue pour l'exercice du culte, auquel elle n'a pas été employée depuis fort longtemps, et les graves inconvénients qui pourraient résulter pour la sûreté publique de la laisser subsister. »

Cette délibération fantaisiste ne fut, d'ailleurs, signée et votée que par neuf membres, sur vingt-deux, ce qui n'empêcha point de démolir cette église et de l'exploiter comme une carrière. Il en fut de même et sans opposition de la haute tour du donjon avoisinant l'église, et dont les ruines mêmes, en constatant notre glorieux passé, feraient si bien dans le paysage. Oh les Vandales !!!

§ III. — *Moustier Saint-Sauveur.*

Prieuré fondé, dit l'abbé Nadaud :

« En 801, selon le Père Bonaventure, t. III, p. 298. Marqué aux décimes 209 livres. Patron, saint Sauveur. Ce n'était pas l'évêque, mais l'abbé de Charroux, qui y nommait dès 1497. N... de La Bachellerie le possédait en 1783. On rebâtissait l'église en 1497. Succursale de la cure. »

Devenus, comme nous l'avons vu, possesseurs de Nontron à la fin du VIII^e siècle, les abbés de Saint-Sauveur de Charroux songèrent d'abord à y élever une église dédiée à leur saint patron et, pour la desservir, un monastère de Bénédictins, placés l'un près de l'autre à l'angle sud-est du quadrilatère qui forme aujourd'hui la place de la Cahue et qui était alors le cimetière du *castrum* de Nontron.

Ce monastère fut érigé plus tard en prieuré conventuel de l'ordre de Saint-Benoît, mais antérieurement à 1252, époque à laquelle Guillaume de Magnac légua au prieur de Nontron cinq sols, plus douze deniers de rente.

Parmi les noms des divers prieurs, nous avons recueilli les suivants, à partir du xiii^e siècle seulement :

1256. — Sentence arbitrale prononcée par G. de Javerlhac, doyen de Saint-Yrieix, chapelain du pape, entre Jourdain, prieur de Nontron, et Hélié de Magnac, curé de Léchiayrac, au sujet du moulin de Nontron, dit de Magnac, et qui condamne celui-ci à payer au prieur une rente annuelle de six setiers de blé à cause dudit moulin. (Doat. Arch. des Basses-Pyrénées.)

1292. — Guillaume, prieur de Nontron, d'après la liste des bienfaiteurs du couvent de Saint-Pardoux-la-Rivière.

1294. — Geraldus Greerius, qui reconnaît tenir à fief et hommage du baron de Nontron une partie de la dîme des vin et blé, la quatrième partie appartenant à Ilter de Magnac.

1295. — Jaubert, porté sur la liste des bienfaiteurs du monastère de Saint-Pardoux-la-Rivière.

1438. — Petrus Orador, d'après un échange du 20^e jour d'août fait :

« Entre Jean de Bretagne et frère Pierre Dorador, par lequel le dit prieur lui baille et cède quatre livres sept sols de rente sur les villages de Lambertie, de Ségillac et de Chastahin en la paroisse de Cossac, et pour le mieux valoir des choses que le dit vicomte avait baillées au dit prieur, ycelui promet faire célébrer une messe de *requiem* tous les ans le jour de la feste du Saint-Sauveur. » (Doat.)

1450. — Guy Bruni (Brun), protonotaire du Saint-Siège, fut nommé évêque de Condom, après avoir été prieur de Nontron. (*Nobiliaire* de Nadaud.)

1457. — *Venerabili et religioso viro fratre Camillo de La Porta, priore de Nontronio*, figure comme témoin dans un acte de rente du 11 février 1457.

1468. — Guillelmus Bruni fut nommé archidiacre de Combrailles, après avoir été prieur et curé de Nontron. (Nadaud.)

1499. — A la fin du xv^e siècle, dit Nadaud, Pierre Audier, licencié et bachelier ès lois, fut chanoine de Limoges et prieur de Nontron.

1634. — Pierre de La Boussarie, mentionné dans divers actes de l'époque.

1639. — Philibert de Pompadour. (Nadaud.)

1657. — Dumas, d'après divers actes.

1670. — Elie de Pompadour, qui résigna le 8 janvier 1680. (Nadaud.)

1681. — Le 5 mars, prise de possession par Léonard du Peyrat.

1687. — Du 3 avril, devant Danède, notaire, prise de possession par Antoine Tandeau.

1695. — Claude Séguret, prieur.

1696. — François de Gallard de Béarn, prieur commendataire, habitant au repaire noble d'Argentine.

1740. — Léonard de Luret, directeur du séminaire de la Mission de Limoges et prieur commendataire.

1747. — Prise de possession par Pierre de La Bachellerie (1).

1753. — Joseph de Martin, chanoine de Saint-Front de Périgueux.

1776 à 1790. — Pierre-Paul de La Bachellerie de La Chaize, neveu.

Les principaux autels de l'église étaient, d'après les actes de l'état-civil, dédiés : au Saint-Sauveur, à Notre-Dame du Rosaire, à Notre-Dame de Consolation, au Saint-Sacrement

(1) Voici, au point de vue des usages d'alors, l'extrait de l'acte de prise de possession, dressé le 8 décembre 1747, par Grolhier, notaire royal à Nontron :

« S'est présenté messire Pierre de La Bachellerie, licencié es lois, chanoine honoraire de l'église collégiale d'Eymontiers... Lequel nous a dit et remontré qu'ayant été pourvu du prieuré simple de Saint-Sauveur de la dite ville, ordre de Saint-Benoît, suivant la résignation faite en sa faveur de commande en commande par messire Léonard de Luret, dernier commandataire. En conséquence des provisions obtenues en cour de Rome du 15 du mois de novembre, et le visa de monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque de Limoges, en vertu de quoi le dit sieur de La Bachellerie désirant prendre la réelle, actuelle et corporelle possession du dit prieuré, étant revêtu de son surplis et bonnet carré, est entré dans l'église prieurale où il a pris de l'eau bénite, s'est avancé vers le maître autel où il a fait sa prière à genoux, et s'étant relevé a saisi le dit autel et touché le marbre et nape y étant, s'est assis à la place affectée au dit prieur, a sonné la cloche, ouvert et fermé la porte de l'église. Par ces formalités et autres au cas requis, le

pour la confrérie de ce nom, à Ste-Barbe, à St-Martin, enfin, et dès le xiii^e siècle, à St-Nicolas et à St-Jean.

Cette chapelle de Saint-Nicolas fut, en effet, érigée vers le xii^e siècle, par la famille de Magnac, ainsi qu'il résulte de la fondation d'une lampe faite par Itier de Magnac le 3 juin 1317, à l'autel de Saint-Nicolas de Bar... pour l'âme d'Aumuy Brune, sa femme, et par la pièce suivante, conservée aux Archives des Basses-Pyrénées :

« A to seus qui setes lettres veront et ouyront, le chapitre Sen Nicolas de Bar... salut et verite. Sachen tuit que nos... prometun a tenir a perpetuite una lampa ardent nuit et jor... par devant l'auter deu dict Sen Nicolau, si que moys ne faille darder nuit in jor per le noble mes... Itier de Maignac, chevalier, et per larma de sa moiller, madame Domuy Brune... Et le dict chevalier, por tenir la dicta lampa a perpetuite, nos a baille en garde doze florins bons et loyaux por achete loyle que aura besoun a la dicta lampa de rendes... Donne a San Nicolau de Bar... le vendredi en apres les octaves de Pentegouste, lan... mil ccc e dis et sept. »

Cette charte est revêtue d'un sceau sur lequel on lit ces mots : *Sigillum Sancti-Nicolai de Bar*. Au milieu, le buste de saint Nicolas, nimbé, revêtu de l'étole, bénissant de la main droite et tenant un livre de la gauche.

Mais quel était ce saint Nicolas de Bar... ? Était-ce un nom de lieu se demande le savant abbé Lecler dans la séance du

dit sieur de La Bachellerie a été mis en la réelle, actuelle et corporelle possession du dit prieuré pour en jouir aux honneurs, fruits, profits, revenus et émoluments... De quoi a été requis et concédé acte... Et pour ce que le dit sieur a déclaré avoir signé le formulaire d'Alexandre VII et s'est soumis aux constitutions de l'église, et notamment à celles de la bulle *Unigenitus*... La présente prise de possession a été leue et publiée à haute et intelligible voix, tant au dedans que a issue de la dite église, sans aucune opposition ni empêchement, se réservant le dit sieur de faire faire verbal et état de la dite église et maison en dépendant, lequel retirera les titres, papiers et documents des cens, rentes et revenus du dit prieuré, et comme actuellement à cause de l'état de l'église de Saint-Etienne les fonctions curiales se font dans la présente église, par concession du dit résignant, le dit sieur de La Bachellerie fait les protestations en tel cas requises pour que les dites fonctions curiales ne puissent ny le préjudicier ny attribuer aucuns droits aux habitants et paroissiens du dit Nontron dans la dite église de Saint-Sauveur qui est uniquement destinée et appartient au prieuré... »

28 février 1882 de la Société historique du Limousin, en donnant communication de la charte ci-dessus :

« Quel lieu, dit-il, portait le nom de Bar ? On trouve en France de nombreuses localités de ce nom ; on en trouve en Italie, on en trouve dans la Corrèze, et Bar, et la tour de Bar, dans la Haute-Vienne, près Saint-Martin-de-Jussac ; mais Saint-Nicolas de Bar reste toujours douteux. »

Sur de nouvelles recherches et après avoir acquis la certitude qu'il n'exista aucun chapitre de Saint-Nicolas à Bar (Corrèze) et que ce saint n'en était point le patron ; qu'il en fut de même pour la tour de Bar, et qu'enfin il ne se trouve en France d'autre lieu de ce nom que dans le département du Var, dont il ne peut être ici question, M. Lecler voulut bien nous demander des renseignements à ce sujet. Il en résulte pour nous la conviction que le mot Bar est un diminutif de celui de Bario (faubourg), et qu'il s'agit simplement de la chapellenie de Saint-Nicolas, établie par la famille de Magnac dans le monastère et l'église de Saint-Sauveur, construits dans ce que l'on appelait alors le faubourg du *castrum* de Nontron, dont ce faubourg était séparé par la porte du Barri, de *Bario de Nontronio*. Cette interprétation résulte suffisamment de ce que la famille de Magnac était originaire de Nontron, ou y résidait, tout au moins, depuis fort longtemps ; de ce que cette famille avait ses tombeaux dans l'église de Saint-Sauveur et la chapelle de Saint-Nicolas, fondée par elle, et de ce qu'enfin la femme du fondateur de la lampe avait été ensevelie dans cette chapelle. C'est ce qui ressort du testament du 30 septembre 1352, par lequel le dit Itier de Magnac, chevalier, de Nontron, déclare vouloir être enseveli dans le monastère de Nontron devant l'autel de St-Jean et St-Nicolas dans les tombeaux de ses parents et avec Almoide, ou Aumuy Brun, sa femme : *Testamentum nobilis viri domini Iterii de Manhaco, militis defuncti de Nontronio... Eligo sepulturam meam in monasterio de Nontronio ante altare sanctorum Johannis et Nicholai juxta sepulturam parentum meorum et cum Almoide Bruni quondam conjugis mea.*

Ledit Itier de Magnac avait, d'ailleurs, pour saint Nicolas

une dévotion particulière, puisque dans ce même testament il légua aux sœurs du monastère de Saint-Pardoux-la-Rivière vingt sols de rente pour célébrer, chaque année, la fête de St-Nicolas, et encore soixante sols une fois donnés et cinq sols de rente aux chapelains de Nontron, Milhac, St-Etienne-le-Droux, Saint-Martin et Javerlhac, à chacun et à charge d'un anniversaire perpétuel à la fête de St-Nicolas, pour ses parents et amis ; plus, enfin, pour la réparation du monastère de Nontron, cent livres payables dans les dix années de son décès.

Pour ce qui est de la fondation, par la famille de Magnac, dans le moustier de Saint-Sauveur, d'une chapellenie dédiée à St-Nicolas, cela résulte du testament de 1271, transcrit plus haut et par lequel antre Itier de Magnac légua à la réparation de sa chapelle de Nontron, trente sols une fois donnés : *Post obitum meum lego reparationi ecclesie mee de Nontronio triginta solidos semel solvendos*. Enfin, le susdit testateur de 1352 légua encore : *Capelle de Nontronio institute per bone memorie, dominum Heliam de Manhaco majorem patrum meum unam libram cere rende...*

D'autre part, l'existence des autres chapelles nous est révélée par les actes de l'état-civil et par les testaments suivants. En 1712, François Agard, clerc, lègue trente livres à l'autel du Saint-Sacrement de l'église du moustier ; en 1717, demoiselle Eyriaud, veuve Mazerat, lègue dix livres à l'autel de Notre-Dame du Rosaire du moustier ; en 1736, François Dubois, bourgeois, lègue cent livres pour la réparation de l'église Saint-Sauveur, à la charge d'y ensevelir son corps dans les tombeaux de ses ancêtres, en la chapelle de Sainte-Barbe ; en 1741, concession de banc à M^e Jean de Labrousse, entre la chapelle de Notre-Dame du Rosaire et celle de St-Martin.

Confrérie. — De même que dans les autres églises, celle de Saint-Sauveur eut aussi une confrérie dite du Saint-Sacrement et, en 1744, M^e Jean-Joseph de Mazerat et M^e Dominique Dureclus en furent nommés syndics, puis remplacés en 1756 par M^e Jean Patoureau, médecin, et Jérôme Aucou-

turier, marchand, remplacés eux-mêmes, en 1766. par MM. Geoffroy Couvrat, bourgeois, et Jean Ribadeau, procureur, suivant actes reçus Boyer, notaire.

En 1559, l'église de Saint-Sauveur fut saccagée par les calvinistes qui en effondrèrent les voûtes en pierres, remplacées plus tard par un lambris en bois qui paraît avoir eu besoin de réparations urgentes vers le milieu du XVIII^e siècle, d'après les actes suivants, reçus Grolhier. Ainsi, par testament du 26 juin 1740, François Souquet veut être enseveli dans l'église du moustier, à laquelle elle lègue vingt livres pour la confection du lambris; du 26 août 1741, acte par lequel :

« Messire Léonard de Luret, prêtre directeur du séminaire de la Mission de Limoges, y demeurant, seigneur prieur commendataire du prieuré de Saint-Sauveur de Nontron, lequel, en considération de ce que M. M^e Jean de Labrousse, sieur du Bosfrand, avocat et juge des juridictions du Bourdeix, subdélégué de l'intendant de Bordeaux, habitant de Nontron, a beaucoup témoigné de zèle pour contribuer à la réparation de l'église paroissiale de Saint-Sauveur, et notamment au lambris que le dit prieur a entrepris, et voulant de sa part contribuer à la bonne volonté et à la piété du dit sieur du Bosfrand, il a par ces présentes volontairement concédé et accordé à toujours et à perpétuité... le droit de propriété d'un banc de la longueur de cinq pieds sur trois pieds et demi, qu'il pourra faire placer, fermer et attacher contre le pilier qui est entre la chapelle de Notre-Dame du Rosaire et celle de St-Martin. Cette concession ainsi accordée moyennant les susdites considérations et outre moyennant la somme de cinquante livres à employer à l'achat des bois du dit lambris, et une rente annuelle et perpétuelle de vingt sols... »

Des 23 et 24 mars 1743, droit de banc accordé par M. de Luret, prieur, à Jean Mazières, bourgeois, contre le pilier de la chaire, à la charge d'une rente annuelle de cinq sols pour décoration et dépense du lambris; droit de tombeau et de banc de six pieds au-dessus dans l'enceinte de l'arcade près de la chaire, accordé au sieur Tamagnon, bourgeois, à raison de son zèle à la décoration et au lambris, et moyennant quatre-vingts livres et vingt sous de rente annuelle et perpétuelle.

Cette église, après avoir servi, alternativement avec celle de Saint-Etienne, d'église paroissiale, notamment de 1669 à 1689, puis, à partir du 16 mai 1692 à 1700, et de 1735 à 1781 fut définitivement interdite en 1784, et voici quelle était sa situation et celle du prieuré en 1790, d'après la déclaration faite par le prieur le 29 mars de cette année, devant la municipalité de Nontron et dont nous relevons les extraits suivants sur le registre de cette époque :

• M^e Pierre-Paul Labachellerie de La Chaize, prêtre licencié es lois, prieur commandataire de l'église de Saint-Sauveur de Nontron, demeurant à Eymoutiers, a dit par Grolhier, son mandataire, que les biens et revenus du dit prieuré consistent en :

» 1^o Une maison assez médiocre avec un petit jardin à Nontron ; 2^o l'emplacement dans la dite paroisse d'un petit étang appelé l'Etang du prieur ; 3^o les deux tiers de la dime en blé, chanvre et laine, et la moitié de la dime du vin de la paroisse de Saint-Martial-de-Valette, par transaction faite entre le dit prieur et la dame abbesse de Saint-Auzonne d'Angoulême, par acte du 28 janvier 1770, laquelle dime se perçoit dans l'une et l'autre paroisse à la vingt-unième partie (1) ; plusieurs rentes foncières sur des maisons de Nontron et fonds environnants, plus sur 18 tènements, désignés sans indication d'actes ni de dates, dans les paroisses d'Abjat, Savignac, Augignac, Saint-Front la-Rivière, Saint-Pardoux-la-Rivière, Marval, Saint-Barthélemy et Saint-Martin-le-Peint ; les dites maison, dîmes et rentes affermées par le déclarant au sieur Ribadeau-Dumaine pour 1,600 livres par an ; plus enfin quatre autres rentes dans les paroisses du Vieux-Mareuil, de Nanteuil et de Bouteille, affermées à Jacques Boulanger, moyennant 96 livres par année.

» A la charge de payer : 1^o chaque année, suivant l'arrangement fait avec l'abbesse de Saint-Auzonne, 1,110 livres aux deux curés et aux trois vicaires des paroisses de Nontron et Saint-Martial-de-Valette, sur les 1,340 livres à la charge de la dite dame abbesse pour les pensions ac-

(1) Suivant actes reçus Grolhier, notaire, les 2 et 12 mai 1734, messire François de Galard de Béarn, prieur, habitant au bourg d'Argentine, afferma à Jean Morelon, bourgeois et marchand de Nontron, toutes les dîmes de blé et de vin appartenant au prieur de Saint-Sauveur, dans la ville et paroisse de Nontron, consistant en deux tiers de la dime de tous blés et la moitié des dîmes de la vendange pour 550^l par année, et au sieur Mercier les dîmes de la vendange de Saint-Martial-de-Valette, c'est-à-dire la moitié pour 100^l annuellement.

turier, marchand, remplacés eux-mêmes, en 1766, par MM. Geoffroy Couvrat, bourgeois, et Jean Ribadeau, procureur, suivant actes reçus Boyer, notaire.

En 1559, l'église de Saint-Sauveur fut saccagée par les calvinistes qui en effondrèrent les voûtes en pierres, remplacées plus tard par un lambris en bois qui paraît avoir eu besoin de réparations urgentes vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, d'après les actes suivants, reçus Grolhier. Ainsi, par testament du 26 juin 1740, Françoise Souquet veut être ensevelie dans l'église du moustier, à laquelle elle lègue vingt livres pour la confection du lambris; du 26 août 1741, acte par lequel :

« Messire Léonard de Luret, prêtre directeur du séminaire de la Mission de Limoges, y demeurant, seigneur prieur commendataire du prieuré de Saint-Sauveur de Nontron, lequel, en considération de ce que M. M^e Jean de Labrousse, sieur du Bosfrand, avocat et juge des juridictions du Bourdeix, subdélégué de l'intendant de Bordeaux, habitant de Nontron, a beaucoup témoigné de zèle pour contribuer à la réparation de l'église paroissiale de Saint-Sauveur, et notamment au lambris que le dit prieur a entrepris, et voulant de sa part contribuer à la bonne volonté et à la piété du dit sieur du Bosfrand, il a par ces présentes volontairement concédé et accordé à toujours et à perpétuité... le droit de propriété d'un banc de la longueur de cinq pieds sur trois pieds et demi, qu'il pourra faire placer, fermer et attacher contre le pilier qui est entre la chapelle de Notre-Dame du Rosaire et celle de St-Martin. Cette concession ainsi accordée moyennant les susdites considérations et outre moyennant la somme de cinquante livres à employer à l'achat des bois du dit lambris, et une rente annuelle et perpétuelle de vingt sols... »

Des 23 et 24 mars 1743, droit de banc accordé par M. de Luret, prieur, à Jean Mazières, bourgeois, contre le pilier de la chaire, à la charge d'une rente annuelle de cinq sols pour décoration et dépense du lambris; droit de tombeau et de banc de six pieds au-dessus dans l'enceinte de l'arcade près de la chaire, accordé au sieur Tamagnon, bourgeois, à raison de son zèle à la décoration et au lambris, et moyennant quatre-vingts livres et vingt sous de rente annuelle et perpétuelle.

Cette église, après avoir servi, alternativement avec celle de Saint-Étienne, d'église paroissiale, notamment de 1669 à 1689, puis, à partir du 16 mai 1692 à 1700, et de 1735 à 1781 fut définitivement interdite en 1781, et voici quelle était sa situation et celle du prieuré en 1790, d'après la déclaration faite par le prieur le 29 mars de cette année, devant la municipalité de Nontron et dont nous relevons les extraits suivants sur le registre de cette époque :

« M^e Pierre-Paul Labachellerie de La Chaize, prêtre licencié es lois, prieur commandataire de l'église de Saint-Sauveur de Nontron, demeurant à Eymoutiers, a dit par Grolhier, son mandataire, que les biens et revenus du dit prieuré consistent en :

» 1^o Une maison assez médiocre avec un petit jardin à Nontron ; 2^o l'emplacement dans la dite paroisse d'un petit étang appelé l'Étang du prieur ; 3^o les deux tiers de la dîme en blé, chanvre et laine, et la moitié de la dîme du vin de la paroisse de Saint-Martial-de-Valette, par transaction faite entre le dit prieur et la dame abbesse de Saint-Auzonne d'Angoulême, par acte du 28 janvier 1770, laquelle dîme se perçoit dans l'une et l'autre paroisse à la vingt-unième partie (1) ; plusieurs rentes foncières sur des maisons de Nontron et fonds environnants, plus sur 18 tènements, désignés sans indication d'actes ni de dates, dans les paroisses d'Abjat, Savignac, Augignac, Saint-Front la-Rivière, Saint-Pardoux-la-Rivière, Marval, Saint-Barthélemy et Saint-Martin-le-Point ; les dites maison, dîmes et rentes affermées par le déclarant au sieur Ribadeau-Dumaine pour 1,600 livres par an ; plus enfin quatre autres rentes dans les paroisses du Vieux-Mareuil, de Nanteuil et de Bouteille, affermées à Jacques Boulanger, moyennant 96 livres par année.

» A la charge de payer : 1^o chaque année, suivant l'arrangement fait avec l'abbesse de Saint-Auzonne, 1,110 livres aux deux curés et aux trois vicaires des paroisses de Nontron et Saint-Martial-de-Valette, sur les 1,340 livres à la charge de la dite dame abbesse pour les pensions ac-

(1) Suivant actes reçus Grolhier, notaire, les 2 et 12 mai 1734, messire François de Galard de Béarn, prieur, habitant au bourg d'Argentine, afferma à Jean Morelon, bourgeois et marchand de Nontron, toutes les dîmes de blé et de vin appartenant au prieur de Saint-Sauveur, dans la ville et paroisse de Nontron, consistant en deux tiers de la dîme de tous blés et la moitié des dîmes de la vendange pour 550^l par année, et au sieur Mercier les dîmes de la vendange de Saint-Martial-de-Valette, c'est-à-dire la moitié pour 100^l annuellement.

tuellement assignées à ces derniers ; 2° et annuellement au chapitre de Brioude, en Poitou une redevance de 55 livres pour droits de message ; 3° plus l'entretien des sanctuaires des deux paroisses, vases sacrés, ornements, livres, cartons et autres objets qui sont à la charge des gros décimateurs. Le déclarant ajoute que les décimes étaient autrefois de 99 livres annuellement. »

L'argenterie et les vases sacrés ayant été portés dans l'église de Notre-Dame des Clercs, devenue paroissiale, il n'en fut pas question.

Moins de deux ans après, cette déclaration, prélude obligé d'une confiscation prochaine et méditée, tous les immeubles furent vendus nationalement en 1792. Ces dimes furent abolies et les titres de rente furent brûlés sur la place publique de Nontron en 1793.

Depuis cette époque jusqu'en 1879, l'église de St-Sauveur a servi de grange et d'écurie. Vendue, en 1883, à M. Augier, pharmacien, elle a été remplacée par une maison moderne ; mais, en la faisant démolir, le nouveau propriétaire a eu la bonne et pieuse pensée de recueillir les pierres sculptées de l'ancien portail et celles des corbeaux et des quatre arceaux de la façade, dont les dents de scie et le plein cintre des ^{xi}e et ^{xii}e siècles démontrent suffisamment que cette façade ne fut pas modifiée lors de la reconstruction de 1497. Ces pierres sculptées ont été généreusement données par M. Augier à M. Lavergne, curé de Nontron, qui se propose de conserver ce souvenir de l'un de nos plus anciens monuments religieux, en les faisant relever dans le chemin de ronde de l'église actuelle, où elles ont été provisoirement déposées. Quant à la reconstruction, ou plutôt aux réparations de 1497, elles eurent lieu, en effet, grâce aux dons des fidèles et des principaux personnages de l'époque, parmi lesquels figura Dauphin Pastoureau qui, par son testament du 20 mai 1505, légua : « A la reparacion du monastère de monsieur Saint-Sauveur de Nontron dix livres tournez une foys payées. »

§ IV. — *Aumônerie, Hôtel-Dieu, Hôpital.*

Les premiers hôpitaux construits au moyen-âge, disent les historiens, le furent presque partout, à côté des églises et des monastères. On les appelait : Maison-Dieu, Hôtel-Dieu. On y recevait les malades, les pauvres, les pèlerins, et ils ont leur origine dans la charité chrétienne. Chaque abbaye, chaque cathédrale eut son hôpital.

Partant de là, nous pouvons sûrement faire remonter, du ix^e au x^e siècle, la fondation de l'Hôtel-Dieu de Nontron par les abbés de Charroux, après qu'ils eurent construit, en 801, l'abbaye de Bénédictins et le moustier de Saint-Sauveur sur le côté sud-est du cimetière d'alors. Les bâtiments de cet hôtel, avec sa chapelle, dédiée à saint Sébastien et à saint Fabien, furent édifiés à trente mètres environ de ceux du monastère et à l'angle nord-est dudit cimetière. Cet établissement conserva jusqu'en 1793, son caractère d'institution ecclésiastique et fut donné à des religieux à titre de bénéfice.

Les nominations y furent faites, dès le principe et jusqu'au xvi^e siècle par le prieur de Saint-Sauveur. A cette dernière époque, dit Nadaud, ces nominations le furent par le pape, à l'exception de celle faite par le grand aumônier de France et confirmée par le roi en 1594. Voici, d'ailleurs, parmi ces titulaires, les noms de ceux qui nous sont parvenus :

1456, Elie Vassand ; 1489, Geoffroy-Helie de Colonges ; 1528, Louis de Puyzilhon ; 1554 et le 3 octobre, prise de possession par Pierre Maillard, nommé par le pape ; puis Dauphin Maillard ; 1566, Pierre Pasquet ; 1567, après la mort de ce dernier, François du Coust fut nommé par le pape le 11 avril et prit possession le 30 août 1567 ; 1570, Jean Maillard, fils de François Maillard, conseiller au présidial de Périgueux, tonsuré en 1569, obtint du pape cette aumônerie et en prit possession le 1^{er} avril 1570 ; 1580, Pierre Perret, recteur de la chapelle de l'aumônerie de Nontron, résigna au profit de Pierre Maillard ; 1581, ledit Pierre Maillard en prit possession le 5 avril 1581 et résigna le 22 octobre 1582 ; 1582, Jean

Bordes, qui résigna le 24 mars 1584 ; 1584, autre Pierre Mailard obtint ses provisions du pape et prit possession le 11 juillet 1584 ; 1636-1658, Lazare Agard.

Au xviii^e siècle, les religieux furent remplacés par des dames religieuses, et la première dont nous ayons retrouvé le nom fut dame Françoise Souquet, qualifiée de sœur dans des réglemens et quittances de 1713, 1723, 1725, et de fille charitable desservant les pauvres de l'hôpital St-Sébastien, dans son testament reçu Grolhier, notaire, le 1^{er} juin 1742, par lequel elle légua audit hôpital toutes ses hardes et son linge avec une nape de brin fin pour le service de la chapelle dudit hôpital. En 1771, cet établissement était administré par deux sœurs de Ste-Marthe, sorties de celles de Saint-Maixent, et dont M^{me} Marie de Bussac était supérieure en 1776.

Mais revenons à la date de la fondation de l'aumônerie que, en consultant les documents écrits, nous trouvons mentionnée dans un testament du jour de la lune après l'exaltation de la Ste-Croix, 1252, relaté ci-avant, et par lequel Guillaume de Magnac légua : *Domui Elemosinarie de Nontronio lictum unum munitum et duodecim denarios renduales* ; ce qui confirme notre appréciation sur l'époque bien antérieure de cette fondation.

Voici, d'autre part, et en se reportant à la liste des bienfaiteurs de l'hôpital, l'indication de titres antérieurs au xv^e siècle, dans un abrégé historique conservé aux archives de la mairie et dressé le 29 décembre 1771 par M. Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, avocat, l'un des administrateurs :

« L'hôpital de Nontron remonte à une époque trop ancienne pour laisser découvrir l'origine et la forme certaine de son établissement. Les actes les plus anciens qu'on y découvre apprennent qu'autrefois c'était une aumônerie dont un prêtre était seul titulaire et administrateur. Il recevait des pauvres dans sa maison appelée Hôtel-Dieu... Il paraît que cette aumônerie n'avait, dans le temps le plus reculé auquel on commence à la connaître qu'un revenu fort modique, consistant dans les rentes, ou agrières, de deux tènements appelés de La Peyre et du Fermiger, en la paroisse de St-Martin-le-Peint, et l'autre de l'Aumône, près la ville de Nontron. Le titre de La Peyre et du Fermiger est daté du jour des Inno-

cents de l'an 1465, en latin. Par ce titre, M^e Elie Vassand, aumônier, assense à titre de rente à Guillaume de Monfayon le repayre de La Peyre où était compris le bois du Fermiger, sous le devoir de quatre septiers froment, deux septiers seigle, mesure de Nontron, trente-cinq sols d'argent et deux deniers d'acapte à chaque changement de seigneur ou de tenancier. Cette rente fut encore établie par acte reçu Boyer, notaire royal à Nontron, du 23 mars 1753. Pour la tenance de l'Aumône, le titre le plus ancien qui se trouve parmi ceux de cet hôpital est un acte en latin du 21 septembre 1489. C'est là que Geoffroy-Elie de Colonges, étant alors aumônier, Pierre de La Roussie, prêtre, reconnaît pour lui et ses frères qu'il tient une pièce de terre en friche située au terme appelé de l'Aumône, près la dite ville de Nontron, sous le cens de la quatrième partie des fruits avec l'acapte à chaque mutation. Ce droit paraissant alors onéreux, Colonges, sans observer aucune forme, le convertit en une rente de douze deniers par an. Sur cet acte intervinrent une sentence du juge de Nontron du 6 juillet 1692, et deux du sénéchal de Périgueux des 12 août 1715 et 2 mars 1716, et un arrêt du Parlement de Bordeaux du 3 septembre 1727, par lesquels Anne de Lamazière, veuve de Jean Eyriaud, fut condamnée à payer aux syndics de l'hôpital la quatrième partie des fruits, lequel fut évalué à quarante livres par année, suivant transaction reçue Grolhier, notaire, le 26 mai 1746. Ces deux tènements sont les seuls biens appartenant anciennement à l'Aumônerie. Le seul qu'on découvre comme appartenant à la dite directité est un morceau de jardin que Dauphin Maillard arrenta par contrat du 20 août 1561, comme aumônier, à Pierre Servant, marchand, moyennant vingt-trois livres dix sols tournois de droit d'entrée, et deux sols six deniers tournois de rente annuelle et perpétuelle. Les mémoires qui existent parmi les papiers de l'hôpital annoncent que la situation de ce jardin est inconnue. A la suite de ces revenus vient le droit de hallage, minage et palonnage sur les bleds qui sont vendus sous la halle et les marchands qui y étalent leurs marchandises. Ce droit n'est établi par aucun acte exprès, mais l'hôpital en a la possession immémoriale, dont il est fait mention dans plusieurs pièces et mémoires de ses archives. Le seul titre authentique qui en fasse mention est un acte du 30 mars 1577, par lequel Pierre de Mondou vendit à Bernard de Mondou certains objets mouvant de la fondalité de l'Aumônerie du minage de la ville de Nontron... Plus le produit du bail triennal de, savoir : Deux pièces de terre situées dans le tènement de l'Aumône et qui furent déguerpies par Annet du Reclus, sieur de Lascoux, avocat, et messire François, marquis d'Aydie, Louis et Jean de Mèredieu, par actes passés devant Quilhac et Robert, notaires royaux, les 4 et 10 juin 1714 et 6 mai 1715 ; une pièce de vigne dans le même tènement, lèguée par M^{lle} Marie du

Noble, épouse de Jean Béliquet, le 29 juin 1745 ; une terre au tènement des Rouchilles, appartenant au seigneur de Verteillac, sous le devoir de demi-quart froment et neuf deniers d'argent, à quoi il faut ajouter un morceau de bois châtaignier et une terre au village de Brégout, détenus par les héritiers Cholet pour soixante livres de capital, suivant sentence du juge de Nontron du 25 février 1738... »

M. Mazerat termine son mémoire par l'énonciation de trois donations, que nous reproduirons plus loin, et, après avoir complété et corroboré ce travail par des documents antérieurs dont la teneur suit :

« L'hôpital jouit, de temps immémorial, d'un droit de minage, de pailonnage et de mesurage des bleds qui se portent sous la halle de Nontron, et du droit d'un sol de chaque l'un des marchands qui étalent leurs marchandises sous la halle à la charge du dit hôpital d'entretenir la halle. Ce droit s'est affermé en 1724 quarante livres. Titres de rente : 1^o sur l'Aumône (voir le mémoire ci-dessus) ; 2^o rente annuelle de 150 livres sur les héritiers de M. Thibaud de Labrousse, seigneur d'Atis, par contrat du 26 novembre 1694 ; procès pendant à la première chambre à Paris ; 3^o rente sur l'emplacement d'un verger du côté de chez Palestro, suivant acte du 20 août 1561, signé Viger, notaire ; la situation de ce verger est inconnue. Il y a dans l'hôpital quatre méchants lits entretenus auxquels il manque des rideaux, couvertes et linges pour les malades. La dépense pour les malades se monte, depuis le 2 mars 1724 jusqu'à présent, à quarante livres huit sols ; le bois pour l'année, dix livres, gages de domestiques, néant ; gages des sœurs, au nombre de deux, néant. Pour l'entretien du linge de l'hôpital, on n'a pas encore acheté, mais l'hôpital en a grandement besoin, manquant de tout. Curé, médecin et avocat, gratis ; chirurgien et remèdes pour 1724, trente-deux livres dix sols... On ne quête pas dans les églises ni il n'y a point de tron pour l'hôpital, ni il n'y en a pas dans la chapelle de l'hôpital. »

En 1742 et le 27 juillet, devant Grolhier, notaire, les revenus des immeubles de l'hôpital ne furent affermés qu'à raison de soixante-seize livres par année à M. Pierre Villedary, bourgeois de Nontron.

La situation matérielle de l'hôpital était donc dans un bien triste état, malgré les offrandes des fidèles. Aussi fut-on dans la nécessité d'établir de nouveaux droits, notamment de

cinq sols pour chaque enterrement, plus, d'après un bail du 3 juillet 1760, ce qu'on a coutume de percevoir des personnes qui font sonner la cloche, la quête et l'offrande qu'on fait le jeudi-saint et la jouissance des bâtiments du présent hôpital, sauf la place des pauvres et des blés qu'il convient d'y recevoir.

Quant aux bienfaiteurs des siècles passés, voici ceux dont nous avons pu recueillir les noms :

En 1252, ainsi que nous l'avons dit, Guillaume de Magnac légua à l'hôpital un lit complet et douze deniers de rente. Du 5 des kalendes d'octobre 1271, testament par lequel Itier de Magnac lègue : *Domui helesimonarie castri de Nontronio duos solidos semel solvendos*. Du 26 mai 1505, testament par lequel Dauphin Pastoureau, de Nontron, lègue : « A losmonerie de cette ville, a la reparacion d'icelle dix livres tournez une foys payees. » Dans son mémoire de 1771, M. Mazerat signale, entr'autres donations, les suivantes :

« Parmi les donations diverses, en argent, il en est une de trois mille livres faite par M. Thibaud de Labrousse, seigneur d'Atis, par actes des 23 juillet 1630 et 26 mars 1654. La validité en fut contestée à l'hôpital en 1727 par des héritiers du dit sieur d'Atis; mais, bien loin de réussir dans leur tentative, ils payèrent une somme de quatre mille livres, dont l'emploi fut fait avec d'autres en acquisition de deux parties de rentes sur l'hôtel de ville de Paris et les aides et gabelles, l'une de cent deux livres huit sols, l'autre de cent treize livres six sols dix deniers, suivant contrats des 21 may et 10 septembre 1757. — Legs de cinquante livres par Jeanne Eyriaud, veuve de Jacques Touvenelle, par testament du 18 may 1753, reçu Boyer, notaire. — Legs de 100 livres par Léonard de Labrousse, sieur de Lanouaille, par testament devant Agard, notaire, du 15 décembre 1670. »

A ces divers legs nous pouvons ajouter les suivants qui seront loin, assurément, de compléter la liste de tous les bienfaiteurs de l'hôpital avant 1800.

Du 4 août 1664, devant Marthonneau, notaire à Dournazac, testament par lequel :

« Damoiselle Suzanne d'Eyquen, relite de feu Yricis du Gareau, conseiller du roy, et actuellement femme de noble François de Maulmont,

escuyer, seigneur de Lasterie... lègue a l'hôpital de la ville de Nontron la somme de soixante livres... et veu quelle soy employee en meubles pour servir au dit opital et a condiction que celui qui tiendra le dit opital obligera tous les pauvres dicelluy a dire tous les premiers dimanches du mois une fois l'oraison du *Pater* et l'*Ave Maria* pour le salut de son ame, et ce annuellement et a perpetuite... »

Le 3 mars 1678, devant Laud, notaire, Jeanne de Labrousse, femme de Joseph de Mazerat, lègue dix livres aux Dames de la charité, qui tenaient alors l'hôpital. Le 27 septembre 1693, devant Delapousge, notaire, Henri Dupeyroux lègue trois livres. Le 29 avril 1699, devant Mestayer, notaire, Marguerite de Camain lègue cent livres. Le 3 décembre 1718, Jean de Mazerat, sieur de La Chapoulie, lègue dix livres aux Dames de la charité. Le 10 juillet 1734, Jean Duport, sieur de La Doue, lègue quarante-cinq livres. Le 19 avril 1742, même notaire, les syndics de l'hôpital donnent quittance à demoiselle Pastoureau, veuve d'Etienne Favard, sieur de Fombelle, de cent livres léguées par celui-ci. Le 19 juillet 1776, testament par lequel M. Etienne Maistre, avocat et entreposeur des tabacs, lègue la moitié du prix à provenir de la vente de sa maison pour être employée à la continuation et perfection des bâtimens commencés du nouvel hôpital. Du 15 mai 1780, testament de M. de La Bachellerie, prieur de Nontron, par lequel il lègue à l'hôpital de Nontron, dans le cas où les missionnaires de Limoges, ou autres prêtres désignés par M^{sr} l'évêque, refuseraient de faire mission tous les dix ans dans cette ville ; et, dans le cas où cette mission aurait lieu tous les dix ans, une rente de huit cents livres, dont 600 livres pour la mission et 200 livres à distribuer aux pauvres. Du 15 janvier 1786, devant Grolhier, quittance par les syndics de l'hôpital à M. le comte de La Ramière de mille livres léguées par sa sœur au dit hôpital.

Il résulte de cette liste, fort incomplète, et du testament de M. Maistre, qu'en 1776 on procédait à la réédification, commencée antérieurement, d'un nouvel hôpital, et sur l'emplacement de la chapelle Saint-Roch, dans le grand cimetière Saint-Mathurin, ainsi que nous aurons à le constater

bientôt et plus amplement dans le chapitre relatif à cette chapelle. Ce changement fut nécessité non seulement par la mauvaise situation du premier au centre de la ville, mais encore par l'état de ses bâtiments tombant en ruines, ainsi que sa chapelle, laquelle avait été interdite le 8 mars 1775 par M^{sr} du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges, qui permit de l'employer aux usages profanes, vu son très mauvais état, et que depuis nombre d'années on a cessé d'y célébrer le service divin.

Constatons, en passant, qu'au xvii^e siècle cette chapelle servait de lieu de sépulture pour les pauvres de l'hôpital, ainsi qu'il résulte des actes de l'état civil où nous relevons huit inhumations de « pauvres mendiants passagers dans la chapelle Saint-Fabien et Saint-Sébastien de l'hôpital en 1676, 1677, 1679, 1680, 1691, 1692 et 1694.

Deux vicairies y avaient été fondées, l'une le 3 août 1569, par François Arbonneau, marchand, mari d'Isabeau Le Relclus ; et l'autre par Thibaud de Labrousse, seigneur d'Atis-sur-Orge, capitaine lieutenant des cent-suisse de la garde du roi, qui y nomma en 1675. (Nadaud.)

Parmi les administrateurs de l'hôpital que nous devons classer aussi parmi ses bienfaiteurs, nous retrouvons les suivants. En 1713, Etienne Favard ; 1714, Jean de Mazerat ; 1719, Jean de Labrousse ; 1725, Texier et Dumas-Ribadeau ; 1726, Fourien de Villopré, avocat ; 1738, le même et François Texier, médecin ; 1739, François Pastoureau, avocat, et Chapeyroux ; 1760, ledit Pastoureau et Guillaume Marchapt ; 1761, François Feuillade, médecin, et Germain Authier, sieur de Chatillon ; 1781, Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, fils, avocat, Pastoureau du Coutirand, Pastoureau de Labesse, Villedary, Dumaine, Grolhier ; 1786 à 1790, Feuillade, sieur de Laterrière, avocat ; Patoureau, médecin ; Labrousse, sieur de La Grange ; Grolhier, notaire ; Authier de Chatillon ; Fanty et Ribadeau-Dumaine, greffier. La nomination des administrateurs se faisait devant le juge, sur la réquisition du ministère public, par les membres sortants et avec l'approbation du curé, ainsi qu'il résulte d'un acte du 2 mai 1739, reçu Grolhier, notaire, pardevant, y est-il dit, M. M^e Jean Moreau, seigneur

escuyer, seigneur de Lasterie... lègue a l'hôpital de la ville de Nontron la somme de soixante livres... et veu quelle soy employee en meubles pour servir au dit opital et a condiction que celui qui tiendra le dit opital obligera tous les pauvres dicelluy a dire tous les premiers dimanches du mois une fois l'oraison du *Pater* et l'*Ave Maria* pour le salut de son ame, et ce annuellement et a perpetuite... »

Le 3 mars 1678, devant Laud, notaire, Jeanne de Labrousse, femme de Joseph de Mazerat, lègue dix livres aux Dames de la charité, qui tenaient alors l'hôpital. Le 27 septembre 1693, devant Delapousge, notaire, Henri Dupeyroux lègue trois livres. Le 29 avril 1699, devant Mestayer, notaire, Marguerite de Camain lègue cent livres. Le 3 décembre 1718, Jean de Mazerat, sieur de La Chapoulie, lègue dix livres aux Dames de la charité. Le 10 juillet 1734, Jean Dupont, sieur de La Doue, lègue quarante-cinq livres. Le 19 avril 1742, même notaire, les syndics de l'hôpital donnent quittance à demoiselle Pastoureau, veuve d'Etienne Favard, sieur de Fombelle, de cent livres léguées par celui-ci. Le 19 juillet 1776, testament par lequel M. Etienne Maistre, avocat et entreposeur des tabacs, lègue la moitié du prix à provenir de la vente de sa maison pour être employée à la continuation et perfection des bâtiments commencés du nouvel hôpital. Du 15 mai 1780, testament de M. de La Bachellerie, prieur de Nontron, par lequel il lègue à l'hôpital de Nontron, dans le cas où les missionnaires de Limoges, ou autres prêtres désignés par M^{gr} l'évêque, refuseraient de faire mission tous les dix ans dans cette ville ; et, dans le cas où cette mission aurait lieu tous les dix ans, une rente de huit cents livres, dont 600 livres pour la mission et 200 livres à distribuer aux pauvres. Du 15 janvier 1786, devant Grolhier, quittance par les syndics de l'hôpital à M. le comte de La Ramière de mille livres léguées par sa sœur au dit hôpital.

Il résulte de cette liste, fort incomplète, et du testament de M. Maistre, qu'en 1776 on procédait à la réédification, commencée antérieurement, d'un nouvel hôpital, et sur l'emplacement de la chapelle Saint-Roch, dans le grand cimetière Saint-Mathurin, ainsi que nous aurons à le constater

bientôt et plus amplement dans le chapitre relatif à cette chapelle. Ce changement fut nécessité non seulement par la mauvaise situation du premier au centre de la ville, mais encore par l'état de ses bâtiments tombant en ruines, ainsi que sa chapelle, laquelle avait été interdite le 8 mars 1775 par M^{re} du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges, qui permit de l'employer aux usages profanes, vu son très mauvais état, et que depuis nombre d'années on a cessé d'y célébrer le service divin.

Constatons, en passant, qu'au xvii^e siècle cette chapelle servait de lieu de sépulture pour les pauvres de l'hôpital, ainsi qu'il résulte des actes de l'état civil où nous relevons huit inhumations de « pauvres mendiants passagers dans la chapelle Saint-Fabien et Saint-Sébastien de l'hôpital en 1676, 1677, 1679, 1680, 1691, 1692 et 1694.

Deux vicairies y avaient été fondées, l'une le 3 août 1569, par François Arbonneau, marchand, mari d'Isabeau Le Reclus ; et l'autre par Thibaud de Labrousse, seigneur d'Atis-sur-Orge, capitaine lieutenant des cent-suisse de la garde du roi, qui y nomma en 1675. (Nadaud.)

Parmi les administrateurs de l'hôpital que nous devons classer aussi parmi ses bienfaiteurs, nous retrouvons les suivants. En 1713, Etienne Favard ; 1714, Jean de Mazerat ; 1719, Jean de Labrousse ; 1725, Texier et Dumas-Ribadeau ; 1726, Fourien de Villopré, avocat ; 1738, le même et François Texier, médecin ; 1739, François Pastoureau, avocat, et Chapeyroux ; 1760, ledit Pastoureau et Guillaume Marchapt ; 1761, François Feuillade, médecin, et Germain Authier, sieur de Chatillon ; 1781, Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, fils, avocat, Pastoureau du Coutirand, Pastoureau de Labesse, Villedary, Dumaine, Grolhier ; 1786 à 1790, Feuillade, sieur de Laterrière, avocat ; Patoureau, médecin ; Labrousse, sieur de La Grange ; Grolhier, notaire ; Authier de Chatillon ; Fauty et Ribadeau-Dumaine, greffier. La nomination des administrateurs se faisait devant le juge, sur la réquisition du ministère public, par les membres sortants et avec l'approbation du curé, ainsi qu'il résulte d'un acte du 2 mai 1739, reçu Grolhier, notaire, pardevant, y est-il dit, M. M^e Jean Moreau, seigneur

de Villejalet, avocat en la cour et juge de Nontron, sur la demande de M^e Germain Bosselut, sieur de La Borie, procureur d'office, et constatant la nomination de M. M^e François Pastoureau, avocat, et Charles Chapeyroux comme administrateurs de l'hôpital, en remplacement de MM. Thibaud Fourien, avocat, et François Texier, médecin, avec l'approbation de messire François de Mosnier, chevalier, seigneur de Planault, docteur en théologie, curé de Nontron, et de M^e Léonard Boyer, lieutenant de cette juridiction.

Comptes. — Les syndics de l'hôpital rendaient compte à leurs remplaçants pardevant les autorités judiciaires et le curé, d'après un acte du même notaire du 26 mai 1746, portant règlement de compte entre MM. Jean de Labrousse, sieur du Bosfrand, avocat et juge de Nontron ; Jacques Clédât de Laborie, curé ; Jean Forien, sieur des Chapoulies, avocat ; François Tamagnon, médecin, et Pierre Allemans, procureur d'office, directeurs de l'hôpital ; François Fourien, sieur de Villopré, avocat ; François Pastoureau, sieur du Coutirant, avocat, et Charles Chapeyroux, sieur de La Roche, bourgeois, syndics et administrateurs dudit hôpital, au sujet de la gestion de Thibaud Fourien, sieur de Villopré, avocat, et de François Texier, médecin, anciens syndics.

Arrivé à la période révolutionnaire de 1789 à 1793, voici ce que nous trouvons, au sujet de l'hôpital, sur le registre de la municipalité de cette époque :

Le 2 novembre 1789, le conseil municipal et les électeurs « approuvent les réparations faites aux bâtiments de l'ancien hôpital pour y établir un corps de garde, et autorisent à les continuer pour y approprier une salle commune, une particulière de conseil et un grenier public. »

Le 28 mars 1790, inventaire des titres et papiers trouvés dans les archives de l'hôpital, chargé de son administration par l'article 50 du décret d'établissement des municipalités, ledit inventaire mentionnant les pièces suivantes :

• Comptes rendus par MM. Pastoureau de Labesse le 11 juillet 1783 ; Pastoureau du Coutirand et Chapeyroux le 26 mai 1746 ; Jérôme Marcil-

laud de Bussac et François Mazière le 11 juillet 1772, joint le cahier de la bâtisse de l'hôpital remis le 22 août 1777. Papiers concernant l'administration des dames hospitalières avec arrêt d'homologation du parlement de Bordeaux du 5 février 1772. Arrêt du dit parlement du 22 mai 1773, relatif à la translation de l'hôpital à la chapelle de Saint-Roch et décret de l'évêque de Limoges du 21 avril 1773. Reconnaissance du tènement de l'Aumône du 21 septembre 1489, avec vidimé fait au requis de Louis Pui-chillou, aumônier de l'aumônerie, du 18 décembre 1533. Abandon d'une vigne par le marquis d'Aidie du 10 novembre 1614. » **QUILHAC, notaire.**

» <i>Tableau des revenus.</i> — Dû par M. Fourien Villopré, rente constituée par acte du 26 mai 1746, Grolhier, notaire.....		200"
» Afferme des biens à Pierre Nadaud, le 11 juillet 1784, même notaire.....		270"
» Rente constituée par le sieur Couvrat, le 14 décembre 1769, même notaire.....		50"
» Rente constituée par les sieurs Bosselut frères, le 15 janvier 1786, même notaire.....		75"
» Obligation par Pierre Vieillemard, du 10 février 1787, de 2,000 livres.....		100"
» Rente sur le tènement de Lapeyre et du Fermiger.....		65" 15"
» Rente sur le tènement de l'Aumône.....		36" 07"9d
» Rente seconde sur un fond situé à Chez-Bastard, paroisse de Bussière-Badil, cédée le 23 août 1777 par M. Ducluzel, et établie par acte du 17 mai 1766; Grolhier, not.		8" 10"
» Rente seconde par Jean Feuillade, du 22 septembre 1725; Danède, notaire.....		12" 10"
» Dû par l'hôtel de ville de Paris sur les aides et gabelles.....		210"
» Un mauvais bois châtaignier à Brégout, affermé.....		1" 04"
» Plus dû à l'hôpital par le sieur de Bussac, pour rente établie par acte du 20 août 1561, retenu par Viger, sur l'emplacement de la cour de sa maison.....		02"6d

» **TOTAL des revenus certains de l'hôpital. 1,029" 09"5d**

» Du 8 juillet 1790, en séance du conseil municipal, adjudication aux enchères publiques, au profit de Pierre Nadaud et pour 270 livres par année, des fonds et revenus de l'hôpital, consistant en :

» Les terres près de cette ville dans les tènements de l'Aumône et de Las Rouchillas ; 2° le droit de mesurage qui se perçoit par le fermier qui fournit ses boisseau et mesures servant à mesurer les grains qui se ven-

dent au marché public ; 3° le droit de hallage qui se perçoit sur les marchands qui étalent leurs marchandises, en ce que le fermier fournit les planches et autres objets nécessaires ; 4° les bâtiments de l'ancien hôpital attenant à la dite halle, sauf des deux chambres et corps de garde qui en dépendent ; 5° le droit de percevoir la rétribution qui se paie pour le bétail qu'on attache les jours de foire et de marché aux anneaux de fer que l'ancien bureau de l'hôpital avait fait placer sur les murs de clôture de la halle, et dont on rétablira ceux qui ont été enlevés... »

Cette situation dura jusqu'en 1824, époque à laquelle l'administration de l'hôpital vendit à celle de la ville la halle et les autres bâtiments qui furent démolis à cette époque et remplacés par l'hôtel de ville actuel.

De 1793 à 1826, la gestion intérieure de l'hôpital transféré dans les bâtiments construits sur l'emplacement de la chapelle Saint-Roch, fut exercée par des laïques ; mais, à cette dernière époque, le premier soin de M. Moreau de Montcheuil, devenu maire de Nontron, fut de la confier à trois religieuses de Nevers, qui y furent installées le 16 août 1827. Après la révolution de 1830, cette gestion fut de nouveau laïcisée jusqu'en 1834, où l'on rétablit les sœurs de Nevers, sous l'administration de M. Dusolier, maire. Les sœurs y créèrent un pensionnat de jeunes filles, aujourd'hui très florissant, et dont les revenus ont permis, de 1855 à 1879, d'agrandir par des acquisitions successives l'enclos de l'hospice et d'y construire un vaste local destiné à ce pensionnat. C'est ainsi que de 1826 à 1880, les revenus qui, dans le principe, n'étaient que de 2,700 fr., se sont successivement élevés à plus de 13,000 fr.

Il faut bien aussi constater qu'une part dans ces améliorations est due : 1° au zèle des administrateurs, parmi lesquels figurèrent MM. Lafaye, curé ; de Montcheuil, maire ; Couvrat-Desvergnès ; Lapouge, notaire ; Monfange, médecin ; Boyer, Laroche, Excousseau ; Dusolier, maire ; Grolhier, Martin, Vieillemand, Labuthie père, ordonnateur ; Lavergne, curé ; Mazerat, maire ; de Laugardière ; Pecon-Laugierie, maire ; Labuthie fils, ordonnateur ; Martin fils, Duvoisin, de Gour-sac et Courtey.

2° Et aux subventions des personnes charitables dont les

noms suivent. De 1808 à 1840 : Pierre Tamagnon, 5,000 fr.; sœur Pérignac, religieuse, 500 fr.; Jean Fauconnet, 250 fr.; Grolhier-Desbrousse, avocat, 4,000 fr.; Basset-Desrivailles, curé de Teyjat, 3,000 fr.; Lapeyronie, curé de Saint-Estèphe, 4,000 fr. De 1840 à 1860 : Richard, pharmacien, 10,000 fr.; Lapouge, ancien notaire, 2,400 fr.; Dusolier, député, 300 fr.; Grolhier, 500 fr.; Maurice Rivet, ancien préfet de la Dordogne, 500 fr.; du Reclus, propriétaire à Mareuil, 1,000 fr.; Madeleine Faveyrat, 300 fr.; Lasfond, avocat, 2,000 fr.; M^{me} Joseph Grolhier, 2,000 fr.; M^{me} Grolhier mère, 500 fr.; M^{me} Grolhier-Desbrousse, 300 fr.; M. de Saint-Martial, 500 francs. De 1860 à 1880, M^{me} Delanoue, 1,500 fr.; M^{me} veuve Boyer, 300 fr.; M^{me} veuve Lapouge, 500 fr.; M^{me} Achard, 300 fr.; M^{me} veuve Lapeyronnie, 6,000 fr.; M^{me} veuve Libérthie, 2,000 fr.; Agard-Vergnou, 100 fr.; M^{lle} Esther Couvrat-Desvergnès, 500 fr.; M^{me} veuve Fonreau de Bussac, 2,500 fr.; Dusolier, 400 fr.; Javerzac, président du tribunal, 500 fr.; M^{me} Fonreau de Bussac, 500 fr., et par testament 30,000 fr.

Toutes ces sommes ont été employées en acquisitions et améliorations diverses, ce qui a permis à l'administration supérieure de charger cet hôpital du service des pauvres des cantons de Nontron, Bussière-Badil, St-Pardoux-la-Rivière, Champagnac-de-Bel-Air et Mareuil.

Passons maintenant à la chapelle Saint-Roch, remplacée par l'hôpital actuel, et aux mesures qui, à l'époque, furent prises à cette occasion.

§ V. — *Chapelle de St-Mathurin et de St-Roch.*

« Chapelle Saint-Mathurin, 1432, dit Nadaud ; au grand cimetière, 1455 ; chapelle rurale qui, au xviii^e siècle, était sous le patronage de saint Roch. »

Nous avons déjà dit, d'autre part, que le premier cimetière du *castrum* de Nontron fut établi sur l'emplacement actuel de la place de la Cahue, où il exista longtemps après la construction du monastère et du moustier de St-Sauveur, et de l'Aumônerie. Mais, lorsqu'à la suite du Barri, ou fau-

bourg de la Grande-Rue, eut été construit celui de la Cahue, c'est-à-dire au xiv^e siècle, on ne conserva de ce cimetière que la partie joignant le chevet de l'église, dite le Petit-Cimetière, où l'on inhuma jusqu'en 1696. Un autre lieu d'inhumation fut créé au sud-est de la ville et prit le nom de Grand-Cimetière, dans lequel on construisit une chapelle dédiée à saint Mathurin. Une confrérie y fut instituée, d'après le testament de Dauphin Pastoureau du 20 mai 1505, par lequel celui-ci légua : « A la confrairie de M. St-Mathurin de Nontron, six livres de cire une fois payées. »

« Le 2 octobre 1505, Gérard Pastoureau y fonda, dit Nadaud, une vicairie à l'autel de la Ste-Vierge, sous le vocable de Notre-Dame-de-Pitié. Les descendants du fondateur y nommèrent en 1516. »

Parmi les dons faits à cette vicairie se trouve celui d'une pièce de pré appelée de la Croix-Blanche, au bourg de Saint-Saud, vendue nationalement le 12 février 1791 pour 2,900 fr. et provenant, est-il dit, de la chapellenie de Notre-Dame de Pitié de Nontron.

Quant aux inhumations, la première, à partir de la fin du xvi^e siècle, date à laquelle remontent nos actes de l'état-civil, fut celle du 2 février 1598, de Jean Arbonneau, m^e pin-tier, « ensevely au cymetière de monseigneur Sainct Mathurin, » et successivement il est dit que ces inhumations ont été faites tantôt au grand cimetière Saint-Mathurin, tantôt dans la chapelle, et même dans l'église Saint-Mathurin, d'après l'acte d'inhumation de M. Pierre Vieillemard du 3 juillet 1628, d'autres fois enfin dans la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié, et plus tard dans la chapelle St-Roch.

A cette occasion, rappelons que, vers le xvi^e siècle, la famille Vieillemard avait fait construire et annexer à l'église Saint-Mathurin une petite chapelle dédiée à Saint-Roch et qui lui servait de lieu de sépulture, ainsi qu'il résulte de ce qui va suivre, et notamment de l'acte d'inhumation du 23 novembre 1690, de :

« Thoinette Froment, femme de Pierre Vieillemard, laquelle fut inhumée dans la chapelle Saint-Roch, dans les tombeaux des prédécesseurs de son mari. »

Au XVIII^e siècle, cette chapelle fut englobée dans le corps de l'église, dont saint Roch devint le patron.

Alors la confrérie de Saint-Mathurin devint celle de Saint-Roch, dont les membres se recrutaient principalement parmi les laboureurs qui, le lendemain de la fête de Saint-Roch, venaient faire bénir leurs bœufs de labour, afin de les préserver des maladies contagieuses.

Voici, au sujet de cette confrérie, un acte reçu Grolhier, le 30 juillet 1744 :

« Pardevant... ont comparu Jean Boyer, notaire royal ; Charles Chaperon, sieur de La Roche, bourgeois ; Jean Barrière, laboureur, du lieu des Loges ; Noël Bordas, Louis Combaud, Gérard Foucaud, Antoine Marquet, tous laboureurs ; Jean Jardry, Pascal Combaud, aussi laboureurs, et Pierre Delaplagne, tant pour eux que pour leurs confrères... Lesquels nomment syndic pour trois ans le sieur Isaac Marchat, sieur des Roches, bourgeois, auquel ils remettent les registres concernant la confrairie ; les nappes et linges ; un drapeau de taffetas de plusieurs couleurs ; sept devant-d'autels en soie, damas, colemande, dont deux mauvais ; une petite croix d'argent et plusieurs robes de taffetas pour l'image de Saint-Roch et de Notre-Dame-de-Pitié... »

Les choses restèrent en cet état jusqu'en 1750, époque à laquelle il commença à être question de transférer l'hôpital sur l'emplacement de la chapelle St-Roch, d'après les documents suivants, conservés dans les archives municipales de Nontron.

Des 19 novembre 1750 et 26 juillet 1760, suppliques relatives à la réédification de l'hôpital menaçant ruine et signées par MM. Pastoureau du Coutirand et Guillaume Marchat, syndics.

Du 12 janvier 1772, devant Boyer, notaire, opposition de M. Pierre Vieillemand à la translation de l'hôpital dans la chapelle Saint-Roch :

« A raison, y est-il dit, des droits de tombeau de famille et droit de chapelle qu'il a dans l'église de Saint-Roch, de droit immémorial, la dite chapelle se trouvant bâtie hors du corps principal de l'église et ayant une porte extérieure et particulière pratiquée pour le seul usage de ses au-

teurs, signes qu'on a, en partie, effacés depuis peu et pendant sa minorité, en agrandissant l'église et en bâtissant à la suite de la dite chapelle, mais dont l'ancienne existence est de notoriété publique sur ces lieux... »

Du 30 mars 1772, procès-verbal de l'état des lieux de l'église ou chapelle St-Roch :

« Nous sommes transportés dans la chapelle appelée de Saint-Roch, située dans le cimetière, à la distance de la chapelle de Notre-Dame des Cleres d'environ trente-six pieds, dans un bel air, laquelle chapelle a en longueur quarante-deux pieds et autant en largeur par le haut, ayant trois petits autels à l'orient, le maître autel au milieu, dédié à St Roch ; à droite celui de Notre-Dame de Pitié et, à gauche, celui de Ste-Catherine ; la dite chapelle, bien couverte et bien lambrissée, les murs très solides et en bon état, une petite tribune par le bas avec une petite cloche sur la porte ; trois petites fenêtres éclairent la dite chapelle, bien vitrées ; une balustrade qui sépare les trois autels de la nef en bon état ; la dite chapelle étant placée hors l'enceinte de la ville et pourtant près d'icelle dans un vaste cimetière, à la partie gauche duquel nous avons remarqué qu'on n'y faisait pas d'enterrements. Et avons de plus remarqué que la dite chapelle est pavée en carreaux et qu'elle est voisine d'une petite fontaine appelée de Saint-Mathurin et à portée de la rivière appelée le Bandiat... »

Du 14 avril 1772, devant Boyer, délibération d'une partie des habitants de Nontron, relative à la translation de l'hôpital dans la chapelle St-Roch, à laquelle ils déclarent :

« S'opposer et consentir à l'établissement des religieuses de Ste-Marthe, sous la condition qu'elles se contenteront de la maison consacrée depuis plusieurs siècles à l'usage du dit hôpital, et qu'on renoncera à sa translation dans l'église de St-Roch, située près les murs de la ville ; cette translation devant priver la population d'une église qui lui est chère et lui enlever une portion du cimetière, déjà si petit pour une si grande paroisse. »

Du 17 décembre 1772, transaction entre les administrateurs de l'hôpital et ledit sieur Vieillemard, qui consent à ladite translation moyennant un droit d'inhumation pour lui et les siens dans tout le sanctuaire de la chapelle du nouvel hôpital.

Du 25 avril 1773, décret par lequel M^{sr} Louis-Charles Duplessis d'Argentré, évêque de Limoges, permet la translation de l'hôpital :

« Dans l'emplacement de la chapelle Saint-Roch, d'y construire les bâtiments nécessaires pour la commodité et l'utilité du dit hôpital ; à cette fin de prendre une partie du cimetière de cette paroisse jusqu'à due concurrence... Et, en considération du droit de sépulture qu'avait le sieur Vieillemard dans la chapelle de Saint-Roch, lui accorde le même droit dans le sanctuaire de la nouvelle chapelle, à l'exception de l'autel et du marche-pied... »

Du 22 mai 1773, arrêt du parlement de Bordeaux qui homologue ledit décret et accorde au sieur Vieillemard :

« Pour lui et les siens, sans rétribution ni redevance le droit de se faire inhumer dans la nef de la chapelle du nouvel hôpital, dans un espace de six pieds carrés, à l'exception de l'autel et du marche-pied... »

Les travaux de construction du nouvel hôpital, commencés en 1774, étaient fort avancés en 1776, d'après le testament de M. Maître ; mais l'administration n'y fut complètement installée qu'en 1782. Alors, et à défaut de chapelle particulière, il en fut érigé une, dédiée à St-Roch, dans l'église de Notre-Dame des Clercs, à gauche et dans l'un des bras de la croix, où la famille Vieillemard eut son droit de sépulture.

La confrérie de Saint-Roch y fut maintenue jusqu'en 1790, d'après les titres suivants extraits du registre municipal de cette époque :

« Du 10 septembre 1790, le conseil municipal.... nomme pour syndics de la confrairie de St-Roch, établie dans l'église de Notre-Dame des Clercs, en remplacement de MM. Guilhaume Marchapt-Desbories, décédé, et Mazerat, Jean Ratineau et François Mériguet, laboureur du village des Champs... »

Du 9 décembre 1790 :

« Nous, maire et officiers municipaux déclarons que le sieur Labrousse, ci-devant maire... nous a fait la remise d'un ostensor avec ciboire de la confrairie de Saint-Roch... »

Après le rétablissement du culte catholique, l'autel de St-Roch fut replacé dans l'église Notre-Dame, la confrérie fut rétablie et la fête de ce saint fut célébrée, comme autrefois, le lendemain de celle de l'Assomption, avec procession où les fidèles se paraient de rubans bleus. Depuis la reconstruction de l'église, c'est-à-dire depuis 1876, l'autel et la fête de Saint-Roch n'existent plus, et c'est à regretter.

§ VI. — *Maladrerie.*

Sans remonter au vi^e siècle, ni aux Capitulaires de Charlemagne, où il était déjà question de la lèpre, ni même aux calamités des ix^e et x^e siècles, pendant lesquels cette maladie prit un grand développement et prépara les ravages des xii^e et xiii^e siècles, nous partirons du xi^e siècle pour y fixer la fondation, par les abbés de Charroux, de la léproserie, ou maladrerie de Nontron. Il est, d'ailleurs, certain que, dans le principe, les lépreux, repoussés par les hommes, ne trouvèrent d'asile et de refuge que dans la religion ; aussi les premières maladreries furent-elles créées par les moines et les évêques ; ensuite, et sous leur influence, par les seigneurs, et, plus tard, par les communes naissantes, pour les besoins de la population. Les rois furent plutôt les bienfaiteurs de ces asiles que leurs fondateurs ; et Louis VII, notamment, légua en 1225 cent sols à chacune des deux mille léproseries de son royaume. Il n'y avait alors, disent les historiens, presque ni ville, ni bourgade, qui n'en fussent pourvues.

Quant à la situation particulière des maladreries, elles étaient toujours placées hors des villes, dans l'intérieur des terres, près d'un bois et d'un étang ou d'un cours d'eau, toujours sur le bord d'un grand chemin, à la rencontre de plusieurs routes, et enfin sur la limite de deux ou trois paroisses, pour que les lépreux, séparés de la société, n'en fussent oubliés.

Or, il existe, à 1,300 mètres environ de Nontron, en plein nord, une colline de 300 mètres d'altitude, et, sur son sommet, un village qui porte le nom de Maladrerie, diminutif de

Maladrerie, en patois *Malatio* qui, francisé, a fait le Malatie de la carte d'état-major. C'était là qu'était la Maladrerie, sur le bord du grand chemin de Nontron au Bourdeix et à Piégut, avec bifurcation sur Javerlhac d'une part, et sur Augignac de l'autre. Le cimetière se trouvait à l'embranchement de ce dernier chemin, et un peu après les bâtiments des lépreux et la chapelle dédiée à Ste-Madeleine. Enfin, et à une centaine de mètres environ, se trouvait un petit étang, qui existe encore, ainsi qu'une partie des bois, couvrant la région et entourant l'établissement.

C'est ce que, en outre de l'état des lieux, nous trouvons indiqués dans divers titres, notamment : Du 1^{er} janvier 1471, reconnaissance de rente en faveur de Jean et François de La Porte sur :

« Quodam nemus... situm in parochia de Nontronio... confrontatum cum nemore de Vallefalos... prout se extendit ad longinum et juxta itinere quo itur de Nontronio versus Javerlhacum... aliud nemus situm prope La Malatie sive domui leprosie dicte ville de Nontronio, prout confrontat pro nemus de assessante et cum itinere quo itur de Nontronio versus Podium acutum et cum nemore... »

Du 20 janvier 1489, reconnaissance en faveur de Jean Pastoureau sur un bois châtaignier confrontant :

« Cum itinere quo itur de Nontronio versus le Bourgdeys ex una parte et cum nemore Leprositi de Nontronio ex parte alia et cum nemore... »

Du 8 juillet 1522, reconnaissance sur le repaire de Cous-sauzac et le mas des deux Cottes, d'une rente constituée par acte du lendemain de Saint-Barnabé, 1447, confrontant :

« Au chemin par lequel on vat de Nontron au Bourdei et Augignac... et avec le chemin par lequel on vat de la Malatrie à Nontron et à Augignac, à la terre du prieur de Nontron, lequel tènement est assis près d'un jardin qui est auprès du simetiere de la infirmario de Nontron... »

Pour ce qui concerne la chapelle de Ste-Marie-Madeleine, il en est plusieurs fois question dans les actes de l'état-civil,

ainsi que du cimetière, à l'occasion de diverses inhumations faites, notamment en 1677, 1678, 1679, 1681, 1684, 1686, 1691, 1692 et 1698, dans, est-il dit :

« Le cimetiere de lesglise de Sainte-Marie-Magdeleine de la Maladrerie, la chapelle de Sainte-Marie-Magdeleine ; le cimetière de la Maladrerie, et au cimetière de la Magdeleine, au village de la Maladrerie de Sainte-Magdeleine. »

Il est à remarquer, d'autre part et au point de vue des mœurs et usages d'alors, que les actes de l'état-civil des habitants du village de la Maladrerie furent tenus à part jusqu'en 1673, époque à laquelle la lèpre ayant, sans doute, complètement disparu, ces actes furent confondus avec les autres. On y voit aussi que jusqu'à la même époque les mariages se contractaient et les baptêmes se faisaient entre lépreux, ceux de Nontron avec ceux des léproseries de Milhac-de-Nontron, de Bruzac et de Larochebeaucourt, arrondissement de Nontron, et même avec ceux des léproseries de Bergerac et de St-Junien. Plus tard, et en 1744, par suite de la disparition de la lèpre, il fut permis de démolir la chapelle rurale de Sainte-Madeleine, attendu le mauvais état, le peu de décoration et l'inutilité de cette chapelle.

Rappelons, enfin, qu'en exécution des ordonnances de 1322 et de février 1371, il fut interdit aux lépreux de séjourner ailleurs que dans les maladreries. Le prévôt devait, tous les ans, visiter ces établissements et y maintenir l'observation des règlements (ordonnance du 3 juin 1404). Par autre ordonnance du 25 mai 1443, il fut défendu aux lépreux de se promener dans les villes, et ce fut en exécution de cette ordonnance que, pour marquer à nos lépreux la limite qu'ils ne devaient franchir, le prévôt ou juge de l'époque, M. Jean Vieillemard, fit construire, sur le chemin de Nontron à la maladrerie, un portail, aujourd'hui disparu, mais dont l'emplacement porte encore le nom de Portail-Vieillemard. Cet emplacement est situé à un kilomètre nord de cette ville et au point de jonction du village de la Maladrerie avec la route départementale.

§ VII. — *Enfants-Trouvés.*

L'Aumônerie et la Maladrerie ne furent d'ailleurs point les seuls établissements charitables de la ville de Nontron, et les Enfants-trouvés y eurent aussi un asile assuré. Ce nouveau refuge fut, en effet, créé vers le commencement du XIII^e siècle par Hélié de Magnac, d'après le testament de son neveu, Itier de Magnac, du 30 septembre 1352, dans lequel se trouve le legs suivant :

« Item lego conche capelle de Nontronio institute per bone memorie dominum Heliam de Manhaco majorem patruum meum unam libram cere rende vel pecuniam pro ea emenda... » (Archives des Basses-Pyrénées. Doat, v. 44, f^o 27.)

Ce qui veut dire : « Je lègue aussi à la *coquille* de la chapelle de Nontron, fondée par le seigneur Hélié de Magnac, mon grand oncle paternel, de bonne mémoire, une livre de cire de rente, ou de quoi la payer. »

Or, que pouvait signifier ce legs d'une livre de cire à la coquille d'une chapelle, et de quelle chapelle pouvait-il s'agir ? Il devait s'agir évidemment, de la chapelle St-Jean et St-Nicolas, fondée par la famille de Magnac dans le monastère et le moustier de Saint-Sauveur, et où ledit testateur veut être inhumé : *Eligo sepulturam meam in monasterio de Nontronio ante altare sanctorum Johannis et Nicholai juxta sepulturam parentum meorum...* Mais il ne pouvait y avoir dans le mot coquille une allusion à la voûte de cette chapelle qui, placée dans l'un des deux bas-côtés de l'église, était, selon le style de l'époque, en forme de berceau. Ce legs fait à une coquille devait l'avoir été à une institution religieuse ou charitable dépendant de la chapelle de Saint-Nicolas, et dans l'exercice de laquelle une certaine coquille était spécialement employée.

Nous en étions là de nos recherches et de nos suppositions lorsqu'un savant article de M. Oscar Havard, inséré dans le

journal le *Monde* du 28 décembre 1885, sur les enfants assistés, nous a tiré d'embarras. Cet article débute ainsi :

« Dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, une *coquille* de marbre ou de pierre est placée au portail de toutes les églises. Est-ce un bénitier ? Non, c'est un berceau. Mère universelle, l'Eglise n'attache pas seulement alors les innocents à la justice, elle reçoit dans cette crèche les enfants que lui confie la misère ou la honte. Pupilles de l'Eglise, les enfants abandonnés ont désormais une famille... »

Dans un autre numéro, antérieur d'une année, un érudit qui signe Yves Le Breton, avait dit :

« Les enfants étaient souvent exposés dans des *coquilles* de marbre, placées à la porte des temples, et il faut remarquer qu'à cette époque (ix^e, x^e et xi^e siècles), chaque cathédrale possédait comme annexe un hôpital, administré par le chapitre... »

Il est donc plus que probable, sinon certain, que la coquille fondée par la famille de Magnac, du xii^e au xiii^e siècle, sous l'invocation de St-Jean et de St-Nicolas, était placée dans la façade du moustier de Saint-Sauveur où se trouvait, comme nous l'avons dit, la chapelle de ces deux saints, pour y recevoir les enfants exposés, lesquels étaient ensuite transportés dans l'aumônerie ou maison-Dieu par les soins des moines Bénédictins, et, plus tard, par ceux du prieur.

En plein moyen-âge, l'entretien, la subsistance et l'éducation des enfants trouvés furent mis à la charge des seigneurs haut-justiciers, par le motif qu'ils avaient le droit d'épaves, de bâtardise et de déshérence sur les enfants délaissés dans leur territoire ; c'est ce qui fut, notamment, jugé par arrêts des 13 août 1552 et 30 juin 1654. Cependant, aux xv^e et xvi^e siècles, des établissements spéciaux se multiplièrent, mais l'attention du gouvernement ne se fixa sérieusement sur eux qu'à partir de la fondation de la maison de refuge, ouverte à Paris en 1638, par saint Vincent de Paul.

Plus tard et le 10 décembre 1790, une loi mit à la charge

de l'Etat les enfants trouvés qui, en échange de leurs biens et asiles confisqués, furent centralisés et logés à Paris dans les bâtiments de l'Oratoire, où ils reçurent le titre pompeux d'*Enfants de la Patrie*.

Deux nouvelles lois du 27 frimaire an V et du 15 pluviôse an XIII, et le décret du 19 janvier 1811 assurèrent leur avenir. D'après les articles 3 et 4 de ce décret, il devait y avoir, par arrondissement et dans l'hospice un *tour* destiné à recevoir les enfants abandonnés.

L'hospice de Nontron fut donc muni de l'un de ces *tours*, et nous avons vu souvent échanger les enfants trouvés de cet arrondissement avec ceux des arrondissements voisins, ce qui donnait lieu, en diminuant les frais d'administration, à de nombreuses adoptions, les nourrices préférant le plus souvent garder les enfants qu'elles affectionnaient, et les cultivateurs privés de famille venant choisir, parmi les plus robustes, ceux qui pourraient un jour leur venir en aide. C'était une véritable pépinière de travailleurs et un préservatif contre la dépopulation des campagnes.

Mais le *tour* de Nontron a été supprimé en 1835, et remplacé par les secours, plus ou moins moraux et dispendieux, accordés aux filles-mères, mises ainsi dans la nécessité de dévoiler leur honte et de s'y habituer. Sans insister sur cette sorte de prime à l'inconduite, et sans parler de l'éducation dans les villes mise en parallèle avec les travaux fortifiants des champs, nous ne pouvons nous empêcher, d'un autre côté et à notre époque d'entreprises coloniales, de songer à ce que serait, par exemple, notre colonie d'Afrique si, depuis cinquante ans, et avec l'ancien système, on eût transporté en Algérie tous nos enfants trouvés !...

Mais, encore et pour le moment, ce n'est point là notre affaire, et nous allons revenir bien vite à l'historique de nos autres établissements religieux.

R. DE LAUGARDIÈRE.

(A suivre.)

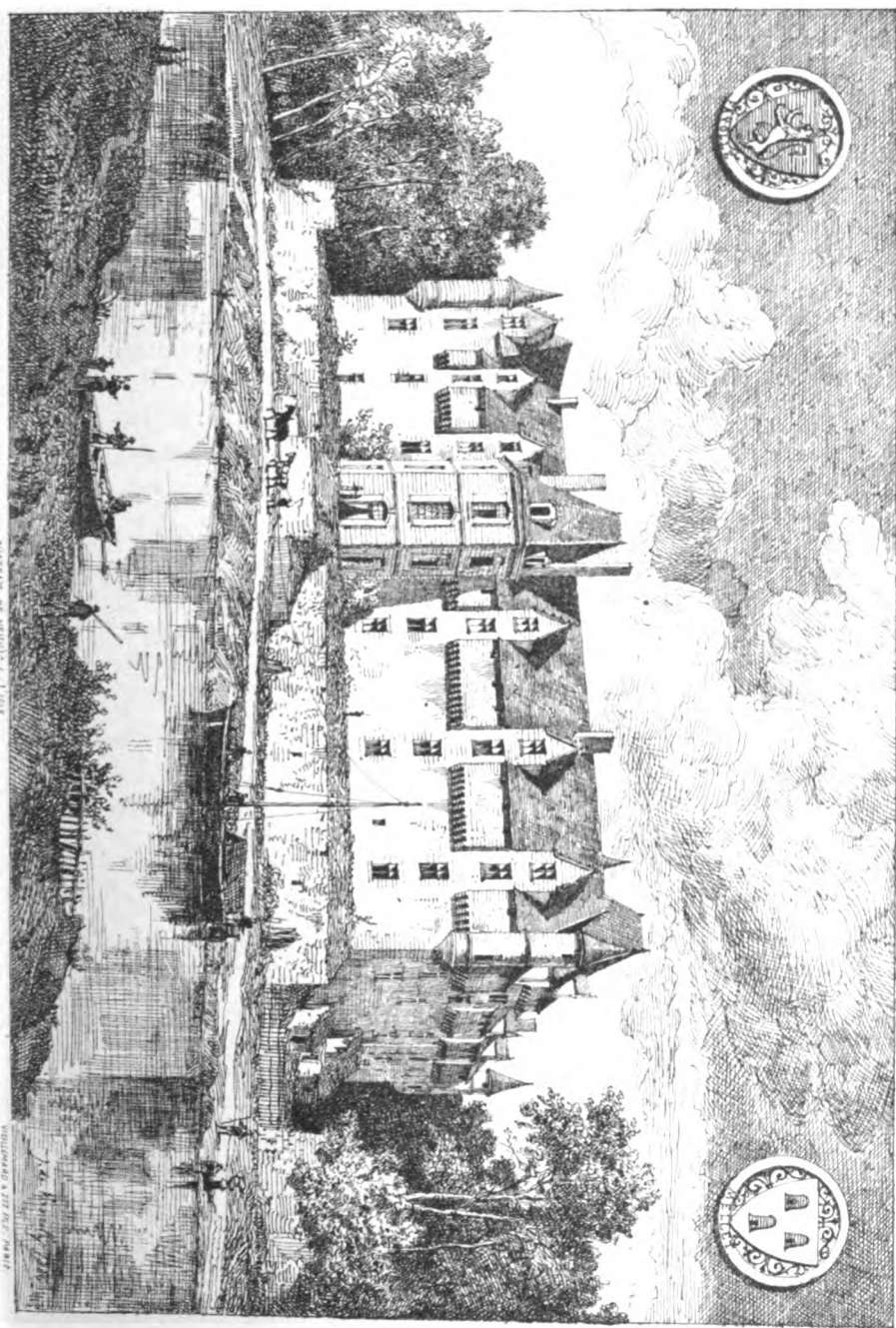
CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES.

CHATEAUX DE NEUVIC ET DE NONTRON.

Si les ingénieurs habiles qui tracèrent, il y a une trentaine d'années, la ligne de Périgueux à Coutras, avaient été plus soucieux de mettre en lumière les monuments intéressants qui bordent le cours de l'Isle, il est vraisemblable qu'ils se seraient arrangés de façon à passer plus près de Neuvic et plus loin de Mauriac. Le fait est qu'à Mauriac le wagon frôle en quelque sorte le pied des tours, comme au château Barrière, à Périgueux, et que le voyageur, s'il est prévenu, se donne un torticolis pour jeter, à son rapide passage, un coup-d'œil sur le manoir pittoresque des Taillefer, et s'il ne l'est pas, ne voit rien du tout. A Neuvic, le chemin de fer passe à deux kilomètres du château. En été, on entrevoit confusément, au travers des arbres de la plaine, le sommet des toitures et des tourelles perdues dans le lointain. Quand les arbres sont dépouillés, la masse des constructions apparaît plus distinctement; pas assez pour qu'il soit possible de s'en rendre compte, assez cependant pour donner des regrets aux touristes, alléchés par cette vision passagère.

Même à cette distance et dans les mauvaises conditions où il se montre, le château de Neuvic a grand air. Que serait-ce donc s'il était possible de le voir du point où fut pris, avant l'établissement du chemin de fer, le dessin qu'en publie aujourd'hui le *Bulletin*? Pour beaucoup de ses lecteurs, cette vue suppléera à l'idée, décidément insuffisante, qu'ils ont pu s'en faire, en allant ou en revenant de Bordeaux, et peut-être leur donnera-t-elle l'envie de s'y arrêter entre deux trains. Je leur garantis qu'ils ne s'en repentiront pas.

Dans la collection de vieux manoirs périgourdiens que nous augmentons chaque jour, sans avoir la prétention de la



rendre jamais complète, tant la mine est inépuisable, Neu-
vic mérite, par l'originalité de son plan, son importance,
les souvenirs historiques qui s'y rattachent, une place tout à
fait à part. Contrairement à la mode suivie généralement
dans notre pays, aux xv^e et xvi^e siècles, il n'a pas de tours
rondes ou octogones et ne ressemble pas du tout à la plupart
de ses contemporains. Comme on le voit sur le dessin, il se
compose de deux grands corps de logis à quatre étages, coiffés
de hautes charpentes en tiers-point, et couronnés d'une guir-
lande de mâchicoulis, interrompue par des lucarnes à pignons
aigus et à crochets. Le principal corps de logis longe la rive
de l'Isle et n'en est séparé que par une terrasse étroite, au
pied de laquelle passe le chemin de halage. L'autre, un peu
moins long, se soude au premier en retour d'équerre et s'é-
lève perpendiculairement à la rivière. A la rencontre des
deux ailes, un pavillon carré pour l'escalier, et aux extrémi-
tés, des tourelles sveltes en encorbellement rompent la ligne
monotone des toitures et donnent un cachet tout particulier
d'élégance à la construction, peu riche d'ailleurs en orne-
mentation sculptée.

Neu-
vic, en effet, tout en étant de la bonne époque de la
Renaissance (1520-1530), a bien plutôt les caractères archi-
tecturaux de la fin du xv^e siècle que ceux du temps de Fran-
çois I^{er}. Bâti en même temps que Puyguilhem, que nous ci-
tons volontiers comme le type accompli de l'art de la Re-
naissance en Périgord, il n'a avec lui aucuns rapports. Tant
il est vrai que, en dépit des classifications archéologiques,
soit par le fait des maîtres de l'œuvre, soit par celui des
propriétaires bâtisseurs, dont le goût n'était pas toujours le
même, les ressources non plus, certaines constructions sont
en retard de 15 ou 20 ans pour le style, tandis que d'autres
sont presque en avance. A Neu-
vic, le retard est manifeste
si, comme nous n'en doutons pas, les dates données par le
général comte de Mellet sont exactes (1); et, dans la forme

(1) Compte-rendu du Congrès archéologique de Périgueux, en 1858. Note sur le
château de Neu-
vic, par M. le général comte de Mellet, page 237.

des lucarnes, dans les moulures à pénétrations des fenêtres en croix, dans la disposition des machicoulis, un observateur un peu exercé reconnaîtra aisément beaucoup de rapports avec le style, encore gothique, de La Chapelle-Faucher et de Rochechouart, aucuns avec celui de Puyguilhem ou de la maison Estignard à Périgueux. Du reste, ce retard du style ne nuit pas à l'aspect du château et en augmente peut-être l'intérêt archéologique. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer que le pavillon à trois pans qui dresse sa toiture indépendante au milieu de la principale façade est très postérieur au reste de la construction. Il fut élevé au *xviii^e* siècle, et dans le goût de ce temps-là, uniquement pour donner aux châtelains de Neuviç un salon plus agréable et des vues de côté sur la rivière et les magnifiques futaies plantées sur ses rives. Il est bien peu d'habitations anciennes qui aient échappé à ce besoin d'être rajeunies et mises plus ou moins à la mode du jour ; on peut dire qu'à Neuviç il s'est exercé discrètement et sans porter tort à l'aspect primitif.

Il y a près de 35 ans que j'eus la bonne fortune de visiter ce beau lieu, où m'introduisit l'arrière-neveu de son fondateur, mon vieil ami le marquis de Fayolle, et où nous fûmes très courtoisement accueillis par le respectable général de Mellet, père de notre savant confrère en archéologie, le comte Charles de Mellet. De ma visite, il ne m'est rien resté que le dessin reproduit par le *Bulletin*. Je me rappelle confusément de grandes pièces, peu meublées, des fossés encore profonds alimentés par l'Isle, des arbres superbes, un vague parfum du château de la Belle au bois dormant et... c'est tout : j'en ai vu tant d'autres, depuis !

La notice du général de Mellet nous apprend qu'avant 1520, un autre château existait sur les bords de l'Isle, mais à 5 ou 600 mètres en amont : « Le vieux château fut démoli » pour construire celui-ci ; ce dernier a conservé jusqu'à » cette heure sa double muraille de machicoulis et ses » tourelles. On a détruit sa double enceinte fortifiée, et » ses fossés en partie comblés. Il a soutenu plusieurs sièges. » Le roi Henri de Navarre, le vicomte de Turenne et Sully y » sont venus plusieurs fois. Jusqu'à la révolution de 1789 et

» à la confiscation qui en fut la suite, il y avait au château
» de Neuvic une chambre appelée la chambre de Henri IV,
» et la pièce qui précède cette chambre était désignée sous
» le nom de salle des gardes. Le lit, environné d'une balustrade, et les meubles de cet appartement étaient, disait-on,
» ceux du temps de Henri IV.

» En 1587, peu de jours après la bataille de Coutras, le roi
» de Navarre quitta son armée et en laissa le commandement au prince de Condé et, sous ses ordres, au vicomte
» de Turenne ; celui-ci se porta d'abord sur Sainte-Foy, puis
» soumit les places et châteaux entre la Dordogne et l'Isle ;
» il occupa Grignols, Saint-Astier et Neuvic. Il vint de sa
» personne s'établir à Neuvic et data de ce château les sauvegardes qu'il accorda. L'une de ces sauvegardes existe
» encore aujourd'hui dans la famille d'Escatha, à St-Aquilin.
» Cette sauvegarde, délivrée au nom du roi Henri de Navarre, est datée de Neuvic du 19 octobre 1587.

» Dans l'origine, la terre de Neuvic faisait partie du comté
» de Grignols qui, dès le ^x^e siècle, appartenait à la famille
» de Talleyrand-Périgord... »

La généalogie des Fayolle, œuvre consciencieuse de l'abbé de Lespine, publiée dans le Nobiliaire de St-Allais, va nous apprendre maintenant comment ils devinrent seigneurs de Neuvic, et comment cette terre, dont l'un d'eux venait de construire le château, passa à MM. de Mellet qui l'ont possédée depuis jusqu'à nos jours.

Annet, nommé aussi Agnet de Fayolle, chevalier, seigneur de Douet, l'Enclave, etc., devint seigneur de Neuvic, par suite d'un échange, fait le 11 novembre 1520, avec messire François de Talleyrand, seigneur de Grignols et prince de Chalais, auquel il céda la terre de Douet, en Saintonge, pour celle de Neuvic, composée de deux paroisses, Neuvic et Vallereuil, qui fut alors démembrée de la châtellenie de Grignols.

Annet de Fayolle fut nommé tuteur des enfants mineurs de Jaubert de Mellet, son beau-frère, le 7 septembre 1522. — Jaubert de Mellet, seigneur des Arras et de St-Pardoux-de-Drôme, avait épousé en 1501 Catherine de Fayolle, sœur

d'Annet, fille de Hugues de Fayolle, qui fut choisi par le roi en 1480 pour commander la noblesse du Périgord et du Limousin, et de Anne de Lur.

Annet de Fayolle transigea le 17 décembre 1528 avec Louis de Talleyrand, écuyer, fils de feu Jean de Talleyrand, chevalier, seigneur de Grignols, et dame Marguerite de Talleyrand, épouse de Jean de Calvimont, second président en la cour de parlement de Bordeaux, au sujet du retrait lignager que le seigneur de Talleyrand prétendait exercer sur la terre de Neuvic. A ce moment, le château actuel, bâti, au dire très vraisemblable du général de Mellet, de 1520 à 1530, devait être presque achevé. Il dut donner dans l'œil des héritiers des anciens seigneurs de Neuvic, qui tentèrent alors cette action en retrait lignager. Si elle avait abouti, elle eut remis les Talleyrand en possession de leur terre échangée, avec une belle demeure toute neuve par-dessus le marché. Façon ingénieuse d'être bien logés, à peu de frais, mais qui ne réussit pas.

De sa femme Charlotte d'Abzac de La Douze, Annet de Fayolle n'eut pas d'enfants. Par son testament, daté de 1532, il laissa la jouissance de ses biens à sa veuve, et la propriété à son neveu Jean de Mellet, fils de sa sœur, à la condition de porter les noms et armes de Fayolle, condition à laquelle se sont toujours conformés les descendants de Jean de Mellet. Les chiffres entrelacés d'Annet de Fayolle et de sa sœur Catherine se voient encore sculptés sur un des murs du château et prouvent bien, s'il était possible de conserver des doutes à cet égard, que c'est Annet qui le fit construire. Il vivait encore en 1543. La généalogie de St-Allais ne donne pas la date de sa mort.

La famille de Mellet n'était pas, d'ailleurs, pour obscurcir l'éclat du nom qu'elle venait ainsi de joindre au sien. « Elle » tire son origine (1) du lieu de Mellet, dans la paroisse de » Bersat, à six lieues à l'est de Périgueux, et son nom est l'un » de ceux cités dans les galeries des croisades du musée de

(1) *Notice sur le château de Neuvic, par le général comte de Mellet.*

» Versailles. Elle cessa d'habiter la terre de Mellet vers
» 1494, pour aller se fixer au château de St-Pardoux-de-
» Drôme, qu'elle venait d'acquérir par héritage. Plus tard,
» vers 1530 (c'est après 1543 qu'il aurait fallu dire, puisqu'à
» cette date la succession d'Annet de Fayolle n'était pas
» encore ouverte), un nouvel héritage décida encore cette
» famille à quitter le château de St-Pardoux pour venir
» habiter celui de Neuvic. Une partie de cette famille a été
» protestante et attachée à la cour du roi de Navarre. Les
» mémoires de Sully, de de Thou, d'Aubigné, du Père Daniel,
» Brantôme, Castelnau, Tallemant des Réaux et d'autres
» donnent des détails la concernant. Entre autres particu-
» larités, voici une de celles qui sont rapportées. A la bataille
» de Coutras, en 1587, deux frères de la famille de Mellet
» servirent dans les deux armées ennemies. Madelon, catho-
» lique, était gentilhomme de la chambre du roi Henri III ;
» il avait suivi ce prince en Pologne (1) et était revenu en
» France avec lui en 1573. En 1587, à Coutras, Madelon fai-
» sait partie de l'armée du duc de Joyeuse ; il y fut tué.
» Bertrand, son frère, qui était protestant, avait été dans sa
» première jeunesse page du roi de Navarre ; il était devenu
» l'un des gentilshommes de la chambre de ce prince, et
» avait reçu de lui commission pour lever à son service un
» régiment d'infanterie protestant. Bertrand avait levé ce
» régiment sous le nom de régiment de Neuvic, et combattit
» à sa tête, à Coutras, dans l'armée du roi de Navarre. Plus
» tard, Bertrand fut tué à la tête de son régiment, en 1589,
» au siège de la Valette ou Villebois, en Angoumois. »

Il y aurait bien des choses à ajouter à ce que dit le général de Mellet de ses ancêtres ; mais c'est du château que nous parlons surtout, en ce moment. Nous ne nous pardonnerions

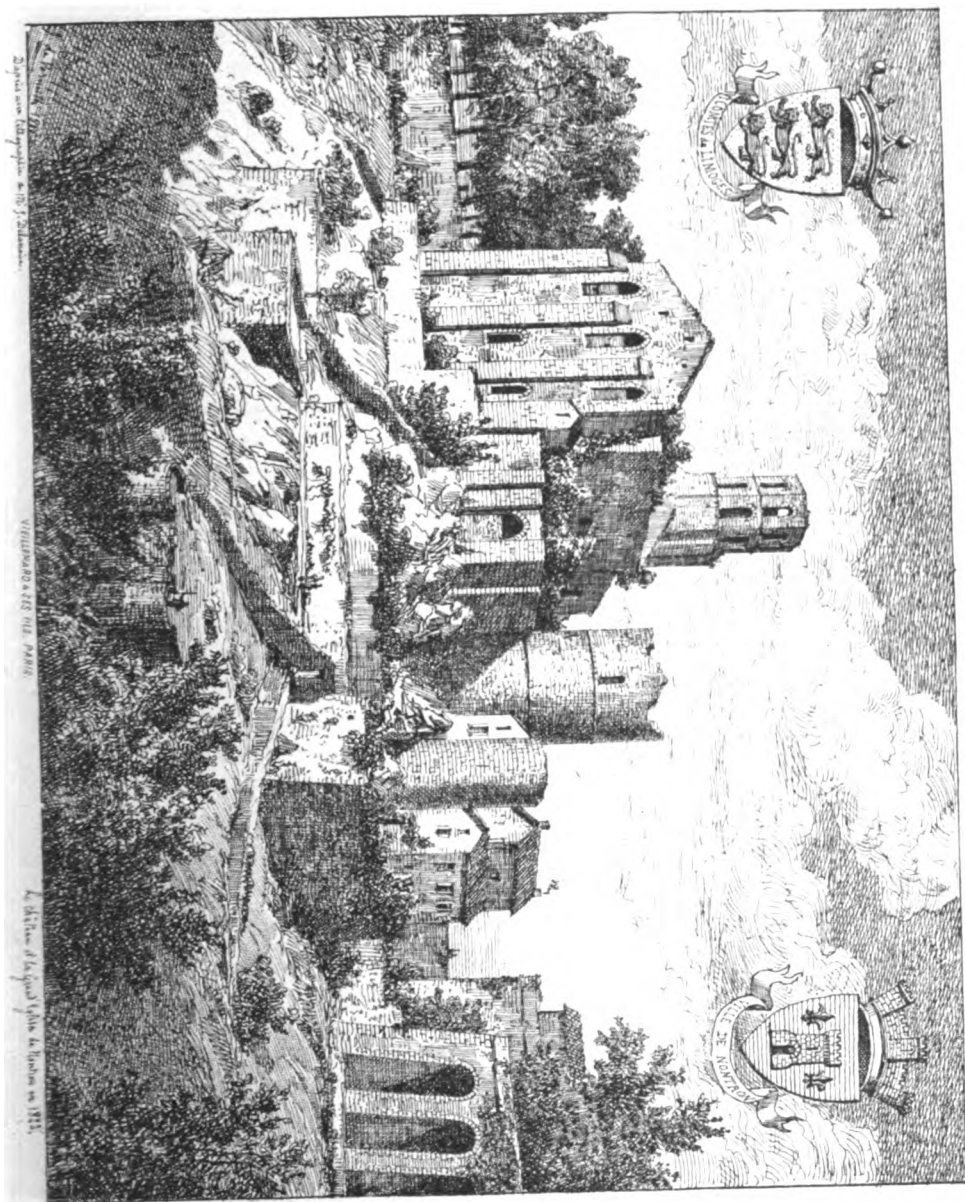
(1) Le général de Mellet commet là une légère erreur. Madelon de Mellet, que de Thou appelle Magdelon de la Fayolle, seigneur de Neuvic, ne suivit pas Henri III en Pologne. Après la mort de Charles IX, il lui fut envoyé secrètement, à franc étrie, par Catherine de Médicis, pour lui donner avis de cet événement et l'engager à revenir au plus vite. C'est ainsi du moins que de Thou et le journal de l'*Estoile* le racontent. (J. de V.)

pas cependant, et la Société archéologique du Périgord nous pardonnerait encore moins, de passer sous silence le savant distingué, le grand homme de bien que nous nous honorions, mon frère et moi, de compter au nombre de nos plus anciens amis et qui fut le dernier comte de Mellet. Il nous semble que ce nom, uni à celui de Fayolle, donne au château de Neuvic quelque chose qui en double le prix aux yeux des archéologues périgourds. Les blasons des deux familles sont figurés sur notre dessin en souvenir de leur alliance et de leur possession successive de Neuvic. Pour celles de Mellet, d'argent à 3 ruches à miel d'azur, nous avons suivi l'armorial de M. de Froidefond. Il paraît que dans Saint-Al-lais il y a une interversion d'émaux, les pièces restant les mêmes. Le temps nous manque pour vérifier quelle est la bonne interprétation de ces armes, qui sont, comme on voit, des armes parlantes.

Nontron.

Si la vue de Neuvic est faite pour tenter la curiosité des antiquaires et leur inspirer, suivant notre conseil, le désir de s'y arrêter quelques heures, elle ne leur ménage pas du moins de désenchantement ; car ils trouveront le château, à bien peu de chose près, tel que nous le dessinâmes jadis. Nous ne saurions, pour Nontron, leur promettre même fortune. Depuis 1822, date de la lithographie de M. Delanoue, que nous avons reproduite en tâchant de l'améliorer, il s'est produit sur le plateau où se dressait la forteresse des vicomtes de Limoges de tels changements, des démolitions et reconstructions si radicales, qu'on y chercherait en vain les ruines qui lui donnaient une si belle tournure féodale. S'il faut l'avouer, c'est précisément parce qu'il ne reste pour ainsi dire rien de ce que représente le dessin, qu'il nous a paru utile de le publier, comme un précieux document rétrospectif.

En 1866, m'adressant à une réunion de la Société d'agriculture de la Dordogne qui, en dehors de ses travaux habituels, tenait une séance littéraire et scientifique à Nontron,



je m'exprimais en ces termes, que je demande la permission de reproduire : « ... Le château occupait le plateau triangulaire qui domine et commande le cours du Bandiat, fort resserré en cet endroit. Défendu de presque tous les côtés par des pentes abruptes et par une double enceinte de remparts et de tours carrées à contreforts plats, du *xix^e* siècle, il était protégé sur le seul point accessible par une profonde coupure creusée dans le roc, sur laquelle s'abattait le pont-levis et s'ouvrait la porte principale flanquée de tours rondes. Un peu en arrière de cette entrée, se dressait un énorme donjon cylindrique; et, sur l'esplanade du château, une église romane assez vaste, dédiée à saint Etienne, terminée au levant par un pignon à contreforts de peu de saillie, et au couchant par un clocher octogonal, servait de chapelle à la garnison et de paroisse à la partie de la ville qu'on désigne encore sous le nom de *fort*. Placé en avant du promontoire occupé par la forteresse, entouré comme elle d'escarpements naturels et de robustes murailles, séparé de la grand'rue par un fossé, ce fort ajoutait ses défenses à celles du château proprement dit, dont il était toutefois indépendant. C'est dans cette partie de la ville, dans cette annexe du château, que se trouvaient les logis des chevaliers préposés, en quelque sorte héréditairement, à sa défense, ainsi que cela se pratiquait dans la plupart des grandes terres féodales, et dont M. de Laugardière a retrouvé et fait connaître les noms. Le plus important de ces logis, celui dit des *Poitevins* ou *Peytavis*, reconstruit au *xviii^e* siècle, dans de vastes proportions, par M. de Lavie, président au parlement de Bordeaux, achevé et embelli par la famille de Mazerat, est devenu le château actuel.

» De tout cet ensemble de fortifications, il reste, hélas ! peu de chose. On peut cependant juger, par les soubassements, des énormes dimensions du donjon, et apprécier son appareil en moëllons de granit, interrompu de distance en distance par des cordons sans saillie de pierre calcaire. Système qui rappelle les tours du château d'Angers, cerclées, comme la tour de Nontron, par des bandeaux d'ardoise ; à cela près qu'à Angers les cercles sont noirs et blancs à Non-

tron. Ce donjon est probablement du commencement du *xiii^e* siècle et a dû remplacer celui que les troupes de Richard Cœur-de-Lion avaient détruit à la fin du *xii^e*. Il est d'ailleurs, quoique plus important, de même forme et de même style que ceux de Châlus et de Piégut, reconstruits, selon toute apparence, au même moment et dans des circonstances analogues. On retrouve en avant les tours du pont-levis, en pierres de taille, mais grossièrement appareillées et très inférieures, comme construction, aux quelques débris de l'enceinte romane qui sont encore debout. Du côté des *basses rues*, un fragment considérable de la seconde enceinte est facilement reconnaissable sous le manteau de lierre qui l'enveloppe, et, du côté du Bandiat, un petit bastion avancé, flanqué de tourelles, s'accroche au rocher et produit dans le paysage le plus charmant effet.

• Il y a une quarantaine d'années, nous aurions eu un champ plus riche à offrir à vos explorations. Le donjon s'élevait à une hauteur de 60 à 80 pieds, deux ou trois des tours carrées de l'enceinte étaient à peu près intactes, et enfin l'église Saint-Etienne, notre plus beau monument et le mieux situé, était presque entièrement conservée. •

C'est précisément cet état de conservation relative, auquel nous faisons allusion, que constate la lithographie de 1822. Comme on le voit, ces ruines avaient sur leur piédestal escarpé une fort noble tournure. Le piédestal est toujours le même sans doute ; mais il semble qu'il rappetisse la mesquine maison d'école qui a remplacé la vieille église romane, à une époque où les écoles n'avaient pas encore, comme de nos jours, des apparences de châteaux.

La baronnie de Nontron et son donjon ont une histoire plus intéressante que les ruines dont nous venons de parler. C'est à sa situation essentiellement militaire qu'ils doivent leur fondation. Le promontoire formé par la réunion du Bandiat et du petit ruisseau que recouvrent les basses rues a dû être utilisé de tout temps comme un lieu de défense, et la supposition qu'un camp retranché, gaulois ou romain, a été remplacé par le château carlovingien, n'aurait rien de téméraire. Quoi qu'il en soit, la première mention qui en

est faite se trouve dans un testament de Roger, comte de Limoges, et de sa femme Euphrasie, qui donnent le 19 mai 785 le château de Nontron (*castrum Netronense in Lemovicensi pago*) aux moines de l'abbaye de Charroux, en Poitou. Dix-neuf ans plus tard, ils y fondèrent un monastère sous le nom de Saint-Sauveur. Nous datons donc très authentiquement de Charlemagne, et c'est déjà assez respectable.

Vers l'an 1200, les abbés de Charroux cédèrent à leur tour la châtellenie de Nontron aux vicomtes de Limoges, auxquels elle était plus utile qu'aux moines poitevins et qui étaient mieux en état de garder un domaine de ce genre. Il est, en effet, dans la destinée des places fortes d'être attaquées souvent, et le château de Nontron échappa moins qu'un autre à cette loi fatale. Nous pensons même, sans faire tort à Neuvis et aux différents sièges que cette belle demeure eut à subir, à ce qu'affirme la notice du général de Mellet, sans plus de détails circonstanciés, que notre forteresse vit ses murailles battues en brèche par des assaillants plus authentiques et de plus haute volée. Ainsi, pour nous en tenir à une simple nomenclature, qui suffit après les développements importants donnés déjà dans ce recueil à l'histoire de Nontron par notre érudit collègue et ami M. de Laugardière, développements qui rendraient indiscrete toute incursion sur son domaine, nous avons l'honneur d'être assiégés en 1199 par l'armée du roi Richard Cœur-de-Lion, si nous n'avions pas celui, plus problématique, de lui lancer la flèche dont il mourut. Bien avant, nous avons été ravagés par les Normands. En 1426, pendant la guerre de Cent-Ans, les Anglais s'emparèrent de Nontron. Comment en furent-ils débusqués à leur tour ? Par un autre siège qui n'a pas laissé, que nous sachions, de traces historiques. En 1460 ou 1470, Françoise de Bretagne, vicomtesse de Limoges, était à ce titre dame de Nontron, qu'elle apporta en dot à Alain d'Albret, avec ses autres possessions. La baronnie se composait alors de 22 châtellenies et de 72 paroisses. Alain d'Albret, en guerre avec le roi de France Charles VIII, s'était retiré au château de Nontron, ainsi que nous l'apprend le long et curieux traité, mieux vaudrait dire les lettres d'abo-

lition, publié dans le numéro d'avril 1886 de notre *Bulletin*, et dont nous extrayons ce passage intéressant pour notre histoire locale : « ... Et lors icellui, nostre cousin Delbret, » s'en partit dud. Chastelgeloux et passa avec sad. armée les » rivières de Garonne, Dordogne et autres, et marcha oultre, » jusques au pays de Périgord, en une sienne ville nommée » *Nontron*, en intencion de marcher plus avant et soy joindre » avec feu nostre cousin, le duc François de Bretagne, pour » certaine alience que nostred. frère d'Orléans et lui avaient » à icelluy duc de Bretagne ; mais obstant certaine armée » que envoyâmes contre et au devant de lui, il fut empesché » tellement *qu'il fut par nos gens de guerre assiégé en lad. » ville de Nontron*, en laquelle aucuns nos lieutenans et » chiefs de guerre qui lors y étaient en nostred. armée » reçurent icelluy nostre cousin Delbret, à certain traité, » accord et appointment... etc. » Ce qui veut dire que le sire d'Albret, vaincu, sollicita et obtint son pardon.

Plus tard, Alain d'Albret démembra plusieurs fiefs de la baronnie et vendit, à pacte de réméré, la seigneurie dominante à Dauphin Pastoureau, par contrat du 10 janvier 1499 et pour la somme dérisoire de 4,025 livres tournois ; mais le rachat en fut exercé en 1501, et Nontron revint aux sires d'Albret, dont Henri IV devint l'héritier et joignit à la couronne le Périgord et le Limousin à son avènement au trône. Mais, pour en finir avec les faits de guerre qui eurent Nontron pour théâtre, et avec cette notice déjà trop longue, disons que pendant les guerres de religion, les protestants et les ligueurs furent tour à tour débusqués de notre donjon, notamment par le duc d'Épernon, et que, en 1569, Antoine de La Rochefoucauld-Chaumont, chef d'un parti de protestants, le prit d'assaut et passa au fil de l'épée sa garnison, composée de 80 hommes. On voit que les événements tragiques n'ont pas manqué à notre petite ville, si paisible aujourd'hui

Faut-il rappeler à nos lecteurs que la terre de Nontron, qui faisait partie de l'apanage de Catherine de Bourbon, sœur d'Henri IV, fut vendue par ce prince par acte du 18 août 1600, à Elie de Colonges, seigneur du Bourdeix et de

Piégut, d'une branche de la maison de Pompadour. De cette famille, éteinte aujourd'hui, elle passa par succession aux marquis de Pompadour-Laurière, dont la dernière héritière épousa le marquis de Courcillon, fils unique du célèbre Dangeau, l'ami et le minutieux historiographe de Louis XIV. Et enfin, des Courcillon, des ventes successives la firent passer au président de Lavie, et ensuite au comte de Laramière, qui fut le dernier baron de Nontron, peu de temps avant la Révolution. Bien que fort abrégée et incomplète, cette chronologie montre que notre histoire est en parfaite harmonie avec ce qui reste de nos ruines féodales, et que nos remparts ont honorablement joué leur rôle dans les siècles écoulés.

B^{on} DE VERNEILH.



lition, publié dans le numéro d'avril 1886 de notre *Bulletin*, et dont nous extrayons ce passage intéressant pour notre histoire locale : « ... Et lors icellui, nostre cousin Delbret, » s'en partit dud. Chastelgeloux et passa avec sad. armée les » rivières de Garonne, Dordogne et autres, et marcha oultre, » jusques au pays de Périgord, en une sienne ville nommée » *Nontron*, en intencion de marcher plus avant et soy joindre » avec feu nostre cousin, le duc François de Bretagne, pour » certaine alience que nostred. frère d'Orléans et lui avaient » à icelluy duc de Bretagne ; mais obstant certaine armée » que envoyâmes contre et au devant de lui, il fut empesché » tellement qu'il fut par nos gens de guerre assiégé en lad. » ville de *Nontron*, en laquelle aucuns nos lieutenans et » chiefs de guerre qui lors y étaient en nostred. armée » reçurent icelluy nostre cousin Delbret, à certain traité, » accord et appointment... etc. » Ce qui veut dire que le sire d'Albret, vaincu, sollicita et obtint son pardon.

Plus tard, Alain d'Albret démembra plusieurs fiefs de la baronnie et vendit, à pacte de réméré, la seigneurie dominante à Dauphin Pastoureau, par contrat du 10 janvier 1499 et pour la somme dérisoire de 4,025 livres tournois ; mais le rachat en fut exercé en 1501, et Nontron revint aux sires d'Albret, dont Henri IV devint l'héritier et joignit à la couronne le Périgord et le Limousin à son avènement au trône. Mais, pour en finir avec les faits de guerre qui eurent Nontron pour théâtre, et avec cette notice déjà trop longue, disons que pendant les guerres de religion, les protestants et les ligueurs furent tour à tour débusqués de notre donjon, notamment par le duc d'Epemon, et que, en 1569, Antoine de La Rochefoucauld-Chaumont, chef d'un parti de protestants, le prit d'assaut et passa au fil de l'épée sa garnison, composée de 80 hommes. On voit que les événements tragiques n'ont pas manqué à notre petite ville, si paisible aujourd'hui

Faut-il rappeler à nos lecteurs que la terre de Nontron, qui faisait partie de l'apanage de Catherine de Bourbon, sœur d'Henri IV, fut vendue par ce prince par acte du 18 août 1600, à Elie de Colonges, seigneur du Bourdeix et de

Piégut, d'une branche de la maison de Pompadour. De cette famille, éteinte aujourd'hui, elle passa par succession aux marquis de Pompadour-Laurière, dont la dernière héritière épousa le marquis de Courcillon, fils unique du célèbre Dangeau, l'ami et le minutieux historiographe de Louis XIV. Et enfin, des Courcillon, des ventes successives la firent passer au président de Lavie, et ensuite au comte de Laramière, qui fut le dernier baron de Nontron, peu de temps avant la Révolution. Bien que fort abrégée et incomplète, cette chronologie montre que notre histoire est en parfaite harmonie avec ce qui reste de nos ruines féodales, et que nos remparts ont honorablement joué leur rôle dans les siècles écoulés.

B^{on} DE VERNEILL.



•

VARIA.

LETTRES DE FELETZ (1),

A M. L'ABBÉ HUBERT, CHANOINE ET BIBLIOTHÉCAIRE DE TROYES.

Monsieur et cher Confrère,

M. Breton, que j'aurais été bien aise de voir, et pour lui-même, et parce qu'il venait de votre part, qu'il m'aurait parlé de vous et donné de vos nouvelles, a dû vous dire à son retour à Troyes qu'il ne m'avait pas trouvé à Paris. J'étais allé selon mon usage assister en Périgord à l'enfantement des truffes et connaître d'avance si nous pourrions nous flatter d'en manger beaucoup cet hiver à Paris.

Lorsque mon mauvais destin m'appela à prononcer un mauvais discours à la réception de M. Cousin, ma première pensée fut bien de vous en faire un pauvre présent et de vous l'envoyer. Je ne sais comment il se fit que je n'exécutai pas ce dessein. Bref tous les discours que j'avais en ma possession ont disparu, comme s'ils avaient valu la peine de m'être demandés. Je ne m'en trouvais pas un quoique l'imprimeur Didot m'en eût demandé en assez grand nombre du mien seul et imprimé à part. Je n'ai pas voulu cependant ne pas répondre à votre choix obligeant, et à votre aimable demande, et j'en ai acheté un exemplaire chez Didot, afin de vous envoyer quelque chose qui en valût un peu la peine ; j'ai pris un des exemplaires où le discours de M. Cousin est réuni au mien. Vous avez pu déjà lire ce dernier dans le *Moniteur* où on s'empressa de l'insérer, honneur que contre l'usage, on ne fit pas au mien sans doute à cause de la fin.

Comme vous croyez, je m'en inquiétais peu, seulement je trouvais cela misérable. Quant à celui de Parseval, qu'on n'inséra pas non plus, afin de dissimuler la cause qui faisait proscrire le mien, je ne puis dans ce moment vous l'envoyer. Il faudra que vous veniez le lire ici. Je promets alors de vous le procurer. Vous savez combien je serai enchanté de vous y voir.

Je vous écris pour ainsi dire en arrivant après une longue absence.

(1) Les deux lettres qui suivent font partie d'une collection d'autographes que M^{me} Robert de Soubeyran tient de son père M. Odon de Froidefond de Boulazac.

Vous sentez combien d'affaires et de correspondances arriérées, combien de commissions données absorbent tout mon temps ; vous pardonnerez donc si j'abrége cette lettre, vous pardonnerez aussi ce chiffon de papier. J'écris à la bibliothèque où je n'en ai pas d'autre ; vous me donnerez de vos nouvelles et croirez à mon sincère et inviolable attachement.

FELETZ.

Paris, 3 décembre 1831.

P.-S. — Bien entendu qu'il ne faut pas me renvoyer les discours. Afin de vous donner mon œuvre tout entière, je rétablis, page 37, un petit passage que l'extrême susceptibilité du récipiendaire m'engagea à retrancher. Mais il me semble que ce morceau ne vous déplaira pas et qu'il entre dans vos idées et votre manière de penser.

Au même.

Je suis, Monsieur et cher Confrère, toujours heureux de votre souvenir, toujours sensible aux marques et témoignages de votre amitié. Je vous remercie particulièrement des vœux que vous voulez bien m'exprimer de la manière la plus aimable au commencement de la nouvelle année. Je vous prie de recevoir les miens, qui sont bien sincères, je vous assure. Parmi tous ces vœux vous me permettrez d'en faire un pour moi ; c'est que rien ne s'oppose cette année au projet que vous avez de venir à Paris. C'est avec grand plaisir que je vous y verrai, mais il faut pour cela que vous n'y veniez pas l'automne que je passe tous les ans dans ma province, coutume à laquelle je serai fidèle, tant que je ne serai pas trop vieux pour pouvoir faire un assez long voyage. Je ne m'en suis pas mal trouvé encore cette année.

Adieu, mon très cher et aimable confrère, comptez toujours sur mon vieux attachement et agréez en la nouvelle assurance.

FELETZ.

Paris, 4 janvier 1833.

Pour copie conforme :

A. DE F.

VARIA.

LETTRES DE FELETZ (1),

A M. L'ABBÉ HUBERT, CHANOINE ET BIBLIOTHÉCAIRE DE TROYES.

Monsieur et cher Confrère,

M. Breton, que j'aurais été bien aise de voir, et pour lui-même, et parce qu'il venait de votre part, qu'il m'aurait parlé de vous et donné de vos nouvelles, a dû vous dire à son retour à Troyes qu'il ne m'avait pas trouvé à Paris. J'étais allé selon mon usage assister en Périgord à l'enfantement des truffes et connaître d'avance si nous pourrions nous flatter d'en manger beaucoup cet hiver à Paris.

Lorsque mon mauvais destin m'appela à prononcer un mauvais discours à la réception de M. Cousin, ma première pensée fut bien de vous en faire un pauvre présent et de vous l'envoyer. Je ne sais comment il se fit que je n'exécutai pas ce dessein. Bref tous les discours que j'avais en ma possession ont disparu, comme s'ils avaient valu la peine de m'être demandés. Je ne m'en trouvais pas un quoique l'imprimeur Didot m'en eût demandé en assez grand nombre du mien seul et imprimé à part. Je n'ai pas voulu cependant ne pas répondre à votre choix obligeant, et à votre aimable demande, et j'en ai acheté un exemplaire chez Didot, afin de vous envoyer quelque chose qui en valût un peu la peine ; j'ai pris un des exemplaires où le discours de M. Cousin est réuni au mien. Vous avez pu déjà lire ce dernier dans le *Moniteur* où on s'empressa de l'insérer, honneur que contre l'usage, on ne fit pas au mien sans doute à cause de la fin.

Comme vous croyez, je m'en inquiétais peu, seulement je trouvais cela misérable. Quant à celui de Parseval, qu'on n'inséra pas non plus, afin de dissimuler la cause qui faisait proscrire le mien, je ne puis dans ce moment vous l'envoyer. Il faudra que vous veniez le lire ici. Je promets alors de vous le procurer. Vous savez combien je serai enchanté de vous y voir.

Je vous écris pour ainsi dire en arrivant après une longue absence.

(1) Les deux lettres qui suivent font partie d'une collection d'autographes que M^{re} Robert de Soubeyran tient de son père M. Odon de Froidefond de Boulazac.

Vous sentez combien d'affaires et de correspondances arriérées, combien de commissions données absorbent tout mon temps; vous pardonnerez donc si j'abrège cette lettre, vous pardonnerez aussi ce chiffon de papier. J'écris à la bibliothèque où je n'en ai pas d'autre; vous me donnerez de vos nouvelles et croirez à mon sincère et inviolable attachement.

FELETZ.

Paris, 3 décembre 1831.

P.-S. — Bien entendu qu'il ne faut pas me renvoyer les discours. Afin de vous donner mon œuvre tout entière, je rétablis, page 37, un petit passage que l'extrême susceptibilité du récipiendaire m'engagea à retrancher. Mais il me semble que ce morceau ne vous déplaira pas et qu'il entre dans vos idées et votre manière de penser.

Au même.

Je suis, Monsieur et cher Confrère, toujours heureux de votre souvenir, toujours sensible aux marques et témoignages de votre amitié. Je vous remercie particulièrement des vœux que vous voulez bien m'exprimer de la manière la plus aimable au commencement de la nouvelle année. Je vous prie de recevoir les miens, qui sont bien sincères, je vous assure. Parmi tous ces vœux vous me permettrez d'en faire un pour moi; c'est que rien ne s'oppose cette année au projet que vous avez de venir à Paris. C'est avec grand plaisir que je vous y verrai, mais il faut pour cela que vous n'y veniez pas l'automne que je passe tous les ans dans ma province, coutume à laquelle je serai fidèle, tant que je ne serai pas trop vieux pour pouvoir faire un assez long voyage. Je ne m'en suis pas mal trouvé encore cette année.

Adieu, mon très cher et aimable confrère, comptez toujours sur mon vieux attachement et agréez en la nouvelle assurance.

FELETZ.

Paris, 4 janvier 1835.

Pour copie conforme :

A. DE F.

LE CHATEAU DE FÉNELON.

SONNET.

Quand de Calviac le train suit la plaine féconde
Avant de s'engouffrer dans le tunnel du Gard,
Au bord de notre fleuve à l'eau claire et profonde,
A l'est, sur les hauteurs, portez votre regard.

Là naquit Fénelon, le chrétien qui plus tard
Devait par ses vertus édifier le monde :
Du château dominant vingt hameaux à la ronde,
Saluez en passant les tours et le rempart.

Saluez ! Quant à moi, le rouge au front me monte !..
Périgueux et Cahors, proclamant notre honte,
Montrent aux étrangers son marbre triomphant ;

Et, toujours oublieux d'un vœu patriotique,
Sarlat n'a pas encor, sur la place publique,
Elevé de statue à son plus noble enfant.

Ludovic SARLAT.



NÉCROLOGIE.

M. HENRI FORNERON.

Notre confrère M. Henri Forneron vient de succomber à une longue et cruelle maladie. M. Forneron n'était pas Périgourdin ; mais, appelé dans la Dordogne par des relations d'amitié, il s'était attaché à notre pays. Il en aimait les mœurs et les paysages ; il en connaissait les antiquités et les monuments. Il avait tenu, non seulement à faire partie de notre Société, mais à collaborer à ses travaux. Les grandes études historiques dont il s'occupait et qui lui ont fait une place parmi les écrivains distingués de notre époque, bien loin de le détourner du Périgord, lui donnaient l'occasion de nous faire profiter de ses recherches. Dans son livre sur les *Ducs de Guise*, il avait été naturellement amené à faire le tableau des guerres de religion ; il écrivit alors, pour notre Société, le récit si vivant et si pittoresque de la bataille de Vergt (1). En recherchant des documents pour son *Histoire de Philippe II*, il avait découvert des lettres curieuses relatives à la place forte de Domme ; il s'empressa de nous les communiquer (2). Enfin, l'idée de son *Histoire générale des Emigrés* lui fut suggérée par la lecture de la correspondance que Lespine entretenait à cette époque avec un grand nombre de familles périgourdines. Mais quelle preuve plus touchante de l'intérêt qu'il portait à notre Société, que cette lettre qu'il m'écrivait quelques instants avant sa mort : « J'écris, donc je vis, c'est à vous que je dois cette démonstration que je ne suis pas mort. En me découvrant dans le dernier *Bulletin* de Périgueux, avec ces pauvres *ultissima verba*, et en lisant l'article de *la Patrie* (3) que vous m'avez envoyé, je n'ai pu sans émotion sentir cette amitié qui cherche à me faire survivre à moi-même. » Mes hono-

(1) *Bulletin*, t. III, p. 95.

(2) *Bulletin*, t. VIII, p. 87.

(3) Relatif à la dernière publication de M. Forneron : *Louise de Kéroualle, duchesse de Portsmouth*.

rables confrères me pardonneront d'avoir reproduit, bien qu'il ait un caractère intime, cet adieu dans lequel la fermeté de M. Forneron, sa résignation, son courage se révèlent avec une si admirable sérénité. La plupart d'entre eux avaient lu sans doute les remarquables œuvres de M. Forneron : mais s'ils connaissaient l'écrivain, ils n'avaient pas eu l'occasion de connaître l'homme lui-même. Ils le connaissent maintenant. Les quelques lignes que je viens de citer y suffisent. En les transcrivant, je songeais à ces mots qu'on lit dans notre vieille devise périgourdine, et qu'il aurait pu emprunter pour en faire sa propre devise : *Cor amicis*, Tout cœur pour ses amis.

PH. DE B.

M. LE COMTE GAËTAN DE LAURIÈRE.

Nous lisons dans *l'Eclaireur* de Bergerac les lignes suivantes que le rédacteur en chef M. Emile Maury consacre à la mémoire de M. le comte Gaëtan de Laurière, notre regretté confrère, et que nous nous empressons de reproduire :

« La mort vient de nous ravir cet ami, l'un des meilleurs, l'un des plus chers ! Le 29 mars dernier, indisposé et depuis déjà quelques jours éprouvant un indéfini malaise, il vint de Bellerive à Lespinassat pour assister le lendemain à la douloureuse cérémonie de Creyasce. Mais le mardi matin, le mal, plus violent, le retint dans la famille amie qui nuit et jour lui a prodigué, avec le plus affectueux et le plus admirable dévouement, tous les soins que réclamait son état. Sa maladie a duré trois semaines, au début bénigne et nous laissant tout espoir ; puis une complication survient, la fièvre muqueuse s'aggrave d'épanchements pleurétiques ; quatre médecins s'efforcent de conjurer la crise fatale. Tout est inutile : hier mardi, à 2 heures de l'après-midi, M. le comte Gaëtan de Laurière s'est doucement éteint à l'âge de 31 ans !

Jusqu'à la minute suprême, il a gardé toute sa connaissance et s'est vu mourir. Son père, le vénéré marquis de Laurière, était là, à son chevet ; il a reçu ses adieux et recueilli le dernier souffle de cet unique enfant qui

devait si dignement, si noblement perpétuer son nom et les traditions de sa famille.

M. le comte Gaëtan de Laurière était, en effet, exceptionnellement doué sous tous les rapports. Il possédait toutes les qualités brillantes de l'homme du monde et tous les dons de l'intelligence et du cœur. Élevé avec un soin extrême, de bonne heure il avait pris le goût des belles et grandes choses. En lui rien de banal ni dans les idées, ni dans les sentiments, ni dans les habitudes de la vie. Une simplicité parfaite donnait encore plus de relief à sa distinction native.

Dans sa vie toute d'activité et de mouvement, il savait faire la part du recueillement et de l'étude, et c'est avec un vif intérêt qu'il suivait la marche de la littérature contemporaine. Mais les œuvres sérieuses avaient sa préférence : bien souvent, au cours de ces longues conversations du soir, dans cette si hospitalière résidence de Bellerive, où il se plaisait à nous rappeler et à nous retenir, il nous fut donné de voir quelle était la maturité de sa raison.

À côté de ces heureuses propensions de l'esprit, quelle droiture du cœur, quelle aménité, quelle bonté, quelle franche et riche nature ! Comme il comprenait et comme il savait envisager et remplir, en toutes choses, ses devoirs de gentilhomme !

Aussi, en Périgord, à Bordeaux, partout, n'avait-il que des amis. Au Buisson de Cabans, la population tout entière l'entourait de la plus sincère et de la plus respectueuse sympathie. À chaque élection municipale, elle lui renouvelait son mandat de conseiller et, — détail touchant — lundi, plus de 500 personnes, guidées par l'affection et la reconnaissance, accoururent à l'église du village pour demander à Dieu sa guérison.

La nouvelle du malheur qui vient de nous frapper a plongé la commune dans le deuil.

Pourtant, M. le comte Gaëtan de Laurière ne rechercha jamais la popularité, cette plaie de notre époque abaissée, qui a tout avili dans ce pays : les institutions et les hommes. La bonne, la vraie popularité, celle qui donne les pures satisfactions morales que M. le comte de Laurière a eu le bonheur de goûter autour de lui, était venue à lui toute seule, attirée par le charme de ses rares qualités.

Cet ami si fidèle à toutes les grandes causes que nous soutenons, laisse donc après lui d'universels regrets.

Nous voulons, dès aujourd'hui, au nom de tous ceux qui l'aimaient, les exprimer au père désolé et à la famille dans laquelle, bien jeune encore, il put retrouver l'affection et la tendre sollicitude d'une mère qu'il avait à peine eu le temps de connaître. »



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente le Château de Neuvic ; — la 2^e, le Château et la Grande Eglise de Nontron, tels qu'ils existaient en 1822.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

**Périgueux. — Imprimerie E. LAFONT
(anc. Dupont et C^{ie}).**

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.



TOME XIII. — QUATRIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANG. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER.

Juillet-Août 1886.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON.

	Pages.
Assemblée générale du jeudi 27 mai 1886.....	249
Séance mensuelle du jeudi 1 ^{er} juillet.....	261
Coustaty et ses antiquités romaines (M. Louis CARVÈS)....	270
Commarque. — Laussel (M. X. DE MONTEIL).....	277
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron (<i>Suite.</i>) (M. R. DE LAU- GARDIÈRE).....	281
Historique de la propriété du comté de Périgord (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	322
Un dernier mot sur le sceau de la confédération de la séné- chaussée de Sarlat (M. G. DE GÉRARD).....	325
VARIA. — Lettre de M. de Mourcin.....	329
Nécrologie. — M. le marquis de Fayolle (MM. le baron DE VERNEILH et DE ROUMEJOUX).....	334
— M. Pastoureau de Labesse (M. X...).....	339

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Du jeudi 27 mai 1886.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
vice-président.

La séance est ouverte à sept heures et demie du soir, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. le vicomte de Lestrade, Crédot, de Saint-Pierre, Bleynie, l'abbé Brugière, Louis Carvès, Coulombeix, le docteur Dumont, Charles Durand, le comte Gérard de Fayolle, Féaux, Paul Galy, Michel Hardy, Lespinas, l'abbé Montet, Mourié et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'aux termes de nos statuts, il y a lieu de procéder aujourd'hui à l'élection annuelle du bureau de la Société et déclare le scrutin ouvert à cet effet. Il invite les membres présents à venir voter immédiatement pour ne pas troubler l'ordre de la séance : les retardataires pourront voter à la fin.

Nos confrères viennent aussitôt remplir leur devoir électoral.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre confrère M. Pastoureau de Labesse, de Nontron, ancien employé des ponts et chaussées, qui était venu prendre sa retraite dans sa ville natale et avait tenu à cette époque à être des nôtres. Il s'intéressait aux études historiques, et depuis quelque temps il compulsait les archives de l'Intendance, à Bor-

deaux, pour aider son ami M. de Laugardière dans la publication de ses savants mémoires sur le Nontronnais.

D'unanimes regrets accueillent cette triste communication.

M. LE PRÉSIDENT indique ensuite brièvement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant de ce mois :

Le *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1885, n° 3-4, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, année 1886, première et deuxième livraisons, in-8°, Paris, librairie Picard, contenant un article de M. Germain Lefèvre-Pontalis sur la *Petite chronique de Guyenne jusqu'à l'an 1442*, manuscrit de la Bibliothèque nationale où sont renfermés des détails relatifs aux événements survenus en Périgord pendant les années 1345, 1348, 1377, tels que le combat d'Auberoche, la bataille d'Eymet et les deux sièges de Bergerac. « On cherchera vainement ailleurs, dit en terminant M. Lefèvre-Pontalis, les détails que la *Petite chronique de Guyenne* présente sur les campagnes de 1405 et de 1406 en Périgord et en Agenais, sur la descente des Anglais en Saintonge, en 1412 et en 1439, sur les bruits dont la terreur populaire faisait précéder l'approche de Rodrigue de Villandrando et de ses bandes, ainsi que sur quelques points de la vie du célèbre chef des routiers et de son passage dans le midi de la France » ;

Le *Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique*, numéros I, II, III, in-8°, Anvers, 1885, et les tomes VIII et IX de la troisième série des *Annales* de la même Société, in-8°, Anvers, 1882 et 1883 ;

Le *Règlement* de l'exposition archéologique organisée à Amiens du 1^{er} juin au 4 juillet 1886, par la *Société des Antiquaires de Picardie*, à l'occasion du cinquantenaire de sa fondation, 4 pages, in-4° ;

Le *Gay-Lussac*, revue des sciences et de leurs applications, n° 4, in-8°, Limoges, 1886, toute consacrée à l'exposition ouverte en ce moment des sciences et des arts appliqués à l'industrie ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VIII, 1^{re} livraison, janvier-mars 1886, in-8°, Brive ;

Un fascicule du *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, in-8°, librairie Feret et fils, 1882 ;

Le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, II^e série, tome XIV, 1884-1885, un volume in-8°, Pau, 1885 ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XV, janvier 1886, in-8°, Montpellier ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 39, avril, mai 1886, in-8°, Lyon ;

Les *Annales de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes*, tome X, un volume in-8°, Nice, 1885 ;

La *Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère*, numéros 32-33, février-mars 1886, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte, libraire

Deux *Catalogues d'autographes*, publiés par M. Eugène Charavay fils, in-8°, Paris, 1886, et relatant plusieurs pièces qui nous concernent : un parchemin, daté d'Amboise le 15 décembre 1483, par lequel Charles VIII déclare donner quittance : 1° à l'évêque de Périgueux (Geoffroy de Pompadour), son aumônier ; 2° au sire de Maillé, son chambellan ; 3° au sire du Fou, son grand veneur, des biens-meubles de sa feue mère Charlotte de Savoie (veuve de Louis XI), dont ils avaient dressé l'inventaire ; — une lettre du président Jean-nin au maréchal de Caumont La Force, gouverneur du Béarn, du 7 mai 1612 ; — cinq lettres autographes du philosophe Maine de Biran, 1813-1823 ; — une lettre, datée de La Rochelle le 24 octobre 1642, de Marguerite de Rohan, fille de Henri II de Rohan, femme de Henri de Rohan-Chabot de Sainte-Aulaye, zélée protestante, maîtresse de Ru-vigny, promise à Bernard de Saxe-Weimar, chantée par les poètes Silhon et Gombaud. Elle veut envoyer un gentilhomme en Angleterre pour en rapporter le corps de son oncle Benjamin de Rohan, seigneur de Soubise, et désirerait obtenir l'autorisation de Louis XIII et de Richelieu. (Cet oncle est Benjamin de Rohan-Soubise, général des galères des Rochelois, qui s'était retiré en Angleterre après plusieurs ex-

péditions infructueuses en faveur des Réformés); — deux lettres du célèbre diplomate Charles-Maurice de Talleyrand, l'une datée de Paris 30 vendémiaire an XI, et adressée au citoyen Rivals, à Cassel, à qui il explique que le premier consul a envahi la Suisse, non pour lui enlever sa liberté, mais pour apaiser les troubles qui la déchirent; l'autre, datée de Bourbon-l'Archambault, le 1^{er} août 1815, et adressée à Népomucène Lemer cier, par laquelle il lui demande un proverbe en quatre scènes « pour le jour de la naissance d'une personne de 25 ans; elle a une petite fille d'un an qui s'appelle Pauline et qu'elle adore; elle aime l'écarté presque à l'égal de Rossini »; — et un manuscrit du même de 29 pages in-folio, de 1814, intitulé, *Précis des négociations qui ont eu lieu en 1813 et 1814 entre la France et les alliés, suivi de considérations sur la paix*; précieux document historique; memorandum présenté par le prince de Talleyrand, plénipotentiaire de la France, aux membres du congrès de Vienne. C'est la copie d'un brouillon préparé par le prince; il le modifie sur quelques points par des notes et des indications au crayon, placées en marge; — enfin, dans le second catalogue, une pièce latine sur parchemin, du jeudi avant la Toussaint 1304, qui contient la réception par Elie, abbé bénédictin de Saint-Eparche et de St-Cybar-lès-Angoulême, de l'hommage de Pierre-Henri de la Tour-Blanche, chevalier du diocèse de Périgueux, pour les tènements de *la Costa* et de *la Reynaria*, sis en la paroisse du Bourg-des-Maisons, avec redevance d'une paire d'éperons d'étain; — un mandement d'Aymeri du Cros, sénéchal de Périgord et de Quercy, daté de Cahors le 15 mars 1323 (1324), au bayle de Martel (Lot), de faire proclamer en son ressort la levée en masse et en armes de tous les hommes au-dessus de 14 ans. (Le roi de France Charles IV le Bel voulait entreprendre la conquête de l'Agenais); — un registre des insinuations du siège sénéchal de Sarlat, 1659-1661, grand in-4° d'environ 300 pages; — un acte d'abandon, du 1^{er} avril 1597, par Madeleine de Bourdeille, « l'une des filles damoiselles de feu la reine-mère du Roy » (Catherine de Médicis), à Hector Censier, « sommelier de la maison de la royne douairière

(Louise de Lorraine-Vaudemont, femme de Henri III) », de ses droits sur le fief de Lagny ; — une procuration donnée le 15 janvier 1620, par Henri de Bourdeille, neveu de la précédente, seigneur et baron de la Tour-Blanche, marquis d'Archiac, sénéchal, gouverneur et lieutenant pour le Roi en Périgord, à Madeleine Guichard, pour recevoir en son nom et place l'argent et les rentes à lui légués par sa feuie tante Marguerite de Bourdeille, sur Argis, Cléry et la forêt d'Ailly ; — et le plan d'un discours prononcé par le maréchal Bugeaud à la Chambre des Pairs sur la conquête de l'Algérie, 5 pages in-4° ;

Par M. le docteur Testut, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine de Lille, trois de ses brochures extraites du *Bulletin* de la Société de Borda de Dax : *Note topographique sur les groupes tumulaires d'Agès*, canton de Hagetmau (Landes), par MM. Dufourcet et Testut, in-8° de 5 pages, avec une planche, Dax, imprimerie Justère, 1885 ; *Les tumulus des premiers âges du fer dans la région sous-pyrénéenne, nouvelles fouilles dans les landes d'Agès*, par MM. Léo Testut et Emile Taillebois, in-8° de 8 pages, Dax, 1885 ; *Les tumulus des premiers âges du fer dans la région sous-pyrénéenne, fouilles de seize nouveaux tertres dans les landes d'Estibeaux et de Poinarez*, par MM. Dufourcet et Testut, in-8° de 6 pages, Dax, 1885 ;

Par M. de Roumejoux, sa brochure sur *Les rues de Cahors*, in-8° de 32 pages, avec 11 belles planches, Cahors, imprimerie Laytou, 1886 ;

Par M. Léopold Limayrac, ancien député, conseiller général du Lot, *Etude sur le moyen âge, histoire d'une commune et d'une baronnie du Quercy (Castelnaud de Montratier)*, ouvrage couronné par l'Académie française, un volume in-8°, Cahors, Girma, libraire éditeur, 1885 ;

Par M. Dennery, secrétaire de la Société d'horticulture de la Dordogne, le *Bulletin* de cette Société, du premier trimestre de 1886, contenant son article sur la *Découverte de Chamiers ; les Thermes de l'Antiquité*, in-8°, Périgueux ;

Par M. Dujarric-Descombes, le n° de l'*Echo de la Dordogne* du 3 avril 1886, contenant la lettre par laquelle il annonce que la lutte va recommencer entre M. l'abbé Arbellot, pré-

sident de la Société archéologique du Limousin, et notre confrère M. l'abbé Pergot, au sujet du lieu d'origine de Saint-Vaast.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le marquis DE FAYOLLE, retenu chez lui par une indisposition, se fait excuser de ne pouvoir assister à la séance.

M. DUJARRIC-DESCOMBES s'excuse par lettre d'y manquer aussi. Il nous fait connaître en même temps l'auteur de la traduction patoise du testament de Louis XVI, dont un exemplaire a été présenté à l'une de nos dernières séances par M. F. Grant de Bellussière.

Elle fut imprimée sous le voile de l'anonyme et le titre : *Testomen d'au rey Louis sézé*, chez la veuve Faure, à Périgueux, en 4 pages in-4°.

M. Dujarric croit savoir que cette traduction est l'œuvre d'un de nos compatriotes, homme d'esprit et administrateur habile, Paul-Emeric Cellerier, fils de François-Louis, bourgeois de Périgueux, procureur au siège présidial, juge de paix et juge de cette ville, et de Marie l'ontard.

M. Cellerier, d'abord secrétaire-général de la préfecture de la Dordogne, fut nommé en 1817 sous-préfet de Ribérac. Après la Restauration, il fut appelé à la sous-préfecture de Murat, où il est mort en 1837, laissant de son mariage avec Marie-Thérèse-Josèphe de Ladoyre de Chamizac de dignes représentants.

Puisqu'il est question de bibliographie, M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit qu'il n'a trouvé à Périgueux ni l'édition de 1741, ni celle de 1744 de l'*Office du Saint-Suaire*, de Cadouin, dont nous parlait récemment notre érudit correspondant M. Tamizey de Larroque ; il a vu ces jours-ci à la bibliothèque du Grand Séminaire une édition de cette plaquette, mais qui date seulement de 1773, in-8°, de 29 pages avec plain-chant, et dont voici le titre exact : *Officium sacrosancti sudarii Domini nostri Jesu-Christi, quod asservatur in monasterio Beatæ Mariæ de Cadunio, ordinis Cisterciensis, diæcesis Sarlatensis*, MDCC. LXXIII. Parisiis, ex typis Stoupe, viâ Cythareâ, 1774.

La Société est heureuse d'apprendre que notre confrère et

compatriote, M. CHABANEAU, chargé de cours à la Faculté des lettres de Montpellier, vient d'obtenir dans un concours à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres le prix Lagrange, pour l'ensemble de ses travaux sur la poésie provençale et française, particulièrement pour son édition du roman français de Saint-Fanouel et pour son travail sur l'*Origine et l'établissement des jeux floraux*, enfin pour son édition des *Biographies des troubadours en langue provençale*. Elle lui adresse toutes ses félicitations à cette occasion.

Par une circulaire du 20 avril dernier, M. le Ministre de l'Instruction publique nous prie de lui envoyer le catalogue descriptif des manuscrits qui peuvent appartenir à la Société (manuscrits littéraires, scientifiques, liturgiques, cartulaires, etc.), pour les faire figurer dans le « Catalogue des manuscrits des départements » qui se publie actuellement.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL fait observer que la plupart des manuscrits qui nous viennent ne rentrent pas dans la catégorie de ceux indiqués dans la circulaire : ce sont plutôt des documents administratifs, politiques et judiciaires, titres de famille et de propriété, qui sont naturellement à leur place dans un dépôt public d'Archives. Il croit néanmoins qu'il reste dans la bibliothèque deux ou trois manuscrits dont il pourra envoyer la description et l'analyse.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce qu'il a reçu aujourd'hui pour les archives de notre Société deux liasses de papiers modernes qui lui ont été légués par M. Pierre Reymond, de Villamblard, artiste peintre, mort à Paris, il y a une quinzaine de jours, et l'auteur des portraits des célébrités périgourdines du Musée de Périgueux. La première liasse comprend un catalogue iconographique sur le Périgord, la liste des portraits gravés, lithographiés, dessinés et peints des célébrités du Périgord, une généalogie manuscrite de la famille Lespine, des variétés, morceaux divers, chansons en patois périgourdin, et quelques lettres qui lui ont été adressées à l'époque où il préparait sa galerie périgourdine. La seconde liasse renferme le journal de Tounens, Orélie-Antoine I^{er}, roi d'Araucanie, *La Couronne d'acier*, de 1872, et deux numéros d'un autre journal hebdomadaire non poli-

tique, *Les Pendus*, que ce prince rédigeait seul ; des brochures et des dessins autographiés relatifs à l'académie nouvelle d'Alexandre.

L'assemblée exprime sa gratitude à la famille de M. Raymond et prie M. le Président d'acquérir soit pour notre bibliothèque, soit pour le Musée toutes les gravures ou portraits de Périgourdiens qu'elle peut encore posséder.

M. Michel HARDY dit qu'il a eu la bonne fortune de découvrir dans les archives de la ville un document relatif à Jeanne-d'Arc. C'est le compte des frais d'une messe solennelle, célébrée en l'église Saint-Front, au mois de décembre 1429, à l'occasion du passage à Périgueux, d'un certain personnage, M^e Hélié Bodant, qui, dans une prédication devant le peuple, avait publié les merveilles accomplies en France par la Pucelle. — L'assemblée écoute avec un très vif intérêt la notice consacrée par notre confrère à l'étude de ce précieux document et s'empresse d'en voter l'impression.

M. Joseph MALLAT veut bien nous envoyer la copie qu'il a prise sur les *Registres secrets* du Parlement de Bordeaux, à la bibliothèque de cette ville, de deux arrêts de cette cour, de 1556, relatifs, l'un à une question de préséance entre le doyen de la cathédrale de Saintes et l'abbé de Chancelade, et, l'autre, au congé donné aux substituts du procureur général des sièges de Périgueux et de Sarlat, les jours ordinaires de Périgord devant le Parlement étant terminés.

M. Louis de Raynal, à qui M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL a écrit pour l'engager à rendre au Périgord le registre de la famille de La Calprenède, lui a répondu qu'il tenait à conserver ce vieux registre du xvii^e siècle, à cause des signatures de notaires du nom de Chaudru de Raynal qu'il contient. Le savant auteur de *l'Histoire du Berry*, dit à la fin de sa lettre : « ... Mon frère aîné s'était allié à la famille Joubert, de Montignac. C'est lui qui a mis en ordre et publié les *Pensées de M. Joseph Joubert*, l'un des hommes qui ont le plus honoré la province que vous habitez. »

De son côté, M. DUJARRIC veut bien nous annoncer que la lettre inédite, mentionnée dans notre procès-verbal de février et écrite par le chevalier de La Grange au Régent, pour

déplorer la fuite de son frère La Grange-Chancel, auteur des *Philippiques*, vient d'être publiée à la suite d'une brochure de 42 pages, imprimée à 150 exemplaires à Reims, chez F. Michaud, par M. V. Diancourt, sous ce titre : *Une Philippique inconnue et une strophe inédite de Lagrange-Chancel, recueillies par un bibliophile*. M. Diancourt est aujourd'hui propriétaire de l'original de cette lettre curieuse.

D'autre part, M. Gaston DE GÉRARD nous adresse la copie d'un règlement de 1789 qui jette un jour complet sur le problème soulevé par la découverte faite à Domme du « sceau de la confédération de la Sénéchaussée de Sarlat. — Domme. » Ce document confirme absolument l'explication donnée par M. Philippe de Bosredon, qui attribuait avec raison le sceau à une association contre-révolutionnaire. Après en avoir pris connaissance, l'assemblée en vote la publication.

Notre confrère M. DE MONTEIL nous envoie deux jolis dessins à la plume, représentant les ruines des châteaux de Laussel et de Commarque et y joint une notice dont le Secrétaire-général donne lecture à l'assemblée. Après les avoir attentivement examinés, la Société désire que ces dessins soient reproduits dans notre *Bulletin*.

M. DUJARRIC nous mande qu'il a eu le plaisir de voir à Paris, à l'Exposition des Beaux-Arts, sous le numéro 4882 du Salon, trois grands et beaux dessins reproduisant les plans, façades et coupes de l'église du Grand-Brassac, classée depuis un an parmi les monuments historiques de la Dordogne.

Ces dessins sont dus au talent de M. Henri Rapine, architecte de la Commission des monuments historiques, élève de MM. Laisné, Genain et Lisch, originaire de Vaudoué (Seine-et-Marne); et voici ce qu'en dit le journal *Le Soleil*, dans son numéro du 21 mai :

« M. Rapine, parfait comme toujours dans l'exécution, fait ressortir l'intérêt d'un monument curieux, l'église du Grand-Brassac, dans la Dordogne, type de ce style Périgord, où les nefs sont voûtées en coupoles. »

M. Michel HARDY rend compte ensuite de l'excursion qu'il a faite à Coutures, le 27 avril dernier, pour examiner deux *chuseaux* ou souterrains-refuges signalés à la Société par M. le docteur Achille Simon, maire de Ribérac. L'un de ces souterrains, situé sur l'emplacement de la gare de Verteillac-Coutures, n'a été que commencé et comprend seulement un escalier d'accès et un premier couloir brusquement interrompu. Dans la courbure que présente l'escalier à sa sortie, avait été creusé un silo en forme de calotte, recouvert par une meule en arkose et renfermant encore les débris d'un vase très épais et d'une cuisson imparfaite. La rencontre de ce silo gaulois, à l'entrée du souterrain, a une grande importance, en ce qu'elle apporte un élément nouveau à la question si controversée de l'origine des *chuseaux*. M. Hardy fait remarquer que cette découverte confirme singulièrement l'opinion depuis longtemps professée par notre honorable et savant vice-président M. le marquis de Fayolle, qui n'avait cessé de rapporter les *chuseaux* du Périgord à l'époque gauloise.

Le second *chuseau*, situé à 1,359 mètres du premier, dans la direction du sud, se compose d'une chambre assez vaste, située sous la voie même du chemin de fer de Marmande à Angoulême, et d'un escalier d'accès. Une cheminée percée dans la voûte de la chambre en facilitait l'aération.

M. Hardy fait passer sous les yeux de ses confrères les plans de ces deux souterrains-refuges relevés avec une parfaite exactitude par M. Gaussens, chef de section en résidence à Ribérac, dont le concours obligeant lui a été des plus utiles. Sur la demande qui lui est faite, M. Hardy s'engage à rédiger pour notre *Bulletin* un mémoire sur les souterrains de Coutures.

Enfin, M. HARDY entretient l'assemblée des travaux et découvertes qui ont eu lieu à Chamiers depuis notre dernière réunion. Sur les observations de notre confrère, il avait été décidé que le dallage de la salle des étuves serait enlevé, hormis dans la partie nord, qui ayant moins souffert se prêtait à une restauration. Ce travail ayant attiré sur la Société archéologique de très vifs reproches de la part de

personnes peu au courant de l'étude et de la conservation des monuments anciens, M. Hardy rappelle brièvement les motifs qui l'avaient déterminé lui et ses confrères dans la séance du 6 mai. Il insiste d'abord sur le peu d'intérêt que présentait ce dallage au point de vue artistique ; œuvre de basse époque, il était formé de dalles en calcaire lithographique de toutes dimensions et assemblées sans soin. Dans la partie enlevée, c'est à peine si le quart de la superficie était encore recouvert de dalles ; le reste n'offrait plus qu'une couche de béton disloquée, fendue de toutes parts et, sur de nombreux points, presque en contact avec le dallage inférieur. On n'a pas oublié, en effet, que sous le poids énorme des matériaux qui le recouvraient, le dallage supérieur s'était effondré, présentant en son milieu une large cuvette et sur son pourtour des cavités béantes. Dans ces conditions, le seul parti à prendre était de faire enlever au plus tôt toute la partie du dallage qui ne pouvait être restaurée. Avec les grandes pluies qui signalent le mois de juin, la salle des étuves se serait, en effet, bientôt transformée en un véritable cloaque, et les derniers vestiges des piliers d'hypocauste, déjà fort endommagés par la pression du béton et l'humidité constante du sol, n'auraient pas tardé à disparaître.

Avant de procéder à l'enlèvement du dallage, nous devrions dire de la couche de béton, M. Durand commença par en relever avec une précision mathématique un dessin complet en indiquant le plan et la coupe. Ce dessin, d'une exécution admirable, fait partie du dossier que M. Hardy et lui ont ouvert en commun sur les fouilles de Chamiers. Deux ouvriers intelligents furent mis alors par M. Sautet à la disposition de M. Durand et enlevèrent sous sa surveillance les blocs de béton. Presque tout le travail se fit à la main ; en deux endroits seulement, la consistance du béton étant plus grande, on se servit de coins d'acier pour en détacher des plaques qui furent mises soigneusement de côté.

Pendant ce travail, les ouvriers rencontrèrent une petite cuillère à parfum, en bronze, et sous une petite arcature, à la base d'une cheminée d'appel, une figurine de Mercure également en bronze. Le dieu nu tient de la main droite une

bourse ; sa main gauche relevée semble s'appuyer sur un support, probablement le caducée, qui a disparu.

Une découverte moins heureuse attendait nos explorateurs. A cinq ou six mètres de l'ouverture intérieure du fourneau, ils trouvèrent un squelette humain. C'était celui d'un jeune homme, sans doute un esclave qui ayant été chargé de déboucher une cheminée d'appel, aura péri étouffé sous l'hypocauste. Il est certain, en effet, que ce jeune homme n'avait pu pénétrer en cet endroit que par le *præfurnium*.

En terminant sa communication, M. Michel Hardy donne quelques détails sur les constructions mises au jour, en arrière des deux hémicycles, par deux amateurs de notre ville, MM. Viault et Pinet. Comme l'avait annoncé notre confrère, il y a, de ce côté, un vaste corps de logis qui par ses extrémités se reliera certainement avec les hémicycles. M. Hardy se réserve de nous en entretenir plus longuement lorsque les travaux seront plus avancés.

M. LE PRÉSIDENT remercie notre confrère des détails dans lesquels il a bien voulu entrer sur la continuation de ces fouilles intéressantes.

M. LE PRÉSIDENT a reçu pour le Musée départemental :

De M. Alexandre de Bosredon, une *Ammonites planicosta*, de grande dimension, provenant de Chavagnac, canton de Terrasson ;

De M. Amadiou, maire de Ginestet, une boucle de soulier, un cadenas et une croix en laiton, du XVIII^e siècle.

M. le Conservateur du Musée exprime sa gratitude aux donateurs.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT prononce la clôture du scrutin et procède sur-le-champ au dépouillement des bulletins de vote, qui donne les résultats suivants. Sont élus pour l'année 1886-1887 :

Président, M. le docteur Galy.

Vice-président, pour l'arrondissement de Périgueux, M. de Koumejoux.

Idem. de Bergerac, M. Martial Delpit.

Idem. de Nontron, M. le baron de Verneilh.

Idem. de Ribérac, M. le marquis de Fayolle.

Idem. de Sarlat, M. Philippe de Bosredon.

Secrétaire-général, M. Villepelet.

Secrétaires-adjoints, { M. l'abbé Riboulet.
M. le vicomte de Lestrade.
M. Crédot.

Trésorier, M. de Saint-Pierre.

M. LE PRÉSIDENT remercie les électeurs de la persévérante sympathie qu'ils veulent bien continuer au bureau et lève la séance à dix heures du soir.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Vice-Président,
A. DE ROUMEJOUX.



Séance du jeudi 1^{er} Juillet 1886.



Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, le docteur Dumont, Charles Durand, Paul Galy, Michel Hardy, Lespinas et Villepelet.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT a le pénible devoir d'annoncer une mort que tous nos confrères connaissent, mais qui est venue certainement les surprendre tous, celle de notre cher et regretté vice-président, M. le marquis de Fayolle, si vigou-

reux, si alerte pour son âge, si zélé pour notre Société. Retenu chez lui par un premier accès de goutte qui ne paraissait pas grave, il se faisait excuser le 27 mai au soir de ne pas assister à notre assemblée générale, et trois jours après il nous était enlevé!... La Société a choisi pour la représenter aux obsèques un de ses plus anciens amis, notre honoré vice-président M. le baron de Verneilh, qui ne pouvait faire l'éloge de notre regretté confrère en termes mieux sentis, plus émus. Quel touchant et fidèle portrait il nous en a laissé! Fort instruit, M. de Fayolle était en effet vraiment trop modeste et s'effrayait de la publicité. Et cependant, que de choses intéressantes il nous révélait dans ses mémoires sur les *chuseaux* ou souterrains-refuges du Périgord.

Conformément à notre pieuse coutume, une notice nécrologique, à laquelle sera joint un index bibliographique des écrits, viendra rappeler les titres littéraires et scientifiques qui avaient placé M. le marquis de Fayolle parmi les dignitaires des diverses Sociétés savantes du Périgord.

D'unanimes témoignages de regrets accueillent cette triste communication.

M. LE PRÉSIDENT énumère ensuite rapidement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers d'avril et de mai 1886, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Répertoire des Travaux historiques*, contenant l'analyse des publications faites en France et à l'étranger sur l'histoire, les monuments et la langue de la France, pendant l'année 1883, tome III, n° 4, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, et où se trouvent indiquées : sous le n° 5187, les *Œuvres militaires du maréchal Bugeaud, duc d'Isly*, réunies et mises en ordre par Weil, ancien capitaine de cavalerie, Paris, Baudoin, 1883, in-8°, VIII-394 pages et 7 planches. Le volume contient des documents intéressants pour l'histoire des guerres d'Afrique, entre autres un *Mémoire sur notre établissement dans la province d'Oran*, un *Projet d'ordonnance sur la création et l'organisation de légions de colons militaires dans les possessions françaises du nord de l'Afrique*, et

un *Mémoire sur les moyens de conserver et d'utiliser la conquête de l'Algérie*. La dernière partie intitulée : *Événements militaires*, est consacrée à la bataille d'Isly et à la campagne du Maroc ; — sous le numéro 5,220, *Comté de Montfort, en Périgord*. Sarlat, imprimerie Michelet, 1883, in-8°, 12 pages. Historique du château de Montfort et de ses possesseurs, depuis 1214 où il appartenait à Bertrand de Cazenac, seigneur de Domme, jusqu'en 1799. Juges du tribunal de Montfort, de 1499 à 1790 ;

Transactions and reports of the Nebraska state historical Society, vol. I, edited by Robert W. Furnas, in-8°, Lincoln, nob. 1885 ;

Transactions of the anthropological Society of Washington, published with the cooperation of the Smithsonian institution, volume III, november 1883-may 1885, in-8°, Washington, 1885 ;

La Revue historique et archéologique du Maine, tomes XVII et XVIII, 1^{er} et 2^e semestres de l'année 1885, 2 vol. in-8°, Mamers et Le Mans ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du sud-ouest*, n° du 31 mai 1886, in-4°, Bordeaux, contenant un article de M. Lagatu, membre de la Ligue de l'enseignement, sur Jean Rey, du Bugue, médecin et chimiste du commencement du xvii^e siècle ;

Le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Bordeaux et du sud-ouest*, tome II, troisième et quatrième fascicules, juillet à décembre 1885, in-8°, Bordeaux et Paris, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, deuxième livraison 1886, avril-mai-juin, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, 2^e volume, n° 2, juin 1886, in-8°, typographie Gadrat aîné ;

La Revue des langues romanes, 3^e série, tome XV, février 1886, in-8°, Montpellier et Paris ;

Le *Catalogue de lettres autographes*, concernant la Révolution française, mises en vente par M. Etienne Charavay, in-8°, Paris, juin 1886, où est mentionnée une lettre du

conventionnel Gilbert Romme, datée d'Excideuil le 29 thermidor an II ;

Par M. Jules Legoux, son *Histoire de la commune des Chappelles-Bourbon* (Seine-et-Marne), un vol. in-12, Paris, imprimerie Paul Dupont, 1886.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

L'un des derniers catalogues de M. Etienne Charavay indiquait une lettre autographe, signée, de l'archevêque de Cambrai, François de Salignac de La Mothe Fénelon, adressée à M. . . ., datée de Cambrai le 14 mars 1702 et qui a été vendue à la salle Drouot le 13 mai dernier. En voici du reste l'analyse donnée par le catalogue :

PRÉCIEUSE LETTRE. Il explique les raisons qui lui ont fait refuser la nomination d'un official demandée par l'évêque de Saint-Omer. Cette nomination aurait empiété sur ses droits. « Quand les Espagnols ont voulu soustraire à la juridiction d'un évêque français la portion de son diocèse qui étoit dans leurs états, ils lui ont demandé un official sur les lieux, c'est-à-dire un vicaire général official qui gouvernât tout, en sorte que l'évêque n'y allât pas même faire ses visites. C'est ainsi qu'ils avoient fait mettre un vicaire général official à Douay depuis qu'Arras étoit à la France, et c'est ainsi qu'ils pourroient, sur l'exemple très dangereux de M. l'évêque de Saint-Omer, me demander un vicaire général official, pour m'exclure du gouvernement de la moitié de ce diocèse, ce qui y feroit ici une espèce de schisme. M. l'évêque de Saint-Omer voudroit-il nous faire ce mal, sans se faire aucun bien ? M. l'archevêque de Malines n'a point d'official à Ipres. Pourquoi l'archevêque de Cambray, sujet du Roy, seroit-il moins favorablement traité en France qu'un archevêque de domination étrangère ?... »

M. le président de l'Association française pour l'avancement des sciences nous informe que sa Société tiendra cette année sa quinzième session à Nancy du 12 au 20 août prochain, et nous invite à y assister. — A cause de l'éloignement, notre compagnie aura le regret de ne pouvoir s'y faire représenter.

M. le Ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes prie M. LE PRÉSIDENT de lui adresser le plus tôt possible le texte des questions que nous jugerions dignes de

figurer au programme du congrès des Sociétés savantes en 1887. — Après en avoir délibéré, l'assemblée adopte les questions suivantes :

1° De la transition des temps réputés préhistoriques à ceux de l'histoire proprement dite ;

2° Des sépultures de l'époque des Barbares et des caractères permettant de discerner chacune des races qui ont pris part aux invasions ;

3° Des confréries de St-Jean au moyen-âge ; leur but et leur institution ;

4° De l'étude des événements de l'histoire de France, de la seconde moitié du xvi^e siècle, à l'aide de documents nouveaux ;

5° Des anciennes minutes de notaires ; de leur importance historique et des mesures législatives à prendre pour en obtenir le transfert aux archives départementales.

M. le Ministre de l'instruction publique nous prie également de remplir un questionnaire qu'a rédigé la Section des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques et qu'il nous envoie, concernant le prix du pain, du lait, des œufs, des pommes de terre, du sel, du sucre, du bois à brûler, du charbon de terre et de tous autres articles de consommation courante. — M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait observer que cette circulaire est plutôt de la compétence de la Société d'agriculture à qui elle sera communiquée.

Notre cher président M. le docteur GALY fait verser aux archives de la Société les nombreux diplômes de Sociétés savantes obtenus autrefois par M. de Mourcin.

M. POUYADOU veut bien nous communiquer une lettre administrative qui nous fournit un précieux renseignement sur l'origine historique de deux petits canons conservés au château d'Hautefort. En 1877, le ministre de l'intérieur autorisait notre honorable confrère M. le comte de Damas d'Hautefort, sur sa demande, à faire transporter du château de Champieu (Somme) et à conserver dans son château d'Hautefort (Dordogne) deux pièces de canon de petit calibre qui sont restées la propriété de sa famille, depuis le don qui en a été fait par

Louis XIV au maréchal d'Humières. — L'assemblée remercie M. Pouyadou d'avoir porté ce renseignement historique à sa connaissance.

A l'occasion de la séance du 4 mars dernier, le P. Ingold, directeur de la *Bibliothèque oratorienne*, écrivait à votre Secrétaire général qu'il ne possédait que peu de renseignements sur les anciens religieux de son ordre issus du Périgord.

M. DUJARRIC-DESCOMBES appelle l'attention du savant religieux sur quatre oratoriens du xvii^e siècle qui appartenaient à notre province.

Le P. Rubens, le seul qu'ait cité le P. Ingold, est né à Vézac, en Sarladais. Théologal de l'église de Moulins, il avait du talent pour la chaire et s'était formé sous le P. Le Jeune aux exercices de la mission. Il entra dans l'Oratoire en 1679, avec son frère. Il a publié en 1674, à Limoges, chez Barbou, et en 1679, à Toulouse, son oraison funèbre de son maître, sous ce titre : *Discours funèbre sur la vie et la mort du R. P. Lejeune, appelé communément l'Aveugle*, etc., in-8°. Cette composition, écrite avec pureté, doit figurer dans la *Bibliographie du Périgord*.

Comme le précédent, le P. Pierre Moret était Périgourdin et fit partie de la mission prêchée à Bergerac par le P. Bachelerie sous l'épiscopat de Guillaume Le Boux, sorti aussi de l'Oratoire, et qui conféra l'ordination au P. Malebranche. Il était entré dans l'ordre en 1656 ; il enseigna quelque temps les humanités et mourut à Saint-Morlaix en 1712.

Enfin, M. Dujarric signale parmi les premiers oratoriens le frère de Grand du Pouzet, le héros de La Force en 1622, dont il a récemment publié l'histoire, le P. Jean-Geoffroy Grand, écuyer, sieur de Gagnoles, né au château de Tentilhac, paroisse de Bourg-des-Maisons. Il fut reçu dans la congrégation de l'Oratoire en 1641, résida ensuite à Notre-Dame-des-Vertus (Aubervilliers), puis revint habiter la maison de Paris. C'est là que le P. de Gagnoles mourut le 19 avril 1657.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne ensuite communication d'une lettre ni signée ni datée, provenant du fonds Lapeyre,

mais qu'on attribue à M. de la Closure, médecin très appelé d'Aubeterre, au xvii^e siècle, et dont on peut fixer la date par l'adresse du destinataire. Elle a dû être écrite vers la fin de l'année 1687 ou au commencement de 1688 et est adressée à l'abbé de Fénelon, qui devint plus tard archevêque de Cambrai. Il était de retour à Paris de sa mission dans la Saintonge dès les premiers mois de 1687 ; il habitait à cette époque rue du Petit-Bourbon, paroisse de St-Sulpice.

Cette lettre de M. de la Closure sur la maladie de M. l'évêque de Sarlat, François de Salignac, mort le 1^{er} mai 1688, à l'âge de 83 ans, est une véritable consultation médicale, consacrée tout entière à vanter les mérites de l'eau de chaux qui devait alors, mélangée au petit lait d'ânesse, être un remède nouveau pour les hydropisies. Cette longue lettre, intéressante pour nos confrères MM. les médecins, sera publiée dans le *Bulletin*.

M. DUJARRIC nous annonce que la Société archéologique du Limousin a le dessein de venir visiter, dans le courant du mois, les ruines romaines de Chamiers, et nous prie de vouloir bien la diriger sur le terrain.

Le bureau de la Société, auquel se joindra M. Hardy, se mettra entièrement à sa disposition pour lui en faire les honneurs.

A cette occasion, M. HARDY prend la parole pour entretenir l'assemblée de la continuation des fouilles :

« A notre dernière réunion, dit-il, je vous signalais, Messieurs, la découverte à Chamiers, en arrière des deux hémicycles, d'un vaste corps de logis. Nous avons aujourd'hui à jeter un rapide coup-d'œil sur ces importantes constructions ; mais auparavant je vous demanderai de rendre hommage au zèle de MM. Viault et Pinet qui en ont dirigé les fouilles. L'amour de l'archéologie, vous le savez depuis longtemps, est contagieux, et, comme le bon exemple, a des entraînements irrésistibles. Liés d'amitié avec M. Sautet, et voyant les grands sacrifices que notre confrère s'imposait avec un si complet désintéressement, dans l'intérêt de l'archéologie, MM. Viault et Pinet eurent la bonne pensée de lui venir en aide et, d'un commun accord, choisirent avec

lui leur champ d'exploration. C'est par leurs soins et à leurs frais que les fouilles dont nous allons nous occuper ont été faites. Ces messieurs ne pouvaient faire un plus noble emploi de leur fortune, et vous vous associerez à moi certainement pour les féliciter.

» Vous vous souvenez que dès le début des fouilles de Chamiers, j'avais pressenti qu'en arrière des deux hémicycles devait se trouver un corps de logis principal, et qu'en effet des sondages aussitôt effectués avaient révélé de ce côté l'existence de murs de substruction. Les parties actuellement découvertes étonnent par leurs vastes proportions et présentent cette symétrie merveilleuse que nous avons déjà maintes fois constatée.

» Les travaux de terrassement, suspendus pendant l'époque de la fenaison et contrariés ensuite par le mauvais temps, sont loin d'être terminés. Avant de fixer la destination de chaque construction, des fouilles complémentaires devront être faites. Nous nous bornerons donc, pour le moment, à une description sommaire des ruines.

» Orienté de l'est à l'ouest, le corps de logis, dégagé par MM. Viault et Pinet, a sa façade principale du côté du nord. Il comprend un bâtiment central divisé en deux pièces dont l'une, la plus profonde, se termine vers le sud par une abside. Les mesurages effectués par M. Durand ont démontré que le centre de cette abside était à égale distance de ceux des hémicycles, et comme si rien ne devait manquer à la parfaite symétrie des monuments, ce point central de l'abside se trouve sur le prolongement de la perpendiculaire abaissée du milieu de la petite construction du bord de l'eau sur la ligne des centres des hémicycles.

» A droite et à gauche du bâtiment central qui s'avance vers le nord et devait se terminer de ce côté par un portique, s'étendent deux vastes galeries interrompues vers le milieu par une pièce minuscule comme les Romains seuls savaient en construire. Ces galeries, qui avec le bâtiment central ont une longueur totale de 88 mètres, se terminent, à droite et à gauche, par un pavillon. Des attentes de murailles démontrent que les constructions se prolongent en retour d'angle

dans la direction du sud, où sans doute elles circonscriront une cour intérieure.

» Dès aujourd'hui il est intéressant de noter que les murs extérieurs de ces deux pavillons terminaux sont situés sur le prolongement de murailles qui existent en arrière et en dedans des deux hémicycles. Ainsi, par la pensée, nous pourrions déjà reconstituer l'ensemble de ces étonnantes constructions. Les hémicycles en seraient, comme nous l'avions supposé de prime abord, les corps avancés. En arrière et entouré de murailles, un vaste jardin décoré peut-être de pièces d'eau. Puis le corps principal d'habitation avec cour et bâtiments accessoires du côté du sud. Bien entendu, je ne vous donne ici qu'une hypothèse; la suite des fouilles permettra seulement d'en déterminer la valeur.

» Je vous faisais remarquer tout à l'heure encore la merveilleuse symétrie des monuments de Chamiers. Dans les constructions découvertes par MM. Viault et Pinet, nous avons une exception bien singulière à noter. Tandis que le mur de la façade nord est perpendiculaire à l'axe général des monuments, celui du sud oblique dans la direction du nord-ouest, de telle sorte que la galerie va se rétrécissant vers l'ouest et présente, dans sa largeur, à ses extrémités, une différence de 1^m80.

» Chez des hommes aussi habiles que les constructeurs de Chamiers, on ne peut supposer qu'un semblable écart soit le résultat d'une erreur. Ce rétrécissement de la galerie est probablement intentionnel; mais dans quel but? — Il y a là un problème qui se recommande à notre examen.

» Dans le côté occidental de la galerie, nous trouvons aussi deux murs extrêmement rapprochés; un mur extérieur se dessine à une certaine distance, et je me demande si dans l'intervalle on ne rencontrera pas d'autres murs parallèles. Y aurait-il eu, de ce côté, un portique décoré de plusieurs rangs de colonnes, ou des gradins pour permettre à de nombreux spectateurs d'assister à des jeux d'adresse ou à des déclamations? Là encore il faut, avant de se prononcer, beaucoup de réserve et tout d'abord attendre que les fouilles soient complètement achevées. Grâce aux efforts réunis de

MM. Sautet, Viault et Pinet, nous pouvons espérer que cette attente ne sera pas de trop longue durée. »

L'assemblée remercie M. Hardy de ses intéressantes explications.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Chaminade, curé de Ste-Croix-de-Beaumont, par Montferrand, présenté par M. l'abbé Montet et M. Michel Hardy.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Vice-Président,

A. DE ROUMEJOUX.



COUSTATY

ET SES ANTIQUITÉS ROMAINES.

Parmi les nombreuses antiquités romaines que l'on rencontre dans le Sarladais, certaines peuvent être plus importantes par leur étendue, mais il en est peu d'aussi intéressantes que celles de Coustaty. Cette localité, située sur les bords de la Dordogne, entre Bézenac et Saint-Vincent-de-Cosse, et qui fait actuellement partie de cette dernière commune, est depuis longtemps connue des archéologues. Des fouilles y furent faites à différentes reprises par MM. Wlgrin de Taillefer et Jouannet, et dans son *Périgord illustré*, M. l'abbé Audierne, conduisant le voyageur dans les campagnes du Sarladais, lui signalait, « entre Saint-Vincent et Bézenac, » au village de Coustaty, qui fut peut-être, dit-il, une station » militaire à l'époque des Romains, la voie antique de Vésonne à Cahors, passant par ce lieu, les restes d'un vaste » établissement où furent découverts des fondations, des

» pavés, deux magnifiques mosaïques entières, ornées de
» dessins réguliers, composées de petits cubes noirs, rouges,
» jaunes, gris et blancs (1); plusieurs médailles de Tibère,
» de Néron et de Tétricus, un bracelet en cuivre et une
» grande quantité de fragments de tuiles et de vases de
terre (2). »

L'origine du mot *Coustaty* a donné lieu à plusieurs interprétations. Les uns l'ont fait dériver de *cum statione*, d'autres de *constat hic* (3), à cause du passage de la voie romaine; ne pourrait-on pas tout aussi bien y voir la villa de Constantin, *villa Constantini*? Nous donnons cette étymologie pour ce qu'elle vaut, une simple conjecture, sans prétendre même que le mot Constantin rappelle autre chose que le souvenir des Romains. On sait combien ce nom a été populaire dans les Gaules et le sens général qu'y attribuaient nos pères.

Nous énumérerons rapidement les principaux objets que nous ont procurés nos fouilles à Coustaty :

Mosaïques. — Le fragment de mosaïque que nous possédons est fort beau. Il mesure 1^m de long sur 0^m88 de large, et est formé de petits cubes blancs, jaunes, rouges et noirs. Le dessin représente une grande rosace dans un hexagone qui occupe presque toute la largeur. L'hexagone lui-même est inscrit dans un carré uniquement formé de cubes blancs et noirs; tandis que les quatre couleurs qui viennent d'être indiquées agrémentent les diverses parties de la rosace. La matière des cubes varie avec leur couleur; les blancs sont en silex, les jaunes et les rouges en brique, et les noirs en marbre.

(1) L'une de ces mosaïques a été dessinée par M. de Taillefer (*Antiquités de Vésone*, Pl. XI bis, n^o 1-3), et est conservée au Musée de Périgueux.

(2) *Le Périgord illustré*, par M. l'abbé Audierne; Périgueux, Dupont, 1851, in-8°, p. 610.

(3) *Antiquités de Vésone*, par M. Wigrin de Taillefer; Périgueux, Dupont, 1836, in-4°, t. II, p. 243. — *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, par M. le vicomte de Gourgues; Paris, Impr. nat., 1883, in-4°, p. 353.

Monnaies. — Dans la nomenclature qui va suivre, nous avons adopté la classification de Cohen. Pour les modules, le lecteur voudra bien se reporter à l'échelle de Mionnet.

Octave-Auguste. — CAESAR PONT . MAX. Sa tête laurée, à droite. — R/. ROM . ET AVG. Autel orné de figures entre deux colonnes surmontées chacune d'une victoire. — Moyen bronze, mod. 6.

Agrippa. — M . AGRIPPA L . F . COS . III. Sa tête, à gauche, avec la couronne rostrale. — R/. S . C. Neptune debout, nu, avec un manteau sur les épaules, tenant un dauphin et un trident (717-742 ; de J.-C. 27 à 12). — Moyen bronze, mod. 7.

Auguste et Agrippa (Colonie de Nîmes). — IMP . DIVIF. (Têtes adossées d'Auguste et d'Agrippa, l'une nue, l'autre avec la couronne rostrale. — R/. COL. NEM. (*Colonia Nemausensis*). Crocodile à droite, enchaîné à un palmier ; dessous, deux palmes. — Moyen bronze, mod. 7.

Vespasien. — IMP . CAES . VESPASIAN . AVG . P . M . TR . P . P . P . COS . III. Sa tête laurée, à droite. — R/. IVDAEA CAPTA S . C. Palmier ; à gauche, un Juif debout, les mains liées derrière le dos ; derrière lui, un bouclier ; à droite, une Juive assise sur une cuirasse et pleurant ; devant elle, un bouclier (824, de J.-C. 71). — G. B., mod. 10.

Domitien. — IMP . CAES . DOMIT . AVG . GERM . COS . XIII . CENS . PER . P . P . Sa tête laurée, à droite. — R/. FORTVNAE AVG . VSTI S . C. La Fortune, debout, à gauche, tenant un gouvernail et une corne d'abondance. — M. B., mod. 7.

Trajan. — IMP . TRAIANO AVG . GERM . DAC . P . M . TR . P . Sa tête laurée, à droite. — R/. COS . V . P . P . S . P . Q . R . OPTIMO PRINC. Victoire marchant, à gauche, et tenant une couronne et une palme (857-863, de J.-C. 104-110). — Argent d'une conservation remarquable, module 4.

Antonin. — ANTONINVS AVG . PIVS . P . P . Sa tête laurée, à droite. — R/. BONO EVENTVI COS . II . S . C. Génie nu, debout, à gauche, auprès d'un autel paré et allumé, tenant une patère et deux épis (802, de J.-C. 139). — M. B. assez bien conservé, mod. 7

Marc-Aurèle — IMP . CAES . M . AVREL . ANTONINVS AVG . P .

M. Sa tête laurée, à droite. — R/. SALVTI AVGVSTOR . TR . P . XVII . COS . III . S . C. La Santé, debout, à gauche, nourrissant un serpent enroulé autour d'un autel et tenant un sceptre (915, de J.-C. 162). — G. B., bien conservé, mod. 9.

Septime-Sévère. — L . SEPT . SEVER . PERT . AVG . P . M . TR . P . X. Son buste lauré, à droite. — R/. Illisible. La Fortune, assise, à gauche, tenant un gouvernail et une corne d'abondance. — Superbe G. B., un peu fruste au revers, mod. 8.

Gallien. — GALLIENVS AVG. Sa tête radiée, à droite. — R/. DIANAE CONS . AVG. Cerf marchant à droite. — Magnifique petit bronze, mod. 4.

Salonine (femme de Gallien). — SALONINA AVG. Son buste diadémé, à droite, avec le croissant. — R/. FECVNDITAS AVG. La Fécondité, debout, à droite, tenant une palme et une corne d'abondance ; à ses pieds un enfant. — P. B.

Tétricus père. — IMP . TETRICVS P . F . AVG. Son buste radié, à droite. — R/. HILARITAS AVGG. La Joie, debout, à droite, tenant un sceptre et une corne d'abondance. — P. B.

Id. — IMP . TETRICVS P . F . AVG. Son buste radié, à droite. — R/. LAETITIA AVGG. La Joie, debout, à droite, tenant une couronne et un sceptre. — P. B.

Probus. — IMP . C . M . AVR . PROBVS PIVS F . AVG. Son buste casqué, à droite. — R/. Illisible. — P. B.

Constance Chlore. — D . N . FL . CL . CONSTANTIVS NOB . CAES. Sa tête laurée, à droite. — R/. FEL . TEMPO . REPARATIO. L'empereur terrassant un ennemi. — P. B.

Licinius I^{er}. — IMP . LICINIVS P . F . AVG. Sa tête laurée, à droite. — R/. LICINI AVGVSTI. Dans le champ, en trois lignes : VOTIS XX. — P. B.

Constantin I^{er} (le Grand). — CONSTANTINVS AVG. Son buste lauré, à droite. — R/. BEATA TRANQVILLITAS. Temple surmonté du globe crucigère avec ces mots en trois lignes : VOTIS XX. A l'exergue : P . T . R. — P. B., mod. 4.

Id. — **CONSTANTINVS AVG.** Sa tête laurée, à droite. — R/. **D . N . CONSTANTIN MAX . AVG.** Couronne de chêne avec ces mots en deux lignes : **VOT . XX.** A l'exergue : **S . P . H . B.** — P. B.

Id. — **CONSTANTINVS P . F . AVG.** Son buste lauré, à droite. — R/. **GLORIA EXERCITVS.** Deux soldats vis-à-vis l'un de l'autre appuyés, d'une main sur leurs lances, de l'autre sur leurs boucliers ; entre eux, deux enseignes pliées. — P. B., mod. 3.

Id. — **IMP . CONSTANTINVS P . F . AVG.** Son buste lauré, à droite. — R/. **SOLI INVICTO COMITI.** L'empereur debout, à gauche, tête radiée, tenant une palme et le globe crucigère ; de chaque côté de l'empereur les lettres **F - T.** — P. B., mod. 5.

Id. — **CONSTANTINVS P . F . AVG.** Variété du type précédent. — P. B., mod. 5 (1).

Fausta (femme de Constantin). — **FLAV . MAX . FAVSTA AVG.** Son buste, à droite. — R/. **SECVRITAS REIPVBLICAE.** A l'exergue : **S . T . R.** L'impératrice, debout, à gauche, réchauffant deux enfants sur son sein. — P. B.

Crispus. — **CRISPVS NOB . CAES.** Sa tête laurée, à droite. — R/. **CAESARVM NOSTRORVM.** Couronne de chêne avec les mots **VOT . X** en deux lignes. — P. B., mod. 4.

Id. — **IVL . CRISPVS NOB . C.** Même type.

Constantin II (le jeune). — **CONSTANTINVS IVN . NOB . C.** Son buste lauré, à droite. — R/. **GLORIA EXERCITVS.** Deux soldats, debout, en face l'un de l'autre, appuyés sur leurs lances et leurs boucliers ; entre eux, deux étendards pliés. — P. B., mod. 3.

(1) On a trouvé, à Coustaty, une grande quantité de monnaies de Constantin presque toutes semblables ; nous n'avons cité ici qu'un exemplaire de chaque type. Pareille observation s'applique aux monnaies de Fausta, de Crispus et de Constantin le Jeune.

Decentius. — D . N . DECENTIVS P . F . AVG. Son buste nu, à droite. — R/. (VICTORIAE) DOM . N . AVG . ET CAES. Deux victoires debout, en face l'une de l'autre, supportant une couronne sur laquelle on lit : VOT . V . MVLT. — B., mod. 5.

Valens. — D . N . VALENS P . F . AVG. Son buste lauré, à droite. — R/. SECVRITAS REIPVBLICAE. Victoire debout, à gauche, tenant une couronne et une haste. — P. B., mod. 4.

Objets divers. — 1° Un bouloir à mortier, de 0^m22 de long sur 0^m12 de large ;

2° Trois meules à bras, en pierre dure, servant à moudre le grain et mesurant 0^m40 de diamètre et de dix à douze centimètres d'épaisseur ;

3° Plusieurs briques rondes ayant 0^m24 de diamètre, et 0^m04 d'épaisseur ; une de ces briques a même une épaisseur de huit centimètres ;

4° Une lampe ronde en cuivre, portant sur son pourtour deux appendices de même métal, destinés à l'accrocher ;

5° Un couteau en fer, ou plutôt un stylet renflé à l'une de ses extrémités et aplati à l'autre ;

6° Une grande quantité de débris de marbre de diverses couleurs ;

7° Des tessons de vases en terre grisâtre, et un tesson d'amphore en terre rouge ;

8° Des débris de pavé en béton et brique. Nous ne voulons pas parler ici de ces pavés que l'on rencontre dans toutes les substructions romaines, et qui n'ont de remarquable que leur consistance ; mais bien d'un certain genre de pavé qui semble avoir été mis ici à profusion. Il nous prouve que les Romains étaient des gens pratiques, et que la question de l'assainissement d'un appartement avait été parfaitement résolue par eux. Pour enlever l'humidité d'une salle, ils avaient imaginé le moyen suivant : Sur la terre bien unie, ils plaçaient une couche de béton, et disposaient au-dessus, à côté les unes des autres, des tuiles à rebords très bombées, la partie creuse reposant sur le sol, de manière à former autant de tuyaux qu'il y avait de rangées de tuiles. Les intervalles étaient remplis d'une autre couche régulière de bé-

ton, sur lequel on plaçait alors le pavage en pierre ou en mosaïque. A l'extrémité des rangées dont nous venons de parler, se trouvait un canal collecteur qui recevait tous les suintements provenant de la couche supérieure, et établissait aussi une ventilation qui enlevait l'humidité de la salle.

II

Les notes que l'on vient de lire étaient écrites depuis longtemps, lorsque les travaux entrepris pour le passage de la voie ferrée du Buisson à Sarlat nous forcèrent à en retarder la publication. Nous voulions, en effet, autant que possible, ne rien oublier.

Les fouilles nécessitées par la construction du chemin de fer ont mis à nu plusieurs portions de mosaïques, des fûts de colonnes finement sculptés en feuilles d'ache ou d'acanthé ou simplement unis, deux charniers recouverts de chaux vive et une quantité considérable de pans de murs. Les deux charniers n'ont pu être conservés, parce qu'ils se trouvaient dans l'axe de la voie ; les murs ont été démolis, sinon en entier, du moins en majeure partie, et l'on en remarque encore quelques vestiges dans la tranchée du chemin de fer. Pour les mosaïques, nous avons pu, non sans de grandes difficultés, en enlever un fragment ; les autres, malgré nos demandes réitérées et nos pressantes réclamations, ont été brisées et portées dans les remblais. Quant aux fûts de colonnes, le marteau ne les a pas respectés davantage ; ils sont allés s'échouer chez un propriétaire de la commune de Bézenac, lequel les a achetés trois francs le mètre cube à un entrepreneur trop complaisant et les a utilisés, en qualité de moellons, dans une bâtisse quelconque.

Quoique la plupart des objets trouvés dans les fouilles du chemin de fer soient irrévocablement perdus, nous devons dire néanmoins que pour un moment, hélas ! trop court, nous avons eu le rare bonheur d'en sauver quelques-uns. Ce sont des urnes ou débris d'urnes et des pantures de portes. Quelques grands bronzes aux types de Faustine I et de Gor-

dien III y ont aussi été recueillis ; mais comme toutes ces monnaies sont frustes, nous ne les mentionnons ici que pour mémoire. N'oublions pas de mentionner également, dans la tranchée du chemin de fer, la découverte d'une piscine bâtie en briques que la pioche des ouvriers n'a pas respectée.

Il existe encore à Coustaty, en dehors de la voie ferrée, d'autres antiquités romaines. Nous y avons remarqué notamment la base d'une tour ronde en petit appareil et semblable, à part ses proportions beaucoup plus restreintes, à la tour de Vésone. Nous nous empresserons de signaler à la Société archéologique les découvertes que nos fouilles ultérieures ne pourront manquer de nous procurer.

Louis GARVÈS.



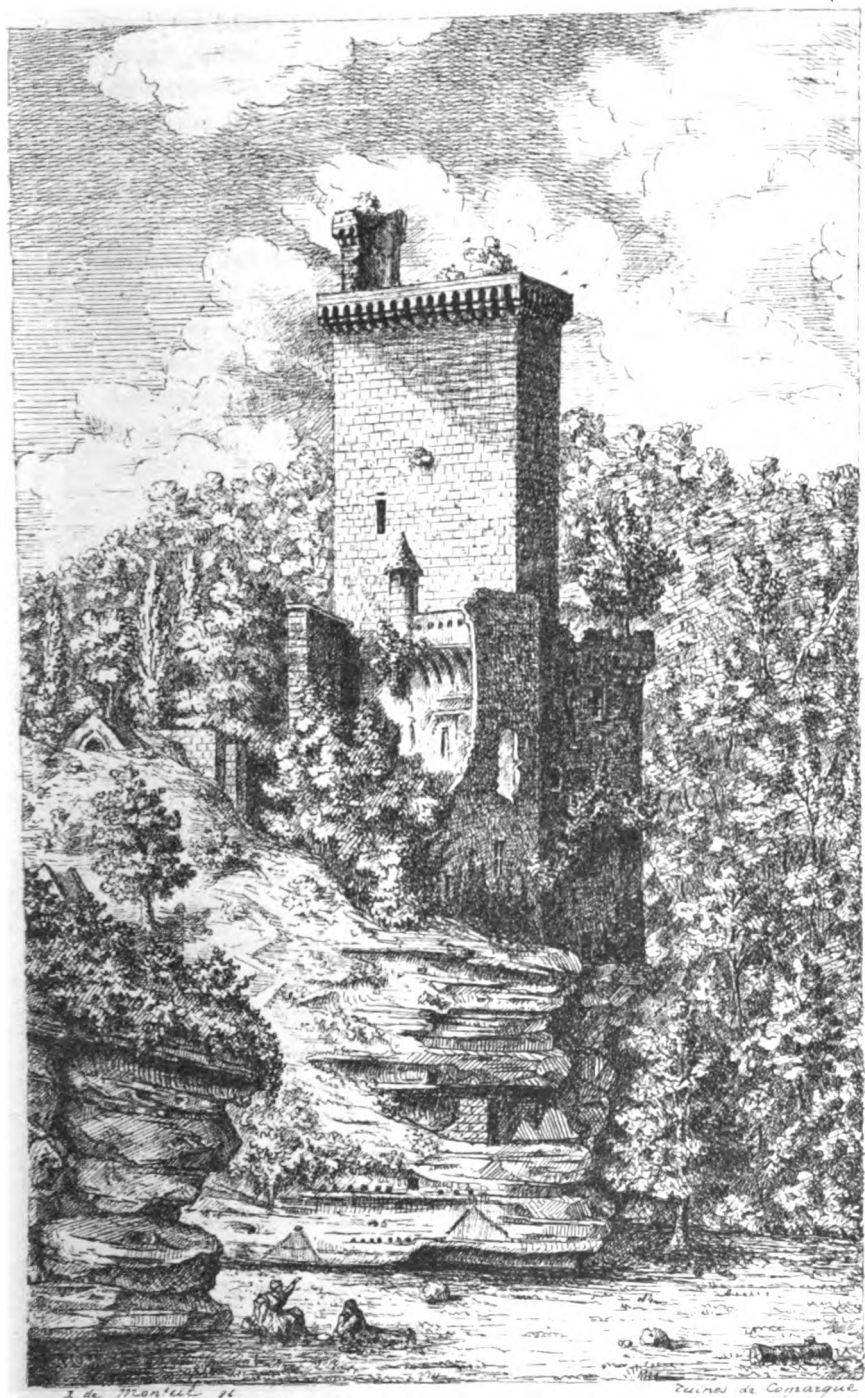
COMMARQUE. — LAUSSEL.

Il n'est pas de voyageur qui, passant à la station des Eyzies, n'ait admiré les sites pittoresques, les rochers grandioses qui s'offrent à sa vue et au milieu desquels court, indifférente et toujours trop pressée, la locomotive qui l'emporte. Combien peu, séduits par ces paysages attrayants, sont revenus voir en artistes ce qu'ils avaient entrevu en voyageurs. Plus rares encore ceux qui, ne bornant pas leurs excursions aux grottes des Eyzies, sont allés demander aux vallées voisines leurs riches trésors : archéologues et peintres y trouvent largement leur compte.

Je ne veux parler aujourd'hui que de l'étroite vallée de la Béune et de ce qu'elle contient au point de vue qui nous occupe : les ruines de Commarque et celles de Laussel, deux sœurs nées à quelques siècles d'intervalle et dont les destinées ont toujours été liées.

Quiconque s'est occupé de l'histoire du Périgord, a rencontré le nom de Commarque et a dû se rendre compte du rôle important que jouèrent les seigneurs de cette maison.

C'est sur la rive gauche de la Béune qu'ils avaient élevé la forteresse imposante dont on peut encore contempler le superbe donjon que ni les siècles, ni les guerres, ni les orages politiques n'ont pu abattre. On ne sait ce qu'il convient le plus d'admirer : la hardiesse du plan de l'architecte ou l'habileté de celui qui l'exécuta. Le dessin que je joins à cette notice représente ce qui reste du château, vu de la vallée. Ce point de vue est sans contredit de beaucoup le plus pittoresque : on embrasse d'un seul coup-d'œil la masse du château, le donjon dont les lignes sont restées intactes et les pans de murs ruinés, couverts de lierre, au travers desquels croissent des ormeaux et des ronces. L'ensemble de la construction est du **xv^e** siècle ; son état ne permet guère aujourd'hui de juger des modifications qui n'ont pu manquer d'y être apportées. Commarque, en effet, changea souvent de maîtres : ils s'appelèrent successivement Commarque, Beynac, de Martres, Beynac, et de nos jours MM. de La Tour du Roc et Perri, sans parler des Templiers et des Anglais qui le possédèrent quelque temps. Il eut à souffrir de la guerre de Cent-Ans et des coups de main des religieux ; de là des réparations inévitables, mais dont il ne reste rien. Nous savons cependant que la porte sud fut ouverte à la fin du **xv^e** siècle par Claude de Martres, alors gardien du château, au nom du comte d'Escars, qui s'en était emparé (1569). En face de cette porte s'élevait autrefois un second château, connu et désigné toujours sous le nom de maison de Commarque. La légende rapporte que cette demeure avait été construite par un seigneur de Commarque au retour de la croisade. A son départ, il avait échangé son château et ses terres contre les ressources en argent et en armes nécessaires pour faire, lui et ses gens, la guerre lointaine. De cette maison de Commarque, il ne reste plus qu'un monceau de pierres dont l'abord est défendu par un fourré impénétrable. Un fossé, le fossé actuel du sud, profond de six mètres environ, séparait seul le château de la maison qui, fortifiée elle-même, avait toujours, par les seigneurs de Beynac et de Martres, été considérée comme une rivale dangereuse et une ennemie à abattre. De ce côté, un village



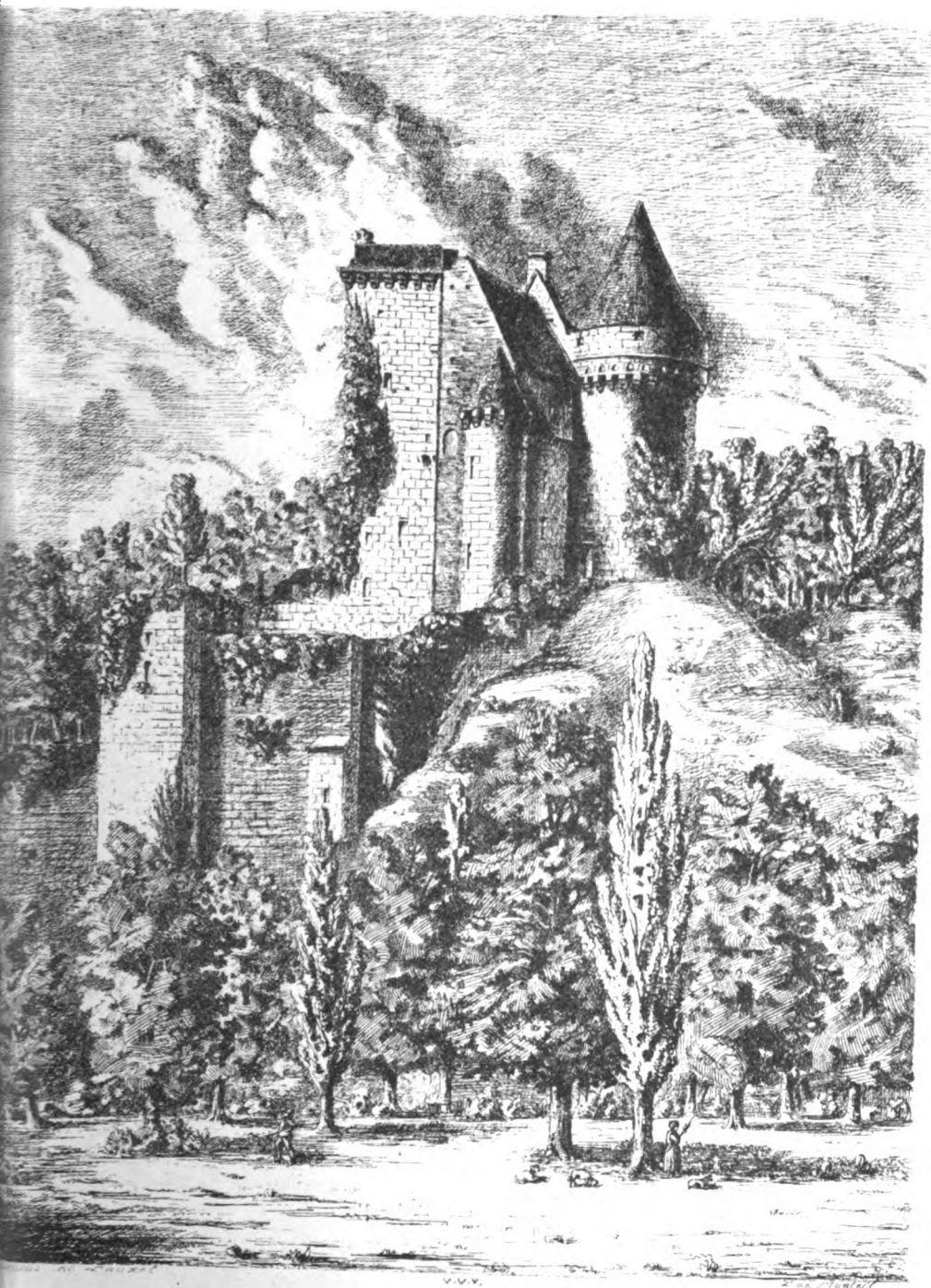
entier a dû exister. On voit encore quelques toits appartenant à des constructions relativement plus modernes. Mais la pente des terres est rapide en cet endroit, et des éboulements ont peu à peu enseveli tout ce qui n'était pas le château lui-même, comme si la nature, fière de sa parure, eût voulu en mieux faire ressortir la majestueuse supériorité.

On pénétrait dans la cour intérieure par un pont-levis dont les deux piles subsistent seules. L'accès en est aujourd'hui très difficile, et c'est à travers des décombres qu'il faut se frayer un chemin ; l'intérieur des tours est tellement ruiné qu'il ne saurait y avoir grand intérêt à les visiter ; une petite guérite surmonte et termine le mur de gauche, on voit encore les restes d'une voûte élevée, peut-être celle d'une chapelle ou d'une salle d'armes.

Le château est fièrement posé sur un massif avancé de rochers aux assises allongées et très découpées. — Du côté de la Béune, ce bloc est à pic et d'une hauteur de 25 à 30 mètres environ. L'effet est saisissant. Entre le coteau boisé et le château, un ravin profond rendait l'escalade absolument impraticable. Les rochers qui servent de fondements sont percés de deux ouvertures carrées indiquant qu'ils ont été habités eux-mêmes. Ils devaient évidemment communiquer avec le château, auquel ils ont peut-être servi de caves, d'oubliettes ou plus simplement de dépendances. Rien d'anormal, d'ailleurs, dans un pays où l'on trouve de nos jours des rochers habités. Plus bas encore, des appuis creusés régulièrement dans le roc, ayant supporté les poutres des hangars ou maisons bâtis au pied du château. Par suite du mouvement des terres supérieures, le niveau de la vallée s'est sensiblement élevé, et ces appuis se trouvent aujourd'hui presque au niveau du sol.

Fatigué de suivre les détails de la haute rangée de créneaux du donjon de Commarque, et plus haut encore ceux de la guérite qui le surmonte, l'œil se repose agréablement sur la délicieuse ruine de Laussel, que quelques-uns appellent aussi Loysel. Situé vis-à-vis de Commarque, sur la rive droite du ruisseau et à pic également sur l'encaissement de la vallée, ce joli castel du *xv*^e siècle n'a pu être construit que par

un possesseur du château. Bien fol qui eût osé, à cette distance, braver les maîtres de l'orgueilleuse forteresse, sans la permission desquels pas une pierre du gentil castel n'eût pu être posée. Le sort de celui-ci aurait d'ailleurs pu servir plus tard à inspirer à notre aimable poète sa fable du pot de terre et du pot de fer. Quoi qu'il en soit, Laussel aima mieux vivre en bonne intelligence avec son redoutable voisin ; il céda ou fut cédé, car dès 1512 il appartenait à Jean de Commarque, qualifié de seigneur de Laussel, et qui déclare être âgé de 50 ans dans une enquête faite pour affirmer le privilège des bourgeois de Sarlat, exempts du ban et arrière-ban. (Archives du département de la Dordogne, cartons Sarlat, E. 62). Au siècle suivant, Laussel appartient à la famille Boucher. En 1666, François Boucher, seigneur de Laussel, y habitait. Quel fut le rôle joué par ce château dans notre histoire ? En joua-t-il un ? Le fait est douteux par les raisons exposées tout à l'heure. D'ailleurs, ses moyens de défense n'ont rien de sérieux que ce qu'ils tiennent de la nature. Les créneaux et mâchicoulis ne sont plus, comme ceux de Commarque, dessinés en vue d'attaques probables, mais bien pour l'enjolivement des tours et avec une recherche plus grande du style. Au siècle dernier, en 1738, donation fut faite de la terre et seigneurie de Laussel par messire Jacques de Boucher, écuyer, seigneur de Laussel, au profit de M. le marquis de Beynac. Laussel était déjà en ruines, car il est dit dans l'acte : « La terre et seigneurie de Laussel, avec toutes ses dépendances et appendances, consistant en un château tout délabré et prest à s'écrouler et autres battimens en très mauvais état, prés, bois, vignes, terres labourables et autres pays incultes. » Cette dernière dépendance semble être restée le seul apanage du château, tant est pauvre et dénudé l'aspect des coteaux qui l'avoisinent. Dans le même acte, ce Boucher, seigneur de Laussel, se réservait seulement une rente annuelle dérisoire de « quarante livres pour en pouvoir disposer comme bon luy semblera, et en cas qu'il n'en dispose pas, il prie mond. seigneur marquis de Beynac, et les siens à son défaut, de donner ladite somme de quarante livres à tels prêtres ou reli-



gieux que bon luy semblera, pour dire des messes pour le salut de son âme ». La valeur totale des biens cédés était estimée à « neuf cens livres ». L'acte est signé : Laborie de Lauxel, Boucher de Baynac, Meyrignac de Boyl, prieur de Saint-Vincens, et Lasserre, curé de Carsac. (Archives des notaires de Sarlat.)

Si grande qu'ait été autrefois l'importance de ces deux résidences seigneuriales, le temps les a réduites, et de tout le mouvement qui a dû se produire autour d'elles, il ne reste plus rien. Laussel est peut-être encore habité : seuls les hiboux et les éperviers peuvent trouver un abri dans les lézardes de Commarque. La vallée est à peu près déserte et absolument inculte. Je ne sais quels en sont les propriétaires, mais il est à souhaiter qu'ils la laissent en cet état, sinon pour eux, du moins pour le touriste, amoureux du pittoresque, et le chasseur en quête d'une bécassine au pied de ces rochers, sur lesquels l'homme, au temps de l'âge de pierre, forçait le sanglier et le daim. Il est vrai que ceux-ci devaient alors y être moins rares que celles-là aujourd'hui.

X. DE MONTEIL.

ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,

HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT

DE NONTRON (*Suite*).

CANTON DE NONTRON. — *Commune de Nontron* (suite).

III. — INSTITUTIONS RELIGIEUSES.

§ VIII. — *Couvent et Eglise des Cordeliers.*

L'ordre des Frères mineurs fut institué par saint François d'Assise en 1208, approuvé par le pape en 1215 et établi à

Limoges en 1221, d'où ils allèrent fonder à Nontron un établissement auquel le pouillé de Nadaud assigne la date de 1267, en ajoutant qu'il faisait partie de la province de la grande Aquitaine et était, en 1400, le troisième de la custode du diocèse de Limoges et marqué aux décimes pour 41 livres.

Ces religieux, revêtus d'un large vêtement de gros drap gris avec une ceinture de cordon, d'où leur nom des Cordeliers, établirent leur couvent et leur église, dédiée à saint François, à l'ouest et en face du *Castrum* de Nontron, à mi-côte de la colline, séparée par le ravin où coule le ruisseau du Merdanson. Ces constructions, en forme de parallélogramme, se composaient : au nord, de l'église ; à l'est, à l'ouest et au sud, du réfectoire, du dortoir, de la demeure du supérieur, de la cuisine et des cellules, à rez-de-chaussée et premier étage, le tout encadrant une vaste cour entourée de cloîtres ; plus d'une petite cour, au sud, suivie d'une grange et des bâtiments de service ; et, enfin, d'un vaste enclos, qui porte encore le nom de Prê-des-Cordeliers et dans lequel passe aujourd'hui une partie du boulevard conduisant de Nontron à la gare du chemin de fer.

Les Frères mineurs de saint François ne s'établirent donc à Nontron qu'en 1267 ; car, il n'en est question dans le testament, en 1252, de Guillaume de Magnac qui, cependant fit des legs aux Frères mineurs de Limoges et à tous les autres établissements religieux de Nontron, sa ville natale. Par contre, il en fut autrement dans les actes postérieurs à 1267 ; ainsi :

Du 5 des kalendes d'octobre 1271, testament par lequel Itier de Magnac, chevalier de Nontron, lègue aux dits Frères mineurs un repas à consommer le jour de sa sépulture : *Item lego fratribus minoribus unam refectiorem in die sepulture mee.*

Du mercredi après l'octave de la Purification 1291, testament de Bernard Ramnulphi, chevalier, seigneur de Javerlhac, par lequel il lègue au couvent des Frères mineurs de Nontron une réfection entière. Ce testament fut exhibé à Angoulême en 1301, en présence de divers personnages

parmi lesquels le gardien des Cordeliers de Nontron, frère Gérard de Chiesa. (Nadaud).

Du samedi avant la fête de tous les Saints 1292, fondation par Gérard de Maulmont, exécuteur testamentaire de Marguerite de Bourgogne, du couvent de Saint-Pardoux-la-Rivière, auquel il concéda la paroisse entière, sous la réserve en faveur des Frères mineurs de Nontron de dix livres de rente annuelle : *Specialiter reservatis conventui fratrum minorum de Nontronio duodecim libris annui redditus datis a dicta comitissa prefato conventui* (Voir au canton de Saint-Pardoux, *Bulletin* de 1882, p. 579).

Du 7 des ides de juin 1294, testament de Séguin de Saint-Pardoux-la-Rivière, auquel est appendue l'empreinte originale du sceau du gardien des Frères mineurs de Nontron, représentant : saint François nimbé montrant les stigmates ; avec cette légende : S . GARDIANI : FRM : MINOR : DE NOTROIO — *Sigillum gardiani fratrum minorum de Nontronio.* (*Sigillographie du Périgord*, par Ph. de Bosredon) (1).

Du 5 des calendes de mai 1303, testament par lequel Adhémar Seguin, de Saint-Pardoux-la-Rivière, lègue : *conventui fratrum minorum de Nontronio unam refectiorem semel.* (Voir au canton de Saint-Pardoux, *Bulletin* de 1882, p. 591).

Du mercredi après la fête de la Sainte-Trinité 1324, autre testament par lequel Jean Vigier, chevalier, seigneur d'Aucors, lègue au couvent des Frères mineurs de Nontron : *Unam refectiorem competentem annis singulis perpetuo...* à la charge d'un anniversaire à célébrer chaque année au jour

(1) Dans un acte du 26 juin 1637, nous trouvons sur timbre le sceau du Frère provincial représentant, dans un écu parsemé de lis, saint François debout et nimbé, étendant et relevant les bras et les deux mains à la hauteur des épaules, pour montrer les stigmates. Au-dessus de la tête et dans l'exergue : une croix de Malte, suivie de SIG . M . PROV..... (le reste illisible). — Un autre sceau sur cuivre représente : saint François dans la même pose, les cheveux flottants et sans auréole, les lis de l'écu remplacés par 12 merlettes, ou oiseaux sans pattes, superposés six à droite et six à gauche ; dans l'exergue, la croix de Malte et ces mots : SIG . M . PROV . P . AQVT . REFORMATORM.

de son décès et, en outre, *sezagenta solidos semel solvendos*. Parmi les témoins figure : *Venerabilis vir Chousiti ordinis fratrum minorum de Nontronio*.

Du 30 septembre 1352, testament d'autre Itier de Magnac, chevalier, de Nontron, par lequel il lègue pour la réparation du monastère de Nontron cent livres et, par substitution au cas de décès de ses fils, petits-fils et frères germains, la moitié de ses biens pour un établissement scolaire dans ledit monastère des Frères mineurs de Nontron (voir au canton de Saint-Pardoux-la-Rivière, *Bulletin* de 1880, p. 401).

Du dernier avril 1476, testament d'Agnès de Maulmont, damoiselle, dame de Connezac, veuve de Théobald de Conan, par lequel elle lègue aux Frères quêteurs de Nontron, deux boisseaux de froment : *Fratribus questoris de Nontronio, duos boysellos frumenti*.

Du 20 mai 1505, testament par lequel Dauphin Pastoureau, seigneur de Javerlhac, requiert que son corps :

Soet ensevely au couvent des Frères mineurs de Nontron es tombes de mes pere et mere, devant lostiel de monsieur Saint-Jehan avec l'habit de monsieur saint François et que soet enterre honorablement et selon mon estat et que sur ma tombe soiet mis ung tahu couvert dung drap honeste, tout ainsi que les nobles et gentilshommes ont acoustumé de fere. Item veux et ordonne que au jour de ma sépulture soyent deux-cents prestres, autant a la Septenne et autant au chief de lan.... Donne et legue au couvent des Cordeliers de Nontron, pour la reparation du corps de leur eglise, cinquante livres tournez une fois payees, une chappe, ung corabeau de camelot et ung ensensier d'argent de la valeur de trente livres. Par en ce les Freres du dict couvent seront tenus tous les jours de lan, durant ung an apres mon deceps, dire un *Me recordere* sur ma tombe et mon corps fera la procession en tout le clostre et apres le dict tems les lundi solement....

Le 22 mars 1523, Louise Pastoureau, femme de Jean Pastoureau, fait des legs aux Cordeliers de Nontron ; veut être ensevelie dans la chapelle St-Jean et qu'à son enterrement, il y ait trois-cents prêtres, autant à la semaine et autant au bout de l'an. (Nadaud).

On peut juger, par les extraits de ces deux testaments du rang que dans les xv^e et xvi^e siècles, la famille Pastoureau,

dont nous reparlerons, occupait dans la ville de Nontron, où nous l'avons déjà trouvée, dès le xiv^e, propriétaire de rentes et d'immeubles considérables.

En résumé, il résulte de ce qui précède que, du xiii^e au xvi^e siècle et avec les dons et secours des principales familles de l'époque, l'établissement des Cordeliers de Nontron ne fit que croître et prospérer. Mais lorsque, en 1569, les Huguenots s'emparèrent de Nontron, leur premier soin fut de piller le couvent et de saccager l'église dont ils effondrèrent les voûtes en pierres.

A partir de cette époque et pour réparer ce désastre, les dons affluèrent et les concessions de tombeaux se multiplièrent les uns dans l'église et les autres dans les cloîtres, d'après divers documents de l'époque, parmi lesquels nous choisirons ceux relatifs à ces réparations, à l'état intérieur de l'église et au personnel des religieux.

Ainsi Nadaud nous apprend que :

En 1631, Thibaud de La Brousse, seigneur d'Atis, chevalier de l'ordre du Roy et conseiller d'Etat, fonda deux régents, un de philosophie, l'autre de grammaire pour les Cordeliers de Nontron, ville de sa naissance, pour y instruire la jeunesse et donna, à cet effet, 200 livres de rente ; et, qu'en 1654, il augmenta cette rente de 50 livres et changea la fondation en une messe quotidienne.

Du 8 juin 1637, devant J. Peyrot, notaire royal, acte de concession de tombeau, ainsi libellé :

Au couvent des Frères mineurs de la ville de Nontron et dans le réfectoire dicelui... Sont personnellement constitués reverend pere Nicolas Girard, définiteur perpetuel en la present province d'Aquitaine, gardien du dit couvent, frere Daulphin de La Pousge, frere François Robin, frere Jehan Grandchamps, frere Jehan Manus, frere Jehan Mercier, frere François de Villards, tous prestres religieux du dit couvent et y habitants, assistés de maistre Louis Ruben, licencié es loix, scindie apostolique du dit couvent, habitant de la dite ville, pour eulx et les leurs, dune part ; Et François Chazaud, marchand, habitant de la dite ville, dautre. Comme

cy devant les auteurs et predecesseurs du dit Chazaud heussent leurs tombeaux et sepulture dans leglise du dit couvent et dans la chapelle St-Blaise, du coste de l'epistre et pres lautel dicelle, tirant jusques a la petite arcade qui est proche du dict autel, lesquelles sepultures les dits auteurs du dit Chazaud avoient quitte en temps de contagion et ne voulant le dict Chazaud perdre icelles sepultures, aucontraire, desire les maintenir pour luy et les siens et en jouir comme ses precedents auteurs faisoient, iceluy Chazaud auroit cydevant supplie ledit reverend pere gardien de luy permettre la jouissance des dites sepultures, ce que le dict reverend pere gardien luy auroit accorde et de fait luy permit dy mettre une petite fille qui deceda, puis six mois en ça et afin de perpetuelle memoire et jouissance a ladvenir des dites sepultures, le dit reverend pere gardien, assisté des dits Lapousge, Robin, Grandchamps, Manus, Mercier, Villards, religieux, ensemble du dict Ruben, leur syndic, a dabondant permis, comme par ses presentes, permet au dict Chazaud de prendre les dictes sepultures dans la dicte chapelle de St-Blaise et soubz la petite arcade tirant vers le dict autel, consentant quil y fasse mettre deux tombeaux lung pres de lautre et en jouisse a ladvenir tant luy que ses successeurs, comme luy et ses predecesseurs avoient accoustumé de faire. Et, en consequence de ce, le dit Chazaud a baillé et remis au dict sieur Ruben, scindic apostolic, la somme de dix livres.... »

A la suite de cet acte ont été transcrits : 1° l'approbation donnée le 26 juin 1637 par les commissaires apostoliques, capitulairement assemblés dans le couvent de Casteljalous.

2° L'attestation suivante :

Nous, provincial soubz signe, ayant lu et examine le present titre et à la requisition du sieur Chazaud, nous estant transporte dans l'eglise de ce couvent de Nontron, avons trouve que la chapelle de St-Blaise dont il est fait mention audit acte ne subsiste plus et est comprise à present dans celle de Nostre-Dame, en sorte que les tombeaux dudit sieur Chazaud sont maintenant au milieu de la dite chapelle de la Vierge, lequel droit de sepulture luy a été accordé pour luy et les siens comme bon amy et bienfaiteur de nostre couvent. En foy de quoy avons signé le present acte et scellé du petit sceau de nostre office ce ij aoust 1645. Signé : BRACHET, père provincial ; par commandement, F. LEGIER, secretaire.

3° Et les annotations ci-après :

Soit memeire que en l'an 1640 les reverends peres si desux firent defaire

lotel St-Blaise et rompre la grande pille quy estoit derriere e par inci mirent la dicte chapelle St-Blaise et celle de Ste-Claire, toutes deux en une et firent une voute de bois entre les deux dites chapelles, en la place où étoit la pille et convertirent ces deux chapelles en celle de Nostre-Dame pour servir à nous autres confreres. Cette mesme annee on bastit le cloître et le porche de devant l'église. Lon fit aussy le tabernacle doré et lan qui vient lon faira celluy de la dite chapelle Nostre-Dame. Signé : CHAZAUD. C'est ce qui fut faict et nous confreres le firent paindre et cousta trente livres par un paintre de St-Jugnién en 1646. Signé : CHAZAUD.

Du 2 mai 1651, devant Dubasset, notaire royal, testament dudit Chazaud par lequel :

Ledit testateur veut estre ensevely dans les tombeaux qui lui appartiennent dans la chapelle de la Vierge au couvent des Pères Cordeliers ou souloit estre l'autel de St-Eloy et de St-Blaise sur main droite... Legue au dit couvent tout ce quy luy peut estre dheu montant à la somme de dix livres et aussy la somme de quinze livres une foys payee pour estre employee aux reparations de lesglise....

Du 28 octobre 1663, testament par lequel Pierre Madagon, bourgeois, lègue :

Sous forme d'obit deux septiers de bled froment et un septier seigle de ranthe annuelle, a la charge d'une messe basse tous les mois pour le salut de mon âme et de mes père et mère, tel jour de son debces, et une grande messe avec diacre et sous diacre annuellement et le jour que la dicte ranthe se payera.

Le 1^{er} novembre 1669, messire Blaise d'Aydie, chevalier, seigneur de Vaugoubert et de Champagnac, mari d'Antoinette de La Brousse. fut inhumé dans la chapelle Ste-Anne.

Le 22 octobre 1679, devant Quilhat, notaire royal, amortissement d'une rente annuelle de dix livres par les dames religieuses de Ste-Claire, et quittance de deux cents livres payées, est-il dit :

A la descharge de dame Anne de Gives, veufve de feu messire Antoine

Daguesseau, en cinquante et six louis d'argent d'un escu piece, un louis de trente sols et dix sols par les reverends peres sistant pour ce sujet capitulairement assemblees au son de la cloche... Presants : Ange Clunhac, predicateur et gardien dudit couvent ; Adrian Feuliet, predicateur et viquaire diceluy : Bonaventure Laquintane, excustode de Tholozé et predicateur general ; Mathieu Linares, confesseur et discret ; Joachim Quilhac, predicateur et maistre des jeunes et Anthoine Dupuy, predicateur, assistés de Pierre Fantif, chirurgien soubz syndiq et en absence de Jean du Verneuil, sieur de Hauterive, scindiq apostolique... La dite somme doit estre utilement employee à la bastisse, refection et exhaussement du dortoir du dict couvent de St-François, lequel menace de ruyne, ce qui a ete accepte, approuve et ratifie par R. P. en Dieu Jean-Baptiste Durand, docteur en theologie, provincial de la grande province des Freres mineurs d'Aquitaine.

Du 9 mai 1684, devant M^e de Jalanihat, notaire royal, testament par lequel Jean Ruben declare vouloir que :

Son corps soit porte et enterre aux tombeaux de ses predecesseurs qui sont dans lesglise des reverends peres Cordeliers, et que ses heritiers donnent la somme de cinquante livres pour la reparation du dit couvent à la charge de quarante messes.

Le 8 décembre 1693, Mathieu Arbonneau lègue dix-huit livres pour la réparation de la chapelle de Notre-Dame.

Du 2 décembre 1718, devant Delapousge, notaire royal, testament de Jean de Mazerat, sieur de La Chapoulie, par lequel :

Il veut être enterré dans les tombeaux de ses prédécesseurs qui sont dans la chapelle de Notre-Dame des Cordeliers.

Du 31 janvier 1741, Grolhier, notaire royal, testament de François Mège qui lègue à l'église des Cordeliers cent livres pour acheter trois grands tableaux du *Signe du Sauveur*, de *St-Jean* et de *St-Simon*.

Du 21 septembre 1743, même notaire, testament par lequel Bertrande Pastoureau, épouse Feuillade, lègue trente livres

à chacun des autels en l'honneur de la Nativité de la très-sainte Vierge, de St-François et de St-Antoine de Padoue.

Enfin, pour abrégé et sans parler des nombreuses donations faites pour droit de tombeau soit dans l'église, soit dans les cloîtres à des fidèles de toutes conditions, nous ne relèverons, parmi les concessions gratuites que celle ci-après, transcrite sur les actes de l'état-civil :

Le 1^{er} juillet 1625, faict le service de Peyronne, laquelle demouroit au village de La Coste, estoit servante à toutes bonnes gens de bien et son dict corps a este emporte au couvent des Peres Cordeliers pour y estre ensevely.

En voilà, d'ailleurs, assez pour constater que le couvent des Cordeliers dut être, au xvir^e siècle, restauré et reconstruit en partie et que les principaux autels de son église furent dédiés à St-François, à Notre-Dame, à Ste-Anne, à St-Jean, à St-Eloi, à St-Blaise, à Ste-Claire, et à St-Antoine de Padoue.

Il en ressort encore que deux confréries y furent établies, savoir :

1^{re} *Confrérie de Notre-Dame de la Nativité*, fort ancienne, puisque nous la trouvons mentionnée dans une reconnaissance de rente du 28 novembre 1471, consentie par Pierre Régis à noble François de La Porte, sur, est-il dit dans le terrier :

Une terre située devant le moulin du vicomte de Limoges, confrontant aux chenevières de Pierre de Mazerac d'une part et à la vigne de la confrérie de Notre-Dame.

D'autre part, et dans son testament du 20 mai 1505, Dauphin Pastoureau donna :

Une chappe processionnelle de camelot blanc à la grant confrerie de Nostre-Dame.

Nous avons vu qu'en 1640 François Chazaud parle de cette confrérie que nous trouvons mentionnée dans un testament, reçu Delapousge le 27 septembre 1693, par lequel Henri Dupeyroux légua :

Aux réparations de la chapelle de Nostre-Dame de la Nativité dix livres payables après decebs en ce que les confraires seront tenus de faire dire en leur chapelle pour le repos de son âme quatre grandes messes de mort... et aux confrères de la Nativité les livres qu'il a payé pour eux et qu'ils lui sont redevables.

Des 24, 26, 27, 29 juin et 6 juillet 1782, information par le juge de Nontron, à la requête de M^e Léonard Grolhier, sieur Desvirades, juge de la baronnie de St-Martial-de-Valette, et Pierre Boyer, sieur de Menesplier, bourgeois et négociant, en qualité de syndics de la chapelle de la Nativité de la Sainte-Vierge ; la dite requête constatant :

Qu'à côté de la chapelle en entrant dans l'église des révérends pères Cordeliers, sur la main gauche il y a un tronc en bois placé dans le mur et qui fermait avec deux cadenats... que le jour d'hier... dimanche, environ les quatre heures après midy, un certain quidam... aurait scié les deux cadenats... et étoit à meme de voler tout l'argent s'il n'en avoit esté empêché par le R. P. Marcillaud de Lavalette, docteur en théologie, supérieur de la maison.

Suit le procès-verbal de visite des lieux dressé par M^e Pierre Fantif, sieur de Lescure, procureur postulant, faisant fonctions de juge, en l'absence du titulaire, en présence des deux syndics et des R. P. Lavalette, gardien ; Depéré jeune et Blanchard, et avec l'assistance de Pierre Ratineau, dit Lamarante, chargé de l'administration de la dite chapelle.

Le 19 mars 1790, les syndics sus-nommés de la confrérie de la Nativité de la Sainte-Vierge, établie dans l'église des Cordeliers, déclarent à la municipalité que :

« La confrérie n'a aucuns biens fonds et que son mobilier se compose

de trois manteaux pluviaux en soye galonnés d'or avec des franges aussi en or, une chazuble en soye sur laquelle est l'image de la Vierge relevé en bosse d'or ; un autre manteau pluvial, une petite custode dorée, une bannière représentant la solennité de la fête, un devant d'autel en soye avec les crédances, sur lequel il y a l'image de la Sainte-Vierge relevé en bosse d'or et galonné de même ; cinq autres devant-d'autel avec leurs crédances, le tout en soye et de différentes couleurs ; six grands chandeliers dorés, une lampe de cristal, une lampe et une couronne d'argent pesant 26 onces ; dix robes pour le buste de la Vierge de différentes étoffes et couleurs, trois napes, trois drapeaux, cent dix chaises garnies de paille, une tenture de tapisserie en laine qui garnit les portes latérales de la chapelle qui sert pour la confrérie, un orgue avec trois soufflets, le jeu est composé d'une montre, d'une simbole, la fourniture est sans flûte, la pédale est en mauvais état, tous les autres jeux sont garnis en flûtes et en trompettes ; il y a quelques flûtes de la montre seulement qui sont en bois. »

Voici enfin, et pour clore ce paragraphe, ce qu'a publié à ce sujet, dans la *Semaine religieuse*, M. l'abbé René Bernaret, à l'occasion de la visite pastorale de Mgr Dabert, évêque de Périgueux, du 3 avril 1876 :

« Le lambris de l'église des Pères, ou des Cordeliers, était peint à fresques dans le genre de celui qu'on voyait naguère à Sainte-Ursule de Périgueux, où étaient les Dominicains. On y voyait les statues des douze apôtres. La fête patronale de la Nativité y était célébrée avec une grande solennité. La veille on y chantait le *Salve Regina*. On faisait ensuite, avec la statue de la Vierge, une procession qui était répétée le lendemain, après le sermon des vêpres. Les fidèles se procuraient des rubans de couleur blanche, appelés Livrées, et se faisaient un bonheur de les porter pendant toute l'octave de la fête. »

12° La confrérie du Tiers-Ordre y était également fort ancienne, puisque, dans son testament de 1505, Dauphin Pastoureau déclare vouloir être enseveli « avecques l'habit de monsieur Saint-François. »

D'autre part, et dans un acte de baptême du 18 avril 1696, figure Marguerite Delaforêt, qualifiée « d'ancienne supérieure de l'ordre de Saint-François établi à Nontron. »

Enfin, et vers 1730, les Cordeliers ayant laissé placer l'autel du tiers-ordre au fond de la chapelle de Saint-Jean fondée par la famille Pastoureau, celle-ci intervint, et voici copie d'une déclaration donnée à ce sujet :

« Je soussigné, gardien du couvent des Frères mineurs de Nontron, déclare, après en avoir conféré avec la communauté et l'avoir capitulairement assemblée pour demander leurs avis et suffrages, que nous ne prétendons donner aucune atteinte aux droits de patronage ou fondation que la famille des sieurs Pastoureau de Lagrange a sur la chapelle de Saint-Jean qui est dans notre église, conformément aux anciens titres et transactions, ni embarrasser leurs tombeaux et le service qu'il y aurait à faire pour eux dans ladite chapelle, par l'autel du tiers-ordre qu'on a mis au fond, autel que les Frères et Sœurs du tiers-ordre n'ont aucun droit de tenir là, et que nous avons demandé comme une grâce auxdits sieurs Pastoureau d'agréer qu'il y reste, servant d'ornement à l'église et à la chapelle et y attirant du service divin, des messes et des prières. En foy de quoy avons signé avec nos discrets ce.....

Signé : F. L. MORIN, *gardien* ; F. J. ESSANAUD, *custode* ;
F. DALY, *lecteur en théologie* ; F. A. NICARD,
F. B. LACIAUD, F. B. MOULINY, *lecteur de*
prône. » (1)

(1) Il résulte de la déclaration qui précède que la chapelle Saint-Jean fut, en effet, fondée par la famille Pastoureau, mais à quelle époque ? Du XIII^e au XIV^e siècle ? C'est probable ; mais ce qui est certain, c'est que ce fut au moins au XV^e. Nous avons vu, en effet, que dans son testament de 1505, Dauphin Pastoureau dit qu'il « requiert que son corps soit ensevely au couvent des Freres mineurs de Nontron es tombes de mes pere et mere devant lostiel de monsieur Saint-Jehan.... »

La susdite déclaration parle d'anciens titres et aussi de transactions au sujet desquelles nous trouvons ce qui suit dans le testament du 21 mars 1689, reçu Pindray, notaire, par lequel Dauphin Pastoureau, sieur de La Grange, mari de Marie Dohet, demeurant au repaire noble de Lannet, paroisse de la Chapelle-Montmoreau, déclare : « Veux que mon corps soit ensevely et inhumé dans la » chapelle appelée de Saint-Jean, dans le sepulchre dont je suis fondateur et mes » heritiers et predecesseurs inhumés et enterrés dans icelle chapelle scize dans » le couvent des Pères Cordeliers.... Je veux et ordonne que lon fasse faire la » ceinture autour par le dehors de la dicte chapelle avec mes armes et timbre... » Suivent divers legs, à la condition, est il dit : « Que la transaction passée avec » Charles et François Pastoureau, sieur de Lagrange et de Lasserre, sera exécutée

La date de cette déclaration est en blanc, mais elle est postérieure à 1725, date d'une quittance donnée par le Frère Louis Morin, qui n'était alors que custode, et l'acte suivant de 1744, où il est qualifié de gardien.

Du 18 septembre 1744, par acte reçu Grolhier, notaire, vente du domaine du Petit-Breuil, paroisse de St-Martial-de-Valette, mouvant, y est-il dit, du comte de Ribérac, à cause de son château de Montcheuil, par M^r de Lamberterie au R. P. Jean-Baptiste Ardant, docteur en théologie, premier Père des Frères mineurs de la régulière observance de la grande province d'Aquitaine ; Louis Morin, ancien lecteur de théologie, définitiveur et gardien du couvent ; Etienne Marchapt et François Blanchard, dûment assemblés en leur chapitre au son de la cloche et faisant la plus saine partie des religieux du chapitre, assistés de M^r Jean de Labrousse sieur du Bosfrand, avocat, juge sénéchal et subdélégué, leur syndic, pour la somme de trois mille livres payées comptant.

Par autre acte du 21 novembre 1745, les RR. PP. Jean-Baptiste Lavergne, ancien professeur et docteur en théologie, custode de la custodie du Limousin, supérieur actuel ; Pacifique Goursaud, Martial Beau, Philippe Tamarelle, Bernardin Boutin, Rémy Chabot, Etienne Marchapt, Ambroise Gigaud constituent pour leur syndic M. M^r Jean de Labrousse qu'ils chargent de pourvoir à l'ensaisinement du susdit bien près du comte de Ribérac, de payer les lods et ventes et, en cas

» selon sa forme et teneur, sans qu'il puisse estre diminué aux devoirs et honneurs honorifiques portés par la dite transaction retenue par Lenoble, notaire royal, et pour l'exécution de laquelle une instance était pendante devant le sénéchal de Périgueux... »

Le testateur n'était d'ailleurs point le fondateur de la chapelle Saint-Jean, mais seulement le restaurateur, ainsi qu'il appert du testament de 1505, de l'acte d'inhumation du 20 août 1627, de Pierre Pastoureau, sieur de La Grange, père dudit Charles, « aux tombeaux de ses prédécesseurs au couvent des Frères mineurs, » ainsi que de celui dudit Dauphin, fils de Charles, « dans la chapelle de Saint-Jean des Pères Cordeliers, dans les tombeaux de ses prédécesseurs, » du 11 janvier 1690.

Quant aux armes dont parle le testament de 1689, elles sont : d'azur à un agneau passant, d'argent.

d'affranchissement, de s'engager à payer à l'avenir une rente annuelle et perpétuelle de un demi-boisseau de froment, mesure de Nontron, portable au château de Montcheuil.

Quant aux membres du personnel autres que ceux désignés dans les divers actes qui précèdent, voici ceux que nous avons recueillis aux dates suivantes :

1321, *fratre Guillermo de Moviliaco* ; 1595, Lazare Aucousturier ; 1621, Jehan Daulphin ; 1632, Hugon ; 1650, François de Mazerat, Mesnard ; 1651, Conte, gardien ; 1652, Paul de Bagen, provincial ; Abadie, confesseur ; 1653, Descamps, gardien ; Paul Sellier, Lacour, François Veyssière, confesseur ; 1654, Bernard-Ange de Gordon, humble ministre provincial ; 1655, Pontiers, lecteur de philosophie ; 1657, Paul Vallier, premier père de province ; 1658, Lacor, Siméon Auvarède, provincial d'Aquitaine ; 1660, Archange Dalesme ; 1663, Joseph Gauchon, vicaire provincial ; 1664, Bonaventure Brachet ; 1668, François Auconsul, custode des custodes ; 1674, Alexandre Dumont, docteur en théologie et prédicateur du Roi, commissaire de province et gardien de Nontron ; Jean Légier ; 1678, Cluniac, gardien ; 1689, Jehan Dumons, docteur en théologie ; 1692 à 1698, Masgondier, gardien ; André, Ladoire, Lajugie ; de 1702 à 1708, Dalby, gardien, Bernard Heyrou ; 1713 à 1725, Dominique Vergnaud, Louis Labrousse, gardien, Louis Morin, Sarlande, Bureau, Lafayardie, Lenoble ; 1738, Bernardin Fougères, procureur ; 1740, Martial Fantif ; 1749, Gigault, Clément, Lavergne, Ambroise, Nadaud ; 1750, Thibaut ; 1759, Jean-Baptiste Aucousturier, gardien et ancien lecteur en théologie ; 1772, Jean-Baptiste Depéret, gardien ; 1780, Racateau, gardien ; 1783, B. Carpnac, ministre provincial, M. Millet ; 1785, R. Laveyrie, ministre provincial ; 1787, Billiar ; et de 1789 à 1790, Pierre Marcillaud de Lavalette, docteur en théologie, gardien ; Jean-Baptiste Depéret, procureur ; de Lamirande, du Jardin, Antoine Cibot, Hugues Dufraise et Bellicot.

Les Cordeliers exerçaient, d'ailleurs, toutes les fonctions du ministère sacerdotal, et nous les retrouvons vicaires de Nontron ; curés, confesseurs et prédicateurs du couvent de Ste-Claire de cette ville, et suppléant enfin, dans les autres

paroisses à l'absence ou à la maladie des curés tiulaires. C'est ce qui résulte, notamment et pour ce dernier cas, d'un acte du 18 avril 1694, reçu Jalanihat, notaire, et constatant la cession aux Cordeliers de Nontron par messire Louis Dohet, curé de Varaignes :

En récompense de leurs bons et agréables services que j'ai reçus et reçois journellement des dicts peres et espere recevoir a lavenir et pour les prieres quils feront pour le salut de mon ame, vingt sestiers froment, vingt sestiers mesture, six sestiers seigle et tout ce qui est convenu en lacte, consenti par Nicolas de Quelen de Caussade, seigneur compte du dict lieu de Varaigne, du 27 février 1692.

De 1789 à 1790, le couvent des Cordeliers de Nontron fut en pleine prospérité et ne se ressentait plus du passage des reitres huguenots et du pillage de 1569. Mais, au moment où ils s'y attendaient le moins, les Cordeliers eurent à faire à d'autres ennemis d'autant plus dangereux que ceux-ci, procédant lentement et par degrés, en vertu de décrets que nous n'avons pas à apprécier ici, confisquèrent purement et simplement tout l'avoir de ces religieux qu'ils expulsèrent de leur couvent ; après quoi, ils vendirent les biens ruraux et affectèrent les bâtiments à des services publics. La première des mesures, préparées dans ce but, donna lieu à la déclaration suivante, contenant l'état détaillé de la fortune mobilière et immobilière du dit couvent, que nous croyons utile, au point de vue historique, de reproduire en majeure partie, d'après le registre municipal de l'époque :

Le 25 décembre 1790, par devant messieurs les officiers municipaux.... Les RR. PP. Pierre Marcillaud de Lavalette et André Lamirande, gardien et supérieur des religieux Cordeliers et mineurs conventuels de Nontron, pour se conformer aux décrets de l'Assemblée nationale des 18 novembre et 24 janvier dernier, sanctionnés par Sa Majesté, ont déclaré posséder :

1° Le couvent qu'ils habitent assorti d'ameublement convenable, ainsi que l'église et la sacristie fournies de vases sacrés et ornements, seule-

ment nécessaires pour le culte divin, trois calices en argent et leurs patènes, deux ciboires en argent, un encensoir, la navette et une petite cuiller, un ostensor, une croix avec son pied, une bassine, deux vieilles burettes, une vieille lampe, le tout d'argent ; six surplis, vingt-quatre aubes, trente amis, vingt lavabos, six serviettes, tant bon que mauvais ; dix cordons, douze napes d'autel et deux garnies ; deux écharpes pour la bénédiction, l'une en galons fins ; neuf essuie-mains, trois pluviaux de couleur, une chasuble, deux dalmatiques, les galons de ces ornements en or fin ; un ornement complet en velours noir et galons fin d'argent ; trois pluviaux avec galons d'or relevés en velours ; une écharpe ; dix-huit chasubles, dont trois en galons fin d'argent ; plusieurs dalmatiques, un pluvier violet avec deux chasubles en galons faux ; plusieurs devants d'autel et collatéraux de diverses couleurs en galons faux ; soixante purificateurs, etc., le tout de peu de valeur.

2° Un jardin attenant à la maison d'environ un journal.

3° Un pré ou enclos affermé 340 livres, par acte de Grolhier, notaire, du 22 décembre 1785 et soixante quintaux de foin.

4° Un domaine au lieu du Breuil, affermé 400 livres, par acte de Grolhier, du 8 février 1786, plus un lopin de terre à Puirigard, produisant tous les deux ans deux boisseaux seigle.

5° *Rentes foncières et directes.* — Sur le tènement de Puymauger, paroisse de Javerlhac, quatre setiers froment, argent une livre, en vertu d'un codicile fait par Elie Mercier, reçu Etienne Robin, prêtre, notaire juré et expédié par Guillaume Freytelys (pas de date, mais nous trouvons deux Robin, notaires, en 1306 et 1486 et Fretelys en 1490). — Sur le tènement des Raynaudes, paroisse de Saint-Martial-de-Valette, deux setiers froment, argent sept sols, geline une, suivant reconnaissances, dont la plus ancienne, par tous les tenanciers est du 13 août 1550. — Sur le tènement de Fontaneau, paroisse de Saint-Angel, un setier froment par acte reçu Fanti, notaire, du 11 juillet 1523. — Sur la maison de Maleu, dit Tauri, sous la rente directe de cinq sols ; 5° Sur une vigne au Puy-de-Flori, sous la rente de cinq livres, une geline et un sol, par acte du 21 juillet 1697, reçu Delapouge, notaire.

Rentes secondes. — Tènement des Salles, paroisse de Nontron, sous la rente de trois setiers seigle, trois setiers avoine, argent une livre, par acte reçu Texier, notaire royal du 29 octobre 1609. — Autre de La Cabane, paroisse de Lussas, un setier froment, argent huit sols, par acte vidimé, et extrait par François Dartiague, notaire royal et apostolique, en la ville de Sarlat, le 29 mai 1559. — Et sur le tènement de la Cote, paroisse de Nontron, sous le devoir de deux boisseaux froment par acte de Salat, arpenteur, en janvier 1621.

Rentes constituées. — Suivant contrat souscrit par M^e Pastoureau de Labesse, pour 150 livres, au capital de 3,000 livres, le 3 octobre 1763, devant Grolhier, notaire. — Arrentement d'une maison près la chapelle de Notre-Dame-de-Nontron, en faveur du sieur Mazière pour la rente de 24 livres, par acte de Grolhier (pas de date). — Rente de 10 livres due par madame Bashayon de Saint-Front-la-Rivière, même notaire (idem). — Rente de 40 livres dues par Mlle Jouvelle, suivant acte renouvelé en 1782.

Obits, fondés par : — Thibaud de La Brousse, seigneur d'Atis, sous la rente de 200 livres, par acte de Bouthinon, notaire royal, du 4 février 1654 ; — par Marguerite Bayle de 50 livres, par acte du 20 juin 1747, Grolhier, notaire ; — dame Catherine des Cars, de 42 livres, 10 sols, par acte du 4 mai 1661 ; Desvars, notaire royal ; — Pierre Sanzai, escuyer, seigneur de La Douze, de 40 livres, par acte du 2 décembre 1694 ; Allafort, notaire royal ; — Aubin de La Couchie, de 16 livres, le 25 mars 1660 ; Piquet, notaire royal ; — Marguerite de Camain, 12 livres, le 7 août 1608 ; Piquet, notaire ; — de Camain sieur de Courtazelle, de 12 livres, par acte du même jour ; — Léonard Roi, 10 livres, du 10 mars 1609 ; Texier, notaire ; — Marie Cadiot, 10 livres, du 26 novembre 1679 ; Janvier, notaire royal ; — par Elie Viellemard, 50 livres, par acte du 6 novembre 1679 ; Dubasset, notaire royal ; — Jean Pichot, 6 livres, le 6 janvier 1616 ; devant Danéde, notaire royal ; — Antoine Vigier, sieur de La Mothe, 5 livres, le 6 novembre 1649 ; reçu Desmoulin, notaire royal ; — Catherine Arbonneau, 5 livres, le 27 novembre 1704 ; Grolhier notaire ; — par Marguerite de Camain, le 26 mai 1615 ; Lapouge, notaire royal ; — François Pastoureau, 3 livres, du 9 mars 1718 ; Danéde, notaire ; — par le seigneur de Javerlhac, 3 setiers seigle, le 7 mars 1606 ; Texier, notaire ; — Thibaud du Reclus, 8 livres, du 4 juillet 1632 ; Phélip, notaire royal ; — Jeanne de Gamache, 9 livres, le 9 août 1628 ; Lenoble, notaire royal ; — Et cinq autres rentes de 1 livre 10 sols à 3 livres.

Charges du couvent. — Chaque année, 48 livres de décimes ; chaque mois 41 messes basses et 7 messes hautes. La communauté est composée de 6 frères religieux avec 1 frère lai.

Meubles de la maison. — Six paires de linceuls à l'usage des étrangers, chaque religieux servant des siens propres ; quatre douzaines de serviettes ; cinq napes, dix lits, dont quatre en très mauvais état ; trois cabinets y compris celui de la sacristie, et quelques autres meubles de la dernière valeur ; enfin les autres petits meubles nécessaires dans une maison.

Bibliothèque. — Moréri, en deux volumes ; ouvrages de saint Augustin ; ouvrages de saint Thomas, en deux volumes ; saint Jérôme, deux volumes ; quelques volumes de Cornélius à Lapeire ; les lois civiles de Domat ;

la Somme de saint Thomas ; Martins ; Bossuet, en 12 volumes ; Histoire ecclésiastique, par le père Alexandre ; Bible de Saci, certains volumes de Bellarnière ; Philosophie de Lemonier, celle de l'abbé Noset, le dictionnaire de Trévoux ; analyse des conciles, par le père Richard, explication de l'écriture sainte, en dix volumes, et un grand nombre d'autres volumes qu'il serait superflu de citer attendu leur peu de valeur.

L'Assemblée nationale avait, d'ailleurs, et le 2 novembre 1789, rendu un autre décret déclarant propriété de l'état et mettant à sa disposition les propriétés et les revenus ecclésiastiques. Le 13 février 1790, elle décréta l'abolition des vœux monastiques ainsi que des ordres religieux. Enfin et le 17 mars suivant elle ordonna la vente des biens ecclésiastiques jusqu'à concurrence de quatre cents millions. En exécution de ces décrets, les Cordeliers furent expulsés ; la Société populaire des amis de la Constitution tint, le 8 novembre 1790, sa première séance dans l'église qui prit le nom d'église des Jacobins ; l'enclos et le domaine du Breuil furent vendus aux enchères, le 12 mars 1791, et le 26 juillet suivant, il fut établi une maison d'éducation dans une partie des bâtiments du couvent, dont l'autre servait de prison et contenait aussi la salle du district et le bureau de conciliation. Après la Révolution, ces bâtiments furent affectés à la Sous-Préfecture, au Tribunal de première instance, à la caserne de gendarmerie et au logement des prisonniers ; ce qui est encore dans le même état à l'exception de la prison, transférée, en 1874, dans un autre local. A cette occasion, le tribunal a été agrandi de tout le local des anciennes prisons établies dans l'église de Saint-François, dont les anciennes croisées à meneaux et les contreforts du côté du nord ont, cette fois complètement disparu. Quant au portail, à l'ouest, dont M. Bernaret disait en 1876 :

Le beau portail de cette église subsiste encore ; les amis des arts et de l'antiquité souhaiteraient (et la réalisation serait facile et peu dispendieuse) qu'on le dégagât de la maçonnerie qui le couvre et la ville posséderait une relique de plus de la foi du moyen-âge.

Mais ces vœux sont restés stériles, et, malgré les plus formelles promesses, les trèfles, les tores et les voussures en tiers point de ce portail du ^{xiii}^e siècle ont été de nouveau recouverts de mortier et le tout à moitié enfoui par un remblai surmonté d'arbres verts du plus mauvais effet. L'antique façade du Moustier de Saint-Sauveur ayant disparu, vienne la démolition du clocher de Notre-Dame, et il ne restera plus rien du vieux Nontron, à moins qu'une administration intelligente ne fasse remettre au jour le portail de saint François.

§ IX. — *Couvent et église de Sainte-Claire.*

« Religieuses Urbanistes, dit Nadaud, fondées à Nontron le trois novembre 1625 ; marquées aux décimes 64 livres. La supérieure est électorale triennale sous la juridiction du provincial des Cordeliers de la même province. »

Dans une déclaration faite au conseil municipal de Nontron, le 10 février 1790, le syndic constate que :

« Les dames religieuses de Sainte-Claire sont établies à Nontron depuis le 3 novembre 1625, sur le consentement de M^{re} Raimond de la Marthonie, évêque de Limoges, et à la demande des habitants de Nontron ; que cette communauté dépend de l'ordre et juridiction des Frères mineurs de St-François ; qu'elles étaient à cette époque au nombre de dix-huit religieuses de chœur, deux sœurs layes et deux novices ; que le couvent consiste en bâtiments anciens et réparés, une église, sacristie, parloir et corps de logis construits depuis l'établissement, le tout sis vers le haut de la ville, sur un local acquis, avec le pré joignant, par contrat du 15 mai 1626 devant Lenoble, notaire, et autre du 2 juillet 1719, devant Lapouge, notaire ; le tout grevé d'une rente foncière en faveur du prieur de Nontron, suivant acte reçu Basset, notaire, le 24 juillet 1655. »

Voici, d'autre part, quant au personnel et à l'administra-

tion du couvent, divers extraits de deux registres de comptes des xvii^e et xviii^e siècles :

« Jésus — Marie.

» La reverende mere Lomonerie, profaïsse du monastère de Ste-Claire de Limoges, aïant este eslue des dames religieuses de Ste-Claire de Nontron pour leur abesse, laquelle se transporta au dy monastere par le commandement de nostre reverand pere Hugon, provincial de la province d'Aquitene reformée, lequel luy a donne la conduite de la ditte communauté, le dis et huictieme feuvrier mil six cens trente et deux, et se trouve qu'il est du au monastere les sommes qui suyvent sy apres :

» Du doit des sœurs de Montsalard.....	3,157 ⁿ » » »
» De la sœur de Ratinos (Ratineau).....	1,200
» De la sœur des Anges.....	900
» De la sœur Jane de Rios (Eyriaud).....	800
» De la sœur Toinette de Ratinos (Ratineau).....	2,200
» La sœur de Labrousse, reste de son doct.....	400
» La sœur de La Noilie, du reste de son doct.....	61

» Toutes les dictes sommes qui sont des docts de professes montent à..... 8,711 » » »

» Plus, il leur est du de restes de pension, a savoir :

» De la sœur Pacifique.....	150 ⁿ » » »
» De la sœur de la Résurrection.....	100
» De la sœur de Ruben.....	150

» Le tout monte..... 9,111ⁿ » » »

» Suit le détail de sommes dues pour autres causes..... 3,527ⁿ 14^s

» Plus elles ont hune meterie nommee La Cote, dun pere de beus, dun pere de vaches ; hune autre nommee La Bucherie, du labourageu, dun pere de beus, dun pere de vaches ; de plus les mines de Meriniat. En foy de quoy les discrettes ont sinne le tout : Sœur Marie de Labrousse, sœur ansienne, sœur Claire d'Aubusson, mere viquaire, sœur Louise Chasfort, sœur Françoisse Pastoureau, sœur Marguerite de Labrousse, sœur Françoisse de Monsalar. — Moy, sœur Suzanne de Lomonnerie et pris la con-

duite de la communauté de Ste-Claire de Nontron, par le commandement de nostre R. P. Hugon, provincial de la province d'Aquitaine reformée, se dis et huitieme fevrier mil six cens trente et deus, auquel tem je confesse avoir trouve dans la dite communote toutes les dites sommes mentionnees sy dessus. Signé : Sœur Suzanne Lomannerie. »

Suivent, pour chaque année et jusqu'en 1790, les comptes détaillés dans lesquels nous ne relèverons, d'abord, que ceux concernant le personnel dont les dots religieuses, en sus de 300 livres pour ameublement, variaient entre 1,000, 1,200, 1,500, 1,800 livres, pour arriver à 2,000 et 3,000 livres, non comprises quelques-unes en immeubles, à savoir :

En 1632, prise d'habit et profession de sœur de Rieu, de sœur de Chapelle ; — en 1633, de sœur Madeleine de Lageard ; prise d'habits de novice des sœurs du Verdier, Maleromain de La Chétardie, Eyriaud, de Bor et du Boucheron ; — 1634, profession de la sœur de La Grange, de la sœur Saint-François, fille de M. le sénéchal d'Angoumois ; de la sœur de l'Assomption, fille de M. Esrios ; — 1635, des sœurs Angélique de Fregouy et de Ratineau.

Là se trouve une lacune de quinze années, et nous arrivons à 1650, où nous trouvons, selon l'usage, un arrêté de compte trimestriel ainsi conçu :

« Vu et verifié par les deux vicaires et les sœurs discrettes (qui ont signé :) Sœur Louise Chasfort, sœur M. de Lanouhaille, sœur Jeanne de Monsalard, sœur Anne de Labreulhie, sœur Jane de Vedrenne, sœur Jane Deriaux, sœur Gabrielle de Bermondet. »

Voici, d'autre part, le mode de réception des religieuses :

« 1650, trois febvrier, nous avons fait professe la sœur Jaquette Vidal, du Calvere. Le reverend pere Menard a dit la sainte messe, fait la predication et la benediction du voyle, en la presence de M. Vidal de Lavergne, son pere, et de M. Vidal, son oncle, et autres de ses parents. Elle promet destre bonne religieuse comme elle signe : sœur Jaquette Vidal, du Calvere. » — « 9 juin, reçu de M. Vidal, de la dotation de sa fille sœur Claude Vidal, de Saint-André, 1,800 livres. — 3 septembre, nous

avons pris la Jane Gerau pour estre religieuse, et la Binle de Fanti pour servir au tour. »

Nous avons dit que les dignitaires du couvent étaient élues tous les trois ans, et voici, à l'appui, un procès-verbal de 1651 :

1651. — « Ce jourdhuy, vingtcinquesme du mois de Novembre mil six cent cinquante et ung, nous, soussigné, frere Paul Sollier, pere de la province d'Aquitaine des Freres mineurs reformés et commissaire du R. P. provincial sur le monastere de Ste-Claire de Nontron, avons procédé a lelection d'une mere abesse, dune mere vicaire, dune metraisse des novices et des quatre discrettes, assisté du R. P. Descamps, gardien du couvent de Nontron. En laquelle election avons confirme en la charge dabesse la reverande mere de la Trinite de La Geard, en la charge de mere vicaire Jane de Montsalard, en la charge de maitresse des novices sœur Madeleine de Bort, en la charge de discrettes Madame Anne de la Breuille, la mere Françoise de La Grange, Madame de la Purification et Madame Gabrielle du Boucheron. En foy de quoy, nous avons sigue avec les disquisitrices et la secrétaire, le mesme an et jour que dessus. (Signé) Sollier, commissaire provincial; Descamps, gardien; sœur de La Grange, sœur Saint-Joseph, disquisitrices; sœur Gabrielle de Bermondet, secretaire. »

« Le 23 may donne lhabit aux filles de Monsieur et Madame Dayquen, conseiller a la cour des Aydes de Bourdeaux, sœurs Marguerite et Jeanne Dayquen, de la Visitation et de l'Anonsiation. Le R. P. Conte, gardien, a fait la predication et benit lhabit et le voyle en la presence de Madame leur mere et autres proches parents... »

1652, juillet, paiement de la dot de sœur Jeanne-Marguerite Rousseau; — 3 novembre, donné l'habit de novice de sœur laye à Jeanne Garnaud; — le 28, prise d'habit de sœur Nicole de la Bénéchie, de la Passion; officiants, les RR. PP. Abadie et Vessière.

1653 et le 2 mars, prise d'habits de novices de M^{lles} de Lavaux, qui sont sœur Renée de Saint-Bernardin et sœur Marthe de Saint-Bonaventure; — le 24 juin, fait passer professe sœur Marie Dayquen de Saint-Alexis; — le 26 octobre, prise

d'habit des filles de M. Masfrand, élu à Angoulême, sœur Anne de Saint-Benoist et Jacquette Pacifique.

1654, en mai, 1 et 3, et en juillet, profession par Charlotte de Fumel, sœur du Saint-Esprit ; Nicole de Laumonerie, sœur de la Passion ; de Renée du Rousseau, sœur de Saint-Bernardin, et de Marthe du Rousseau, sœur de Saint-Bonaventure ; — le 17 décembre, maintien de six des dignitaires et nomination d'Anne de Chétardie, sœur discrète.

1655, le 3 janvier, professions de Marguerite et Jeanne Dayquen, sœurs de la Visitation et de l'Annonciation ; de Anne et Jacquette Masfrand, sœurs de Saint-Benoît et Pacifique ; — le 23 février, donné l'habit de novice à Philippe de Fumel, sœur de Saint-Charles. — Règlement de compte signé par sœurs : Jeanne de Monsalard, Marguerite de Labrousse, Françoisse de Pastoureau, Anne de La Chetardie, Gabrielle de Bermondet.

1656, 15 octobre, donné l'habit de novice à Marguerite de Conan (1).

1657, le 15 novembre, élection et nomination par le R. P. Paul Vallier : à la charge d'abbesse, de Marguerite de La-

(1) Voici, comme modèle du genre, extraits de l'acte notarié passé à ce sujet :

« Au parloir des dames religieuses de l'ordre de Sainte-Claire de la ville de Nontron, cejourd'hui, quinzième octobre 1556, avant midy, ont esté presents messire François de Conan, escuyer, seigneur de Connazat, La Bouchardière et autres places, et dame Marie du Chastain, son espouse, habitant au chasteau de Connazat, paroisse du dict lieu, en Périgort, et Marguerite de Conan, damoiselle, leur fille naturelle et legitime. Laquelle Marguerite, en presence des dicts seigneur et dame de Connazat, ses pere et mere, parlant a dame de Légeard, abbesse ; Jeanne de Montsallard, mere vicair ; Marguerite de Labrousse, mere antienne ; Anne de Labreuilhe, Françoisse Pastoureau, Anne de La Chatardyt et Gabrielle de Bermondet, sœurs et meres discrettes, assistées de Jehan Rastineau, sieur de Moissac, leur seindiq apostolique, leur a dit et remonstre quelle a l'intention de se rendre religieuse au dict monastère soubz le bon plaisir de ses dicts pere et mere, requerrant que les dictes dames la y vouldroir recepvoir, suppliant les dicts seigneur et dame, ses pere et mere, y vouldroir consentir et luy constituer en dot telle somme que bon leur semblera. A quoy les dicts seigneur et dame ont consenty et supplie les dictes dames de vouldroir donner l'habit de religieuse a la dicte Marguerite, leur fille, offrant de luy constituer dot. Sur quoy les dictes dames, capitulairement assemblées, ayant mis ce que dessus en délibération, ont dune commune voix ac-

brousse ; de mère vicair, François Pastoureau ; maîtresse des novices, Madeleine de La Geard, et mères discrètes Jeanne de Montsalard, Jeanne de Védrenne, Gabrielle de Bermondet et Isabeau de Freugie.

1658, 16 octobre, profession de dame Philippe de Fumel, sœur de Saint-Charles.

1659, 15 janvier, profession de la dite Marguerite de Conan, sœur du Sauveur.

1664, 20 janvier, vérification faite par le R. P. Bonaventure Brachet, lequel constate que les immeubles du couvent consistaient, à cette époque, en les métairies de la Coste, de Mérignac, de La Bucherie et de la Tuilière, plus d'un moulin, et que les créances s'élevaient à 16,936 livres, 16 sols et 8 deniers. Il procède aux élections, par lesquelles la mère de la Trinité, Anne de La Breuilhe, est maintenue comme abbesse ; la mère de Montsalard, vicair ; la sœur de Saint-Gabriel du Boucheron, mère des novices, et la mère de La Grange, et les sœurs de la Purification, de l'Ascension et du St-Esprit, discrètes.

corde la priere de la dicte Margueritte et offert de la recepvoir au dict ordre et bailher l'habit de religieuse, a la charge quelle sera tenue, comme elle a promis, de garder et observer les regles du dict ordre, et moyennant que les dicts seigneur et dame ont promis et constitue a la dicte Margueritte, leur fille, la somme de trois mille trois cens livres tournois, tant pour la dot que pour son ordinaire, habits et autres choses necessaires, soit pour tous droits paternels, maternels, directa et collatéraux eschus et a eschoir. Sur laquelle somme le dict seigneur en a presentement bailhe et paye aux dictes dames et scindiq celle de trois cens livres pour lesd. ordinaires et habits en pistoles, louys. escus dor et autres bonnes monnoyes... et les trois milles livres payables... lors et quand lad. Margueritte fera ses vœux de profession aud. ordre. Moyennant la dicte constitution elle a renonce et renonce, du consentement des dictes dames, a tous plus amples droits et pretention quelle pourroit avoir a pretendre en la succession de ses pere et mere en faveur d'Anthoine de Conan, escuyer, sieur de La Bouchardière, son frere. Laquelle dicte somme de trois cens livres cydessus versee, en cas ou lad. Margueritte viendroit a deeseder ou sortir du monastere, soit par infirmitte ou autrement avant lad. profession, demeurera acquize au monastere. Et jusqua la dicte profession, le d. seigneur de Connazat payera de pension annuelle aux d. dames la somme de cent cinquante livres... Et tout ce que dessus les dictes parties ont promis et jure tenir sous obligation de tous leurs biens, presents et advenir, par serment quils ont faict. Et de leur consentement au dict acte y ont estes jugés et condamnés sous le scel royal, en presence de... » (Suivent les signatures des deux témoins, des parties et de Piquet, notaire royal.)

1670, 7 juillet, professions de Françoise Menut, et le 7 septembre de Claire Guichard.

1671, 1^{er} mars, le susdit frère Brachet, vicaire provincial, faisant procéder aux élections, constate que :

« La sœur Charlotte de Fumel, du St-Esprit, a este unanimement et canoniquement esleu mere abbesse ; la sœur Françoise Pastoureau de La Grange a este esleu mere vicaire ; la sœur Marthe de Barraud a este continuée maitresse des novices, et les sœurs Gabrielle de Bermondet, Isabeau de Freugie, Jacqueline Pourten et Claude Vidal ont ete esleus discrettes. Signé : B. Brachet, vicaire de province ; Dumont, custode du Limousin, présent ; sœur de Freugie, sœur de Lomounerie, disquisitrices, et Gabrielle de Bermondet, scribe. »

1672, 3 novembre, profession de Louise de Fargeot.

1674, 28 avril, sœur de Laveyrie est nommée disquisitrice, et le 5 septembre, N... Arbonneau fait profession de sœur laye.

1678, 20 février, profession de sœur laye par Jeanne Fourrier.

Là s'arrête le premier registre, et nous arrivons au second qui ne commence qu'au 1^{er} août 1779 et se termine en 1790 et le 3 septembre, date du visa apposé par les administrateurs du directoire du district de Nontron. Nous y trouvons, quant au personnel :

1779, 24 septembre, arrêté de compte signé par les sœurs Ursule Fargeot, supérieure ; Angélique, vicaire ; Fourien, sœur de l'Assomption, de St-Dominique, discrètes, et de Saint-Georges, procureuse.

1780, 12 septembre, prise d'habit de sœur Pacifique, fille de M. Duchassain.

1783, 5 mai, prise d'habit par Marie Vieillemard, sœur St-Etienne.

1786, 7 décembre, prise d'habit par Jeanne des Bordes, sœur St-Pierre, et par N. Maurelle, sœur St-Jean.

1787, 14 février, prises d'habit par Jacqueline Vieillemard, le 29 mai par Florence Larret de Grandpré, et le 16 juillet

par autre Marie Vieillemard, sœur Victoire. Le 18 décembre, profession d'Anne Desroches, sœur St-Pierre.

1789, 23 mars, prise d'habit par Anne Blancheton et. le 27 juillet, profession par Anne Delrieu, sœur Saint-Laurent.

Le dernier compte établi sur ce registre a été arrêté par les religieuses à la date du 31 mars 1791, et à la veille de leur expulsion (1).

Enfin, et si, pour compléter nos recherches sur le personnel du couvent, nous recourons à d'autres documents, nous y trouvons :

En 1633, profession d'Isabeau de Lubersac, au couvent de Ste-Claire de Nontron ; — 1635, Gabrielle et Madeleine de Bermondet entrèrent audit couvent le 1^{er} décembre ; — 1652, Nicole de Laumosnerie prit l'habit des Urbanistes de Non-

(1) Voici, d'autre part, quelques détails relevés sur ces deux registres de comptes et pouvant offrir quelque intérêt, à savoir :

Que les religieuses de Sainte-Claire tenaient un pensionnat de jeunes filles, appartenant à la noblesse et à la haute bourgeoisie de l'époque. Le prix de la pension, taxé à cent livres au xviii^e siècle, fut élevé à cent soixante pendant le xviii^e.

On y recevait aussi les dames du monde, d'après cette mention : Le 1^{er} febvrier 1650, reçu de Madame la présidente d'Aguesseau, de pension, 145 livres.

Honoraires et gages divers, par année : Confesseur, jusqu'en 1675, cent livres ; à partir de cette époque, 60 livres ; — prédicateur, pour chaque cérémonie, dix livres ; — médecin, trente livres ; — chirurgien, quinze livres ; — maître de chant, par mois, une livre, soit douze livres ; — horloger, vingt sols. — De 1782 à 1785, on trouve des achats de coton pour, est-il dit : « Faire deux paires de bas pour notre scindic, et six paires pour le médecin Feuillade ; une paire de bas à M. le curé de Nontron, deux paires de bas pour notre scindic... »

Domestiques. — Tourière, en 1675, 12 livres 10 sols ; en 1783, 24 livres ; en 1785, 30 livres ; en 1789, 36 livres. — Petite tourière, en 1675, 12 livres 10 sols ; en 1783, 15 livres. — Servante, en 1650, 12 livres, en 1782, 18 livres, et en 1789, 15 livres. — Domestique, en 1650, 20 livres.

Ouvriers ; journée. — Carrier, 12 sols. — Maçon, en 1779, 8 sols ; de 1787 à 1789, 18 sols. — Couvreur, en 1784, 12 sols, et 18 en 1789. — Scieur de long, 10 sols. — Charpentier, 7, 8 et 9 sols. — Menuisier, 8 sols. — Manœuvres, 3, 4, 5 et 6 sols ; en 1789, 8 et 9 sols. — Jardinier, 24 sols pour taille des arbres. — Fournier, pour un septier de farine en pain, 10 sous.

Dépenses. — Froment, de 1634 à 1780, par septier, 4, 5 et 7 livres ; en 1781, 8, 9, 15 livres, et au mois de novembre 17 livres ; en 1782, 16 et 17 livres 10 sols ; de 1782 à 1788, 10, 12, 13, 14 et 15 livres ; en 1789 et 1790, 22, 24, 20 et 22 livres. —

tron, chez lesquelles elle fit profession deux ans après. (Naud.)

Du 22 octobre 1679 :

« Au parloir du couvent des dames religieuses de Ste-Claire de la ville de Nontron, avant midy... pardevant moy, notaire royal... ont este personnellement establies au parloir et grilles dud. couvent dame Yzabeau de Freugie, abbesse diceluy ; Jacqueline Pourtent, mere viquaire ; Anne de Lageart et Charlotte de Fumel, meres anciennes ; Jacqueline Vidal, Nicole de Lausmonerie et Anne de Masfrant, discrettes, assistees de maistre Jean Authier, conseiller du Roy, ci-devant lieutenant criminel en leslection de Saint Jean-d'Angély, leur scindiq apostolique, habitant de la dicte ville. Lesquelles, de leur bon grez et volonte, ont presentement, reellement et comptant, reçu en nostre presence et des tesmoins de messire François de Maulmont, chevalier, seigneur dud. lieu, le chadeau Lasteyrie et Lavie... la somme de deux cents livres en cinquante-six louys dargent dun escu piece, un louys de trente sols et dix sols faisant la dicte somme le-

Seigle, de 1650 à 1787, 3, 4, 5, 6, 8, 11 livres 10 sols ; de 1788 à 1790, 11, 12 et 18 livres. — Mais, en 1782, 7 et 10 livres ; en 1784, 12 livres ; en 1790, 13 et 15 livres. — Vin, la barrique, en 1650, 10 livres ; en 1653, 7 livres ; en 1656, 33 livres ; en 1657, 15 et 18 livres ; de 1667 à 1670, 10 et 11 livres ; en 1672, 5 livres 10 sols ; de 1673 à 1674, 7 et 9 livres ; 1782, 15 et 16 livres ; 1783, 24, 27 et 30 livres ; 1788, 18 à 22 livres ; en 1790, 30 et 40 livres. — Viande de boucherie, la livre : De 1781 à 1786, 3, 4, 5, 6 et 6 sous 6 deniers. — Volailles : la paire de canards et de poulets, de 1 livre à 1 livre 10 sous. — Gibier : un lièvre, 1 livre à 1 livre 10 sous. — Fromage, 7, 8, 9, 10 et 11 sous 6 deniers. — Poisson d'eau douce : de 7, 10, 11 sous 6 deniers et 12 sous la livre. — Poisson de mer : rale, 8 et 12 sous ; soles, 13 et 14 sous ; morue sèche, 15 et 16 sous ; morue verte, 10 sous la livre. — Sucre, en 1650, une livre de cassonnade, 1 livre ; en 1782, une livre de sucre, 24 sols ; en 1786, 17 et 18 sols, en 1789, 1 livre.

Bois à brûler l'aban ou la brasse de 4 stères. — Chêne, de 1651, 12 livres et 15 livres 3 sols ; en 1656, 28 et 29 livres ; en 1668, 14 livres 10 sols ; en 1690, 8 et 9 livres ; en 1684, 14 livres. — Châtaignier, en 1678, 6 livres ; de 1780 à 1789, 4 livres 10 sols, 5 et 7 livres. — Fagots, en 1656, 2 livres 9 deniers ; en 1673, 3 livres 5 sols le cent.

Détail. — Bœufs, de 1780 à 1786, un, 136 livres 10 sols, 173 livres, 174 livres ; la paire, 292 livres 4 sols, 330 et 350 livres. — Vaches, en 1650, une, 18 livres ; 1652, 40 livres ; 1658, 25 livres ; 1671, 27 et 30 livres ; en 1781, 61 livres 15 sols ; en 1787, vache suitée, 120 livres. — Veaux, un, en 1658, 18 livres ; en 1779, 48 livres 3 sols ; en 1781, 62 et 52 livres ; la paire, en 1658, 104 livres ; de 1780 à 1783, 124, 274 et 180 livres. — Porcs, en 1671, deux porceaux, 15 livres 15 sols ; en 1779, une truie suitée, 80 livres ; en 1781, dix cochons, 73 livres ; deux truies, 57 livres ; en 1782, une truie et 4 petits, 20 livres 12 sols ; en 1783, une truie et 7 petits, 40 livres 12 sols ; en 1785, une truie, 84 livres.

guee aud. couvent par defuncte dame Suzanne d'Eyquen, femme du dict seigneur de Maulmont, par son testament du 4 novembre 1664... et ont promis et se sont obligees les dictes dames et celles qui viendront apres elles de faire dire annuellement et perpetuellement vingt messes chaque annee pour le salut de la dicte d'Eyquen... En presence de Pierre Excousseaud, bourgeois, et de Geraud, M^e esperonnier, qui ont signé avec les parties et M^e Quilhat, notaire royal. »

Du 18 avril 1717, acte du même notaire constatant la prise d'habit de demoiselle Marie Pastoureau, fille de feu Jean Pastoureau, sieur de Lagrange, et de damoiselle Françoise Feuillade, en présence de dame Jeanne Parcellier, sœur de Saint-Joseph, supérieure; de dame Marie de Brie, vicairé; dame Jacquette Vidal, du Calvaire, dame Louise de Lageard, dame Denise d'Abzac et autres capitulairement assemblées, assistées de maître Jean de Puibareau, chirurgien, leur syndic.

Du 11 décembre 1743, devant Grolhier, titre de dix livres de rente consenti par demoiselle de Labrousse, à M. M^e François Pastoureau, sieur du Coutirant, avocat et syndic des dames religieuses, et à dame Anne de Champagnac, supérieure; sœur Marie Pindray, procureuse; Marie de Labrousse, Marie Marcillac et Catherine Auby, discrètes.

Du 14 février 1750, devant Boyer, quittance par dames Anne de Champagnac, Marie Pindray, Marie de Brie, Marie de Labrousse, Catherine Auby et Jeanne Gourgousse, à M. Jérôme Marcillaud, écuyer, sieur de Bussac, lieutenant au régiment de Taleyrand, de douze cents livres, payées en deux cents écus d'argent de six livres pièce de la dernière marque.

1760, Marie Faure, Anne Dalesme de Meycourby.

Du 16 janvier 1765, supplique de dames Marie de Pindray, supérieure, et Catherine Auby, sur les réparations à faire à la fontaine de La Cahue, dont l'usage leur est indispensable.

1775-77, sœurs N... Massalout, sœur de Saint-Pierre, N... de Lapeyre, sœur Saint-Thomas.

Voici enfin, et d'après le recensement dressé par la muni-

cipalité de Nontron le 17 janvier 1791, quel était, à cette époque, le personnel du couvent :

- 1° Marie Delrieu, sœur de Saint-Georges, supérieure, âgée de 45 ans.
- 2° Catherine Auby, sœur Angélique, âgée de 72 ans.
- 3° Marguerite Mèredieu, sœur Saint-Dominique, âgée de 72 ans.
- 4° Marguerite Bernard, sœur de Saint-Bernard, âgée de 54 ans.
- 5° Marie Tamagnon, sœur de l'Assomption, âgée de 54 ans.
- 6° Catherine Dubreuil, sœur de Saint-François, âgée de 52 ans.
- 7° Rose Faure, sœur de Saint-Joseph, âgée de 50 ans.
- 8° Marie Blanchon, sœur de Saint-Jean, âgée de 40 ans.
- 9° Jeanne Fonfroide, sœur Saint-Augustin, âgée de 34 ans.
- 10° Marie Lapeyre de Mensignac, sœur de St-Bernard, âgée de 34 ans.
- 11° Claire Dubut, sœur Sainte-Claire, âgée de 33 ans.
- 12° Françoise du Chassaing, sœur Pacifique, âgée de 33 ans.
- 13° Marie Vieillemard, sœur Saint-Etienne, âgée de 25 ans.
- 14° Anne Desroches, sœur Saint-Pierre, âgée de 22 ans.
- 15° Marthe Vieillemard, sœur Félicité, âgée de 22 ans.
- 16° Florence Larret, sœur Saint-Louis, âgée de 22 ans.
- 17° Marie Vieillemard, sœur Victoire, âgée de 21 ans.

SŒURS CONVERSES.

- 1° Marie-Anne Lacoste, sœur Marie, âgée de 77 ans.
- 2° Jeanne Peyraud, sœur Geneviève, âgée de 38 ans.

Déclarent toutes vouloir rester dans leur couvent.

Voilà quant au personnel ; et, quant à l'avoir du couvent, voici en quoi il consistait d'après la déclaration qui en fut faite à la municipalité de Nontron, le 28 février 1790, par M. Thibaut Fourien de Villopré, dernier syndic, et constatant qu'en outre des bâtiments du couvent et de l'église, dont on a déjà parlé, les immeubles consistaient en :

1° Une pièce de terre ; 2° un pré ; 3° le moulin de Puisséchet, avec rente établie par contrat du 20 novembre 1611 devant Fonreau, notaire, et autre du 4 mai 1633, devant Texier, notaire ; 4° un domaine à la Coste, acquis par contrat du 12 février 1628, devant Lenoble, notaire, et autre du 10 mai 1665 devant Piquet, notaire, arrenté à M^{me} de La Ramière, à M. de

guee aud. couvent par defuncte dame Suzanne d'Eyquen, femme du dict seigneur de Maulmont, par son testament du 4 novembre 1664... et ont promis et se sont obligees les dictes dames et celles qui viendront apres elles de faire dire annuellement et perpetuellement vingt messes chaque annee pour le salut de la dicte d'Eyquen... En presence de Pierre Excoussaud, bourgeois, et de Geraud, M^e esperonnier, qui ont signé avec les parties et M^e Quilhat, notaire royal. »

Du 18 avril 1717, acte du même notaire constatant la prise d'habit de demoiselle Marie Pastoureau, fille de feu Jean Pastoureau, sieur de Lagrange, et de damoiselle Françoise Feuillade, en présence de dame Jeanne Parcellier, sœur de Saint-Joseph, supérieure; de dame Marie de Brie, vicaire; dame Jacquette Vidal, du Calvaire, dame Louise de Lageard, dame Denise d'Abzac et autres capitulairement assemblées, assistées de maître Jean de Puibareau, chirurgien, leur syndic.

Du 11 décembre 1743, devant Grolhier, titre de dix livres de rente consenti par demoiselle de Labrousse, à M. M^e François Pastoureau, sieur du Coutirant, avocat et syndic des dames religieuses, et à dame Anne de Champagnac, supérieure; sœur Marie Pindray, procureuse; Marie de Labrousse, Marie Marcillac et Catherine Auby, discrètes.

Du 14 février 1750, devant Boyer, quittance par dames Anne de Champagnac, Marie Pindray, Marie de Brie, Marie de Labrousse, Catherine Auby et Jeanne Gourgousse, à M. Jérôme Marcillaud, écuyer, sieur de Bussac, lieutenant au régiment de Taleyrand, de douze cents livres, payées en deux cents écus d'argent de six livres pièce de la dernière marque.

1760, Marie Faure, Anne Dalesme de Meycourby.

Du 16 janvier 1765, supplique de dames Marie de Pindray, supérieure, et Catherine Auby, sur les réparations à faire à la fontaine de La Cahue, dont l'usage leur est indispensable.

1775-77, sœurs N... Massalout, sœur de Saint-Pierre, N... de Lapeyre, sœur Saint-Thomas.

Voici enfin, et d'après le recensement dressé par la muni-

cipalité de Nontron le 17 janvier 1791, quel était, à cette époque, le personnel du couvent :

- 1^o Marie Delrieu, sœur de Saint-Georges, supérieure, âgée de 45 ans.
- 2^o Catherine Auby, sœur Angélique, âgée de 72 ans.
- 3^o Marguerite Mèredieu, sœur Saint-Dominique, âgée de 72 ans.
- 4^o Marguerite Bernard, sœur de Saint-Bernard, âgée de 54 ans.
- 5^o Marie Tamagnon, sœur de l'Assomption, âgée de 54 ans.
- 6^o Catherine Dubreuil, sœur de Saint-François, âgée de 52 ans.
- 7^o Rose Faure, sœur de Saint-Joseph, âgée de 50 ans.
- 8^o Marie Blanchon, sœur de Saint-Jean, âgée de 40 ans.
- 9^o Jeanne Fonfroide, sœur Saint-Augustin, âgée de 34 ans.
- 10^o Marie Lapeyre de Mensignac, sœur de St-Bernard, âgée de 34 ans.
- 11^o Claire Dubut, sœur Sainte-Claire, âgée de 33 ans.
- 12^o Françoise du Chassaing, sœur Pacifique, âgée de 33 ans.
- 13^o Marie Vieillemard, sœur Saint-Etienne, âgée de 25 ans.
- 14^o Anne Desroches, sœur Saint-Pierre, âgée de 22 ans.
- 15^o Marthe Vieillemard, sœur Félicité, âgée de 22 ans.
- 16^o Florence Larret, sœur Saint-Louis, âgée de 22 ans.
- 17^o Marie Vieillemard, sœur Victoire, âgée de 21 ans.

SŒURS CONVERSES.

- 1^o Marie-Anne Lacoste, sœur Marie, âgée de 77 ans.
- 2^o Jeanne Peyraud, sœur Geneviève, âgée de 38 ans.

Déclarent toutes vouloir rester dans leur couvent.

Voilà quant au personnel ; et, quant à l'avoir du couvent, voici en quoi il consistait d'après la déclaration qui en fut faite à la municipalité de Nontron, le 28 février 1790, par M. Thibaut Fourien de Villopré, dernier syndic, et constatant qu'en outre des bâtiments du couvent et de l'église, dont on a déjà parlé, les immeubles consistaient en :

1^o Une pièce de terre ; 2^o un pré ; 3^o le moulin de Puisséchet, avec rente établie par contrat du 20 novembre 1611 devant Fonreau, notaire, et autre du 4 mai 1633, devant Texier, notaire ; 4^o un domaine à la Coste, acquis par contrat du 12 février 1628, devant Lenoble, notaire, et autre du 10 mai 1665 devant Piquet, notaire, arrenté à M^{me} de La Ramière, à M. de

Verteillac et aux Pères Cordeliers par contrat du 30 novembre 1770 devant Grolhier, notaire ; 5° le bois de Las-Roussias, près de la Maladrerie, arrenté aux religieuses de Saint-Pardoux par contrat devant Grolhier, du 14 décembre 1783 ; le tout sur la paroisse de Nontron ; 6° deux métairies à la Tuillère, acquises le 5 octobre 1655 devant Piquet, arrentées à M. de Verteillac, aux religieuses de St-Pardoux-la-Rivière et à l'hôpital de Nontron ; 7° un four à chaux et à tuiles à la Tuillère, le tout paroisses de Nontron et de St-Martin-le-Peint ; 8° un domaine à Mérignac, paroisse dudit Saint-Martin, reçu d'aumône dotale suivant contrat du 12 février 1628, devant Lenoble, arrenté aux dites dames de St-Pardoux ; 9° une métairie au bourg de St-Front-de-Champniers, acquise par aumône dotale, suivant contrat du 13 août 1712 de Lapouge, notaire, sous la rente seigneuriale due à M. Laugerie et à M. de Verteillac ; 10° un domaine à la Privadie, paroisse de Milhac, délaissé par aumône dotale de dame Jacqueline Vidal par contrat du 9 janvier 1649, reçu Audebert, notaire ; 11° et un domaine à la Bucherie, paroisse de Saint-Saud, délaissé par aumône dotale du 12 février 1628, devant Lenoble, notaire

Rentes constituées : Par quarante-cinq contrats de 1714 à 1789, dont trois devant Danède, Boyer et Pindray, notaires, et tous les autres devant Grolhier et consentis par divers débiteurs pour cause de prêts et quelques-uns pour aumônes dotales, le tout produisant un revenu annuel de 4,204 livres dix sols et représentant, à cinq pour cent, un capital de 84,090 livres.

Mobilier : 1° Dans le couvent : chambre de communauté, une armoire, une table, deux chenets, douze chaises et un grand banc ; — chambre de pensionnaires, deux lits et deux armoires ; — autre, deux lits et une grande armoire ; — autre, deux lits. — Dortoir, lits, deux coffres et deux armoires. — Infirmerie, quatre lits complets, une mauvaise armoire surmontée d'un tableau représentant Notre-Seigneur en croix, un tableau sur la cheminée représentant le couronnement de la Vierge et un autre représentant la fuite de Joseph et de Marie en Egypte, deux chenets de fonte, douze chaises de paille, une bassinoire et un bassin. — Cuisine : un grand potager, table, armoire et batterie de cuisine. — Réfectoire : tables et bancs. — Boulangerie : bluteau et autres ustensiles. — Cuvier : cuves, barriques, pressoir. — 2° Dans la sacristie : un calice d'argent doré, une custode, un encensoir et un ostensor d'argent, deux lampes de cuivre, quatre chapes, huit chasubles, huit aubes, quatre surplis, quatre devants-d'autel, cinq napes d'autel, un lavabo, deux grands livres de chant, un fauteuil en bois et un pupitre.

Charges : A l'aumônier, 500 livres ; entretien de la sacristie, 250" ; pour messes annuelles, 85" ; droits de visite du provincial et élections, 72" ;

prédicateur, 30" ; réparations de la fontaine, 40" ; chirurgien et médecin, cent écus ; loyer et nourriture de quatre domestiques, 600" ; entretien des domaines, 380", et pour décimes, 76 livres.

Enfin, et moins de deux ans après le recensement du 17 janvier 1791, les religieuses furent expulsées de leur couvent, en exécution de la loi du 18 août 1792, et tous leurs immeubles furent vendus le 12 novembre suivant au profit de l'Etat, qui s'empara également des rentes, de l'argenterie, des meubles et de toutes autres valeurs mobilières, sans songer à restituer au moins, auxdites religieuses, le montant de leur dot, ni le moindre secours.

Mais passons, pour clore ce chapitre, de nos institutions religieuses au dernier paragraphe, relatif à l'archiprêtré et à la cure de Nontron.

§ IX. — *Archiprêtré et cure de Nontron.*

Après cet historique abrégé de nos institutions et de nos édifices religieux, venons en donc à celui du culte et de l'administration ecclésiastique, c'est-à-dire de l'archiprêtré et de la cure de Nontron, qui dépendirent du diocèse de Limoges jusqu'au 10 novembre 1793, époque à laquelle la Commune de Paris décréta l'abolition du culte catholique et le remplaça par celui de la déesse Raison.

L'institution des archiprêtres étant antérieure au vi^e siècle, celui de Nontron dut être érigé, s'il ne l'était avant, au moins au viii^e, et après la donation de Nontron à l'abbaye de Charroux.

Mais ce n'est qu'au xiii^e que nous retrouvons parmi les archiprêtres le nom de *Petrus de Monte-Valerio* dans deux actes conservés aux Archives des Basses-Pyrénées, du 17 des calendes d'avril 1246 et du 1^{er} juin 1254. Cet archiprêtre était, en même temps, chanoine de Saint-Junien. — Après lui, Bernard de Ventadour, qui régissait au xiii^e siècle le monastère d'Argentat, en Bas-Limousin. — En 1400, *Johannes Martini*. — En 1489, noble Pierre Foulcon, curé et chapelain

d'Oradour-sur-Vayres (Nadaud). — Vers 1500, Foucauld de Bonneval eut en commande l'archiprêtré de Nontron et ses annexes Oradour et Vayres ; il devint successivement conseiller et aumônier du roi, puis évêque de Limoges en 1510, de Soissons en 1514, de Bazas en 1528 et, la même année, de Périgueux, où il mourut en 1540 (Nadaud). — En 1542, *N... Regis*. — En 1550, Jean de Bermondet, chanoine de l'église cathédrale de Limoges (Idem). — En 1714, François Moustier, curé de Dournazac. — 1781, *N.... Soury*, curé d'Oradour-sur-Vayres.

En ce qui concerne la topographie et d'après la carte géographique du diocèse de Limoges de 1742, l'archiprêtré de Nontron comprenait les paroisses et les établissements religieux suivants que nous y relevons en procédant du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest :

1° Séreillac ; 2° Saint-Laurent-sur-Gorre ; 3° Oradour, prieuré et maison de passage ; 4° Vayres ; 5° La Sablaronne, aumônerie ; 6° Les Salles, communauté d'hommes et maison de passage ; 7° Gorre ; 8° Saint-Basile ; 9° Charonnac ; 10° Maisonneix ; 11° La Voguion, chapelle à dévotions ; 12° Chansat ; 13° Champagnac ; 14° Cussac ; 15° Pageas, maison de passage ; 16° Saint-Michel-de-Chalus, église de village ; 17° Labeille, chapelle à dévotions ; 18° Chalus, gros bourg ; 19° Montbrun, église de village ; 20° Lageyrac ; 21° Boubon, communauté de filles ; 22° Samathie (Saint-Mathieu) ; 23° Bussière-Galand ; 24° Dournazac ; 25° Lachapelle-Monbrandeix ; 26° Milhaguet, église de Malte ; 27° Altaveau, prieuré ; 28° Reillac, église de Malte ; 29° Bussière-Badil, prieuré ; 30° Champniers ; 31° Buxerolles ; 32° Moustier-Ferrier ; 33° Soudac ; 34° Badey, prieuré ; 35° Saint-Estefe-le-Droux ; 36° Etouars ; 37° Saint-Barthélemy ; 38° Piègu, chapelle à dévotions ; 39° Pluviers ; 40° Le Bourdeix ; 41° Teijat ; 42° Vairaigne ; 43° Pensols ; 44° Maraval ; 45° Abjat ; 46° Augignac ; 47° la Chapelle Saint-Robert ; 48° Javerlhac ; 49° Saint-Martin-le-peint ; 50° Savignac ; 51° la ville et la paroisse de Nontron, prieuré, communauté d'hommes, communauté de filles ; 52° Saint-Martial ; 53° Nontronneau ; 54° Lussac ; 55° Autefaye.

Les paroisses indiquées sous les numéros 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 14, 19, 21, 22, 25, 26, 27, 43 et 44 étaient situées en Poitou ; celles des numéros 1, 2, 7, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 20, 23 et 24, en Limousin ; toutes les autres en Périgord. Il se trouvait aussi, anciennement et avant la carte de 1742, trois autres paroisses : celle de Saint-Martin-des-Isles, où existait une chapelle et une fontaine à dévotion, et qui fut réunie à celle de Saint-Martial ; plus celles de Bondaseau et de Fontroubade, réunies à la paroisse de Lussas.

Pour ce qui est de la cure de Nontron, il suffirait de nous en référer à ce que nous en avons déjà dit au sujet des églises paroissiales ; mais nous croyons utile de compléter ces renseignements. Ainsi et quant au personnel de MM. les curés nous avons pu recueillir les noms suivants :

En 1292, *Helie de Manhaco, presbitero de Nontronio ; Arnauldus Posga, vicario*. — 1327, *Aymerico de Lusso, presbitero*. — 1352, *Johanne Fabry, diaconus de Nontronio*. — 1359, *Dilecto et discreto domino Geraldo Pictamini, presbitero*. — 1359, *Dilecto in Christo Guidone de Crucia, presbitero*. — 1392, *Domino Johanne Martondi, presbitero*. — 1432, *Johanne Radueli, presbitero*. — 1457, *Yvonne de Roys, capellano*. — 1458, *Guilhelmo Monuy, presbitero*. — *Discreto viro domino Johanne Vetherimari (Vieillelard), presbitero*. — 1480, *Domino Johanne de Paulhaco, presbitero*. — 1485, *Dilecto domino Helie Laud, presbitero*. — 1487, *Petrus Malleti, vicario*. — 1495, *Massias Ribadelli, vicario*. — 1500, *Joannis Fabri dicti Baillot, presbitero*. — 1501, *honorabili viro domino Aymerico Esporij, vicario*. — 1502, *Venerabili viro domino Johanne Debrossa, vicario*. — 1503, *Stephano Rousanellij, presbitero*. — 1511, *Venerabili viro domino Aymerico Esport, presbitero*. — 1531, *de Doumailhaco, presbitero*. — 1551, Jehan de Puyrenier, prestre de Nontron. — 1595, D. Mousnier, vicaire. — 1596, Jehan Laud, prestre. — 1608, Desages, vicaire. — 1617 à 1626, Couturon, vicaire perpétuel, puis curé, Imbert et Fourien, vicaires. — 1626 à 1678, Estienne Deyriaud, curé ; Imbert, Chaperon, Mercier, vicaires. — 1678 à 1682, Mercier, curé ; Debasset, vicaire. — 1682 à 1685, David de Boismorand de Fondenille,

curé. — 1685 à 1701, Giroud, curé ; Basset, Labrousse, Eyriaud de Mancy ; Garat ; Masgontier, cordelier ; Puybarraud ; Mallet ; Ladoyre ; Lajugie, cordelier ; de Limalgne, vicaires. — 1701 à 1736, Albert, curé ; Dalby, cordelier ; Taraveau ; Louis Morin, cordelier ; Bernard Heyrou, cordelier ; L. Labrousse, cordelier, vicaires.

Par son testament du 22 octobre 1733, M. Albert, curé, déclara vouloir :

« Estre inhumé dans l'esglise et sanctuere du Saint-Sauveur ou l'on a accoustumé d'enterrer les corps de messieurs les curés de Nontron ou sous le clocher de la chapelle de Nostre-Dame-des-Clercs, bastie hors de la presente ville.

1736 à 1744, François de Mosnier, chevalier, seigneur de Planault, curé. — 1744 à 1752, Jean Clédât de Laborie, curé, nommé par acte du 4 octobre 1744 et par dame Françoise Gabrielle d'Orléans de Rothelin, abbesse de l'abbaye royale de Saint-Ausone d'Angoulême, comme patronne de la cure de Saint-Etienne de Nontron et de Saint-Martial-de-Valette, son annexe, vacante par la mort de messire François de Planault, est-il dit dans l'acte de prise de possession, reçu Grolhier, notaire, du 8 octobre suivant. — 1752 à 1793, Turcat, curé, qui prit possession de la cure en février 1752, suivant acte de même notaire ; Ribadeau-Dumaine, Rastineau, Menut et Lapouraille, vicaires.

Le 26 février 1790, en exécution des décrets de l'Assemblée nationale des 18 novembre 1789 et 24 janvier 1790, M. Turcat, curé, déclare à la municipalité de Nontron :

1° Qu'il n'a ni maison presbytérale, ni jardin et que la paroisse lui donne annuellement cent livres pour son logement ; 2° qu'il ne jouit absolument d'aucun autre fond ecclésiastique que d'un petit pré sur la rivière du Bandiat, portant annuellement une charretée de foin, sauf inondation, à la charge de deux messes solennelles pour le repos de l'âme du fondateur ; 3° qu'il jouit d'une autre fondation de cent livres en argent à la charge de cent messes ; de douze obits, payés selon le tarif du diocèse, par messieurs les syndics de la confrérie de Notre-Dame-des-Clercs qui possèdent

les fonds chargés de ces obits ; 4° d'une redevance de six septiers froment par transaction d'autorité épiscopale homologuée par la cour en 1779, à raison d'une scission faite de la cure de Nontron pour en ériger une à Saint-Martial, dont le curé est tenu de la redevance. — Il ajoute que la portion congrue est de sept cents livres ; que les émoluments casuels ne sont point appréciables dans une ville où il y a peu de familles aisées et beaucoup de pauvres à qui il faut plutôt donner que recevoir d'eux. — Qu'il n'a ni titres, ni papiers. — Et qu'enfin il a pour toutes charges vingt-quatre livres de décimes et un déficit de supplément de loyer de la maison presbytérale.

De ce qui précède il résulte suffisamment que les biens et revenus de la cure, quoique modiques, n'en représentaient pas moins le revenu d'un capital de plus de vingt mille francs, disparus, comme les autres biens ecclésiastiques, dans la tourmente de 1790 à 1793.

Voici, d'ailleurs, à ce sujet, quant aux immeubles, le tableau des ventes opérées en 1791 et 1792 devant le tribunal du district de Nontron :

1° Du 5 février 1791, adjudication de deux pièces de terre contigues, près la ville de Nontron, appartenant au couvent de Sainte-Claire, pour 850 francs ; somme payée à l'état..... 1,011' 91

2° Du 12 dudit, d'une pièce de pré, appelé de la Croix-Blanche, au bourg de St-Saud, appartenant à la chapellenie de Notre-Dame-de-Pitié, pour 2,900 fr., somme payée à l'Etat..... 3,378 68

3° Du 5 mars suivant, du domaine de la Priva-die, paroisse de Milhac, au couvent de Sainte-Claire, pour 16,000 fr., payé 18,637 16

4° Du même jour, du domaine de la Bucherie, paroisse de St-Saud, audit couvent, pour 6,850 fr., payé..... 7,601 50

5° Du 12 mars, de la métairie du Petit-Breuil, paroisses de St-Martial-de-Valette et de Nontron, appartenant aux Cordeliers, pour 12,000 fr. ; somme payée..... 13,961 76

6° Du même jour, du pré joignant le couvent

des Cordeliers pour 10,200 fr. ; somme payée..	11,850 68
7° Le 18 mars, la métairie de St-Front de Champniers, au couvent de Ste-Claire, pour 8,400 fr. ; payé.....	9,717 15
8° Du 26 mars, de deux corps de métairie à la Tuillère, paroisses de St-Martin-le-Peint et de Nontron, audit couvent, pour 33,100 fr. ; payé..	38,505 02
9° Du 4 juin, de la métairie de Mérignac, paroisse dudit St-Martin, appartenant audit couvent, pour 4,425 fr. ; payé.....	5,414 22
10° Du même jour, un four à chaux audit lieu de la Tuillère, audit couvent, pour 2,025 fr. ; somme payée	2,326 27
Total à reporter.....	112,104 35
11° Le 15 juin, d'une pièce de pré au moulin de Puisséché, paroisse de Nontron, au susdit couvent, pour.....	2,625 »
12° Du 10 décembre 1791, adjudication d'un pré situé au moulin de Magnac, près Nontron, appartenant à la cure, pour 300 fr., payé.....	342 86
13° Le 12 novembre 1792, bâtiments, cour, jardin et pré du couvent de Sainte-Claire, pour 35,900 fr.; somme payée	38,358 75
14° Le 15 décembre, d'un pré et d'une terre, près de Nontron, à la confrérie de Notre-Dame des Clercs, pour 1,800 fr., payé	1,994 39
15° Le même jour, un pré de la même confrérie, près Nontron, pour 700 fr., payé.....	770 70
16° Le même jour, une terre à la Francherie paroisse de Nontron, à ladite confrérie, pour 500 fr., payé	550 50
17° Le 22 décembre, l'église du Moustier et la maison du prieuré de Saint-Sauveur, pour	7,200 »
18° Et enfin le 19 janvier 1793, adjudication d'une terre à Puyregard, paroisse de Nontron, pour 85 fr., payé.....	93 24
Total des ventes d'immeubles..	164,039 79^c

A quoi il faut ajouter la valeur des immeubles non aliénés, c'est-à-dire des bâtiments, jardin et église des Cordeliers, ainsi que de l'église de Saint-Etienne, soit, au plus bas.....	25,960 21
Total.....	190,000 ^r 00 ^c

Plus, pour les valeurs mobilières ci-après :

1° Pour la cure de Nontron ; rentes, dîmes et obits dépassant mille livres annuellement et représentant un capital de.....	20,000 ^r »
2° Pour le couvent de Sainte-Claire ; rentes constituées, produisant un revenu de 4,204 livres, et représentant un capital de.....	84,090 »
3° Pour les Cordeliers ; rentes foncières et directes, 1,400 fr. ; rentes secondes, 900 fr., et rentes constituées pour argent prêté, 4,200 fr., en tout un capital de	6,500 »
4° Pour le prieuré de Saint-Sauveur ; dîmes, rentes et obits.....	20,000 »
5° Et pour argenterie, cloches et objets d'art de toutes les églises, plus le mobilier des deux couvents, représentant un capital évalué à	19,410 »
Total général en chiffres ronds...	340,000 ^r » ^c

A quoi on devrait encore ajouter la plus-value des immeubles, vendus à vil prix, et dont la valeur a plus que doublé. *Mémoire.*

Plus le prix de ventes de l'abbaye de Badeix et de divers presbytères et églises du canton de Nontron..... *Mémoire.*

Toujours est-il que le revenu annuel des 340,000 fr. ci-dessus, soit 17,000 fr., est supérieur aux 14,500 fr. accordés aux quinze prêtres du canton de Nontron, en exécution des articles 13 et 14 du Concordat du 8 avril 1802, en échange de la renonciation faite « de ne troubler en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés. » Il n'est donc pas à craindre qu'à notre époque de civilisation on puisse jamais

en venir à la suppression du budget des cultes sans une légitime indemnité, les traitements ecclésiastiques ne pouvant être considérés comme rémunération à titre de fonctionnaire, mais comme un acte loyal de libération de débiteur à créancier.

Après ce Concordat, la cure de Nontron dépendit, pendant quelques années, du diocèse d'Angoulême, d'où elle passa à celui de Périgueux, et elle fut administrée successivement par MM. Lavalette, curé, de 1803 à 1809; Ribadeau-Dumaine, vicaire-régent, en 1810; Labat, curé, de 1811 à 1819; Bost, curé, de 1819 à 1827; Lafaye, curé archiprêtre, de 1827 à 1867; Montet, curé archiprêtre, de 1867 à 1868; et, à partir de cette époque, par M. Lavergne, archiprêtre et curé actuel.

Enfin, au point de vue des idées religieuses et des mœurs d'autrefois, rappelons encore et pour clore ce chapitre, que :

1° Les habitants eurent, de temps immémorial, une dévotion toute particulière pour la Ste-Vierge, ainsi qu'il résulte de la chapelle de Notre-Dame du Reclusage, de la chapellenie de Notre-Dame de Pitié et des deux confréries de Notre-Dame de la Nativité et de Notre-Dame des Clercs, ainsi que des statuettes de la Vierge, placées dans des niches, spécialement pratiquées à la façade de l'une des maisons de chaque quartier. Deux de ces niches et statuettes existent encore, l'une au faubourg Salomon, et l'autre à l'extrémité de la rue du Rieu, dans la basse-ville. La ville haute avait aussi les siennes, ainsi qu'il appert d'une procédure criminelle requise contre :

« Plusieurs quidams accusés d'avoir, à Nontron, troublé la tranquillité publique, dévasté des jardins, jeté des pierres aux fenêtres et cassé les vitres, brisé une statue de la Vierge au coin de la maison du sieur Boyer-Laborderie, et tâché d'en briser une autre au coin de la maison de Germain Petit, cordonnier. » (Arch. de la Dordogne.)

2° De même que pour les fêtes de la Vierge, celle de Noël se célébrait aussi en grande pompe et était très populaire, surtout chez les habitants de la campagne qui, cette nuit-là,

descendaient en troupes nombreuses de nos collines en s'éclairant de torches et chantant, au son de la musette, le Noël suivant :

Amis, qu'au chami prendren ? (*bis*)
Per nas a Bethéléem.
Fau seygré quel eytélo
Qu'ey sur la granjo Guilhem ;
Moun Di, commo l'ey bello ! (*bis.*)

Din l'eygleiso entraren (*bis.*),
Lou boun Di saludaren,
Ly présentan resquesto
De gardas lous corps de mao
Et lous beys de tempesto (*bis.*).

Mas, Piarou, n'aublidas pas (*bis.*)
Quellas dous, treys virollas,
Quello lenguo salado,
De vi vief quello couyo,
Per passas la veillado (*bis.*).

Rien n'y manque, le départ, la prière et le réveillon traditionnel. Aujourd'hui, la messe de minuit n'est oubliée ni dans la ville, ni dans les campagnes ; mais les torches, la musette et le chant du Noël ont disparu, au grand dommage du pittoresque et de l'entrain religieux.

3° La ville de Nontron fut orientée autrefois par la plantation de cinq croix principales : au sud, par la croix Mercier, rétablie depuis une dizaine d'années ; à l'est, par celle de la rue de la Croisette, toujours et encore debout ; à l'ouest, par la croix dite de Toupriant, dans les actes du xvi^e siècle et rétablie vers 1869 ; au nord-ouest, par celle du Peyrat, près de la fontaine St-Pierre, disparue avec le chemin où elle se trouvait ; et enfin, au nord-est, au-dessus du champ de foire actuel, la croix de Lourme ou de l'Homme, désignée dans les actes du xv^e siècle et qui n'existe plus.

4° Enfin le Carême était, autrefois, rigoureusement observé dans la ville et le fut jusques dans le cours de 1790,

en venir à la suppression du budget des cultes sans une légitime indemnité, les traitements ecclésiastiques ne pouvant être considérés comme rémunération à titre de fonctionnaire, mais comme un acte loyal de libération de débiteur à créancier.

Après ce Concordat, la cure de Nontron dépendit, pendant quelques années, du diocèse d'Angoulême, d'où elle passa à celui de Périgueux, et elle fut administrée successivement par MM. Lavalette, curé, de 1803 à 1809 ; Ribadeau-Dumaine, vicaire-régent, en 1810 ; Labat, curé, de 1811 à 1819 ; Bost, curé, de 1819 à 1827 ; Lafaye, curé archiprêtre, de 1827 à 1867 ; Montet, curé archiprêtre, de 1867 à 1868 ; et, à partir de cette époque, par M. Lavergne, archiprêtre et curé actuel.

Enfin, au point de vue des idées religieuses et des mœurs d'autrefois, rappelons encore et pour clore ce chapitre, que :

1° Les habitants eurent, de temps immémorial, une dévotion toute particulière pour la Ste-Vierge, ainsi qu'il résulte de la chapelle de Notre-Dame du Reclusage, de la chapellenie de Notre-Dame de Pitié et des deux confréries de Notre-Dame de la Nativité et de Notre-Dame des Clercs, ainsi que des statuette de la Vierge, placées dans des niches, spécialement pratiquées à la façade de l'une des maisons de chaque quartier. Deux de ces niches et statuette existent encore, l'une au faubourg Salomon, et l'autre à l'extrémité de la rue du Rieu, dans la basse-ville. La ville haute avait aussi les siennes, ainsi qu'il appert d'une procédure criminelle requise contre :

« Plusieurs quidams accusés d'avoir, à Nontron, troublé la tranquillité publique, dévasté des jardins, jeté des pierres aux fenêtres et cassé les vitres, brisé une statue de la Vierge au coin de la maison du sieur Boyer-Laborderie, et tâché d'en briser une autre au coin de la maison de Germain Petit, cordonnier. » (Arch. de la Dordogne.)

2° De même que pour les fêtes de la Vierge, celle de Noël se célébrait aussi en grande pompe et était très populaire, surtout chez les habitants de la campagne qui, cette nuit-là,

descendaient en troupes nombreuses de nos collines en s'éclairant de torches et chantant, au son de la musette, le Noël suivant :

Amis, qu'au chami prendren ? (*bis*)
Per nas a Bethéléem.
Fau seygré quel eytêlo
Qu'ey sur la granjo Guilhem ;
Moun Di, commo l'ey bello ! (*bis*.)

Din l'eygleiso entraren (*bis*.),
Lou boun Di saludaren,
Ly présentan resquesto
De gardas lous corps de mao
Et lous beys de tempesto (*bis*.).

Mas, Piarou, n'auhlidas pas (*bis*.)
Quellas dous, treys virollas,
Quello lenguo salado,
De vi viey quello couyo,
Per passas la veillado (*bis*.).

Rien n'y manque, le départ, la prière et le réveillon traditionnel. Aujourd'hui, la messe de minuit n'est oubliée ni dans la ville, ni dans les campagnes ; mais les torches, la musette et le chant du Noël ont disparu, au grand dommage du pittoresque et de l'entrain religieux.

3° La ville de Nontron fut orientée autrefois par la plantation de cinq croix principales : au sud, par la croix Mercier, rétablie depuis une dizaine d'années ; à l'est, par celle de la rue de la Croisette, toujours et encore debout ; à l'ouest, par la croix dite de Toupriant, dans les actes du xvi^e siècle et rétablie vers 1869 ; au nord-ouest, par celle du Peyrat, près de la fontaine St-Pierre, disparue avec le chemin où elle se trouvait ; et enfin, au nord-est, au-dessus du champ de foire actuel, la croix de Lourme ou de l'Homme, désignée dans les actes du xv^e siècle et qui n'existe plus.

4° Enfin le Carême était, autrefois, rigoureusement observé dans la ville et le fut jusques dans le cours de 1790,

en venir à la suppression du budget des cultes sans une légitime indemnité, les traitements ecclésiastiques ne pouvant être considérés comme rémunération à titre de fonctionnaire, mais comme un acte loyal de libération de débiteur à créancier.

Après ce Concordat, la cure de Nontron dépendit, pendant quelques années, du diocèse d'Angoulême, d'où elle passa à celui de Périgueux, et elle fut administrée successivement par MM. Lavalette, curé, de 1803 à 1809 ; Ribadeau-Dumaine, vicaire-régent, en 1810 ; Labat, curé, de 1811 à 1819 ; Bost, curé, de 1819 à 1827 ; Lafaye, curé archiprêtre, de 1827 à 1867 ; Montet, curé archiprêtre, de 1867 à 1868 ; et, à partir de cette époque, par M. Lavergne, archiprêtre et curé actuel.

Enfin, au point de vue des idées religieuses et des mœurs d'autrefois, rappelons encore et pour clore ce chapitre, que :

1° Les habitants eurent, de temps immémorial, une dévotion toute particulière pour la Ste-Vierge, ainsi qu'il résulte de la chapelle de Notre-Dame du Reclusage, de la chapellenie de Notre-Dame de Pitié et des deux confréries de Notre-Dame de la Nativité et de Notre-Dame des Clercs, ainsi que des statuettes de la Vierge, placées dans des niches, spécialement pratiquées à la façade de l'une des maisons de chaque quartier. Deux de ces niches et statuettes existent encore, l'une au faubourg Salomon, et l'autre à l'extrémité de la rue du Rieu, dans la basse-ville. La ville haute avait aussi les siennes, ainsi qu'il appert d'une procédure criminelle requise contre :

« Plusieurs quidams accusés d'avoir, à Nontron, troublé la tranquillité publique, dévasté des jardins, jeté des pierres aux fenêtres et cassé les vitres, brisé une statue de la Vierge au coin de la maison du sieur Boyer-Laborderie, et tâché d'en briser une autre au coin de la maison de Germain Petit, cordonnier. » (Arch. de la Dordogne.)

2° De même que pour les fêtes de la Vierge, celle de Noël se célébrait aussi en grande pompe et était très populaire, surtout chez les habitants de la campagne qui, cette nuit-là,

descendaient en troupes nombreuses de nos collines en s'éclairant de torches et chantant, au son de la musette, le Noël suivant :

Amis, qu'au chami prendren ? (*bis*)
Per nas a Bethéléem.
Fau seygré quel eytelo
Qu'ey sur la granjo Guilham ;
Moun Di, comme l'ey bello ! (*bis.*)

Din l'eygleiso entraren (*bis.*),
Lou boun Di saludaren,
Ly présentan resquesto
De gardas lous corps de mao
Et lous beys de tempesto (*bis.*).

Mas, Piarou, n'auhlidas pas (*bis.*)
Quellas dous, treys virollas,
Quello lenguo salado,
De vi viey quello couyo,
Per passas la veillado (*bis.*).

Rien n'y manque, le départ, la prière et le réveillon traditionnel. Aujourd'hui, la messe de minuit n'est oubliée ni dans la ville, ni dans les campagnes ; mais les torches, la musette et le chant du Noël ont disparu, au grand dommage du pittoresque et de l'entrain religieux.

3° La ville de Nontron fut orientée autrefois par la plantation de cinq croix principales : au sud, par la croix Mercier, rétablie depuis une dizaine d'années ; à l'est, par celle de la rue de la Croisette, toujours et encore debout ; à l'ouest, par la croix dite de Toupriant, dans les actes du *xv^e* siècle et rétablie vers 1869 ; au nord-ouest, par celle du Peyrat, près de la fontaine St-Pierre, disparue avec le chemin où elle se trouvait ; et enfin, au nord-est, au-dessus du champ de foire actuel, la croix de Lourme ou de l'Homme, désignée dans les actes du *xv^e* siècle et qui n'existe plus.

4° Enfin le Carême était, autrefois, rigoureusement observé dans la ville et le fut jusques dans le cours de 1790,

puisque le 15 février de cette année, le conseil municipal prit la délibération suivante :

• Vu qu'il est d'usage immémorial dans la ville et autres du ressort du parlement de Bordeaux de procéder au bail de boucherie pour le temps du carême, et qu'un pareil usage parait avoir été fondé sur l'intérêt public, nomme d'office les sieurs Ratineau et Doux comme bouchers de carême, tenus par suite d'avoir toujours la viande nécessaire à la population pendant cette période, au prix de cinq sous la livre de bœuf ou veau, avec inhibition et défenses aux autres bouchers d'en vendre pendant toute la durée du carême, sous peine de confiscation et d'amende... » (1)

Cet usage du bail à boucherie résultait, évidemment, de ce que les bouchers ne trouvant de débit suffisant pendant le carême, il devint nécessaire d'assurer la provision de viande indispensable aux besoins des malades, en exécution du décret, rendu en 1559 par Henri II et autorisant les bouchers à en vendre à ceux qui se présenteraient avec un certificat de médecin ; ainsi que de la déclaration du 25 décembre 1774, par laquelle Louis XVI rendit libre le débit de

(1) Avant 1790, les baux de ce genre se faisaient par adjudication et devant le juge de la localité, ainsi qu'il résulte de la pièce ci-après :

« Aujourd'hui, vingtième février 1746, en la ville de Thiviers, en Périgord, et dans la chambre qui sert à exercer la police, et en vertu de l'avertissement qu'on a fait aux mazelliers de cette ville de se rendre pour enchérir au pouvoir de vendre et débiter de la viande le carême prochain, ont comparu... Avons procédé aux enchères, sy bien que dans la chaleur dicelles ledit Gautier auroit offert la somme de dix-sept livres, et aucun des autres n'ayant voulu surenchérir, luy avons octroyé le pouvoir de tuer de la viande pendant tout le carême, laquelle luy est taxée à quatre sols la livre, laquelle taxe il ne pourra enfreindre à peine d'amende, et défenses expresses aux autres bouchers de tuer pendant ledit temps toute espèce de viande, à peine de vingt livres d'amende envers le Roy, et de confiscation de viande pour les pauvres de l'hôpital, laquelle somme de dix-sept livres sera remise entre les mains de notre greffier le Jeudy saint prochain, sur le récipissé qu'il en donnera audit... pour ladite somme estre distribuée aux pauvres de la paroisse. Fait les dits jour et an que dessus pardevant M. M^{re} Jacques Lavaure, conseiller du Roy et son lieutenant general de police, ainsi signé Lavaure et Virideau, greffier. »

la viande pendant le carême et sous la surveillance des autorités locales. Aussi ces mêmes autorités veillaient-elles à ce que les marchands de poisson en fussent suffisamment approvisionnés pendant cette période, d'après une sentence du juge de Nontron du 23 février 1789, dont la teneur suit :

« Requette a faire par M^e Germain Bosselut, sieur de Laborie, procureur d'office de cette juridiction, disant que le public seroit tous les jours a se plaindre de ce que les poissonniers ne veulent aucunement vendre de poisson a quel prix que ce soit, ny en ayant eut de tout ce carême, que samedi dernier dont ils n'en exposèrent aucun, le public fut obligé daller dans leur rezervoir, qui est hors de la ville. La malice de ses poissonniers est si grande que malgré les deffences qui leur ont été faites de ne point transporter leurs poissons dans dautres lieux que celui dela presente ville, ou du moins qu'ils ayent a fournir au prealable celui qui est necessaire, ils ont eu le front, a la vue de tout le monde, de transporter ce matin, avec un nombre de chevaux tous leurs poissons dans dautres lieux, afin d'en priver le public de la presente ville, ce qui oblige ledit sieur procureur d'office en faisant le dû de sa charge, qu'il soit enjoint auxd. poissonniers d'exposer journellement leurs poissons dans les places publiques ou ils ont accoutumé de les exposer, sous peine de dix livres damende pour chacun et d'emprisonnement de leur personne ; requiert, en outre, qu'a faute par eux de laisser cette ville sans poissons, ils seront contraints dy en fournir sous peine d'emprisonnement de leur personne pour quinze jours, et encore pour avoir ce matin transporté leurs poissons dans les lieux etrangers sans en avoir laissé aucun, ils soyent des aujourdhy condamné en dix livres damende et estre mis ez prisons de la presente ville pour vingt-quatre heures. Cest aquoy, quant a present, led. sieur Bosselut conclut et a signé. Bosselut de Laborie. » — « Acte de la presente requette, et vu lopiniatre persistance des poissonniers de cette ville, et attendu leur monopole, nous ordonnons que les nommés... (Suivent les noms de quatre poissonniers) seront pris et saisis au corps pour estre conduit dans les prisons de cette juridiction pour y rester durant vingt-quatre heures seulement. Les condamnons, en outre, chacun en dix livres damende, ce qui sera exécuté par forme de police, nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques et sans y préjudicier, et pour mettre ces presentes à exécution, donnons en mandement... etc. Fait... le 23 du mois de février mil sept cens trente-neuf. Signé : Moreaud, juge ; Mazière, greffier. »

Après ce résumé des institutions religieuses de Nontron, il nous reste encore à faire l'historique de son régime civil, que nous allons entreprendre en commençant par le chapitre de ses institutions seigneuriales.

R. DE LAUGARDIÈRE.

(*A suivre.*)



HISTORIQUE

DE LA PROPRIÉTÉ DU COMTÉ DE PÉRIGORD.

Les terres de Celles et de Bertric faisaient primitivement partie du comté de Périgord. Elles furent vendues, le 12 juillet 1484, par le comte Alain d'Albret à François de Bourdeille, moyennant le prix de mille livres. Elles passèrent ensuite par des mariages, en 1506, dans la famille Beaupoil de Saint-Aulaire, et en 1712 dans la famille Du Lau.

En 1769, les fermiers du roi menacèrent Jean-Louis-Antoine Du Lau, marquis d'Allemans, possesseur de Celles et Bertric, de faire réunir ces deux terres au domaine de la couronne. Il ne lui fut pas difficile d'établir qu'elles n'avaient jamais été domaniales. Nous trouvons, à ce sujet, dans les archives particulières de notre collègue M. le marquis Du Lau d'Allemans une habile consultation d'avocats du Parlement de Paris, datée du 7 mars 1769, dont une partie est digne de figurer dans nos annales. C'est celle où les jurisconsultes, afin de prouver que les seigneuries de Celles et Bertric n'étaient pas des biens domaniaux, font un examen historique de l'ancienne propriété du comté de Périgord dont elles avaient été démembrées. Voici cet intéressant exposé :

« En examinant par quelles mains le comté de Périgord a successivement passé avant d'être réuni à la couronne, on se convaincra facilement

qu'à l'époque de 1484, temps auquel les paroisses de Celles et Bertryc en ont été aliénées au profit de François de Bourdeille duquel descend en ligne directe le possesseur actuel de ces terres, le comté de Périgord n'était point un bien domanial.

« En 1363, le comté de Périgord appartenait à titre de propriété à Roger Bernard, comte de Périgord, qui épousa Alienor de Vendôme. Roger Bernard était un seigneur particulier qui tenait le comté de Périgord par droit de succession et comme un bien patrimonial.

« Archambault I, son fils, lui succéda. Il fut, pour crime de rébellion, banni du royaume, avec confiscation de ses biens, par arrêt du 18 avril 1396.

« Mais cette confiscation ne fut point suivie, et le comté passa comme bien patrimonial à Archambault dit le Jeune, comte de Périgord, qui marcha sur les traces d'Archambault son père et persévéra dans la rébellion.

« Il y eut contre lui un pareil arrêt, le 19 juillet 1399 : bannissement et confiscation des biens... Cette seconde confiscation fut plus effective que la première, mais elle n'opéra point la réunion au domaine parce que dès la même année le Roy céda le comté à Louis duc d'Orléans. Charles, fils de Louis, en fit lui-même don à Jean bâtard d'Orléans.

« Celui-cy ne voulant pas être moins généreux que Charles d'Orléans, et désirant retirer son frère légitime des prisons où il était en Angleterre, vendit le comté de Périgord, par contrat du 14 mars 1437, à Jean de Bretagne, seigneur de Laigle et comte de Penthievre.

« De Jean de Bretagne sont issus deux enfants qui ont formé deux branches entre lesquelles il y a eu pendant longues années un procès considérable au sujet du comté de Périgord.

« L'un des enfants de Jean de Bretagne, appelé Charles de Bretagne, eut d'Isabeau de Vivonne Nicole de Bretagne, mariée à Jean de Brosse, s^r de Boussac. L'autre enfant, appelé Guillaume de Bretagne, épousa Isabeau de La Tour, et eut de ce mariage Françoise de Bretagne, mariée à Alain, sire d'Albret, trisayeul maternel d'Henri IV.

« Par le mariage de Françoise de Bretagne avec Alain d'Albret le comté de Périgord a passé à la maison d'Albret à laquelle il a été déclaré appartenir irrévocablement, parce que le procès suscité par les descendants de Charles de Bretagne fut jugé contr' eux, et le comté déclaré appartenir aux descendants de Guillaume de Bretagne...

« Ce procès ne fut pas le seul qu'il y eut vers le même temps pour le comté de Périgord.

« Les sœurs d'Archambault, comte de Périgord, contre lequel la confiscation avait été prononcée, demandèrent le tiers du comté pour leur lé-

gitime ; et, comme la portion indivise d'un bien confisqué demeure au propriétaire innocent, on voit que leur demande fut admise par arrêt de 1490.

« Mais le procès le plus considérable et celui dont il importe le plus dans l'espèce de connoltre l'évènement, fut celui intenté par M. le procureur général quelques années après la vente faite à Jean de Bretagne.

« M. le procureur général poursuivant le recouvrement de tout ce qui pouvoit avoir été démembré du domaine de la couronne, prétendit que la vente faite à Jean de Bretagne étoit nulle parce que le comté n'avoit été donné par le Roy à Louis duc d'Orléans que pour un temps et à charge de reversion à la couronne.

« Jean de Bretagne, acquéreur, et, après lui, Françoise de Bretagne, femme d'Alain d'Albret, et ensuite Jean d'Albret, leur fils, roi de Navarre, à cause de Catherine de Foix, sa femme, et bisayeul d'Henry IV, soutinrent ce procès contre M. le procureur général... »

La famille d'Albret établit que quand le comté de Périgord eût appartenu à Louis d'Orléans à titre d'apanage, ses descendants avoient pu l'aliéner pour en employer le prix à la rançon de Charles d'Orléans ; et que le roi ayant confisqué le comté en 1399, s'en étoit dépouillé la même année en faveur de Louis d'Orléans, avant qu'il fût incorporé au domaine par aucune lettre-patente et n'avoit pu l'avoir acquis tacitement par une possession suffisante. Par arrêt contradictoire rendu par le Parlement de Paris, le 28 mai 1490, le procureur général fut débouté de sa demande et Jean d'Albret maintenu dans la propriété et possession du comté de Périgord :

« On a vu, poursuivent les auteurs du mémoire, que le comté de Périgord a passé dans la maison d'Albret par Françoise de Bretagne, femme d'Alain d'Albret, et que de ce mariage est né Jean d'Albret devenu roy de Navarre par son mariage avec Catherine de Foix.

« Il n'est pas nécessaire d'observer que l'avènement de Jean d'Albret à la couronne de Navarre n'opéra aucune réunion du comté de Périgord au royaume de Navarre. Le comté de Périgord a toujours été dans la dépendance du royaume de France. Les différentes dignités des propriétaires de ce comté ne leur ont point fait perdre la qualité de sujet et vassal de la couronne de France. Jean d'Albret, quoique roi de Navarre, est

donc resté comme comte de Périgord, vassal du Roy de France, et le comté a conservé son attribut primitif sans aucune confusion ni réunion, parce qu'il ne pouvoit être sujet à aucun autre, qu'au profit de la couronne de France, et que cet événement n'a eu lieu qu'au moment où les descendants de Jean d'Albret ont monté sur le trône de ce royaume.

« Jean d'Albret par le décès de Françoise de Bretagne, sa mère, est devenu propriétaire du comté de Périgord. Les dépenses, dans lesquelles ce prince se trouva engagé pour conserver ses Etats et ses terres, l'obligèrent de vendre quelques parties de ses biens patrimoniaux, situés en France, et nommément quelque dépendance du comté de Périgord. »

Comme ce ne fut que par l'avènement d'Henri IV à la couronne de France que les biens de la maison d'Albret furent réunis à cette couronne, il parut évident que tout ce que les seigneurs d'Albret avaient aliéné avant la réunion, avait été valablement vendu pourvu que dans les ventes on eût observé tout ce qui était prescrit pour les aliénations des biens des particuliers, les seigneurs d'Albret étant avant cette réunion dans la classe d'un seigneur et propriétaire ordinaire.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

UN DERNIER MOT

SUR LE SCEAU DE LA CONFÉDÉRATION

DE LA SÉNÉCHAUSSÉE DE SARLAT.

Le document que j'ai trouvé dans le fonds Lespine et que je transcris ici confirme absolument l'explication donnée dans le *Bulletin* par notre honorable vice-président, M. Ph. de Bosredon, qui attribuait, avec raison, le sceau à une association contre-révolutionnaire.

Le fait qu'on ne connaît que le sceau spécial à Domme et

qu'il ne se trouve aucun document scellé de ce sceau, joint au rang qu'occupe Domme dans la liste des villes où doivent se tenir successivement les assises de la confédération, permet de conclure avec une certaine probabilité que cette confédération n'a eu qu'une existence éphémère. Elle dut être dissoute par ordre supérieur, avant même, peut-être, d'avoir fonctionné régulièrement.

On remarquera parmi les signatures celle de l'évêque de Sarlat, Ponte d'Albaret, que nous trouvons quelques mois plus tard maire de Sarlat en 1790, (*Moniteur* du 7 mars 1790) et celles des deux secrétaires de la confédération, les Sarladais Gueyraud et Andaut, le premier procureur aux sièges de Sarlat, le second prébendier de la cathédrale.

Tandis que l'évêque, les mauvais jours arrivant, prenait la route de l'exil, les deux autres, après avoir été les chevilles ouvrières d'une association contre-révolutionnaire, se laissaient aller au courant des idées en faveur, et jouaient à Sarlat un rôle qui n'est point encore oublié.

Quoi qu'il en soit, le document que je vous envoie est précieux pour l'histoire de la Révolution dans nos villes du Périgord. Il montre de la part de la bourgeoisie des essais de résistance qui auraient pu avoir une certaine action sur les événements s'ils s'étaient développés et généralisés.

G. DE GÉRARD.

Au moment de donner le bon à tirer de la note qui précède, je reçois communication d'un second exemplaire du sceau de la Confédération, de la Sénéchaussée de Sarlat, en tout semblable à celui qui a été précédemment décrit. Mêmes dimensions, dessin et légende. La seule différence consiste en ce que le mot D O M E, que l'on trouve sur le premier sceau, est remplacé, dans le second, par ces lettres C D, à gauche et à droite de la couronne comtale, que je traduirais, faute de meilleure explication, par Confédération. Le sceau appartient à M. Teillet, notaire à Sarlat.

Aujourd'hui, 8 novembre 1789, les députés de la Confédération, assemblés à l'hôtel-de-ville de la communauté de Sarlat, pour procéder aux règlements ultérieurs de ladite Confédération et en mettre tous les articles en vigueur, ont arrêté et décrété :

1° Que toutes les communautés confédérées seront divisées en 13 districts, chacune ayant pour chef-lieu de son arrondissement les 13 villes ou communautés suivantes :

Sarlat,	Domme,	Belvez,
Montignac,	Salagnac,	Villefranche,
Monpazier,	Terrasson,	Saint-Cyprien,
Lanquais,	Beaumont,	Molière.
	et Biron,	

2° Que chacun de ces districts enverra deux députés aux assemblées de la Confédération, et s'il en est qui jugent à propos de ne se faire représenter que par un député, sa voix sera comptée pour deux dans la délibération ;

3° Que lorsqu'il sera nécessaire de former un faisceau de force capable d'arrêter les émeutes, de protéger la libre circulation des grains ou toute autre destination quelconque, chaque district enverra une compagnie de 50 hommes au moins ; qu'à cet effet il se procurera les équipements nécessaires pour cette compagnie, formée indistinctement de tous les citoyens de bonne volonté qui se présenteront, sauf à envoyer un détachement plus considérable si les circonstances l'exigent ;

4° Que la Confédération aura un cachet commun, sur lequel seront gravées deux mains unies avec deux branches d'olivier en sautoir pour l'ornement de contour (portant cette légende : « Confédération de la Sénéchaussée de Sarlat. ») ;

5° Que toutes les adresses, dépêches et circulaires de la Confédération seront munies du sceau de ce cachet, sans qu'on puisse avoir égard à celles différemment cachetées ;

6° Que la présente Confédération a pour objet principal d'encourager et protéger la libre circulation des grains ;

7° Que la première assemblée de la Confédération se tiendra à Domme, le deuxième dimanche du mois de décembre prochain ; la deuxième à Biron, et successivement et par ordre à Villefranche, Beaumont, Salagnac, Saint-Cyprien, Sarlat, Montignac, Terrasson, Belvez, Monpazier, aux jours qui seront fixés à chaque dernière assemblée ;

8° Que le traité de Confédération et les règlements déjà faits seront publiés par la voie de l'impression, aussitôt que les villes de Villefranche, Montignac, Terrasson et Salagnac auront envoyé leur adhésion ;

9° Pour faciliter la correspondance de la Confédération, l'assemblée a arrêté de nommer deux secrétaires ; elle a procédé de suite à cette opération, et les suffrages se sont réunis sur MM. Andaut, prêtre, et Gueyraud.

Signé : Jos. An. L., évêque de Sarlat ; Saint-Hilaire, député de Belvès ; Laplène de Rouquet, député de Beaumont ; Sépière, député de Saint-Pompon ; Manières, député de St-Pompon ; Sarlat, député de Domme ; de la Fustière, député de Molière ; Lafage de Lagrèze, député de Monpazier ; Moran, député de Biron ; Hugonis, député de Biron ; Monzie, député de Cadouin ; Goudour de Beaulieu, député de Vitrac ; François Bareau, député de Cadouin ; l'abbé Andaut, député de Sarlat ; Gueyraud, député de Sarlat ; de Chasarel, par adhésion pour la communauté de Lanquais.

Post-Scriptum. — Il sera écrit à MM. les représentants des communes de Périgueux pour les remercier de leur avis patriotique ; pour les assurer de la constante persévérance à souhaiter que le Périgord reste intimement uni en une seule assemblée provinciale, et qu'il sera demandé aux députés de la province à l'Assemblée nationale tous les renseignements possibles sur le mode de la division du royaume par districts ; les motifs, les raisons de l'Assemblée, les vues qu'elle se propose et le résultat qu'elle s'en promet, pour, d'après ces connaissances acquises et données, les communiquer aux municipalités de la province, prendre leur avis sur la matière, à l'effet ensuite de les comparer et les réduire en un seul et meilleur ouvrage possible.

Collationné et vérifié par nous, secrétaires de la Confédération :

Signé : L'abbé ANDAUT ; J.-B. GUEYRAUD.

(1) B. N. mss. Fonds *Périgord*, vol. XCIII, pp. 97, 98.

VARIA.

LETTRE DE M. DE MOURCIN.

Paris, le 24 décembre 1812.

A Monsieur Wlgrin de Taillefer.

MONSIEUR,

Si je supportai toujours avec peine d'être éloigné de mon pays, je dois avouer que ma privation est plus grande encore depuis que j'ai eu le bonheur d'y jouir de votre aimable et savante société. Oh ! combien m'ont été agréables les trop rapides moments que j'ai passés près de vous ! Avec quel plaisir je me représente encore l'homme savant et laborieux qui sacrifie sa fortune et ses veilles au bien et à l'instruction de sa patrie ! Quelle seroit ma joie, me dis-je souvent, si je pouvois un jour l'aider dans ses recherches ! Si je pouvois suivre ses traces ! Peut-être un temps assez heureux viendra ! Peut-être un jour habiterai-je encore l'antique Vésune ! C'est alors que mon esprit s'abandonnera tout entier à cette étude de l'antiquité, qui auroit pour moi tant de charmes !

Voilà, monsieur, quelles sont souvent mes réflexions ; et c'est toujours avec délices que je me représente ces temples antiques, ces vieux chapiteaux, ces frises et ces colonnes qui attestent notre gloire passée... et comme sans le secours de vos lumières ces monuments précieux resteroient presque inconnus et seroient une richesse vaine ; c'est pour vous que je fais des vœux et que tout Périgourdin doit en faire. Au moins croyez que si jamais je pouvois vous seconder dans vos doctes recherches, mon cœur en éprouveroit une bien douce satisfaction.

Je suis allé, comme vous m'en aviez chargé, chez M. Beleymes. Il a terminé son travail ; mais les deux dernières cartes ne sont point encore imprimées, le gouvernement n'ayant pas fourni les fonds nécessaires. Il ignore même à quelle époque elles pourront être livrées. Je ne puis me souvenir si ces deux seules manquent à votre collection, ou si vous en demandez un plus grand nombre. Dans le cas où il faudroit vous en en-

voyer et où je pourrais vous être bon en quelque chose, veuillez, je vous prie, me procurer le plaisir de vous être utile et de vous servir. Quant à l'emploi que je devois en faire pour nos étymologies, mon temps jusqu'à présent a été très borné ; mais en attendant que je puisse m'en occuper plus sérieusement, je me permettrai de vous soumettre les observations suivantes :

La connoissance des étymologies est une science très incertaine, si l'on veut donner dans le vague et dans les suppositions. J'ai, en effet, eu occasion d'observer, et j'ai la preuve certaine qu'il *n'est point de lettre qui ne puisse se changer en toute autre lettre quelconque. Il suit de ce principe qu'il peut exister des mots qui n'ont aucune ressemblance matérielle avec leur radical primitif et qu'il doit en exister un grand nombre qui n'ont qu'un foible rapport.* D'où l'on peut conclure aisément qu'il *est de nécessité absolue de connoître les formes intermédiaires pour arriver aux formes primitives, surtout dans les noms propres où l'on n'est point guidé par le sens.*

Si par exemple je cherche l'étymologie de *maison* et que j'ignore entièrement la langue latine et la vieille langue française, comment puis-je aller penser au verbe grec $\mu\epsilon\nu\omega$? Et en supposant que je sois assez heureux, quelle sera la preuve de ma conjecture ? Il faut donc, pour y parvenir, que je connoisse le vieux français et la langue de Cicéron ; il faut que je sache qu'on a dit *maiscon*, et plus anciennement *mansion*, « du latin *mansio*, » lequel vient de *mansum*, supin de *maneo*. Et comme il est très évident que *maneo* vient de $\mu\epsilon\nu\omega$, qui a même signification, il s'ensuit que *maison* vient de $\mu\epsilon\nu\omega$.

Veux-je maintenant connoître l'origine de *lutrin* ? Je dois me rappeler qu'en vieux français on a dit *lecteris* ou *leteris* (Villehardouin nous l'apprend) ; qu'ensuite on a dit *lectry* (dans Villon et autres), puis *lectrin*, *lieutrin*, et enfin *lutrin* (ces trois derniers se trouvent dans le dictionnaire du célèbre Périgourdin Aymar de Ranconnet). Dès que je tiens toutes ces formes et que je connois l'usage du *lutrin*, je ne puis plus douter que ce mot ne vienne de *lectura* ou *littera* ou du supin *lectum* ; et comme il est évident que ces trois formes viennent également de *lego*, j'en conclus que *lutrin* vient de *lego*, lequel à son tour vient du grec $\lambda\epsilon\gamma\omega$, qui a même signification.

Supposons maintenant que je cherche l'origine de *Périgueux*, et que je ne connoisse point les formes intermédiaires. Comme ce mot n'a aucune signification déterminée, puisque c'est un nom propre, je suis réduit à chercher les mots qui peuvent lui ressembler matériellement. Si donc mes connoissances sont bornées à la seule langue française, j'y verrai le verbe *périr* et le substantif *gueux*, et je dirai que cela veut dire *péris gueux*.

J'appuierai même mon opinion d'une histoire populaire que tout le Périgord connoît. Si je suis au contraire un savant en *us*, je soutiendrai gravement qu'on a dit *Périgueux* au lieu de *Périgneux*, lequel vient indubitablement de *per* et de *igneus* et signifie *très chaud, très ardent*. J'ajouterai que ce lieu fut sans doute appelé par opposition aux provinces plus septentrionales. Mais si ma science s'étend jusqu'à la langue des Grecs, c'est alors que je brillerai et que j'obtiendrai un vrai triomphe. Je trouverai dans le mot *Périgueux*, la préposition *περι*, *autour, tout autour, de tous côtés*, et le verbe *γίνομαι*, *faire goûter* et *Périgueux* signifiera *qui donne à goûter ou à manger de tous côtés, qui a des vivres et des fruits excellents*, j'ajouterai que ce pays est fort bon en effet, et que la plupart des auteurs sont d'accord sur ce point.

Voilà, monsieur, quelles sont les erreurs dans lesquelles on peut tomber quand on est privé des formes intermédiaires. Si en effet j'eusse connu *perregur*, *perrigorium*, *petrigorium*, *petrochorium*, *petrochora* (car il me semble que j'ai vu toutes ces formes), je n'aurois point hésité à dire que *Périgueux* vient de *Petrochora*, en grec *πετροχωρα*, qui est composé de *πετρος*, *piètre, rocher*, et de *χωρα*, *pays, lieu, place*.

Je finirai cet exposé par un exemple bien simple. Je suppose que je demande à un érudit connaissant très bien son grec et son latin d'où vient le verbe français *parler* ; il sera peut-être fort embarrassé pour me répondre, et cependant il n'auroit qu'à connoître le vieux mot français *paroler*, et il sauroit que *parler* vient de *parole*.

Je regarde donc comme évidente l'utilité des formes intermédiaires, mais il reste à savoir la manière dont nous pourrions nous les procurer, lorsque les auteurs grecs et latins ne peuvent nous être en cela presque d'aucun secours. Monsieur l'abbé de Lespine, à qui j'ai exposé mon embarras sur ce point, croit qu'on pourroit peut-être encore trouver de vieilles chartes dans quelques lieux communaux, comme par exemple à St-Astier, à Chancelade, etc. Je doute, à la vérité, qu'il y en eût d'une date assez reculée pour pouvoir pleinement nous satisfaire ; mais cependant le moindre secours pourroit nous être agréable, et je serois enchanté que vous eussiez la facilité de les faire compiler. Dans le cas où cela seroit possible, il y auroit une certaine marche à suivre, et je laisse à votre sagacité et à vos lumières à la déterminer. J'observerai seulement qu'il faudroit s'attacher surtout aux mots qui renferment un *th* ou un *Y simple* ; par *Y simple*, j'entends celui qui se prononce comme un seul *I*, comme dans *myrte* et *mystère*, bien différent de celui qui se prononce comme deux *I*, tel que dans *employer*, *citoyen*, etc., et qu'on pourroit appeler avec raison *Y français*. Les mots commençant par *H* pourroient aussi être pris en considération. Au reste, on pourroit prendre tous ceux qu'on trouveroit, et je

me chargerois d'en faire le choix ; mais il faudroit que les personnes chargées de ce travail eussent le soin de ne pas omettre la date des titres ; cette précaution est très importante, sans être pourtant d'une nécessité absolue.

.
Fronto viendra-t-il de *φροντα*, *souci* ? Peut-être viendrait-il mieux du latin *frons*. Dans ce dernier cas, il signifieroit *bonne tête*, *forte tête*, ou *homme au large front*. *Capito* appuieroit cette conjecture. Mais à propos, qu'est-ce que le mot *fronto* ? et comment en latin se déclinoit-il ?

Voilà, monsieur, bien des doutes et bien des incertitudes ; mais que puis-je faire au milieu des ténèbres et sans guide ? En pareil cas, rencontrer ce qu'on cherche est un pur hasard. Si au contraire j'avois vu les lieux ; si j'en connoissois l'histoire ; si enfin j'avois quelques formes intermédiaires dont je fusse certain ; dès lors, sans doute, il me seroit possible d'arriver à des résultats qui auroient au moins la probabilité.

Dans les ténèbres obscures, je suis frappé néanmoins de certaines formes qui paroissent parfaitement grecques, telles que *philothie*, et de ces noms de villes grecques et de contrées, qui sont en si grand nombre, tels que *Rhodes*, *Thèbes*, *Marathon*, *Ionie*. Peut-être les vétérans Romains que je crois avoir changé les noms de la plupart de nos villages, ont-ils donné chacun à son *Castellum* le nom du peuple qu'il avoit aidé à soumettre, et où il avoit acquis quelque gloire. Mais cette idée a besoin de développements qui demandent des recherches et de la réflexion.

Cependant, avant de terminer ma missive, déjà beaucoup trop longue, je me rappelle que j'ai encore quatre mots patois à expliquer ; et, malgré l'amour que j'ai pour les enfants d'Hellen, et l'envie que j'aurois de leur attribuer toutes choses, il me parolt manifeste qu'ils ne leur appartiennent nullement, ce sont les mots *boïard*, *cocau*, *enfounir* et *o-plo*, qui, pour le sens, n'ont aucun rapport avec les mots grecs dont ils ont la consonnance.

Boïard vient probablement du latin *bajulare* (on prononçoit *baioulare*), en changeant le premier *a* en *o*, à la manière des Périgourdiens, comme *foïenço* pour *saïence*, *mognièro* pour *manière*.

Cocau vient de *coque* (latin *cochlea*, *coquille* grec *κοχλίας*, id. de *κοχλεω*, *tourner*), et signifie *fruit à coques* ou à *coquilles*.

Enfounir vient de *infundibulum*, *entonnoir*, dérivé de *infundere*, *verser dans*, qui est composé lui-même de *in*, *dans*, et de *fundere*, *verser*. *L* de *infundibulum* s'est changée en *r*, comme dans *fir* (c'est ainsi que parlent les gros paysans) de *filius*.

O-plo est une expression affirmative composée de deux mots, *o*, qui si-

gnifie *oui*, et *plo*, qui signifie *certainement, assurément, vraiment, oui*. *O* signifie *oui*, exemple *o bè*, ou *o bien, oui bien, oui assurément, o bè de ségur, oui bien sûrement*. Il vient de même que *oui*, de *auditum*, supin de *audire*. *Plo* signifie *certainement, etc.*, exemple, *plo, mousur, assurément, monsieur; mo sè plo, ma foi oui*, il vient du latin *planè*, *tout à fait, certainement, etc.* En retranchant successivement et par parties, la dernière syllabe *ne* et en changeant *a* en *o*, à la manière périgourdine. C'est ainsi que de *panis* on a fait *po*, et de *manus*, *mo*. Exemple, *dounaz-mè d'au po, donnez-moi du pain; dounaz-mè lo mo, donnez-moi la main*.

Je crains grandement, monsieur, d'avoir abusé de votre patience ; la lecture de ma lettre est fatigante et donne peu de fruits. Je réclame donc votre indulgence et vous prie de croire que je suis pour la vie, avec les sentiments les plus respectueux,

Votre très humble et très dévoué serviteur,

DE MOURCIN, *avocat*.

Paris, rue de Sorbonne, 7.

P.-S. — Je vous prie de présenter mes respectueux hommages à madame de Taillefer et de me rappeler au souvenir du savant M. Joannet. Daignez, je vous prie, accepter un exemplaire de mon lexique (1). Il vient de paraître tout récemment et depuis mon retour. C'est un foible hommage ; mais : *parva nobis sunt, parva damus*.

(1) Vous le recevrez par la poste ou il vous sera remis incessamment.

NÉCROLOGIE.

M. LE MARQUIS DE FAYOLLE.

La mort de notre honoré vice-président, M. le marquis de Fayolle, est venue nous surprendre tous. Retenu chez lui, à Périgueux, par une indisposition qui ne paraissait présenter aucune gravité, il se faisait excuser le jeudi 27 mai au soir de ne pas assister à notre assemblée générale, et le dimanche suivant, au milieu du jour, il était enlevé à notre affection, à notre haute estime !... Le bureau de la Société, encore sous le coup de cette triste nouvelle, a songé immédiatement à appeler son plus vieil ami, M. le baron de Verneilh, pour nous représenter aux obsèques de notre regretté vice-président. De son côté, il tenait à remplir ce pieux devoir, et chacun sait comment il s'en est acquitté, en se faisant le fidèle interprète des douloureux sentiments de toute la Société. Avant que la nombreuse assistance ne se séparât, au moment où le cortège funèbre allait prendre la route du château de Fayolle, devant la grille de l'ancien cimetière, à Périgueux, M. le baron de Verneilh, d'une voix émue, a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS,

En l'absence de son respectable président, la Société archéologique du Périgord, dont le marquis de Fayolle était l'un des fondateurs et des plus zélés dignitaires, m'a chargé, devant cette tombe si vite et si douloureusement ouverte, d'être l'interprète de ses unanimes regrets. En acceptant cette mission, je sens que, malgré moi, l'intimité qui m'unissait à notre collègue l'emporte dans mon cœur sur les mérites du savant modeste, qui aimait à s'associer à nos travaux en nous apportant le fruit de ses recherches, et que, c'est avant toute chose, au plus ancien et au meilleur de mes amis, que je viens adresser un suprême adieu.

N'exigez pas, Messieurs, en ce moment d'émotion générale, que je retrace la vie, si utilement remplie, de ce grand homme de bien. Je n'en aurais ni la force, ni le courage ; et, d'ailleurs, n'est-elle pas présente à vos esprits ?

C'est ici, c'est parmi vous qu'elle s'est écoulée. Le Périgord, que M. de

Fayolle aimait passionnément, et qui avait pour sa personne et pour son nom, lié depuis huit siècles à l'histoire de notre province, la plus haute estime, le respect le plus affectueux, en rend aujourd'hui autour de ce cercueil, un témoignage éclatant. La foule émue qui mêle ses larmes à celles d'une famille désolée, est plus éloquente, en sa douleur, que tous les panégyriques. Elle consacre cette bonne renommée, jamais démentie, de droiture, d'élévation de sentiments, de bonté, qui avait fait de notre ami un arbitre souverain dans les questions de délicatesse et d'honneur, et comme un élément indispensable de toutes les institutions nées sur le sol périgourdin.

C'est en quelque sorte malgré lui, par une conséquence naturelle de la situation qu'il avait acquise sans s'en douter, qu'il se trouvait à la tête de notre Société des courses, du Cercle philologique, et aux premiers rangs des Sociétés d'agriculture et d'archéologie : partout, en un mot, où il y avait à mettre en relief notre vieux Périgord, à lui être utile, à faire honneur à ses gloires passées et à encourager ses progrès.

Lorsqu'un homme du monde, intelligent, instruit, qui ne recherchait jamais les honneurs et mit au contraire, à s'y dérober, autant de soins que d'autres à les briguer, se voit entouré, dès sa jeunesse, de la considération publique ; lorsqu'il acquiert, à son insu, dans tous les rangs de la société, une autorité, une popularité semblables, il les doit moins à des traditions anciennes de famille, noblement continuées, qu'aux rares qualités de son esprit et surtout de son cœur.

C'est par là, Messieurs, c'est par ce cœur généreux et tendre que le *marquis de Fayolle* se distinguait entre tous et s'était fait de si nombreux amis dont aucun ne l'abandonna.

Quand on avait goûté le charme de son intimité, la sûreté de ses relations, le savoir-vivre exquis, qu'il tenait moins de son éducation que de sa nature affectueuse et obligeante, on l'aimait pour toujours. Hélas ! c'est par le cœur qu'il devait être atteint et mourir ! Son frère avait été récemment enlevé à son affection ; il venait, il y a à peine quelques jours, d'assurer le bonheur de son second fils. La mort est venue le frapper entre cette douleur et cette joie, mais non le surprendre. Un chrétien pratiquant tel que lui est toujours prêt, et lorsque sa foi ardente s'affirme par d'inépuisables charités, il n'a rien à redouter du juge suprême.

Adieu, cher et fidèle ami des belles années et des jours de tristesse !... Va rejoindre au ciel la compagne admirable dont la perte prématurée fit à ton cœur une blessure incurable !... Pour nous, tes contemporains, qui te suivrons bientôt, puissions-nous, au déclin de la vie, nous inspirer des exemples fortifiants que tu nous laisses, et emporter, comme toi, dans la tombe, tant de regrets et de consolantes espérances !...

NÉCROLOGIE.

M. LE MARQUIS DE FAYOLLE.

La mort de notre honoré vice-président, M. le marquis de Fayolle, est venue nous surprendre tous. Retenu chez lui, à Périgueux, par une indisposition qui ne paraissait présenter aucune gravité, il se faisait excuser le jeudi 27 mai au soir de ne pas assister à notre assemblée générale, et le dimanche suivant, au milieu du jour, il était enlevé à notre affection, à notre haute estime !... Le bureau de la Société, encore sous le coup de cette triste nouvelle, a songé immédiatement à appeler son plus vieil ami, M. le baron de Verneilh, pour nous représenter aux obsèques de notre regretté vice-président. De son côté, il tenait à remplir ce pieux devoir, et chacun sait comment il s'en est acquitté, en se faisant le fidèle interprète des douloureux sentiments de toute la Société. Avant que la nombreuse assistance ne se séparât, au moment où le cortège funèbre allait prendre la route du château de Fayolle, devant la grille de l'ancien cimetière, à Périgueux, M. le baron de Verneilh, d'une voix émue, a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS,

En l'absence de son respectable président, la Société archéologique du Périgord, dont le marquis de Fayolle était l'un des fondateurs et des plus zélés dignitaires, m'a chargé, devant cette tombe si vite et si douloureusement ouverte, d'être l'interprète de ses unanimes regrets. En acceptant cette mission, je sens que, malgré moi, l'intimité qui m'unissait à notre collègue l'emporte dans mon cœur sur les mérites du savant modeste, qui aimait à s'associer à nos travaux en nous apportant le fruit de ses recherches, et que, c'est avant toute chose, au plus ancien et au meilleur de mes amis, que je viens adresser un suprême adieu.

N'exigez pas, Messieurs, en ce moment d'émotion générale, que je retrace la vie, si utilement remplie, de ce grand homme de bien. Je n'en aurais ni la force, ni le courage ; et, d'ailleurs, n'est-elle pas présente à vos esprits ?

C'est ici, c'est parmi vous qu'elle s'est écoulée. Le Périgord, que M. de

Fayolle aimait passionnément, et qui avait pour sa personne et pour son nom, lié depuis huit siècles à l'histoire de notre province, la plus haute estime, le respect le plus affectueux, en rend aujourd'hui autour de ce cercueil, un témoignage éclatant. La foule émue qui mêle ses larmes à celles d'une famille désolée, est plus éloquente, en sa douleur, que tous les panégyriques. Elle consacre cette bonne renommée, jamais démentie, de droiture, d'élévation de sentiments, de bonté, qui avait fait de notre ami un arbitre souverain dans les questions de délicatesse et d'honneur, et comme un élément indispensable de toutes les institutions nées sur le sol périgourdin.

C'est en quelque sorte malgré lui, par une conséquence naturelle de la situation qu'il avait acquise sans s'en douter, qu'il se trouvait à la tête de notre Société des courses, du Cercle philologique, et aux premiers rangs des Sociétés d'agriculture et d'archéologie : partout, en un mot, où il y avait à mettre en relief notre vieux Périgord, à lui être utile, à faire honneur à ses gloires passées et à encourager ses progrès.

Lorsqu'un homme du monde, intelligent, instruit, qui ne rechercha jamais les honneurs et mit au contraire, à s'y dérober, autant de soins que d'autres à les briguer, se voit entouré, dès sa jeunesse, de la considération publique ; lorsqu'il acquiert, à son insu, dans tous les rangs de la société, une autorité, une popularité semblables, il les doit moins à des traditions anciennes de famille, noblement continuées, qu'aux rares qualités de son esprit et surtout de son cœur.

C'est par là, Messieurs, c'est par ce cœur généreux et tendre que le marquis de Fayolle se distinguait entre tous et s'était fait de si nombreux amis dont aucun ne l'abandonna.

Quand on avait goûté le charme de son intimité, la sûreté de ses relations, le savoir-vivre exquis, qu'il tenait moins de son éducation que de sa nature affectueuse et obligeante, on l'aimait pour toujours. Hélas ! c'est par le cœur qu'il devait être atteint et mourir ! Son frère avait été récemment enlevé à son affection ; il venait, il y a à peine quelques jours, d'assurer le bonheur de son second fils. La mort est venue le frapper entre cette douleur et cette joie, mais non le surprendre. Un chrétien pratiquant tel que lui est toujours prêt, et lorsque sa foi ardente s'affirme par d'inépuisables charités, il n'a rien à redouter du juge suprême.

Adieu, cher et fidèle ami des belles années et des jours de tristesse !... Va rejoindre au ciel la compagne admirable dont la perte prématurée fit à ton cœur une blessure incurable !... Pour nous, tes contemporains, qui te suivrons bientôt, puissions-nous, au déclin de la vie, nous inspirer des exemples fortifiants que tu nous laisses, et emporter, comme toi, dans la tombe, tant de regrets et de consolantes espérances !...

Puis, dans la séance de la Société historique et archéologique du Périgord du 1^{er} juillet dernier, M. de Roumejoux, faisant fonction de président, a donné lecture de la notice nécrologique suivante qu'il avait préparée sur M. le marquis de Fayolle et qui a été écoutée avec un pieux respect. Il a eu soin d'y joindre un index bibliographique des écrits de notre cher et regretté vice-président :

J'ai, Messieurs, un pénible devoir à remplir, c'est celui d'annoncer à la Société la mort d'un de nos vice-présidents : M. le marquis de Fayolle a été enlevé en quelques jours, le 30 mai dernier, à l'affection des siens et à l'estime de tous. Vous savez que M. de Fayolle fut un de nos fondateurs ; vous vous rappelez avec quelle assiduité il assistait à nos séances, avec quel tact et quelle bienveillance il nous présidait ; bon Périgourdin, il s'intéressait à tout ce qui touchait à son pays, et il savait sur les choses et les hommes plus qu'il n'en disait, une modestie exagérée lui faisant redouter la publicité. M. de Fayolle écrivait bien, les travaux qu'il a laissés en font foi ; il possédait au plus haut degré le style épistolaire, simple, facile, aimable et spirituel.

Mais les qualités du cœur égalaient au moins celles de l'esprit ; il était d'une loyauté reconnue et ne savait pas prendre de détours quand il s'agissait de qualifier les actions peu honorables ; il préférerait se taire s'il avait connu les personnes sur lesquelles il avait à se prononcer, mais son silence ou ses paroles évasives équivalaient à un jugement. Sur toutes les questions où l'honneur était en jeu, il était très sévère et il en avait le droit, n'ayant jamais failli à cette vertu que, de nos jours, on a remplacé par une qualité, la dignité humaine, dégénérescence de ce haut sentiment de l'honneur qui fait préférer la mort ou la pauvreté à tout ce qui peut le froisser ou le ternir.

Il était dévoué à ses amis, charitable sans ostentation, et la population qui l'entourait n'oubliera jamais les services qu'il a rendus. Il savait allier les devoirs sociaux et religieux à ceux de l'homme du monde le plus accompli. M. le marquis de Fayolle a été l'un des fondateurs de la Société hippique, le 27 mai 1846 ; il en fut le secrétaire général jusqu'au moment où, par suite d'un remaniement dans les attributions de ces associations, il contribua à fonder la Société des courses de la Dordogne en 1853. On sait combien elles furent brillantes pendant plusieurs années, et quel éclat elles jetèrent, sous sa direction, pendant leurs trois jours de fête qui attiraient tant d'étrangers et répandaient tant d'aisance dans le commerce.

Une voix plus autorisée que la mienne a rappelé à votre souvenir les services qu'il a rendus comme vice-président de la Société d'agriculture de la Dordogne ; les articles qu'il a publiés dans les *Annales* prouvent qu'il

connaissait son pays, et les questions qu'il y a traitées le sont de main de maître ; ses articles sont courts, précis, nettement conçus et les idées clairement exprimées ; il ne dédaigne pas quelquefois d'y ajouter une pointe ironique toujours juste, mais qui jamais ne blesse ; les analyser serait leur enlever de leur originalité et de leur valeur littéraire.

Dès la seconde année de la fondation de la Société historique et archéologique du Périgord, M. de Fayolle fut élu vice-président pour l'arrondissement de Ribérac. Nous l'avons déjà dit, il savait beaucoup plus qu'on aurait pu le croire sur le passé du Périgord, mais il a publié peu de travaux archéologiques. Nous avons de lui des notes très étudiées sur quelques *cluseaux* ou souterrains-refuges, et vous vous souvenez tous quel succès elles obtinrent quand parurent son article sur ce sujet, celui si complet avec plans et dessins d'une exactitude et d'une netteté remarquables sur le souterrain de Borie-Belet, au lieu dit le Roi-des-Chauses, enfin sa note sur le second *cluseau* découvert à Montardy. Nous les avons lus, et tous nous avons pu nous convaincre de la conscience que M. de Fayolle mettait à ses travaux, n'avançant rien dont il ne se fût assuré, n'émettant pas un avis sans preuves ; il n'hésitait pas à placer un point d'interrogation là où sa science était en défaut, ne voulant pas paraître plus savant qu'il ne l'était, trouvant avec raison qu'on n'en impose à personne.

Il dessinait avec talent, et jamais il n'a voulu produire ses croquis. Pendant de longues années, M. de Fayolle fut président du cercle de la Philologie ; il l'a dirigé et maintenu, malgré des moments difficiles, en un état de prospérité et d'union que jusqu'à présent rien n'est venu troubler. Tel était, Messieurs, celui que nous venons de perdre, qui par lui-même, ainsi que l'a si excellemment dit M. le baron Jules de Verneilh, autant que par son nom et sa position, a su acquérir une place des plus distinguées et des plus en relief dans sa province et la garder sans conteste.

Nous ne doutons pas que cette mort si imprévue et le vide si douloureux qui se fait parmi nous, n'entraînent vos unanimes regrets.

A. DE ROUMEJOUX.

André-Alain-Hélie, marquis de Fayolle, né au château de Fayolle, le 3 octobre 1817, mort à Périgueux le 30 mai 1886. — Il fut élevé au collège de Pontlevoy, dont la réputation n'a rien perdu et qui a produit nombre d'hommes remarquables par la forte éducation morale, intellectuelle et physique qu'ils y ont reçue. M. de Fayolle a publié :

1^o *Fondation définitive de la Société d'encouragement pour la propa-*

gation et l'amélioration de la race chevaline, et rapport sur cette question, le 27 mai 1846. — Périgueux, Faure et Rastouil, 1846, in-8° ;

Dans les *Annales* de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne :

2^e Année 1862, p. 292. — Lettre de M. le marquis de Fayolle au Secrétaire de la Société d'agriculture. — *Historique de la Société hippique de la Dordogne, sa transformation en Société de courses.* — *De l'Élevage en Périgord* ;

3^e 1865, p. 95. — Lettre à M. le comte de Chantérac sur le *Reboisement de la Double et le Comice* ;

4^e 1866, p. 109. — *Réponse à l'ouvrage de M. le Dr Guyot, qui préconise le défrichement de la Double, transformée en vignes.* — M. de Fayolle émet un avis contraire, pour le moment du moins.

5^e 1869, p. 530. — *Amélioration de la Double* ;

6^e 1872, p. 712. — *Lettre au sujet de la Chasse aux petits oiseaux et à l'Echenillage d'été* ;

7^e 1872, p. 1,000. — *Loi sur la chasse, suppression du permis de chasse remplacé par l'augmentation du prix de la poudre* ;

8^e 1873, p. 582. — *Rapport sur une pétition de la Société d'agriculture de la Gironde à l'Assemblée nationale, relativement à la loi sur la chasse* ;

9^e 1875, p. 232. — *Rapport à M. le Préfet sur le concours hippique de Bordeaux en 1875.* — *De l'utilité des concours et de l'élevage en Périgord* ;

10^e 1881, p. 33. — *Rapport sur la destruction des loups et la réorganisation de la louveterie* ;

11^e 1883, p. 15. — *Des courses et du pur sang ; leur utilité, les avantages du pur sang dans l'élevage* ;

12^e 1883, p. 631. — *Quelques notes au sujet de loi sur la destruction des loups* ;

13^e Réponse de M. le marquis de Fayolle à la question touchant l'*Importation des poulains limousins en Périgord* (extrait) ;

14^e Congrès scientifique de France, 41^e session à Périgueux, en 1876, Périgueux, Cassard frères, 1878, grand in-8°, tome I, p. 112.

Tirages à part :

15° Rapport de M. le marquis de Fayolle sur la Louveterie, Périgueux, Dupont, 1881, br. in-8° ;

16° Rapport sur la question des courses et du pur sang, Périgueux, Dupont, 1883, br. in-8° ;

17° Quelques notes au sujet de la loi sur la destruction des loups, Périgueux, Laporte, 1883, br. in-8°.

Dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord :

18° Tome II, année 1875, p. 36, *Des Cluseaux*, souterrains-refuges du château de Fayolle, de Montagrier et du château de Montardit, avec une planche ;

19° Tome V, année 1878, p. 307, *Le souterrain de Borie-Belet, au lieu-dit le Roi-des-Chauses, commune d'Antonne* ;

20° Tome VII, année 1880, p. 445, *Note sur le second cluseau découvert à Montardit*, avec une planche.

M. PASTOUREAU DE LABESSE.

Nous avons reçu de Nontron la triste nouvelle du décès de l'un de nos confrères, M. Pastoureau de Labesse, et nous nous empressons de reproduire ici les quelques lignes qui nous ont été transmises à ce sujet :

Pierre-Flavien Pastoureau, né à Nontron, en 1822, d'une ancienne famille établie, vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, dans cette ville où elle se maintint constamment au premier rang, y était revenu prendre sa retraite d'employé des ponts et chaussées et y terminer sa carrière au milieu de ses concitoyens dont il avait conservé ou acquis promptement les sympathies par l'aménité de son caractère.

Lié d'amitié particulière avec l'un d'eux, il aimait à lui venir en aide dans la recherche des documents pouvant servir à l'étude historique de sa ville natale. Il avait, dans ce but, fait plusieurs voyages à Bordeaux où il compulsait les archives de l'Intendance avec d'autant plus de satisfaction, d'ailleurs, que son aïeul maternel, M. de Labrousse du Bosfrand, en avait été le subdélégué jusqu'en 1789. C'est dans cette ville qu'il est décédé, le

gation et l'amélioration de la race chevaline, et rapport sur cette question, le 27 mai 1846. — Périgueux, Faure et Rastouil, 1846, in-8° ;

Dans les *Annales* de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne :

2^e Année 1862, p. 292. — Lettre de M. le marquis de Fayolle au Secrétaire de la Société d'agriculture. — *Historique de la Société hippique de la Dordogne, sa transformation en Société de courses.* — *De l'Élevage en Périgord* ;

3^e 1865, p. 95. — Lettre à M. le comte de Chantérac sur le *Reboisement de la Double et le Comice* ;

4^e 1866, p. 109. — *Réponse à l'ouvrage de M. le Dr Guyot, qui préconise le défrichement de la Double, transformée en vignes.* — M. de Fayolle émet un avis contraire, pour le moment du moins.

5^e 1869, p. 530. — *Amélioration de la Double* ;

6^e 1872, p. 712. — *Lettre au sujet de la Chasse aux petits oiseaux et à l'Echenillage d'été* ;

7^e 1872, p. 1,000. — *Loi sur la chasse, suppression du permis de chasse remplacé par l'augmentation du prix de la poudre* ;

8^e 1873, p. 582. — *Rapport sur une pétition de la Société d'agriculture de la Gironde à l'Assemblée nationale, relativement à la loi sur la chasse* ;

9^e 1875, p. 232. — *Rapport à M. le Préfet sur le concours hippique de Bordeaux en 1875.* — *De l'utilité des concours et de l'élevage en Périgord* ;

10^e 1881, p. 33. — *Rapport sur la destruction des loups et la réorganisation de la louveterie* ;

11^e 1883, p. 15. — *Des courses et du pur sang ; leur utilité, les avantages du pur sang dans l'élevage* ;

12^e 1883, p. 631. — *Quelques notes au sujet de loi sur la destruction des loups* ;

13^e Réponse de M. le marquis de Fayolle à la question touchant l'*Importation des poulains limousins en Périgord* (extrait) ;

14^e *Congrès scientifique de France, 41^e session à Périgueux, en 1876*, Périgueux, Cassard frères, 1878, grand in-8°, tome I, p. 112.

Tirages à part :

15° *Rapport de M. le marquis de Fayolle sur la Louveterie*, Périgueux, Dupont, 1881, br. in-8° ;

16° *Rapport sur la question des courses et du pur sang*, Périgueux, Dupont, 1883, br. in-8° ;

17° *Quelques notes au sujet de la loi sur la destruction des loups*, Périgueux, Laporte, 1883, br. in-8°.

Dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord :

18° Tome II, année 1875, p. 36, *Des Cluseaux*, souterrains-refuges du château de Fayolle, de Montagrier et du château de Montardit, avec une planche ;

19° Tome V, année 1878, p. 307, *Le souterrain de Borte-Belet, au lieudit le Roi-des-Chauses, commune d'Antonne* ;

20° Tome VII, année 1880, p. 445, *Note sur le second cluseau découvert à Montardit*, avec une planche.

M. PASTOUREAU DE LABESSE.

Nous avons reçu de Nontron la triste nouvelle du décès de l'un de nos confrères, M. Pastoureau de Labesse, et nous nous empressons de reproduire ici les quelques lignes qui nous ont été transmises à ce sujet :

Pierre-Flavien Pastoureau, né à Nontron, en 1822, d'une ancienne famille établie, vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, dans cette ville où elle se maintint constamment au premier rang, y était revenu prendre sa retraite d'employé des ponts et chaussées et y terminer sa carrière au milieu de ses concitoyens dont il avait conservé ou acquis promptement les sympathies par l'aménité de son caractère.

Lié d'amitié particulière avec l'un d'eux, il aimait à lui venir en aide dans la recherche des documents pouvant servir à l'étude historique de sa ville natale. Il avait, dans ce but, fait plusieurs voyages à Bordeaux où il compulsait les archives de l'Intendance avec d'autant plus de satisfaction, d'ailleurs, que son aïeul maternel, M. de Labrousse du Bosfrand, en avait été le subdélégué jusqu'en 1789. C'est dans cette ville qu'il est décédé, le

9 avril dernier, au domicile de son frère, M. Pastoureau de Labesse, ingénieur de la marine en retraite et officier de la Légion-d'Honneur, notre confrère, auquel nous adressons l'expression de tous nos regrets.

X.



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente le Château de Commarque ; — la 2^e, le Château de Laussel.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR..

Périgueux. — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^o).

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

TOME XIII. — CINQUIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Septembre-Octobre 1886.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON.

	Pages.
Séances mensuelles du jeudi 5 août 1886.....	341
— du jeudi 2 septembre.....	351
Étude historique sur Grimoard de Mucidan, abbé de Brantôme et de Saint-Cybard, évêque d'Angoulême (991-1018) (M. Joseph MALLAT).....	356
Les trois premiers seigneurs de Bergerac (M. Élie DE BIRAN).	384
Causeries archéologiques. — Hôtels de la Renaissance sur le quai de Périgueux ; — Donjon du Chapdeuil (B ^{on} DE VERNEILH).....	397
Foires et marchés octroyés à Léguillac-de-Cercles le 13 juin 1594 (M. A. DE ROUMEJOUX).....	406
Département de la Dordogne. — Tableau des billets de confiance (M. Ph. DE BOSREDON).....	413
VARIA. — Jean Rey (M. H. LAGATU).....	416
Journal de voyage de dom Jacques Boyer, religieux bénédictin de la congrégation de St-Maur (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	423

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 Août 1886.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Charles Durand, Paul Galy, Michel Hardy, Ladevi-Roche, Lespinas et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT fait une rapide énumération des ouvrages offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de juin et juillet 1886, in-4°, Paris, imprimerie nationale ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1886, n° 2, in-8°, Paris, imprimerie nationale, contenant le rapport de M. Chabouillet, sur une communication de M. Hardy relative au bas-relief représentant Mercure, trouvé à Périgueux, près de l'église de la Cité, le 30 décembre 1884. M. Chabouillet adresse des félicitations à M. Hardy, à qui l'on doit la conservation de ce monument, et qui, de concert avec M. le docteur Galy, conservateur du Musée départemental de Périgueux, l'a fait transporter dans cet établissement, dont ce Mercure est aujourd'hui l'un des

principaux ornements. Il exprime en même temps le vœu que la notice de M. Hardy soit publiée dans notre *Bulletin* avec une reproduction du bas-relief ;

Le *Discours* prononcé par M. René Goblet, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, le samedi 1^{er} mai 1886, à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, brochure in-8°, Paris, imprimerie des journaux officiels, 1886 ;

L'*Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France*, 19^e année, 1885, un volume in-8°, Paris, Maisonneuve et Leclerc, libraires-éditeurs ;

L'*Homme*, journal illustré des sciences anthropologiques, paraissant sous la direction de M. de Mortillet, numéro du 10 mai 1886, in-8°, Paris, Octave Doin, éditeur, et contenant un *Voyage préhistorique dans quatre départements du sud-ouest de la France* (Corrèze, Dordogne, Vienne, Indre-et Loire), par M. Philippe Salmon, qui rend compte de sa visite aux collections de MM. Hardy et Fèaux ;

Les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 3^e série, tome X, un vol. in-8°, Anvers, 1886, et trois numéros V, VI et VII du *Bulletin* de la même Société, in-8°, Anvers, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1886, n° 1, in-8°, Amiens, Douillet et C^e, imprimeurs-libraires ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome VIII, n° 128, premier trimestre de 1886, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur, contenant la notice de M. Léopold Delisle sur un *Nouveau témoignage relatif à la mission de Jeanne d'Arc* ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1886, in-8°, Poitiers, contenant un savant mémoire de M. Barbier de Montault sur *Les Croix à main du diocèse de Poitiers* ;

Le *Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, VI^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juillet 1886, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où se trouve un article de M. Louis Audiat sur le *Lieu de naissance de Bernard Palissy*, la question ayant été de nouveau soulevée par

M. Philippe Burty, et M. Elysée Reclus ayant laissé dire à sa *Nouvelle géographie universelle*, par suite d'une faute d'impression, que le célèbre potier était *Angevîn* au lieu d'être *Agenais* ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° du 30 juin 1886, in-4°, Bordeaux, librairie Férét et fils, renfermant une *Note* de M. Mouret, ingénieur des ponts et chaussées à Périgueux, sur le terrain oolithique des environs de Brive ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VIII, 2^e livraison, avril-juin 1886, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, contenant un intéressant mémoire de M. Ch. de Linas sur *Les émaux limousins* de la collection Basilewsky, à Saint-Petersbourg, et sur *Le triptyque de la cathédrale de Chartres* ;

Le *Discours* prononcé par M. le docteur Dresch, à l'occasion de la réception des Félîtres d'Aquitaine à Foix, le 18 mai 1886, précédé d'une lettre de Mistral, in-8°, Foix, imprimerie veuve Pomiès, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1886, juillet, 78^e livraison, in-8°, Valence ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, cinquième année, juillet-août-septembre 1886, in-8°, Gap ;

Le *Catalogue* de la bibliothèque du marquis Vargas-Mac-ciucca, in-8°, Naples, librairie ancienne de Cioffi, 1886 ;

La Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère, n° 34-35, avril-mai 1886, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte, libraire ;

La Revue des autographes, n° de mai-juillet 1886, in-8°, Paris, Eugène Charavay fils, où sont mentionnées deux pièces de vers autographes, signées, du fabuliste Lachambeaudie, et une quittance du compositeur Jean-Baptiste Lemoyne, déjà citée dans un de nos précédents procès-verbaux ;

Par M. Louis de Lamothe, secrétaire-général honoraire de la Société départementale d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, la deuxième partie, première section, de ses intéressants *Voyages agricoles en Périgord et dans les pays*

principaux ornements. Il exprime en même temps le vœu que la notice de M. Hardy soit publiée dans notre *Bulletin* avec une reproduction du bas-relief ;

Le *Discours* prononcé par M. René Goblet, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, le samedi 1^{er} mai 1886, à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, brochure in-8°, Paris, imprimerie des journaux officiels, 1886 ;

L'Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France, 19^e année, 1885, un volume in-8°, Paris, Maisonneuve et Leclerc, libraires-éditeurs ;

L'Homme, journal illustré des sciences anthropologiques, paraissant sous la direction de M. de Mortillet, numéro du 10 mai 1886, in-8°, Paris, Octave Doin, éditeur, et contenant un *Voyage préhistorique dans quatre départements du sud-ouest de la France* (Corrèze, Dordogne, Vienne, Indre-et Loire), par M. Philippe Salmon, qui rend compte de sa visite aux collections de MM. Hardy et Féaux ;

Les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 3^e série, tome X, un vol. in-8°, Anvers, 1886, et trois numéros V, VI et VII du *Bulletin* de la même Société, in-8°, Anvers, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1886, n° 1, in-8°, Amiens, Douillet et C^e, imprimeurs-libraires ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanaïs*, tome VIII, n° 128, premier trimestre de 1886, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur, contenant la notice de M. Léopold Delisle sur un *Nouveau témoignage relatif à la mission de Jeanne d'Arc* ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1886, in-8°, Poitiers, contenant un savant mémoire de M. Barbier de Montault sur *Les Croix à main du diocèse de Poitiers* ;

Le *Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, VI^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juillet 1886, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où se trouve un article de M. Louis Audiat sur le *Lieu de naissance de Bernard Palissy*, la question ayant été de nouveau soulevée par

M. Philippe Burty, et M. Elysée Reclus ayant laissé dire à sa *Nouvelle géographie universelle*, par suite d'une faute d'impression, que le célèbre potier était *Angevin* au lieu d'être *Agenais* ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° du 30 juin 1886, in-4°, Bordeaux, librairie Férét et fils, renfermant une *Note* de M. Mouret, ingénieur des ponts et chaussées à Périgueux, sur le terrain oolithique des environs de Brive ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VIII, 2^e livraison, avril-juin 1886, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, contenant un intéressant mémoire de M. Ch. de Linas sur *Les émaux limousins* de la collection Basilewsky, à Saint-Pétersbourg, et sur *Le triptyque de la cathédrale de Chartres* ;

Le *Discours* prononcé par M. le docteur Dresch, à l'occasion de la réception des Félîtres d'Aquitaine à Foix, le 18 mai 1886, précédé d'une lettre de Mistral, in-8°, Foix, imprimerie veuve Pomiès, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1886, juillet, 78^e livraison, in-8°, Valence ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, cinquième année, juillet-août-septembre 1886, in-8°, Gap ;

Le *Catalogue* de la bibliothèque du marquis Vargas-Mac-ciucca, in-8°, Naples, librairie ancienne de Cioffi, 1886 ;

La Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère, n° 34-35, avril-mai 1886, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte, libraire ;

La Revue des autographes, n° de mai-juillet 1886, in-8°, Paris, Eugène Charavay fils, où sont mentionnées deux pièces de vers autographes, signées, du fabuliste Lachambeaudie, et une quittance du compositeur Jean-Baptiste Lemoyne, déjà citée dans un de nos précédents procès-verbaux ;

Par M. Louis de Lamothe, secrétaire-général honoraire de la Société départementale d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, la deuxième partie, première section, de ses intéressants *Voyages agricoles en Périgord et dans les pays*

principaux ornements. Il exprime en même temps le vœu que la notice de M. Hardy soit publiée dans notre *Bulletin* avec une reproduction du bas-relief ;

Le *Discours* prononcé par M. René Goblet, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, le samedi 1^{er} mai 1886, à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, brochure in-8°, Paris, imprimerie des journaux officiels, 1886 ;

L'*Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France*, 19^e année, 1885, un volume in-8°, Paris, Maisonneuve et Leclerc, libraires-éditeurs ;

L'*Homme*, journal illustré des sciences anthropologiques, paraissant sous la direction de M. de Mortillet, numéro du 10 mai 1886, in-8°, Paris, Octave Doin, éditeur, et contenant un *Voyage préhistorique dans quatre départements du sud-ouest de la France* (Corrèze, Dordogne, Vienne, Indre-et Loire), par M. Philippe Salmon, qui rend compte de sa visite aux collections de MM. Hardy et Féaux ;

Les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 3^e série, tome X, un vol. in-8°, Anvers, 1886, et trois numéros V, VI et VII du *Bulletin* de la même Société, in-8°, Anvers, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1886, n° 1, in-8°, Amiens, Douillet et C^e, imprimeurs-libraires ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome VIII, n° 128, premier trimestre de 1886, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur, contenant la notice de M. Léopold Delisle sur un *Nouveau témoignage relatif à la mission de Jeanne d'Arc* ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1886, in-8°, Poitiers, contenant un savant mémoire de M. Barbier de Montault sur *Les Croix à main du diocèse de Poitiers* ;

Le *Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, VI^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juillet 1886, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où se trouve un article de M. Louis Audiat sur le *Lieu de naissance de Bernard Palissy*, la question ayant été de nouveau soulevée par

M. Philippe Burty, et M. Elysée Reclus ayant laissé dire à sa *Nouvelle géographie universelle*, par suite d'une faute d'impression, que le célèbre potier était *Angevin* au lieu d'être *Agenais* ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° du 30 juin 1886, in-4°, Bordeaux, librairie Férét et fils, renfermant une *Note* de M. Mouret, ingénieur des ponts et chaussées à Périgueux, sur le terrain oolithique des environs de Brive ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VIII, 2^e livraison, avril-juin 1886, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, contenant un intéressant mémoire de M. Ch. de Linas sur *Les émaux limousins* de la collection Basilewsky, à Saint-Petersbourg, et sur *Le triptyque de la cathédrale de Chartres* ;

Le *Discours* prononcé par M. le docteur Dresch, à l'occasion de la réception des Félîtres d'Aquitaine à Foix, le 18 mai 1886, précédé d'une lettre de Mistral, in-8°, Foix, imprimerie veuve Pomiès, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1886, juillet, 78^e livraison, in-8°, Valence ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, cinquième année, juillet-août-septembre 1886, in-8°, Gap ;

Le *Catalogue* de la bibliothèque du marquis Vargas-Macciucca, in-8°, Naples, librairie ancienne de Cioffi, 1886 ;

La Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère, n° 34-35, avril-mai 1886, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte, libraire ;

La *Revue des autographes*, n° de mai-juillet 1886, in-8°, Paris, Eugène Charavay fils, où sont mentionnées deux pièces de vers autographes, signées, du fabuliste Lachambeaudie, et une quittance du compositeur Jean-Baptiste Lemoyne, déjà citée dans un de nos précédents procès-verbaux ;

Par M. Louis de Lamothe, secrétaire-général honoraire de la Société départementale d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, la deuxième partie, première section, de ses intéressants *Voyages agricoles en Périgord et dans les pays*

9 avril dernier, au domicile de son frère, M. Pastoureau de Labesse, ingénieur de la marine en retraite et officier de la Légion-d'Honneur, notre confrère, auquel nous adressons l'expression de tous nos regrets.

X.



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente le Château de Commarque ; — la 2^e, le Château de Laussel.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR..

Périgueux. — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^o).

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

TOME XIII. — CINQUIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER.

Septembre-Octobre 1886.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON.

	Pages.
Séances mensuelles du jeudi 5 août 1886.....	341
— du jeudi 2 septembre.....	351
Étude historique sur Grimoard de Mucidan, abbé de Brantôme et de Saint-Cybard, évêque d'Angoulême (991-1018) (M. Joseph MALLAT).....	356
Les trois premiers seigneurs de Bergerac (M. Élie DE BIRAN).	384
Causeries archéologiques. — Hôtels de la Renaissance sur le quai de Périgueux ; — Donjon du Chapdeuil (B ^{on} DE VERNEILH).....	397
Foires et marchés octroyés à Léguillac-de-Cercles le 13 juin 1594 (M. A. DE ROUMEJOUX).....	406
Département de la Dordogne. — Tableau des billets de confiance (M. Ph. DE BOSREDON).....	413
VARIA. — Jean Rey (M. H. LAGATU).....	416
Journal de voyage de dom Jacques Boyer, religieux bénédictin de la congrégation de St-Maur (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	423

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 Août 1886.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Charles Durand, Paul Galy, Michel Hardy, Ladevi-Roche, Lespinas et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT fait une rapide énumération des ouvrages offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le Journal des Savants, cahiers de juin et juillet 1886, in-4°, Paris, imprimerie nationale ;

Le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1886, n° 2, in-8°, Paris, imprimerie nationale, contenant le rapport de M. Chabouillet, sur une communication de M. Hardy relative au bas-relief représentant Mercure, trouvé à Périgueux, près de l'église de la Cité, le 30 décembre 1884. M. Chabouillet adresse des félicitations à M. Hardy, à qui l'on doit la conservation de ce monument, et qui, de concert avec M. le docteur Galy, conservateur du Musée départemental de Périgueux, l'a fait transporter dans cet établissement, dont ce Mercure est aujourd'hui l'un des

principaux ornements. Il exprime en même temps le vœu que la notice de M. Hardy soit publiée dans notre *Bulletin* avec une reproduction du bas-relief ;

Le *Discours* prononcé par M. René Goblet, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, le samedi 1^{er} mai 1886, à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, brochure in-8°, Paris, imprimerie des journaux officiels, 1886 ;

L'*Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France*, 19^e année, 1885, un volume in-8°, Paris, Maisonneuve et Leclerc, libraires-éditeurs ;

L'*Homme*, journal illustré des sciences anthropologiques, paraissant sous la direction de M. de Mortillet, numéro du 10 mai 1886, in-8°, Paris, Octave Doin, éditeur, et contenant un *Voyage préhistorique dans quatre départements du sud-ouest de la France* (Corrèze, Dordogne, Vienne, Indre-et Loire), par M. Philippe Salmon, qui rend compte de sa visite aux collections de MM. Hardy et Féaux ;

Les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 3^e série, tome X, un vol. in-8°, Anvers, 1886, et trois numéros V, VI et VII du *Bulletin* de la même Société, in-8°, Anvers, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1886, n° 1, in-8°, Amiens, Douillet et C^e, imprimeurs-libraires ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome VIII, n° 128, premier trimestre de 1886, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur, contenant la notice de M. Léopold Delisle sur un *Nouveau témoignage relatif à la mission de Jeanne d'Arc* ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1886, in-8°, Poitiers, contenant un savant mémoire de M. Barbier de Montault sur *Les Croix à main du diocèse de Poitiers* ;

Le *Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, VI^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juillet 1886, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où se trouve un article de M. Louis Audiat sur le *Lieu de naissance de Bernard Palissy*, la question ayant été de nouveau soulevée par

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 Août 1886.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Charles Durand, Paul Galy, Michel Hardy, Ladevi-Roche, Lespinas et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT fait une rapide énumération des ouvrages offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de juin et juillet 1886, in-4°, Paris, imprimerie nationale ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1886, n° 2, in-8°, Paris, imprimerie nationale, contenant le rapport de M. Chabouillet, sur une communication de M. Hardy relative au bas-relief représentant Mercure, trouvé à Périgueux, près de l'église de la Cité, le 30 décembre 1884. M. Chabouillet adresse des félicitations à M. Hardy, à qui l'on doit la conservation de ce monument, et qui, de concert avec M. le docteur Galy, conservateur du Musée départemental de Périgueux, l'a fait transporter dans cet établissement, dont ce Mercure est aujourd'hui l'un des

principaux ornements. Il exprime en même temps le vœu que la notice de M. Hardy soit publiée dans notre *Bulletin* avec une reproduction du bas-relief ;

Le *Discours* prononcé par M. René Goblet, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, le samedi 1^{er} mai 1886, à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, brochure in-8°, Paris, imprimerie des journaux officiels, 1886 ;

L'*Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France*, 19^e année, 1885, un volume in-8°, Paris, Maisonneuve et Leclerc, libraires-éditeurs ;

L'*Homme*, journal illustré des sciences anthropologiques, paraissant sous la direction de M. de Mortillet, numéro du 10 mai 1886, in-8°, Paris, Octave Doin, éditeur, et contenant un *Voyage préhistorique dans quatre départements du sud-ouest de la France* (Corrèze, Dordogne, Vienne, Indre-et Loire), par M. Philippe Salmon, qui rend compte de sa visite aux collections de MM. Hardy et Féaux ;

Les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 3^e série, tome X, un vol. in-8°, Anvers, 1886, et trois numéros V, VI et VII du *Bulletin* de la même Société, in-8°, Anvers, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1886, n° 1, in-8°, Amiens, Douillet et C^e, imprimeurs-libraires ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome VIII, n° 128, premier trimestre de 1886, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur, contenant la notice de M. Léopold Delisle sur un *Nouveau témoignage relatif à la mission de Jeanne d'Arc* ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1886, in-8°, Poitiers, contenant un savant mémoire de M. Barbier de Montault sur *Les Croix à main du diocèse de Poitiers* ;

Le *Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, VI^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juillet 1886, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où se trouve un article de M. Louis Audiat sur le *Lieu de naissance de Bernard Palissy*, la question ayant été de nouveau soulevée par

M. Philippe Burty, et M. Elysée Reclus ayant laissé dire à sa *Nouvelle géographie universelle*, par suite d'une faute d'impression, que le célèbre potier était *Angevîn* au lieu d'être *Agenais* ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° du 30 juin 1886, in-4°, Bordeaux, librairie Férét et fils, renfermant une *Note* de M. Mouret, ingénieur des ponts et chaussées à Périgueux, sur le terrain oolithique des environs de Brive ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VIII, 2^e livraison, avril-juin 1886, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, contenant un intéressant mémoire de M. Ch. de Linas sur *Les émaux limousins* de la collection Basilewsky, à Saint-Petersbourg, et sur *Le triptyque de la cathédrale de Chartres* ;

Le *Discours* prononcé par M. le docteur Dresch, à l'occasion de la réception des Félîtres d'Aquitaine à Foix, le 18 mai 1886, précédé d'une lettre de Mistral, in-8°, Foix, imprimerie veuve Pomiès, 1886 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1886, juillet, 78^e livraison, in-8°, Valence ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, cinquième année, juillet-août-septembre 1886, in-8°, Gap ;

Le *Catalogue* de la bibliothèque du marquis Vargas-Macciucca, in-8°, Naples, librairie ancienne de Cioffi, 1886 ;

La Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère, nos 34-35, avril-mai 1886, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte, libraire ;

Le *Revue des autographes*, n° de mai-juillet 1886, in-8°, Paris, Eugène Charavay fils, où sont mentionnées deux pièces de vers autographes, signées, du fabuliste Lachambeaudie, et une quittance du compositeur Jean-Baptiste Lemoyne, déjà citée dans un de nos précédents procès-verbaux ;

Par M. Louis de Lamothe, secrétaire-général honoraire de la Société départementale d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, la deuxième partie, première section, de ses intéressants *Voyages agricoles en Périgord et dans les pays*

voisins, un volume in-8°, Périgueux, imprimerie Laporte, 1886 ;

Par M. l'abbé Arbellot, président de la Société archéologique du Limousin, *La semaine religieuse de Limoges*, n° du jeudi 24 juillet 1886, contenant la suite de sa polémique avec M. l'abbé Pergot sur *Le lieu de naissance de saint Vaast* ;

Par M. l'abbé Pergot, sa brochure n° 5 sur *Saint Vaast*, catéchiste du roi Clovis et premier évêque d'Arras, originaire du Périgord ; — *Mon dernier mot à M. le chanoine Arbellot*, in-8°, Périgueux, Cassard frères, imprimeurs, 1886 ;

Par M. Dujarric-Descombes, un n° du journal *L'Echo de la Dordogne*, du 16 juillet dernier, contenant son article bibliographique sur *La Chanson de Roland*, éditée par notre confrère M. Léon Clédât.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

La Société a appris avec plaisir que notre confrère M. Antoine Deschamps, directeur de l'école communale de Saint-Martin de Périgueux, ayant déjà plusieurs médailles, avait reçu les palmes d'officier d'académie, le 14 juillet dernier, en récompense de ses intelligents services ; elle l'en félicite.

M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, mande à M. LE PRÉSIDENT que son attention a été appelée d'une manière très pressante sur les inconvénients que présente la date des vacances de Pâques pour la réunion annuelle des Sociétés savantes. « Après l'enquête que j'ai faite, écrit-il, il n'est plus douteux que cette date, favorable aux professeurs de l'Université désireux de s'associer aux travaux du Congrès et qu'à ce titre j'aurais voulu pouvoir conserver, ne satisfait ni aux convenances du plus grand nombre des Sociétés savantes, ni à celle des membres du Comité. J'ai donc été amené, Monsieur le Président, à rechercher, en vue du Congrès de 1887, un moment qui répondrait mieux aux intérêts de tous. Les vacances de la Pentecôte ayant réuni le plus de suffrages, je suis disposé à choisir cette époque. Mais avant de prendre une décision, je tiens à connaître votre avis, et je vous serai obligé de me le transmettre dans le plus bref délai possible. »

L'assemblée consultée est unanime pour demander le

maintien du Congrès à l'époque des vacances de Pâques, beaucoup de personnes, outre les professeurs de l'Université et les magistrats, prenant ordinairement à cette date une semaine ou deux de congé, tandis qu'il n'est pas d'usage de prendre plus de deux jours de vacances à la Pentecôte. L'assemblée vote donc pour le *statu quo*.

Notre cher Président, M. le docteur GALY, nous envoie la note suivante qu'il a détachée à notre intention du journal *La Patrie* du 7 juillet dernier :

« Hier, sont arrivées à Paris, à destination du musée du Louvre, 215 caisses qui contiennent les fragments de la décoration des palais d'Artaxercès et de Darius à Suse et les objets d'art anciens découverts par la mission Dieulafoy. Leur poids dépasse 40,000 kilos et six wagons ont été réservés pour leur transport. Le croiseur *le Sané* les a amenés de Bassorah à Toulon.

• Notre musée national s'enrichit là de trésors artistiques et archéologiques qui feront l'envie de tous les musées étrangers, du *British Museum* et du musée de Berlin.

• L'exposition de la mission réserve des surprises aux archéologues et aux artistes. Les frises de pierre émaillée, provenant de la décoration du palais d'Artaxercès, notamment celle des Immortels, les gardes royaux, sont des pièces uniques et du plus haut intérêt comme œuvres d'art et comme technique de l'antiquité perse. Leur conservation parfaite, leurs couleurs ont l'éclat d'émaux sortant du four du potier. »

Puis, M. le docteur LADEVI-ROCHE annonce que des travaux de terrassements, effectués auprès du château de Saint-Germain-du-Salembre, ont amené la découverte, sur un espace assez resserré, d'une grande quantité de tuiles à rebords. Il y eut là un établissement romain, probablement une habitation rurale, dont il serait intéressant de relever le plan. Les fouilles de sondage que nécessiterait ce travail ne sauraient être dispendieuses et amèneraient peut-être de précieuses découvertes d'objets antiques.

Notre confrère dépose ensuite sur le bureau quelques médailles qu'il offre au Musée départemental. Nous y remarquons un moyen bronze de Tibère, malheureusement effacé

et presque fruste, et deux ou trois jetons, parmi lesquels un jeton assez curieux de Charles-Quint. On y voit également un fragment d'une croix sépulcrale en étain, provenant de l'ancien cimetière de la paroisse de Saint-Germain.

M. l'abbé GRANGER nous envoie aussi un jeton en cuivre, entouré d'un grènetis, de l'époque de la Renaissance, trouvé en faisant un travail de terrassement près de l'église de Château-l'Evêque. Il représente d'un côté Vulcain, assis, forgeant un casque, en face d'un personnage debout caressant un faune, avec la légende VOLCANVS ; de l'autre, Cyparisse debout, changé en cyprès, l'arc à la main, venant de lancer une flèche et de blesser un cerf, avec la légende CIPARISSVS ; à l'exergue, les deux lettres H . K .

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

M. LE PRÉSIDENT remet au Secrétaire général la copie d'un inventaire fait du 28 décembre 1569 au 11 janvier 1570, dans les châteaux des Combes et de la Vergne, près de St-Sulpice-de-Mareuil. Ce document, dont le préambule a paru dans le tome XII de notre *Bulletin*, p. 300, contient des détails instructifs sur le mobilier, les armes, le matériel agricole, les cheptels des diverses métairies à cette époque. Comme il est très volumineux, il sera publié en deux ou trois parties, pour ne pas fatiguer l'attention du lecteur.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous adresse le compte-rendu, dont il avait été chargé, du *Journal de voyage de dom Jacques Boyer en Périgord*. Le Secrétaire général en donne lecture à l'assemblée, qui l'écoute avec intérêt et en décide la publication.

M. DE FROIDEFOND offre ensuite à nos archives une liasse de correspondances, de 137 pièces, du xvii^e et du xviii^e siècle, provenant des familles de Leymarie de la Roche et Chevalier de Cablanç. Elle contient des lettres signées : de Breteuil, à Chantilly, le 25 juillet 1724 ; du marquis de Donissan, à Bordeaux, 1780 ; de M. de Jumilhac, de M. de Giverzac, de Delpy de la Roche, de Le Berthon, de La Marthonnie, etc.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL remercie M. de Froidefond de ce nouveau don et reconnaît hautement que c'est à la bienveillance, à la générosité des anciennes familles du Pé-

rigord qu'il doit le rapide accroissement du dépôt public confié à sa garde ; il cite un exemple entre autres.

« En 1882, dit-il, M. le baron Christophe de Carbonnières m'avait apporté les archives des seigneuries de Jayac et de Saint-Chamassy, qui étaient fort intéressantes ; cette année, il vient de m'offrir celles d'une branche cadette de sa famille, des Carbonnières de Chambéry, de Saint-Brice, du Limousin. Ce fonds, de 2,000 pièces environ, la plupart sur papier, du xv^e au xviii^e siècle, concerne en grande partie la baronnie de Boussac (Creuse), entrée dans la famille en 1730 par suite d'une alliance avec les de Rilhac. Il contient notamment deux anciens inventaires où sont mentionnées les fameuses tapisseries du château de Boussac, aujourd'hui classées parmi les monuments historiques. Mais il comprend, en outre, et ceci a une importance considérable, une série de plus de 400 lettres missives, originales et inédites, adressées à François et à Christophe de Chambéry père et fils, gouverneurs des places de Maubert-Fontaine, de Rocroy et de la citadelle de Lyon, par les rois Henri II, François II, Charles IX, Henri III, la reine Catherine de Médicis ; François de Clèves, duc de Nivernais, gouverneur de Champagne, Brie et Luxembourg ; le duc de Guise, le cardinal de Lorraine, le connétable Anne de Montmorency, le cardinal Charles de Bourbon, Louis de Bourbon, Jacques de Savoie, duc de Nemours ; Adolphe de Lions, sieur Despaulx, lieutenant général au gouvernement de Champagne, Brie et Luxembourg, en l'absence du duc de Nivernais et de M. de Bordillon ; Jean de Losse, gouverneur de Mariembourg ; les capitaines Champagniat, Leroy, Albin Tirvoys, d'Arragon, Descars, Rochechouart, etc.

» Jointes à ces lettres sont 22 pièces, la plupart signées et scellées, qu'on peut appeler justificatives : — commissions pour lever des hommes de guerre en Champagne, qui seront chargés de la garde de Rocroy et de la frontière, à cause « des grandz troubles et divisions que l'on veoit de jour à aultre pululler en tous les pays de ce roiaulme » (1562) ; pour surveiller les ouvrages de fortification de la ville de Rocroy ; pour

réquisitionner des chevaux, charois, chars et charrettes; pour faire travailler les habitants aux fortifications; pour faire prêter du blé aux soldats de la garnison de Rocroy par les habitants des villages; pour lever 50 lits destinés à coucher les soldats de la garnison; — prolongations de trêve pendant que les députés des rois de France et d'Espagne négocient la paix de Câteau-Cambrésis (1558); — autres suspensions d'armes datées de l'abbaye de Cercamp, pendant que la paix se négocie; — articles de paix; — lettres patentes revêtues du sceau de majesté, par lesquelles le roi Henri II charge le lieutenant général Despaulx, en exécution du traité de Câteau-Cambrésis, de remettre le château de Bouillon à l'évêque de Liège; — marché passé avec un fournisseur pour le ravitaillement des troupes; — états de vivres, de munitions; des ouvrages ordonnés aux entrepreneurs de la fortification; des travaux à y faire; de la dépense faite à Rocroy durant l'année 1562 jusqu'au 20 novembre; — et un inventaire signé et scellé de François de Mandelot, gouverneur de Lyon, compromis plus tard dans la Saint-Barthélemy, et daté du 1^{er} mai 1570, de toutes les pièces d'artillerie, poudres, boulets et autres « bastons » (armes) et munitions de guerre, étant tant en la citadelle de la ville de Lyon, boulevarts d'icelle, qu'au château de Pierrescize, sous la charge du seigneur de Chambery, gouverneur de la dite citadelle et capitaine de 350 hommes de guerre à pied français, y étant en garnison pour le service de S. M., etc.

» Toute cette précieuse correspondance, historique, militaire et diplomatique, de la seconde moitié du xvi^e siècle, concerne la guerre des Pays-Bas; elle nous révèle par le détail tous les ordres que le roi Henri II, Catherine de Médicis et leurs fils adressaient à leur gouverneur de Maubert-Fontaine et de Rocroy pendant cette période si agitée. Je ne veux ouvrir ici que quelques-unes des premières lettres, et voici ce qu'elles nous apprennent :

» Henri II prescrit les mesures à prendre tant pour la conservation de la place de Maubert-Fontaine que pour celle de Rocroy. Il donne avis, le 31 mai 1555, que l'Empereur (Charles-Quint) veut bloquer Marienbourg, prendre Rocroy

et assiéger Maubert-Fontaine ; il recommande à M. de Chambéry la garde de cette place. Le 3 juillet 1557, il l'invite à s'employer pour avancer les fortifications de Rocroy et aussi en sa place de Maubert-Fontaine. Le 11 août, même année, il l'instruit de la fâcheuse issue de la bataille de St-Quentin. Le 16 décembre, il l'informe que l'ennemi veut faire une tentative d'attaque contre Marienbourg, où commande le sieur de Losse. Le 3 juillet 1558, le roi annonce la prise de Thionville et ordonne une réduction dans la garnison de Maubert-Fontaine, etc.

« Il ne faudrait pourtant pas croire que cette correspondance fût entièrement et exclusivement militaire : beaucoup de ces missives nous fournissent des détails piquants sur la vie intime de ces grands personnages de la cour des Valois, leurs goûts, la manière d'employer leurs loisirs. Tous aimaient le noble plaisir de la chasse, et à cette occasion faisaient échange de bons procédés : le capitaine de Chambéry envoie souvent au connétable de Montmorency des gelinottes des bois, et le connétable lui mande que le roi (Henri II) a pris goût à cette sorte de gibier. En 1558, le cardinal Charles de Bourbon offre à M. de Chambéry, gouverneur de Maubert-Fontaine, quelque faucon sans doute, un oiseau de chasse de sa forêt de Signy.

• De pareils documents, d'un si haut intérêt, ne peuvent rester ignorés, et mon intention est bien de les publier ; ils forment d'ailleurs un tout très complet avec leurs pièces justificatives : au mérite de l'inédit, la publication joindra tout au moins celui de l'unité. Rien n'y manque en effet, pas même le poème épique sur *La citadelle lionnoise*, qui pourrait plus justement s'intituler *La Chambéryade*, et qu'ont inspiré les exploits guerriers de François de Carbonnières, seigneur de Chambéry, à Catherin Fortuné, Châlonnois. En tête du volume, j'ai le dessein de placer une introduction que j'irais, au mois d'avril, lire au Congrès des Sociétés savantes, à la Sorbonne, et je m'occuperais alors des voies et moyens pour parvenir à la publication, soit dans la collection des *Documents inédits de l'histoire de France*, soit dans

les annales de la *Société de l'Histoire de France*, soit ailleurs

» Je trouve encore dans le même fonds un registre du xv^e siècle, où sont transcrites neuf lettres, que je crois inédites, de Louis XI à son « très cher et très amé cousin et neveu » le duc de Bretagne, et les réponses de celui-ci à son « très redouté seigneur. » Bien qu'elles ne portent pas la date de l'année, il est aisé de voir qu'elles sont de 1464, et toutes sont relatives à des négociations de paix, entamées à Saint-Omer, sur la demande du duc de Bourgogne, avec les ambassadeurs du roi Edouard IV d'Angleterre; — à des trêves que ne veulent point exécuter les habitants de Saint-Malo, qui s'emparent, à plusieurs reprises, de bateaux de pêcheurs anglais, et enfin à des démêlés qui en sont la conséquence entre l'oncle et le neveu.

» Telle est, Messieurs, en résumé l'importance du don fait cette année à nos Archives départementales par M. Christophe de Carbonnières, à qui je ne saurais trop exprimer ma gratitude. »

L'assemblée félicite le secrétaire général et l'engage à s'occuper prochainement de la publication, tout en regrettant que ce fonds si riche ne soit pas périgourdin.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre association. Après deux votes par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Antony Delugin, ancien pharmacien, au château de Marouatte, commune du Grand-Brassac, par Montagnier, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. de Gomondie de La Chausselie ;

Et M. Viault (François), banquier, rue de Bordeaux, à Périgueux, présenté par M. Sautet et M. Michel Hardy.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Vice-Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 2 Septembre 1886.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Alfred de Froidefond, René de La Bastide, le marquis de La Douze, Charles Durand, le docteur Ladevi-Roche, le comte Charles de Larmandie, Raoul de Peyronny et Crédot.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, année 1886, troisième livraison, in-8°, Paris, signalant la publication de livres nouveaux sortis de la plume de plusieurs de nos correspondants : *Notes sur quelques manuscrits provençaux perdus ou égarés, suivies de deux lettres inédites de Pierre de Chasteuil-Gallaup*, publiées et annotées par M. Camille Chabaneau ; *Mémoire sur l'école calligraphique de Tours au ix^e siècle*, par M. Léopold Delisle, et *Reliquiæ benedictinæ*, documents inédits, par M. Ph. Tamizey de Larroque. Ce recueil relate, en outre, à la page 330, l'apparition d'un travail intitulé : *Schola Aquitanica*, qui renferme le programme d'études du collège de Guyenne au xvi^e siècle, réimprimé, avec une préface, une traduction française et des notes, par Louis Massebiau. On y lit enfin, à propos des découvertes de Jérôme Vignier, deux articles intéressants de M. l'abbé Pierre Batiffol, de Paris, et de M. W. Wattenbach, de Berlin, fortifiant l'opinion, partagée par certains esprits, que plusieurs documents relatifs à l'histoire ecclésiastique des v^e et vi^e siècles, publiés pour la première fois dans le *Spicilegium* de L. d'Achery, et

souvent réimprimés, sont apocryphes et ont été fabriqués par ledit Jérôme Vignier, prêtre de l'Oratoire, mort en 1661 ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, tome XXXIII, première et deuxième livraisons, in-8°, Limoges, 1886, reproduisant, dans la première, une étude de M. l'abbé Arbellot sur les *Ermîtes du Limousin*, où sont consignées la nomination, comme ermite de Mont-Jaury, de 1548 à 1551, de Pierre Guyard, qui se démit de sa charge, et, sans avertir les consuls, partit pour aller à Nontron dans le couvent des Cordeliers ; pareille nomination, en 1566, de frère Martial Gadaud, « jadis hoste de la Poyre, » c'est-à-dire maître d'hôtel de l'auberge de ce nom ; et une lettre, en date du 9 mai 1743, de M. de Tourny, intendant du Limousin, enjoignant à l'ermite en fonctions de quitter sa demeure, et retirant aux consuls la permission de le remplacer. En signalant les ermites des provinces voisines, notre savant correspondant n'a eu garde d'omettre l'ermitage du Toulon, près Périgueux, dont l'existence avait été relevée par notre érudit secrétaire général, dans la séance de notre Société du 7 décembre 1876. — La deuxième livraison de ce *Bulletin* contient une notice de M. Louis Guibert sur *Châluçet*, qu'accompagnent deux excellents dessins de M. Jules de Verneilh. Une description des ruines de cette forteresse du moyen-âge par M. Félix de Verneilh complète ce travail ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e semestre de 1886, in-8°, Poitiers ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XV, avril 1886, in-8°, Montpellier, où notre correspondant M. Chabaneau publie en dialecte ancien la *Vie de saint Hermentaire* ou *Armentaire*, dont il fait remonter la paternité à Jean de Nostredame ;

Le *Bulletin de la Société de Borda* (Dax), onzième année, 1886, deuxième trimestre, in-8°, rapportant, à la page XLVII, l'opinion de M. le docteur Sorbets, aux yeux duquel les préfixes EN et NA, placés devant les noms propres dans les chartes et les inscriptions en langue romane, avaient alors la signification d'un mot employé comme pour dire aujour-

d'hui Monsieur ou Madame ; et, à la page 67, la découverte, à Gondrin (Gers), d'un trésor de 5,415 deniers et oboles Morlans, au nom de Centulle, vicomte de Béarn ;

Le *Catalogue* de livres rares et curieux composant la bibliothèque de M. le docteur G..., première partie, in-8°, Paris, 1886 ;

Le *Catalogue* de livres rares et précieux, manuscrits et imprimés, principalement sur l'Amérique et sur les langues du monde entier, composant la bibliothèque de M. Alph. Pinart, et comprenant en totalité la bibliothèque mexicoguatémaliennne de M. l'abbé Brasseur de Bourbourg, in-8°, Paris, 1883 ;

Par M. Louis Guibert, vice-président de la Société archéologique et historique du Limousin, sa brochure intitulée : *Des formules de date et de l'époque du commencement de l'année en Limousin*, in-8°, Tulle, imprimerie Crauflon, 1886, où l'auteur signale l'existence, dès 1295, dans le ressort des sénéchaussées de Périgueux et de Cahors, de notaires du roi, au-dessous du garde-sceau, et cite la liasse 7,869 des archives de la Haute-Vienne, comme faisant mention, sous la date de 1314, d'un autre notaire du roi en Périgord.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que par arrêté du 12 juillet 1886, M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes a classé parmi les monuments historiques du département de la Dordogne :

Le donjon de Vernodes, commune de Tocane-St-Apre ;

L'église de Saint-Amand-de-Coly,

Et l'église de Ste-Croix-de-Beaumont.

M. Charles DURAND a la parole pour faire une communication sur les fouilles de Chamiers. Il s'exprime en ces termes :

« Je viens, en l'absence de M. Hardy, vous donner quelques renseignements relatifs aux fouilles de Chamiers et aux travaux de restauration entrepris par la Société archéologique.

» Tout d'abord, M. Sautet, continuant le déblaiement des

thermes, a mis à découvert une substruction nouvelle située à l'est, en prolongement du mur sud de l'égoût.

» Cette substruction se compose de larges fondations sur lesquelles se détachent, au niveau d'établissement, de puissants contre-forts extérieurs, équidistants; mais l'avancement des fouilles ne permet pas encore de fixer sa destination.

» Les travaux que fait exécuter la Société et dont elle a bien voulu me confier la direction, ont été commencés le 9 août; ils sont très avancés et seraient terminés si de nombreuses et profondes brèches, remplies de terres argileuses, n'avaient été rencontrées dans les murs, lors du nettoyage de la partie des thermes à restaurer. — J'ai dû, afin d'éliminer de tels éléments de décomposition, faire vider ces brèches qui seront remplies en maçonnerie ordinaire.

» D'autres découvertes de très grande importance, relatives à une amenée et à la vidange des eaux, ont été faites en nettoyant les murs. Ces découvertes permettent, en effet, de fixer d'une façon certaine la destination de la salle si intéressante que nous restaurons et qui contenait une piscine d'eau chaude. Ainsi donc, l'hypothèse relative à l'existence, en cette partie des thermes, d'une salle d'étuves, doit aujourd'hui être écartée.

» La voûte du fourneau d'hypocauste a été reconstruite; le parement adjacent du mur du *præfurnium* a été réparé.

» Le dallage qu'il s'agissait de remonter à son niveau primitif a été d'abord enlevé avec les soins les plus minutieux qu'exigeait d'ailleurs son état très avancé de désagrégation; les piliers d'hypocauste, au nombre de 50, ont été reconstruits, et, à l'heure actuelle, ce dallage, qui avait été déposé sur une aire voisine, est repris et remis en place. Tout me fait espérer que ce délicat travail sera en bonne voie à la fin de cette semaine, et que, dans une quinzaine de jours environ, tous les travaux dont la Société a prescrit l'exécution seront achevés.

» Je termine, Messieurs, en vous faisant observer que les dépenses faites à ce jour, toutes main-d'œuvre et fournitures comprises, s'élèvent à 650 francs, et que les dépenses totales pourront approximativement atteindre 1,200 francs. »

Cette communication, au cours de laquelle notre confrère fait circuler plusieurs photographies indiquant l'avancement des travaux, est écoutée avec un vif intérêt.

M. LE PRÉSIDENT donne ensuite lecture des principaux passages de la charte d'établissement d'une foire. On y voit que les formalités auxquelles étaient autrefois soumises les demandes de cette nature étaient minutieuses ; qu'une enquête notamment était ouverte parmi les intéressés, comme le sont, de nos jours, les informations administratives *de commodo et incommodo*. Ce n'était qu'après s'être entouré de tous les renseignements utiles que le pouvoir se prononçait. A l'occasion de cette lecture, MM. le docteur Ladevi-Roche et le comte de Larmandie déplorent la facilité avec laquelle les conseils électifs favorisent les demandes de nouvelles foires, alors qu'en général les anciennes ne servent qu'à encourager la paresse, à répandre l'intempérance et à ruiner la santé : trois causes de la dépopulation des campagnes.

M. Alfred DE FROIDEFOND fait admirer la photographie d'un riche étendard donné par Louis XVI à un membre de la famille de Beaumont, qui s'était distingué dans une bataille : ce haut témoignage de vaillance avait été confié, sa vie durant, au marquis de Beaumont, à la condition qu'à son décès il ferait retour à la famille, actuellement représentée par un militaire. On y lit l'inscription suivante : « *Post fulmina alter terror*, » qu'il faudrait ainsi traduire, d'après MM. le docteur Ladevi-Roche, Alfred de Froidefond et le comte de Larmandie : « Après la foudre éclate une nouvelle épouvante (l'incendie). » Au centre éclate une bombe. Sa stoïque devise est empruntée à Horace : « *Impavidum ferient ruinae*. » Aux deux angles, en bas, se trouve la couronne royale et en haut les dauphins.

La Société de Borda (Dax) demande à échanger ses publications avec les nôtres. La proposition, mise aux voix, est favorablement accueillie.

MM. l'abbé COMBE et DELUGIN, admis membres titulaires dans de précédentes réunions, adressent leurs remerciements à la Société.

Enfin, il est procédé à l'élection d'un candidat qui demande

à entrer dans nos rangs. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Albert Labrousse, pharmacien à Sarlat, présenté par M. Louis Carvès et M. Dujarric-Descombes.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Adjoint,
P.-J. CRÉDOT.

Le Vice-Président,
A. DE ROUMEJOUX.

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR
GRIMOARD DE MUCIDAN
ABBÉ DE BRANTÔME ET DE SAINT-CYBARD,
ÉVÊQUE D'ANGOULÊME (991-1018)

I

O res mirabilis ! se seraient exclamé les anciens. Quelle chose curieuse que la façon dont on écrit le plus souvent l'histoire ! Un chroniqueur, personnellement froissé par le personnage dont il relate les actes, prononce sur lui un jugement un peu sévère. Peut-être sa plume a-t-elle été au-delà de sa pensée ; peut-être même ce jugement qui est l'épanchement d'une aigreur mal contenue se trouve-t-il en contradiction directe avec les faits énoncés ; la sentence n'en est pas moins rendue et n'en portera pas moins de graves conséquences.

En effet, voici qu'autant de fois le chroniqueur en question sera pillé ou simplement consulté, et autant de fois son appréciation personnelle, qui emprunte à sa contemporanéité la couleur de la notoriété publique dont elle est souvent loin de refléter seulement la nuance, autant de fois, dis-je, cette appréciation personnelle sera rééditée, grossie, enflée, si

bien qu'après quelque temps, quelques siècles si l'on veut, le roquet sera devenu un gros dogue, sinon éléphant ou mammoth.

Tel est l'exemple que nous procure l'histoire de Grimoard de Mucidan, successivement abbé de Brantôme et de Saint-Cybard, puis évêque d'Angoulême de 991 à 1018.

Deux chroniqueurs du ^{xr} siècle nous ont transmis sur la vie de ce personnage, auquel revient l'incomparable honneur de la construction de la cathédrale romane d'Angoulême, quelques notes, un simple aperçu de sa vie.

L'un de ces chroniqueurs poussa l'humilité jusqu'à laisser ignorer son nom. Son œuvre, connue sous le titre de *Manuscrit de Verteuil* (*Codex Vertoliensis*) jouit, à bon droit, d'une grande réputation d'exactitude. Le P. Labbe l'a publiée dans le tome II de sa *Nova bibliotheca manuscriptorum librorum*, sous le titre de : *Historia pontificum et comitum Engolismensium*. Voici le texte du chapitre XXIII de cette chronique :

DE GRIMOARDO EPISCOPO. Cathedram vero illius Grimoardus episcopus accepit.....

Grimoardus iste oblationes ecclesiæ Engolismensis, et mansum de Tournac ecclesiæ prædictæ acquisivit ; et insuper quædam præbenda cuidam pauperi in ecclesia prædicta pro anima ejus datur. A quo etiam ecclesia cathedralis Engolismensis consecratur ; per quem Hugo, rex Francorum privilegium cathedrali ecclesiæ Engolismensi dedit. Cujus tempore, quidam de principibus Engolismensibus Wadradius Loriches ædificavit in Xantonico pago monasterium Basience in honore sancti Stephani protomartyris, et censuale fecit Romanæ ecclesiæ ; consecratur autem ecclesia prædicta a Grimoardo et Islone, fratre eius, Xantonensi episcopo. Grimoardus vero obiens sepultus est in cathedrali ecclesia, juxta altare capituli. In quo capitulo cum maxima hominum multitudo fortuitu conveniret, contigit ut quidam super tumbam ipsius obdormijt ; tertio voce angelica vocatus, tertio evigilans admonitus est, quod a loco prædicto discederet : sub tumba etiam illa quiescebat sancti viri corpus, quod fratribus ecclesiæ prædictus homo resarcivit.

L'autre auteur auquel nous devons une notice sur le même personnage est Adémar de Chabannes, dont le livre a été

plusieurs fois imprimé sous le titre de : *Histoire des Francs*.

Voici le texte de cette notice telle qu'on la lit dans la *Bibliotheca manuscripta* du P. Labbe, tome III :

Grimoardus patriæ Petragoricensis, Aimerici vicecomitis Mucidanensis et Islonis Xantonensis germanus frater, post Hugonem ad Engolismenses provectus est cathedram, datis muneribus. A Willelmo comite monasterium S. Eparchij expetiit, sibi vendicavit, et per multos annos sine abbate manere fecit ; pluresque eiusdem monasterij possessiones parentibus suis, et aliis secularibus erogavit et a loco alienavit... Aimerico, germano suo, duci Moxedanensi, donavit in possessionem monasterium Tomolatense (Tremolatense) quod hactenus semper fuerat in dominio asceterij Eparchiani : et quod pejus, non post multos annos dux Moxedanensis, ducibus suis, quos infernales dicunt, illud jure beneficii concessit ; et ita penitus, ipsa possessio ab antiquo S. Eparchij abalienata est. Lapso aliquo tempore (nescio an divina permanente vendicta) a Guidone Lemovicum vicecomite, quod ei Brantomense monasterium transcribere recusaret, captus est et in carcerem coniectus. (1).

Il y a, entre ces deux textes, un désaccord tellement frappant que le premier sentiment, lorsqu'on s'est assuré qu'ils se rapportent au même personnage, est celui d'une vraie stupéfaction, d'un profond étonnement. Quelle distance, en effet, entre cet évêque généreux et charitable du premier texte, ce pieux prélat dont le ciel révèle par trois fois la sainteté, et cela par la voix de son ange, et ce quasi simoniaque, ce cupide qui emploie les présents pour se faire donner des bénéfices ecclésiastiques et dilapide ou distribue aux membres de sa famille les biens et les droits de ces bénéfices.

Ce premier étonnement s'accroît encore lorsque l'on a fait une connaissance plus intime avec le personnage, et alors, ce qui paraît le plus étrange, c'est qu'il ne se soit pas trouvé, jusqu'ici, une plume pour protester contre le témoignage du

(1) *Gallia christiana*, éd. de MDCCXX, col. 989-990.

moine Adémar, une voix pour rendre au nom de Grimoard un lustre si longtemps terni.

Examinant donc les choses de plus près que ne l'ont fait jusqu'ici les historiens qui ont écrit l'histoire de nos évêques, je vais, après l'étude de ses actes authentiques et incontestés, établir un rapprochement entre Grimoard de Mucidan et l'auteur du second texte, convaincre ce dernier d'erreur flagrante et découvrir dans son récit l'influence d'un sentiment personnel né d'un ressentiment insuffisamment étouffé au fond de son cœur. Cette idée confirmera une fois de plus cette vérité : qu'un historien est toujours mauvais juge de ses contemporains.

II

Grimoard naquit au château de Mussidan (1) vers le milieu du x^e siècle.

Il était second fils du vicomte Aimeri ou Aimeric, auquel succéda son frère aîné. Il dirigea ses études vers l'état ecclésiastique, et l'évêque de Périgueux, qui reconnut en lui de précieuses qualités, l'appela de bonne heure à siéger dans son conseil comme chanoine et, peu après, lui donna l'abbaye de Brantôme (2).

Le don n'était pas des plus brillants.

(1) La vicomté de Mussidan, une des plus vieilles du Périgord, avait pour siège la petite ville de ce nom, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Ribérac, département de la Dordogne, située sur l'Isle, dont le lit était encore navigable en cet endroit jusqu'en 1770. Elle relevait de l'abbaye de Charroux.

La voie romaine de Vésone à Bordeaux passait par Mussidan, ce qui a fait supposer à M. Audierne (*Périgord illustré*) que la ville de Mussidan « tenait son origine de la famille consulaire *Mussidia* dont les médailles sont assez communes en Périgord. » Cette supposition tient difficilement devant les diverses formes : *Mozidanensis* et *Mucidanensis* que prit au moyen-âge le nom de Mussidan.

Le château-fort de Mussidan, ravagé par les Normands au ix^e siècle, était au xii^e, une solide forteresse. La vicomté passa en 1366 aux mains des Montaut de Castillon.

(2) Anno (?) Grimoardus frater Islonis Santon. Brantosmi abbas videtur extitisse et postea episcopus Engolism... (*Gall. Christ.*, col. 1491).

plusieurs fois imprimé sous le titre de : *Histoire des Francs*.

Voici le texte de cette notice telle qu'on la lit dans la *Bibliotheca manuscripta* du P. Labbe, tome III :

Grimoardus patriæ Petragoricensis, Aimerici vicecomitis Mucidanensis et Islonis Xantonensis germanus frater, post Hugonem ad Engolismenses proventus est cathedram, datis muneribus. A Willelmo comite monasterium S. Eparchij expetiit, sibi vendicavit, et per multos annos sine abbate manere fecit ; pluresque eiusdem monasterij possessiones parentibus suis, et aliis secularibus erogavit et a loco alienavit... Aimerico, germano suo, duci Moxedanensi, donavit in possessionem monasterium Tomolatense (Tremolatense) quod hactenus semper fuerat in dominio asceterij Eparchiani : et quod pejus, non post multos annos dux Moxedanensis, ducibus suis, quos infernales dicunt, illud jure beneficij concessit ; et ita penitus, ipsa possessio ab antiquo S. Eparchij abalienata est. Lapsa aliquo tempore (nescio an divina permanente vendicta) a Guidone Lemovicum vicecomite, quod ei Brantomense monasterium transcribere recusaret, captus est et in carcerem conjectus. (1).

Il y a, entre ces deux textes, un désaccord tellement frappant que le premier sentiment, lorsqu'on s'est assuré qu'ils se rapportent au même personnage, est celui d'une vraie stupéfaction, d'un profond étonnement. Quelle distance, en effet, entre cet évêque généreux et charitable du premier texte, ce pieux prélat dont le ciel révèle par trois fois la sainteté, et cela par la voix de son ange, et ce quasi simoniaque, ce cupide qui emploie les présents pour se faire donner des bénéfices ecclésiastiques et dilapide ou distribue aux membres de sa famille les biens et les droits de ces bénéfices.

Ce premier étonnement s'accroît encore lorsque l'on a fait une connaissance plus intime avec le personnage, et alors, ce qui paraît le plus étrange, c'est qu'il ne se soit pas trouvé, jusqu'ici, une plume pour protester contre le témoignage du

(1) *Gallia Christiana*, éd. de MDCCXX, col. 989-990.

moine Adémar, une voix pour rendre au nom de Grimoard un lustre si longtemps terni.

Examinant donc les choses de plus près que ne l'ont fait jusqu'ici les historiens qui ont écrit l'histoire de nos évêques, je vais, après l'étude de ses actes authentiques et incontestés, établir un rapprochement entre Grimoard de Mussidan et l'auteur du second texte, convaincre ce dernier d'erreur flagrante et découvrir dans son récit l'influence d'un sentiment personnel né d'un ressentiment insuffisamment étouffé au fond de son cœur. Cette idée confirmera une fois de plus cette vérité : qu'un historien est toujours mauvais juge de ses contemporains.

II

Grimoard naquit au château de Mussidan (1) vers le milieu du x^e siècle.

Il était second fils du vicomte Aimeri ou Aimeric, auquel succéda son frère aîné. Il dirigea ses études vers l'état ecclésiastique, et l'évêque de Périgueux, qui reconnut en lui de précieuses qualités, l'appela de bonne heure à siéger dans son conseil comme chanoine et, peu après, lui donna l'abbaye de Brantôme (2).

Le don n'était pas des plus brillants.

(1) La vicomté de Mussidan, une des plus vieilles du Périgord, avait pour siège la petite ville de ce nom, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Ribérac, département de la Dordogne, située sur l'Isle, dont le lit était encore navigable en cet endroit jusqu'en 1770. Elle relevait de l'abbaye de Charroux.

La voie romaine de Vésone à Bordeaux passait par Mussidan, ce qui a fait supposer à M. Audierne (*Périgord illustré*) que la ville de Mussidan « tenait son origine de la famille consulaire *Mussidia* dont les médailles sont assez communes en Périgord. » Cette supposition tient difficilement devant les diverses formes : *Moxidanensis* et *Mucidanensis* que prit au moyen-âge le nom de Mussidan.

Le château-fort de Mussidan, ravagé par les Normands au ix^e siècle, était au xii^e, une solide forteresse. La vicomté passa en 1366 aux mains des Montaut de Castillon.

(2) Anno (?) Grimoardus frater Islonis Santon. Brantosmi abbas videtur extitisse et postea episcopus Engolism... (*Gall. Christ.*, col. 1491).

Ce monastère (1), de fondation si ancienne, que son histoire va plonger dans la nuit des temps, avait été complètement ruiné par les incursionnistes du ix^e siècle, et c'est à peine si depuis quelques années, avec le retour de la paix, les religieux de Brantôme commençaient à recouvrer leurs biens antérieurs, dont le comte de Périgord, Bernard de Taillefer, restitua la plus grande partie.

La sage administration du nouvel abbé permit cependant de reconstruire l'église et le cloître (2), et les bons rapports qu'il sut entretenir avec les comtes de Périgord, Arnaud Vorax (3), Boson le Vieux et son frère Aldebert I^{er}, comte de la Marche et du Périgord, ne contribuèrent pas peu au retour de la paix dans l'abbaye de Brantôme.

En ce temps venait de s'allumer, au sein de la maison des Taillefer, entre la branche d'Angoumois et celle de Périgord, une querelle des plus ardentes (4). Les fils de Bernard ne voulurent pas reconnaître à Arnaud Taillefer, « *qu'ils prétendaient enfant naturel de Guillaume*, » son droit à la succession au comté d'Angoulême, et firent maintes tentatives pour s'emparer soit de lui, soit de ses terres. La confusion qui existe dans l'histoire de ces temps ne permet pas de faire le jour sur cette affaire. Peut-être, plus tard, des documents venant à être retrouvés, notre Grimoard nous sera révélé comme le diplomate, ou tout au moins l'instrument politique de la réconciliation entre les deux branches de cette puissante famille des Taillefer : mais ne préjugeons pas et continuons à marcher dans la voie plus sûre du connu, en constatant qu'au moment où se conclut la paix, et comme pour ratifier le traité qui fut alors signé, le comte d'Angoulême fit à l'abbé du plus important monastère du Périgord présent de la plus ri-

(1) Au pied des rochers, au confluent de la Drôme et de la Côte.

(2) Il ne reste plus aujourd'hui de cette construction que les arcs doubleaux, les arcades murées et un pilier utilisé dans les constructions ultérieures.

(3) Dit Bouration (Audierno), ou Voratio (Vigier de la Pille).

(4) Après la mort de Guillaume Taillefer, le démon de la convoitise rompit l'union étroite qui avait existé entre les comtés d'Angoulême et du Périgord. (*Histoire de l'Angoumois*, par Vigier de la Pille.)

che abbaye de l'Angoumois. Grimoard de Mucidan, abbé de Brantôme, fut nommé abbé de l'abbaye royale de St-Cybard, à une date qui ne nous est pas indiquée d'une manière précise, mais que nous pouvons supposer, avec les auteurs du *Gallia Christiana*, proche de l'année 982 (1), puisqu'en cette année, il dispose en cette qualité « de la *petite abbaye de Trémolac* (2), en faveur de son frère Aymeric (3). »

Le nouvel abbé de St-Cybard laissait la prospérité à l'abbaye de Brantôme. Il était loin de la retrouver dans sa nouvelle charge. L'abbaye de St-Cybard, nominalement très riche, souffrait en effet, depuis déjà quelque temps, des querelles continuelles qui ruinaient les seigneurs de cette époque et désolaient leurs voisins.

Comment Grimoard géra-t-il les intérêts de ce monastère ? Nos archives ne nous le révèlent point, mais il est à croire qu'il sut s'y distinguer par les qualités d'un sage administrateur, puisqu'en 991, l'évêque d'Angoulême, Hugues de Jarnac, ayant volontairement donné sa démission d'un siège dont le trésor avait été si complètement absorbé dans ses guerres et ses intrigues, que la cathédrale, détruite par l'incendie de 981, était encore ensevelie dans ses décombres, l'Église d'Angoulême jugea ne pouvoir placer son gouvernement en meilleures mains que celles de l'abbé de St-Cybard. Grimoard fut nommé évêque d'Angoulême (4).

Je place ici une observation.

Sur quels fondements Adémar de Chabannes et les tra-

(1) Grimoardus, frater Aimerici domini de Mucidan (circa an. 982), postea episcopus Engolism. (*Gall. Christ.*, col. 1032.)

(2) Trémolac était une petite abbaye fondée par les premiers moines de St-Cybard et au moyen de ses largesses, sur le patrimoine du saint, au lieu même de sa naissance, dans le domaine qu'il tenait de son grand-père, le comte de Périgueux, sous Clovis. Trémolac est aujourd'hui une commune du canton de Ste-Alvère, arrondissement de Bergerac.

(3) Dupuy, — *Estat de l'Eglise du périgord*, t. 1, p. 211.

(4) DCCCCXCI tertio kalendas octobris, Grimoardus, pontificali ordine sacerdotio est functus. (Suite du *Chronicon Engolismense* attribué à Hugues 1^{er}, évêque, prédécesseur de Grimoard, qui mourut au mois de décembre de cette même année 991).

ducteurs ou compilateurs de ses chroniques appuient-ils leur affirmation que Grimoard employa la brigue pour arriver à l'épiscopat et qu'à force de présents — *datis muneribus*, disent-ils — il obtint du comte Guillaume l'abbaye de Saint-Cybard ?

Guillaume de Taillefer ne succéda à Arnaud qu'après la mort de celui-ci, c'est-à-dire après le 4 mars 992. Or, Grimoard était, on vient de le voir, abbé de St-Cybard depuis 982 et évêque d'Angoulême dès 991. Le chroniqueur, aveuglé sans doute par l'antipathie qui lui fait dire de l'abbé de St-Cybard « *qui monasterii destructor fuit*, » a commis ici un anachronisme que je relève au passage.

Grimoard se trouva donc à la tête d'un vaste diocèse moralement désolé et financièrement ruiné par la lutte infructueuse soutenue par son prédécesseur contre les comtes d'Angoulême. Hugues de Jarnac avait, en effet, formé l'inconcevable projet d'unir à son évêché le comté d'Angoulême et de voir ainsi disparaître la rivalité de seigneur à évêque dont la question revenait trop souvent assombrir l'horizon de nuages orageux. Voici le tableau saisissant que le chroniqueur de Verteuil nous trace du diocèse d'Angoulême en ces temps lamentables :

« ... Qua de causa, bona ipsius ecclesiæ distrahens, maximam partem in Lemovicensi, Petragoricensi, Santonensi et Engolismensi, baronibus qui in prædicta seditione ei auxilium præbebant impendit, sic que ad tantam alienationem bonorum et ad tantam loci desolationem versa est cathedralis ecclesia, ut pauci monachi ibi Deo servientes, de bonis ecclesiæ, vix sustentari possent. Quod autem essent hic tunc monachi apparet, quod cymbalum in claustra et alias monasticas consuetudines ecclesiæ Engolismensis adhuc retinet (1). »

Mais le manuscrit de Verteuil, qui nous représente ici les

(1) M^r Cousseau traduit indulgemment ainsi : « Hugues de Jarnac avait appauvri son église par des entreprises téméraires et de longues guerres pour la défense et l'extension de ses droits. Il se déchargea du poids de l'épiscopat et se renferma dans la retraite au monastère de St-Cybard. »

quelques moines de St-Pierre (1) ayant de la peine à vivre des revenus échappés aux distractions de Hugues 1^{er}, oublie de nous dire que le 18 février 981, un immense incendie avait dévoré une grande partie de la ville d'Angoulême, l'église mère et tout le monastère de l'apôtre St-Pierre (2) et trois autres églises (3), et que ce fut lorsque l'évêque Hugues se vit dans l'impossibilité matérielle de réparer ce désastre, qu'il se déposa de lui-même et se retira à l'abbaye de St-Cybard, où il mourut en 991 et fut enseveli comme un simple moine « sine virga et annulo (4). »

Grimoard entreprit vaillamment la grande œuvre de la reconstruction de sa cathédrale; il la poursuivit avec une généreuse constance et eut la consolation de la mener à bonne fin et d'en faire la consécration avant sa mort.

Une belle portion de l'église par lui construite subsiste encore (5) aujourd'hui, savoir : les deux tiers de la façade actuelle qui disparaît en grande partie sous les sculptures qu'y ajouta le restaurateur du xiii^e siècle et toute la première coupole. Dans un but de symétrie que je ne saurais louer, on a cru utile, lors des récentes réparations (1867-1873) de la cathédrale, d'appliquer sur les arcs doubleaux et leurs pieds-droits nus qui caractérisaient si bien le travail du x^e siècle, d'autres arcs doubleaux en plein cintre reposant sur les chapiteaux historiés de colonnes cylindriques engagées d'un quart dans les piliers. Cette addition est un anachronisme qui rend difficile la comparaison entre la travée subsistante

(1) Par moines, il faut entendre ici les chanoines qui menaient alors la vie régulière.

(2) Lisez : la cathédrale et les maisons capitulaire et décanale.

(3) DCCCXXCI. XIII kal. martii. monasterium S. Petri apost., mater ecclesia Engolism. urbis, cum tribus eccles. et magna parte ipsius civitatis incendio exurit. (*Chronicon Engolismense*). C'est donc par erreur qu'après M. Castaigne, M l'abbé J.-J. Bourassé dit en parlant de notre cathédrale, qu'elle fut réédifiée sous Hugues 1^{er} vers 974. Les travaux se prolongèrent jusqu'en 1017, sous le règne de Robert le Pieux et l'épiscopat de Grimoard. (*Les plus belles cathédrales de France*.)

(4) *Hist. Pont. et Comit. Engol.*, caput XXII.

(5) Il est surabondamment établi que la reconstruction « a primo lapide » de Girard ne doit être admise qu'avec de notables restrictions.

des constructions de Grimoard et celles des grandes restaurations de Girard et d'Itier Archambaud.

Grimoard n'eut pas à aller chercher au loin le type de sa cathédrale. Il la voulait de construction solide, de forme grandiose, d'aspect digne ; il emprunta tous ces caractères à l'abbatiale de St-Front de Périgueux en cours de construction. Chanoine au chapitre de St-Etienne et abbé de Brantôme, il avait assisté à la pose de la première pierre de la grande église de Périgueux ; il en avait étudié les plans avec Frotaire de Gourdon, cet ami, ce père que la mort lui ravit l'année même de son élévation à l'épiscopat. Comme plan, on conserva à la nouvelle cathédrale d'Angoulême la forme de l'église détruite, c'est-à-dire celle d'un parallélogramme orienté, terminé par un hémicycle (1). Trois coupoles à la suite les unes des autres, dont la retombée des voûtes, ici comme à Périgueux, vient rejoindre une arcature reposant sur un entablement qui couronne de simples pieds-droits formant contrefort ou saillie sur le mur. Ces coupoles sont moins élevées qu'à St-Front, elles ne sont point montées sur un tambour ajouré, et l'extérieur comme l'intérieur offre simplement l'aspect d'une calotte dont le rebord repose directement sur la corniche. L'édifice ne reçoit dès lors la lumière que de baies percées dans le mur. J'aurai l'occasion de faire ressortir cette particularité comme caractéristique de l'école angoumoisine dans l'architecture romano-byzantine (2).

Cependant, comme le dit bien M. de Verneilh (3), les caractères de ressemblance entre St-Front et St-Pierre d'Angoulême ne sont point accidentels. Le rapprochement de l'un et de l'autre édifice est aussi concluant que le rapprochement

(1) Mgr Cousseau. — Discours sur la dédicace et l'histoire de la cathédrale d'Angoulême.

(2) *Les grandes écoles architecturales de l'Angoumois et du périgord*, sous presse.

(3) *L'architecture byzantine en France*, par M. F. de Verneilh. Paris, Didron, MDCCCLII.

entre Saint-Pierre et Fontevrault, construits non plus seulement sur le même plan, mais d'après les mêmes épreuves.

Grimoard poursuivit son œuvre avec une rapidité presque incroyable, et moins de 18 années lui suffirent pour achever sa magnifique cathédrale, qui fut consacrée l'an 1015, au milieu de réjouissances les plus brillantes, par Seguin, archevêque métropolitain d'Aquitaine, et Islon, évêque de Saintes (1).

Avec quelles ressources l'évêque d'Angoulême avait-il pu conduire une si grande entreprise ?

Sa fortune personnelle dut y être pour quelque part respectable ; les largesses de son ami le comte d'Angoulême purent lui fournir un bel appoint, mais cela n'eût pas suffi. Aussi Grimoard y ajouta-t-il l'excédent des revenus de la mense abbatiale de Brantôme et de celle de St-Cybard ; c'est dans ce but qu'il conserva le titre d'abbé de ces deux monastères autant, ou à peu près, que durèrent les travaux de construction de St-Pierre. Voici bien le grief que ne lui pardonnera point le moine Adémar de Chabannes.

« Ce monastère (de St-Cybard), disent avec lui ses traducteurs, fut pendant plusieurs années sans abbé régulier » ; mais ils se gardent d'ajouter où passaient les revenus de cette charge. En effet, la justice eût au moins exigé qu'Adémar fit mention de l'œuvre immortelle de Grimoard. Il se tait sur ce point. Et Vigier de la Pille et M. Michon, qui cependant, ainsi que je le prouverai plus loin, avaient connaissance du manuscrit de Verteuil et des autres sources que je consulte ici, sont également muets sur ce fait, qui leur eût créé de l'embarras en mettant leurs conclusions en désaccord avec eux-mêmes.

Mais quel est le mobile qui peut avoir porté Adémar de Chabannes qui, lui, connaissait l'emploi des revenus de Grimoard, à blâmer cet évêque et à l'accuser de la ruine de ce monastère dont il était membre ? Pourquoi l'a-t-il gratuite-

(1) « Lemovicani usque cum Arnaldo Petraroricensi comitatus est exinde majorem ecclesiam apud Engolismam cum Seguino dedicavit. »

ment déclaré coupable ? Pourquoi ? Mais parce que lui, Adémar, issu d'une noble famille du Limousin, et dont l'oncle maternel, Turpin d'Aubusson (mort en 944), avait occupé le siège épiscopal de Limoges, Adémar, élevé dans le monastère de St-Martial de Limoges par deux autres oncles (1), fort en faveur auprès du vicomte de Limoges, devint moine de St-Cybard à une époque où ce monastère n'avait d'autre abbé que notre Grimoard, ce dont les religieux n'étaient pas pleinement satisfaits. Adémar était jeune (2) et les doléances des autres moines purent fortement peser sur son jugement ; mais le grief d'avoir laissé cette abbaye en vacance, l'aigreur produite par ce fait fut aggravée des deux faits suivants auxquels nous allons nous efforcer de donner leur véritable portée.

1^{er} *fait*. — Grimoard donna à son cousin Aimeric de Mucidan le prieuré de Trémolac, dépendant de l'abbaye de St-Cybard. Et voilà notre chroniqueur et à sa suite tous ses traducteurs qui disent qu'il aliéna une partie des biens de l'abbaye et alla jusqu'à détacher une terre de ce monastère pour la donner à des parents, à *des séculiers*, croit utile d'ajouter M. Michon (3). Je n'ai trouvé nulle part l'acte qui permet d'appuyer cette assertion. Donner un bénéfice (j'ai dit plus haut le petit prieuré qu'était celui de Trémolac) à un neveu dans les ordres, était à cette époque, chose assez commune, et il est à croire que cette libéralité fut passée comme inaperçue si dans la suite on n'avait réuni toutes les pièces utiles à l'établissement du procès de Grimoard.

2^e *fait*. — Celui-ci est plus personnel à Adémar.

L'un des amis, peut-être un protecteur de sa famille, Guy, vicomte de Limoges, ayant conçu le désir de posséder la riche abbaye de Brantôme, en fit la demande à notre évêque. Celui-ci, auquel pour le coup, on aurait pu adresser le repro-

(1) Rocher, chantre, et Aldebert, doyen de ce monastère. *Etude historique et littéraire sur Adémar de Chabannes*, par M. Arbellot, 1873.

(2) Il était né en 988.

(3) *Chronique des évêques d'Angoulême*.

che formulé plus haut, et qui avait, nous le savons, d'autres raisons de conserver ce bénéfice, refusa en termes très respectueux. Guy, vrai caractère de seigneur féodal du ^x^e siècle, rendu furieux par ce refus, s'empara de la personne de l'évêque d'Angoulême et le fit jeter en prison dans le donjon de Limoges (?), bien résolu à le laisser là jusqu'à ce qu'enfin, et pour recouvrer la liberté, Grimoard consentit à souscrire à sa volonté ; mais Grimoard « ayant trouvé moyen de s'échapper, s'en alla de ce pas (*sic*) à Rome (1). » M. Audierne croit que le « temps (il dut être très court) et la douleur ayant » amené la réflexion(!), l'évêque transigea (avec sa conscience?) » et les portes de la prison s'ouvrirent. Mis en liberté, ajoute » le même auteur (2), le prélat courut à Rome et fit connaître » les procédés du vicomte. »

Le pape fit ajourner les parties à une comparution personnelle qui eut lieu le jour de Pâques, an 1002. Guy, convaincu d'avoir usé de violences corporelles contre un évêque, fut remis aux mains de Grimoard (3) pour être jugé par lui. Cette

(1) Corlieu. — *Recueil en forme d'histoire*, édition Michon, p. 18.

(2) *Notice historique sur l'abbaye de Brantôme*, p. 43.

(3) Cette histoire, diversement rapportée par les auteurs, a été l'objet de telles amplifications qu'elle a fini par devenir invraisemblable. Je la donne ici d'après la version du manuscrit de Verteuil qui est la plus admissible. Mézerai prétend que le pape condamna Guy à être dans les trois jours — Corlieu dit quatre — attaché au col de deux chevaux indomptés. M. Audierne ajoute « déchiré et livré ensuite aux bêtes féroces ». Ces variantes qui se trouvent déjà dans d'anciens auteurs qui ont confondu la cour papale avec celle des empereurs romains, ont fait dire à Pierre de S. Romuald qui, lui, ne connut point le récit de l'*Historia pontificum et comit. Engolism.*, que cette légende était apocryphe. Après quoi, M. Michon, qui verrait dans un tel supplice une injustice commise par le pape finit par une conclusion fautive : « Ce n'est pas en 1003, dit-il, au milieu de la plus grande puissance féodale, qu'un vicomte de Limoges serait allé en cour de Rome se disculper d'une insulte faite à l'évêque d'Angoulême. » L'auteur de la Statistique semble oublier l'influence qu'exerçait alors sur les chrétiens la crainte des censures ecclésiastiques. Nous avons de mémorables exemples de rétractations et de réparations, faites par de puissants seigneurs et avec les marques de la plus profonde humilité, pour obtenir la mainlevée d'une sentence d'excommunication, et ce, à des époques où les seigneurs féodaux étaient pour le moins aussi fiers qu'au ^x^e siècle. Pour ne citer qu'un exemple, je rappellerai la querelle entre l'évêque d'Angoulême, Ayquelin, et Guy VII de La Rochefoucauld (1328) et l'issue de cette querelle qui fut une humble réparation offerte au prélat par le fief séculier. — V. le mémoire de M. Gellibert des Segnins. — *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*, année 1859, 2^e trimestre.

condamnation, dont l'effet véritable était une excommunication, fit sérieusement réfléchir le vicomte de Limoges. C'est qu'en ces siècles de foi plus vive, la situation matérielle faite à l'excommunié devenait pour lui un véritable supplice. En effet, lorsque, suivant la formule alors usitée, le prélat avait publiquement prononcé la sentence : « In primis iram Dei incurrat et a liminibus sanctæ Dei Ecclesiæ extorrens existat et cum Dathan et Habiran quos vorago inferni absorbit particeps efficiat. Sciat se, insuper mucrone Sanctæ Dei ecclesiæ feriendum, hac in perpetuum vinculo Dei esse dampnatus », il ne se trouvait plus de serviteurs pour la maison de l'excommunié, ni de serfs pour faire valoir ses terres, ni de parents ni d'amis pour lui faire visite et habiter sous le même toit. L'excommunication encourue par l'acte, *ipso facto*, ne retenait point toujours dans la voie de la justice, mais la fulmination avait une influence très puissante.

Peut-être le repentir de Guy fut-il déterminé par des considérations d'un ordre supérieur et moins matériel, toujours est-il constant qu'il fit avec Grimoard une paix durable. Pour compensation des mauvais traitements qu'il lui avait fait endurer, le vicomte de Limoges donna à l'évêque d'Angoulême « la terre de Jarnac et tous ses droits sur ycelle (1) ».

A leur retour de Rome, et comme gage de tout oubli du

(1) D'après les auteurs déjà cités. — Je n'ai rencontré aucun acte confirmant cette assertion et pour admettre la véracité de ce fait, il faudrait que, séance tenante, Grimoard ait donné ou échangé cette terre à Guillaume de Taillefer qui l'aurait aussitôt passée à Wardrade Lorichés, puisque celui-ci étant en ce moment à Rome, profite de la présence dans la ville Eternelle de tous les personnages ci-dessus désignés et de celle de Seguin, archevêque de Bordeaux, d'Islo, évêque de Saintes, de Gilbert, évêque de Poitiers et de Sens, duc de Gascogne, pour signer et faire signer par eux la charte de fondation de l'abbaye de Bassac. (*Cart. origin. Bassacensis*). V. *L'abbaye royale de St-Etienne-de-Bassac* par l'abbé J. Denise. Angoulême MDCCLXXXI. — Dans cet acte, Wardrade, *adhuc juvenis*, prend le titre de seigneur de Jarnac, et nous savons, du reste, qu'il était le premier seigneur particulier de cette terre « qu'il tenait du comte d'Angoulême, Guillaume de Taillefer. » — *Le château de Jarnac, ses barons et ses comtes*, par P. Lacroix. — Paris, 1855. La baronnie de Jarnac, érigée plus tard en vicomté, passa, au commencement du XIV^e siècle, dans la famille des Luzignan. Plus tard, devenue comté, elle fut le siège d'une juridiction du ressort de la sénéchaussée et du présidial d'Angoumois.

passé, Grimoard sacra, en sa cathédrale d'Angoulême, le frère de Guy, Adémar, qui venait d'être élu évêque de Limoges. Seguin, archevêque de Bordeaux, les ducs de Gascogne et de Guyenne et le comte Guillaume de Taillefer assistèrent à cette cérémonie.

Grimoard avait, les textes déjà cités nous l'ont appris, un frère Islon qui occupa dignement le siège épiscopal de Saintes de 1002 à 1040, dit M. R. de La Batut (1) ; mais nous allons voir que nous avons des raisons de croire qu'il était évêque de Saintes bien antérieurement à cette époque.

D'un caractère également entreprenant, son zèle trouva un vaste champ d'exercice dans sa ville épiscopale, qui n'avait, pas plus que celle d'Angoulême, trouvé grâce devant les ravages des Normands. Sa cathédrale, une fondation de Charlemagne, avait eu cependant le bonheur d'échapper au feu des barbares. Il fallut qu'Islon la vit dévorer par l'incendie de 1030 et fût privé de la consolation de la reconstruire. Ce n'est que 80 ans plus tard que son successeur, Pierre de Confolens, put commencer et conduire à bonne fin, en moins de 10 ans les travaux de sa reconstruction.

Durant toute leur vie, les deux frères ne cessèrent d'entretenir les plus amicales relations. Ils se visitèrent souvent et s'invitèrent mutuellement aux cérémonies dont ils voulaient relever la grandeur et la pompe par la présence d'un pontife voisin. La plupart des actes importants de notre Grimoard portent, à côté de sa signature, celle de l'évêque de Saintes, et celui-ci avait, dès 993, appelé son frère Grimoard à la consécration du prieuré de St-Germain de Nercillac. Il l'avait, nous l'avons vu, accompagné lors de son voyage à Rome, en 1002. Nous savons qu'ils y trouvèrent Werdrade, le jeune seigneur de Jarnac, dont le voyage avait un double but : d'abord un pèlerinage au tombeau des saints apôtres, ensuite l'exécution d'un vœu formé par lui et son épouse Rixende, de construire sur ses terres un monastère

(1) *Notices sur les prélats issus de familles périgourdines*, par le baron Roger de La Batut.

richement doté, en actions de grâces de la naissance de ses deux enfants.

En même temps qu'eux se trouvaient à Rome divers grands personnages de la contrée. (On se souvient que l'ajournement de Grimoard et Guy avait eu lieu au temps de Pâques, époque à laquelle les pèlerins affluaient à Rome.) Wardrade profita de leur présence et de celle de son évêque pour présenter au Pape la charte de cette fondation.

Il est dit dans cet acte que l'évêque Islon a, lui-même, tracé les fondements de ce monastère qui est aujourd'hui décemment achevé et dans lequel sont déjà installés les religieux (1). J'ai donc raison de dire qu'Islon était évêque avant 1002.

Peu après leur retour, les deux frères firent la consécration de l'église de cette nouvelle abbaye à la tête de laquelle ils placèrent un moine de St-Cybard, Aymard I^{er}. En reconnaissance de cette faveur, Wardrade donna à l'abbaye de St-Cybard le prieuré de St-Romain de Triac et divers droits sur les terres de Bassac.

De son côté, Grimoard appela son frère à Angoulême pour la consécration de sa cathédrale (1015), cérémonie qui fut rehaussée de la présence du primat d'Aquitaine (2), Seguin, archevêque de Bordeaux.

L'hypothèse est un terrain peu sûr, prohibé à l'historien, et j'ai dit en commençant qu'il nous est parvenu bien peu de chose des faits authentiques du pontificat de Grimoard, aussi dois-je forcément être bref et n'aurai-je point le plaisir de dépeindre ici les magnifiques fêtes de la dédicace de Saint-Pierre en 1015.

Le cartulaire de l'évêché d'Angoulême, *Liber fæodorum* (3), contient seulement la copie de cinq pièces se rapportant à

(1) Charte de fondation de l'abbaye de Bassac précitée.

(2) Mgr Cousseau. Discours du 16 mars 1862.

(3) Manuscrit en parchemin de 150 feuillets contenant la copie faite du xiv^e au xvi^e siècle, de chartes appartenant à l'évêché et au chapitre et à peu près toutes perdues aujourd'hui. Il fait partie des archives du chapitre où j'ai eu la bonne fortune d'en prendre une copie.

l'administration de Grimoard. Il en ressort un avantageux argument en faveur de la générosité de ce père pour son église.

Je ne puis me dispenser d'en donner le texte à la suite et comme pièces justificatives de cette étude.

La première de ces pièces (1), qui paraît être la dernière en date, feuillet 7^e, verso, du *Liber fœdorum*, est une donation faite par Grimoard à la communauté de St-Pierre d'Angoulême (lisez au chapitre cathédral) d'une maison et d'une pièce de vigne proche de la ville.

La deuxième (2), feuillet 8^e, verso, signée de lui et de son frère Islon, contient une fondation faite en faveur de l'autel de St-Pierre et de ceux de St-Michel et St-Elienne, en la cathédrale d'Angoulême.

La troisième (3), feuillet 42^e, verso, également signée de lui et d'Islon, évêque de Saintes, est une donation qu'il fait aux mêmes autels, de sa maison de Tornac et des cens qui y sont afférents.

La quatrième (4) pièce, transcrite au verso du 95^e feuillet du même livre, est la confirmation de la précédente avec quelques nouvelles dispositions.

Enfin, au feuillet 39^e du même cartulaire est une donation faite entre les mains de Grimoard, en faveur de la cathédrale d'Angoulême, par Itier de Chadurie (5). Cette donation consiste dans un alleu situé sur le territoire de Toulzac, au diocèse de Saintes.

Dans la copie du cartulaire de St-Amand-de-Boixe, copie dont M. Castaigne (6) a donné une très juste appréciation en disant qu'elle a été « faite par un ignorant qui connaissait à peine les premiers éléments, non-seulement de la paléographie, mais même de la langue latine, » on trouve la copie

(1) Pièce justificative n° 1. V. infra p. 380.

(2) Pièce justificative n° 2. V. infra p. 380.

(3) — 3 — 381.

(4) — 4 — 382.

(5) — 5 — 383.

(6) *Essai d'une bibliothèque historique de l'Angoumois*, 1847. p. 75.

d'une charte intitulée : *Incipiunt cartæ de terris ecclesiæ Sancti-Andree de Engolisma*, commençant ainsi : « Notum » sit tam præsentibus quam futuris placitum quod habuimus, » ego Grimoardus, abbas Sancti-Amantii et fratres nostri monasterii, prius ante Wolgrinum comitem Engolismensem, » postea verò autem Dominum episcopum Grimoardum de » terra illa quæ vocatur Lunissa quam juris monasterii » Sancti-Amantii et ecclesiæ Sancti-Andree de Engolisma » esse in cartis nostris..... etc. »

Les erreurs du copiste sont tellement fréquentes et grossières que les contre-sens et les barbarismes rendent indéchiffrable cette pièce qui eût eu pour nous un double intérêt, puisqu'en nous fournissant un acte de plus de l'administration de Grimoard, elle eût jeté un jour nouveau sur l'histoire de notre vieille église de St-André, dont les titres anciens ont tous disparu.

Nous retrouvons l'évêque d'Angoulême et son frère l'évêque de Saintes assistant leur ami Raoul de Couhé, évêque de Périgueux (1), à la cérémonie de consécration de l'église de St-Astier (1013).

Grimoard mourut en 1018 (2) après vingt-sept ans d'un laborieux épiscopat, parsemé de nombreux actes glorieux. Durant ce grand quart de siècle, de nombreuses fondations dues à la générosité de pieux seigneurs semèrent sur le sol de son

(1) Raoul de Couhé, prédécesseur immédiat de Gérard de Gourdon, sous l'épiscopat duquel fut achevée et consacrée l'église de St-Front. — « Anno D. xxlvii feria iv, magnum monasterium Sti-Frontonis dedicatum est ab Aymone, Bituricensis archiepiscopo, ut habetur in magno libro Sti-Silani et Calendario. » (Labbe. *Bibl. ms.* t. II p. 737.)

Raoul de Couhé qui mourut en 1013 — Hierosolymis rediens retulit quæ videbat ibi infanda et obiit (*Chroniques* d'Adémar de Chabannes), avait succédé en l'an 1000 à Martin, fils de Boson le Vieux. — Martinus ille Bosonis vetuli comitis Petragoricensis et Marchiæ extitit natus ex sorore Bernardi (*Bibl. ms.* P. Labbæi) — qui avait, avec les largesses de sa sœur Eyna, construit la chapelle de St-André dans St-Front. Martin était successeur de Frotaire, qui avait, en 984, commencé les travaux de St-Front. (*Gall. Christ.*) — Posthunc (Frotaire) in episcopatum successit Martinus, dono Dei episcopus. Rexit ecclesiam annos novem. Obiit autem anno D. 1000, *Fragmentum de Petragoricensibus episcopis.*)

(2) Et non 1015, comme le dit Vigier de la Pille.

diocèse les prieurés et les monastères. Ces pieuses fondations n'étaient point, comme on l'a dit trop souvent, inspirées par *les terreurs de l'approche de l'an MIL*, mais pour apaiser l'ire de Dieu, rendue manifeste, disent les chroniqueurs du temps, par les épouvantables ravages causés en Aquitaine par le *mal des ardents*, ce fléau terrible qui ne pardonnait jamais aux victimes qu'il saisissait.

Sur le terme de sa vie, notre évêque s'était imposé une mission pacifique entre Jourdain, sire de Chabannais, qui construisait alors l'abbaye de Lesterps, et Hilduin, évêque de Limoges, successeur du frère de Guy, que nous connaissons. La querelle était envenimée et quels que furent les efforts de notre évêque, efforts que nous ignorons du reste, elle se termina, d'un côté par la mort de Jourdain et de l'autre, par la ruine du château de Beaujeu, appartenant à l'évêque.

Il se fit, aux funérailles de Grimoard, un grand concours de peuple, et la chronique contemporaine rapporte qu'un fait miraculeux désigna la dépouille mortelle de cet évêque à la vénération des siècles futurs.

Les auberges ne pouvaient suffire à loger tous les étrangers venus à Angoulême pour rendre un dernier hommage à leur pasteur défunt. Un grand nombre d'hommes durent passer la nuit dans la cathédrale et dans le cloître qui l'entourait. Or, l'un de ceux-ci s'étant endormi sur la tombe à peine fermée de Grimoard, s'entendit appeler par son nom. Les cérémonies de la journée avaient été fatigantes, son sommeil était profond, il ne répondit pas. Une seconde fois, puis une troisième cet appel se renouvela. Réveillé cette fois, il chercha d'où venait la voix qui l'appelait ainsi et, levant la tête, il aperçut un ange qui lui dit : « Ote-toi de dessus cette pierre et respecte cette tombe, car elle renferme les restes d'un saint. »

Celui auquel ces paroles étaient adressées alla aussitôt les rapporter aux chanoines de St-Pierre.

Grimoard fut enterré dans la cathédrale qu'il venait de construire, près de l'autel du chapitre, mais son corps ne demeura guère qu'un siècle en cet endroit, car lors de la re-

construction de cette partie de l'église par Girard (1110), on le transporta sous un arceau au pied du clocher. Ce fut le premier évêque qui reçut la sépulture dans cette église. « Jusque-là personne n'avait eu la pensée de se faire enterrer dans la cathédrale ni dans aucune autre église de l'intérieur de la ville. La loi romaine qui le défendait : *in urbe ne sepelito*, était très strictement observée à Angoulême comme dans les autres villes de France, comme elle l'était à Paris, même par les rois. Ce ne fut qu'après l'an mil qu'on se relâcha de cette coutume ancienne (1) »

« Cette tombe fut respectée pendant plus de cinq siècles comme celle d'un saint évêque (2) ; » elle fut violée, ainsi que la plupart de ses voisines, pendant les troubles de 1562 et 1568, et lorsqu'en 1862 les fouilles faites autour de la cathédrale mirent à nu l'arceau qui la recouvrait, elle fut, hélas ! trouvée vide.

Et maintenant ! plus un monument, plus une inscription apparente pour rappeler un nom qui eût dû être à jamais glorieux pour nous, une vie pleine de dévouement et de zèle qui eût dû nous être un exemple !

Chroniqueur Adémar ! tu ne croyais point aboutir à une telle injustice lorsque tu écrivais ces pages savantes dans lesquelles tu ne sus pas assez te dépouiller de toi-même pour être un historien impartial. Dieu et Grimoard t'ont sans doute pardonné, il ne nous siérait pas d'être plus rigoureux, mais au moins, pouvons-nous émettre le vœu que ton savant biographe efface de la notice qu'il a consacrée à ta mémoire, cette phrase que nous ne pouvons plus lire sans une peine très profonde :

« Il rapporte fidèlement ce qui s'est passé.... (3) »

(1) Mgr Cousseau. — Discours pour le service funèbre des anciens évêques et chanoines d'Angoulême. — 5 novembre 1867.

(2) Mgr Cousseau. — Discours prononcé pour le service funèbre de Hugues Tison. — 13 mars 1862

(3) *Étude historique et littéraire sur Adémar de Chabannes*, par M. Arbellot, 1873, Limoges — page 12.

III

Voici, ce me semble, à peu près établie, la vérité sur l'histoire de Grimoard de Mucidan. Si elle est une conséquence de la connaissance des actes de l'évêque mis en parallèle avec la vie de son historien, si une autre logique, celle des faits, réduit à leur juste valeur les termes de cette histoire, tous ceux qui lisent aujourd'hui les auteurs qui se sont successivement emparés du récit d'Adémar et l'ont tour à tour agrémenté, ne sont point mis à même de rectifier leur jugement et se trouvent perplexes en présence de cette étrange question : Comment un évêque rapace et avare comme Grimoard a-t-il pu construire, édifier cette belle cathédrale d'Angoulême, lui qui s'entendait si bien à dilapider les biens ecclésiastiques ?

Et que l'on ne vienne pas me dire que je grossis les choses et qu'Adémar n'a pas de mots aussi violents que ceux-ci. Ce n'est pas moi qui exagère, ce sont Corlieu, Vigier de la Pille, l'abbé Michon, tous auteurs estimés et dont les ouvrages sont considérés comme classiques de l'histoire de l'Angoumois.

Ces auteurs n'ont pas seulement perpétué un jugement déjà trop sévère, ils l'ont démesurément amplifié.

Voyons d'abord François Corlieu qui, dans la préface de son *Recueil en forme d'histoire*, nous fait l'énumération des sources auxquelles il a puisé. Au nombre de ces sources, il annonce *Aimar de Chabanois* (1), en son *histoire des François*, mais il ne connut point le *Codex Virtoliensis*, que son neveu et continuateur Gabriel de la Charlonye a déclaré dans la préface de la seconde édition de son livre — 1629 — « que » par bonheur j'avois recouvert quelques iours auparavant » du trésor des maisons épiscopales. »

(1) Jusqu'au moment où M. Arbellot eût prouvé surabondamment que Aimar ou Adémar n'était point natif de Chabonais, mais de Chabannes, tous les auteurs avaient traduit ainsi le nom : Ademarum Cabannensis.

Voici ce que nous lisons à la page 18 de sa réimpression :

« Du vivant du comte Guillaume furent à Engoulesme deux
» euesques, Grimoard et Roho. Grimoard le fut l'an neuf cens
» nonante et deux, et mourut l'an mil dix-huict. Il fut aussi
» abbé de Saint-Cybard, dont il mesnagea asses mal le
» temporel et non guerres mieux le spirituel (de ce temps-là,
» il y auoit de mauvais euesques, aussy bien que maintenant)
»
» Quant à Roho, il fut homme de bien. »

La traduction du passage d'Adémar est au moins libre, sinon libérale; elle est, jusque dans la dernière phrase, la pensée du chroniqueur passée au travers des verres grossissants de lunettes du xvii^e siècle.

Vigier de la Pille connaissait, lui, le manuscrit de Verteuil; il ne dit cependant pas moins :

« GUILLAUME TAILLEFER II, 5^e comte.
»
» Les grands de ce temps-là et les ecclésiastiques n'étaient
» pas scrupuleux sur la manière d'accorder les bénéfices.
» Guillaume, gagné par les présents de l'évêque Grimoard,
» lui donna l'abbaye de St-Cybard. » (1).

Un peu plus loin (2), il revient sur ce fait :

« GRIMOALD.
» Après avoir fait ses études, il obtint à force
» de présents, du comte Guillaume, l'abbaye de St-Cybard.
» Ce monastère fut pendant plusieurs années sans abbé ré-
» gulier. Grimoald en détacha même une terre pour la don-
» ner à ses parents. Parvenu à l'évêché, il se brouilla avec
» Guy, vicomte de Limoges. »

(1) *Histoire de l'Angoumois*, réimpression Michon, p. xvi, col. 2

(2) *Ibid.* p. lxx, col. 1.

Idées stéréotypées sur celles de Corlieu. Ici plus de parenthèse. Toujours la grosse affaire du monastère de St-Cybard sans abbé régulier, c'est-à-dire l'abbaye dont le revenu passe par les mains de l'évêque.

Vigier connaît cependant, nous l'avons dit, le manuscrit de Verteuil ; aussi, pour trouver le moyen de le faire accorder avec sa version termine-t-il par ce paragraphe :

« Corlieu en parle comme d'un mauvais évêque. Le manuscrit de Verteuil en rend un témoignage différent, ce qui fait juger qu'il se convertit avant de mourir. »

Cette confession part d'un bon naturel, mais c'est un argument bien facile pour tourner une difficulté, et sans intention de la part de son auteur, il est d'une perfidie redoutable.

Mais ce qu'écrivaient ces historiens de cabinet qui travaillaient d'après les livres, nous éprouvons une vraie peine à le retrouver chez un auteur moderne qui avait à sa disposition, qui consultait les riches dépôts de nos archives et y a si largement, si intelligemment puisé en certaines circonstances que le monde savant lui décerna la réputation de travailleur érudit et consciencieux.

M. J.-H. Michon, dans la *Chronique des évêques d'Angoulême* qu'il publia au commencement de 1844 et fit placer en tête de la vie de Mgr Guigou, consacre à notre Grimoard les lignes suivantes :

« Grimoard (Grimoardus) était fils d'Aimeri, vicomte de Mucidan, en Périgord. Il employa la brigue pour parvenir à l'épiscopat, dit Aimar de Chabanais — *datis muneribus*. — Il obtint de Guillaume, comte d'Angoulême, l'abbaye de Saint-Cybard et la garda plusieurs années sans y nommer d'abbé. Il aliéna une partie des biens de l'abbaye, en les donnant à ses parents et à des séculiers. Il gratifia Aimeri de Mucidan, son cousin, du prieuré de Trémolac, *Tremolalense monasterium*, qui dépendait de l'abbaye de Saint-Cybard. . . . »

M. Michon ne se contente pas de cette traduction du texte d'Adémar, et dans la *Chronique abrégée des évêques d'Angoulême*, qui se trouve à la page 87 de la STATISTIQUE MONUMENTALE DE LA CHARENTE, il ajoute, comme Vigier de la Pille : « Sur la fin de ses jours, il se repentit de cette conduite peu » digne d'un évêque et répara les injustices qu'il avait faites. (1) » Voici une traduction libre de la pensée du moine chroniqueur.

Si M. Michon n'eût connu de Grimoard que ce qu'en dit la chronique d'Adémar, nous lui passerions volontiers ce langage ; mais il sait bien où passaient les revenus de l'évêque d'Angoulême et pourquoi il cumula quelque temps des charges ecclésiastiques, puisqu'il nous dit à la page 277 du même livre que c'est sous son pontificat que fut édifiée la magnifique cathédrale dont la dédicace eut lieu en 1017 (c'est 1015 qu'il aurait dû dire). Il connaît également ses largesses pour sa cathédrale achevée et son soin à lui assurer, par des fondations pieuses, des revenus dignes sinon abondants ; mais pour lui, la formule tout empreinte d'humilité chrétienne par laquelle l'évêque commence ses actes semble n'avoir été prise que comme une marque de retour sur un passé coupable, « il se repentit et répara les injustices qu'il avait faites. »

M. Michon n'ignore pas davantage le manuscrit de Verteuil. Nous venons de voir que c'est ce livre sous les yeux qu'il a écrit la notice sur Grimoard, témoin la note 1 de la page 86, ainsi conçue : « Le manuscrit de Verteuil rapporte » que Grimoard fut inhumé dans l'église cathédrale, auprès » du grand autel. » Pourquoi donc l'auteur de la *Statistique monumentale* passe-t-il sous silence le paragraphe précédent de ce chapitre ? Faut-il, après cela, l'accuser de mauvaise foi ?

Loin de moi cette sévérité. M. Michon, embarrassé par la contradiction flagrante entre les textes, a tourné la difficulté

(1) *Statistique monumentale de la Charente*, par J. H. Michon. Paris, Dumoulin, 1814. — Page 89, M. Michon renvoie à l'*Hist. pont. et comit. Engol.* Chapitre VIII. C'est chapitre XXIII qu'il faut lire.

dans le sens le plus conforme à la tradition. Il a donné d'autres preuves de son adresse dans ce sens, et il est aujourd'hui admis qu'il traitait un peu légèrement des questions auxquelles il eût dû prêter plus d'attention.

J'arrête là mes réfutations. Je néglige de citer les auteurs dont le nom ne fait point autorité ou qui ont écrit dans un esprit de parti pris tellement apparent que le lecteur se trouve de suite en garde contre leurs assertions.

En première ligne de ceux-ci peut être placé le petit livre *ANGOULÊME, Histoire, institutions et monuments* (1), dont l'auteur a eu moins de souci de la vérité historique et davantage l'intention d'écrire un pamphlet (p. 91 à 110). Il a, du reste, omis d'indiquer les sources auxquelles il emprunte ses citations.

IV

Pour nous, dont l'opinion est aujourd'hui faite sur l'évêque Grimoard de Mucidan, s'il nous reste encore un devoir à remplir à son égard, c'est d'émettre le vœu que ce nom, si longtemps oublié, soit dorénavant compris par nous dans les justes tributs d'admiration que nous nous plaisons à accorder aux fondateurs et aux bienfaiteurs de la splendide cathédrale d'Angoulême.

(1) Par A. T. Lièvre. — Angoulême, Coquemard, 1885.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

1

Donum Grimoardi epi.

Ego Grimoardus eps. in ultimo vite termino constitutus necessitate que mortis compulsus reddo congregationi beati Petri de his quib. usib. meis quasi propriis retinueram. Non tamen iuste quia a quodam viro nomine Gerucio in usib. fr̄m cedule ibi dono famulantū sub testam̄to precepti dimisse sunt hoc est piegera vinearum VI cum domibus in civitate consistentibus. Idcirco hec beato Petro firmiter absq. contradictio ne restitutio. Si vero aliquis qd̄. . . . post me super veniens huic chetioni (*cessioni*) non cesserit, sed contradicere voluerit hunc sedem potestatem mihi commissam excommunico insuper et a consortio x̄rianor. separo et cum his qui dixerunt hereditate possideamus hunc anathemate trado hic et pro infinita seculorum secula. Fiat, fiat.

2

De altario Sci Petri et altiis altaribus et de segrestania.

Grimoard* ep* divina ordinante providentia notum sit omnium fidelium x̄rianor p̄sentium et futuror. Sollertia quia me supranominatus, amore accenso pro remedio animæ mee et omnium catholicorum ut pius dñs peccaminū nostrum maculas tergere et sup̄ius civibus ad scisci dignetur, dono atque dimitto altare aquilisinor m̄ris eccle quod olim fundatu esse videtur in honore beatissimi Petri apostolorum principe, cu altario sco Michaelē necnon et sco Stephano videlicet et sco Hilario et xvi denarios. Hec omnia superius conscripta ad stipendia fratrum ibidem dño militantiū ea scilicet conditione ut quandiu in hac luce permansero Nocturnis horis p̄me psalmum Davidicum decantare studeant atque in celebrationibus missarum quotidianis diebus proprie missa decantent post discessum q̄q meū similimodo sicut mos est defunctor celebrare non desistant et omnibus diebus unum pauperem in helemosinam teneant. Unde etiam libuit super hac reditione hanc meam fieri auctoritatem p̄qua volo atque obnuxe principio ut nullus quilibet moderis futurisque temporibus predictum altare de eadē stipendia fr̄m una viventium abstrahere aut aliquam calumpniam aut inquietudinem contra istam donationem facere presumat. Si quis infla-

tus suasionē diaboli hanc quam instatui doctrinam infringere voluerit, in primis veram Dei omnipotentis incurrat et a liminib. Scē Dī ecclē extorrens existat et cū Datan et Abiran quos vorago inferni absorbit particeps efficiat sciat quē se insup. mucrone Scē Dī ecclē feriendum hac in ppetuū vinculo Dei esse dampnatum. Ut melius aut firmitius ista teneatur et credatur manibus meis subterfirmavi et canonicis ipsius loci adfirmare rogavi et nobilib laicis firmari similiter disposui tempus per omnem ut dma capitis ipsius ecclē coopre et gubernare atque exornare procurent. Omnes isti episcopi excommunicatio affirmant.

GRIMOARDUS, *epc.*

ISLO, *eps.*

3

IN nomine Dñi Dī et Salvatoris nrī Ihu-Xrī. Grimoardus eps divina ordinante providentia. Notū sit omniū fidelium xrianorum presentū et futurorum sollercia qui a me supmo amore accenso p remedium anime mee et omniū catholicorum ut pius dñs peccaminū meorū maculas tergere et supmis civib adsisci dignetur dono atq dimitto altari equalisinor matris ecclā qd olim fundatu ec videt in honore beatissimi Petri apostoru princip..... altario sco Michaelē necnon et sco Stephano videlicet et sco Ylario cum segrestania, hoc est mansus de Tornaco cū sensu qd ē de tritico sextaria xvj et vii ii modia vini, scilicet et decima sicut Arnald⁹ de Aladone visus ē habere et xvj denarios. Hęc omnia supius conscripta ad stipendia fratrū ibide dño militantiū ea scilicet conditione ut quadiu in hac luce pmanserō nocturnis horis pro me psalmū Daviticū decantare studeant atq in celebrationib missarū cotidianis dieb proprio missam decantent post discessu quoq meū simili modo, sicut mos est, defunctorū celebrare n desistant et omnib dieb paupere unū in helemosina teneant. Unde etiam libuit michi sup. hac redicione hanc mea fieri auctoritate pquam volo atq. obnixē principio ut nullus quilib et modernis futurisq temporib pdictu altare de eadē stipendia frm una inuentur abstrahere aut aliqua calūnia aut inquietudinē contra ista donationē facere presumat. Siquis autē inflatus suasionē diaboli hanc quam institui doctrina infringere voluerit, in primis ira Dī omnipotentis incurrat et a liminib scē Dī ecclē extorrens existat cū Datan et Habiran quos vorago inferni obsorbit particeps efficiat. Sciatq se insup mucrone scē Dī ecclē ferendū et in ppetuū vinculo Dī ee dāpnandū. Ut melius autem firmitas ipsa teneatur et credatur, manib meis sub firmavi et canonicis loci adfirmare rogavi et nobilib laicis firmare similiter disposui tempus p omne in domani capitis ipsius ecclē cooperire et gubernare atq exornare pcurent. Oms isti epī excommunicatio affirmant.

GRIMOARDS, *eps.*

HYSLO, *eps.*

De dono dñici altaris et alior.

In nomine Dñi et saluatoris nr̃i Ihu-Xr̃i. Grimoardus Ep̃c̃ diuina ordinate prouidentia. Notu sit omniũ fidelĩu Xrianor p̃sentĩu et futuror sollertia qui a me sup̃mo amore accenso p̃ remedio anime mee et om̃iũ catholicorũ ut pius dñs peccaminũ nr̃or maculas tergere et sup̃mis civib̃ adscisci dignetr̃ dono atq̃ dimitto altare equalisinor matris eccl̃ie qd̃ olim fundatu eẽ videtr̃ in honore beatissimi Petri ap̃lor̃ principis cũ altario sc̃o Michaelē necño et sc̃o Stepho videlicet et sc̃o Hilario et secrestania hoc ē mansus de Tornaco cũ sensu qd̃e de tritico sextari XII^a et VII II modia vini scilicet et decimam, sicut Arnald^s de Aladono visus ē habere et XVI denarios. Hec om̃ia sup̃ius conscripta ad stipendia fr̃m ibide dño militantiũ ea scilicet conditione ut quandiu in hac luce p̃mansero nocturnis horis p̃ me psalmũ Dauiticu decantare studeant atq̃ in celebrationib̃ missaru cotidianis diebris pp̃rie missa decantent post decessu qq̃ meũ similimodo sicut mos ē defunctor celebrare non desistant et omnib̃ dieb̃ unũ paup̃erē in elemosina teneant. Vnde etiam libuit mⁱ sup̃ hac redicione hanc meam fieri auctoritate p̃ qua volo atq̃ obnixe p̃cipio ut nullus quilibet modernis futurisq̃ tēporib̃. p̃dictu altare de eadē stipendia fr̃m una viuentiũ abstra- here aut aliqua calupnia aut inquietudine c̃tra ista donationē facere p̃sumat. Si quis autē inflat^s suasionē diaboli hanc quā instatui doctrinā infringere voluerit, in p̃mis ira Dī omnipotentis incurrat et a liminib̃ sc̃e Dī eccl̃ie extorrens existat et cũ Datan et Abiran quos voragio inferni obsorbuit particeps efficiat. Sciatq̃ insup. mucrone sc̃e Dī eccl̃ie feriendu ac in p̃petuu vinculo Dī eẽ dāpnadu. Vt melius aut firmitas ista teneat^r et credat^r manib̃ mis subterfirmaui et canonicis ipsius loci affirmare rogavi et nobilib̃ laicis firmare similĩt disposui tepus p̃ omne ut domani capitis ipsius eccl̃ie coopire et gubernare atq̃ exornare p̃curent.

A la suite est écrite l'intéressante relation suivante :

Hoc donũ GRIMOARDI EP̃I inuolatu nec c̃tradictũ tenuerunt canonici eiusdē eccl̃ie sub tēp̃rib̃ triũ ep̃or̃ post Grimoardũ sibi succedentiũ, succe- dele autē quarto Ademaro ep̃o XIII^{mo} p̃sulatus ipsius contigit defunctũ eẽ Uñtum qui sacrorũ custodia qua vulgo segretania vocant a primis annis Willi ep̃ati usq̃ ad XIII^{mu} dictũ sup̃ius annu ipsius Ademari ep̃i obtinuit.

Defuncto igit^r Ucbto Ademars ep^c teptauit sibi usurpare sacroru custodis constitutione tali scilicet modo ut que suo arbitro eligere volentib. aut nolentib. canonicis custode. sacror. statueret. Qd fieri relitentes canonici ratione cu eo habuerit et ex utraq parte statutus e dis in q^o utriusq partis causa ageret^r. Canonici v^o missa legatione sua ad Petragoricensis et Xanthonicensis ecclie clericos sibi aduocauerunt et qt poterat ex eis euenire fecerunt. Diu igit^r ventilata partis utriusq causa tandē indicatu e ut qm ex testamto Grimoardi epⁱ in pprietate canonicor concesserat ipsius segrestanie possessio iure etia eor sacror custodis sit constitutio ita ut ipsi que idoneu sciant ad hoc bonis quide pbatu morib sua eligant ex congregatione que illis tepris annuente ep^o constituant. Unde pdictus Ademarus ep^c cognita veritate ad iusticia reductus qd usurpare teptauerat ad ultimum deposuit et ut iudicatum erat omnem p temporis posteritate inuolatu psistere annuit rogans insup dnm ut si qui pdecessor suor aliq in hac re intulissent calupnia diuina eis donetur miseratione.

Factu e hoc anno ab incarnatione Dni m octogesimo viii^{mo} in ppetuum impante Dno Ihu-Xro et in Galliis regnante Philippo xiiii^{mo} eiusde Ademari psulatus anno mse v^{to} msis eiusde die duodecimo, indictione vii^{ma} luna xxx sub testib et cause utriusq auctorib. Ramnolfo abbe cenobii sci Amandi, Agno qq priore cenobii sci Pauli sub oppido Bottoneville siti et Iterio monaco et pcuratore cenobii sci Eparchii, Petro etia priore in cenobio sancti Dionisii in valle Montismaurelli positi. Int. fuer q duo ecclie Xanthonensis canonici Petr^s Vetalis et Arduinus et omnis congregatio canonicor eiusde ecclie sci Petri. Affuerunt etia laici Audoinus Ostendi et Gauscelm^s Raimbaldi et Geraldus Rainaldi et Wl^s boni partis et Aizo sci Andreæ et Gaufrid^s Englme et fr^s eius Auderic^s et Gaufrid^s Rudellis et Iterius Gauscelmi et alii qua plures clericor. atq laicor.

5

Ecce donu que Iterius de Canderico dedit sci Petri apostoli Engolisme sce sedis de alode suo q est in pago Sconice, hoc est in villa que dicit^r Talziaco, vivente domno Grimoardo ep^o.

POST-SCRIPTUM.

J'aurais désiré donner plus d'étendue et aussi plus d'intérêt à cette étude commencée depuis plus de deux ans. J'avais espéré que les Archives départementales de la Dor-

De Dono dnici altaris et alior.

In nomine Dñi et saluatoris nr̃i Ihu-Xri. Grimoardus Ep̃c̃ diuina ordinate prouidentia. Notu sit omniū fideiū Xrianor p̃sentiu et futuror sollertia qui a me supmo amore accenso p remedio anime mee et om̃iu catholicoru ut pius dñs peccaminū nr̃or maculas tergere et supmis civilb adscisci dignetr dono atq dimitto altare equalisinor matris ecclie qd olim fundatu ee videtr in honore beatissimi Petri aplor principis cu altario sco Michaelē necno et sco Stepho videlicet et sco Hilario et secrestania hoc ē mansus de Tornaco cu sensu qdē de tritico sextari xii^a et vii ii modia vini scilicet et decimam, sicut Arnald^s de Aladono visus ē habere et xvi denarios. Hec onia supius conscripta ad stipendia fr̃m ibide dño militantiū ea scilicet conditione ut quandiu in hac luce pmansero nocturnis horis p me psalmū Dauiticū decantare studeant atq in celebrationib missaru cotidianis diebris pprie missa decantent post decessu qq̃ meū similimodo sicut mos ē defunctor celebrare non desistant et omnib dieb unū paupere in elemosina teneant. Vnde etiam libuit mⁱ sup hac redicione hanc meam fieri auctoritate p qua volo atq obnixe pcipio ut nullus quilibet modernis futurisq teporib. p̃dictu altare de eade stipendia fr̃m una viuentiu abstrahere aut aliqua calupnia aut inquietudine c̃tra ista donatione facere p̃sumat. Si quis autē inflat^s suasionē diaboli hanc qua instatui doctrina infringere voluerit, in p̃mis ira Dī omnipotentis incurrat et a liminib scē Dī ecclie extorrens existat et cu Datan et Abiran quos voragio inferni obsorbuit particeps efficiat. Sciatq̃ insup. mucrone scē Dī ecclie feriendū ac in p̃petuu vinculo Dī ee dāpnadū. Vt melius aut firmitas ista teneat^r et credat^r manib̃ mis subterfirmaui et canonicis ipsius loci affirmare rogavi et nobilib̃ laicis firmare similiter disposui tepus p̃ omne ut domani capitis ipsius ecclie coopire et gubernare atq exornare p̃eurent.

A la suite est écrite l'intéressante relation suivante :

Hoc donū GRIMOARDI EP̃I inuolatu nec c̃tradictū tenuerunt canonici eiusdē ecclie sub teprib̃ triū ep̃or post Grimoardu sibi succedentiū, succedete autē quarto Ademaro ep̃o xiiii^{mo} p̃sulatus ipsius contigit defunctū ee Ub̃tum qui sacrorū custodia qua vulgo segretania vocant a primis annis Willī ep̃ati usq̃ ad xiiii^{ma} dictū supius annū ipsius Ademari ep̃i obtinuit.

Defuncto igit̃ Uebtō Ademar^s ep̃c̃ teptauit sibi usurpare sacrorū custodi^s constitutione tali scilicet modo ut quē suo arbitro eligere volentib. aut nolentib. canonicis custodē sacror. statueret. Qd̃ fieri relitentes canonici racione cū eo habuert et ex utraq̃ parte statutus ē dis in q^o utriusq̃ partis causa ageret^r. Canonici v^o missa legatione sua ad Petragoricensis et Xanthonicensis ecclīe clericos sibi aduocauerunt et q̃t poterat ex eis euenire fecerunt. Diu igit̃ ventilata partis utriusq̃ causa tandē indicatu ē ut qm ex testamto Grimoardi ep̃i in pprietate canonicor concesserat ipsius segrestanie possessio iure etiā eor sacror custodis sit constitutio ita ut ipsi que idoneu sc̃ant ad hoc bonis quidē p̃batu morib̃ sua eligant ex congregatione quē illis tēpris annuente ep̃o constituent. Unde p̃dictus Ademar^s ep̃c̃ cognita veritate ad iusticiā reductus qd̃ usurpare teptauerat ad ultimum deposuit et ut iudicatum erat omnem p̃ temporis posteritate inuolatu p̃sistere annuit rogans insup̃ dñm ut si qui p̃decessor suor aliq̃ in hac re intulissent calūpnia diuina eis donetur miseratione.

Factū ē hoc anno ab incarnatione Dñi m̃ octogesimo viii^{mo} in p̃petuum impante Dño Ihu-Xr̃o et in Galliis regnante Philippo xiiii^{mo} eiusde Ade-mari p̃sulatus anno m̃sc̃ v^{to} m̃sis eiusde die duodecimo, indictione vii^{ma} luna xxx sub testib̃ et̃ cause utriusq̃ auctorib. Ramnolfo abbē cenobii sc̃i Amandi, Agno q̃q̃ priore cenobii sc̃i Pauli sub oppido Bottoneville siti et Iterio monaco et p̃curatore cenobii sc̃i Eparchii, Petro etiā priore in cenobio sancti Dionisii in valle Montismaurelli positi. Int. fuer̃ q̃ duo ecclīe Xanthonensis canonici Petr^s Vetalis et Arduinus et omnis congregatio canonicor̃ eiusde ecclīe sc̃i Petri. Affuerunt etiā laici Audoinus Ostendi et Gauscelm^s Raimbaldi et Geraldus Rainaldi et Wl^s boni partis et Aizo sc̃i Andreæ et Gaufréd^s Englme et fr̃ eius Auderic^s et Gaufrid^s Rudellis et Iterius Gauscelmi et alii quā plures clericor̃. atq̃ laicor̃.

5

Ecce donū quē Iterius de Canderico dedit sc̃i Petri apostoli Engolisme scē sedis de alodē suo q̃ est in pago Sconice, hoc est in villa que dicit̃ Talziaco, vivente domno Grimoardo ep̃o.

POST-SCRIPTUM.

J'aurais désiré donner plus d'étendue et aussi plus d'intérêt à cette étude commencée depuis plus de deux ans. J'avais espéré que les Archives départementales de la Dor-

De Dono dñici altaris et altor.

In nomine Dñi et saluatoris nr̃i Ihu-X̃ri. Grimoardus Ep̃c̃ diuina ordinate prouidentia. Notu sit omniū fidelīū X̃rianor p̃sentīū et futuror sollertia qui a me supmo amore accenso p̃ remedio anime n̄e et onīū catholicorū ut pius dñs peccaminū nr̃or maculas tergere et sup̃mis civib̃ adscisci dignetr̃ dono atq̃ dimitto altare equalisinor matris eccl̄ie qd̃ olim fundatu eē videtr̃ in honore beatissimi Petri apl̃or̃ principis cū altario sc̃o Michaelē necnō et sc̃o Stepho videlicet et sc̃o Hilario et secrestania hoc ē mansus de Tornaco cū sensu qd̃e de tritico sextari xii^a et vii ii modia vini scilicet et decimam, sicut Arnald^s de Aladono visus ē habere et xvi denarios. Hec onīa sup̃ius conscripta ad stipendia fr̃m̃ ibide dñō militantiū ea scilicet conditione ut quandiu in hac luce p̃mansero nocturnis horis p̃ me psalmū Dauiticū decantare studeant atq̃ in celebrationib̃ missarū cotidianis diebris p̃prie missa decantent post decessu qq̃ meū similimodo sicut mos ē defunctor celebrare non desistant et omnib̃ dieb̃ unū paup̃erē in elemosina teneant. Vnde etiam libuit mⁱ sup̃ hac redicione hanc meam fieri auctoritatē p̃ qua volo atq̃ obnixe p̃cipio ut nullus quilibet modernis futurisq̃ teporib̃. p̃dictū altare de eadē stipendia fr̃m̃ una viuentiū abstrahere aut aliqua calūpnia aut inquietudinē c̄tra ista donationē facere p̃sumat. Si quis autē inflat^s suasionē diaboli hanc qua instatui doctrina infringere voluerit, in p̃mis ira Dī omnipotentis incurrat et a liminib̃ sc̃e Dī eccl̄ie extorrens existat et cū Dan et Abiran quos voragio inferni obsorbuit particeps efficiat. Sciatq̃ insup. mucrone sc̃e Dī eccl̄ie feriendū ac in p̃petuū vinculo Dī eē dāpnadū. Vt melius aut firmitas ista teneat^r et credat^r manib̃ m̄is subterfirmaui et canonicis ipsius loci affirmare rogavi et nobilib̃ laicis firmare similī disposui tepus p̃ omne ut domani capitis ipsius eccl̄ie coop̃ire et gubernare atq̃ exornare p̃eurent.

A la suite est écrite l'intéressante relation suivante :

Hoc donū GRIMOARDI EP̃I inuolatu nec c̄tradictū tenuerunt canonici eiusdē eccl̄ie sub teprib̃ triū ep̃or̃ post Grimoardū sibi succedentiū, succedēte autē quarto Ademaro ep̃o xiii^{mo} p̃sulatus ipsius contigit defunctū eē Ub̄tum qui sacrorū custodia qua vulgo segretania vocant a primis annis Willī ep̃ati usq̃ ad xiiii^{mu} dictū sup̃ius annū ipsius Ademari ep̃i obtinuit.

Defuncto igit^r Uchto Ademars epc̄ teptauit sibi usurpare sacrorū custodi^s constitutionē tali scilicet modo ut quē suo arbitro eligere volentib^{us}. aut nolentib^{us}. canonicis custode. sacrorū. statueret. Qd̄ fieri relitentes canonici racione cū eo habuē et ex utrāq^{ue} parte statutus ē dis in q^{uo} utriusq^{ue} partis causa ageret^r. Canonici v^o missa legatione sua ad Petragoricensis et Xanthonicensis ecclīe clericos sibi aduocauerunt et q^{ui} poterat ex eis euenire fecerunt. Diu igit^r ventilata partis utriusq^{ue} causa tandē indicatu ē ut qm̄ ex testamto Grimoardi ep̄i in pprietate canonicorū concesserat ipsius segrestanie possessio iure etiā eorū sacrorū custodis sit constitutio ita ut ipsi quē idoneu sc̄ant ad hoc bonis quidē pbatu morib^{us} sua eligant ex congregatione quē illis tēpris annuente ep̄o constituent. Unde p̄dictus Ademar^{us} epc̄ cognita veritate ad iusticiā reductus qd̄ usurpare teptauerat ad ultimum deposuit et ut iudicatum erat omnem p̄ temporis posteritate inuiolatu p̄sistere annuit rogans insup̄ dnm̄ ut si qui p̄decessor suorū aliq^{ui} in hac re intulissent calupnia diuina eis donetur miseratione.

Factū ē hoc anno ab incarnatione Dñi m̄ octogesimo viii^{mo} in p̄petuum impante Dno Ihu-Xr̄o et in Galliis regnante Philippo xiiii^{mo} eiusde Ademari p̄sulatus anno m̄se v^{to} m̄sis eiusde die duodecimo, indictione vii^{ma} luna xxx sub testib^{us} et cause utriusq^{ue} auctorib^{us}. Ramnolfo abbē cenobii sc̄i Amandi, Agno qq̄ priore cenobii sc̄i Pauli sub oppido Bottoneville siti et Iterio monaco et p̄curatore cenobii sc̄i Eparchii, Petro etiā priore in cenobio sancti Dionisii in valle Montismaurelli positi. Int. fuer^{unt} q̄ duo ecclīe Xanthonensis canonici Petr^{us} Vetalis et Arduinus et omnis congregatio canonicorū eiusde ecclīe sc̄i Petri. Affuerunt etiā laici Audoinus Ostendi et Gauscelm^{us} Raimbaldi et Geraldus Rainaldi et Wl^{elm}us boni partis et Aizo sc̄i Andreae et Gaufrid^{us} Englme et fr̄ eius Auderic^{us} et Gaufrid^{us} Rudellis et Iterius Gauscelmi et alii quā plures clericorū. atq^{ue} laicorū.

5

Ecce donū quē Iterius de Canderico dedit sc̄i Petri apostoli Engolisme scē sedis de alode suo q̄ est in pago Sconice, hoc est in villa quē dicit^r Talziaco, vivente domno Grimoardo ep̄o.

POST-SCRIPTUM.

J'aurais désiré donner plus d'étendue et aussi plus d'intérêt à cette étude commencée depuis plus de deux ans. J'avais espéré que les Archives départementales de la Dor-

De Dono dñici altaris et alior.

In nomine Dñi et saluatoris nr̃i Ihu-X̃ri. Grimoardus Ep̃c̃ diuina ordinate prouidentia. Notu sit omniū fidelīū X̃rianor p̃sentīū et futuror sollertia qui a me sup̃mo amore accenso p̃ remedio anime mee et om̃iū catholicorū ut pius dñs peccaminū nr̃or maculas tergere et sup̃mis civib̃ adscisci dignetr̃ dono atq̃ dimitto altare equalisinor matris eccl̃ie qd̃ olim fundatu eē videtr̃ in honore beatissimi Petri ap̃lor̃ principis cū altario sc̃o Michaelē necnō et sc̃o Stepho videlicet et sc̃o Hilario et secrestania hoc ē mansus de Tornaco cū sensu qd̃e de tritico sextari XII^a et VII II modia vini scilicet et decimam, sicut Arnald^s de Aladono visus ē habere et XVI denarios. Hec om̃ia sup̃ius conscripta ad stipendia fr̃m̃ ibide dñō militantiū ea scilicet conditione ut quandiu in hac luce p̃mansero nocturnis horis p̃ me psalmū Dauidicū decantare studeant atq̃ in celebrationib̃ missarū cotidianis diebris pp̃rie missa decantent post decessu qq̃ meū similimodo sicut mos ē defunctor̃ celebrare non desistant et om̃ib̃ dieb̃ unū paup̃erē in elemosina teneant. Vnde etiam libuit mⁱ sup̃ hac redicione hanc meam fieri auctoritatē p̃ qua volo atq̃ obnixe pcipio ut nullus quilibet modernis futurisq̃ teporib̃. pdictu altare de eade stipendia fr̃m̃ una viuentiū abstrahere aut aliqua calupnia aut inquietudine c̃tra ista donationē facere p̃sumat. Si quis autē inflat^s suasionē diaboli hanc qua instatui doctrina infringere voluerit, in p̃mis ira Dī omnipotentis incurrat et a liminib̃ sc̃e Dī eccl̃ie extorrens existat et cū Datan et Abiran quos voragio inferni obsorbuit particeps efficiat. Sciatq̃ insup̃. mucrone sc̃e Dī eccl̃ie feriendū ac in p̃petuu vinculo Dī eē dāpnadu. Vt melius aut firmitas ista teneat^r et credat^r manib̃ mis subterfirmaui et canonicis ipsius loci affirmare rogavi et nobilib̃ laicis firmare similī disposui tepus p̃ omne ut domani capitis ipsius eccl̃ie coopire et gubernare atq̃ exornare p̃eurent.

A la suite est écrite l'intéressante relation suivante :

Hoc DONU GRIMOARDI EPĨ inuolatu nec c̃tradictu tenuerunt canonici eiusdē eccl̃ie sub teprib̃ triū ep̃or̃ post Grimoardu sibi succedentiū, succedete autē quarto Ademaro ep̃o XIII^{mo} psulatus ipsius contigit defunctu eē Ub̃tum qui sacrorū custodia qua vulgo segretania vocant a primis annis Willi ep̃ati usq̃ ad XIII^{mu} dictu sup̃ius annū ipsius Ademari ep̃i obtinuit.

Defuncto igit^r Uchto Ademars epc̄ teptauit sibi usurpare sacrorū custodiis constitutionē tali scilicet modo ut quē suo arbitro eligere volentib. aut nolentib. canonicis custode. sacror. statueret. Qd̄ fieri relitentes canonici racione cu eo habuerit et ex utrāq̄ parte statutus ē dis in q^o utriusq̄ partis causa ageret^r. Canonici v^o missa legatione sua ad Petragoricensis et Xanthonicensis ecclīe clericos sibi aduocauerunt et q̄ poterat ex eis evenire fecerunt. Diu igit^r ventilata partis utriusq̄ causa tandē indicatū ē ut qm̄ ex testamto Grimoardi ep̄i in pprietate canonicor̄ concesserat ipsius segrestanie possessio iure etiā eor̄ sacror̄ custodis sit constitutio ita ut ipsi quē idoneū sc̄iant ad hoc bonis quidē pbatu morib. sua eligant ex congregatione quē illis tēpris annuente ep̄o constituent. Unde p̄dictus Ademar^{us} epc̄ cognita veritate ad iusticiā reductus qd̄ usurpare teptauerat ad ultimum deposuit et ut iudicatum erat omnem p̄ temporis posteritate inviolatū psistere annuit rogans insup̄ dñm ut si qui p̄decessor suor̄ aliq̄ in hac re intulissent calūpnia diuina eis donetur miseratione.

Factū ē hoc anno ab incarnatione Dñi m̄ octogesimo viii^{mo} in p̄petuum impante Dño Ihu-Xr̄o et in Galliis regnante Philippo xiiii^{mo} eiusde Ademari psulatus anno m̄se v^{to} ms̄is eiusde die duodecimo, indictione viii^{ma} luna xxx sub testib. et cause utriusq̄ auctorib. Ramnolfo abbē cenobii sc̄i Amandi, Agno qq̄ priore cenobii sc̄i Pauli sub oppido Bottoneville siti et Iterio monaco et p̄curatore cenobii sc̄i Eparchii, Petro etiā priore in cenobio sancti Dionisii in valle Montismaurelli positi. Int. fuer̄ q̄ duo ecclīe Xanthonensis canonici Petr^{us} Vetalis et Arduinus et omnis congregatio canonicor̄ eiusde ecclīe sc̄i Petri. Affuerunt etiā laici Audoinus Ostendi et Gauscelm^{us} Raimbaldi et Geraldus Rainaldi et Wl^{elm}us boni partis et Aizo sc̄i Andreae et Gaufrid^{us} Englme et fr̄ eius Auderic^{us} et Gaufrid^{us} Rudellis et Iterius Gauscelmi et alii quā plures clericor̄. atq̄ laicor̄.

5

Ecce donū quē Iterius de Canderico dedit sc̄i Petri apostoli Engolisme scē sedis de alode suo q̄ est in pago Sconice, hoc est in villa quē dicit^r Talziaco, vivente domno Grimoardo ep̄o.

POST-SCRIPTUM.

J'aurais désiré donner plus d'étendue et aussi plus d'intérêt à cette étude commencée depuis plus de deux ans. J'avais espéré que les Archives départementales de la Dor-

dogne me fourniraient quelques intéressants renseignements que me refusait la Bibliothèque nationale, dans laquelle mon honoré et serviable confrère, M. Philippe de Bosredon, avait bien voulu fouiller pour moi le fonds de Lespine et notamment le dossier de l'abbaye de Brantôme; mais M. Villepelet m'apprit obligeamment « que son dépôt ne possède aucun document assez ancien pour fournir des renseignements sur l'épiscopat de Grimoard de Mucidan. »

Malgré la stérilité de leurs recherches, j'adresse ici à ces bienveillants confrères mes plus sincères remerciements.

Joseph MALLAT.

LES TROIS PREMIERS SEIGNEURS DE BERGERAC.

(Notes et documents.) •

I

OTHON.

Othon est le premier seigneur de Bergerac dont il soit fait mention dans les anciennes chartes. Il vivait sur la fin du XI^e siècle et au commencement du XII^e. Son nom apparaît dans plusieurs titres de l'abbaye de Saintes. Dans le premier, remontant à 1100 environ, il est dit, rapporte Lespine, « que Ebrard de Gardonne, seigneur dudit lieu, donna la chapelle de Gardonne à Notre-Dame et à St-Silvain de la Mongie, pour le repos de son âme et de son grand'père qui avait brûlé l'église de Notre-Dame et St-Silvain de la Mongie : en présence de Audebert, comte de Périgord, de *Othon, seigneur de Bergerac*, et Ithier de Sales, etc.

» Après l'an 1104, Guillaume d'Auberoche, évêque de Périgueux, confirma cette donation en présence des mêmes témoins.

» Ce même seigneur est encore nommé dans la déclara-

tion que fit l'abbesse, que cette donation lui avait été faite par Ebrard, seigneur de Gardonne, et Aimeri, son oncle, et qu'elle avait été confirmée par Guillaume, évêque de Périgueux ; et, en conséquence, elle se mit en possession de la chapelle de Gardonne.

» Ces chartes ne sont point datées, mais il est hors de doute qu'on doit les placer après 1104, parce que Guillaume, évêque de Périgueux, dont il est fait mention, prit possession de l'évêché de Périgueux cette même année et mourut en 1128 ou 29. » (1). — On conjecture que Othon mourut après l'an 1120, et qu'il laissa une fille, nommée Philippe ; celle-ci aurait été mariée à Hélié Rudel, premier comte de Bergerac (2).

II

HÉLIE RUDEL 1^{er}.

Dans sa liste des seigneurs de Bergerac, Lespine s'exprime ainsi à propos de ce personnage :

« Hélié Rudel 1^{er} est qualifié comte de Bergerac dans l'ancienne chronique des évêques de Périgueux, dont un fragment est rapporté dans le *Gallia Christiana*, dans Pierre Labbe. Il y est dit, parlant de Guillaume de Naucard, évêque de Périgueux, qui tint le siège depuis 1130 à 1138, qu'il établit que tous les laboureurs donneraient un repas pour conserver la paix...

» Sous son pontificat, le grenier à bled de l'abbaye de St-Front fut détruit par le comte Hélié Rudel et les bourgeois,

(1) Lespine, vol. 48, page 328. — Extrait du Cartulaire en latin de l'abbaye de Notre-Dame de Saintes, écrit en lettres gothiques sur vélin, folio 17. *De acquisitionibus dæ Alcaidæ in Petrarjorensi.*

(2) Lespine, vol. 48, p. 328. C'est sous Othon que le prieuré de Saint-Martin de Bergerac paraît avoir été fondé (1080).

dogne me fourniraient quelques intéressants renseignements que me refusait la Bibliothèque nationale, dans laquelle mon honoré et serviable confrère, M. Philippe de Bosredon, avait bien voulu fouiller pour moi le fonds de Lespine et notamment le dossier de l'abbaye de Brantôme; mais M. Villepelet m'apprit obligeamment « que son dépôt ne possède aucun document assez ancien pour fournir des renseignements sur l'épiscopat de Grimoard de Mucidan. »

Malgré la stérilité de leurs recherches, j'adresse ici à ces bienveillants confrères mes plus sincères remerciements.

Joseph MALLAT.

LES TROIS PREMIERS SEIGNEURS DE BERGERAC.

(*Notes et documents.*) .

I

OTHON.

Othon est le premier seigneur de Bergerac dont il soit fait mention dans les anciennes chartes. Il vivait sur la fin du ^x^e siècle et au commencement du ^{xii}^e. Son nom apparaît dans plusieurs titres de l'abbaye de Saintes. Dans le premier, remontant à 1100 environ, il est dit, rapporte Lespine, « que Ebrard de Gardonne, seigneur dudit lieu, donna la chapelle de Gardonne à Notre-Dame et à St-Silvain de la Mongie, pour le repos de son âme et de son grand'père qui avait brûlé l'église de Notre-Dame et St-Silvain de la Mongie : en présence de Audebert, comte de Périgord, de *Othon, seigneur de Bergerac*, et Ithier de Sales, etc.

» Après l'an 1104, Guillaume d'Auberoche, évêque de Périgueux, confirma cette donation en présence des mêmes témoins.

» Ce même seigneur est encore nommé dans la déclara-

tion que fit l'abbesse, que cette donation lui avait été faite par Ebrard, seigneur de Gardonne, et Aimeri, son oncle, et qu'elle avait été confirmée par Guillaume, évêque de Périgueux ; et, en conséquence, elle se mit en possession de la chapelle de Gardonne.

» Ces chartes ne sont point datées, mais il est hors de doute qu'on doit les placer après 1104, parce que Guillaume, évêque de Périgueux, dont il est fait mention, prit possession de l'évêché de Périgueux cette même année et mourut en 1128 ou 29. » (1). — On conjecture que Othon mourut après l'an 1120, et qu'il laissa une fille, nommée Philippe ; celle-ci aurait été mariée à Hélié Rudel, premier comte de Bergerac (2).

II

HÉLIE RUDEL 1^{er}.

Dans sa liste des seigneurs de Bergerac, Lespine s'exprime ainsi à propos de ce personnage :

« Hélié Rudel 1^{er} est qualifié comte de Bergerac dans l'ancienne chronique des évêques de Périgueux, dont un fragment est rapporté dans le *Gallia Christiana*, dans Pierre Labbe. Il y est dit, parlant de Guillaume de Naucnard, évêque de Périgueux, qui tint le siège depuis 1130 à 1138, qu'il établit que tous les laboureurs donneraient un repas pour conserver la paix...

» Sous son pontificat, le grenier à bled de l'abbaye de St-Front fut détruit par le comte Hélié Rudel et les bourgeois,

(1) Lespine, vol. 48, page 328. — Extrait du Cartulaire en latin de l'abbaye de Notre-Dame de Saintes, écrit en lettres gothiques sur vélin, folio 17. *De acquisitionibus Dæ Alcaidæ in Petragorensi*.

(2) Lespine, vol. 48, p. 328. C'est sous Othon que le prieuré de Saint-Martin de Bergerac paraît avoir été fondé (1080).

et tous les grains qui étaient destinés à la nourriture des religieux furent emportés. Tout le monde trouva cette action si mauvaise que la comtesse sa mère, Gasconie (1), rejetant toute honte, le *déclara illégitime* devant l'évêque, dans une assemblée publique.

» Hélié Rudel eut un terrible compétiteur dans la personne de Boson, seigneur de Grignols. Ils se firent la guerre pendant longtemps avec un succès égal de part et d'autre. Enfin, Hélié Rudel eut le dessous, quoiqu'il eût engagé dans son parti la bourgeoisie de Périgueux, qui le soutenait de toutes ses forces.

» Il y a lieu de croire que Rudel étant totalement dépouillé du comté de Périgord par Boson, son courageux et infatigable rival, se retira à Bergerac, où il passa le reste de ses jours. Il avait épousé Philippe, que le Père Anselme dit être la femme de Hélié II. On doit placer cette alliance avant l'année 1150. Il en eut Hélié Rudel II. Il requit M. de Montfort, lieutenant du roi d'Angleterre, d'investir son fils puîné de la terre de Bergerac. On ignore le temps de sa mort. »

III

HÉLIE RUDEL II.

Hélié Rudel II succéda à son père ; il épousa, avant 1180, Géralde ou Géraude de Gensac, fille et héritière d'Adhémar, seigneur de Gensac.

Nous avons eu la satisfaction de pouvoir réunir quelques documents importants sur ce seigneur. Nous les résumerons et les citerons d'après leur ordre chronologique.

En 1224, le duc de Narbonne déclare composer amiable-

(1) « Gasconie n'était point le nom propre de la comtesse. Elle s'appelait Brunehilde de Foix. On présume que les Périgourdins, auxquels elle n'était pas sympathique, lui avaient donné le sobriquet de Gasconne, faisant allusion au comté de Foix, d'où elle était originaire et voisin de la Gascogne. »

ment avec Hélië Rudel et lui permettre de faire hommage au roi de France :

« Notum sit omnibus p̄ntes litteras inspecturis, quod nos Amalricus, divinā providenciā, Dux Narb., Comes Tholo et Dns Montisfortis, composuimus amicabiliter cum nobili viro Heliā Rudelli, Dno Bragiāci, et remisimus eidem omnem iram, odium et rancorem quæ forte habebamus antea erga ipsum. Et habemus ipsum pro amico nostro. Volumus etiam et dedimus ei licentiam quod ipse fecerit homagium Dno nro Kmō Regi Franc. Reddidimus etiam ei litteras suas quas habebamus super homagio suo et pactis aliis quibus ipsum universi tam presentes quam posteri à nobis noverint absolutum. Et ut illud semper permaneat illibatum, et robur obtineat in futurum, super hoc dedimus prefato nobili viro Helye Rüdelli lras nostras sigilli nostri munimine roboratas. Actum Par. anno ab incarnatione Dni m° CCXXIII, mense novembri. » (1).

La même année 1224, et le même mois, le roi de France promet en son nom et au nom de ses héritiers de ne pas repousser l'hommage qu'Hélië Rudel lui a fait au sujet du château de Bergerac et de toutes ses possessions :

« Ludovicus, Dei grāt. Franc. rex, universis presentes lras inspecturis, salutem. Noveritis quod nos dilecto et fideli nro Helye Rudelli, Dno Bragiāci, promissimus bona fide quod nos homagium quod ipse nobis fecit de castro Brageriāci et de totā terrā suā, quam de nobis recepit in feodum et homagium ligium, non amovebimus de manu nrā, vel heredum nostro- rum ; in cujus rei testimonium p̄ntes lras ei dedimus conducendas. Actum Rm. anno Dni m°. CC°, XXIII, mense novembri. » (2).

(1) Lespine, collection Périgord, vol. 48, f° 4.

(2) Lesp., vol. 48, p. 4. — « En 1225, dit Lespine, au mois de novembre, il (Hélië Rudel II), fit encore hommage-lige au Roi, à Rheims, pour les fiefs de Bergerac, Castillon, avec le territoire en deçà de la Dordogne et de Clarens. » (Lespine, vol. 159, p. 13, au mot *Rudel*.)

En l'année 1230, nous relevons avec Lespine un « compromis entre Elie Rudel et Bertrand de Turenne, par lequel ils conviennent qu'ils ne pourront, l'un sans l'autre, faire de traité avec le vicomte de Turenne et que, s'ils ont dans la suite quelques différends ensemble, ils s'en remettront à l'arbitrage de Boson et de Galhard de Salanhac, et de Bertrand et de Galhard de Salanhac. Cet acte, en lan-

Voici la traduction, donnée par Lespine, d'un acte intéressant par lequel Hélié Rudel reconnaît, en 1239, que ses officiers ont exigé à tort une rente annuelle en blé des ressortissants de l'abbaye de la Sauve, et accorde toutes réparations pour ce fait :

« A tous présents et à venir qui verront lire ces présentes, Hélié Rudel, seigneur de Bergerac et de Gensac ; vous sçaurés qu'ayant appris que mes baillifs et officiers exigeaient des sujets de l'abbaye de la Sauve, qui sont dans ma terre ou bailliage de Rauzan et de Pujols, aussi bien que des miens, une rente annuelle en bled, et qu'ils la leur enlevaient par force quand ils refusaient de la payer de bon gré. Je m'en suis donné le blâme à moi-même, comme d'une chose injuste dont j'étais responsable. Reconnaisant donc que j'avais failli, j'en ai demandé pardon aux religieux, et non seulement ay fait restituer ce qu'on avait pris par mégarde ou d'autorité, mais encore leur ay fait la satisfaction qu'ils ont demandée, pour le tort et l'injure qu'ils avaient reçus ; ensuite de quoi je me suis recommandé avec ceux de ma famille à leurs prières. En foi de quoi, j'ay signé ces lettres de mon sceau. Donné à Gensac le... de N. S. 1239, du mois de mars. » (1)

Nous trouvons, sous la date de 1243, l'ordre donné par Henri III, roi d'Angleterre, aux maire et consuls de Bordeaux, d'avoir à suspendre la perception de certaines rede-

gage du pays, de l'an 1230, expédié sur l'original, est signé de Grésis, secrétaire du roi à Montauban. (Lesp. vol. 159, p. 22, au mot *Rudel*.)

D'autre part, le *Registre manuscrit de l'Histoire de Bergerac* renferme le passage suivant : « En 1233, la ville de Bergerac appartenait à Hélié de Rudel, seigneur dudit lieu de Bergerac et de Gensac, sous la domination anglaise. Vid. en preuve de ce fait la trêve conclue entre led. de Rudel, Hélié de Rudel, son fils, et les maire et consuls de la ville de Périgueux, la veille des kalendes de juin, audit an 1233, dans l'église Notre-Dame du château de cette ville. Ce titre est rapporté au long dans les mémoires de Périgueux, pièces justificatives, n° 10. »

(1) Lesp. vol. 159, p. 24.

vances auxquelles étaient tenus envers eux les bourgeois d'Hélie de Bergerac :

« Mandatum Majori et juratis Burd. quod consuetudinem quam exigunt à Burgensibus Elye de Brigerak, in respectum ponant, donec aliud a rege habuerint mandatum et quod ab eisdem ceperunt postquam indè Rex cum eis loquebatur in manu suà retineant usquè ad adventum Regis (sans date). Celles qui précèdent sont : Apud Sanctum Severum IX^a die maii, et celles qui suivent 14 du même mois. » (1)

En 1247, Géraude, dame de Gensac, femme de Rudel, fait à Bernard de Beauville l'hommage qu'elle et ses prédécesseurs étaient tenus de lui rendre :

« GERALDA, Dñā de Genshaco, uxor viri nobilis Helie Rudelli, Dñi de Brageraco, etc. — Cum dilectus nepos noster Bernard de Beauville, domicellus, nuper de perigracione rediens (Bernard avait fait le voyage de Rome ou de la Terre-Sainte, ou un pèlerinage quelconque), faceret transitum per villam Brageracii... (il reçut d'elle audit lieu, à cause de son indisposition (d'elle) et pour lui faire plaisir, l'hommage qu'elle et ses prédécesseurs estoient tenus de faire audit Beauville et à ses progéniteurs.) — Actum non. septembris 1247, G. archiepiscopus Burdigal. » (2)

En 1253, le 15 juin, Henri III, roi d'Angleterre, promet à ceux qui ont quitté Bergerac pour son service, de les indemniser des dommages qu'ils ont pu souffrir à cette occasion :

« Rex omnibus, etc. Sciatis quod tenemur Oliver Prepositi, Willelmo Reymondi de Sancto-Desiderio, Helie de Nesson et Girardo, fratri ejus, Gailard de la Force et Helie Prepositi, filiis ejus, qui exierunt villam de Bragerac, ad veniendum in servicium nostrum venire voluerunt, restituere sibi jacturas et damna sua quæ incurrerint occasione predicti exitûs sui à villâ predictâ, tam de domibus et redditibus suis, quam de aliis quæ habuerunt in eâdem villâ, et alios honores et commoda eis liberaliter faciemus ad dictum Roberti Wallerand, senescali nostri, vel alterius boni viri de consilio nostro, et Theob. de Genseac, Auduberti Prepositi, in cujus, etc, Teste XV die junii. » (3).

(1) Lesp. vo'. 48, p. 13.

(2) Lesp., vol. 46, p. 179.

(3) *Ibid.*, vol. 48, p. 13.

Le 3 juillet de la même année, le roi d'Angleterre confie à Gaston de Gontaut la garde du bourg de Bergerac et de quelques terres voisines :

« Rex commisit Gastoni de Gontaut burgum de Brigerac cum omnibus terris Baian et Baiaden et aliis terris circum jacentibus et pertinentibus ad villam Breger., intrā flumen Dordon., excepto castro de Moncuq, cum pertinentiis, custodiend., quamdiū Regi placuerit, in ejus, etc., Teste *ibid.* III die julii (T. R. in castris extrā Brigerac). » (1)

Le 26 août 1253, Henri III adresse la lettre de créance ci-après à ses commissaires envoyés à Bergerac :

« Rex militibus, burgensibus, et aliis probis hominibus de Brigeriaco, salutem. Mittimus ad vos Gastonem de Gontaut, Arnaldum de Miremond et Almannum de Varetto, pro quibusdam negotiis vobis exprimendis ex parte nostrā quibus super hiis fidem adhibeatis indubitata. In ejus, etc. Teste apud Burdeg. XXVI die augusti. » (2)

Du 24 juillet 1253. Commission de Henri III à Gaston de Gontaut pour pacifier les différends entre lui, les nobles et les bourgeois de Bergerac :

« Rex misit per litt^{as} patentes Gastonem de Gontaut ad milites et burgenses de Brigerac, ad tractandum de pace intrā Regem, et eosdem milites et burgenses et super hoc firmiter credant ipsi Gastoni tanquā Regi et quidquid idem Gasto cum eis super premissis ordinaverit ex parte Regis ratum habebunt et gratum. In ejus, etc., Teste ut suprà (in castris apud Girond., 24 die julii) per Petrum de Sabaudia. » (3).

Du 26 août 1253. Lettre du même aux habitants de Bergerac pour les sommer, comme leur seigneur, de venir à son service :

« Rex majori de Bergerac, Oliv. Preposito, militibus, burgensibus et aliis probis hominibus ejusdem villæ, salutem.

(1) Lesp., vol. 48, p. 13.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

» Mandamus vobis rogantes quatenus salvo et securè ad fidem et servicium nostrum veniatis : hoc enim de jure facere poteritis et debitis, eo quod Reginaldus de Pontibus et Margarita, uxor ejus, contempserunt stare juri in curiâ nostrâ, et nos sumus capitalis dominus de Brigeraco, et si hoc facere volueritis, nos parati sumus libertates, honores et beneficia vobis et omnibus amicis vestris *gratuitè* impendere juxtâ considerationem et dictum predictorum majoris de Brigeraco, Oliver Prepositi, Gastoni de Gontaut, Theobald. de Gensac et Petri Caillau, itâ quod bene eritis contenti. In cujus, etc. (Teste ut suprà, apud Burdegal., 26 die Augusti.) » (1)

Le 26 avril 1254, Hélië Rudel, malade, écrit à Henri III et lui envoie des mandataires pour traiter avec lui de certaines affaires :

« Littera Heliae Rudel, dñi de Brageriaco.

» Excellentissimo D^{no} suo et illustri dño Henrico, Dei gratiâ, Regi Angliæ, D^{no} Hiberniæ, duci Normandiæ, Aquitaniæ et comiti Andegavensi.

» Helias Rudel, Dnus Brageracii et Gensiaci, salutem, cum omni subjectione devotâ cum infirmitate corporali subito occupati, ad vos accedere personaliter non possumus, volentes vestræ obedire in omnibus voluntati, debitos et fideles nostros venerabilem officialem Vasatensem et Theobaldum de Gensiaco et Oliverium Prepositum, milites ad vos, domine, mittimus, ratum et gratum habituri, quidquid super iis, quæ a nobis petiistis, factum fuerit cum eisdem. In cujus rei testimonium presentes litteras eisdem concessimus, sigillo nostro proprio sigillatas. Datum in crastinum B. Marchi, evangelistæ, anno Dni M . CCL quarto. » (2)

De la même année, et à la dite date du 26 avril, promesse de Henri III, roi d'Angleterre, de rendre à Hélië Rudel, seigneur de Bergerac et de Gensac, la place appelée de Castelmoron, qu'Hélië Rudel a cédée pour un temps au roi :

« Rex omnibus, etc. Sciatis quod cum petivimus a dilecto et fideli nostro Eliâ Rudelli, domino de Bragerac et Gensiaci, quod nobis, ut tenebatur pro guerrâ nostrâ, traderet castrum Morum, idem Elias, castrum illud, prout debuit, nobis tradidit, et nos ei promisimus de gratiâ, quod

(1) Lesp., vol. 48, p. 13.

(2) Lesp., vol. 78, p. 74.

castrum predictum eidem Elie reddemus, a die sancti Michaelis, an. r. n. XXXVIII, in unum annum, non deterioratum; vel prius, si per vires, si per pacem, villam de Regulā habuerimus. Et interim idem Eliās omnes redditus suos, terras, vineas et alias possessiones suas cum omnibus exitibus ad idem castrum pertinentibus, ad opus suum retinebit. Et si castrum illud, dum fuerit in manu nostrā, emendaverimus, vel effociaverimus emendatum vel effociamentum illud ab eodem Eliā non exigetur, et predictum castrum Morum eidem Eliæ ad predictum terminum, vel prius si per vires, vel per pacem predictam villam de Regulā habuerimus, ut predictum est, sine omni occasione præteritā, presenti vel futurā, restituemus. — In cujus, etc. Teste apud Millan. XXVJ die aprilis. » (1)

Enfin, le 30 avril 1254, Hélie Rudel fait ainsi son testament :

• In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti. Amen.

• Ego Helia Rudelli, Dnus Brage^ci et Gensiaci, anno ab incarn. Dni mille duc^o quinq^o quarto, ultimā die aprilis, compos mentis meæ, licet in ægritudine constitutus, testamentum meum condo et condidi in hunc modum. In primis Margaritam, unicam filiam meam, in omnibus meis bonis heredem meam instituo. Volo tamen quod de omnibus meis bonis mobilibus et debitis quæ mihi debentur compleatur testamentum patris mei, si quid incompletum appareat remansisse. Item volo et precipio quod de testamento matris meæ penitus idem fiat. Item de dictis mobilibus solvantur debita mea et omnia quæ in funere meo fuerint necessaria. Item volo quod Rogæ, uxori meæ, solvantur quinque millia solidos Morlanenses, quæ pro eadem nomine dotis fuerunt soluta et totidem eidem solvantur de pecuniā meā, et pro utraque summā habeat, teneat et recipiat pedagium meum de Brageriaco usque ad completam solutionem predictarum summarum, nisi ad preces meas h^{des} mei de Brageriaco dictas summas dictæ uxori meæ vellent solvere et sibi satisfacere de pedagio suprā dicto. Item volo quod de redditibus terræ meæ, si ad hoc mobilia non sufficerint mea, ponantur trigenta sex millia solidos monetæ currentis, in constructione pontis Brageriaci, quia istud facere disposuerat in suo animo pater meus. Item volo quod per executores testamenti mei ad arbitrium eorundem assignentur, monialibus de Fontanas Petragor^{is} diocesis, viginti solidos renduales; item monialibus de Tres Serors assignetur unus sextarius

(1) Lesp., vol. 78, p. 75.

f umentis rendualis solvendus eis primâ die quadragesimæ. Item volo quod religiosis domibus, scilicet abbatiæ de Sancto-Fremerio, hospitali Sancti-Naxencii, abbatiæ de Caduino, Cisterciensis ordinis, et domui de Ponte Romerio, pro animâ et damnis eis à me illatis, aliqui redditus assignentur. Item volo quod Rudellus, frater meus, habeat castrum de Poiolio, cum omnibus pertinentiis, itâ tamen quod omnes redditus quos dedi sibi, apud Brageriacum, ad filiam quam heredem meam institui, revertantur; et volo et precipio quod vinea de Poiolio restituatur heredibus Forconis de la Bacona, solutis expensis factis pro melioratione ejus vineæ; volo etiam quod de damnis à me et meis illatis Petro Vigerii Albaterrensis et ecclesiæ de Festenele, et cuidam altario, ecclesiæ Caturcensis diocesis quæ vocatur Comiac, satisfiat de bonis meis mobilibus. Item volo et mando quod de pedagio de Pessac, satisfiat officiali Vasatensi de 25 libris burdigalensibus, in quibus eidem teneor ex traditione cujusdam equi quem a dicto officiali emi. Item volo et precipio quod illi quos executores testamenti in presenti paginâ deputo, omnia debita mea et alia bona mobilia quodcumque sint, sive sint oro, sive in argento, sive in quâcumque monetâ, habeant et recipiant et eam divideant secundum formam sibi datam in testamento hujus modi ordinatam. Item volo et precipio quod domicelli quibus dixeram quod se pararent ad milit^m à me recipiendam et aliis domicellis et toti familiæ mecum equitanti, et in meis domibus commoranti clericis et laicis de pecuniâ et aliis mobilibus meis fiat remuneratio competens ad arbitrium dilectorum meorum Gastoni de Gontaldo, Guilhaumeti Ferrioli, Armandi Prepositi, Oliverii Prepositi, Will^m Arramundi de Sancto-Desiderio; propter istum ultimum articulum, in omnibus suprâ dictis executores meos deputo dilectos fideles meos Gastonem de Gontaldo et Guilhaumetum Ferrioli, Armandⁿ et Oliver. Prepositos, Willelmum Arramundi de Sancto-Desiderio, Bertrandum de Naychos, Aymericum de Prato-Novo, P. de Boon, Stephan. Folqueti, P. Sinquenval, juniorem, D^m abbatem sancti Fremerii, Teobaldum de Gensiaco, Willelmum Bertrandi, B. de Bofiagas (de Bosnagas, *Bouniagues*), Bertrand^m de la Lana, Arnaldum Iterii, milites, Aymericum Auster, Heliam de Lobeiac, Vitalem de Girondâ, burgenses de Gensiaco; præter suprâ dicta, volo et mando quod religiosis domibus de Caduino, Cisterciensis ordinis, de Sancto-Naxencio, in quâ meam eligo sepulturam, et abbatiæ sancti Fremerii assignentur et competentur redditus quos pater meus, vel mater mea legaverunt eisdem locis, in testamentis suis et tantundem pro animâ meâ, et apud Pontem Romerii triginta solidos annuos volo et mando pro meâ animâ assignari. Testes jurati et presentes abbas sancti Fremerii, officialis Vasatensis, Willelmus de Belat, capellanus de Gensiaco, Willelmus Arrundi de sancto Desiderio fuit presens; sed non

fuit juratus, Gaubertus d'Au-traterrâ et Petrus de Camphac, clericus, jurati, testes autem post modum vocati et presentes, sed non jurati, Talayrandus, avunculus meus, Rudellus, frater meus, Ar^m. de Bonavillâ de Miramonte, Rudellus de Montec-lard, consanguineus, R. Prepositi, preceptor Sancti-Naxencii, B. de Boflaga qui fuit de juratis et plures alii non jurati, et ut omnia ista firmitatem habeant, hoc meum testamentum mandavi et feci sigillo proprio sigillari. Datum die jovis, in sera, post quindenam Paschæ, anno Dⁿⁱ mill. ducent^o quinqu. quarto. » (1)

Hélie Rudel s'était marié en secondes noces, nous dit Lespine, « avec Marguerite de Turenne, fille unique de Raymond IV, vicomte de Turenne.

» Raymond V, frère de Raymond IV, prétendit exclure Marguerite de la vicomté de Turenne, sur le prétendu droit de masculinité et s'en empara à la mort de son frère, en 1243. Mais sa nièce Marguerite revint contre ce droit et obtint partage dans la vicomté par un traité que ratifia la reine Blanche l'an 1251. » (2)

Nous reproduisons cet acte important ; on remarquera que la femme d'Hélie Rudel y est dénommée Hêlis, et non Marguerite, et que Raymond de Turenne y est désigné comme le neveu et non le frère du défunt vicomte de Turenne :

« Blacha, Dei gratiâ, Francorum regina, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus nos litteras inferius annotatas vidisse sub hac formâ. — Helias, humilis electus monasterii Sarlatensis, et G. de Malamorte, junior, salutem in domino. Notum facimus quod cum questio verteretur in curiâ illustrissimi domini Ludovici, Dei gratiâ, Francorum regis, coram illustrissimâ dominâ Blanchâ, eâdem gratiâ Francorum reginâ, inter nobilem virum Heliam Rudelli et Helis uxorem suam, ex parte unâ ; et nobilem virum Raymundum Turenæ, vice-comitem, ex alterâ. — Super vice-comitatu Turenæ et ejus pertinenciis quem dictus Helias, cum pertinentiis nomine predictæ Helis uxoris suæ, et nomine Raymundi vice-comitis, patris sui, dicebat ad se jure hereditario pertinere ; et dictus Raymundus, vice-comes, nepos vice-comitis memorati, e contrario asserbat, ratione consuetudinis et usagii dicti vice-comitatus, ad se dictum

(1) Lesp., vol. 48, p. 428.

(2) *Ibid.*, vol. 48, p. 331.

vice-comitatum cum pertinentiis suis jure necessario pertinere : unanimiter et concorditer in nos tanquam arbitros et arbitratores, seu etiam amabiles compositores, compromiserunt super questione jam dicta, promittentes solemni stipulatione interposita super Dei Evangelia præstito juramento, quod nostro starent arbitrio sive dicto, vel etiam ordinationi. Nos autem, consideratis dictæ quæstionis circumstantiis universis, communicato prudentum consilio, arbitrium nostrum sive dictum, vel etiam ordinationem in scriptis proferimus in hunc modum : videlicet, quod dictus Raymundus, habeat, teneat et possideat ipse et heredes seu successores ipsius, nunc et in perpetuum, castrum Turenæ cum omnibus pertinentiis suis et bailiviis, dominio et honore, districtu, homagiis, feudis, ac etiam explegiis, et aliis juribus universis ad castellaniam dicti castri pertinentibus, et medietatem villæ Martelli, cum omnibus pertinentiis suis et juribus universis. Item castrum de Monte-Valenti, cum honore et districtu, pertinentiis et juribus universis. Item, pertus (ou portus) de Tractus sive de Monte-Valente cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, jus et dominium faciendi, et fabricandi, et cudendi monetam vice-comitatus Turenæ. Item, castrum de Floirac, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Mirindol, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Curamonte cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Sancto-Michaele, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Casillac cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum Sancti-Sereni, cum omni honore et domino et districtu, pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Garhac, cum pertinentiis et juribus universis. Item, dominium villæ Belli-Loci, cum pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Betut, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, totam terram et dominium et feuda, et homagia de Brivesio, quam et quæ habebat et habere debebat Raymundus quondam Turenæ vice-comes, patruus suus ibidem. Item, homagia, feuda et dominia, ac explegia ad dicta castra vel villas, pertinentia, et generaliter, et universaliter homagia, feuda et dominia ad dictum vice-comitatum pertinentia, a villa Martelli usque ad civitatem Lemovicensem, et usque ad villam de Glotons. Item, volumus et ordinamus quod dictus Raymundus, vice-comes, solvat et reddat medietatem testamenti sive ordinationis quondam Turenæ vice-comitatus solutorum et solvendorum. Et dictus Helias Rudelli et Helis ejus uxor solvat et reddat aliam medietatem testamenti sive ordinationis dicti Reymundi quondam Turenæ vice-comitatus solutorum similiter et solvendorum, ad arbitrium et voluntatem venerabilis patris et abbatis Obarinæ et mei dicti Heliae, electi monasterii Sarlatensis. Item, arbitrando ordinamus quod dictus dominus Helias Rudelli et Helis uxor sua et heredes et successores ipsorum habeant, teneant et

fuit juratus, Gaubertus d'Au-traterrâ et Petrus de Camphac, clericus, jurati, testes autem post modum vocati et presentes, sed non jurati, Talayrandus, avunculus meus, Rudellus, frater meus, Ar^m. de Bonavillâ de Miramonte, Rudellus de Montec-lard, consanguineus, R. Prepositi, preceptor Sancti-Naxencii, B. de Bofiaga qui fuit de juratis et plures alii non jurati, et ut omnia ista firmitatem habeant, hoc meum testamentum mandavi et feci sigillo proprio sigillari. Datum die jovis, in sera, post quindenam Paschæ, anno Dⁿⁱ mill. ducent^o quinqu. quarto. » (1)

Hélie Rudel s'était marié en secondes noces, nous dit Lespine, « avec Marguerite de Turenne, fille unique de Raymond IV, vicomte de Turenne.

» Raymond V, frère de Raymond IV, prétendit exclure Marguerite de la vicomté de Turenne, sur le prétendu droit de masculinité et s'en empara à la mort de son frère, en 1243. Mais sa nièce Marguerite revint contre ce droit et obtint partage dans la vicomté par un traité que ratifia la reine Blanche l'an 1251. » (2)

Nous reproduisons cet acte important ; on remarquera que la femme d'Hélie Rudel y est dénommée Hêlis, et non Marguerite, et que Raymond de Turenne y est désigné comme le neveu et non le frère du défunt vicomte de Turenne :

« Blancha, Dei gratiâ, Francorum regina, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus nos litteras inferius annotatas vidisse sub hac formâ. — Helias, humilis electus monasterii Sarlatensis, et G. de Malamorte, junior, salutem in domino. Notum facimus quod cum questio verteretur in curiâ illustrissimi domini Ludovici, Dei gratiâ, Francorum regis, coram illustrissimâ dominâ Blanchâ, eâdem gratiâ Francorum reginâ, inter nobilem virum Heliam Rudelli et Helis uxorem suam, ex parte unâ ; et nobilem virum Raymundum Turenæ, vice-comitem, ex alterâ. — Super vice-comitatu Turenæ et ejus pertinentiis quem dictus Helias, cum pertinentiis nomine predictæ Helis uxoris suæ, et nomine Raymundi vice-comitis, patris sui, dicebat ad se jure hereditario pertinere ; et dictus Raymundus, vice-comes, nepos vice-comitis memorati, e contrario asse-rebat, ratione consuetudinis et usagii dicti vice-comitatus, ad se dictum

(1) Lesp., vol. 48, p. 428.

(2) *Ibid.*, vol. 48, p. 331.

vice-comitatum cum pertinentiis suis jure necessario pertinere : unanimiter et concorditer in nos tanquam arbitros et arbitratores, seu etiam amabiles compositores, compromiserunt super questione jam dictâ, promittentes solemni stipulatione inter positâ super Dei Evangelia præstito juramento, quod nostro starent arbitrio sive dicto, vel etiam ordinationi. Nos autem, consideratis dictæ quæstionis circumstantiis universis, communicato prudentum consilio, arbitrium nostrum sive dictum, vel etiam ordinationem in scriptis proferimus in hunc modum : videlicet, quod dictus Raymundus, habeat, teneat et possideat ipse et heredes seu successores ipsius, nunc et in perpetuum, castrum Turenæ cum omnibus pertinentiis suis et bailiviis, dominio et honore, districtu, homagiis, feudis, ac etiam explegiis, et aliis juribus universis ad castellaniam dicti castri pertinentibus, et medietatem villæ Martelli, cum omnibus pertinentiis suis et juribus universis. Item castrum de Monte-Valenti, cum honore et districtu, pertinentiis et juribus universis. Item, pertus (ou portus) de Tractus sive de Monte-Valente cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, jus et dominium faciendi, et fabricandi, et cudendi monetam vice-comitatus Turenæ. Item, castrum de Floirac, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Mirindol, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Curamonte cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Sancto-Michaele, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Casillac cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum Sancti-Sereni, cum omni honore et domino et districtu, pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Garhac, cum pertinentiis et juribus universis. Item, dominium villæ Belli-Loci, cum pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Betut, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, totam terram et dominium et feuda, et homagia de Brivesio, quam et quæ habebat et habere debebat Raymundus quondam Turenæ vice-comes, patruus suus ibidem. Item, homagia, feuda et dominia, ac explegia ad dicta castra vel villas, pertinentia, et generaliter, et universaliter homagia, feuda et dominia ad dictum vice-comitatum pertinentia, a villa Martelli usque ad civitatem Lemovicensem, et usque ad villam de Glotons. Item, volumus et ordinamus quod dictus Raymundus, vice-comes, solvat et reddat medietatem testamenti sive ordinationis quondam Turenæ vice-comitatus solutorum et solvendorum. Et dictus Helias Rudelli et Helis ejus uxor solvat et reddat aliam medietatem testamenti sive ordinationis dicti Reymundi quondam Turenæ vice-comitatus solutorum similiter et solvendorum, ad arbitrium et voluntatem venerabilis patris et abbatis Obarinæ et mei dicti Heliae, electi monasterii Sarlatensis. Item, arbitrando ordinamus quod dictus dominus Helias Rudelli et Helis uxor sua et heredes et successores ipsorum habeant, teneant et

fuit juratus, Gaubertus d'Au-traterrâ et Petrus de Camphac, clericus, jurati, testes autem post modum vocati et presentes, sed non jurati, Talayrandus, avunculus meus, Rudellus, frater meus, Ar^m. de Bonavillâ de Miramonte, Rudellus de Montec-lard, consanguineus, R. Prepositi, preceptor Sancti-Naxencii, B. de Bofiaga qui fuit de juratis et plures alii non jurati, et ut omnia ista firmitatem habeant, hoc meum testamentum mandavi et feci sigillo proprio sigillari. Datum die jovis, in sera, post quindenam Paschæ, anno Dⁿⁱ mill. ducent^o quinqu. quarto. » (1)

Hélie Rudel s'était marié en secondes noces, nous dit Lespine, « avec Marguerite de Turenne, fille unique de Raymond IV, vicomte de Turenne.

» Raymond V, frère de Raymond IV, prétendit exclure Marguerite de la vicomté de Turenne, sur le prétendu droit de masculinité et s'en empara à la mort de son frère, en 1243. Mais sa nièce Marguerite revint contre ce droit et obtint partage dans la vicomté par un traité que ratifia la reine Blanche l'an 1251. » (2)

Nous reproduisons cet acte important ; on remarquera que la femme d'Hélie Rudel y est dénommée Hêlis, et non Marguerite, et que Raymond de Turenne y est désigné comme le neveu et non le frère du défunt vicomte de Turenne :

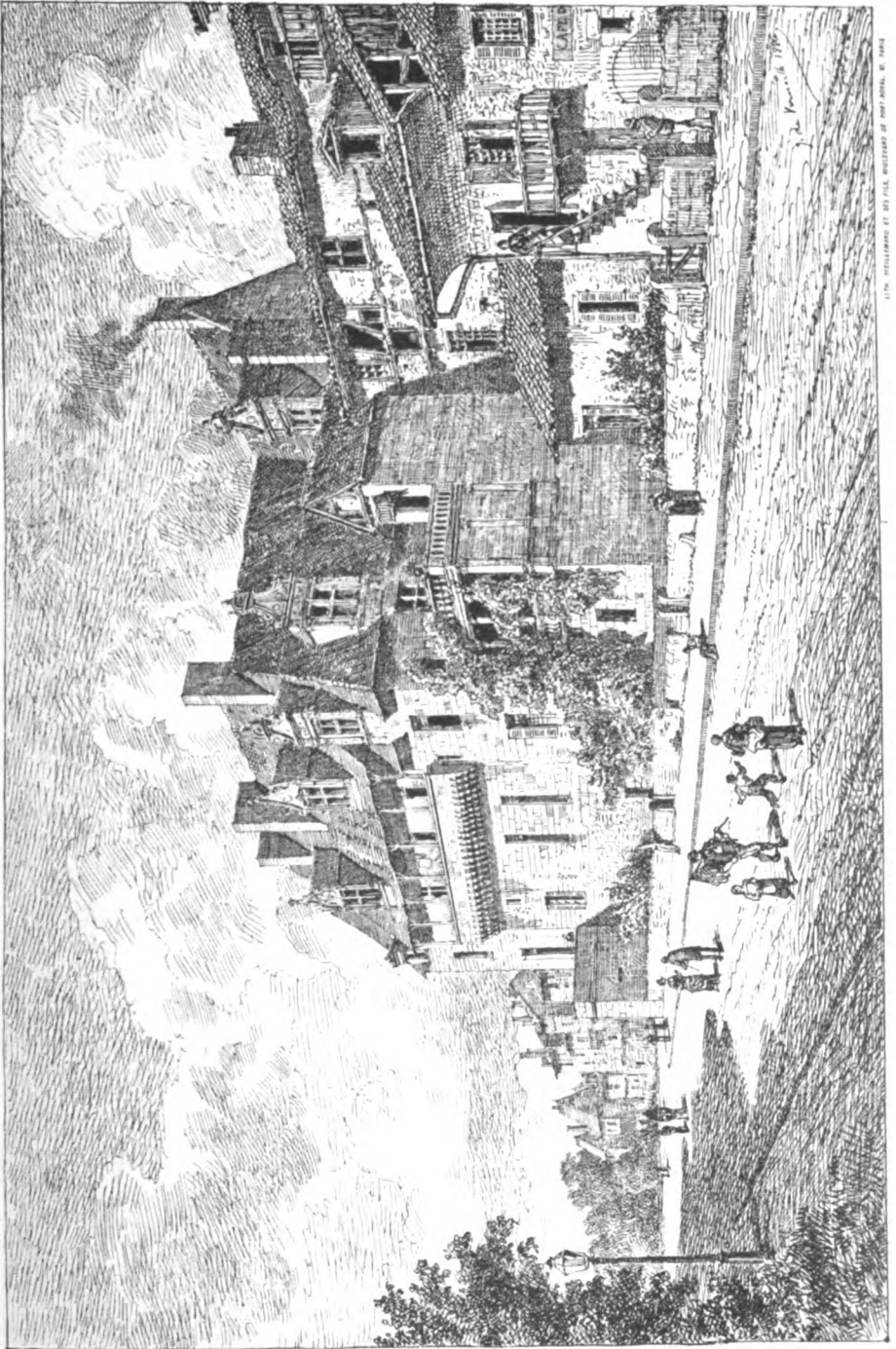
« Blacha, Dei gratiâ, Francorum regina, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus nos litteras inferius annotatas vidisse sub hac formâ. — Helias, humilis electus monasterii Sarlatensis, et G. de Malamorte, junior, salutem in domino. Notum facimus quod cum questio verteretur in curiâ illustrissimi domini Ludovici, Dei gratiâ, Francorum regis, coram illustrissimâ dominâ Blanchâ, eâdem gratiâ Francorum reginâ, inter nobilem virum Heliam Rudelli et Helis uxorem suam, ex parte unâ ; et nobilem virum Raymundum Turenæ, vice-comitem, ex alterâ. — Super vice-comitatu Turenæ et ejus pertinentiis quem dictus Helias, cum pertinentiis nomine predictæ Helis uxoris suæ, et nomine Raymundi vice-comitis, patris sui, dicebat ad se jure hereditario pertinere ; et dictus Raymundus, vice-comes, nepos vice-comitis memorati, e contrario asse-rebat, ratione consuetudinis et usagii dicti vice-comitatus, ad se dictum

(1) Lesp., vol. 48, p. 428.

(2) *Ibid.*, vol. 48, p. 331.

vice-comitatum cum pertinentiis suis jure necessario pertinere : unanimiter et concorditer in nos tanquam arbitros et arbitratores, seu etiam amabiles compositores, compromiserunt super questione jam dictâ, promittentes solemni stipulatione inter positâ super Dei Evangelia præstito juramento, quod nostro starent arbitrio sive dicto, vel etiam ordinationi. Nos autem, consideratis dictæ quæstionis circumstantiis universis, communicato prudentum consilio, arbitrium nostrum sive dictum, vel etiam ordinationem in scriptis proferimus in hunc modum : videlicet, quod dictus Raymundus, habeat, teneat et possideat ipse et heredes seu successores ipsius, nunc et in perpetuum, castrum Turenæ cum omnibus pertinentiis suis et bailiviis, dominio et honore, districtu, homagiis, feudis, ac etiam explegiis, et aliis juribus universis ad castellaniam dicti castri pertinentibus, et medietatem villæ Martelli, cum omnibus pertinentiis suis et juribus universis. Item castrum de Monte-Valenti, cum honore et districtu, pertinentiis et juribus universis. Item, pertus (ou portus) de Tractus sive de Monte-Valente cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, jus et dominium faciendi, et fabricandi, et cudendi monetam vice-comitatus Turenæ. Item, castrum de Floirac, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Mirindol, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Curamonte cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Sancto-Michaele, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium castri de Casillac cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum Sancti-Sereni, cum omni honore et domino et districtu, pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Garhac, cum pertinentiis et juribus universis. Item, dominium villæ Belli-Loci, cum pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Betut, cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, totam terram et dominium et feuda, et homagia de Brivesio, quam et quæ habebat et habere debebat Raymundus quondam Turenæ vice-comes, patruus suus ibidem. Item, homagia, feuda et dominia, ac explegia ad dicta castra vel villas, pertinentia, et generaliter, et universaliter homagia, feuda et dominia ad dictum vice-comitatum pertinentia, a villa Martelli usque ad civitatem Lemovicensem, et usque ad villam de Glotons. Item, volumus et ordinamus quod dictus Raymundus, vice-comes, solvat et reddat medietatem testamenti sive ordinationis quondam Turenæ vice-comitatus solutorum et solvendorum. Et dictus Helias Rudelli et Helis ejus uxor solvat et reddat aliam medietatem testamenti sive ordinationis dicti Raymundi quondam Turenæ vice-comitatus solutorum similiter et solvendorum, ad arbitrium et voluntatem venerabilis patris et abbatis Obarinæ et mei dicti Helix, electi monasterii Sarlatensis. Item, arbitrando ordinamus quod dictus dominus Helias Rudelli et Helis uxor sua et heredes et successores ipsorum habeant, teneant et

possideant nunc et in perpetuum castrum de Ribeyrac, cum omnibus pertinentiis suis et bailliviis, dominio et honore, districtu, hommagiis, feudis ac etiam explegiis, et aliis juribus universis ad dictum castrum pertinentibus. Item, castrum d'Espuchac, cum districtu et honore et pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Monteforti cum omni honore et districtu et pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Alhac, cum honore, districtu et dominio et pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Carlus, cum honore, districtu, dominio et bailliviis et homagiis, et pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium villæ Soliacensis cum pertinentiis suis et aliis juribus universis. Item, portum de Croichia (Creysse, près Martel-sur-Dordogne), cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, medietatem villæ Martelli cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Archia, cum omni honore, districtu et dominio, feudis et homagiis, bailliviis et pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Terrasson, cum honore, districtu et dominio et pertinentiis et juribus universis. Item, jus et dominium castri de Salignac, cum honore, districtu et dominio et pertinentiis suis et juribus universis. Item, jus et dominium de Jayac et de la Cassaigne, cum pertinentiis eorum et juribus universis. Item, omnia homagia et alia quaecumque tenebat Reymundus, quondam Turenæ vice-comes, ab abbate et monasterii Sarlatensi. Item, homagia et feuda et dominia ac explegia ad dicta castra et villas pertinentia; et generaliter et universaliter omnia homagia, feuda et dominia a castris de Carlus, et de Salignac, et de Terrasson, et de Larche, cum pertinentiis eorundem inferius usque ad civitatem Burdegalensem. Et nos, Helias Rudelli, prædictus et Helis, uxor mea, et nos dominus Reymundus vice-comes Turenæ pro nobis et successoribus nostris, suprâ dictum arbitrium seu ordinationem, scienter et consulto, et ex certâ scientiâ nostrâ, acceptamus, et consentiendo plane approbamus et ratum habuimus et habemus, promittentes ad invicem sub virtute præstiti juramenti universa et singula supra dicta, nunc et in perpetuum nos inviolabiliter servaturos et nunquâ aliquo tempore contraventuros, etc. Et in testimonium præmissorum et ad majorem roboris firmitatem sigilla nostra præsentî paginæ unâ cum sigillis prædictorum Eliæ, electi monasterii Sarlatensis, et G. de Malamorte junioris ad preces et instantias nobilis viri Eliæ Rudelli et Helis uxoris suæ, et nobilis viri Reymundi, vicecomitis Turenæ, sigilla nostra præsentî paginæ apposuimus in testimonium præmissorum. Actum apud Meledunum anno Domini 1251, die dominicâ post festum nativitatis beati Joannis-Baptistæ. Nos autem istam compositionem certificamus, ita quod ex istâ compositione, vel testificatione nostrâ, jus charissimi filii nostri Regis, vel alicujus alterius in aliquo non diminuatur vel addatur. In cujus rei testimonium, ad petitionem utriusque

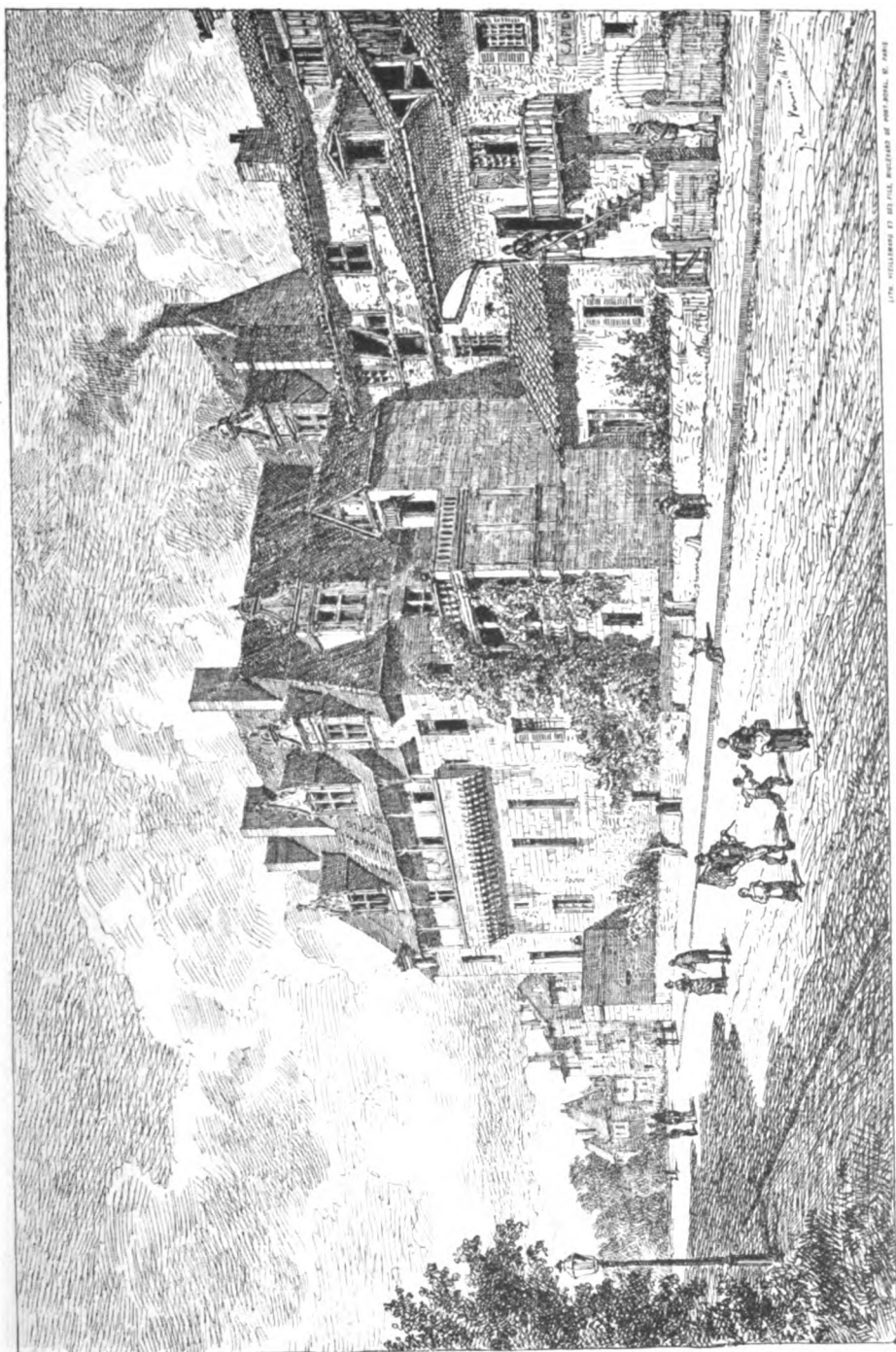


1779. REPRODUCED BY THE CURATOR OF THE MUSEUM OF THE UNIVERSITY OF MICHIGAN.

PLATE II. THE TOWN OF NEWBURY, N.H.



possideant nunc et in perpetuum castrum de Ribeyrac, cum omnibus pertinentiis suis et bailliviis, dominio et honore, districtu, hommagiis, feudis ac etiam explegiis, et aliis juribus universis ad dictum castrum pertinentibus. Item, castrum d'Espluchac, cum districtu et honore et pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Monteforti cum omni honore et districtu et pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Alhac, cum honore, districtu et dominio et pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Carlus, cum honore, districtu, dominio et bailliviis et homagiis, et pertinentiis suis et juribus universis. Item, dominium villæ Soliacensis cum pertinentiis suis et aliis juribus universis. Item, portum de Croichia (Creysse, près Martel-sur-Dordogne), cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, medietatem villæ Martelli cum pertinentiis suis et juribus universis. Item, castrum de Archia, cum omni honore, districtu et dominio, feudis et homagiis, bailliviis et pertinentiis et juribus universis. Item, castrum de Terrasson, cum honore, districtu et dominio et pertinentiis et juribus universis. Item, jus et dominium castri de Salignac, cum honore, districtu et dominio et pertinentiis suis et juribus universis. Item, jus et dominium de Jayac et de la Cassaigne, cum pertinentiis eorum et juribus universis. Item, omnia homagia et alia quæcumque tenebat Reymundus, quondam Turenæ vice-comes, ab abbate et monasterii Sarlatensi. Item, homagia et feuda et dominia ac explegia ad dicta castra et villas pertinentia; et generaliter et universaliter omnia homagia, feuda et dominia a castris de Carlus, et de Salignac, et de Terrasson, et de Larche, cum pertinentiis eorundem inferius usque ad civitatem Burdegalensem. Et nos, Helias Rudelli, prædictus et Helis, uxor mea, et nos dominus Reymundus vice-comes Turenæ pro nobis et successoribus nostris, suprâ dictum arbitrium seu ordinationem, scienter et consulto, et ex certâ scientiâ nostrâ, acceptamus, et consentiendo plane approbamus et ratum habuimus et habemus, promittentes ad invicem sub virtute præstiti jurenti universa et singula supra dicta, nunc et in perpetuum nos inviolabiliter servaturos et nunquâ aliquo tempore contraventuros, etc. Et in testimonium præmissorum et ad majorem roboris firmitatem sigilla nostra præsentî paginæ unâ cum sigillis prædictorum Eliæ, electi monasterii Sarlatensis, et G. de Malamorte junioris ad preces et instantias nobilis viri Eliæ Rudelli et Helis uxoris suæ, et nobilis viri Reymundi, vicecomitis Turenæ, sigilla nostra præsentî paginæ apposuimus in testimonium præmissorum. Actum apud Meledunum anno Domini 1251, die dominicâ post festum nativitatîs beati Joannis-Baptistæ. Nos autem istam compositionem certificamus, ita quod ex istâ compositione, vel testificatione nostrâ, jus charissimi filii nostri Regis, vel alicujus alterius in aliquo non diminuatur vel addatur. In cujus rei testimonium, ad petitionem utriusque



LITH. HOLLAND & DE JON, ROTTERDAM, 1870.

THE TOWN OF HUNTSVILLE, ALA.



partis, sigillum fecimus nostrum præsentibus apponi. Datum apud Meledunum anno Domini 1251, mense junio » (1)

Hélie mourut en l'an 1254, sans laisser d'enfants mâles. Sa fille, Marguerite, lui succéda. Cette dernière avait épousé en 1252 Renaud III, sire de Pons (2).

Elie DE BIRAN.

CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES.

HOTELS DE LA RENAISSANCE SUR LE QUAI DE PÉRIGUEUX.

DONJON DU CHAPDEUIL.

Les vieilles villes fortifiées, comme Périgueux, avaient souvent près de leurs remparts et aux endroits les plus exposés, des maisons d'aspect guerrier, qui faisaient corps avec les murs d'enceinte et ajoutaient un supplément de défenses à celles des remparts proprement dits. C'est ainsi qu'à Bourges, par exemple, le merveilleux hôtel de Jacques Cœur n'était, du côté de la campagne, qu'une sorte d'exhaussement du mur et des tours d'enceinte, bien plus anciens que lui ; et qu'à Périgueux même, le château Barrière s'élevait directement sur l'enceinte romaine de la Cité, soigneusement conservée et utilisée au moyen-âge.

Ces logis appartenaient en général à des familles militaires qui étaient préposées à la garde des villes et se trouvaient, par la situation même de leurs demeures, exposées aux premières attaques des assaillants, et mieux en état que

(1) Lesp., vol. 4, p. 248 à 250.

(2) Lesp., vol. 159, p. 10. (Extrait des *Preuves de la maison de Turenne.*)

partis, sigillum fecimus nostrum præsentibus apponi. Datum apud Meledunum anno Domini 1251, mense junio » (1)

Hélie mourut en l'an 1254, sans laisser d'enfants mâles. Sa fille, Marguerite, lui succéda. Cette dernière avait épousé en 1252 Renaud III, sire de Pons (2).

Elie DE BIRAN.

CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES.

HOTELS DE LA RENAISSANCE SUR LE QUAI DE PÉRIGUEUX.

DONJON DU CHAPDEUIL.

Les vieilles villes fortifiées, comme Périgueux, avaient souvent près de leurs remparts et aux endroits les plus exposés, des maisons d'aspect guerrier, qui faisaient corps avec les murs d'enceinte et ajoutaient un supplément de défenses à celles des remparts proprement dits. C'est ainsi qu'à Bourges, par exemple, le merveilleux hôtel de Jacques Cœur n'était, du côté de la campagne, qu'une sorte d'exhaussement du mur et des tours d'enceinte, bien plus anciens que lui ; et qu'à Périgueux même, le château Barrière s'élevait directement sur l'enceinte romaine de la Cité, soigneusement conservée et utilisée au moyen-âge.

Ces logis appartenaient en général à des familles militaires qui étaient préposées à la garde des villes et se trouvaient, par la situation même de leurs demeures, exposées aux premières attaques des assaillants, et mieux en état que

(1) Lesp., vol. 4, p. 248 à 250.

(2) Lesp., vol. 139, p. 10. (Extrait des *Preuves de la maison de Turenne.*)

d'autres d'y résister vaillamment. Car, si les bourgeois du moyen-âge étaient les défenseurs naturels de leurs cités et s'acquittaient très bravement de ce rôle, encore n'étaient-ils pas fâchés d'avoir parmi eux, pour les organiser et les mener au combat, quelques gens du métier, quelques chevaliers expérimentés, plus habitués à recevoir et à donner de grands coups d'épée. Aux temps chevaleresques comme de nos jours, les milices bourgeoises, ces gardes nationales d'autrefois, valaient surtout en raison des chefs qui les conduisaient et des hommes d'armes encadrés dans leurs rangs. Aussi voit-on les villes, en cas de danger, prendre à leur solde des troupes régulières et donner le commandement à des nobles du voisinage qui avaient fait leurs preuves à la guerre.

A voir les vieilles maisons fortes de Périgueux, il semble que ces nobles, s'ils n'habitaient pas la ville d'une façon continue, y avaient du moins des établissements permanents. Leurs maisons ont d'ailleurs un caractère tout particulier, très facile à reconnaître : des tours, des meurtrières, des mâchicoulis, et pas de boutiques, comme la maison Estignard, qui est évidemment l'œuvre d'un riche marchand du xvi^e siècle, tout artistique qu'elle soit et quels qu'aient été plus tard ses possesseurs.

Les hôtels du bord de l'eau dont nous publions aujourd'hui le dessin, appartenaient à la première catégorie. Leur situation à la tête du pont, refait depuis trente ans mais à la même place que l'ancien, leur donnait une importance particulière pour la défense d'une des principales entrées de la ville. Aussi étaient-ils couronnés de mâchicoulis du côté de la rivière et avaient-ils des tours sur la rue Port-de-Graule. Sans doute, tours et mâchicoulis étaient là surtout pour la décoration. Dans les premières années du xvi^e siècle, à l'époque de leur construction, la paix régnait en France, les villes n'avaient plus à se garder contre les agressions des bandes de routiers ou des armées anglaises, et si on entretenait encore les fortifications, c'était plutôt par habitude que par nécessité. Mais il est probable que ces hôtels en remplaçaient de plus anciens et d'aspect plus redoutable.

Le fait est que, malgré leur prétention à la maison forte, ils sont surtout élégants et dénotent chez leurs fondateurs plus de souci de l'art proprement dit que de la défense des places. Le dessin en dit plus qu'une description. En le regardant, on voit l'heureux effet des lucarnes, des mâchicoulis et de ce mouvement de pavillons et de toitures qui est particulier aux anciennes constructions, et leur assure, auprès des dessinateurs tout au moins, une supériorité incontestable sur les modernes.

Lors du congrès archéologique de 1858, ces hôtels furent visités avec un vif intérêt par nos savants hôtes et par leur illustre maître, M. de Caumont. J'avais l'honneur d'être le rapporteur de cette visite et j'ai besoin, après 28 ans, de rafraîchir par la lecture de mon rapport, des souvenirs décidément trop lointains pour me permettre de parler pertinemment aujourd'hui d'édifices que j'ai revus depuis, bien des fois, extérieurement, mais dans lesquels je n'ai pénétré qu'à l'époque du congrès. Je prie donc les lecteurs du *Bulletin* de me permettre encore un nouvel emprunt à mes œuvres antérieures. Ce sera plus simple et, avouons-le, plutôt fait, que de dire les mêmes choses en termes différents, et elles sont assez oubliées maintenant pour avoir presque le mérite de la nouveauté.

Voici donc comment s'exprimait le rapporteur de 1858 :

« ... La rue Port-de-Graule commence au pied de la tour Barbecanne et s'en va, longeant la rivière, jusqu'à l'entrée du vieux pont. C'est une ruelle étroite, humide, un ramassis de baraques vermoulues et d'échoppes, où grouille une pittoresque fourmilière de marmots à demi-nus. Quand un rayon de soleil pénètre au milieu de ces murs rongés par les siècles, et qu'il accroche quelque point lumineux aux loques de toutes couleurs qui pendent aux croisées, le tableau devient alors digne du pinceau de Decamps et du burin de notre infatigable collègue, M. Léo Drouyn, chez lequel les recherches patientes de l'archéologue ne nuisent point aux inspirations de l'artiste.

» Cependant, au milieu de ce cloaque s'élèvent trois hôtels

qui semblent n'en faire qu'un et qui ont l'apparence d'un château considérable, lorsqu'on les regarde de l'autre côté de la rivière. Le premier, en venant de la tour Barbecanne, appartient à la meilleure époque de la Renaissance, et c'est un vrai bijou. Sa façade sur la rue n'offre, il est vrai, rien de bien remarquable ; mais il est difficile de trouver quelque chose de plus ingénieux et de plus joli que sa petite cour, s'ouvrant sur la rivière au moyen d'une galerie à jour. Ce portique à trois étages se compose, au rez-de-chaussée, de cintres surbaissés soutenus par des pilastres entièrement recouverts, ainsi que les archivoltas des arcades, de capricieuses arabesques. Aux étages supérieurs, des colonnes à chapiteaux historiés, reliées entre elles par de charmants balustres et sculptées de feuilles d'acanthé jusqu'au tiers environ de leur hauteur, remplacent les arcades et supportent des plafonds de pierre, où sont représentés, parmi divers ornements, des bustes de guerriers et de dames en costumes du temps ; des amours, des chiffres, des rosaces, en un mot, tous les attributs chers aux artistes de François I^{er}. Les trois autres faces de la cour sont occupées par des corps de logis étroits et élancés, percés de fenêtres en croix et surmontés de lucarnes aussi belles, pour le moins, que celles de la maison Estignard. Mentionnons aussi, à l'intérieur, le plafond sculpté du corridor, et l'escalier *à la romaine* qui monte entre deux murs parallèles : disposition rare à l'époque où il fut construit, et qui devint presque générale à la fin du xvi^e siècle et pendant le xvii^e.

» Les deux hôtels qui font suite à celui-ci sont plus anciens et d'un goût plus sévère. Du côté de l'eau, leurs meurtrières et la ligne de mâchicoulis qui garnit leurs hautes murailles, les rendaient susceptibles de soutenir une attaque et de défendre les approches du pont dont ils étaient, par leur situation, les gardiens naturels. Les murs de leurs cours d'entrée, couronnés de mâchicoulis, peu formidables à la vérité, et les tours de leurs escaliers, qui pouvaient au besoin être utilisées et tenir lieu de donjon en cas de siège, les mettaient aussi à l'abri d'un coup de main. Ces tours sont élevées et en bon état. L'une est octogone et l'autre, qui affecte

aussi cette forme à ses étages inférieurs, devient ensuite carrée au moyen d'encorbellements hardis. Les intérieurs de ces hôtels qui appartenaient, dit-on, au moment de la Révolution, à trois familles importantes de notre province (MM. de Taillefer, de Fayolle et du Lau), renferment encore des escaliers très bien conservés, quelques vieilles cheminées et de grandes salles où vous avez remarqué des dessus de portes peints, de la fin du ^{xvii}^e siècle, qui ne sont pas sans mérite. N'oublions pas non plus les charpentes en tiers-point, éclairées par des lucarnes flamboyantes, à pinacles et à choux frisés, finement ciselés, ainsi que les manteaux des mâchicoulis.

» Il faut se hâter d'admirer ces belles demeures et d'en prendre des dessins, car il n'en restera plus bientôt, peut-être, que le souvenir. Il est question d'établir un quai sur l'emplacement de la rue Port-de-Graule.... »

Ces prévisions, qui visaient les trois vieux logis et la tour Barbecanne, ne se sont réalisées que pour cette tour, qu'il était si facile de conserver avec un peu de bonne volonté et qui était si curieuse et intéressante. Le quai qui l'a rasée dans son inflexible alignement, a respecté les hôtels, mais en les enterrant de 5 mètres. Jadis le pied de leurs murailles plongeait dans l'Isle, et ils se reflétaient dans ses eaux transparentes. Aujourd'hui ils en sont séparés par la largeur du quai, et leurs proportions ont été dénaturées par le remblai qui supprime leurs soubassements. C'est dans l'état actuel que les représente le dessin du *Bulletin*. On trouvera qu'en dépit du travail des ingénieurs modernes, ils ont encore fort bon air ; je n'en disconviens pas. Mais c'était bien autre chose quand l'Isle baignait leurs murs, et que le vieux pont, coudé comme celui de Brantôme, moins haut que le pont actuel, mêlait ses arches ogivales à cet ensemble harmonieux de vieilleseries, dominées au fond du tableau par la masse grisâtre du Saint-Front non remis à neuf, et de son clocher authentique. Mais quoi ! ce sont là des plaintes de vieil antiquaire endurci et grincheux. Il est certain qu'au temps que je regrette, non-seulement au point de vue du

pittoresque mais à bien d'autres, la viabilité de ce quartier laissait fort à désirer, et qu'il était téméraire de s'aventurer en voiture sur les pentes qui aboutissaient au pont du moyen-âge. Depuis l'établissement du quai et la construction du nouveau pont, elles peuvent aisément circuler partout, sans abuser, à ce qu'il me semble, de cette facilité. Une promenade plantée d'arbres, qui ont le droit de devenir séculaires, règne sur les bords de l'Isle ; on y voit des trottoirs et des becs de gaz, ces deux marques de la civilisation et du progrès. En vérité, il y aurait de la mauvaise grâce à récriminer, et cela ne nous rendrait d'ailleurs ni la tour Barbecanne, ni l'aspect primitif de nos vieilles maisons. Inclignons-nous donc devant le fait accompli, et souhaitons que les édifices anciens que rencontrera à l'avenir le niveau et le cordon des grandes percées, s'en tirent aussi bien que ceux que nous venons de décrire. Après tant de destructions irrémédiables, contre lesquelles nous avons vainement protesté, nous nous y abonnerions volontiers.

Ce qui serait désirable, c'est que la ville de Périgueux acquit tôt ou tard ces maisons artistiques et les affectât, après une restauration discrète, à un de ses services publics, bibliothèque, musée, presbytère, ce qu'on voudrait. Avec un peu d'argent et du goût, on n'a pas idée du bon parti qu'en pourrait tirer un architecte, en remaniant les intérieurs et en refondant ces trois logis en un seul.

LE CHAPDEUIL.

Nous ne rêvons pas pour le donjon du Chapdeuil un sort pareil. Inhabité et à peu près inhabitable depuis longtemps, il ne paraît pas devoir tenter une municipalité quelconque ni un capitaliste en quête d'une demeure féodale. Et pourtant, malgré ses petites dimensions, il n'est pas en Périgord de château du xii^e siècle plus incontestable que celui-là, comme il n'en est pas d'aussi peu important. Dans notre pays où les vrais donjons sont assez rares, celui du Chapdeuil, sauf les mâchicoulis du xv^e siècle dont on l'a cou-

ronné et quelques fenêtres du même temps percées après coup, est parfaitement intact. Bâti sur un plan barlong, en bonnes pierres de taille bien appareillées, soutenu par des contreforts plats qui, sur la façade du midi, servent de montants à une double arcature légèrement ogivale, il est d'une parfaite unité de style et devait, dans le principe, être isolé au milieu des bâtiments de service qui l'entouraient et dont il ne reste à peu près rien. Deux ou trois pièces assez grandes au rez-de-chaussée et au premier étage, composaient l'habitation de cette forteresse en miniature. A la fin du xv^e siècle, on y ajouta, assez gauchement, un bâtiment moins élevé qui donnait un supplément de logement indispensable, et se soudait au flanc nord du donjon, tant bien que mal.

Tel est le château du Chapdeuil. Il n'est pas précisément très majestueux, mais il est aussi ancien et aussi noble que n'importe lequel. Seulement il n'a pas eu, comme la plupart de ses contemporains, la fortune d'être successivement agrandi, perfectionné et embelli, à mesure que s'accroissait la situation de ses possesseurs. Il me fait l'effet de ces familles, d'origine chevaleresque, aussi bien nées que le roi, qui n'ont jamais pu percer et sont restées, pendant des siècles, à leur point de départ, stationnaires, sans éclat et sans illustration. Presque toujours les donjons du temps de Philippe-Auguste ont servi, comme à Biron ou à La Rochefoucauld, de noyau à des constructions où chaque génération apportait sa pierre. Rien ou presque rien de pareil ne s'est produit au Chapdeuil, et c'est là ce qui en fait l'intérêt archéologique, à défaut d'autre mérite.

Il faut dire aussi que sa situation, peu séduisante, ne se prêtait pas à de grands développements. Placé au fond d'une petite vallée marécageuse, il s'élève au milieu d'un îlot entouré d'eau de toutes parts. Des murailles, aux trois quarts démolies, bordaient l'enceinte de la forteresse et se voient encore au travers des broussailles et des joncs qui ont poussé à leurs pieds. On accédait à la place par un pont défendu par un petit corps de garde. Ce pont existe encore, mais il est très postérieur au reste des constructions. Enfin, pour ne

rien oublier, signalons un colombier rond, monumental, qui date vraisemblablement du **xv^e** siècle, et dans le bourg, une sorte de passage formé par des arcades ogivales et voûté avec de grandes dalles de pierre, qui m'a paru du **xiv^e** siècle, mais dont je ne m'explique pas très bien, après une rapide visite, la destination primitive.

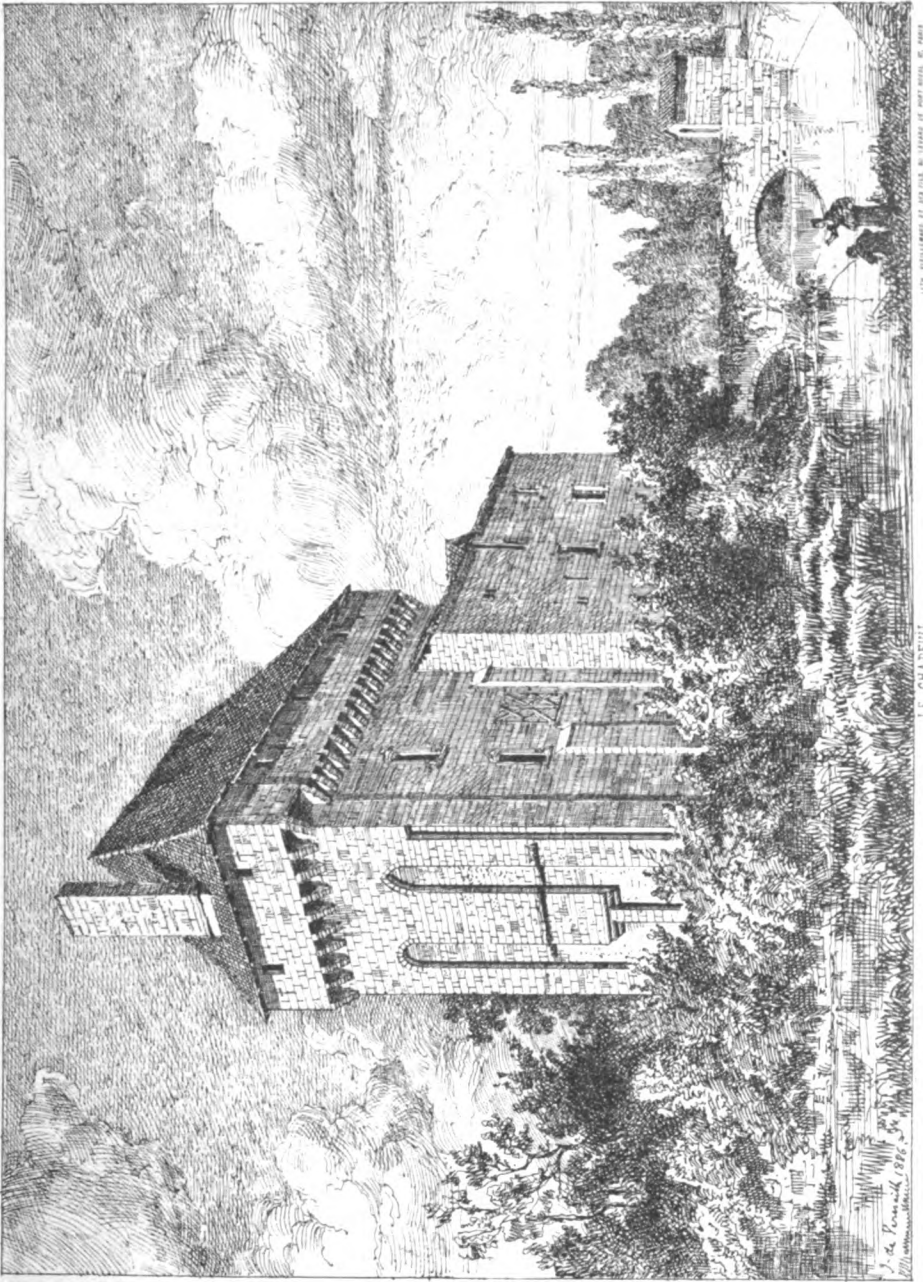
Je parlais de l'ancienneté du Chapdeuil : à défaut des caractères architectoniques du donjon, elle ressort des mentions qu'en font les vieilles chartes analysées par le regretté vicomte de Gourgue, dans son Dictionnaire des noms de lieux de la Dordogne, qui nous est particulièrement utile aujourd'hui.

Nous y voyons que le Chapdeuil, *Capdolum*, existait tout au moins depuis 1143 (donation à St-Cybard d'Angoulême). En 1203, le cartulaire de Chancelade l'appelle *Chapdoill*. En 1364, *Capdolhium* est qualifié de châtellenie. En 1560 on orthographie son nom *Chapdueilh* dans des actes possédés par M. de Gourgue, et *Chapdelh* dans les papiers conservés aux archives de Pau. Enfin, l'almanach de Guyenne écrit *Chadeul* en 1760. Si le château a eu peu de changements, il n'en a pas été de même de l'orthographe de son nom.

Le Chapdeuil était une châtellenie composée, au **xiv^e** siècle, de trois paroisses : Bourg-de-Maisons, Cercles et Verteillac. Plus tard Verteillac en fut détaché, et l'almanach de Guyenne de 1760 ne le qualifie plus que de repaire noble, ayant haute justice sur Chapdeuil et Bourg-de-Maisons.

Il appert donc des indications fournies par M. de Gourgue, que notre donjon était le centre d'une vraie terre féodale, dominant sur trois paroisses, et fort ancienne ; mais nous devons avouer que nous n'avons rien trouvé concernant ses premiers seigneurs. Ce n'est qu'en 1633 que la généalogie de la famille de Fayolle nous donne quelques renseignements précieux.

A cette date, Jean de Fayolle, chevalier, seigneur de Tocane, Fayolle, etc., épousa Catherine de Foucaud, fille de Gaston de Foucaud, seigneur de Montréal, La Garraudie, le *Chapdeuil*, et de Françoise de Pontbriant. Elle porta en dot à son mari la terre et le château du Chapdeuil, car il y donna



1876 - PUBLISHED BY J. DE PERCEVAL, 10, RUE DE LA PAIX, PARIS

LE CHATEAU.



quittance le 20 mai 1664 d'une partie de la dot de Dauphine de La Brousse de Verteillac, qui avait épousé son fils aîné, Gaston-Isaac.

Jean de Fayolle mourut tragiquement. Un de ses voisins du Périgord, avec lequel il avait un procès au sujet d'un droit de colombier, l'assassina dans la forêt d'Orléans, lorsqu'il revenait de Paris. Bel exemple des passions des plaideurs d'autrefois et des haines qu'engendraient de futiles motifs ! Mais ces passions ne sont-elles pas de tous les temps, et les revolvers modernes ne partent-ils pas pour de moindres raisons que des rivalités seigneuriales ?

Le troisième fils de cette victime des haines de voisinage, les plus violentes qu'on connaisse après celles de la parenté, Léonard de Fayolle, écuyer, seigneur de la Sipière, fut institué héritier universel de sa mère, Catherine de Foucaud, qui testa en 1680. Il eut par conséquent le Chapdeuil, où il fonda une branche.

Il épousa le 11 janvier 1680, demoiselle Marie de Salleton de Jamaux ; mais pendant ce temps-là son frère aîné, Gaston-Isaac, seigneur de Fayolle, se qualifiait de seigneur du Chapdeuil, soit qu'il eût une part quelconque de la terre possédée par Léonard, soit par habitude et pour allonger le protocole de ses titres, ce qui n'était pas très rare.

Léonard eut deux enfants : Françoise, mariée le 18 janvier 1710 à Charles-Joseph de La Porte de Puyferrat, seigneur de Beaulieu, et Pierre de Fayolle, seigneur du Chapdeuil, qui épousa le 31 décembre 1715 demoiselle Marie du Lau, fille d'Hélie et de Jeanne de Raymond. De ce mariage deux fils : l'un prêtre, l'autre qui, de son mariage avec une demoiselle Marguerite de Gauthier, n'eut pas d'enfants. La généalogie de cette branche du Chapdeuil s'arrête là. La continuer serait d'ailleurs sans beaucoup d'intérêt.

En résumé, les Fayolle ont possédé, sans l'habiter beaucoup, je pense, ce donjon pendant un siècle et demi, et ils en sont même redevenus propriétaires pour une minime portion, il y a quelques années, par droit d'héritage, lors de la mort de M^{me} Gros de Béler, dernier propriétaire du Chapdeuil.

Nous allons voir maintenant comment et à quelle époque les Foucaud, qui l'avaient transmis aux Fayolle, étaient entrés en possession du Chapdeuil. C'est leur généalogie qui va nous l'apprendre (1). Et à ce propos, remarquons que, ces histoires particulières des familles, que trop de gens considèrent comme des monuments de vanité, — ce qui est vrai souvent, — sont très précieuses pour l'histoire des châteaux et méritent, au moins à ce titre, quand elles ne sont pas de pure fantaisie, la reconnaissance et l'attention des archéologues.

B^{on} DE VERNEILH.



FOIRES ET MARCHÉS

OCTROYÉS A LÉGUILLAC DE CERCLES

LE 13 JUIN 1594.

Ce n'est pas la place et il serait trop long de faire ici une étude, qui a été faite maintes fois ailleurs, sur l'origine des foires et marchés; il est évident pour tous que la nécessité de l'échange a dû s'imposer aux hommes dès les temps les plus reculés; aussitôt que les sociétés se sont formées, que les peuples ont fabriqué, il y a eu nécessairement des civilisations plus ou moins avancées, des progrès plus ou moins rapides dans les industries et dans la production des objets que la nature du sol, la différence de climats, le génie de chaque peuple livrait à la consommation ou à l'usage. — Les uns produisaient des bestiaux et du grain, les autres, des vêtements, des armes (même le silex) et les mille objets de parure ou d'utilité domestique nécessaires à la vie de jour en

(1) Les renseignements que nous attendions sur les Foucaud, seigneurs du Chapdeuil, nous ont fait défaut quant à présent. Nous espérons encore que nous pourrions nous les procurer et nous ne manquerons pas, en ce cas, de compléter notre notice dans une prochaine livraison du *Bulletin*.

jour plus compliquée, plus raffinée de l'homme ou à la satisfaction de sa vanité aussi ancienne que lui.

Ces réunions étaient fort rares autrefois, mais d'une importance dont nous n'avons plus l'idée, et que rappellent encore quelques foires dans le nord de l'Europe ou en Asie, images de celles qui se tenaient jadis en Gaule, au Mont-Beuvray, par exemple, près d'Autun. On peut voir dans les récits des voyageurs la description de ces énormes agglomérations mercantiles de Leipsick, de Nidjni-Nowgorod, de Bokkara, de Samarcande. — Au moyen-âge elles se multiplièrent : Paris, Beaucaire, Rouen, Provins, Nîmes, etc., furent encore des lieux de réunions nombreuses et l'occasion de fêtes religieuses et profanes ; il est probable que tout comme aujourd'hui bien des gens allaient y perdre leur temps, mais c'était à des intervalles éloignés, et il était presque impossible que l'on n'y eût quelque affaire à traiter soit comme vendeur, soit comme acheteur.

Au moyen-âge, les foires et marchés étaient créés par le roi à la demande des villes ou des seigneurs (ordonnance du 3 mai 1372). Il y avait pour les obtenir certaines conditions à remplir ; il fallait que le lieu où l'on voulait les établir fût d'une certaine importance et éloigné de trois ou quatre lieues au moins de toute autre réunion de ce genre et qu'elles ne coïncidassent pas avec les foires et marchés voisins ; elles étaient réglementées par des chartes qui spécifiaient les droits de chacun, et enfin elles ne pouvaient être définitivement acquises qu'après l'enregistrement des chartes et une enquête publique devant le Sénéchal, du moins cela se passait ainsi au xvr^e siècle.

Aujourd'hui, tout le monde sait que cet établissement se fait de la manière suivante : par ordonnance du chef du pouvoir exécutif, sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce et l'avis du préfet, après le vote des conseils généraux adoptant le vœu des communes intéressées. — Et, il n'est pas de commune infime qui ne se croie assez importante pour avoir sa ou ses foires. Depuis quelque temps et souvent, pour des raisons que je ne puis qualifier dans ces lignes, le nombre en augmente dans une proportion ef-

frayante et sans avantages réels pour le commerce véritable : les grains et les bestiaux. — Perte de temps, perte d'argent, séance au cabaret, visite au café, voilà le bilan de la journée de bien des gens plusieurs fois par semaine, sous le prétexte qu'il faut se tenir au courant des prix des denrées. Mais je m'éloigne de mon sujet qui devrait être tout rétrospectif et je m'aperçois que j'aborde le temps présent ; je m'arrête sur cette pente dangereuse et donne ci-joint copie de mes vieux papiers, avec l'espoir qu'ils intéresseront les lecteurs du *Bulletin* :

Lettres patentes pour les foires et marchés accordés par le roi au seigneur de Laguillac, le 13 juin 1594.

HENRY, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre ,

A tous, présans et advenir, salut :

Recene avons l'humble supplication de notre bien amé Bertrand de Fayard, escuyer, Sr de Laguillac en la seneschaucée de Périgort, contenant que led. lieu est beau et ample, y ayant ung gros beurg, scitué et assis en pays fertile en bleds, vins, bestiaux et autres choses nécessaires et commodés, bien construit et édifié dun bon nombre de maisons, habitants et marchands bien ayses, traffiquans avec leurs voysins et aultres, par quoy pour la plus grande commodité, décoration et augmentation dud. lieu, led. sieur de Laguillac désireroit singulièrement et nous supplieroit volontiers que notre bon plaisir feut y créer et establir deux foyres lan et ung marché chacune sepmaine, et sur ce luy octroyer nos lettres a ce convenables. Scavoir faisons que nous inclinans à la supplication et requeste dud. sieur de Laguillac, en considération des bons, agréables et recommandables services que ses prédécesseurs ont faicts à nos prédécesseurs, pareillement luy depuis nostre advènement a la couronne, tant au fait de la guerre que aultrement en plusieurs et divers endroicts, et espérons quil fera.... Pour ces causes et aultres bonnes considérations a ce nous mouvans, avons aud. lieu et bourg de Laguillac créé, ordonné, institué et estably de nostre certaine science, grâce spéciale, plaine puissance et auctorité royale, créons, ordonnons, instituons, établissons lesd. deux foyres lan pour estre tenues aud. bourg, scavoir : est la première au jour Saint-Gylles et la dernière au jour de la Circconcision, et led. marché le lundy de chacune sepmaine, pour

y estre auxd. jours et aud. lieu et bourg de Laguilhac, doresnavant, perpétuellement et a tousiours gardées, observées et entretenues; voulons et ordonnons que ausd. jours tous marchans y puissent aller, venir, sejourner, troquer et eschanger toutes manières de marchandises licites, et quilz jouissent et usent de tous tels droicts, privilèges, franchises et libertés que lon a accoustume de faire aux aultres foires et marchés de nostre royaume, pourveu tousteffois que à quatre lieues a la ronde dud. bourg ny ait aultres foyres aux jours dessus dicts, auxquelles ces présentes ne puissent nuyre ny préjudicier. Ci donnons en mandement par ces mesmes présentes au Sénéchal dud. Périgort ou son lieutenant et a tous nos aultres justiciers et officiers, présens et advenir et a chascun deux si comme a luy appartiendra, que de nostre présente création et établissement desd. foyres et marché, ils facent, souffrent et laissent led. S^r de Laguilhac et ses successeurs, ensemble les marchans allans et venans et.... a icelles foyres et marché, jouyr et user plainement, paisiblement et perpétuellement, les faisant crier, publier et signifier es lieux circomvoisins et ailleurs, ou et ainsi quil appartiendra, et pour lesd. foyres et marché, tenir et conserver, permettre aud. S^r de Laguilhac, auquel nous avons permis et octroyé de grâce spéciale, par ces présentes, fere construire et édifier aud. bourg de Laguilhac et au lieu plus commode et a propos quil verra estre a fere halle, bancs, estaux et aultres choses nécessaires pour loger les marchands et seurete de leurs marchandises et quil prene et jouysse de tous privilèges, droicts et devoirs que les aultres S^{rs} du pays ont accoustume avoir, jouyr, user pour semblables choses sans en ce luy faire mettre, donner ou souffrir, luy estre faict, mis ou donné aulcung destourbier au contraire, lesquels si faicts, mis ou donnez luy estoient, les mettre et réparer ou facent mettre ou réparer incontinent et sans délai a plaine et entière délivrance et au premier estat, car, tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens, deffences et lettres a ce contraires, et afin que ce soit chose seure et stable a tousiours, nous avons faict mettre nostre scel acesd. présentes, sauf en aultres choses nostre droict et laultroy en toutes.

Donné à Paris, au moys de juin lan de grâce mil cinq cens quatre-vingts-quatorze et de nostre règne le cinquiesme.

Par le roy a votre relation,
DE CABRES.

contentor,
DE LESTRILLES.

Le sceau de ces lettres patentes a disparu, mais il reste encore son attache en soie rouge et verte.

frayante et sans avantages réels pour le commerce véritable : les grains et les bestiaux. — Perte de temps, perte d'argent, séance au cabaret, visite au café, voilà le bilan de la journée de bien des gens plusieurs fois par semaine, sous le prétexte qu'il faut se tenir au courant des prix des denrées. Mais je m'éloigne de mon sujet qui devrait être tout rétrospectif et je m'aperçois que j'aborde le temps présent ; je m'arrête sur cette pente dangereuse et donne ci-joint copie de mes vieux papiers, avec l'espoir qu'ils intéresseront les lecteurs du *Bulletin* :

Lettres patentes pour les foires et marchés accordés par le roi au seigneur de Léquillac, le 13 juin 1594.

HENRY, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre ,

A tous, présans et advenir, salut :

Receue avons l'humble supplication de notre bien amé Bertrand de Fayard, escuyer, S^r de Laguilliac en la seneschaucée de Périgort, contenant que led. lieu est beau et ample, y ayant ung gros beurg, scitué et assis en pays fertile en bleds, vins, bestiaux et autres choses nécessaires et commodés, bien construit et édifié dun bon nombre de maisons, habitants et marchands bien ayses, traffiquans avec leurs voisins et aultres, par quoy pour la plus grande commodité, décoration et augmentation dud. lieu, led. sieur de Laguilliac désireroit singulièrement et nous supplieroit volontiers que notre bon plaisir feut y créer et establir deux foyres lan et ung marché chacune sepmaine, et sur ce luy octroyer nos lettres a ce convenables. Scavoir faisons que nous inclinans à la supplication et requeste dud. sieur de Laguilliac, en considération des bons, agréables et recommandables services que ses prédécesseurs ont faicts à nos prédécesseurs, pareillement luy depuis nostre advènement a la couronne, tant au fait de la guerre que aultrement en plusieurs et divers endroicts, et espérons quil fera.... Pour ces causes et aultres bonnes considérations a ce nous mouvans, avons aud. lieu et bourg de Laguilliac créé, ordonné, institué et estably de nostre certaine science, grâce spéciale, plaine puissance et auctorité royale, créons, ordonnons, instituons, établissons lesd. deux foyres lan pour estre tenues aud. bourg, scavoir : est la première au jour Saint-Gylles et la dernière au jour de la Circoncision, et led. marché le lundy de chacune sepmaine, pour

y estre auxd. jours et aud. lieu et bourg de Laguilhac, doresnavant, perpétuellement et a tousiours gardées, observées et entretenues; voulons et ordonnons que ausd. jours tous marchans y puissent aller, venir, seiourner, trocquer et eschanger toutes manières de marchandises licites, et quils jouissent et usent de tous tels droicts, privilèges, franchises et libertés que lon a accoustume de faire aux aultres foires et marchés de nostre royaume, pourveu tousteffois que à quatre lieues a la ronde dud. bourg ny ait aultres foyres aux jours dessus dicts, auxquelles ces présentes ne puissent nuire ny préjudicier. Ci donnons en mandement par ces mesmes présantes au Sénéchal dud. Périgort ou son lieutenant et a tous nos aultres justiciers et officiers, présens et advenir et a chascun deux si comme a luy appartiendra, que de nostre présente création et establissement desd. foyres et marché, ils facent, souffrent et laissent led. S^r de Laguilhac et ses successeurs, ensemble les marchans allans et venans et.... a icelles foyres et marché, jouyr et user plainement, paisiblement et perpétuellement, les faisant crier, publier et signifier es lieux circomvoisins et ailleurs, ou et ainsi quil appartiendra, et pour lesd. foyres et marché, tenir et conserver, permettre aud. S^r de Laguilhac, auquel nous avons permis et octroyé de grâce spéciale, par ces présentes, fere construire et édifier aud. bourg de Laguilhac et au lieu plus commode et a propos quil verra estre a fere halle, bancs, estaux et aultres choses nécessaires pour loger les marchands et seurete de leurs marchandises et quil prene et jouysse de tous privilèges, droicts et debvoirs que les aultres S^{rs} du pays ont accoustume avoir, jouyr, user pour semblables choses sans en ce luy faire mettre, donner ou souffrir, luy estre fait, mis ou donné aulcung destourbier au contraire, lesquels si faicts, mis ou donnes luy estoient, les mettre et réparer ou facent mettre ou réparer incontinent et sans délai a plaine et entière délivrance et au premier estat, car, tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens¹, deffences et lettres a ce contraires, et afin que ce soit chose seure et stable a tousiours, nous avons fait mettre nostre scel acesd. présentes, sauf en aultres choses nostre droict et laltruy en toutes.

‘ Donné à Paris, au moys de juin lan de grâce mil cinq cens quatre-vingts-quatorze et de nostre règne le cinquiesme.

Par le roy a votre relation,
DE CABRES.

contentor,
DE LESTRILLES.

Le sceau de ces lettres patentes a disparu, mais il reste encore son attache en soie rouge et verte.

Enquête devant le Sénéchal.

Ce jourd'huy, vingt-troisiesme aoust mil cinq cens quatre-vingts-quatorze, en la ville de Périgueux, par devant nous, Jacques de Gravier, conseiller du roy, lieutenant particulhier, civil et criminel en la sénéchaucée de Périgort et comparent en nostre présence de sa personne Bertrand de Fayard, escuyer, sieur de la Daulce et de Lagulhac, avec maistre Estienne Lortige, son procureur, par lequel en présence du procureur du roy en lad. seneschaucée, nous a esté dict que le dix-neufviesme du présent moys, il auroit présenté judicialement, en la court de la présente seneschaucée, certaines lettres patantes, par luy obtenues du roy au moys de jung dernier, pourtant création dung marche le jour de lundy de chascune sepmaine et de deux foyres le long de l'année, scavoir : au jour Saint Gilles et a la Circoncision audict lieu du bourg de Lagulhac, lesquelles lettres led. procureur du roy ayant veues auroit requis que, auparavant procéder a l'interinemen, lecture et publication, il fust enquis suyvnt icelles comme quatre lieues a la ronde dud. bourg de Lagulhat, ne y aroit aucunes foyres ne marches es jours cottes par lesd. lettres, ce quauroit esté ordonné, par quoy aujourd'hui, pour procéder a lad. inquisition, il nous a présenté a tesmoings : Francoys la Croze, Estienne Veyrel, Jean de la Garde et maistre Guilh. Ducher, cler, requérant estre entendus et ouys sur le contenu desd. lettres, et que le procureur du roy a dict quil nempesche la réception desd. tesmoings, ains conscent a icelle.

Sur quoy, nous lieutenant susdict avons receu lesd. tesmoings après seremen par eulx faict aux saints Evangilles, de dire vérité et procedé a l'audition d'iceux comme sensuit :

Et premièrement, Francoys de la Croze, marchand, habitant au bourg de St-Supplix, près de Mareuilh, aagé de vingt-trois ans ou environ, tesmoingt moyenant serement, a promys dire vérité. Enquis sur le contenu desd. lettres — dict et deppose moyenant serement, scavoir : le lieu et bourg de Lagulhat, duquel led. sieur de Fayard est seigneur justicier, lequel bourg est fort commode à tous les habitans, parochiens et circomvoysins, s'il y avoit un marché la sepmaine et deux foyres le long de l'année, disant quil ne y a a quatre lieues à la ronde aucun marché ny aucunes foyres les jours et festes de saint Gylles et de la Circoncision, comme led. depposant scait parcequil cognoit tous lesd. bourgs et lieux circomvoisins ou il y a foyres et marchés, comme les bourgs de Ribérac, Fontanay, Champagne, La Rochebeauourt, Mareuilh, Latour-Blanche, Le Chapdueilh et Brantholme, es quels dicts lieux lesd. jour sus nottés ne y a aucune foyre ny marchés. Et cest ce quil a dict et na signé.

Estienne Veyrel, marchant hostellier de la présente ville et y habitant,

aagé de vingt-cinq ans ou environ, enquis sur le contenu desd. lettres, dict et deppose moyennan serement, que le lieu de Lagulhat est un lieu fort propre, habité de beaucoup de marchands et autres gens, ensemble la paroisse fort grande et bien peuplée et par ce moyen, qu'il ne y a quatre lieues à la ronde aucunes foyres ni marchés et jours portés par lesd. lettres, quil seroit fort bon quil y heust un marché la sepmaine et deux foyres le long de l'année pour le soulagement des prochains circomvoisins, et dict scavoir ce que dessus, pour ce qu'il est natif de la paroisse de Vendoyre, juridiction de Bourzac, prochaine et circomvoisine dud. lieu de Lagulhat, et pour avoir fréquenté les lieux de Ribérac, Mareuilh et autres lieux, les jours desd. foyres et marchés ou lesd. jours ni a lieu aucuns marchés ny foyres, et cest ce quil a dict et na signé.

Jean de la Garde, maistre sarrurier, habitant la présente ville, aagé de trente ans ou environ, enquis sur le contenu desd. lettres, dict et deppose moyennan seremen, scavoir : comme estant natif de la paroisse de Colle, prochaine et voisine du lieu de Lagulhac, que es environs dud. lieu de Lagulhac et quatre lieues à la ronde, il ne y a aucuns marchés es jours de lundy ni aucune foyre es jours de saint Gilles et de la Circoncision, et ce pour avoir souvent fréquenté les lieux de Ribérac, Mareuilh, La Tourblanche, Brantholme et autres lieux circomvoysins, es quels a lieu marché ou foyres ou il ne y a auxd. jour sus cottés par lesd. lettres, aucune foyre ni marché. Et cest ce quil a dict et na signé.

M^e Guilh. Ducher, clerc, habitant au chasteau de la Vergne, aagé de vingt six ans ou environ, enquis sur le contenu desd. lettres, — dict et deppose moyennan seremen que es jours de lundy il ne y a au lieu de Lagulhac aucuns marchés ni es jours de saint Gilles ou de Circoncision aucune foyre, quatre lieues à la ronde dud. lieu de Lagulhac, comme luy depposant scauroit si cella estoit ainsin, parcequil est natif dud. lieu de la Vergne et souvent a esté aux foyres et marchés qui se tiennent es lieulx de Ribérac, Mareuilh, La Tourblanche, Brantholme et Nontron, et que auxd. lieulx, il na jamais veu tenir le marché ni les foyres es jour cottés par lesd. lettres. Et cest ce quil a dict et a signé. — Ainsin signé :

DUCHER, depposant, et GRAVIER, lieutenant c.

TOURTEL, greffier commis.

Ce yu, avons ordonné que led. procureur du roy aura communication de lad. inquisition pour y dire et célébrer ce quil verra estre affaire, et advenant led. jour par devant nous, lieutenant susd. sest présenté led. sieur de Fayard en personne avec led. Lortige, par lequel nous a esté dict avoir fait faire inquisition et icelle homologuer au procureur du roy, laquelle il

nous rapporte, et veu icelle, requiert interinement des sud. lettres. Et de Jean, procureur du roy, a dict avoir veu la susd. inquisition et nempesche que led. sieur de Fayard ne jouysse de leffaiet dud. interinement dicelles, ains consent quelles soyent enregistrées au greffe de la présente cour et après que lecture soit faicte tant aud. lieu de Lagulhiac que autres bourgs circomvoysins, quil appartiendra et ensuite quelles portent leur plain et entier effaiet suyvant la teneur dicelles, vollonte et intention du roy. Et ainsin signé :

DE JEAN, *procureur du roy.*

Sur quoy, avons ordonné que les présentes seront remises par devers nous pour en estre ordonné comme de raison. Ainsin signé :

GRAVIER, *lieutenant.*

F. TOURTEL, *greffier commis.*

Enregistrement au greffe du Sénéchal.

Veues les lettres patantes du roy nostre sire, obtenues par Bertrand de Fayard, escuyer, sieur de Lagulhiac, pourtant création, institution et establissement de deux foyres lan et dung marché toutes les sepmaines pour estre tenus aud. bourg de Lagulhiac, présente seneschaucée, scavoir : lesd. foyres, la première, le jour de St-Gilles, et la dernière, le jour de la Circuncision, lesd. marchés le lundy de chascune sepmaine, données a Paris au moys de juin dernier passé, scellées du grand sceau de cire verte, signées sur le reply de Cabres et de Lestrilles, escript : par le roy avoir relation, visa, contentor. Inquisition faicte a la requeste du procureur du roy en la présente seneschaucée sur le contenu desd. lettres et consantemens par luy portés. Ordonnons que led. de Fayard jouyra de l'interinemement desd. lettres, et quelles sortiront leur plain et entier effaiet, suyvant leur forme et teneur, et du couste du roy et a ces fins, qu'elles seront colligées au greffe de la présente court, pour ce faict, en estre faict lecture et publication tant aud. lieu de Lagulhiac que autres lieux circomvoysins, ou bon semblera aud. Fayard, avec tous droicts, privilèges, franchises et libertés, pourtées par icelles. Ainsin signé :

DE GRAVIER, *lieutenant.*

A Périgueux, au parquet et auditoire royal de la Seneschaucée de Périgort, par nous, Jacques de Gravier, conseiller du roy, lieutenant particulier civil et criminel en icelle, en présence du procureur du roy et dud. Lortige, procureur dud. sieur de Lagulhiac, le vingt-sixiesme jour daout mil cinq cens quatre vingts et quatorze.

TOURTEL, *greff. commis.*

PERROT.

Pour copie conforme :

A. DE ROUMEJOUX.

DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE.

TABLEAU DES BILLETS DE CONFIANCE.

La collection d'antiquités et de curiosités de M. Charvet, qui a été vendue en 1883 à l'hôtel Drouot, comprenait une collection spéciale des *billets de confiance* émis au commencement de la première Révolution et qui ont eu cours de 1790 à 1793. Cette collection qui renfermait plus de 2,000 exemplaires de ces *billets de confiance*, avait été formée par M. le capitaine Colson.

Plusieurs billets émis par diverses localités du département de la Dordogne y figuraient, et notre honorable président, en me signalant cette circonstance, m'avait engagé à les acquérir pour le compte de la Société : je n'ai pu réaliser son désir, la collection s'étant vendue en bloc et à un prix très élevé. Toutefois, j'ai pu faire l'acquisition d'une brochure assez rare publiée par l'amateur qui avait formé cette même collection (1), et j'en extrais le tableau ci-joint, qui donne la nomenclature de tous les *billets de confiance* émis dans notre département. Il m'a semblé que ce tableau aurait l'avantage d'appeler sur ce papier-monnaie spécial l'attention de nos confrères : les billets de confiance, bien que différant des assignats à plusieurs points de vue, s'en rapprochent par ce caractère essentiel qu'ils ont été créés pour suppléer à l'insuffisance du numéraire. Ils présentent donc le même intérêt que les assignats, et, à titre de papier-monnaie local, ils me paraissent même plus curieux, en même temps qu'ils sont beaucoup plus rares. Il serait donc, à mon avis, désirable que notre Musée possédât le recueil de ceux qui ont été émis dans notre département : le tableau de M. Colson donnera à cet égard de précieuses indications.

Ph. DE BOSREDON.

(1) *Tableaux des billets de confiance émis dans les 83 départements....*, par Achille Colson, capitaine au 67^e régiment d'infanterie de ligne. Blois, 1832.

DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE (9 districts).

1. Belvès ; 2. Bergerac ; 3. Excideuil ; 4. Montignac ; 5. Mussidan ; 6. Nontron ; 7. Périgueux ; 8. Ribérac ; 9. Sarlat.

COMMUNES.	CAISSES ÉMISSIONNAIRES.	DATES.	BILLETS ÉMIS	
			NOMS.	VALEURS.
1. Belvès..... Cadouin..... Carves..... Cladech..... Grives..... Monpazier..... Trémolat..... Vielvic et Saint-Pardoux. Villefranche.....	Caisse patriotique. Municipalité. Municipalité. Caisse patriotique. Caisse patriotique. id. Caisse patriotique. Commune. Municipalité.	non indiquée. id. ? non indiquée. ? ? ? ? non indiquée. non indiquée. émission libre. ? ? non indiquée. ? ? ? émission libre.	mandat. bon ? billet de conf. mandat. ? mandat. billet. billet de conf. billet. bon. billet de conf.	5, 10, 20 sous 10 sous. 5 sous. 10 sous. 10 sous. 5, 10, 20 sous. 5, 10, 20 sous. 5, 10, 15, 20 sous. 5 sous. 5, 10, 15 sous. 5, 10, 15 sous. 4, 10, 20 sous. 5, 10 sous. 5, 10, 20 sous. 5, 10 sous.
2. Bergerac..... Eymet.....				
3. Excideuil..... Hautefort..... Sainte-Eulalie..... Thiviers.....				
4. Archignac..... Jayac..... Journiac..... La Feuillade..... Le Bugue..... Montignac..... Rouffignac..... Saint-Amand-de-Coly.. Terrasson..... Thenon.....	? ? ? ? ? ? ? ? ? ?			
5. Monpont..... Mussidan.....				
6. Firbeix..... La Coussière-Saint-Saud. Mareuil..... Nontron.....	Municipalité.			

8. Verteillac.....				
9. Aillac.....				5, 10, 15 sous.
Alas-l'Évêque.....				
Beaurepos.....				
Borrize.....				
Bouzie.....				
Calviac.....				
Carluet.....				
Carluc.....				
Carsac.....				
Daglan.....				
Domme.....				
Eybène.....				
Eyvigüe.....				
Gaulejac.....				
Limejoul.....				
Marquay.....				
Millac-le-Sec.....				
Orliaguet.....				
Peyrillac.....				
Saint-André.....				
Saint-Crépin.....				
Saint-Cybranet.....				
Saint-Julien-de-Lampon.....				
Saint-Laurent.....				
Sainte-Nathaline.....				
Saint-Pompon.....				
Saint-Vincent-l'Espaluel.....				
Salignac.....				
Sarlac.....				
Veyrignac.....				
Verzac.....				
Saint-Cyprien.....				
	Commune.	non indiquée.	billet de conf.	
	Municipalité.	non indiquée.		
	id.	id.	id.	5, 10 sous.
	id.	id.	id.	5, 10 sous.
	id.	id.	id.	2 sous et 5 sous.
	?	?	?	4 sous.
	?	?	?	20 sous.
	?	?	?	5 sous.
	?	?	?	5, 10 sous.
	id.	non indiquée.	billet de conf.	5 sous et 10 sous.
	Municipalité.	non indiquée.	id.	2, 4, 5, 10 sous.
	id.	id.	id.	4, 10, 20 sous.
	id.	id.	id.	5, 10 sous.
	id.	id.	id.	5 sous.
	?	?	?	4 sous.
	Canton.	non indiquée.	billet de conf.	4, 5, 10, 20 sous
	Municipalité.	id.	id.	5, 10 sous.
	?	?	?	10 sous.
	id.	non indiquée.	billet de conf.	5 sous.
				4, 10, 20 sous.

V. — Liste des Municipalités de la Dordogne qui ont émis des billets de confiance (imprimée avec lettre d'envoi).

Les mots « non indiquée » signifient que la date de l'émission n'est pas inscrite sur le billet.

Les points d'interrogation indiquent que l'auteur n'a pas vu les valeurs indiquées.

Les lignes en blanc indiquent que l'auteur n'a d'autre renseignement que celui de la création d'une caisse patriotique.

DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE (9 districts).

4. Belvès ; 2. Bergerac ; 3. Excideuil ; 4. Montignac ; 5. Mussidan ; 6. Nontron ; 7. Périgueux ; 8. Ribérac ; 9. Sarlat.

COMMUNES.	CAISSES ÉMISSIONNAIRES.	DATES.	BILLETS ÉMIS	
			NOMS.	VALEURS.
1. Belvès.....	Caisse patriotique.	non indiquée.	mandat.	5, 10, 20 sous
Cadoun.....	Municipalité.	id.	bon	10 sous.
Carvès.....				
Cladech.....				
Grives.....	Municipalité.	?	?	5 sous.
Monpazier.....		non indiquée.	billet de conf.	10 sous.
Trémolat.....			mandat.	10 sous.
Vielvic et Saint-Pardoux.	Caisse patriotique.	?	?	5, 10, 20 sous.
Villefranche.....	id.	?	mandat.	5, 10, 15, 20 sous.
			billet.	
2. Bergerac.....	Caisse patriotique.	non indiquée.	billet de conf.	5 sous.
Eynel.....				
3. Excideuil.....	Caisse patriotique.	non indiquée.	billet.	5, 10, 15 sous.
Hautefort.....	Commune.	émission libre.	bon.	5, 10, 15 sous.
Sainte-Eulalie.....	»			
Thiviers.....				
4. Archignac.....	Municipalité.	?	billet de conf.	4, 10, 20 sous.
Jayac.....				
Journiac.....				
La Feuillade.....				
Le Bugue.....				
Montignac.....	?	?	?	5, 10 sous.
Rouffignac.....		non indiquée.	billet de conf.	5, 10, 20 sous.
Saint-Amand-de-Coly. . .	?	?	?	5, 10 sous.
Terrasson.....				
Thenon.....	?	?	?	10 sous.
5. Nonpont.....				
Mussidan.....				
6. Firbeix.....				
La Coussière-Saint-Saud.			billet de conf.	10, 15 sous.
Mareuil.....	?	émission libre.	billet de conf.	10, 15 sous.
Nontron.....	Municipalité.	?	?	10, 20 sous.

8. Verteillac.....				
9. Aillac.....				
Alas-l'Evêque.....				
Beaurepos.....				
Borreze.....				
Bouzie.....				
Calviac.....				
Carluet.....				
Carlux.....				
Carsac.....				
Daglan.....				
Domme.....				
Eybène.....	?	?		
Eyvigue.....	?	?		
Gaulejac.....				
Limejoul.....	?	?		
Marquay.....	?	?		
Millac-le-Sec.....				
Orliaguet.....				
Peyrillac.....	id.			
Saint-André.....				
Saint-Cybranet.....				
Saint-Julien-de-Lampon.	id.	id.		
Saint-Laurent.....	id.	id.		
Sainte-Nathaline.....				
Saint-Pompon.....	?	?		
Saint-Vincent-l'Espaluel.				
Salignac.....	Canton.			
Sariat.....	Municipalité.			
Veyrignac.....				
Vezac.....	?	?		
Saint-Cyprien.....	id.			
	Commune.	non indiquée.	billet de conf.	5, 10, 15 sous.
	Municipalité.	non indiquée.		
	id.	id.	id.	5, 10 sous.
	id.	id.	id.	5, 10 sous.
	id.	id.	id.	5, 10 sous.
				2 sous et 5 sous.
	?	?	?	4 sous.
	?	?	?	20 sous.
				5 sous.
	?	?	?	5, 10 sous.
	id.		billet de conf.	5 sous et 10 sous.
	Municipalité.	non indiquée.		
		non indiquée.	id.	2, 4, 5, 10 sous.
	id.	id.	id.	4, 10, 20 sous.
	id.	id.	id.	5, 10 sous.
	id.	id.	id.	5 sous.
	?	?	?	4 sous.
	Canton.	non indiquée.	billet de conf.	4, 5, 10, 20 sous.
	Municipalité.	id.	id.	5, 10 sous.
				10 sous.
	?	?	?	5 sous.
	id.	non indiquée.	billet de conf.	4, 10, 20 sous.

V. — Liste des Municipalités de la Dordogne qui ont émis des billets de confiance (imprimée avec lettre d'envoi).

Les mots « non indiquée » signifient que la date de l'émission n'est pas inscrite sur le billet.

Les points d'interrogation indiquent que l'auteur n'a pas vu les valeurs indiquées.

Les lignes en blanc indiquent que l'auteur n'a d'autre renseignement que celui de la création d'une caisse patriotique.

VARIA.

JEAN REY.

Jean Rey est un médecin et chimiste français du commencement du xvii^e siècle. Il n'a écrit qu'un seul ouvrage, dont voici le titre : *Essays sur la recherche de la cause pour laquelle l'estain et le plomb augmentent de poids quand on les calcine* ; mais cet ouvrage suffit à rendre sa mémoire impérissable, parce que c'est le premier ouvrage réellement scientifique qui ait été publié sur une des lois les plus générales de la chimie, la loi de la combustion.

Jean Rey est né vers la fin du xvi^e siècle, au Bugue (Dordogne), dans les dépendances de la baronnie de Limeuil, petite ville de la province du Périgord, située au confluent de la Dordogne et de la Vézère. Il se fit recevoir docteur en médecine, mais on ignore dans quelle université il reçut le bonnet de docteur. On sait, du reste, fort peu de choses sur sa vie, sinon qu'il exerça l'art de guérir dans son pays natal. Il nous apprend qu'il avait un frère aîné, qui s'appelait aussi Jean comme lui, et qui était propriétaire de la forge de fer de Rochebeaucourt, en Périgord. C'est chez ce frère qu'il demeurait le plus souvent et où il consacrait ses loisirs à l'étude de la physique et de la chimie, faisant de nombreuses expériences. Il entretenait une correspondance scientifique avec le P. Mersenne, l'ami de Galilée, de Gassendi, de Fermat et de Descartes. Jean Rey écrivait aussi à plusieurs autres savants, parmi lesquels on peut citer un certain Raphaël Trichet du Fresne, avocat à Bordeaux.

Son ouvrage parut en 1630, à Bazas. Le sujet en paraît d'abord peu intéressant, et cependant c'est de la réponse donnée à la question qu'il traite qu'est sortie avec Lavoisier toute la chimie moderne. La dédicace du livre, rédigée en termes fort éloquents, est à l'adresse d'un seigneur de La Tour d'Auvergne. Cet ouvrage est une réponse à une lettre d'un sieur Brun, apothicaire à Bergerac, dont les correspondants n'étaient pas toujours aussi sérieux que Jean Rey. Je n'en donnerai pour preuve que le passage suivant d'une de ses lettres à notre chimiste :

« M. de la Ferrère, médecin de M. le cardinal de Lyon, m'assura qu'étant à Rome, fut apportée d'Espagne chez le cardinal Barberin où il

était, une lettre qui disait qu'un chevrier étant tombé sur un buisson d'aubépines, et quelques épines l'ayant piqué en plusieurs parts, il en demeura une dans son ventre qui ne se pût ôter, laquelle a produit feuilles et fleurs, croissant toujours sans que ce garçon en souffre aucunement.

» Une fille de Clairac (1) (huit lieues de cette ville), blessée en sa jeunesse au front, sa plaie fut cousue avec de la soye, laquelle depuis produit de la soye que l'on coupe annuellement. J'ay appris cette histoire par trois médecins dignes d'être creus, dont l'un, qui est M. Duval, demeure présentement à Paris et loge à l'hôtel de la Force. »

L'ouvrage de Jean Rey est divisé en vingt-huit essais traitant des diverses questions qui se rapportent plus ou moins au sujet.

Dans les premières pages, l'auteur démontre « qu'il n'y a rien de léger en la nature et que tout ce qui est de matériel sous le pourpris des cieux, a de la pesanteur. » Ici se place une remarque intéressante. Une telle affirmation, au commencement d'un traité sur la combustion, c'est tout simplement la réfutation *à priori* de la doctrine du phlogistique, ce fluide d'un poids négatif qu'étaient censés perdre les corps en brûlant. Or, nous sommes en 1630, et Stahl est né en 1660.

Il est donc légitime de dire que Rey est le précurseur de Lavoisier ; avant lui, mais sans enlever d'ailleurs de son mérite à Lavoisier, il a fait son travail de démolition et de reconstruction : il a démoli le phlogistique sans connaître la théorie du phlogistique, il a presque édifié la théorie de l'oxygène sans connaître l'oxygène.

L'essay VII intitulé : *Moyen de savoir à quel volume d'air se réduit une certaine quantité d'eau*, nous permet de faire un autre rapprochement curieux. En lisant la description de Jean Rey, il est impossible de ne pas songer au premier appareil de Denys Papin (né en 1647). Je constate simplement l'analogie.

Jean Rey parle ensuite de l'air : il établit sa pesanteur, sa force élastique. — Sa méthode est la même que celle de Galilée ; mais je ne sais à qui doit être donnée la priorité. — « Cette compression d'air, dit Rey, est un champ plantureux dans lequel les bons esprits vont recueillant de rares artifices. » Quant à lui, il a basé sur cette propriété une arquebuse à air comprimé, et, ajoute-t-il, « une autre gentile et profitable invention pour laquelle il se propose de demander un privilège au roi. » — Je regrette

(1) Département de Lot-et-Garonne.

de ne pouvoir donner d'autres renseignements sur ladite gentille et profitable invention.

Nous arrivons enfin à l'essai XVI : « *Réponse formelle à la demande pourquoi l'étain et le plomb augmentent de poids quand on les calcine.*

« Maintenant ay-je fait les préparatifs, voire jetté les fondements de ma
» réponse à la demande du sieur Brun, qui est telle qu'ayant mis 2 livres
» 6 onces d'estain fin d'Angleterre dans un vase de fer et iceluy pressé
» sur un fourneau à grand feu ouvert, l'espace de 6 heures, l'agitant
» continuellement sans y adjouster chose aucune, il en a recueilli d'abord
» 2 livres 13 onces de chaux blanche ; ce qui l'a porté d'abord dans
» l'admiration et dans le désir de savoir d'où lui sont venues ces 7 onces
» de plus. Et pour grossir la difficulté, je dis qu'il ne faut pas s'en-
» quérir seulement d'où lui sont venues ces 7 onces, mais outre
» icelles, d'où ce qui a remplacé le dechet du poids qui est arrivé
» nécessairement par l'ampliation du volume de l'estain se conver-
» tissant en chaux, et par la perte des vapeurs et exhalaisons qui se sont
» escartées.

» A cette demande donc, appuyé sur les fondements ja posés, je répons
» et soutiens glorieusement, *Que ce surcroît de poids vient de l'air, qui*
» *dans le vase a été espaisi, appesanti et rendu aucunement adhésif*
» *par la véhémence et longuement continuée chaleur du fourneau, lequel*
» *air s'attache avec la chaux (à ce aydant l'agitation fréquente) et*
» *s'attache à ses plus menues parties ; non autrement que l'eau appesantit*
» *le sable que vous jettez et agitez dans icelle, par l'amoitir et adhérer*
» *au moindre de ses grains.* »

Les essais suivants sont la réfutation des théories émises pour expliquer le fait étudié. C'est une des parties les plus curieuses de l'ouvrage.

» Cardan, dans son livre de la *Subtilité* lib. V, rend cette raison : que le
» plomb meurt d'autant que la chaleur céleste qui était son âme s'évanouit,
» la présence de laquelle lui donne vie et le rend léger, comme son
» absence lui donne la mort et l'appesantit, ce qu'il confirme par l'exemple
» des animaux que la mort rend plus pesants par l'extinction de cette
» chaleur céleste qui est l'âme, tant des animaux que de tous autres
» corps mixtes et composés. »

L'opinion de Scaliger (*Exercitation*, c. I, section 18) est que l'augmentation en poids du plomb calciné vient de ce que ses parties aérées sont consumées par le feu. Voilà un inventeur du phlogistique bien antérieur à Stahl.

Andréas Cœsalpin (*De metallicis*, lib. 3, c. 7) attribue cette augmentation de poids à la suie qui tombe du fourneau. Jean Rey pense que cette « abondance de suie noircirait tellement la chaux de l'étain que les

dames n'iraient empruntant d'icelle la blancheur de leurs faces ainsi que plusieurs font. »

D'autres ont pensé que l'augmentation en poids dont il s'agit provient des vapeurs du charbon (1) qui, « passant à travers le vase, se sont mettant emmi la chaux ». Cette théorie était d'un ami de l'auteur, Deschamps, docteur en médecine à Bergerac. Rey est vraiment peiné de lui démolir sa théorie. Il finit son chapitre par ces mots : « O vérité que tu m'es chère, de me faire estriver ainsi contre un si cher amy. »

Deschamps ne se tint pas pour battu. Il envoya une nouvelle explication : le charbon contenait deux natures, l'une végétative, l'autre métallique, et chacune d'elles deux autres, l'une fixe et l'autre volatile, etc. Je vous fais grâce du reste.

Deschamps fut aisément réfuté. Croyez-vous qu'il s'en tint là ? Point du tout. « Quelques jours après, dit J. Rey, le même personnage m'escripvit une autre sienne opinion. C'est que le sel volatil est de nature mercuriale... » et ainsi de suite.

Voilà bien le caractère de l'époque où vivait Jean Rey. Voilà bien les arguments auxquels étaient obligés de répondre les chimistes du temps, et c'est vraiment chose étonnante que, tenus de porter la discussion sur de pareils terrains, des esprits aient pu rester assez solides pour conserver le droit chemin, la méthode sûre qui devaient les mener à la vérité.

Le bon Jean Rey paraît cette fois avoir assez des arguments de son ami raisonneur. Il ne doute pas qu'on aille par ce chemin presque à l'infini. « Ce sont, dit-il, spéculations voirement subtiles, mais qui n'ont point fondement en la nature. »

Mais, quoique fort maladroit touchant les choses de la chimie, Deschamps était doublement homme d'esprit, car il était mathématicien et poète. Après la publication des *Essays*, il envoya à Jean Rey les vers suivants :

Archimède un jour se vantait
Si hors ce globe il consistait,
Qu'il lèverait hors de sa place
Des terres et mers la grande masse.

Il fait dans Syracuse voir
Un essay de son grand savoir,
Faisant plus par sa main habile
Que tout le peuple de la ville.

Mais Rey, sans se vanter pourtant,
En ses Essays fait bien autant,
Abaissant par grand efficace
Deux éléments hors de leur place.

Il fait sans doute allusion à la pesanteur que Rey reconnaît à l'air et au feu.

Au moment où Jean Rey écrit son ouvrage (1630), un siècle et demi doit s'écouler avant que Lavoisier publie ses immortelles découvertes. La chimie vraiment scientifique naît à peine et est encore sous la dépendance des alchimistes. C'est une époque de transition, et on reconnaît dans les opinions et dans l'état d'esprit de Jean Rey, une des étapes les plus intéressantes de l'évolution de l'esprit humain. On commence à comprendre la vanité de toutes les antiques théories sur la matière, et on éprouve déjà le besoin de voir ce qui est et non ce qu'on désire devoir être ; on cherche à déchiffrer les problèmes de la nature, au lieu de s'efforcer de la conformer à des vues étroites et bornées ; en un mot, c'est la méthode scientifique, observatrice et expérimentale, qui se dégage peu à peu.

L'ouvrage de Jean Rey dormit longtemps entre les mains de ses amis et resta toujours fort peu connu. Quelques jours après la publication des expériences de Lavoisier, un chimiste du roi, Bayen, écrivit à l'Académie des Sciences pour lui signaler cet ouvrage comme le meilleur qui ait été écrit avant Lavoisier sur le même sujet. C'est depuis lors que l'attention du monde savant fut attirée sur le médecin périgourdin.

L'intérêt scientifique n'est pas le seul que présente l'œuvre de Jean Rey. La littérature ne perd jamais ses droits, et c'est peut-être l'hommage le plus flatteur que nous ferons à Jean Rey, que de prononcer ce mot au sujet de son traité sur l'augmentation de poids d'une masse d'étain. On retrouve chez lui, dans toute sa verdeur, le style si admirable du *xvi^e* siècle avec sa noblesse charmante qui tient un milieu indéfinissable entre le pédantisme classique et la trivialité gauloise. C'est Montaigne et ses expressions originales et colorées ; c'est aussi Rabelais et sa longue phrase sonore, d'une allure si franche, si gaie et si claire, qu'on se prend à regretter la langue des savants d'autrefois, faite toute d'images et de mots usuels, en face de la technologie rébarbative de la science d'aujourd'hui.

Point de morceaux à effet ; mais du mouvement, de la vie partout, un accent de conviction qui se communique, une sincérité qu'on estime et qu'on aime.

A cause même de cette constance dans les qualités du style, il est difficile de détacher de l'ouvrage un morceau court et caractéristique qui les mette particulièrement sous les yeux. Voici quelques lignes qui feront comprendre cette façon animée de mener la discussion, dont je viens de parler.

• On dit d'Hercule, qu'il n'avoit pas plus tôt coupé une des testes de cette hydre qui ravageait le palu Lerneau, qu'il en renaissoit deux. Ma

condition est pareille. L'erreur que je combats foisonne en opinions, qui sont autant de testes : si j'en retranche une, on en voit naître deux. Mon labeur va toujours croissant : et crois je n'avoir jamais fait si je m'employois seulement à les couper l'une après l'autre. Pour lui donner la mort, il faut que je recueille mes forces et roidisse mon bras, afin que d'un seul coup je les abatte toutes. »

Suit sur le même ton le détail d'une expérience qu'il serait peut-être fastidieux de donner.

Voici encore deux petits fragments que je recommande aussi, et surtout au point de vue de l'idée. Une des plus communes critiques qu'on adresse aux inventeurs, c'est qu'ils ne voient pas la portée de leurs découvertes, ou que le hasard seul, une chance fortuite, non appuyée sur le raisonnement et la méthode, leur a fait toucher du doigt la vérité qu'ils n'ont pas comprise tout entière. Voici qui relève Jean Rey de ces deux attaques.

C'est d'abord la conclusion de son livre :

« Voilà maintenant cette vérité dont l'éclat frappe vos yeux, que je viens
» de tirer des plus profonds cachots de l'obscurité. C'est celle-là de qui
» l'abord a été jusqu'à présent inaccessible. C'est celle qui a fait suer
» d'ahan tout autant de doctes hommes qui la voulant accointer se sont
» efforcés de franchir les difficultés qui la tenaient enceinte. Cardan,
» Scaliger, Fuchsius, Cœsalpin, Libavius l'ont curieusement recherchée,
» non jamais aperçue. D'autres en peuvent être en quête, mais en vain
» s'ils ne suivent le chemin que je leur ay tout premier desfriché et rendu
» royal : tous les autres n'étant que sentiers épineux et détours inextricables, qui ne mènent jamais à bout. Le travail a été mien, le profit en
» soit au lecteur et à Dieu seul la gloire. »

Voici maintenant sa profession de foi de savant, en réponse à une critique :

« Je recognoy cette doctrine (qu'on oppose à ma créance) puisée à
» l'école des philosophes, lesquels j'honore, comme *grands voyers de la*
» *nature* ; mais j'advoue franchement n'avoir juré aux paroles d'aucun
» d'eux. Si la vérité est chez eux, je l'y reçois : sinon je la cherche
» ailleurs. »

Le modeste médecin du Périgord, qui a écrit ces paroles, ne doit pas être confondu avec la multitude des écrivains de son époque. Cet esprit logique et fécond qui affirme si hautement l'indépendance de ses opinions, fait honneur à la science et à sa patrie

H. LAGATU.

(*Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*,
du 31 mai 1886.)

JOURNAL DE VOYAGE DE DOM JACQUES BOYER,

RELIGIEUX BÉNÉDICTIN DE LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR,

Dans les diocèses de Clermont, Le Puy, Bourges, Autun, Lyon, Viviers, Mende, Tulle, Limoges, Cahors, Montauban, Toulouse, Sarlat, Périgueux, Angoulême, Bordeaux, Saintes, La Rochelle, Luçon, Angers et Poitiers (1710-1714), publié et annoté par Antoine Vernière (1).

Lorsque les frères de Sainte-Marthe entreprirent cette œuvre considérable de la *Gallia christiana*, le plus magnifique monument qui ait été élevé à l'Eglise de France, ne pouvant recueillir eux-mêmes dans les provinces du royaume les matériaux nécessaires à l'exécution de leur projet, ils firent choix pour cette difficile mission de quelques-uns des hommes de mérite qui peuplaient alors leur congrégation.

Ces collaborateurs actifs et érudits devaient parcourir les diocèses du royaume, visiter les monastères ou couvents, copier les titres de fondation, rapporter les droits et privilèges et relater les diverses phases de l'histoire particulière de chacun. Leur zèle ne se bornait pas à ces points principaux de leur programme : car ils prenaient soin de noter aussi les personnages remarquables de chaque abbaye, de dresser la liste des évêques, abbés, prieurs ou abbesses, de s'enquérir des reliques des saints conservées dans chaque sanctuaire ; et, en échange des communications qui leur étaient faites, ils rétablissaient l'ordre et l'arrangement dans les archives échappées au pillage dans les guerres civiles ou à l'incurie des gardiens.

Dom Jacques Boyer fut appelé à remplir une partie de cette tâche. C'est le journal des voyages et des travaux de ce diligent ouvrier que M. A. Vernière, avocat à Brioude, vient de livrer à la publicité, en l'accompagnant d'annotations précieuses. Comme l'inspection de dom Boyer s'étendit à nos deux diocèses, son journal renferme d'intéressants détails sur le Périgord religieux aux premières années du siècle dernier. Nous essaierons de les rassembler en un résumé fidèle, après toutefois avoir

(1) Clermont-Ferrand, imprimerie Ferdinand Thibaud, 1896, un vol. in-8° de 540 pages.

fait connaître le personnage chargé de répondre aux questions multiples qui lui étaient posées par D. Denis de Sainte-Marthe sur l'état de nos contrées.

Dom Boyer était issu d'une honorable famille bourgeoise du Puy-en-Velay, où il naquit le 7 mars 1672. Après y avoir terminé ses études chez les Pères Jésuites, il embrassa la vie religieuse dans la réforme bénédictine de Saint-Maur et fit profession à l'abbaye de Saint-Augustin de Limoges en 1690. Au milieu des fonctions qu'il remplit successivement et en divers lieux dans son ordre, une vocation irrésistible l'entraînait vers les recherches historiques. Il semblait désigné d'avance au choix de Denis de Sainte-Marthe par son inclination pour les monuments antiques, par son talent pour déchiffrer les manuscrits les plus obscurs, par sa constance infatigable dans le travail. La mission qu'il reçut, vers la fin de l'année 1710, de chercher des mémoires dans les provinces ecclésiastiques de Bourges et de Bordeaux, répondit donc aux plus ardents désirs de son cœur. Après une carrière utilement remplie, le disciple de Mabillon finit ses jours, à peine troublés par les égarements du Jansénisme, à l'abbaye de Chezal-Benoît, en Berry, le 9 septembre 1738.

Ce fut le 13 juin 1712 que, quittant l'abbaye de La Chaise-Dieu, à laquelle il appartenait alors, dom Boyer commença par le diocèse de Clermont le voyage qui devait l'amener en Périgord.

En venant du Quercy, où il avait vu le doyenné de Carenac, qui n'était point encore sorti de la maison de Salignac-Fénelon, il rentra le 12 septembre dans le Sarladais par Prats-de-Carlux et Ste-Nathalène. La première abbaye qu'il y visita fut celle de St-Amand-de-Coly, possédée par Henri de La Garde de Longueval. Elle est, dit-il, « très ancienne. Le monastère a été entièrement ruiné, à l'église près, qui est fort belle, mais toute nue, avec des vitres d'abbé. La maison est forte et entourée de murs. Il n'y a que quatre chanoines réguliers et bandouliers... Je vis tous les papiers, où je ne trouvai rien de curieux. »

Il passa la Vézère à Condat et fut à Châtres, où il ne trouva « ni moines, ni église, ni monastère ». L'abbé François d'Aubusson, fils de Jacques, seigneur de Villac, avait le revenu et les titres de cette abbaye de chanoines réguliers sous le titre de Notre-Dame. Il se rendit ensuite à Badefol-d'Ans, et arriva à Dalon, qui avait pour prieur dom Jacques Corrad, profès de Pontigny. Il manifesta ainsi la satisfaction qu'il y éprouva : « L'église était grande et belle, mais la nef à bas... Je travaillai assidûment à faire des extraits du cartulaire de Dalon, qui est un des plus curieux que j'aie encore vu. Il n'y a point d'autres papiers que des terriers et des lièves. »

A Terrasson, il ne trouva aucun titre, parce que l'abbé Jean de Reillac

de Montmége, qui les avait tous, était absent. « Il y a huit religieux... L'abbaye de Saint-Sour de Terrasson est au plus haut de la ville, qui est faite en terrasse ou en amphithéâtre. Il n'y a que le chevet de l'église qui subsiste ; elle était grande et belle. Le monastère est tout à bas, à un petit corps de logis près, où il y a huit chambres, un réfectoire et une cuisine. M. de Montmége a fait bâtir à neuf le logis abbatial... , aussi un hôpital et une chapelle attenante que l'on bénit dimanche passé. La paroisse est dédiée à St-Julien, la ville est fort marchande.. Il y a beaucoup de foires et de bons marchés. Elle est située sur le bord de la Vézère, sur laquelle il y a un pont. Les reliques de saint Sour sont au milieu du chœur. Ce saint fait de fréquents miracles, et les sourds l'invoquent par rapport à son nom. Auprès de Terrasson il y a un hermitage sur un rocher escarpé, au-dessus de la Vézère, où saint Sour faisait sa pénitence. Il y a un ermite qui y fait sa demeure, et ce lieu est célèbre par le roman de l'*Ermite de Terrasson*... M. le prieur me fit voir un ancien moule de médailles, où saint Sour est représenté avec le roi Gontran, à genoux, avec ces mots autour : *Sancti Sori qui regem Francorum liberavit a leprâ.* »

Le 21 septembre, dom Boyer était à Saint-Cyprien, dont il vante le prieur, Jacques du Noyer. « Il a, écrit-il, restauré l'église et fait bâtir les lieux réguliers. Ce monastère est fort ancien. C'était autrefois une abbaye dépendante de celle de St-Gernin de Toulouse, à présent un prieuré conventuel de la congrégation des chanoines réguliers de Chancelade. Il est situé sur la Dordogne, à trois lieues de Sarlat, dans un bel aspect. Le corps de saint Cyprien, abbé, compagnon de saint Amand et de saint Sour, a été pillé par les religionnaires. Le P. prieur me fit voir le peu de papiers qu'il a retirés, avec beaucoup de peine, des citoyens de la ville de Saint-Cyprien, dont l'archevêque de Bordeaux est seigneur. »

L'évêque Paul de Chaulnes, arrivé de son château d'Issigeac, ramena dom Boyer à Sarlat, où on lui fit, selon ses expressions, « mille honneurs : »

« M. de Selve(1), neveu de M. Armand Gérard, cité dans le *Gallia christiana*, me communiqua quelques mémoires de son oncle. M. le comte de La Mothe-Fénelon, frère de M. de Cambrai, gentilhomme âgé de plus de 80 ans, qui vit comme un saint, me donna quelques lumières touchant ses oncles, évêques de Sarlat. »

A Cadouin, il trouva les archives « en bon ordre », et fit une liste des

(1) Jean de Selves de Plamon, conseiller au présidial de Sarlat, avait épousé Claude de Gérard, demoiselle des Yvières. l'une des nièces du chanoine de Gérard-Latour.

abbés. « Cette abbaye est située dans un vallon entouré de bois et de montagnes. L'église est vaste et belle. On y conserve fort religieusement le suaire du Sauveur, qu'on prétend avoir été découvert par Aymard, évêque du Puy, etc. Le P. prieur (D. Jean Benoit), m'a fait présent d'un abrégé de l'histoire de ce suaire imprimé à Tulle, chez Jean Dalvy, 1682. Cette relique est suspendue à la voûte du presbytère, avec trois chaînes de fer, qui soutiennent un coffre-fort dans lequel elle est enfermée. Il y a quantité de beaux manuscrits dans la bibliothèque de Cadouin. »

Il alla « feuilleter » ensuite les papiers de l'abbaye de Fontgauffier. « L'église est dédiée à saint Géraud, et le monastère dépend de l'abbé d'Aurillac. Il est situé au-dessous et à la vue de Belvès, dans un vallon assez agréable. Il y a une belle source d'eau vive, dans l'intérieur du monastère, qui pourrait bien lui avoir donné le nom de Fontgauffier, parce que j'ai lu dans des anciens pouillés de Sarlat : *Fontgofre* et *Fontgoufre* ; et cette source étant très profonde, elle a du rapport à un gouffre d'eau. Quoi qu'il en soit, elle fait moudre un moulin au sortir du monastère, et forme la petite rivière de Nauze, où il y a quelques moulins à papier, et va se mêler avec les eaux de la Dordogne. »

Dom Boyer rentra à Sarlat le 1^{er} octobre 1712. Il y assista au *Te Deum* chanté en musique, à la cathédrale, pour la prise de Douai. Il tomba sérieusement malade, fut soigné par le médecin Pascal, auteur d'un traité sur les eaux minérales de Bourbon-l'Archambaud, et fut visité par les « personnes de considération » de la ville, au rang desquelles il place le P. Luc, peintre de Mgr de Sarlat. Il fait un grand éloge du prélat et de ses mandements dont l'imprimeur Colombet lui fournit la collection. Le P. de Ste-Marthe écrivit à M. de Chaulnes pour le remercier des bons offices qu'il avait rendus à son collaborateur.

Parmi les pièces qu'il avait envoyées pour les annales bénédictines, dom Boyer cite « une histoire complète des évêques de Sarlat, tirée des archives de l'évêché et de la cathédrale », une liste des abbés et doyens de Sarlat, une copie de la bulle de sécularisation de cette église accordée par Paul IV en 1559 et des statuts et constitutions de la cathédrale faite depuis sous l'évêque François de Senectère, etc.

Le 23 avril de l'année suivante, nous le retrouvons à Sarlat où l'avait mandé de revenir M. de Chaulnes « pour faire un abrégé de l'histoire de son diocèse, que lui demande M. le duc du Maine pour le comte d'Eu » Une lettre de dom Boyer à Mabillon prouve combien depuis plusieurs années déjà cet évêque s'intéressait aux travaux des Bénédictins.

Le 27 avril, il était reçu par M^{me} Louise de Vassal de La Barde, abbesse de la communauté du Bugue, composée de seize bénédictines et de quatre sœurs converses. Dans ses archives il ne trouva « presque rien ».

Après une halte à La Douze, il arriva à Périgueux, dont l'évêque était Pierre Clément. M. de La Serre, supérieur du séminaire, le conduisit « à la Visitation, où il y a un amphithéâtre, et à la tour de Vésone, à l'ancienne cathédrale ». Il ne trouva « presque aucun mémoire » à l'évêché, non plus qu'à Saint-Front. « Les gens de la religion ont tout pillé. » Il fut voir l'abbé de Châtres et M. de Vincenot, abbé de Tourtoirac, chez lesquels il trouva « fort peu de choses. »

A Chancelade il fut plus heureux. « Je fis plusieurs extraits du Cartulaire, qui est fort beau, et où j'ai trouvé des choses curieuses pour les évêques de Périgueux. » Il se loue des procédés de l'abbé Jean Valbrune de Belair, et des PP. Garat et Clary. En présence du mérite dont toute cette communauté est remplie, il souhaite que la congrégation, qui n'a que six maisons, soit plus étendue.

Le 2 mai, il assista, à Brantôme, à la fête de Saint-Sicaire, dont il fut édifié. « Le concours du monde qui vint à la fête était surprenant, quoique le temps fût mauvais. Nous fîmes la procession en chape par la ville, et deux diacres portaient le chef du saint martyr innocent. Il y avait des gentilshommes et des dames de première qualité qui suivaient la procession, pieds nus, avec un suaire sur la tête, en actions de grâces de ce que, par les mérites du saint, ils avaient été tirés des portes de la mort. Je fus édifié de la dévotion du peuple. La foire fut très bonne. »

Ailleurs, il cite trois enfants de Brantôme, qu'il rencontra dans ses voyages, D. Joseph Camus, qui avait fait profession, en 1692, dans l'abbaye de La Daurade de Toulouse, et D. Pierre Berthon et D. Jean Thomasson, en 1683, dans celle de St-Augustin de Limoges.

Trois jours après, il était à Boschaud. « Je trouvai fort peu de titres, l'abbaye ayant été pillée par les huguenots et par les commendataires. L'église était belle, les voûtes étaient en façon de calotte ou de coupe, comme à St-Front de Périgueux. Les trois autels sont d'une grande propreté. »

Il vit aussi tous les titres qui ont échappé à la « fureur des protestants et à l'avidité des commendataires, » à Peyrouse, que le prieur Nivard Ramasson était en train de réparer. St-Jean-de-Côle, dirigé par le P. Antoine Clément, fut le dernier prieuré que l'infatigable bénédictin devait visiter en Périgord.

Telles furent les diverses étapes des pérégrinations de ce religieux à travers nos deux anciens diocèses. Le récit en est animé et à plus d'un point de vue digne de notre attention. Il sera consulté avec profit pour l'histoire des provinces auxquelles il se rapporte : car il témoigne de recherches intelligentes et de sérieuses études ; et, par l'énumération que dom Boyer nous donne des titres qu'il a renvoyés à ses supérieurs, on

voit assez quelle large part doit lui revenir dans la composition du deuxième volume de la *Gallia christiana*, où son nom est souvent rappelé. Sa narration est, de plus, remplie de curieux renseignements sur les localités qu'il a parcourues, sur des événements locaux, sur la vie monastique et sur plusieurs personnages d'alors dont la plaisante peinture fait parfois dérider le lecteur. Autant de détails que nous avons négligé de relever en examinant cet ouvrage si original dans son esprit et dans sa forme ! Nous avons dû nécessairement nous borner dans nos extraits ; ils suffiront néanmoins pour faire juger de l'importance du service rendu par M. Vernière à nos érudits : ils lui seront reconnaissants d'avoir sauvé de l'oubli le *Journal de Voyage de dom Jacques Boyer*.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente les Hôtels de la Renaissance sur le quai de Périgueux ; — la 2^e, le Donjon du Chapdeuil.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR

Périgueux. — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^{ie}).

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.



TOME XIII. — SIXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANG. DUPONT ET C^{ie}), RUE TAILLEFER.

—
Novembre-Décembre 1886.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON.

	Pages.
Séances mensuelles du jeudi 7 octobre 1886.....	429
— du jeudi 4 novembre.....	436
Note sur deux cluseaux de la commune de Coutures (Dordogne) (M. Michel HARDY).....	447
Étude historique sur Grimoard de Mucidan, abbé de Brantôme et de Saint-Cybard, évêque d'Angoulême (991-1018) (<i>Suite.</i>) (M. Joseph MALLAT).....	453
Mandement d'Hélie de Talayrand comte de Périgord, en faveur de Pierre de Périgueux (M. le M ^{is} D'ARZAC DE LA DOUZE).....	458
Sceau du chapitre de Périgueux comme seigneur temporel. (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	460
Pillages du greffe de l'Élection de Périgueux (M. A. DE ROUMEJOUX).....	461
Lettre de M ^{sr} de Macheco de Premeaux, évêque de Périgueux, à M. l'abbé de Jumilhac. (M. Ph. DE BOSREDON)..	462
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron (<i>Suite.</i>) (M. R. DE LAUGARDIÈRE).....	463
Le froid et la misère en Sarladais au XVIII ^e siècle. (M. Louis CARVÈS)	504
VARIA. — Lettres de M. de Mourcin à M. le docteur Camus-Duvigneaud.....	507
Table des matières du tome XIII.....	513

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 7 Octobre 1886.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis d'Abzac de La Douze, Fernand de Bellussière, Louis Carvès, le marquis de Chantérac, le docteur Dumont, Charles Durand, Michel Hardy, le docteur Ladevi-Roche, Lespinas, l'abbé Montet, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages, peu nombreux cette fois, que la bibliothèque de la Société a reçus pendant le mois de septembre :

La Revue des langues romanes, deux livraisons, 3^e série, tome XV, mars et mai 1886, in-8°, Montpellier, contenant une étude de notre savant correspondant M. Chabaneau, sur une *Paraphrase des litanies en vers provençaux*, manuscrit de la bibliothèque d'Avignon ;

La Revue épigraphique du midi de la France, n° 40, juin-juillet-août 1886, in-8°, Lyon ;

De M. Louis Carvès, un exemplaire du tirage à part de sa notice sur *Coustaty et ses antiquités romaines* ;

De M. Prosper Faugère, le préambule et l'introduction de l'*Edition des œuvres de Blaise Pascal*, qu'il publie dans la collection des grands écrivains de la maison Hachette, in-8°, imprimerie Lahure ;

De M. Dujarric-Descombes, deux numéros de l'*Echo de la Dordogne*, l'un du 12 août 1886, contenant une poésie de notre confrère M. Elie de Biran, traduite du troubadour d'Excideuil, Guiraut de Borneil ; l'autre, du 12 septembre dernier, contenant son article sur l'*Histoire de la commune des Chapelles-Bourbon* (Seine-et-Marne), par M. le baron Legoux. Dans une de nos dernières séances, l'auteur avait présenté cet ouvrage, qu'il recommande comme un modèle à suivre dans chaque commune. M. Dujarric reconnaît qu'un travail semblable, s'il se généralisait, serait en effet intéressant non-seulement pour l'histoire locale, mais aussi pour l'histoire générale de la France, et la Société ne peut qu'approuver ses conclusions ;

De M. l'abbé Arbellot, président de la Société archéologique du Limousin, une *Notice sur Gabriel Ruben*, prêtre de l'Oratoire, in-8°, Limoges, 1881, dans laquelle il établit que ce religieux, ainsi que son frère Jacques Ruben, aussi de l'Oratoire, est né à Eymoutiers (Haute-Vienne), contrairement à l'assertion de M. Dujarric-Descombes qui, dans un de nos derniers procès-verbaux, le disait né à Sarlat. A cette occasion, M. le chanoine Arbellot prie M. Dujarric-Descombes de ne pas enlever au Limousin tous ses grands hommes.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture à l'assemblée de notes archéologiques qu'il a recueillies autrefois dans le Ribéracois, en visitant plusieurs églises des bords de la Drôme. Il signale certains détails de construction et d'ornementation qui se répètent dans les églises de Montagrier, de Saint-Vivien, de Douchapt, de Segonzac, de Cumont, de Saint-Privat-des-Prés, etc., et qui présentent, suivant lui, les caractères distinctifs d'une école architectonique qu'on pourrait appeler Ecole ribéracoise. En terminant, M. le Président dit : « Ces monuments sont à peu près tous contemporains et nous portent à conclure qu'il y avait dans ce coin du Périgord, et nous n'avons pas tout vu, une école d'architecture dont le type simple, solide, un peu massif, avait pour marque distinctive l'arcade cintrée à l'extérieur et à l'intérieur, et la coupole sur pendentifs dominant comme voûte. Il serait intéressant de chercher quels sont les monuments extrêmes

de ce genre de construction qui ne manque pas d'originalité. »

M. le Président fait remarquer aussi certaines particularités de deux châteaux de cette région, le château de Maroite, et le donjon carré à contreforts plats de Vernodes, du ^{xr} siècle, qui vient d'être classé comme monument historique, et dont les murailles lisses n'offrent aucune trace d'ouverture. On ne connaît guère en effet de donjon de cette époque ainsi construit.

M. Louis CARVÈS a appris dernièrement, par les documents conservés aux archives du château de la Roque, que les armes de la maison de Beynac étaient gravées autour du clocher de Saint-Front de Périgueux. Y aurait-il eu par hasard les armes des quatre barons de Périgord ?

Aucun membre de la Société ne se souvient d'y avoir vu les armes des Beynac.

M. CROS-PUYMARTIN nous envoie deux planches de landiers, en fer forgé, du ^{xvr} siècle, dont il a relevé le dessin dans ses tournées en Périgord. Il y joint un texte explicatif que lit le Secrétaire général et qui sera publié avec les dessins dans le *Bulletin*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous écrit que dans la liste qu'il a donnée dans le *Bulletin* (tome XI, page 250) des prieurs de St-Apre, il n'avait pu indiquer l'époque de l'administration d'*Arnaud Mercier*, le quatrième des prieurs connus.

Il vient de retrouver sa trace dans un document qui permettra d'assigner à ce prieur le début même du ^{xvi} siècle. Aux termes d'un acte authentique du 28 octobre 1502, Arnaud Pradier fait reconnaissance du mainement de l'Hôpital, paroisse de Celles, à *Arnaud Mercier, prieur de Saint-Apre*, agissant pour Joachim de Mareuil, prieur commendataire de St-Etienne-du-Peyrat, archiprêtre de Villebois et Goûts, et prieur de Celles, membre dépendant dudit prieuré du Peyrat.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'il lisait récemment dans la chronique de la *Revue de la poésie*, n° d'août à septembre, un passage signé de notre confrère M. Elie de Birau et qui concerne la biographie publiée cette année par M. Dujarric-

Descombes de Pierre Grand du Pouzet, commandant du régiment de Bourdeille en 1622. Il se plaît à le reproduire ici :

« M. Albert Dujarric-Descombes, membre honoraire de l'Académie des poètes et l'un de nos adhérents les plus zélés, continue ses intéressantes études sur l'histoire du Périgord. Notre cher confrère vient de nous adresser une brochure contenant la biographie de Pierre Grand du Pouzet, qui commandait le régiment de Bourdeille, lorsque le duc d'Elbeuf, sous les ordres duquel il servait, vint mettre le siège devant le château de La Force en 1622. Du Pouzet, quoique grièvement blessé, décida par son héroïque ténacité du succès de cette difficile opération. « Il se fait relever par les soldats qui l'entourent, dit son biographe, et, affaibli par le sang qui coule à flots de ses cinq blessures, porter plus avant pour voir achever la défaite de l'ennemi. On dirait qu'il brave les ombres de la mort ; du geste et de la voix, il continue à exciter ses hommes qui ne vont pas tarder à venger leur commandant. Le régiment de Bourdeille a, en effet, bientôt chassé les Huguenots du pont qu'il avait mission de leur reprendre. »

» M. Dujarric-Descombes a eu raison de faire revivre pour ses compatriotes cette figure de soldat vaillant et fidèle, et nous sommes heureux de lui envoyer nos félicitations et nos encouragements. Assurément, sa plume élégante et facile nous réserve encore des satisfactions du genre de celle que nous a procurée la lecture de son attachante étude. »

L'assemblée joint avec plaisir ses félicitations à celles de M. de Biran.

M. le docteur MACHENAUD veut bien nous adresser la copie d'une lettre de l'abbé de Lespine à Bernadau, jurisconsulte et historiographe de Bordeaux, du 3 mai 1803, qu'il a recueillie à notre intention parmi les manuscrits de la bibliothèque de la ville de Bordeaux. Lespine lui demande divers renseignements sur les hommes ou les choses du Périgord ; sur la personne et la famille du troubadour Geoffroy Rudel, seigneur de Blaye ; sur un jongleur périgourdin, du ^{xiii}^e siècle, nommé Grimoard ; sur l'immense dépôt de titres du Périgord et du Limousin, qui était conservé au château de Pau, etc. Le Secrétaire général donne lecture de cette lettre intéressante qui sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre confrère nous annonce qu'il nous enverra aussi prochainement la relation d'un voyage en Périgord entre-

pris vers 1761 par un ingénieur accompagnant l'intendant de la province de Guienne.

Après avoir mis sous les yeux de la Société une photographie tirée en bleu, représentant l'état actuel des travaux de Chamiers, M. Michel HARDY demande la parole pour ajouter quelques renseignements à ceux fournis par M. Durand, à la dernière séance, sur les travaux de restauration de la piscine d'eau chaude de Chamiers.

Ces travaux, aujourd'hui complètement achevés, ont occasionné une dépense totale de 1,351 fr. 60 cent. « Si ce chiffre, dit M. Hardy, a dépassé les évaluations primitives et obligera notre trésorier à solder son budget par un déficit, nul d'entre vous, Messieurs, ne s'en plaindra certainement. Les résultats obtenus sont des plus heureux, comme vous pourrez vous en convaincre par vous-mêmes. Tout à l'heure, en effet, je vous demanderai de venir à Chamiers visiter le beau travail exécuté par M. Durand (1), travail dont l'honneur rejaillira sur notre Société qui en a décidé l'exécution et arrêté le plan.

» Il s'agissait, vous vous en souvenez, de refaire l'arceau du *præfurnium*, puis de redresser la partie du dallage conservée sur le côté nord de la piscine, de réparer les petits piliers de l'hypocauste et de consolider les murs sur le pourtour de la pièce.

» Bien simple en apparence, ce travail présentait par le fait de très grandes difficultés. Le dallage, fissuré de toutes parts, s'effrita dès la première heure entre les mains des ouvriers. Pour le remettre en place et ne modifier en rien sa disposition première, il fallut les soins les plus minutieux. Les nombreux piliers de l'hypocauste furent repris l'un après l'autre et recouverts de carreaux en terre cuite, façonnés spécialement pour cet usage et de mêmes dimensions

(1) A l'issue de la séance, MM. Louis Carvès, le marquis de Chantérac, le docteur Dumont, le docteur Ladevi-Roche, l'abbé Montet et Raoul de Peyronny se rendirent à Chamiers, avec MM. Hardy et Durand. Après avoir examiné les travaux dans le détail, ces messieurs se déclarèrent pleinement satisfaits et adressèrent à M. Durand leurs plus sincères félicitations.

F. V.

que les anciens. Enfin, la part des circonstances imprévues réservée à chaque entreprise, ne manqua pas non plus à Chamiers ; elle y atteignit cependant des proportions si considérables, que tout autre que M. Durand en eût été effrayé et découragé. Outre le délabrement des contreforts extérieurs qui, sans cohésion sur une épaisseur de plus d'un mètre, durent être maçonnés à nouveau, une brèche énorme atteignant le dallage inférieur de l'hypocauste, se laissa voir à l'angle sud-est de la salle, en un point où le mur était précisément le plus épais. Là encore on dut refaire à neuf la maçonnerie.

» Pour rassurer ceux de nos confrères que tant d'œuvres nouvelles effraieraient, hâtons-nous d'ajouter que ces travaux de maçonnerie, exécutés d'ailleurs avec des matériaux romains, en présence et sous la direction constante de M. Durand, ont été faits avec une si grande habileté que l'antiquaire le plus vétilleux ne pourrait y trouver matière à critique. Dans quelques semaines, lorsque les ciments seront secs, il sera presque impossible de distinguer les points où s'arrête l'appareil antique et où commence la restauration.

» En même temps qu'il assure la conservation d'un monument précieux et qu'il permettra au visiteur le moins éclairé de se rendre compte par lui-même de la façon dont les Romains échauffaient leurs salles de bains, le travail de M. Durand aura eu pour l'archéologie des résultats importants.

» Tout d'abord, il a permis de fixer la destination d'une pièce où de sérieux motifs nous avaient porté à reconnaître une salle d'étuves. Sous les décombres qui les recouvraient M. Durand, en procédant au nettoyage des murs, a trouvé dans la paroi de gauche, du côté de l'est, un tuyau d'amenée pour les eaux, et dans celle de droite un tuyau de sortie, à plus large section, s'ouvrant sur l'égoût extérieur. Cette découverte prouva que nous nous étions trompé et que cette pièce était bien une piscine, comme notre collègue M. Mandin l'avait jugé dès le début.

» Dans la grande brèche du mur sud, une cheminée d'appel avait été éventrée. Après l'avoir débarrassée avec précaution des matériaux qui l'obstruaient, M. Durand parvint,

non sans peine, à en saisir le fonctionnement assez compliqué. Nous aurons lieu d'y revenir avec détails dans la monographie des monuments de Chamiers.

» Nous ne mentionnerons plus que pour mémoire diverses trouvailles intéressantes, faites au cours des travaux, entre autres celle d'une petite applique en os d'un très bon dessin et représentant une patte de lion.

» En terminant, Messieurs, nous ajouterons que la restauration de la piscine de Chamiers a donné pleine satisfaction au désir très légitime que M. Sautet nous avait exprimé dès l'origine, de voir ce travail effectué par les soins de la Société archéologique. Emervéillé aujourd'hui des résultats obtenus, M. Sautet se propose de faire recouvrir à ses frais, par un vaste hangar, toute cette partie des thermes, c'est-à-dire la piscine et le *præfurnium* qui lui est contigu. Ce sera un nouveau service rendu à l'archéologie par notre généreux confrère et dont nous lui serons reconnaissants. »

La Société sait gré à M. Hardy des explications intéressantes qu'il veut bien lui donner sur l'ensemble des travaux de restauration exécutés pour son compte.

M. Jean Picard, ouvrier terrassier, employé aux travaux du chemin de fer de Nontron à Thiviers, offre au Musée départemental une série de fossiles provenant des terrains du nord du département. Ces fossiles ont été recueillis par lui et faisaient partie de la collection qu'il a exposée au concours de la Société d'encouragement à l'agriculture, à Périgueux, en août 1886.

M. le Conservateur du Musée remercie le donateur.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre Compagnie. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT proclame l'admission de :

M. le docteur Burette, au Bugue, présenté par M. Louis Carvès et M. Eugène Roux.

La séance est levée à deux heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Vice-Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 4 Novembre 1886.

**Présidence de M. DE FROIDEFOND ,
vice-président honoraire.**

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Bellussière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, le docteur Dumont, Paul Galy, Michel Hardy, le docteur Ladevi-Roche, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. DUJARRIC-DESCOMBES demande à répondre aux accusations de M. l'abbé Arbellot contenues dans le procès-verbal dont il vient d'être donné lecture.

Notre confrère tient tout d'abord à expliquer que si, dans sa communication du 1^{er} juillet dernier, il a fait naître à Vézac, en Sarladais, le P. Ruben, de l'Oratoire, panégyriste du célèbre P. Le Jeune, il a cru devoir se conformer à l'opinion généralement reçue qui regardait le P. Ruben comme Périgourdin.

Dans son *Étude historique sur Mgr Guillaume Le Boux, évêque de Périgueux*, page 56, notre secrétaire-adjoint M. l'abbé Riboulet, parlant des auxiliaires du P. Bachellerie, chargé de prêcher une mission aux nouveaux catholiques de Bergerac, disait :

« Il en est deux que nous devons citer : le P. Ruben et le P. Salmon. *Le premier était de Vézac.* »

Et dans la séance du 4 mars dernier, le P. Ingold, prêtre de l'Oratoire, nous mandait qu'il était beaucoup moins « riche en documents périgourdins » qu'il le pensait, n'ayant à la disposition de la Société qu'une notice manuscrite sur

Mgr Le Boux et « quelques renseignements sur un P. de Cazemont, né à Nérac, et sur le P. Ruben, né à Tayjac (?) »

On sait que Tayjac, dont la cure fut occupée autrefois par l'abbé Nadaud, le généalogiste limousin, est en Nontronnais. Mais, comme le P. Ingold, en plaçant dans ce lieu le berceau du P. Ruben, employait la forme dubitative, M. Dujarric, dans sa note sur les oratoriens périgourdiens du xvii^e siècle, a préféré se ranger à l'assertion de M. l'abbé Riboulet et faire naître à Vézac le disciple du P. Le Jeune.

Cependant, si M. l'abbé Arbellot apporte un document qui établisse d'une manière certaine que le P. Ruben soit né à Eymoutiers, notre confrère avoue être prêt à reconnaître son erreur ou plutôt celle de ses devanciers.

A ce propos, le président de la Société archéologique du Limousin se plaint de ce qu'il veut enlever à la Haute-Vienne tous ses grands hommes. M. Dujarric dit qu'il n'a point cette prétention et qu'il ne mérite point de reproches à cet égard. Car dans ses travaux il s'est toujours incliné devant la vérité historique, quelle qu'elle fût, et l'on sait qu'il a démontré le premier d'une manière authentique que Cyrano de Bergerac, né à Paris et propriétaire du fief de Bergerac, situé dans le duché de Chevreuse, ne devait en aucune façon, malgré une possession deux fois séculaire, être rattaché au Périgord.

M. Dujarric-Descombes termine avec l'espérance de voir son docte adversaire imiter son exemple en ce qui concerne saint Waast, dont l'origine périgourdine se trouve aujourd'hui définitivement établie par la production d'un texte du xi^e siècle, que toutes les arguties de la critique limousine ne parviendront jamais à infirmer.

Acte est donné à M. Dujarric de sa réponse.

M. LE PRÉSIDENT indique brièvement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de notre Société pendant le mois dernier :

Le Journal des Savants, cahiers d'août et de septembre 1886, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Les Annales du Musée Guimet, tome IX : *Les hypogées royales de Thèbes*, par M. E. Lefébure, 1^{re} division ; *Le tombeau de Sétî I^{er}*, publié *in extenso* avec la collaboration de MM. Bou-

riant et Loret, anciens membres de la mission archéologique du Caire, et avec le concours de M. Ed. Naville, in-4°, avec planches, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1886 ;

La Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome XLVII, année 1886, 4^e livraison, in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard ;

Le Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, deux livraisons, 4^e trimestre de 1885, et 1^{re} trimestre de 1886, in-8°, Paris, librairie Klincksieck ;

L'Annual report of the board of regents of the Smithsonian institution for the year 1884, un volume in-8°, relié en toile, Washington, government printing office, 1885 ;

Le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1886, n° 2, in-8°, Amiens ;

Les Comptes-rendus et mémoires du Comité archéologique de Senlis, deuxième série, tome X, année 1885, un volume in-8°, Senlis, imprimerie de Eugène Dufresne, M.DCCC.LXXXVI ;

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome VIII, n° 129, deuxième trimestre de 1886, in-8°, Orléans, Herluison, libraire éditeur ;

La Revue historique et archéologique du Maine, tome XIX, année 1886, premier semestre, un volume in-8°, Mamers et Le Mans ;

Le Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, VI^e volume, 4^e livraison, 1^{er} octobre 1886, in-8°, Saintes, où est signalée en ces termes, à la page 385, la publication de l'*Histoire du Périgord*, de M. Dessalles : « Cette histoire va de l'origine à l'établissement de la Réforme. Est-ce une histoire bien suivie ? Un grand nombre de chapitres sont écrits et très sérieusement étudiés. Pour d'autres, il y a seulement des notes, mais des notes substantielles... Il est regrettable qu'une histoire de cette étendue n'ait pas été terminée. Hélas ! c'est le sort de ces vastes monuments ; ils exigent des fondations solides ; on passe sa vie à les établir, puis à amasser les matériaux ; on meurt avant de les mettre en œuvre ; »

Le Gay-Lussac, revue des sciences et de leurs applications, journal mensuel illustré, n° 6, in-8°, Limoges, 1886 ;

Le Bulletin de la Société scientifique, historique et archéo-

logique de la Corrèze, tome VIII, 3^e livraison, juillet-septembre 1886, in-8°, Brive, contenant une *Notice* de M. Philippe de Bosredon *sur Chavagnac et Cousages*, accompagnée de deux héliogravures représentant la tour de Chavagnac et les ruines du château de Cousages, situé commune de Chasteaux, canton de Larche (Corrèze); — et une *Note* de M. Mouret, ingénieur des ponts et chaussées à Périgueux, *sur le terrain oolithique des environs de Brive* ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 3^e livraison 1886, juillet-août-septembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, contenant la fin d'un mémoire de M. Decoux-Lagoutte, *De quelques droits seigneuriaux du baron de Treignac* ;

Les *Mémoires de la Société Eduenne*, nouvelle série, tome XIV, un volume in-8°, Autun, imprimerie Dejussieu, père et fils, 1885 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1886 (octobre), 79^e livraison, in-8°, Valence ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 5^e année, octobre-novembre-décembre 1886, n^o 4, in-8°, Gap ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XV, juin 1886, in-8°, Montpellier, contenant la suite du mémoire de notre savant correspondant M. Chabaneau sur *Sainte Marie-Madeleine dans la littérature provençale* ;

La *Revue des autographes*, de M. Eugène Charavay, n^o d'octobre 1886, où est signalée une lettre du ministre Bertin, du 30 avril 1753, contenant de curieux détails sur la conduite de la noblesse du Roussillon, au sujet du vingtième et des corvées ;

Le *Bulletin de la Société d'horticulture et d'acclimatation de la Dordogne*, nouvelle série, 6^e année, n^o 30, juillet-août-septembre 1886, in-8°, Périgueux, imprimerie Laporte ;

Par M. Philippe de Bosredon et M. Ernest Rupin, la *Sigillographie du Bas-Limousin*, un beau volume in-4° avec dessins, tiré à 200 exemplaires numérotés, Brive, imprimerie Roche, 1886 ;

Par M. le docteur Galy, directeur des Musées, le *Catalogue*

des tableaux, dessins, statues, gravures et œuvres d'art du Musée de la ville de Périgueux, suivi d'un supplément, brochure in-16, Périgueux, imprimerie Laporte, 1886 ;

Par M. Joseph Mallat, professeur d'études commerciales, *Du sentiment de l'association chez l'homme*, brochure in-8°, Angoulême, 1886 ;

Par M. Emmanuel Garraud, une brochure de M. Emile Castaigne, bibliothécaire de la ville d'Angoulême, *Notice historique sur Isabelle d'Angoulême, comtesse-reine*, in-8°, Angoulême, 1836, et quatre brochures dont il est l'auteur : *Antiquités périgourdines ou l'histoire généalogique et archéologique de Villamblard et de Grignols*, in-8°, Paris, Dumoulin, libraire, 1868 ; *M. l'abbé Audierne, 48 heures évêque de Périgueux et de Sarlat*, in-8°, Paris, Dumoulin, libraire, 1869 ; *Catéchisme du XIX^e siècle ou de la rénovation*, in-8°, Bordeaux, 1879 ; *Echos des champs et des bois* ; *Chants patriotiques et épiques* ; *Chansons patoises*, in-8°, Bordeaux, librairie nouvelle, 1884.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Directeur des Beaux-Arts écrit à M. LE PRÉSIDENT pour connaître, avant de prendre une décision, l'avis de notre Société sur la date des réunions annuelles de la Sorbonne qu'il est question de changer. Des vacances de Pâques on songerait à reporter les sessions à celles de la Pentecôte.

L'assemblée consultée s'en tient toujours à l'opinion émise dans une séance précédente et vote à l'unanimité pour le maintien du *statu quo*, faisant observer avec raison qu'à la Pentecôte on ne chôme que deux jours, tandis qu'à Pâques beaucoup de fonctionnaires prennent un congé d'une semaine, les professeurs et les magistrats notamment.

A propos des réunions de la Sorbonne, la Société archéologique du Limousin, par l'organe de son vice-président M. Guibert, nous fait savoir qu'elle vient d'exprimer un vœu auquel nous jugerons peut-être utile de nous associer.

« Les réunions de la Sorbonne, nous écrit-elle, sont loin, vous le savez, de produire les bons résultats qu'on en pourrait attendre. Il y a certainement de la faute des Sociétés, qui ne tiennent pas assez compte des indications données

par le Comité des travaux historiques et mettent trop peu de zèle à étudier les points d'histoire ou d'archéologie spécialement recommandés à leur attention; mais il y a aussi un défaut d'organisation auquel on peut obvier. L'encombrement produit par les communications anecdotiques et monographiques ne se reliant en aucune façon aux études d'intérêt général, est une des causes principales de ce fâcheux état de choses.

» La Société a demandé en conséquence :

» 1° Que, sauf les lectures se rapportant aux questions posées par le Comité dans son programme, toute communication soit préalablement soumise aux comités chargés de la direction des travaux du Congrès ;

» 2° Que, les séances du matin restant consacrées aux communications des délégués, les séances du soir soient occupées par des conférences. Ces conférences seraient faites par des hommes d'une compétence reconnue et porteraient sur des sujets généraux, sur la méthode, sur les sources de l'histoire, sur les caractères des divers styles, des diverses époques. En un mot, elles auraient pour objet de suppléer, dans la mesure du possible, au défaut d'instruction méthodique et spéciale de la plupart des délégués. »

L'assemblée s'associe volontiers au vœu exprimé par la Société archéologique du Limousin ; mais elle craint que des conférences, faites seulement du lundi au vendredi, ne soient pas assez nombreuses pour produire de sérieux résultats.

M. le Ministre de l'Instruction publique écrit à M. LE PRÉSIDENT, sous la date du 26 octobre dernier, pour lui rappeler les circulaires des 19 décembre 1884 et 11 janvier 1886 qu'il lui a adressées en vue d'amener des communications plus nombreuses à la Section des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques.

« Parmi ces sujets d'études, continue-t-il, figurait une enquête sur les *Assemblées générales* de communautés d'habitants.

» Quelques mémoires me sont déjà parvenus sur cette question et leur examen attentif me suggère une réflexion que je tiens à vous soumettre. J'estime qu'il y aurait inconvénient à réserver, pour une étude distincte, les documents relatifs aux délibérations sur des intérêts religieux, et je crois devoir, en conséquence, inviter les personnes qui prépareraient actuellement des mémoires à ne pas négliger l'examen de ces délibérations. Dans le cas où celles-ci auraient motivé des réunions spéciales, il me semblerait utile d'indiquer ce que les réunions ont pu présenter de particulier au point de vue des convocations, de la présidence, du lieu et du mode de délibération, de la rédaction des procès-verbaux, etc.

» J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Président, de vouloir bien porter ce vœu à la connaissance des membres de votre Société et de lui donner par les moyens en votre pouvoir toute la publicité désirable. »

Nos confrères sont invités à prendre note de cette nouvelle circulaire.

La Société a appris avec plaisir la distinction qui a été récemment conférée à notre savant confrère et compatriote M. le docteur Samuel Pozzi, professeur à la Faculté de médecine de Paris, qui, à la suite d'un congrès des Sociétés anthropologiques, a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur. Elle lui adresse ses félicitations à ce sujet.

M. le docteur LADEVI-ROCHE signale à notre attention deux tumuli situés dans la commune de St-Germain-du-Salembre, qui n'ont jamais été fouillés. Ils ont environ 30 mètres de circonférence à la base et 5 à 6 mètres de hauteur, et sont désignés dans le pays sous le nom de Château-Merle. Au pied coule le ruisseau *la Bataille*.

Il invite la Société, lorsqu'elle disposera de quelques fonds, à en entreprendre la fouille.

MM. DUJARRIC-DESCOMBES et DÉLUGIN signalent aussi à l'assemblée une croix en pierre très ancienne qu'ils ont remarquée dans une excursion à Bourg-des-Maisons et sur laquelle ils donnent les détails suivants :

Cette croix, dite de Sainte-Marguerite, est mobile et posée

sur le mur de clôture d'une propriété privée. La population rurale lui attribue des vertus extraordinaires : mise en branle, elle aurait le don d'obtenir du ciel la pluie en temps de sécheresse. Mais ce qui surtout a frappé l'attention de nos confrères, ce sont les sculptures grossières en relief qui ornent le monument. Sur la face principale apparaît en premier lieu le Christ sur la croix, entouré de deux saintes femmes ; en second lieu et au-dessous est représentée la Vierge ayant dans ses bras l'enfant Jésus ; à sa droite, un personnage tenant une palme, qui pourrait être saint Barthélemy, patron de la paroisse de Bourg-des-Maisons, et à gauche un autre personnage également inconnu, peut-être sainte Marguerite, qui avait autrefois un autel dans l'église.

Sur le côté droit de cette croix, se trouve sculpté saint Georges à cheval terrassant un dragon, et sur le côté gauche, une petite niche destinée sans doute à recevoir soit une lampe, soit un vase de fleurs ou des dons.

Cette croix mesure 98 centimètres de haut ; les bras ont 34 centimètres de long.

M. DÉLUGIN promet de rapporter une photographie de ce petit monument rare et curieux, et bien digne d'une étude particulière.

M. DUJARRIC profite de cette occasion pour exprimer le vœu que chacun de nos confrères dresse une carte archéologique de son canton où figureraient tous ces anciens monuments, grands et petits.

M. Joseph MALLAT nous envoie une note généalogique sur la famille de Grimoard de Mucidan, qu'il considère comme le complément indispensable de la notice biographique que nous avons publiée. Il y joint une planche représentant les armoiries des diverses branches des Grimoard et que nous reproduirons.

M. le docteur MACHENAUD nous adresse aussi la copie qu'il nous avait annoncée d'un manuscrit de la bibliothèque de Bordeaux, relatant un voyage en Périgord fait en 1761 par l'intendant de la province, accompagné d'un ingénieur. Notre laborieux confrère s'est attaché à copier les passages

qui ont un intérêt économique, historique ou archéologique. Quelques membres regrettent, après avoir entendu la lecture de cette intéressante relation, qu'il ait supprimé les descriptions géologiques du sol des localités traversées; mais ils n'en sont pas moins d'avis d'en voter, comme les autres, l'impression au *Bulletin*.

M. Michel HARDY a reçu de M. A. de Marcillac, petit-fils de l'ancien maire de Périgueux, la copie d'un acte de baptême d'une fille de l'écrivain La Calprenède. Cet acte, daté du 6 septembre 1653, est tiré des registres des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Bersac, aujourd'hui section de la commune de Beauregard, dans le canton de Terrasson. M. de Marcillac y a joint une notice sur le curé de Bersac, Antoine de Magran, allié de la famille de La Calprenède.

L'assemblée, après avoir entendu la lecture de ces deux documents, décide de les publier dans ses *Varia* et charge M. Hardy de transmettre ses remerciements à M. de Marcillac.

« La Société archéologique, dit ensuite M. Michel Hardy, accueillera certainement avec un douloureux intérêt quelques notes sur la bibliothèque du grand séminaire, si malheureusement détruite dans la nuit du 24 au 25 octobre dernier.

» Comprenant environ trente mille volumes, elle s'était formée peu à peu à l'aide d'acquisitions judicieusement faites et de legs particuliers. L'on citait parmi ses principaux donateurs M. de Laborie, ancien proviseur du lycée Louis-le-Grand et ancien recteur de l'académie de Strasbourg; M. l'abbé Audierne, Mgr Baudry, M. le chanoine O'Reilly, M. l'abbé de Saint-Exupéry, vicaire-général (1), et notre

(1) M. l'abbé de Saint-Exupéry légua par testament au grand séminaire toute sa bibliothèque, c'est-à-dire environ 6,000 volumes, la plupart d'une valeur considérable. Parmi ces ouvrages se trouvaient, en effet, un magnifique exemplaire de la *Gallia Christiana*, 13 volumes in-folio, valant au bas mot 1,200 francs; une belle édition en grec, syriaque et latin, des œuvres de saint Ephrem, 6 volumes in-folio, avec les savants commentaires du P. Benoit; de précieux collections

confrère de regretée mémoire, M. René Bernaret. Mais c'est dans ces dernières années surtout qu'elle avait acquis toute sa valeur et une importance vraiment exceptionnelle par les soins de son bibliothécaire, M. l'abbé Laubeau. Doué d'une grande érudition et ami passionné des livres, M. l'abbé Laubeau s'était appliqué, par l'échange des doubles, et en utilisant pour le mieux ses modestes ressources budgétaires, à la doter d'une foule d'ouvrages précieux.

» Sans parler de la grande collection des *Acta Sanctorum*, de celle des *Historiens des Gaules*, de la rarissime *Patrologie grecque* de Migne et des monuments toujours si recherchés de l'érudition bénédictine, la bibliothèque du grand séminaire renfermait des séries de choix dans les branches les plus diverses de la science. Nous mentionnerons spécialement sa collection d'ouvrages relatifs à l'histoire des provinces, et celle non moins remarquable des livres liturgiques. A elle seule, la collection des bréviaires et missels ne comptait pas moins de cinq cents volumes dont plusieurs des xv^e et xvi^e siècles. Notre secrétaire général, M. Villepelet, vous signalait naguère dans cette bibliothèque un office du saint Suaire de Cadouin qui manquait à la Bibliothèque nationale et dont il ne subsiste, c'est à craindre, aucun autre exemplaire. Comment refaire, d'autre part, cette collection *unique* qu'elle possédait des lettres et mandements des évêques de Périgueux depuis le xvii^e siècle jusqu'à nos jours ?

» Enfin, vous aurez su, Messieurs, que toutes les archives, documents et notes si péniblement amassés depuis vingt ans par M. l'abbé Laubeau et le R. P. Carles sur l'histoire ecclésiastique du Périgord, avaient été aussi la proie des flammes. La perte de tant de trésors n'est pas seulement un

de Revues théologiques, canoniques, etc. — En transmettant ces indications à l'auteur de cette note, M. l'abbé Laubeau ajoutait : « Je voudrais aussi pouvoir vous donner le nom d'un hébraisant de Paris, qui avait donné, il y a environ cinquante ans, un grand nombre d'ouvrages d'érudition sur tout ce qui touche à l'exégèse biblique et aux antiquités hébraïques ; mais, malgré toutes mes recherches, je n'ai pu parvenir à connaître quel a été cet insigne bienfaiteur. » M. H.

sujet d'affliction pour les hommes d'étude ; on peut la considérer avec raison comme un malheur public.

» Nous avons le regret d'ajouter que la bibliothèque publique de la ville a éprouvé sa part de perte dans l'incendie du séminaire. Un Rituel de Périgueux, édité vers le milieu du xvr^e siècle, par le libraire Marc Batas, a été incendié. M. l'abbé Laubeau, qui avait été autorisé à l'emprunter pour en faire prendre une copie, le gardait soigneusement dans sa chambre ; l'original et la copie ont été détruits. Voici le titre et la description de ce volume dont un exemplaire, nous assure-t-on, existerait à la bibliothèque de Bordeaux :

« *Manuale seu instructorium cu // ratorum continens sacramenta // ecclesie et modum ea administrā // di : cum pluribus aliis documen // tis. Adiecta nuper est benedi // ctio fontiu aque benedictæ tam // in vigilia Pasche quam Pen // tecostes.* » Au milieu du titre, l'image de saint Marc dans un cartouche rectangulaire, et au-dessous : « *Vendatur Petragoris // apud Marcum // Batas.* »

» Petit in-8°, imprimé en caractères gothiques rouges et noirs, et folioté 1-cxxiiij ; la dernière signature étant Q iiij.

» Hauteur de la justification, 0^m142 ; largeur, 0^m096.

» Relié en veau et portant sur les plats les armoiries de Mgr Macheco de Prémieux, ce volume avait appartenu à M. de La Roche-Aymon, qui avait écrit sur l'une des gardes la note suivante : « Ce manuel se vendoit chez Marc Batas, » à Périgueux, comme c'est le même qui débitoit le bréviaire » imprimé en 1559, il est à croire que le manuel fut imprimé » environ dans le même temps. »

L'assemblée remercie M. Hardy de sa communication et, voulant témoigner sa profonde sympathie à M. l'abbé Laubeau, elle décide de lui offrir un exemplaire de la *Sigillographie* et de la *Bibliographie du Périgord* pour la nouvelle bibliothèque du grand séminaire.

Enfin, M. LE PRÉSIDENT fait remarquer sur le bureau deux

clefs en fer du xiv^e siècle, qui sont données au Musée départemental par M. Pécout, clerc d'avoué à Périgueux.

M. le Conservateur du Musée témoignera sa gratitude au donateur.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Vice-Président honoraire,

Alfred DE FROIDEFOND.



NOTE SUR DEUX CLUSEAUX

DE LA COMMUNE DE COUTURES (DORDOGNE).

Les deux cluseaux ou souterrains-refuges, étudiés dans cette note, sont situés dans la commune de Coutures, et furent découverts, au mois de janvier 1886, dans les travaux de construction du chemin de fer de Marmande à Angoulême. M. Gaussens, chef de section, et M. le docteur Achille Simon, maire de Ribérac, eurent la bonne pensée d'en donner avis immédiatement à la Société archéologique, qui me confia la mission de les examiner.

Je me rendis à Ribérac le 27 avril, et, en l'absence de M. Simon, M. Gaussens, auquel j'adresse ici tous mes remerciements pour son gracieux et très utile concours, voulut bien m'accompagner à Coutures.

Le sous-sol de cette commune est formé d'un calcaire tendre, de couleur blanche, avec rognons siliceux plus ou moins friables, et appartient à l'étage supérieur du terrain crétacé (1). Ce calcaire occupe presque toute l'étendue des

(1) Cf. « *Aperçu de la constitution géologique de l'arrondissement de Ribérac*, par M. L. Marrot, inspecteur général des mines en retraite, chargé de la carte géologique de la Dordogne. » Cette notice intéressante, mais un peu trop sommaire, a été publiée, en 1865, dans les *Annales de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne*, tome XXVI, p. 610-613.

cantons de Verteillac, de Montagnier et de Ribérac, région où les cluseaux sont précisément le plus abondants.

Des deux souterrains de Coutures, le premier que nous rencontrâmes s'étendait sous la voie même du chemin de fer, à l'entrée de la tranchée de Lajard (1), du côté du sud, et depuis notre visite, a été comblé. Comme il n'était qu'à une faible profondeur, à 1^m30 seulement de la surface, on a dû par prudence en défoncer la voûte et combler par un empierrement solide les cavités sous-jacentes.

Les dessins que nous publions (*Fig. 1, 2 et 3*) et notre description succincte en conserveront du moins le souvenir.

Ce cluseau n'offrait d'ailleurs qu'un intérêt secondaire. Une galerie sinueuse s'ouvrant à l'ouest dans le coteau supérieur conduisait à une chambre unique de forme trapezoïdale ou mieux triangulaire, mesurant 6 mètres environ dans sa plus grande longueur, 4 mètres sur le côté le plus étroit et 2 mètres de hauteur. Un trou vertical de 50 centimètres de diamètre, traversant la voûte de part en part, en facilitait l'aération. Le renouvellement de l'air était encore accru par une sorte de cheminée également verticale, de 80 centimètres de diamètre, ouverte dans le fond de la chambre, du côté du nord-est. Par une disposition singulière, la moitié du corps de cette cheminée était en retrait dans l'épaisseur du roc, à 1^m80 du sol de la chambre et à 20 centimètres seulement du prolongement de la voûte. Un moment nous avions supposé que c'était peut-être un couloir, mais la rencontre dans cette partie du cluseau de nombreux charbons de bois et la trop faible largeur (0^m40) de ce conduit à son entrée, nous déterminèrent promptement à rejeter cette supposition.

Dans la paroi de droite, du côté du nord et à 1^m60 de l'entrée, était creusée une niche de 0^m50 de hauteur sur 0^m40 de largeur et de profondeur. Élevée à 1 mètre au-dessus du sol,

(1) Lajard, hameau à une faible distance du bourg de Coutures, dans la direction du sud-ouest.



cette armoire primitive servait sans doute à resserrer les modestes trésors des habitants du lieu.

Au sortir de la chambre, la galerie sinueuse dont nous avons déjà parlé offrait au visiteur un escalier commode. Hautes seulement de 10 centimètres au bas du couloir, les marches allaient s'élevant avec le terrain et atteignaient vers le haut 15 centimètres. Leur largeur variait de 20 à 25 centimètres. La galerie elle-même, large de 70 centimètres dans toute son étendue, mesurait 1^m45 de hauteur à sa sortie et 1^m20 à son extrémité inférieure. A cet endroit, deux fortes rainures pratiquées obliquement dans le roc (*Fig. 3*) permettaient de barricader l'entrée de la chambre à l'aide de poutrelles de bois.

La défense très primitive de ce cluseau était complétée par une niche ouverte dans la paroi méridionale de la galerie et dans laquelle un homme placé en vedette pouvait s'effacer, de façon à fondre à l'improviste sur l'ennemi qui aurait voulu tenter de pénétrer dans le refuge.

Le second souterrain (*Fig. 4*) est situé à 1,359 mètres du précédent, dans la direction du nord et à l'angle sud-est du terre-plein où doit s'élever la gare de Verteillac-Coutures. Travail inachevé, il comprend une galerie sinueuse s'ouvrant à l'ouest comme celle de Lajard, puis à 6 mètres de profondeur dans le sol, une autre galerie dirigée du sud vers le nord et s'arrêtant brusquement à une paroi verticale du rocher.

Le couloir d'accès, trois fois replié sur lui-même, à angle droit, a 70 centimètres de largeur sur une hauteur de 1^m20. Sa construction ne diffère d'ailleurs aucunement de celle du souterrain de Lajard et remonte à n'en pas douter à la même époque. Au bas de ce couloir et presque à l'entrée de la galerie horizontale, l'on trouve à droite une niche (*Fig. 5*) dont la destination exacte se laisse difficilement deviner. Creusée en cul de four à 60 centimètres au-dessus du sol, elle mesure 50 centimètres de hauteur sur 30 centimètres de profondeur à la base. Trop étroite pour qu'un homme puisse s'y tenir accroupi, peut-être la destinait-on à recevoir une lumière pour éclairer la marche des mystérieux habitants de ce réduit.

A la suite de ce couloir, la voûte se relevait un peu et l'on entraînait dans la galerie horizontale offrant encore une largeur de 70 centimètres, mais haute de 1^m50. Longue de 2^m90, cette galerie s'arrêtait, avons-nous dit, à une paroi verticale qui n'était autre que le rocher lui-même. Toutefois, au pied de ce mur l'on remarque une marche élevée de 10 centimètres au-dessus du sol et large de 15 centimètres. Sur le milieu de cette marche l'on trouva la tête osseuse d'un béliet. Ce débris est le seul objet que le déblai du souterrain ait mis à découvert, et la place qu'il occupait semble démontrer qu'il y avait été mis à dessein et probablement dans une pensée religieuse. Sans vouloir en pénétrer le secret, nous nous contenterons de faire observer que le béliet était l'un des symboles de Mercure, divinité chère aux Gaulois, et qu'en outre il jouait un rôle important dans le culte de Mithra, qui sorti de la Perse, paraît s'être étendu dans la Gaule et y avoir compté de nombreux adeptes (1).

Une découverte non moins intéressante et qui nous reportera également en pleine époque gauloise, c'est celle d'un silo (*Fig. 6*) rencontré à l'extérieur du souterrain, sur le côté nord de la galerie horizontale. Creusé en forme de calotte hémisphérique, il mesure 1^m50 de profondeur sur 1^m30 de diamètre à la base. L'ouverture circulaire a 40 centimètres de diamètre et était fermée par une meule en arkose remplissant l'office d'un couvercle.

Cette meule, d'un type que nous n'avions pas encore rencontré, a ses deux faces parallèles et offre les dimensions suivantes : diamètre, 0^m46 ; épaisseur 0^m04. Sous la pioche des ouvriers qui ne l'avaient pas remarquée assez à temps, elle se brisa en trois morceaux, mais a été restaurée par M. Lassoutanie jeune, marbrier à Périgueux, et a pris sa place aujourd'hui au Musée départemental.

Elle est percée en son milieu par un trou de 0^m07 de diamètre, vers le centre duquel convergent, sur la face infé-

(1) Dom Martin, *La religion des Gaulois tirée des plus pures sources de l'antiquité* ; Paris, Saugrain, 1727, in-4°, tome I. pages 418-485.

rieure, quatre entailles disposées en croix (*Fig. 7*). Ces entailles ont 30 millimètres de longueur sur 10 millimètres de profondeur et retenaient, selon toute vraisemblance, des traverses fixées dans l'axe de la manivelle en bois qui imprimait le mouvement à cette meule. Sur sa face supérieure, en effet, l'on voit la petite cavité dans laquelle venait s'engager le mancheron vertical de cette manivelle.

Au fond du silo, l'on trouva les débris malheureusement trop peu nombreux d'un vase en forme de plat, d'une fabrication grossière, et un tessou de poterie résistante et saupoudrée de mica que nous présumons avoir servi à fermer le trou central de la meule.

Les fragments du plat ont de 23 à 26 millimètres d'épaisseur. La pâte en est rosée et laisse apercevoir, au milieu d'une argile fraîche, de menues parcelles de terre cuite provenant de débris céramiques grossièrement pilés. Façonné sans l'aide du tour à potier, ce vase présentait sur ses bords un double biseau fait au lissoir. La cohésion de sa pâte est très faible et il ne paraît pas avoir subi de cuisson. Sa face inférieure noircie indique cependant qu'il a été placé quelque temps sur le feu.

Ces débris de vases, la meule en arkose et le silo revêtent tous les caractères de l'industrie gauloise et sont certainement pré-romains. Des silos du même type ont été, à différentes reprises, étudiés par des archéologues, et si leur destination exacte n'a pas toujours été bien comprise, leur origine gauloise n'a jamais été contestée. Nous mentionnerons notamment ceux qui ont été découverts, en 1868, dans la commune de St-Quentin de Baron (Gironde). Ces silos, au nombre d'une vingtaine, présentaient à peu près la même capacité que celui de Coutures et une forme identique. Quelques-uns, au moment de la découverte, étaient encore fermés au moyen d'une dalle « ayant l'aspect d'une petite meule (1). » Nous si-

(1) *Un grenier d'abondance de l'époque gauloise dans le département de la Gironde*, notice publiée par M. Delfortrie dans le *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux* : tome I^{er}, 1874, p. 25-27.

gnalerons aussi dans la Dordogne deux cavités analogues découvertes, vers 1846, au pied du château de Bayac, et que nous avons examinées, le 5 octobre 1884, avec M. Laplace, alors instituteur public à Couze et aujourd'hui professeur au collège de Bergerac (1). M. le vicomte de Gourgues avait cru y reconnaître des tombeaux gaulois, et c'est la désignation que leur donna M. le marquis de Campagne, en 1874, en appelant sur ces cavités l'attention de la Société archéologique (2). Nous les considérons pour nous comme des silos, mais partageons du reste entièrement l'opinion de M. de Gourgues sur leur origine gauloise.

Les observations qui viennent d'être rapportées ont une importance qu'on ne saurait méconnaître. Le silo de Coutures était, en effet, une crypte d'approvisionnement, destinée aux habitants du souterrain près duquel il avait été creusé. La date de ce silo nous fournit donc celle du souterrain et déterminera de même celle du cluseau de Lajard qui offre avec le précédent, comme nous l'avons vu, la plus grande analogie. Ces deux cluseaux remonteraient donc à l'époque gauloise.

Nous nous arrêterons sur cette constatation, nous réservant d'y revenir un jour dans un travail d'ensemble où nous chercherons à résoudre, s'il est possible, la question tant controversée de l'origine des souterrains-refuges du sud-ouest de la France.

Michel HARDY.

(1) M. Laplace est auteur d'une excellente notice statistique et historique sur *La commune de Couze et St-Front*, notice publiée dans le *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Bordeaux*, livraison du 2 novembre 1885, p. 601-614.

(2) *Bulletin de la Soc. arch. du Périgord*, tome 1^{re}, 1874, p. 72.



I



II



III

I de Muffidan, primitif
II de Grimoar de Frateaux
III de Grimoard de Mauriac & Grignol

Joseph Mallat del. 1886

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR
GRIMOARD DE MUCIDAN

ABBÉ DE BRANTÔME ET DE SAINT-CYBARD,
ÉVÊQUE D'ANGOULÊME (991-1018)

(*Suite.*)

Monsieur le Secrétaire général et cher confrère,

Depuis que je vous ai adressé la notice dont vous avez bien voulu donner lecture dans la séance du 6 mai dernier, ce dont je vous remercie bien cordialement, j'ai continué mes recherches sur la famille de Grimoard de Mucidan et ses origines.

Je me trouvais tout d'abord en présence de deux difficultés : quel est le nom patronymique de notre évêque ? quelles sont les armes de ceux de ce nom ? Cette dernière question, fort importante en matière de généalogie et qui eût dû m'aider à répondre à la première, se trouvait compliquée par une diversité et des dissemblances absolues.

En effet, d'un côté, notre honorable confrère M. le baron R. de La Batut attribue à Grimoard et à son frère Islon de Saintes les armes suivantes :

D'argent au chef dencché de 3 pièces d'azur (1).

D'autre part, le GRAND ARMORIAL DE FRANCE mentionne une seule famille de Grimoard, c'est la branche de Frateaux, à laquelle il donne pour armes :

D'azur à 2 aigles d'or, l'une au dessus de l'autre.

(1) *Notice sur les prélats issus de familles périgourdines. — Bulletin de 1884.*

Enfin, je savais qu'aujourd'hui la ville de Mussidan porte :

D'azur à un Saint-Georges terrassant un dragon.

Naturellement, et comme je me sentais incapable de résoudre seul ce problème, je songeai à m'adresser à M. Philippe de Bosredon, dont la compétence en matière d'armoiries et de généalogies périgourdines nous est aussi connue que sa complaisance à en faire bénéficier ses compatriotes. Hélas ! notre vice-président fit des recherches, mais il ne trouva rien.

Devais-je m'arrêter là ? Pour nous, une question ténébreuse ou épineuse est un stimulant qui nous pousse à la recherche jusqu'à épuisement des moyens humains. Je demandai à M. Roger de La Batut de m'indiquer les titres qui lui avaient fait donner des armes aux fils du vicomte de Mucidan ; il n'avait pas conservé les notes de son travail et le souvenir lui en était échappé.

J'eus alors l'heureuse idée de m'adresser au savant M. l'abbé Goyhenèche. Il me prêta le plus gracieux concours, et, avec l'aide de l'un de ses obligeants confrères, me fournit quelques données qui furent la base de la note suivante :

NOTE GÉNÉALOGIQUE.

La famille des seigneurs de Fronsac (1), vicomtes de Mussidan et Ribérac, dont la lignée semble se confondre avec celle de saint Astier le solitaire, était représentée au x^e siècle par Alquerius ou Asterius ou Astierus, qui construisit le château de Ribérac, dont on voit encore, sur le tertre qui lui servait de base, quelques ruines caractéristiques (2). Ce

(1) Petit chef-lieu de canton de l'arrondissement de Libourne, sur la Dordogne. Le château de Fronsac fut bâti par Charlemagne, qui érigea la terre en vicomté.

(2) *Le Périgord illustré*, par l'abbé Audierne, p. 620.

seigneur eut pour fils Aimeri, qui construisit le château de Mussidan et eut pour enfants Grimoard, évêque d'Angoulême; Islon, évêque de Saintes, et Aimeri ou Aimeric II, *alias* Adaïc (1) qui lui succéda dans sa vicomté.

Aimeri II eut deux fils, Grimoard et Raymond. Grimoard construisit l'église de St-Astier (2), qui fut consacrée en 1013 par Radulphe Scoraille, évêque de Périgueux, assisté de l'évêque de Toulouse et de ceux d'Angoulême et de Saintes, oncles du vicomte de Mussidan. Tous ces personnages signèrent au procès-verbal d'enquête sur les actes de la vie de saint Astier, qui fut rédigé le jour même de la dédicace de l'église.

Les seigneurs de Fronsac et de Mussidan portaient pour armes :

D'argent au chef dencché de 3 pièces d'azur.

Cette famille devint rapidement puissante par de riches alliances qui lui portèrent les terres de Frateaux, Mauriac et Grignols. Elle devait même plus tard prendre ses dernières racines dans le Blayais par une alliance illustre avec les Taillefer et dans le Béarnais par une union princière avec le souverain de Bidache.

Or, Grimoard, fils d'Aimeric II, que nous nommerons Grimoard II fut la souche d'où sortirent diverses branches qui adoptèrent le nom patronymique de Grimoard.

LA PREMIÈRE est celle des seigneurs de Mussidan, qui continue à porter les armes ci-dessus jusqu'à son extinction dans Marie de Montaut, fille de Raymond, seigneur de Mussidan,

(1) *Antiquités périgourdines*, par Emmanuel Garraud.

(2) Une vieille chronique de l'abbaye de Gultres dit que les vicomtes de Fronsac avaient construit, avant l'an mil, l'abbaye de St-Astier. Une charte du règne de Robert, sous le consulat d'Elie comte de Périgord, mentionne la construction, vers l'an 980, d'une église à St-Astier, mais il n'est pas question de monastère. D'autre part, M. de Mourcin a reconnu, dans la collégiale de St-Astier, des constructions du x^e siècle, mais il n'y a pas de restes suffisants de l'abbaye pour reconnaître des traces architecturales certaines de cette époque.

qui était lui-même fils de noble homme Auger de Montaut (*Augerius de Monte alto dominus de Mussidano*), qui signa avec le prince de Galles un échange de sa châtellenie de Blanquefort contre les château et châtellenie de Blaye (5 avril 1356). (1) Il mourut le 6 juillet 1406.

Marie de Montaut, qui avait conquis le grade de capitaine de la ville de Blaye pendant le siège de cette ville, épousa en 1407, Jean I^{er} de Gramont, prince souverain de Bidache, dont le fils, François I^{er} de Gramont, maréchal de Navarre, comte de Blaye, ajouta à ses titres celui de seigneur de Mussidan et écartela son blason (*d'or au lion d'azur*, qui est de Gramont) des armes de sa mère (2).

Le 24 septembre 1406, ce François prêta serment au roi d'Angleterre lui promettant aide et conseil contre tous ennemis sauf dans sa querelle contre le roi de Navarre (3).

LA SECONDE branche est celle des seigneurs de Mauriac et Grignols. Il arriva qu'au commencement du xv^e siècle, cette famille tombait en quenouille, n'étant plus représentée que par Pétronille Grimoard, qui avait épousé un cadet des Taillefer, de l'ancienne branche de ceux de Guyenne. Il y eut alors substitution entre cette dame et son fils Audoin de Taillefer, seigneur de Mauriac (Grignols étant antérieurement et par une alliance qui nous échappe, passé dans la maison des Talleyrand, qui, dès le xiv^e siècle, prennent le titre de seigneurs de cette terre (4). Cette substitution se fit à la charge par Audoin de porter les nom et armes de sa mère (5). De

(1) Archives municipales de Blaye. Pièce publiée par M. l'abbé Bellemer dans son *Histoire de la ville de Blaye*.

(2) *Sigillographie du Périgord*, n° 196. (Archives des Basses-Pyrénées).

(3) *Archives de la Gironde*. T. XVI, p. 161.

(4) *Sigillographie du Périgord*, numéros 291-292, et Viton de Saint-Allais : *Notice sur la famille de Talleyrand*, acte de 1344.

(5) Renseignement fourni par M. l'abbé Goyhenèche.

fait, il s'appela désormais Audoin Grimoard et porta pour armes :

De gueules à deux bars adossés d'argent, accompagnés de deux fleurs de lys d'or. Cimier : un loup issant, ainsi qu'il appert de deux quittances données par lui en 1404 et 1407.

Le nom de Taillefer fut repris par les descendants d'Audoin, car, le dernier jour du mois de février 1600, Daniel de Taillefer, écuyer seigneur de Mauriac, de la Grimoardie, Châteaumerle et autres lieux, épousait demoiselle Anne de Lur, fille de Michel de Lur, et portait :

Losangé d'or et de gueules. Au centre : un écu de gueules au dextrochère de carnation tenant une épée d'argent en bande taillant une pièce de fer de sable en barre, accompagnée de deux molettes d'éperons, l'une en chef, l'autre en pointe.

Cette famille avait sa sépulture dans l'église de Notre-Dame de Neuvic.

LA TROISIÈME branche est celle des sires de Frateaux (1), auxquels le *Grand Armorial de France* donnait au *xvii^e* siècle, les armes que nous avons décrites ci-dessus. Il nous a été impossible de suivre sa trace à travers les siècles.

Tel est, Monsieur le Secrétaire général, le mince résultat de grandes et nombreuses recherches. C'est un point d'interrogation posé après deux ou trois jalons. L'avenir permettra peut-être de placer d'autres jalons et de supprimer ce point d'interrogation : je le souhaite.

En tous cas, je considérais comme un devoir de faire part à notre savante compagnie, de ce fruit, quelque vert qu'il soit, autant à cause de la peine qu'il a coûtée à quelques-uns

(1) La terre de Frateaux, comme du reste celles de Mauriac et de Mussidan, passa des Talleyrand aux Taillefer, et vice versa, à différentes époques.

de ses membres que pour le peu de lumière qu'il jette sur une famille périgourdine jadis illustre, aujourd'hui éteinte.

Je vous prie de croire, Monsieur et cher confrère, à la nouvelle assurance de mes sentiments distingués.

Joseph MALLAT.

MANDEMENT

D'HÉLIE DE TALAYRAND COMTE DE PÉRIGORD

EN FAVEUR DE PIERRE DE PÉRIGUEUX

1302.

Noverunt universi me infrascriptum notarium in presencia testium subscriptorum vidisse, tenuisse, legisse et diligenter inspexisse quasdam patentes litteras sigillo inclite recordacionis Domini Helie Talayrandi, quondam comitis Petragoricensis, ut prima facie apparebat sigillatas quarum tenor sequitur sub hiis verbis.

Helias Talayrandi comes Petragoricensis, universis et singulis presentes litteras visuris et auditoris salutem et presentibus dare fidem. Veniens ad nos Petrus de Petragoris, domicellus civitatis Petragoricensis, nobis exposuit cum querela quod nonnulli iudices et officiales nostri curiam et cognitionem hominum et justiciabilium suorum qualitercumque et ubicumque delinquerint vel quasi contraxerint vel quasi in tota terra nostra et comitatu nostro et ejus ressorto eidem reddere requisiti contradicunt contra privilegia a predecessoriis nostris sibi et suis concessa et consuetudines hactenus in talibus observatas inter ipsum et predecessores suos ex parte una et nos et gentes nostras et predecessores nostros ex altera. Super quibus supplicavit nobis sibi de optimo remedio subvenire. Unde nos eius supplicatione audita, nolentes alicui deficere in justitia facienda nos informavimus sollempniter et plenarie de premissis et quia per relacionem fide dignorum et etiam per informacionem super hec auctoritate nostra sollempniter factam nobis constituit evidenter quod idem Petrus et predecessores sui consueverunt habere et recuperare curiam et cognitionem hominum quorumcumque et justiciabilium suorum qualitercumque ad iudicium voca-

rentur et ubicumque delinquerint in terra nostra et comitatu nostro et ejus ressorto à judicibus prepositis et officialibus nostris et predecessorum nostrorum et habentibus jus a nobis quociens cumque repetebatur curia et cognicio hominum et justiciabilium predictorum per prefatum Petrum vel alium de mandato eiusdem, tam in civilibus quam in criminalibus causis, civiliter vel criminaliter motis et in actionibus personalibus realibus sive mixtis. Ideo volumus, ordinamus et concedimus eidem Petro et suis successoribus quibuscumque quod de cetero per judices et officiales nostros reddatur curia et cognicio hominum justiciabilium suorum eidem Petro vel mandato suo et suis successoribus quibuscumque, ubicumque et qualitercumque delinquerint vel quasi delinquerint, contraxerint vel quasi contraxerint in tota terra nostra vel sua, et toto comitatu nostro et ejus ressorto absque impedimento quocumque, salvis et retentis nobis et nostris in premissis ressorto. Volentes et consencientes expressè quod huic presenti littere adeo plena fides in omnibus adhibeatur ac si predicta privilegia et consuetudines predictæ hic de verbo ad verbum conscripta fuissent renunciantes *sentencialiter* si quis in aliquo documento et ceteris juribus et rationibus quibuscumque (innitatur).

In quorum premissorum testimonium presentibus hiis sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die Jovis ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini millesimo trecentesimo secundo.

Visa, lecta et inspecta fuerunt hec die Veneris ante festum Purificationis beate Marie, anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo sexto, regnante illustrissimo principe Domino Karolo, Dei gracia Francorum et Navarre rege, presentibus testibus Domino Bernardo d'Entraygues, presbytero, et Stephano Fulcherii, clerico, ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Ego vero Petrus de Campis, auctoritate regia publicus notarius, qui presens transcriptum seu sumptum de vero originali extraxi ipsum manu propria scripsi et in publicam formam redegi et signo meo consueto signavi, rogatus in testimonium et vocatus.

Pour copie conforme :

M^{re} D'ABZAC DE LA DOUZE.

de ses membres que pour le peu de lumière qu'il jette sur une famille périgourdine jadis illustre, aujourd'hui éteinte.

Je vous prie de croire, Monsieur et cher confrère, à la nouvelle assurance de mes sentiments distingués.

Joseph MALLAT.

MANDEMENT

D'HÉLIE DE TALAYRAND COMTE DE PÉRIGORD

EN FAVEUR DE PIERRE DE PÉRIGUEUX

1302.

Noverunt universi me infrascriptum notarium in presencia testium subscriptorum vidisse, tenuisse, legisse et diligenter inspexisse quasdam patentes litteras sigillo inclite recordacionis Domini Helie Talayrandi, quondam comitis Petragoricensis, ut prima facie apparebat sigillatas quarum tenor sequitur sub hiis verbis.

Helias Talayrandi comes Petragoricensis, universis et singulis presentes litteras visuris et auditoris salutem et presentibus dare fidem. Veniens ad nos Petrus de Petragoris, domicellus civitatis Petragoricensis, nobis exposuit cum querela quod nonnulli iudices et officiales nostri curiam et cognitionem hominum et justiciabilium suorum qualitercumque et ubicumque delinquerint vel quasi contraxerint vel quasi in tota terra nostra et comitatu nostro et ejus ressorto eidem reddere requisiti contradicunt contra privilegia a predecessoribus nostris sibi et suis concessa et consuetudines hactenus in talibus observatas inter ipsum et predecessores suos ex parte una et nos et gentes nostras et predecessores nostros ex altera. Super quibus supplicavit nobis sibi de optimo remedio subvenire. Unde nos eius supplicatione audita, nolentes alicui defficere in justicia facienda nos informavimus sollempniter et plenarie de premissis et quia per relacionem fide dignorum et etiam per informacionem super hec auctoritate nostra sollempniter factam nobis constitit evidenter quod idem Petrus et predecessores sui consueverunt habere et recuperare curiam et cognitionem hominum quorumcumque et justiciabilium suorum qualitercumque ad iudicium voca-

rentur et ubicumque delinquerint in terra nostra et comitatu nostro et ejus ressorto à judicibus prepositis et officialibus nostris et predecessorum nostrorum et habentibus jus a nobis quociens cumque repetebatur curia et cognicio hominum et justiciabilium predictorum per prefatum Petrum vel alium de mandato eiusdem, tam in civilibus quam in criminalibus causis, civiliter vel criminaliter motis et in actionibus personalibus realibus sive mixtis. Ideo volumus, ordinamus et concedimus eidem Petro et suis successoribus quibuscumque quod de cetero per judices et officiales nostros reddatur curia et cognicio hominum justiciabilium suorum eidem Petro vel mandato suo et suis successoribus quibuscumque, ubicumque et qualitercumque delinquerint vel quasi delinquerint, contraxerint vel quasi contraxerint in tota terra nostra vel sua, et toto comitatu nostro et ejus ressorto absque impedimento quocumque, salvis et retentis nobis et nostris in premissis ressorto. Volentes et consencientes expressè quod huic presenti littere adeo plena fides in omnibus adhibeatur ac si predicta privilegia et consuetudines predictæ hic de verbo ad verbum conscripta fuissent renunciantes *sentencialiter* si quis in aliquo documento et ceteris juribus et rationibus quibuscumque (innitatur).

In quorum premissorum testimonium presentibus hiis sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die Jovis ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini millesimo trecentesimo secundo.

Visa, lecta et inspecta fuerunt hec die Veneris ante festum Purificationis beate Marie, anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo sexto, regnante illustrissimo principe Domino Karolo, Dei gracia Francorum et Navarre rege, presentibus testibus Domino Bernardo d'Entraygues, presbytero, et Stephano Fulcherii, clerico, ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Ego vero Petrus de Campis, auctoritate regia publicus notarius, qui presens transcriptum seu sumptum de vero originali extraxi ipsum manu propria scripsi et in publicam formam redegei et signo meo consueto signavi, rogatus in testimonium et vocatus.

Pour copie conforme :

M^{re} D'ABZAC DE LA DOUZE.

SCEAU DU CHAPITRE DE PÉRIGUEUX

COMME SEIGNEUR TEMPOREL.

Ainsi que l'a démontré M. Ph. de Bosredon dans sa *Sigillographie*, le chapitre de St-Etienne et St-Front de Périgueux, comme corps religieux et comme seigneur temporel, avait deux sceaux particuliers.

Le premier, relatif aux choses ecclésiastiques, a été décrit par notre honorable vice-président sous le numéro 423, et le dessin en a été publié sous la figure 8 de la planche IV. Il représente, dans le champ d'un ove perlé et en chef, saint Front assis sur la *cathedra*, crossé, mitré et bénissant ; au-dessous, un losange chargé du type monétaire de la ville de Périgueux, les cinq œils. Le sceau moderne du chapitre est une imitation de celui-ci.

Le sceau seigneurial du chapitre, dont nous offrons le dessin resté inédit, est appendu à une ordonnance du 8 juin 1709 par laquelle les seigneurs et chapitre de l'église cathédrale Saint-Etienne-Saint-Front de Périgueux confèrent à M^e Sicaire Labrousse, notaire royal à Brassac, la charge de procureur d'office pour la justice du bourg et de la paroisse de Brassac au parti du chapitre.

M. de Bosredon, auquel nous l'avons communiqué, l'a décrit ainsi sous le n^o 615 de son *Supplément à la Sigillographie du Périgord* :

Légende : *Sigillum capituli Petrachoricensis.*

Dessin : Ecu parti, au 1 à un agneau passant de sénestre à dextre, accompagné d'une croix portant une banderole ; au 2, à cinq annelets posés 2, 1, 2 ; au-dessus de l'écu, une palme croisée avec une branche de laurier.

En conférant à M. Labrousse la charge de procureur de leur juridiction civile de Brassac, les chanoines de

Périgueux agissaient comme seigneurs temporels. Nous ne savons l'époque précise où ont commencé leurs droits dans notre paroisse. D'anciens titres rapportent qu'au commencement du xvi^e siècle. la peste étant à Périgueux, ils vinrent se réfugier à Brassac. La justice de la paroisse était indivise entre eux et MM. d'Aydie, seigneurs de Montagri, de Rohan-Chabot, seigneurs de Maroite, et Du Lau, seigneurs de Montardy. De là des contestations qui n'ont pris fin qu'avec la disparition de l'ancien régime.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

PILLAGES DU GREFFE
DE L'ÉLECTION DE PÉRIGUEUX.

1575 ET 1653.

Dans une plaquette intitulée : *Mémoire concernant l'abonnement des tailles de la ville de Sarlat*, imprimé à Sarlat en 1784, in-4° de 16 pages, et attribué à Barry, nous avons trouvé le certificat suivant. Il est probable que l'avocat Barry ayant eu besoin de renseignements, en avait demandé à Périgueux, et voici ce qu'on lui répondit :

« Je soussigné, greffier commis du bureau de l'Election de Périgueux, en l'absence du greffier en chef, certifie à tous ceux qu'il appartiendra, que ce greffe fut pillé et dévasté en l'année 1575, époque à laquelle la ville fut prise par les Huguenots, qu'ils gardèrent jusqu'au 24 juillet 1581 ; que ce même dépôt éprouva encore un second pillage, en 1653, à l'occasion de la guerre des princes, le marquis de Chanlost, commandant les troupes de M. le prince de Condé, s'étant emparé de ladite ville de Périgueux, et l'ayant contrainte de rester pendant plus de deux ans sous son parti, et qu'on ne trouve dans ledit greffe de la présente Election aucun registre ni aucun acte au dessus de l'année 1680. En foi de quoi j'ai signé.

Périgueux, ce 6 mars 1784. »

Signé : REYMONDIE.

Cette note est intéressante en ce qu'elle nous donne officiellement les causes pour lesquelles les archives du greffe de l'Élection de Périgueux doivent avoir de nombreuses lacunes.

A. DE ROUMEJOUX.



LETTRE DE M^{sr} DE MACHECO DE PREMEAUX,

Evêque de Périgueux,

A M. L'ABBÉ DE JUMILHAC.

En réponse, Monsieur, à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5 de ce mois, au sujet des lieux de mon diocèse qui peuvent être reputez villes véritables et exiger que les curez en soient graduez, je vous diray qu'il n'y a que *Périgueux* et *Thiviers* qui soient dans le cas. La cure de la ville de Bergerac est unie par lettres patentes du roi dûment enregistrées à la communauté des prêtres missionnaires du diocèse de Périgueux, et n'est, par conséquent, point sujette aux graduez ; j'ay communiqué tout ceci à M. *l'intendant de Bordeaux*, qui se conformera à ce que je *lui en ay* mandé lorsqu'il aura à répondre sur cela à M. le chancelier.

C'est avec la considération la plus parfaite que j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

† J. C., évêque de Périgueux.

A Périgueux, le 31 mars 1756.

A Monsieur l'abbé de Jumilhac, agent général du clergé de France,
A Paris.

Pour copie conforme :

Ph. DE BOSREDON.



ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON (*Suite*).

CANTON DE NONTRON. — *Commune de Nontron* (suite).

CHAPITRE IV. — *Institutions seigneuriales.*

Il résulte de mémoires judiciaires des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, au sujet de l'hommage, ainsi que de deux sentences arbitrales des 9 et 17 floréal an II de la République, ce qui suit :

« L'an 769, Roger, comte de Limoges, et Euphrasie, sa femme, fondateurs de l'abbaye de Charroux, en Poitou, avec le roy Charlemagne, firent leur testament, par lequel ils donnèrent à cette abbaye plusieurs biens considérables, et entr'autres leur château et châtellenie de Nontron avec ses dépendances (1). — Cette donation fut confirmée par les roys Charlemagne, Louis-le-Débonnaire et Philippe I^{er}, et par les papes Léon, Jean, Benoit, Léon IX, Alexandre et Urbain, dans les années 796, 899, 1041, 1061 et 1088 (2). — Les abbés de Charroux ayant eu la propriété

(1) Mabillon, T. 11, p. 171, donne pour date le 14 des kalendes de juin l'an du Christ 785, au testament par lequel Roger donna à l'abbaye de Charroux : *In Lemovicensi pago castrum Netronensem cum prefati castri castelania et cucilagium et vadrerias.*

(2) Le quatrième volume du recueil de dom Fonteneau contient, sur Nontron et l'abbaye de Charroux, les documents suivants : Année 1083, vers le mois d'octobre, charte par laquelle Philippe I^{er}, roi de France, confirme la fondation de l'abbaye de Charroux et toutes les donations... parmi lesquelles celles du comte Roger et de sa femme Euphrasie, comprenant le *castrum Nontronum*, p. 59. — 1096, Bulle d'Urbain II, qui, à l'exemple de ses prédécesseurs, met l'abbaye de Charroux sous la protection du Saint-Siège et confirme ses privilèges, biens et possessions, parmi lesquels *Castrum de Nontronum et monasterium cum ecclesiis suis*, p. 89. — Le 21 mars 1210, bulle d'Innocent III, en faveur de la dite abbaye et mention du : *Castrum de Nontronio et monasterium cum ecclesiis suis*, p. 267. — 1219, 3 février, Traité entre Guy, vicomte de Limoges, et l'abbaye de Charroux au sujet de certaines redevances dans le *prieuré de Nontron*, p. 285. — 1567, Historique de l'état de l'abbaye, où il est dit que Roger lui avait donné l'hommage et féodalité qu'il avait de son patrimoine sur la vicomté de Limoges, mais que Philippe-le-Bel le retira à soi, aussi bien que *les hommages de Nontron*, p. 509.

de Nontron, la conservèrent pendant longtemps et la transférèrent ensuite, vers l'an 1200, aux vicomtes de Limoges, sous la réserve de l'hommage à leur abbaye au devoir d'un palefroy ; ce qui prouve cette vérité, c'est que Guy, vicomte de Limoges, rendit hommage à Eymeri, abbé de ladite abbaye, le vendredy, jour et feste de l'Assomption de l'an 1240. Le même hommage fut encore rendu par le vicomte à la même abbaye en 1256. Ces deux hommages furent suivis d'une composition qui fut faite en 1303, entre Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, et Raymond de Châteauneuf, abbé de Charroux, par laquelle la valeur du palefroy, dû à chaque hommage, fut fixée à quinze livres... Les vicomtes de Limoges, devenus puissants, refusèrent sans doute de continuer leurs hommages de la baronnie de Nontron à l'abbaye de Charroux. Cette résistance donna lieu à un échange, entre Philippe-le-Bel, roy de France, et les abbés de ladite abbaye, qui fut fait en 1309. L'abbé céda au roy l'hommage de Nontron, réservé aux vicomtes de Limoges, et le roy donna en contr'échange soixante livres tournois de rente sur la ville de Charroux. En 1310, il fut fait procès-verbal d'estimation et répartition de la rente cédée à l'abbaye par Hugues de Lassella, commissaire exprès député. L'échange de 1309 fut confirmé par les roys Charles IV, dit le Bel, et Charles V, dit le Sage, en 1324 et 1379... La baronnie de Nontron, qui avoit resté pendant plusieurs siècles dans la maison de Bretagne, passa avec la vicomté de Limoges dans la maison d'Albret, par le mariage d'Alain d'Albret avec Françoise de Bretagne, fille aînée de Guillaume de Bretagne, comte de Penthievre et vicomte de Limoges. Quoique la baronnie de Nontron fût anciennement très considérable et qu'elle fût composée de vingt-deux châtellenies contenant soixante-douze paroisses, cependant elle ne l'étoit pas à beaucoup près autant que la vicomté de Limoges, et que les vicomtes possédoient en même temps les deux seigneuries, on s'accoutuma à confondre la baronnie avec la vicomté, et à ne les considérer que comme un seul fief. Il y a cependant plusieurs actes où les vicomtes de Limoges se qualifiaient de barons de Nontron, preuves qu'ils reconnoissoient ces deux terres comme très distinctes. — Il paroît qu'Alain d'Albret démembra, par une foule d'aliénations, la baronnie de Nontron, puisque par contrat du 10 janvier 1499, il ne la vendit que 4,025 livres à Dauphin Pastoureau, à qui il avoit déjà vendu plusieurs paroisses dépendantes de cette baronnie. Il est pourtant vrai qu'en aliénant, Alain d'Albret réservait toujours les hommages à la baronnie de Nontron, chef-lieu qu'il conservoit... Les tribunaux ont jugé en faveur des seigneurs de Pompadour, barons de Nontron, que les hommages qui en dépendoient par les anciens titres y devoient être rapportés, et non pas au vicomte de Limoges, quoique différents seigneurs particuliers réclamassent le roy de Navarre, vi-

comte de Limoges, pour leur suzerain. — La baronnie vendue, en 1499, à Dauphin Pastoureau, sous pacte de réméré fut retirée et demeura dans la maison d'Albret jusqu'en 1600, qu'elle fut vendue irrévocablement au seigneur de Pompadour... — Jean d'Albret, fils d'Alain et de Françoise de Bretagne, eut pour fils Henri, qui épousa Catherine de Foix, reine de Navarre, desquels naquit Jeanne d'Albret, fille unique, mariée en 1548 à Antoine de Bourbon, duc de Vendôme... Henri IV et la princesse Catherine naquirent de ce mariage. . En 1584, la princesse Catherine étoit encore mineure, il fut fait un partage provisionnel, par lequel Henri IV lui abandonna la vicomté de Limoges, le comté de Périgord, la baronnie de Nontron et plusieurs autres terres. En 1589, Henri IV parvint à la couronne, et alors la baronnie de Nontron n'étoit plus dans ses mains... Le partage de 1584 fut confirmé en 1590... Au mois de janvier 1599, la princesse Catherine épousa le duc de Lorraine et de Bar, auquel elle apporta en dot tous les biens qui lui étoient échus en partage et, par conséquent, la baronnie de Nontron... — Henri le Grand se trouvant, pour des besoins urgents, obligé de vendre, demanda à la princesse un consentement pour aliéner la baronnie, consentement qu'elle donna le 23 septembre 1599. Par cet acte, elle consent que les commissaires du roy procèdent à l'aliénation de la baronnie comme elle pourroit le faire elle-même, quoique faisant partie de son partage, à la charge d'en réserver l'hommage à elle et à ses successeurs, vicomtes de Limoges. — Le 18 août 1600, les commissaires du roy et de madame sa sœur vendirent à messire Charles-Hélie de Colonges de Pellagrué, seigneur du Bourdeix, la ditte châtellenie et baronnie de Nontron, sise en pais de Périgord, avec toutes ses appartenances et dépendances, hommages, droits et devoirs seigneuriaux et pour la somme de 39,375 livres..., sous la réserve de l'hommage au roy, à madame sa sœur et à leurs successeurs, vicomtes de Limoges... A peine le seigneur du Bourdeix fut-il en possession de Nontron qu'il se vit accablé de procès de toute espèce, soit pour le recouvrement de droits usurpés ou négligés, soit pour défendre aux prétentions que forment contre lui l'abbé de Charroux, l'évêque d'Angoulême et les traitans ou fermiers des droits du roy... Le 17 mars 1609, arrêt du Grand-Conseil qui condamne le baron de Nontron à rendre hommage à l'abbé de Charroux et à payer les lods et ventes à Charles Duret, son cessionnaire.— Le baron de Nontron, persécuté par les traitans, malgré l'arrêt de 1609, se pourvoit par requête civile contre cet arrêt. Le fermier du domaine en fit autant; de son chef, le procureur général du Grand-Conseil les imita, et, enfin, M. de La Rochefoucault, évêque d'Angoulême, intervint, et, sur le fondement de plusieurs hommages rendus à son évêché, demanda la mouvance de Nontron. — Le 13 septembre 1614, second arrêt du Grand-Conseil qui cassa le premier

et condamna le baron de Nontron à rendre hommage au dit évêque et à lui payer les lods et ventes... Cet arrêt fut suivi d'une saisie féodale sur la baronnie de Nontron, le 3 janvier 1615... Nouveau pourvoi et renvoi devant le Parlement de Paris, qui retint la cause par arrêt du 19 avril 1619... Le 22 février 1622, requête civile du procureur général contre les arrêts du Grand-Conseil de 1609 et 1614 pour faire déclarer l'hommage de Nontron dû à la couronne, conformément à l'échange de 1309... Le 23 mai 1631, l'évêque d'Angoulême ayant assigné le baron de Nontron pour voir interposer le décret de sa terre, le 27 avril 1632, le Grand-Conseil rend un arrêt par lequel il retient à soy la connoissance des instances d'entre l'évêque et le baron au sujet de la mouvance de la baronnie de Nontron... Le 18 mai de la même année, arrêt du Parlement de Paris qui casse celui du Grand-Conseil et fait défense à l'évêque, au baron et à tous autres de procéder ailleurs qu'en la ditte cour sur les différends occasionnés pour la ditte baronnie. Du 28 du même mois, arrêt du Conseil d'Etat qui renvoie les parties en règlement de juges, et il y a toute apparence que l'attribution fut confirmée au Parlement de Paris en 1633... Le roy ayant député de nouveaux commissaires pour la réception des hommages dus au vicomte de Limoges, le procureur assigna plusieurs vassaux de la baronnie à rendre hommage ; le baron s'y opposa et se pourvut au Conseil, où il obtint arrêt le 18 juin 1647, qui renvoya les instances au Parlement de Paris pour procéder suivant les derniers errements... »

D'Hélie de Colonges, la baronnie passa, par voie d'héritage, aux Hélie de Pompadour ; en 1751, par acquisition, à M. de Lavie, et ce dernier changement de possesseur, lisons-nous dans les sentences arbitrales de l'an II :

« Fut le signal de nouvelles discussions soit sur la mouvance, soit sur la prétendue domanialité de Nontron. L'évêque d'Angoulême fit assigner le nouvel acquéreur devant le lieutenant général de la sénéchaussée d'Angoumois pour être condamné à lui faire hommage et payer les lods et ventes... Le citoyen Lavie, qui aimait mieux relever du roy que d'un seigneur particulier, dénonça cette demande au receveur général des domaines de Guyenne, qui fit défaut ; sur quoi intervint jugement, le 12 août 1768, par lequel Lavie fut condamné à rendre hommage à l'évêque d'Angoulême. Lavie fit appel devant le ci-devant Parlement de Bordeaux... Mais cette ancienne cour de justice, par son arrêt du 16 mai 1771, rendu par défaut contre le receveur des domaines, confirma et jugea ainsi que Nontron relevait à foi et hommage de l'évêché d'Angoulême... Cet ar-

rét fut cassé par arrêt du Conseil privé du 27 octobre 1772, ordonnant que, par prevision, les lods et ventes seroient perçus pour le compte du roi dans la baronnie de Nontron. Cet arrêt surpris au bas de requête, non communiquée aux parties intéressées, fut attaqué par la voie de l'opposition, sur laquelle il ne paraît pas qu'il ait été donné suite... »

Arrivé à ce point, il nous faut revenir en arrière, afin d'établir l'ordre chronologique des seigneurs suzerains de Nontron, à partir du *viii*^e siècle.

I. *Rotgerius* ou *Roger*, antérieurement à 769, ou 785, époque à laquelle il donna à l'abbaye de Charroux le *castrum* et la châtellenie de Nontron.

II. *L'Abbaye de Charroux*, de cette dernière époque jusques vers la fin du *xii*^e siècle et avant 1199, époque à laquelle Richard-Cœur-de-Lion s'empara de la ville de Nontron, appartenant alors au vicomte de Limoges, auquel le domaine utile de la baronnie avait été transféré, sous réserve de l'hommage.

III. *L'évêque d'Angoulême*, d'après les arrêts cités. Quant à l'hommage qui fut rendu par les vicomtes de Limoges, notamment par Guy, en 1243, et en ces termes :

« Guido vicecomes Lemovicensis... noverit... tenere et habere sub homagio ligio et predecessores nostri tenuerunt et habuerunt ab episcopis Engolismensibus... castrum de Nontronio cum toto honore exceptis burgo castro et feudum aux Chabroux. »

Cet hommage fut renouvelé en 1265, par Marguerite de Bourgogne, veuve de Guy, comme tutrice de Marie, leur fille, et en 1275, par celle-ci et Jean de Bretagne, son mari, plus tard et en 1505-1514 par Alain d'Albret. Le 19 juillet 1520, procuration par Henri II, roi de Navarre, aux fins de l'hommage. (Voir aux Archives de la Charente les hommages ci-dessus et autres documents des *xvii*^e et *xviii*^e siècles.)

Ce droit d'hommage avait sans doute été cédé à l'évêché d'Angoulême par l'abbaye de Charroux, qui l'aurait repris après 1275, pour le céder, en 1309, à Philippe le Bel, dont les successeurs l'auraient transféré de nouveau à l'évêché,

postérieurement aux ratifications de 1324-1379 et avant 1505.

Nous lisons, à ce sujet, dans les mémoires judiciaires déjà cités :

« Le jugement rendu par le sénéchal d'Angoulême le 12 août 1768, condamna Monsieur de Lavie à rendre les foy et hommage à raison de sa baronnie et châtellenie de Nontron à M. l'évêque d'Angoulême à cause de sa dignité épiscopale et baronnie de La Penne... Par quel sort les évêques d'Angoulême sont-ils devenus suzerains de Nontron depuis la cession de 1309 et ont-ils pu le devenir valablement, c'est ce qu'on ignore et sur quoi on n'a pas de notions certaines ; cependant on ne peut se dissimuler que les droits de ces évêques sont ou paraissent bien établis. Une sentence de la chambre du palais du Trésor à Paris, du 9 mars 1693... énonce une quantité d'hommages rendus et de dénombremens fournis aux évêques d'Angoulême par les ducs de Bretagne, vicomtes de Limoges et barons de Nontron... »

Quant à la maison noble de La Penne, où selon l'usage les rentes et les hommages étaient portables ; elle était la demeure même de l'évêque, près de la cathédrale de Saint-Pierre, à Angoulême, où elle existe encore en majeure partie, bien qu'elle ait été restaurée et agrandie de beaucoup. D'après un acte de l'état-civil de Nontron du 13 juin 1655, il existait dans le jardin de l'évêché une petite chapelle dédiée à Notre-Dame de La Penne, dont il ne reste plus que quelques tronçons de colonnes. Mais, pour perpétuer le souvenir de cette chapelle, Mgr Cousseau, alors évêque, en faisant, il y a une vingtaine d'années, réparer la cathédrale, y a placé un vitrail représentant Notre-Dame de La Penne.

IV. *Vicomtes de Limoges*, quant au domaine utile et à la charge de l'hommage dont nous venons de parler. Il paraît cependant qu'en 1258, la châtellenie de Nontron passa momentanément aux mains du vicomte de Rochechouart, d'après le recueil de dom Villevielle, déposé en 1785 à la Bibliothèque nationale, et où on lit :

« Aimery, vicomte de Rochechouart, étoit en litige avec Guy, vicomte de Limoges, touchant la possession et justice et mouvance de divers bourgs, paroisses et vigueries. Pour parvenir à la paix, ils compromirent

de leurs différends entre les mains de Geoffroy Periniac, seigneur de Jarniac, et de Guillaume de Valenc, seigneur de Pembrock, frères et chevaliers. Il fut dit par leur jugement du vendredi avant *Letare* 1258, que les bourgs de Saint-Barthélemy et de la Chapelle-Montbrandest seroient au vicomte de Limoges, sauf les hommages que le dit vicomte de Rochechouart y avoit ; que les bourgs de Cussat, Pensou et Maraval, avec les paroisses, vigueries, etc.... seroient au vicomte de Rochechouart, sauf les hommages que le vicomte de Limoges y avoit ; que le vicomte de Rochechouart tiendrait en fief du vicomte de Limoges et de sa femme le bourg et paroisse de Rouclain, la châtellenie de Nontron et tout ce qui échoierait de la succession paternelle de madame Marguerite, sa mère, ainsi que tout ce que Bernard de La Porcherie et Guy de Paute de Boscheyron, chevaliers, trouveroient appartenir au vicomte de Limoges, en la paroisse d'Oradour ; que Hélié Flamenc, seigneur de Brusac, serait homme-lige du vicomte de Rochechouart pour le haut château de Brusac ; et que le bas du dit château avec le fief de Jumilhac, celui de Lamartonie et tout ce que Raoul et Beraud Flamenc, seigneurs de Brusac, avoient au château de Brusac, seroit du fief du vicomte de Limoges. »

La châtellenie de Nontron revint, d'ailleurs, aux mains des vicomtes de Limoges avant 1265 et 1275, dates des hommages rendus par Marguerite, veuve du dit Guy, et par Marie, leur fille aînée, femme de Jean de Bretagne.

Quelles furent donc l'étendue, la composition et la valeur de ce domaine utile ?

« La baronnie de Nontron, dit un mémoire judiciaire de 1772, étoit originellement composée de vingt-deux châtellenies contenant soixante-douze paroisses, dont soixante-onze furent aliénées par Alain d'Albret, de manière qu'en 1499, il ne restoit plus que la seule ville et paroisse de Nontron, qui fut vendue à Dauphin Pastoureaux. »

Cette situation est confirmée dans un inventaire dressé par Grolhier, notaire, les 22 avril et 2 août 1789, mentionnant les anciens titres de la baronnie de Nontron, parmi lesquels figure : « Etat ou mémoire fait au Conseil d'Etat du roy, le 14 juillet 1559, signé Levoyer, par lequel il est établi que de la baronnie de Nontron dépendoient vingt-deux châtellenies. »

A défaut de ces documents, nous allons essayer de recom-

postérieurement aux ratifications de 1324-1379 et avant 1505.

Nous lisons, à ce sujet, dans les mémoires judiciaires déjà cités :

« Le jugement rendu par le sénéchal d'Angoulême le 12 août 1768, condamna Monsieur de Lavie à rendre les foy et hommage à raison de sa baronnie et châtellenie de Nontron à M. l'évêque d'Angoulême à cause de sa dignité épiscopale et baronnie de La Penne... Par quel sort les évêques d'Angoulême sont-ils devenus suzerains de Nontron depuis la cession de 1309 et ont-ils pu le devenir valablement, c'est ce qu'on ignore et sur quoi on n'a pas de notions certaines ; cependant on ne peut se dissimuler que les droits de ces évêques sont ou paraissent bien établis. Une sentence de la chambre du palais du Trésor à Paris, du 9 mars 1693... énonce une quantité d'hommages rendus et de dénombremens fournis aux évêques d'Angoulême par les ducs de Bretagne, vicomtes de Limoges et barons de Nontron... »

Quant à la maison noble de La Penne, où selon l'usage les rentes et les hommages étaient portables ; elle était la demeure même de l'évêque, près de la cathédrale de Saint-Pierre, à Angoulême, où elle existe encore en majeure partie, bien qu'elle ait été restaurée et agrandie de beaucoup. D'après un acte de l'état-civil de Nontron du 13 juin 1655, il existait dans le jardin de l'évêché une petite chapelle dédiée à Notre-Dame de La Penne, dont il ne reste plus que quelques tronçons de colonnes. Mais, pour perpétuer le souvenir de cette chapelle, Mgr Cousseau, alors évêque, en faisant, il y a une vingtaine d'années, réparer la cathédrale, y a placé un vitrail représentant Notre-Dame de La Penne.

IV. *Vicomtes de Limoges*, quant au domaine utile et à la charge de l'hommage dont nous venons de parler. Il paraît cependant qu'en 1258, la châtellenie de Nontron passa momentanément aux mains du vicomte de Rochechouart, d'après le recueil de dom Villevielle, déposé en 1785 à la Bibliothèque nationale, et où on lit :

« Aimery, vicomte de Rochechouart, étoit en litige avec Guy, vicomte de Limoges, touchant la possession et justice et mouvance de divers bourgs, paroisses et vigueries. Pour parvenir à la paix, ils compromirent

de leurs différends entre les mains de Geoffroy Periniac, seigneur de Jarniac, et de Guillaume de Valenc, seigneur de Pembrock, frères et chevaliers. Il fut dit par leur jugement du vendredi avant *Letare* 1258, que les bourgs de Saint-Barthélemy et de la Chapelle-Montbrandest seroient au vicomte de Limoges, sauf les hommages que le dit vicomte de Rochechouart y avoit ; que les bourgs de Cussat, Pensou et Maraval, avec les paroisses, vigueries, etc.... seroient au vicomte de Rochechouart, sauf les hommages que le vicomte de Limoges y avoit ; que le vicomte de Rochechouart tiendrait en fief du vicomte de Limoges et de sa femme le bourg et paroisse de Rouclain, la châtellenie de Nontron et tout ce qui échoierait de la succession paternelle de madame Marguerite, sa mère, ainsi que tout ce que Bernard de La Porcherie et Guy de Paute de Boscheyron, chevaliers, trouveroient appartenir au vicomte de Limoges, en la paroisse d'Oradour ; que Hélie Flamenc, seigneur de Brusac, serait homme-lige du vicomte de Rochechouart pour le haut château de Brusac ; et que le bas du dit château avec le fief de Jumilhac, celui de Lamartonie et tout ce que Raoul et Beraud Flamenc, seigneurs de Brusac, avoient au château de Brusac, seroit du fief du vicomte de Limoges. »

La châtellenie de Nontron revint, d'ailleurs, aux mains des vicomtes de Limoges avant 1265 et 1275, dates des hommages rendus par Marguerite, veuve du dit Guy, et par Marie, leur fille aînée, femme de Jean de Bretagne.

Quelles furent donc l'étendue, la composition et la valeur de ce domaine utile ?

« La baronnie de Nontron, dit un mémoire judiciaire de 1772, étoit originellement composée de vingt-deux châtellenies contenant soixante-douze paroisses, dont soixante-onze furent aliénées par Alain d'Albret, de manière qu'en 1499, il ne restoit plus que la seule ville et paroisse de Nontron, qui fut vendue à Dauphin Pastoureau. »

Cette situation est confirmée dans un inventaire dressé par Grohler, notaire, les 22 avril et 2 août 1789, mentionnant les anciens titres de la baronnie de Nontron, parmi lesquels figure : « Etat ou mémoire fait au Conseil d'Etat du roy, le 14 juillet 1559, signé Levoyer, par lequel il est établi que de la baronnie de Nontron dépendoient vingt-deux châtellenies. »

A défaut de ces documents, nous allons essayer de recom-

poser cette situation au moyen de titres et d'états parvenus en nos mains. Le plus ancien, recueilli par Lespine, v. 88, est le compte du fouage, dressé en 1365 par Hélié de Barnabé, receveur de la Sénéchaussée de Périgord, dont nous extrayons ce qui suit :

« *Castellania de Nontronio* : Parochie de : Quinsaco ; 2. Sancti-Pardulphi-de-Rippia ; 3. Sancti-Frontonis-de-Rippia ; 4. Sensaud ; 5. Sancti-Frontonis-de-Capneriis ; 6. Capelle Montis-Maurelh ; 7. Milhaco ; 8. Sancti-Angeli ; 9. Romanh ; 10. Conazaco ; 11. Javerlhaco ; 12. Sancti-Roberti ; 13. Varanha ; 14. Esturis ; 15. Mottier-Ferrier ; 16. La Soudat ; 17. Foliata ; 18. Locus de-Nontronio ; 19. Sancti-Marcialis ; 20. Bondeseu et Nontroneu ; 21. Sancti-Martini-Picti ; 22. Burgi d'Ahu ; 23. Buysserola ; 24. Buxeria ; 25. Podiaco ; 26. Savinhaco ; 27. Abzaco ; 28. Marabella ; 29. Pleuveys ; 30. Sancti-Bartholomei ; 31. Auginhaco ; 32. Sancti-Stephani-Ledros ; 33. Campnerio ; 34. Teijaco ; 35. Relhaco ; 36. Rossinhas ; 37. Lindozio ; 38. Pensol ; 39. Monte-Branderio ; 40. Samathio ; 41. Cuzaco ; 42. Oratorio ; 43. Eyslaudo. — *Castellania de Bernardiero* : 44. de Campellis ; 45. Campella de Pomeriis ; 46. Lussaco ; 47. Sancti-Supplicii. — *Castellania de Bruzaco* : 48. de Calezio ; 49. Jumilhaco ; 50. Sancti-Clementis ; 51. Beate Marie de Fracto-Jove ; 52. Beati Martini-de-Freychengeas ; 53. Sancti-Pauli-de-Rupe ; 54. Sancti-Petri-de-Cola ; 55. Sancti-Romani ; 56. Veonaco ; 57. Villaribus. — *Castellania de Bourzaco* : 58. Auriaco ; 59. Bothelhat ; 60. Champanha ; 61. Fontanas ; 62. Halta-Fagia ; 63. Nantolio ; 64. Rossignolio ; 65. Sancti-Pauli ; 66. Sancti-Sebastiani ; 67. Grangiis ; 68. Vendueyra (1). »

En tout, 68 paroisses, auxquelles on peut ajouter celles de Condat et de Champagnac qui, d'après le *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, par M. de Gourgues, relevèrent de la châtellenie de Nontron, et enfin les paroisses de Beausac et de Ladosse qui relevaient du dit Nontron au xvi^e siècle, ainsi qu'il résulte de l'état suivant, mentionné dans le susdit inventaire de 1789 :

« Etat des paroisses qui, en 1559, composoient la baronnie de Nontron ou en relevoient à hommage, suivant l'arrêt fait au Conseil du roi de

(1) Les paroisses portées aux numéros 15, 17, 36 et 37 étaient en Angoumois ; celles des numéros 28, 38, 40, 41 et 42, en Poitou ; celles des numéros 39 et 43 en Limousin ; toutes les autres en Périgord.

Navare : 1. Nontron ; 2. Saint-Martial-de-Valette ; 3. Saint-Front-de-Champniers ; 4. Saint-Angel ; 5. Nontronneau ; 6. Lussas ; 7. Hautefaye ; 8. Connezac ; 9. Beaussac ; 10. Saint-Martin-le-Point ; 11. Reilhac ; 12. Champniers ; 13. Ladosse ; 14. Saint-Sulpice ; 15. Javerlhac ; 16. Feuillade ; 17. Varaigne ; 18. Eymoutier-Ferrier ; 19. Bussière ; 20. Busserolles ; 21. Pluviers ; 22. Saint-Barthélemy ; 23. Saint-Etienne-le-Droux ; 24. Le Bourdeix ; 25. Etouars ; 26. Teijat ; 27. Augignac ; 28. Abjat ; 29. Savignac ; 30. Romain ; 31. La Coussière Saint-Saud ; 32. St-Front-la-Rivière ; 33. Villars ; 34. Saint-Pardoux-la-Rivière ; 35. Milhac ; 36. Champeau ; 37. Saint-Martin-de-Fressengeas. »

Nous ne parlons de la châtellenie de Mareuil et des dix paroisses qui la composaient en 1365 que pour mémoire, cette seigneurie ayant été détachée de la baronnie de Nontron, dans le cours du *xv^e* siècle, pendant lequel les aliénations se multiplièrent et donnèrent lieu à de profondes modifications dans l'état des diverses seigneuries. Dans son livre de *La Vicomté de Limoges*, M. Clément Simon dit à ce sujet :

« La châtellenie de Nontron, qualifiée baronnie dès le commencement du *xv^e* siècle, était la seigneurie la plus importante de la vicomté. Le revenu n'en était pas très considérable, mais sa juridiction et ses privilèges étaient très étendus et comprenaient un grand nombre de paroisses et de seigneuries inférieures... 35 paroisses et 18 seigneuries particulières dépendaient de Nontron. Quelques-unes de ces seigneuries, qui avaient justice plénière et ne devaient que l'hommage, étaient très considérables et se qualifiaient de châtellenies ou même de baronnies. Nous citerons les grandes seigneuries de Condat, près Brantôme ; de Bourzac ; de Mareuil ; de Champniers ; de Varaigne et La Coussière ; de Javerlhac ; de La Renaudie... La baronnie proprement dite, en dehors des terres soumises simplement à la suzeraineté, se composait des paroisses suivantes : 1. Nontron ; 2. Abjat ; 3. Augignac ; 4. Bondazeau ; 5. Le Bourdeix ; 6. Bourzac-Vendoire ; 7. Busserolles ; 8. Champeaux ; 9. Champniers ; 10. Chapelle-Montmoreau ; 11. Connezac ; 12. La Feuillade ; 13. Javerlhac ; 14. Les Grauges ; 15. Lussas ; 16. Marval ; 17. Milhac ; 18. Nontronneau ; 19. Pluviers ; 20. Quinsac ; 21. Reillac ; 22. Romain ; 23. Saint-Angel ; 24. Saint-Barthélemy ; 25. Saint-Etienne-le-Droux ; 26. Saint-Front-de-Champniers ; 27. St-Front-la-Rivière ; 28. St-Martial-de-Valette ; 29. St-Martin-le-Point ; 30. Saint-Pardoux-la-Rivière ; 31. Saint-Robert ; 32. St-Saud ; 33. Savignac ; 34. Teijat ; 35. Varagne. »

Mais, de 1402 à 1499, la baronnie de Nontron fut de plus en plus démembrée par la vente de la presque totalité des paroisses, y compris le chef-lieu lui-même, cédé à Dauphin Pastoureau.

V. *Dauphin Pastoureau*, seigneur du Breuil, habitant de Nontron, en devint le cinquième seigneur et baron, la baronnie étant baronnante, par suite de la vente qui lui en fut consentie par Alain d'Albret et par contrat passé à Saint-Yrieix, le 10 janvier 1499 (1).

Dauphin Pastoureau étant décédé en 1505, l'action de ce

(1) « Alain, sire d'Albret, comte de Dreuz, de Castres, de Penthhièvres et de Périgort, vicomte de Tartas et de Limoges, capital de Buch et seigneur d'Avesne, a tous ceux qui ces présentes lettres verront et orront, salut. Savoir faisons que nous tant en nostre et privé nom que comme père et légitime administrateur de nostre cher et bien amé fils Jehan par la grace de Dieu Roy de Navarre... de nostre bon gre et libérale volonté, avons vandu, cédé, delaissé et transporté perpétuellement et par la teneur de ces présentes, par tître de vendition, vendons, cedons, delaissons et perpétuellement pour nous et les nostres hoirs et successeurs quelxconques. . A nostre cher et bien amé Daulphin Pastoureau, seigneur du Breuil, habitant de Nontron, present pour luy et les siens, hoirs et successeurs quelxconques, stipulant solennellement et acceptant a faire de luy et les siens sa libérale volonté, en la vie pareillement et en la mort. Assavoir est notre ville et baronnie de Nontron, droit de justice haulte, moyenne et basse, mere, mixte, impaire et toute la jurisdiction d'icelle, avecques tous ses droits, domaines, maisons, manoirs, villaiages, maynemens, bourderies, prés, terres, bois, pasturaiges, estangs, molins mouans, garennes, forestz, columbiers et quelxconques fonds et heritaiges, cens, rentes, honneurs, acaptes, tenanciers, amphyteotes, guets, droits de peaiges, de comport et traverses, et tous autres droits et devoirs, appartenances, appendances et deppendances... a nous appartenant et pour le prix et somme de quatre mil vingt-cinq livres tournois... eue et receue du dict Pastoureau... Donnons et concedons congïé et licence aux homes tenanciers et amphyteotes de la dicte ville, terre et baronnie de Nontron et a chacun deulx de recognoistre le dict Pastoureau, achapteur, pour seigneur justicier, foncier et direct... et à tenir de luy comme seigneur justicier et foncier leurs maynemens et heritaiges et luy payer doresnavant les cens, rentes et tous et chascuns aultres droits et devoirs a nous esd. noms appartenans... Et en oultre, avons aud. Pastoureau ceddé et transporté tous aultres droits, actions, petitions et demandes, *nom de seigneurie*, devoir, usage et exploit, lesquels nous avons et pourrions avoir en la dicte ville, terre et baronnie et dedans les fins et limites dicelle, sans en rien par nous et les nostres retenir, sauf et reservé a nous et a nos successeurs tant seulement le chasteau du dict Nontron, le ressort, lauctorite de la dicte ville et les hommaiges... Reservé toujours au dict Pastoureau la dicte jurisdiction, exercice

rachat ne fut soulevée qu'en 1518 et donna lieu à un procès entre ses héritiers et le roi de Navarre, ainsi qu'il résulte de divers documents judiciaires, conservés aux Archives des Basses-Pyrénées (1).

Procès en exécution de ces lettres patentes et, du 31 mai 1519, appointment rendu par le Parlement de Bordeaux entre les héritiers des détenteurs susnommés, et ordonnant que les défendeurs « viendroient au mois dire ce qu'il appartiendra. »

et profits dicelle. Et réservé aussy l'hommage lige et acrement de fidelité que le dict Pastoureau et ses hoirs et successeurs sera a nous et a nos successeurs tenu de faire a muance de seigneur.... Donnons en mandement par ces presentes à nostre joge, a son lieutenant procureur de Nontron et André Alardin, nostre thesorier, et a chascun deulx quilz aient a mestre et induire le dict Pastoureau en la reelle et actuelle possession de la dicte seigneurie et faire commandement aux subjects dicelle de luy obeir doresnavant et comme à leur vray seigneur et justicier dicelle. Et neanmoins voulons que le dict Pastoureau puisse mettre, instituer ou destituer les officiers de la dicte baronnie et seigneurie, ainsy que verra estre a faire et bon luy semblera.... (Suivent les clauses de garantie avec *promesse de jamais ne venir au contraire en foy de prince*, et soumission par le vendeur de tous ses biens, meubles et immeubles...) Faict et donné en la ville de Saint-Yrieys... (Signé des trois témoins et de maistre Guitard, notaire, et de maistre Yves Pecon, commissaire-juré de la vicomté de Limoges. »

(1) *Lettres patentes de François 1^{er}, du 22 janvier 1518.*

« FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roy de France, a nos amés et féaulx conseillers, les gens tenant ou qui tiendront nostre Cour du Parlement à Bordeaux, salut et dilection. Nostre tres cher et amé frère et cousin Henry, roy de Navarre, nous a faict exposer que par le contract de mariage de feus nos tres chers et tres amés frère et sœur les Roy et Royne de Navarre, ses père et mère, feust accordé entraultres pactes que les biens adveniez a nostre dict feu frère et cousin par la succession testamentaire de feue nostre cousine dame Françoise de Bretagne, sa mère, seroient et appartiendroient au fils aîné du dict mariage, qui est nostre dict frère et cousin expousant... Et combien que aud. temps les terres et chastellenies et seigneuries du Poget, Vallegot, Ribeyrac, Espeluche, Larche, Terrasson, Lisle, Basdefol, Bourdeille, Bertric-Bering, Celles, Excideuil, Ans, Nontron, Dussac, Chasteau-Chervis, Thiviers, la paroisse de Saint-Priest, la moitié de Corniac, la seigneurie d'Auberoche, les paroisses de Beauregard, St-Laze, Moruscle, la paroisse de Cossac et la paroisse de St-Méard-de-Drone, fussent des appartenances des dicts biens et succession de nostre dict feu cousin ; neantmoins, il a esté nouvellement adverty que depuis le dict contract de mariage, feus nos amés François de Bourdeille, Odet Daydie, Bernard de Salignac, Jehan de Gontaud, Dubousquet, Jehan de Gaultier de Badefol, Jehan d'Abza, seigneur de La Douze, Poncet de Marquessac,

En somme, et après diverses procédures, renvoi des héritiers de Dauphin Pastoureau devant la Sénéchaussée de Périgord, où la cause était encore pendante en 1537, d'après divers mémoires judiciaires conservés dans les mêmes archives. Dans l'un de ces mémoires : « Très haut et très excellent prince Henry, par la grâce de Dieu, roy de Navarre, comte de Périgord et viscomte de Limoges, » mettait et offrait de prouver que lors des ventes consenties à Dauphin Pastoureau, celui-ci « auroit dit et confessé avoir concédé le droit

Jehan d'Aubusson, seigneur de Villac, Etienne bastard d'Albret, Jehan Chapt de Rastignac, le seigneur de Courrety, François Coulombiers, Marguerite Vigier, Jehan de Saint-Astier, Jehan de Coignac, seigneur de Saint-Jean-Ligourre, Daulphin Pastoureau, Mondot de La Marthonie, Germain de Bonneval et Pierre de La Vergne, se sont emparés et enseigneurés des dites successions, ou la plupart dycelles. Assavoir est le d. feu de Bourdelle, des seigneuries de Celles et Bertric ; le dict d'Aydie, des seigneuries de Ribeyrac et Espeluche ; le dict de Salignac, de la seigneurie de Larche de Terrasson ; le dict Dubousquet, de la seigneurie de Lisle ; le dict de Basdefol, de la paroisse de Basdefol ; le dict de Gontaud, de la paroisse de Vallegot ; le dict de La Douze, de la seigneurie de Bering ; le dict Dubousquet, de la seigneurie du Poget ; le dict de Marqueyssac, de trois paroisses, estant de la seigneurie d'Ans ; le dict Conlombeix, de la paroisse de Dussac ; le dict Vigier, de la paroisse de Saint-Sulpice et de la moitié de la Viguerie ; le dict d' Saint-Astier, des paroisses de Savignac, en la seigneurie de Thiviers, Sarailhac et Anthone, de la juridiction d'Auberoche ; le dict Etienne bastard d'Albret, de la seigneurie de Moruscle ; le dict Chapt, de la seigneurie de Corgnac, avec ses appartenances, de la juridiction de Thiviers ; le dict des Arrotz, de la paroisse de Saint-Méard-de-Drone ; le dict de Coignac, de Château-Chervis et de la paroisse de Sarrazac, en la chastellenie d'Eysideuil ; le dict Daulphin Pastoureau, de onze paroisses, en la chastellenie de Nontron ; le dict Mondot de La Marthonie, de la prevosté de Thiviers et de la paroisse de Milhac, en la juridiction de Nontron ; Germain de Bonneval, de la paroisse de Cossac et autres appartenances ; le dict seigneur de La Vergne, de la paroisse de Saint-Priest es enclaves de Jumilhac.... Requerrant sur ce nostre provision. Pour ce est ce que nous vous mandons.... que s'il vous appert des dicts pactes et conventions... soyent et doibvent appartenir a nostre dict frère et cousin expousant, en ce cas contraignez lesdessus nommés ou leurs hoirs et successeurs et autres détenteurs des dictes seigneuries et biens par toutes voies de droit et raisonnables a eulx sen desister et despartir, et laisser nostre dict frère et cousin jouyr et user pleinement et paisiblement en lestat questioient au temps du dict contract et a luy en rendre les fruicts quils en ont perçus ou que nostre dict cousin et frère en eut pu prendre et percevoir, et ce aura a prendre telles conclusions que de droit, en faisant en cas de debat aux parties, ouyes raison et justice....

» Donné à Périgueux, le vingt-deuxiesme jour de janvier, lan de grace mil cinq cens dix-huict. »

de rachat pendant cent ung an encore durant... Qu'enfin, après la mort du dit Pastoureau, ses héritiers auroient fait la même déclaration. » Bref, le rachat fut effectué, et Nontron revint au vicomte de Limoges jusqu'en 1567, époque à laquelle il passa aux mains d'un sixième seigneur.

VI. *Jean de Campnhac*. — Lequel fit, le dernier jour de juillet 1567, saisir au préjudice de Jeanne de Navarre la ville et seigneurie de Nontron, dont il devint adjudicataire par décret du dernier août 1569, ratifié par contrat du 9 décembre 1570, à charge de rachat (1). Ce rachat fut, d'ailleurs, effectué quelques années après, puisque Henri, fils de Jeanne d'Albret, démembra de nouveau la baronnie de Nontron, qui ne comprenait plus alors que les paroisses de Nontron, Savignac, Foilhade, Abjac, Conazac, Saint-Angel, Saint-Front, Nontronneau, Auginhac, Saint Martial et Saint-Pardoux-la-Rivière, en vendant le 28 juin 1581 ces deux dernières à Vigier de Saint-Mathieu, précédent acquéreur de celle de

(1) • A toust ceulx qui ces presentes lettres verront... La garde du scel royal estably aux contrats, en la ville de La Rochelle, pour le Roy, salut... Jean de Campnhac, escuier, Sr de Beaumont, tant pour luy que pour Marguerite et Jeanne damoysselles, ses sœurs, eust cédé et transporté à Jeanne Daibret, royne de Navarre, tous les droictz, raisons et actions qui leur compectoient à l'encontre de Hervault de Clermont Sr de Pilles, pour les causes et selon qu'il est contenu par le contract, sur ce fait entre les dictes parties au chasteau de Gaillan, le dernier jour de septembre mil cinq cens soixante-six... Le dict transport fait pour et moyennant la somme de six mil cinq cens livres tournois. laquelle somme la dicte dame auroit promis payer au dict Sr de Beaumont, dedans le vingt-cinquesme jour de mars lors ensuyvant. Despuis et par deffault du dict payement, saisie auroit esté faite dès le dernier jour de juillet mil cinq cens soixante sept, tellement que la baronnie, terre et seigneurie de Nontron en Perigort, appartenant à la dicte dame Royne, auroit esté régle par commissaires et les criées poursuivies jusques à ladjudication et interposition de décret, icelle dicte adjudication faite et livree au dict Sr de Beaumont pour la susdite somme... En vertu duquel décret, le dict Sr de Beaumont auroit prins possession de la dicte baronnie, terre et seigneurie de Nontron, dès le dernier jour d'aoust mil cinq cens soixante-neuf et don il auroit joy depuis le dict temps..... Et dautant que par ledict de la pacification, les procédures faites pendant les troubles sont cassées et annulées, la dicte Royne disoit que son intention de rentrer en la possession de sa dicte terre et baronnie, nonobstant le décret comme nul, ayant a cepte fin fait donner assignation au dict Sr de Beaumont par devant le seneschal de Perrigort ou son lieu-

Saint-Angel. Les autres paroisses furent ensuite aliénées successivement jusqu'en 1600, époque de la transmission du chef-lieu de la baronnie à la famille Hélié de Colonge.

VII. *Charles-Hélié de Colonge*, qui, par acte du 18 août 1600, reçu par Desmaret et Lacoste, notaires royaux au Châtelet de Paris, acquit du roi Henri IV et de M^{me} la duchesse de Bar, sa sœur, tous les droits utiles de la baronnie, alors réduite à ceux produits par la seule paroisse et ville de Nontron, sous la réserve de l'hommage. C'est ce qui est rappelé, en termes suivants, dans un autre mémoire judiciaire :

« Par acte du 18 août 1600, la baronnie de Nontron fut vendue à Charles-Hélié de Colonge de Pellagrué, seigneur du Bourdeix, pour quarante mille livres. Ce qui déterminait le prix de cette acquisition, c'est qu'on vendoit les mouvances de toutes les terres ou fiefs qui faisoient autrefois partie de la baronnie. Mais le revenu fixe n'en étoit pas plus considérable. Pour s'en assurer, il n'y a qu'à consulter un inventaire de production qui fut fait après 1630 par le seigneur de Pompadour dans un procès qu'il

tenant ou le dict decret auroit été donné. A quoy par le dict S^r de Beaumont estoit dict que à la vérité le dict décret et adjudication estoit advenu pendant les troubles, mais que la saisie et poursuyte avoit esté intentée et poursuivie auj aravant et que dailleurs la dicte somme luy estoit due.... ce qui estoit dényé par la dicte dame, de sorte que les dictes parties estoient en dangier de tumber en grand procès, pour auquel obvier..... ont fait lacord tel que sensuyt : Et pour ce savoir faisons que aujourd'huy, pardevant Arnault Paleau, notaire et tabellion royal en la ville et gouvernement de la dicte Rochelle, ont esté presens et personnellement establys la dicte dame Royne de Navarre de present en cette dicte ville dune part et le dict S^r de Beaumont.... La dicte Royne a voulu et consenty..... que le dict S^r de Beaumont, tant pour luy que pour les dictes damoysselles ses sœurs et auxquelles il a promis faire ratifier le présent acord toutesfois et quantes joysses de la dicte baronnie, terre et seigneurie de Nontron, jouxte et suyvnt le dict décret et adjudication qui luy en auroit esté fait en la Cour ordinaire de Périgueux, lequel par tant que besoing seroit, elle a approuvé et aprouve... nonobstant le bénéfice dudict édit de pacification et tous autres.... moyennant que la dicte dame pourra, elle, les siens ou d'elle ayant cause, ravoier et retirer toutesfois et quantes la dicte terre, baronnie et seigneurie de Nontron, en payant et remboursant au dict seigneur de Beaumont.... la susdicte somme de six mil cinq cens livres tournois. Auquel cas le dict S^r de Beaumont a promis et sera tenu recevoir ladicte dame et luy faire renunciation, cession et transport de la susdicte terre et baronnie.... Ce fust fait et passé en ladicte ville de La Rochelle présents..... le neufviesme jour de décembre mil cinq cens soixante-dix. »

avait au Parlement de Paris contre M. de La Rochefoucauld, évêque d'Angoulême, sur la question de savoir si Nontron relevoit du roy, vicomte de Limoges ou de l'évêché d'Angoulême. Par cet inventaire, M. de Pompadour, parlant des prétentions du domaine, disoit que si on parvenoit à le dépouiller des mouvances qu'on lui avoit vendues, il se trouveroit avoir acheté pour quarante mille livres le revenu de la baronnie qui s'affermoit annuellement deux cent-cinquante livres... »

Il résulte aussi de ce dernier document que la baronnie étoit passée dans la famille Hélié de Pompadour.

VIII. *Hélié de Pompadour*. — Charles-Hélié de Colonge, étant mort sans enfant en 1610, donna tous ses biens à sa mère Charlotte de Fumel, remariée avec Jean-Hélié de Pompadour. Leur fils, Philibert-Hélié de Pompadour, marquis de Laurière et seigneur du Bourgdeix, devint ainsi baron de Nontron, Piégut-Pluviers, Augignac, St-Etienne-le-Droux, Teijat... etc. Il fut conseiller d'Etat, maréchal de camp et grand sénéchal du Périgord. Il mourut à 70 ans, le 26 juin 1683, au château de Nontron, et, dit Nadaud, la bourgeoisie de cette ville porta, le lendemain, enterrer son corps au Bourgdeix. Son fils, Léonard, fut colonel d'infanterie, grand sénéchal du Périgord et baron de Nontron, qu'il transmit à sa fille unique, Françoise de Pompadour, mariée à Philippe-Egon de Dangeau, marquis de Courcillon, sur la tête de laquelle fut décrétée, le 20 août 1744, la baronnie de Nontron, laquelle fut vendue, en 1751, par les créanciers de la dite dame à M. de Lavie.

IX. *De Lavie*. — Par acte du 18 décembre 1751, reçu par Gervais, notaire à Paris, ratifié le 27 juin suivant, les créanciers et syndics de la dite dame Egon de Courcillon vendirent la terre et baronnie de Nontron à messire Jean-Charles de Lavie, président au Parlement de Bordeaux, pour la somme de vingt-cinq mille livres (1).

(1) Il ne s'agissait d'ailleurs, dans cette vente, que du chef-lieu de la baronnie et de la seule paroisse de Nontron, les trente-cinq, sur soixante-douze qui la composaient en 1553, ayant été successivement et irrévocablement aliénées du *xviii^e* au *xviii^e* siècle. Voici à cet égard le tableau que nous avons relevé dans les Archi-

Procès relativement au paiement des lods et ventes que le receveur général des domaines étendait sur un certain nombre de fiefs et autres fonds, ne faisant plus partie de la dite seigneurie, ainsi que l'expliquait M. de Lavie dans le mémoire suivant :

« Dès les temps les plus reculés et dont on ne peut découvrir l'origine, les redevances établies sur tout le territoire qui compose la paroisse de Nontron, appartenaient, comme elles appartiennent encore, à plusieurs et différents seigneurs. Parmi ceux qui avoient les possessions les plus considérables, on comptait le prieur de Nontron, les Dufaure de La Roderie, les familles des Camain, des Daidie, des Villac de Beynac et des Maillard. Les seigneurs de Pompadour, propriétaires de la baronnie de Nontron, n'avaient que la portion la plus médiocre ; ils cherchèrent à l'augmenter par des acquisitions et ils y parvinrent. La première et la plus considérable fut celle consentie par dame Anne de Gives, veuve d'Agues-

ves de la Charente, en rectifiant l'orthographe des noms des seigneurs de cette époque :

« 1° Nontron, à M. de Lavie ; 2° Javerlhac, à M. Texier de Javerlhac ; 3° Abjat, à M. Desdie, ou Daydie ; 4° Savignac, au même ; 5° Saint-Martial-de-Valette, à M. Moreau de Villejalet ; 6° St-Pardoux-la-Rivière, à M. d'Abzac de Villars, à M^{me} Dallonis et à M^{me} la prieure ; 7° Ausignac, à M. de Pompadour, à M. Dulau d'Allemands ; 8° Milhac, à M. de La Marthonie ; 9° Quinsac, à M. le comte Desdie ; 10° St-Front-de-Champniers, à M. de Labrousse de Verteillac ; il y a d'autres fiefs ; 11° Pluviers, à M. Dulau d'Allemands, à M. de La Ramière ; 12° St-Martin-le-Point, à M. de Labrousse de Verteillac ; 13° Marval, à M. de Saint-Auvent, la justice ; à M. de Lambertie, le fief ; 14° Champagnac, à M. Desdie de Saint-Laurent ; 15° Saint-Crapazi, ou Saint-Pancrace, à M. de La Garde de Saint-Angel ; 16° l'enclave de Champeau, à M. de Ribérac, à M. le marquis de Laxion, son beau-frère ; 17° le bourg de Bussière-Badil, à M. de La Vauguyon, comme prieur de Malle ; 18° Nontronneau, à M. de Labrousse de Verteillac ; 19° Champniers, à M. Dulau d'Allemands, à M. de La Ramière ; 20° St-Front-la-Rivière, ou La Renaudie, à la famille du Barry, à M. le comte d'Escard ; 21° St-Etienne-le-Droux, à M. de Pompadour, à M. de Lavie, à M. de La Ramière ; 22° Villars, à M. de Rastignac ; 23° Varaigne, à M. Stuard de Quélen de Caussade, à M. Delay ; 24° Bondazeau, à M. d'Astelet ; 25° Les Graulges, au même ; 26° Saint-Saud, à M. d'Arlot de Frugie ; 27° Beaussac, à plusieurs seigneurs : de Bellussières, Fayard des Combes, Maillard ; 28° Romain, à M. de Vigneras ; M. de Roux y a un fief ; 29° Saint-Martin-la-Rivière, M. Moreau de Villejalet ; 30° Reillac, M. de Roux de Reillac ; 31° Lussas, à la famille du Faure, à M. Desdie ; 32° Champel, ou Champeau, au même ; 33° le bourg de La Feuillade, à la famille Vigier, à M. de Javerlhac ; 34° le bourg de Mallet, ou Miallet, à divers seigneurs : de Lambertie, d'Aidie, de Rastignac et Grand de Bellussière ; 35° l'enclave de Bellussière et de La Beausse, dont le seigneur des Combes s'est emparé. »

seau, de la maison noble ou repaire des Peytavis, sise en la ville de Nontron... Un moulin, appelé de la Nauve, le lieu noble et bâtimens de Tuzat... Une terre appelée du Puy-de-Flory ; 29 septiers 3 boisseaux trois quarts froment ; 19 septiers un boisseau seigle ; 23 septiers 3 boisseaux avoine, 30 gelines ; deux livres de cire et 74 livres 19 sols 5 deniers en argent, de rente annuelle seigneuriale, foncière et directe, tant sur les maisons et tenances de la ville que paroisse de Nontron. La seconde fut par contrat du 3 décembre 1666, ou Blaise Daidie, seigneur de Vaugoubert, céda ses rentes dans la ville et paroisse de Nontron. La troisième provint de la veuve de Jean Villariaud, par acte du 30 septembre 1668, de rentes sur la dite ville, acquises par ce dernier d'Henry de Beynac, le 7 octobre 1655. Indépendamment de ces trois acquisitions, l'exposant comme représentant personnellement une dame de Camain possédoit, avant d'avoir acheté Nontron, des rentes considérables provenant des seigneurs de Camain et de Maillard de La Feye. Depuis qu'il a acheté Nontron... il a acquis par acte du 20 septembre 1753, de madame la comtesse de Roffignac, des fiefs appartenant autrefois à feu M. le comte de Roffignac et provenant de la famille d'Aidie. Il en est d'autres dont la propriété résidoit sur la tête des seigneurs de Colonges dès les *xiv^e* et *xv^e* siècles, suivant les reconnaissances que l'exposant a devers lui et qui ont formé le patrimoine des Pompadour. Enfin, il y en a en partie détachées qui proviennent des Labrousse, des Pastoureau, des Javerlhac et autres aussi justifiées... »

Plus tard et en 1788, le fils de l'acquéreur de la baronnie de Nontron la revendit à M. de La Ramière, qui en devint ainsi le dixième et dernier seigneur.

X. De La Ramière. — Par contrat en date du 23 août 1788, devant Maurin et Baron, notaires à Bordeaux, messire Paul-Marie Arnaud de Lavie, chevalier, conseiller du roi en tous ses conseils, président à mortier du Parlement de Bordeaux, vendit à haut et puissant seigneur Louis-Gabriel de La Ramière, comte de La Ramière... la terre et baronnie de Nontron, au prix de quarante-deux mille livres.

Antérieurement et le 7 août 1787, M. de Lavie en avait consenti la vente verbale à M. de La Ramière et lui avait donné, devant le dit Baron, notaire, procuration d'aliéner, échanger et administrer ses terres et seigneuries de Nontron et du

Procès relativement au paiement des lods et ventes que le receveur général des domaines étendait sur un certain nombre de fiefs et autres fonds, ne faisant plus partie de la dite seigneurie, ainsi que l'expliquait M. de Lavie dans le mémoire suivant :

« Dès les temps les plus reculés et dont on ne peut découvrir l'origine, les redevances établies sur tout le territoire qui compose la paroisse de Nontron, appartenaient, comme elles appartiennent encore, à plusieurs et différents seigneurs. Parmi ceux qui avoient les possessions les plus considérables, on comptait le prieur de Nontron, les Dufaure de La Roderie, les familles des Camain, des Daidie, des Villac de Beynac et des Maillard. Les seigneurs de Pompadour, propriétaires de la baronnie de Nontron, n'avaient que la portion la plus médiocre ; ils cherchèrent à l'augmenter par des acquisitions et ils y parvinrent. La première et la plus considérable fut celle consentie par dame Anne de Gives, veuve d'Agues-

ves de la Charente, en rectifiant l'orthographe des noms des seigneurs de cette époque :

« 1° Nontron, à M. de Lavie ; 2° Javerlhac, à M. Texier de Javerlhac ; 3° Abjat, à M. Desdie, ou Daydie ; 4° Savignac, au même ; 5° Saint-Martial-de-Valette, à M. Moreau de Villejalet ; 6° St-Pardoux-la-Rivière, à M. d'Abzac de Villars, à M^{me} Dallonis et à M^{me} la prieure ; 7° Augignac, à M. de Pompadour, à M. Dulau d'Allemands ; 8° Milhac, à M. de La Marthonie ; 9° Quinsac, à M. le comte Desdie ; 10° St-Front-de-Champniers, à M. de Labrousse de Verteillac ; il y a d'autres fiefs ; 11° Pluviers, à M. Dulau d'Allemands, à M. de La Ramière ; 12° St-Martin-le-Point, à M. de Labrousse de Verteillac ; 13° Marval, à M. de Saint-Auvent, la justice ; à M. de Lambertie, le fief ; 14° Champagnac, à M. Desdie de Saint-Laurent ; 15° Saint-Crapazi, ou Saint-Pancrace, à M. de La Garde de Saint-Angel ; 16° l'enclave de Champeau, à M. de Ribérac, à M. le marquis de Laxion, son beau-frère ; 17° le bourg de Bussière-Badil, à M. de La Vauguyon, comme prieur de Malle ; 18° Nontronneau, à M. de Labrousse de Verteillac ; 19° Champniers, à M. Dulau d'Allemands, à M. de La Ramière ; 20° St-Front-la-Rivière, ou La Renaudie, à la famille du Barry, à M. le comte d'Escard ; 21° St-Etienne-le-Droux, à M. de Pompadour, à M. de Lavie, à M. de La Ramière ; 22° Villars, à M. de Rastignac ; 23° Varaigne, à M. Stuard de Quélen de Caussade, à M. Delay ; 24° Bondazeau, à M. d'Astelet ; 25° Les Graulges, au même ; 26° Saint-Saud, à M. d'Arlot de Frugie ; 27° Beaussac, à plusieurs seigneurs : de Bellussières, Fayard des Combes, Maillard ; 28° Romain, à M. de Vigneras ; M. de Roux y a un fief ; 29° Saint-Martin-la-Rivière, M. Moreau de Villejalet ; 30° Reillac, M. de Roux de Reillac ; 31° Lussas, à la famille du Faure, à M. Desdie ; 32° Champel, ou Champeau, au même ; 33° le bourg de La Feuillade, à la famille Vigier, à M. de Javerlhac ; 34° le bourg de Mallet, ou Miallet, à divers seigneurs : de Lambertie, d'Aidie, de Rastignac et Grand de Bellussière ; 35° l'enclave de Bellussière et de La Beausse, dont le seigneur des Combes s'est emparé. »

seau, de la maison noble ou repaire des Peytavis, sise en la ville de Nontron... Un moulin, appelé de la Nauve, le lieu noble et bâtimens de Tuzat... Une terre appelée du Puy-de-Flory ; 29 septiers 3 boisseaux trois quarts froment ; 19 septiers un boisseau seigle ; 23 septiers 3 boisseaux avoine, 30 gelines ; deux livres de cire et 74 livres 19 sols 5 deniers en argent, de rente annuelle seigneuriale, foncière et directe, tant sur les maisons et tenances de la ville que paroisse de Nontron. La seconde fut par contrat du 3 décembre 1666, ou Blaise Daidie, seigneur de Vaugoubert, céda ses rentes dans la ville et paroisse de Nontron. La troisième provint de la veuve de Jean Villariaud, par acte du 30 septembre 1668, de rentes sur la dite ville, acquises par ce dernier d'Henry de Beynac, le 7 octobre 1655. Indépendamment de ces trois acquisitions, l'exposant comme représentant personnellement une dame de Camain possédoit, avant d'avoir acheté Nontron, des rentes considérables provenant des seigneurs de Camain et de Maillard de La Fcye. Depuis qu'il a acheté Nontron... il a acquis par acte du 20 septembre 1753, de madame la comtesse de Roffignac, des fiefs appartenant autrefois à feu M. le comte de Roffignac et provenant de la famille d'Aidie. Il en est d'autres dont la propriété résidoit sur la tête des seigneurs de Colonges dès les *xiv^e* et *xv^e* siècles, suivant les reconnaissances que l'exposant a devers lui et qui ont formé le patrimoine des Pompadour. Enfin, il y en a en partie détachées qui proviennent des Labrousse, des Pastoureau, des Javerlhac et autres aussi justifiées... »

Plus tard et en 1788, le fils de l'acquéreur de la baronnie de Nontron la revendit à M. de La Ramière, qui en devint ainsi le dixième et dernier seigneur.

X. De La Ramière. — Par contrat en date du 23 août 1788, devant Maurin et Baron, notaires à Bordeaux, messire Paul-Marie Arnaud de Lavie, chevalier, conseiller du roi en tous ses conseils, président à mortier du Parlement de Bordeaux, vendit à haut et puissant seigneur Louis-Gabriel de La Ramière, comte de La Ramière... la terre et baronnie de Nontron, au prix de quarante-deux mille livres.

Antérieurement et le 7 août 1787, M. de Lavie en avait consenti la vente verbale à M. de La Ramière et lui avait donné, devant le dit Baron, notaire, procuration d'aliéner, échanger et administrer ses terres et seigneuries de Nontron et du

Bourdeix. C'est en vertu de cette procuration que M. de La Ramière vendit, ainsi que nous l'avons vu, à M. de Mazerat, le fief des Peytavis, et ce par acte privé du 7 octobre 1787, déposé à M^e Grolhier, notaire, le 30 mai 1793. Ce dépôt fut nécessité par les prétentions du fisc revendiquant, comme domaniaux, le dit fief, plus le moulin de La Nauve, appartenant à madame veuve de La Ramière et à Latour d'Albret. Mais le fisc fut débouté de ses prétentions par deux sentences arbitrales du district de Nontron des 9 et 17 floréal an II, dont nous extrayons ce qui suit :

« Il est facile d'établir que les objets dont le préposé de la régie nationale a pris possession... sauf les ruines du château d'Albret, ne sont pas domaniaux, soit parce qu'ils n'ont jamais fait partie de la ci-devant baronnie de Nontron, soit parce qu'ils en auroient été démembreés antérieurement à la réunion possible de la dite baronnie au domaine... La maison, jardin et terre en dépendant, possédés par la citoyenne Mazerat, ensemble le moulin de La Nauve, possédé par la citoyenne La Ramière, sont en effet dans le ci-devant fief des Pétavis, qui, s'il dépendoit dans son origine de la baronnie de Nontron, en avoit été au moins démembré long-temps avant l'avènement d'Henry IV au ci-devant trône de France. Dans l'intervalle des années 1486 et 1504, suivant d'anciens mémoires, Alain d'Albret et après lui Jean, son fils, avoient fait plusieurs démembrements de la terre de Nontron ; le contrat de vente de cette seigneurie consacre lui-même cette vérité, puisque les commissaires d'Henry IV déclarèrent ne pas comprendre dans cette aliénation celles précédemment faites. Tout porte à croire que le fief des Pétavis avoit fait partie de ces anciennes aliénations, ainsi qu'il résulte des faits suivans : En 1539, Jean et Louis Puyzillou, seigneurs de La Roderie, rendirent hommage au roi de Navarre de la maison noble et repaire des Poitevins ou des Pétavis en la ville de Nontron. En 1608, le seigneur de Nontron fit assigner François du Faure de La Roderie, possesseur du fief des Pétavis, pour démolir un pavillon qu'il avoit fait bâtir sur la muraille de la ville. En 1609, le même du Faure de La Roderie rendit hommage de son fief à la Chambre des comptes... En 1637 et le 2 avril, le fief et repaire des Pétavis et le moulin de la Nauve, entr'autres biens, furent décrétés sur la tête des La Roderie par sentence du Châtelet de Paris, dont expédition est rapportée en forme et qui désigne particulièrement les objets dont il s'agit : Une maison et repaire noble où il y a fossé et pont-levis, située en la ville de Nontron, appelée le repaire noble de Pétavis, avec autre maison, pres-

soir, jardin y joignant, y ayant la rue que l'on va du château à la ville de Nontron entre deux ; plus un moulin, gardoir, aisines, pré, terre et jardin, le tout tenant ensemble, le fleuve du Bandiat entre deux ; les dits objets adjugés par la même sentence à Anne de Gives, veuve d'Antoine d'Aguesseau qui, par contrat du 5 octobre 1655, rapporté en forme, les vendit, avec d'autres fonds, à Philibert-Hélie de Pompadour... •

Du fief des Pétavis, nous arrivons, naturellement, aux autres arrière-fiefs et seigneuries subalternes qui existaient autrefois dans la paroisse de Nontron, savoir :

1° *La Chapoulie*. — Où l'on voit encore une maison noble, flanquée d'une tour ronde et qui appartenait, en 1595, à Hélie de Labrousse et Jehanne de Camaing, sa femme. Leur fils Jehan de Labrousse, qualifié d'écuyer, n'eut que deux filles, dont l'une se maria le 27 février 1650 avec Blaise d'Aydie, et l'autre avec François Pastoureau, sieur du Coutiran.

2° *La Francherie*. — Appartenant à la famille d'Aydie, dont un membre, Blaise d'Aydie, céda plusieurs rentes à M. de Pompadour, baron de Nontron, par acte reçu Vieillemard, le 13 décembre 1666, portant érection en fief de ladite terre. En 1683 et 1694, Antoinette de Labrousse, veuve dudit Blaise, Antoinette, sa fille, et Jean de Roffignac, seigneur de Belleville, son gendre, habitant leur maison noble de La Francherie. Le 2 juin 1702, devant Quilhac, vente par M^e Annet du Reclus à Antoine d'Aydie, abbé d'Aydie, habitant pour le présent sa maison noble de La Francherie. Le 23 mai 1751, devant Boyer, le comte Jean de Roffignac, lieutenant des maréchaux de France, vendit ce fief à François Delapouge, maître de forge. Il fut enfin décrété sur la tête de ce dernier et adjugé le 9 août 1783 à M^e Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, dont les descendants le possèdent encore.

3° *La Mothe*. — Appartenant, dès le xv^e siècle au moins, à la famille du Barry, ainsi qu'il résulte de diverses reconnaissances de rentes consenties à Alain du Barry les 8 et 9 mars 1496 ; de deux autres du 15 février 1522, à

dame Roberte de Sainte-Maure comme tutrice de Gérard du Barry, son fils. D'autre part et dès 1583, nous trouvons le repaire de La Mothe aux mains de Guillaume Faure, « escuyer, sieur de La Mothe et de Champaignac, conseiller du Roy et garde du ceaux au siège présidial de Périgueux, » qui, par acte du 11 juillet passé à Nontron devant Agard, en rendit hommage à Jehan de La Personne, commissaire d'Henry, roi de Navarre, en ces termes :

« Lequel hommage faisant ledict maistre Guillaume Faure a confessé tenir du roy de Navarre a foy et hommage, a cause de la vicomté de Limoges, baronnie et seigneurie de Nontron, une maison à Nontron en la grand ruhe... le repaire de La Mothe avecques toutes leurs appartenances et deppendances, estant teste nue, deux genoulx en terre, tenant ses mains jointes entre les mains dudict de La Personne, a promis et juré sur la sainte Bible qu'il sera bon et loyal vassal dudict sieur et de ses successeurs vicomtes de Limoges et seigneur de Nontron, son bien et honneur pourchassera et gardera et son mal evistera à son pouvoir, ses fautes ne revellera, ne se trouvera au lieu auquel contre sa personne, de ses femme et enfants, bien gens de son conseil sera, aucune chose conspirera ou machinera, et quand saura avoir esté faict, len advertira le plus tost quil luy sera possible, et secourra, gardera, défendra le dict sieur, son honneur et de ses dicts femme et enfants et biens contre toutes personnes, le roy souverain seulement excepté. Egalement fera, tiendra et accomplira les clauses contenues es chapitres de fidelité, et payera au dict sieur et à ses successeurs une paire de gants blancs de valeur de deux escus sols a muance de seigneur ou de vassal.... »

Du 19 janvier 1609, devant Lenoble acte de vente :

« Du repaire noble de La Mothe, près de la ville de Nontron, par damoysselle Anne de Nesmond, faisant tant en son nom que pour César de Réals, escuyer, et Marie du Faure, damoysselle, conjoints, a Marguerite de Camaing, damoyzelle, veufve de feu monsieur maistre Jehan de Choumelle, conseiller du roy au siège présidial de Périgueux... »

En 1629, Jehan de Labrousse, escuyer, S' des Chapoullies, possédait ce repaire, qui, en 1672 et 1695, était aux mains d'Antoinette, sa fille, femme de Blaise d'Aydie, d'où il passa à sa sœur, femme de Jean de Roffignac.

Le 2 décembre 1749, devant Petit, Jean de Rollignac, seigneur de Belleville, La Francherie et autres places, lieutenant des maréchaux de France, demeurant en son château de Belleville, paroisse de Feuillade en Périgord, vendit ce fief à François Delapouge, juge de Feuillade et maître de forge, qui, le 28 avril 1776, devant Grolhier, le céda à sa femme, laquelle, par acte du même notaire du 5 novembre 1790, le vendit pour 7,468" à M. Louis-Michel Barbot de Bellevue. Enfin et depuis, La Mothe a passé successivement des familles de Roux et Excousseau à la famille Neury, qui la possède actuellement.

4° *La Grange* ou *Les Granges*. — Ce fief appartenait au xvi^e siècle à la famille Pastoureau, dont un membre, Pierre Pastoureau S^r de La Grange, habitait au repaire noble de La Grange, paroisse de Nontron, d'après une quittance du 20 mai 1627, reçue Lenoble.

5° *Gaumondières*. — Dont l'habitation se composait d'un corps de logis flanqué de deux pavillons carrés, surmontés de girouettes armoriées. Un de ces pavillons existe encore, l'autre a été remplacé par une construction moderne. Ce fief appartenait au xvi^e siècle à la famille Roy et était habité en 1618 par Léonard Roy et Bertrande de Labrousse sa femme, d'après l'acte de baptême de Louis Roy, leur fils, du 16 mai de cette année. Mais, par testament reçu Grolhier, du 5 avril 1744, autre Léonard Roy le transmit à M. Jean de Labrousse, S^r du Bosfrand, juge de Nontron et subdélégué, dont une branche de sa famille le possède encore.

6° *Barouffières*. — Appartenait, au xv^e siècle, à la famille Rousseau. Le 31 mars 1531, François et Françoise Rousseau transigèrent au sujet de la succession de M^e Thibaut Rousseau, leur père, et le repaire noble de Barouffières fut attribué à cette dernière, qui le transmit par mariage à la famille Mondinaud, ainsi qu'il résulte de l'hommage suivant,

retenu par François Futanet, notaire et tabellion royal à Bordeaux, le 23 juin 1570 :

« Pierre Mondinaud Sr de Baroffière, près de Nontron en Périgort, au nom et comme héritier de feu Françoise Rousseau, sa mère, ayant le droit de feu messire Thibaut Rousseau, en son vivant procureur en la cour et Parlement de Bordeaux... a déclaré tenir en fief et hommaige lige de François Conan, escuyer, sieur de Connezac... est a savoir le repere du dict Baroffière et ses appartenances... Le dict Mondinaud s'est mis a genoulx, teste nue, jointes mains, a baisé a la jouhe le dict Sr de Connezac en signe, comme dict est, de bonne foy et hommaige lige, et neammoing luy a bailhé la somme de sept sols tournois et a promis luy garder foy et fidelité comme a son souverain seigneur, luy estre bon et loyal vassal et luy faire toutes les obeyssances que ses predecesseurs ont accoustumé faire... »

Le même hommage fut renouvelé de 1607 à 1776 à Jacques, Claude et Alexis de Conan, savoir : Le 6 octobre 1607, devant Fonreau, par Jehan Mondinaud ; le 18 mai 1697, par Léonard de Labrousse ; le 21 mars 1747, devant Petit, par Jean de Labrousse, et le 5 janvier 1776, devant Laba, par autre Léonard de Labrousse, comme héritier dudit Jean, son père, et habitant, est-il dit, sa maison noble de Barouffière.

7° *Puyrigard*. — Appartenait à la famille de Labrousse, d'après les documents suivants : Du 10 septembre 1611, acte de baptême, à Nontron, de Thibaud de Labrousse, fils d'autre Thibaud Sr de Peyrigard et d'Anthoynette du Mazeau. Du 15 août 1680, baptême d'Anthoine Labrousse, fils de Pierre Sr de Peyrigard et de dame Antoinette de Lajar, habitant, est-il dit dans un acte de 1681, le lieu noble de Peyrigard. En 1705, Nicolas de Labrousse, comte de Verteillac, seigneur de Puyrigard... etc... En 1710, Pierre de Labrousse de Verteillac, chevalier, seigneur de Creyssat, Puyrigard, et autres places, habitait son château de Puyrigard, paroisse de Nontron. Les 28 août 1758 et 12 janvier 1759, vente du

dit fief à Jean de Labrousse Sr du Bosfrand, ainsi qu'il suit :

« Aujourd'hui est comparu pardevant les conseillers du Roy, notaires au Chatelet de Paris, haut et puissant seigneur, messire Cézard-Thibaud-Pierre de Labrousse de Verteillac, St-Martin, La Tourblanche et Montereau, gouverneur, grand sénéchal et lieutenant de Roy en Périgord, capitaine de cavalerie, demeurant à Paris.... Lequel après avoir pris lecture... d'un contrat passé devant Grolhier, notaire à Nontron, le 28 août dernier... portant vente par haut et puissant seigneur messire Thibaut de Labrousse, chevalier, comte de Verteillac, baron de La Tourblanche, seigneur de St-Martin-le-Peint, Javerlhac, St-Front-de-Champniers et autres places, ancien gouverneur et sénéchal du Périgord, père du dit seigneur comparant, à messire Jean de Labrousse du Bosfrand seigneur du Peyrat, chevalier, conseiller du Roy, président trésorier de France général du domaine au bureau des finances de Bordeaux, du fief et domaine de Puyregard, situé dans la paroisse de Nontron, appartenances et dépendances tant de fief que de roture, moyennant le prix et somme de trente-six mille livres de prix principal et mille deux cents livres de pot de vin, le tout ci-devant payé ; a, par ces présentes, déclaré avoir la dite vente pour agréable, l'approuver en tout son contenu et en consent l'entière exécution, déchargeant les dits biens vendus de toutes actions et créances, pour raison du douaire constitué par mon dit seigneur de Verteillac père, à défunte haute et puissante dame Madeleine-Angélique de Labrousse de Verteillac, son épouse, mère du dit seigneur comparant, de laquelle il est seul héritier.... »

8° *Tuzat*. — Qualifié de lieu noble dans divers actes de la paroisse de Nontron au XVII^e siècle. Le 5 octobre 1655, M^{me} Anne de Gives, veuve d'Aguesseau, vendit à M. Philibert-Hélie de Pompadour, baron de Nontron, le lieu noble et bâtiments de Tuzat ; et le 11 septembre 1683, le fils de ce dernier en gratifia M. Isaac de Labrousse, par l'acte suivant, reçu Agard :

« Au chasteau de Nontron, pardevant le notaire royal sousigné... furent presents.... haut et puissant seigneur messire Léonard-Hélie de Pompadour, marquis de Laurière et du Bourdeix, baron de Nontron, seigneur d'Auginhac et autres plasses, conseiller du Roy en ses conseils, seneschal et gouverneur pour le Roy en la presente province du Perigord.... Lequel, de

son bon gré et en récompense des services qu'il a reçus de maistre Isaac Delabrousse sieur du Bosfranc, advocat en parlement et habitant de la presente ville et qu'il espere recevoir de luy.... luy a faict don et donation entre vifs et a jamais yrevocable et aux siens, du domaine et piece appele de Tuzat, situé proche la presente ville... sous la reserve d'un sol de rente fonciere et directe, annuelle et perpetuelle.... »

Du 13 mai 1702, procuration donnée par le même au dit Isaac de Labrousse, avocat et juge sénéchal de la baronnie de Nontron ; et le 15 novembre 1710, pour récompense de nouveaux services, autorisation de chasse en ces termes :

« Nous consentons que le sieur Dubosfrant, nostre juge de Nontron et ses enfants, chassent ou fassent chasser pour leur service dans toute l'étendue de nos terres de Perigord, et faisons deffances de les y troubler. Faict en nostre chasteau du Bourdeix, le 15^e du mois de novembre 1710.
— POMPADOUR. »

9° *Brouilhac*. — Repaire noble, dont noble homme Antoine de Brouilhac rendit hommage au vicomte de Limoges, le 24 avril 1464. (Lespine.)

10° *Coulières*. — Appartenant en 1728, ainsi que Brouilhac, à Pierre Pastoureau, ancien conseiller-enquêteur en l'Élection de Périgueux, qui en acquit les rentes et droits féodaux du baron de Nontron, par acte reçu Delavallade, notaire, le 12 août 1728, sous la réserve que les dits biens seraient tenus à foi et hommage envers le dit seigneur et au droit d'une paire de gants blancs à chaque mutation de seigneur et de vassal.

11° *Métairies nobles*. — 1° Repaire du Bois de Pery ; 2° Les Fournaux ; 3° Le Puy, appartenant aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles à diverses branches de la famille de Labrousse ; 4° Azat, dont le manoir, occupé aujourd'hui par l'un des colons de M. de Laugardière, servait d'habitation à messire Daniel-Gabriel de Béarn, chevalier, seigneur de La Rochebeaucourt, et à dame Gabrielle de Raymond, sa femme, ainsi qu'il résulte des actes de baptême de leurs enfants en 1701, 1702 et 1703. Quoi

qu'ayant été réparé en 1703 et 1708, ce logement, composé d'une cuisine et de deux chambres, était bien modeste et est une preuve de plus de la simplicité fortifiante des mœurs de l'époque.

Mais quels furent, au moyen-âge et depuis la renaissance, les revenus et les charges de la châtellenie et de la baronnie de Nontron ?

Revenus. — Par lettres patentes, datées « apud Nontronium die martis post Invocavit me, an° D' m° trecentesimo quadragesimo secundo (1342), » imposition accordée à la vicomtesse pour un an, qui estoit de lever sur toutes les marchandises qui se vendoient en la vicomté 4 deniers par livre, 2 pour demi-livre et un pour un quart. (Doat).

En 1367, les seuls émoluments de justice avaient produit 300 livres.

Vers la fin du xv^e siècle, la seigneurie ne rapportait annuellement qu'environ 200 livres en argent et 150 charges de froment, seigle et avoine.

Nous trouvons d'autre part et dans le compte de Dauphin Pastoureau, receveur de la baronnie, que les revenus de 1495 s'élevèrent à 300 livres.

En 1502, Alain d'Albret, plaidant contre la dame de Montrésor, qui évaluait ces revenus à 1,500 livres, exposait dans un mémoire judiciaire :

« Ceux qui tiennent en la baronnie de Nontron, en la vicomté de Limoges : Le Prieur, curé de Nontron, l'aumosnerie de cette ville, les religieuses de St-Pardoux-la-Rivière, le seigneur abbé de Peyrouse, ordre de Cisterciens, et plusieurs autres églises, le seigneur de Pompadour, Alain du Barry, a cause de la maison noble d'Espèrn, Dauphin Pastoureau, les seigneurs de Lavallade, de Beaulieu, de Monceuilh, du Breuilh, de Flamenc, de Lacourt, de Lavau, de Puychenin, de Romain, de Lafeuillade, de Laforest, de La Mothe, de La Maurinie, de Puyagu, de Las Bernardières, de La Marthonie, de Tryon de Montalembert, du Bourdeys. — Les bourgeois de Nontron, maistre Jehan Baleston, Martial Rosseu, Thibaut Rosseu, Johanno Maings qui sont trois frères, Pierre Camaing, Jehan Pastoureau, Beffaninie, de Puyzillon, Pierre Jarric et ses frères Balhot, Reymonie.... Les dessus

son bon gré et en récompense des services qu'il a reçus de maistre Isaac Delabrousse sieur du Bosfranc, advocat en parlement et habitant de la presente ville et qu'il espere recevoir de luy.... luy a faict don et donation entre vifs et a jamais yrevocable et aux siens, du domaine et piece appele de Tuzat, situé proche la presente ville... sous la reserve d'un sol de rente fonciere et directe, annuelle et perpetuelle.... »

Du 13 mai 1702, procuration donnée par le même au dit Isaac de Labrousse, avocat et juge sénéchal de la baronnie de Nontron; et le 15 novembre 1710, pour récompense de nouveaux services, autorisation de chasse en ces termes :

« Nous consentons que le sieur Dubosfrant, nostre juge de Nontron et ses enfants, chassent ou fassent chasser pour leur service dans toute l'endue de nos terres de Perigord, et faisons deffances de les y troubler. Faict en nostre chasteau du Bourdeix, le 13^e du mois de novembre 1710.
— POMPADOUR. »

9° *Brouilhac*. — Repaire noble, dont noble homme Antoine de Brouilhac rendit hommage au vicomte de Limoges, le 24 avril 1464. (Lespine.)

10° *Goulières*. — Appartenant en 1728, ainsi que Brouilhac, à Pierre Pastoureau, ancien conseiller-enquêteur en l'Election de Périgueux, qui en acquit les rentes et droits féodaux du baron de Nontron, par acte reçu Delavallade, notaire, le 12 août 1728, sous la réserve que les dits biens seraient tenus à foi et hommage envers le dit seigneur et au droit d'une paire de gants blancs à chaque mutation de seigneur et de vassal.

11° *Métairies nobles*. — 1° Repaire du Bois de Pery ; 2° Les Fournaux ; 3° Le Puy, appartenant aux xvii^e et xviii^e siècles à diverses branches de la famille de Labrousse ; 4° Azat, dont le manoir, occupé aujourd'hui par l'un des colons de M. de Laugardière, servait d'habitation à messire Daniel-Gabriel de Béarn, chevalier, seigneur de La Rochebeaucourt, et à dame Gabrielle de Raymond, sa femme, ainsi qu'il résulte des actes de baptême de leurs enfants en 1701, 1702 et 1703. Quoi

qu'ayant été réparé en 1703 et 1708, ce logement, composé d'une cuisine et de deux chambres, était bien modeste et est une preuve de plus de la simplicité fortifiante des mœurs de l'époque.

Mais quels furent, au moyen-âge et depuis la renaissance, les revenus et les charges de la châtellenie et de la baronnie de Nontron ?

Revenus. — Par lettres patentes, datées « apud Nontronium die martis post Invocavit me, an^o D' m^o trecentesimo quadragesimo secundo (1342), » imposition accordée à la vicomtesse pour un an, qui estoit de lever sur toutes les marchandises qui se vendoient en la vicomté 4 deniers par livre, 2 pour demi-livre et un pour un quart. (Doat).

En 1367, les seuls émoluments de justice avaient produit 300 livres.

Vers la fin du x^v^e siècle, la seigneurie ne rapportait annuellement qu'environ 200 livres en argent et 150 charges de froment, seigle et avoine.

Nous trouvons d'autre part et dans le compte de Dauphin Pastoureau, receveur de la baronnie, que les revenus de 1495 s'élevèrent à 300 livres.

En 1502, Alain d'Albret, plaidant contre la dame de Montrésor, qui évaluait ces revenus à 1,500 livres, exposait dans un mémoire judiciaire :

« Ceux qui tiennent en la baronnie de Nontron, en la vicomté de Limoges : Le Prieur, curé de Nontron, l'aumosnerie de cette ville, les religieux de St-Pardoux-la-Rivière, le seigneur abbé de Peyrouse, ordre de Cisterciens, et plusieurs autres églises, le seigneur de Pompadour, Alain du Barry, a cause de la maison noble d'Espèrn, Dauphin Pastoureau, les seigneurs de Lavallade, de Beaulieu, de Monceuilh, du Breuilh, de Flamenc, de Lacourt, de Lavau, de Puychenin, de Romain, de Lafeuillade, de Laforest, de La Mothe, de La Maurinie, de Puyagu, de Las Bernardières, de La Marthonie, de Tryon de Montalembert, du Bourdeys. — Les bourgeois de Nontron, maistre Jehan Baleston, Martial Rosseu, Thibaut Rosseu, Johanno Maings qui sont trois frères, Pierre Camaing, Jehan Pastoureau, Beffaninie, de Puyzillon, Pierre Jarric et ses frères Balhot, Reymonie.... Les dessus

nommés et plusieurs autres... tiennent en la dicte seigneurie de Nontron maisons nobles, reppaires, domaines, mestairies, molins, estangs, garennes, mas, villaiges, borderies, tenements, cens, rentes et aultres debvoirs et droits de fondalité et directité, dont monseigneur et les siens nont prins que le droit de justice... Et les habitans de la dicte ville de Nontron et de troys a quatre paroisses a lentour on dancienneté et par tel et si longtemps quil nest memoire du contraire exempts et en franchise et liberté de ne payer point de guet... Et vaut seulement la dicte seigneurie en recepte deniers ordinaires VII^{xx} XIIⁱ IX^d. (152 livres 9 deniers). »

Dans le compte-rendu par Aymaric, trésorier de la vicomté, du jour de St-Jean-Baptiste 1556 au même jour de 1559, il est dit :

« Baronnie de Nontron assensée à François de Puysillou, sous la caution de Thibault Le Reclus, marchand du dict lieu, pour chacun an 588 livres de principal et 72 livres pour les charges ordinaires. » (Doat, v. 246).

En 1574, d'après le terrier du roi de Navarre, celui-ci ne possédait dans la baronnie, en fait de redevances en blé, seigle, méture, avoine, gélines et argent, que 177 livres 12 sols et 8 deniers.

En 1630, M. de Pompadour en affermait tous les revenus au prix de 250 livres.

Dépenses. — Le baron était tenu, outre l'entretien de la forteresse, des routes, halles et marchés, de payer ses officiers d'administration, dont les principaux étaient :

1° *Le prévôt*, cumulant, dans le principe, les fonctions judiciaires et militaires. Parmi ceux de Nontron, nous avons retrouvé les suivants :

En 1274, Helias, d'après la mention de Doat :

« Vendition par Helias, prepositi de Nontron, a Vienne de La Noaille, veuve de Guy de La Douze, d'une pièce de terre a Nontron pour douze deniers de rente. Quarto junii, an^o Dⁱ m^o cc^o septuagesimo quarto. »

Pierre Colombel qui, en 1326, tint les assises pour le vicomte dans les paroisses d'Abjac et Augignac.

En 1338, Ytier de Magnac, d'après Doat :

« Lettres par lesquelles appert que le conseil de la vicomtesse de Limoges bailla le gouvernement du chastel et chastellanie de Nontron et ressort diceux a Ytier de Maignac. Die veneris post festum beati Laurentij, an° Dⁱ ecc° trigesimo octavo. »

« Johannis de Montafilo », dont le sceau est appendu à un acensement, daté de Nontron le 22 mars 1351. (*Sigillographie du Périgord*, par Ph. de Bosredon).

Geoffroy du Bois, d'après l'acte d'afflèvement de maison du 12 mars 1353, dont nous avons déjà parlé, qui l'était encore en 1359, dans un acte de partage, dont nous reparlerons et où il figure comme témoin : « Gaufrido de Bosco, preposito de Nontronio ac capitaneo. » Enfin et en 1365, d'après Doat :

« Eymery Alphanie vendit à Geoffroy de Bosco, prévost de Nontron, deux septiers de rente sur le mas de Courbepine, paroisse de St-Front de Champniers. »

En 1376, Helie de Lestrada.

En 1393, Mercier, « Mercerii, prepositus de Nontronio. »

Bertrand du Barry, capitaine de Nontron (Nadaud). Thibaut de Conan était capitaine de Nontron en 1490 (arch. de famille). De La Reymondie l'était en 1556. (Doat).

De cette époque à 1600, la baronnie de Nontron ayant été complètement démembrée et le chef-lieu vendu, la charge de capitaine dut être définitivement supprimée, les fonctions judiciaires étant d'ailleurs exercées depuis fort longtemps par des juges particuliers.

Cependant et dans l'acte de baptême de Dauphin Rousseau du 24 décembre 1651, nous trouvons cette mention : « Parain, Daulphin Pastoureau S^r du Tallet, capitaine de la ville de Nontron » ; c'est-à-dire, à notre sens : capitaine de cette milice nontronnaise qui se distingua pendant la Fronde.

Mais, revenons aux anciens capitaines qui, dans le principe, résidaient dans le château et percevaient pour gages le droit de guet, et, pour nourriture et chauffage, des prestations en nature. Plus tard, on y joignit des émoluments en argent ; car, dans le compte de 1556 à 1559 du trésorier, il est dit qu'on a compté au sieur de La Reymondie, capitaine de Nontron, L.X.L (90 livres).

2° *Le Receveur*, qui percevait les recettes, les denrées et les deniers produits de la justice ou des aliénations ; poursuivait le paiement des prestations en nature et des redevances ; conservait et vendait les denrées ; payait les officiers et toutes les dépenses d'ordre public, dont il tenait registre et rendait compte au trésorier général de la vicomté.

Parmi les receveurs de Nontron figure, notamment, Dauphin Pastoureau, qui occupait cette charge avant 1478 et la conserva jusqu'en 1505, date de son décès. Il recevait, pour ses gages annuels, la modique somme de vingt livres, dont il aurait pu, assurément, se passer, puisqu'il était alors assez riche pour acquérir quatorze paroisses et même le chef-lieu de la seigneurie, au prix de 15,095 livres. Il n'exerça donc ses modestes et absorbantes fonctions que par dévouement au roi de Navarre, qui l'en récompensa en l'investissant des fonctions « d'esleu au présidial de Périgueux » et en lui attribuant ainsi le titre nobiliaire d'écuyer. Aussi, voyons-nous que, dans ses lettres de ratification des dites ventes, datant de Saint-Jean-Pied-de-Port, le 1^{er} jour d'octobre 1504, le dit roi qualifia l'acquéreur de : « Nostre bien aymé escuyer Daulphin Pastoureau, seigneur de Javerlhac. »

3° *Officiers de justice*, dont les gages pour le juge et le procureur du vicomte furent de cent sols jusqu'en 1344, date de la création des épices, dont nous reparlerons dans le chapitre suivant, relatif aux institutions judiciaires.

CHAPITRE V. — *Institutions judiciaires.*

Dans le principe, les comtes et les seigneurs rendaient la justice. Vers la fin du x^e siècle, fut créée la juridiction féodale, composée de justices privées, attachées à la terre et dépendantes du droit de propriété. La haute justice avait la plénitude de juridiction civile et criminelle ; la moyenne justice, sur toutes les causes civiles ; la basse justice, sur les matières civiles jusqu'à concurrence de soixante sous parisis. La juridiction seigneuriale était rendue dans des assemblées appelées assises, et composées de trois hommes du fief, sous la présidence du seigneur, ou de son délégué, le bailli, ou le prévôt.

Plus tard, les seigneurs purent et durent nommer des officiers spéciaux pour rendre la justice en leur nom, et, dit Loiseau à ce sujet :

« En la première antiquité, les seigneurs étoient les vrais juges, aussi n'étoient-ils lors que simples officiers du Roy ; mais ayant converti leur office en seigneurie, qui est une espèce de dignité distincte spécifiquement de l'office, comme ils ont pris à eux ce qui appartenait au Roy, à savoir la propriété de la justice, aussi ils ont laissé à leurs juges ce qui étoit de leur ancien office, savoir l'exercice de la justice. »

• Les seigneurs étoient, d'ailleurs, responsables des malversations de leurs juges ainsi que de leur mal-jugé et, en cas de réformation de la sentence, ils étoient condamnés en soixante livres d'amende, sauf recours contre le juge. Aussi avoient-ils le soin et le devoir de n'instituer aux offices de leurs justices que des gens capables, sujets du roi, résidant dans le royaume et ayant des biens suffisants pour répondre des abus et malversations dans l'exercice de leur emploi. — Le serment prêté entre les mains du seigneur ne suffisoit point pour faire un juge et en conférer le caractère ; ces officiers étoient obligés de se faire recevoir dans les juridictions royales, où ils devoient puiser leur véritable mission. L'article 55 de l'ordonnance d'Orléans exige que tous les officiers de juridictions subalternes et des seigneurs haut justiciers soient examinés avant que d'être reçus par le lieutenant général du baillage ou autre juge de la justice royale du ressort.

De là deux formalités à remplir par les officiers du seigneur avant de pouvoir exercer leurs fonctions : l'examen et la réception par le juge royal. — La situation des officiers de justice fut, d'autre part, irrévocable jusqu'à l'ordonnance de Roussillon de 1563, qui accorda le droit de destitution au seigneur, mais sous la réserve accordée à la Cour souveraine de juger la conduite du seigneur et du juge et de la réprimer, en déclarant nulle la destitution injuste. — Enfin, et à l'égard des affaires où le seigneur étoit partie ou intéressé, les juges n'en pouvoient connaître, suivant l'article 11 du titre 24 de l'ordonnance de 1667. Ainsi, lorsque les seigneurs ont reçu quelqu'injure de leurs vassaux ou emphytéotes, il faut qu'ils se pourvoient devant le juge supérieur... Le seigneur qui abuse de la justice contre son sujet soit en la lui déniaut, soit en le vexant induement, est privé de sa juridiction, soit en tout, soit en partie, soit à perpétuité ou à temps seulement... »

(LOISEAU, D'ESPEISSES, FERRIÈRE, GUYOT.)

Avons-nous jamais eu, à l'égard des juges, plus de garantie de savoir, de probité et d'indépendance ?

Quant aux autres officiers auxiliaires, le seigneur avait encore le droit de nommer : 1° Un lieutenant de juge ; 2° un greffier ; 3° le geôlier de la prison, que les seigneurs haut-justiciers furent tenus d'avoir dans leur château par arrêt des Grands Jours de Moulins du 16 octobre 1550 ; 4° des sergents, chargés d'exécuter les mandements et sentences des juges, savoir, dit la coutume d'Angoumois : par le comte, jusqu'à douze ; le baron, six ; le seigneur châtelain, quatre ; les simples seigneurs, deux seulement ; 5° et enfin, des notaires, en ce qui concernait les barons et les seigneurs châtellains, auxquels un édit de François I^{er}, de novembre 1542, avait accordé la prérogative de créer des notaires authentiques dans leurs terres pour y recevoir toutes sortes d'actes entre-vifs et de dernière volonté.

De cet exposé général passons à la situation particulière de la juridiction de la châtellenie et baronnie de Nontron, dont le prévôt, Pierre Colombet, tint, en 1326 et pour le vicomte de Limoges, des assises à Abjat, Augignac et St-Pardoux-la-Rivière, en la dite châtellenie. Mais du xiv^e à la fin du xv^e siècle, chaque seigneurie eut sa juridiction particulière, ainsi

qu'il résulte du mémoire suivant, sans date, et dont l'original est aux Archives des Basses-Pyrénées :

« Memoires pour les Roy et Royne de Navarre, pour le respect de leur baronnye de Nontron et resort dicelle. — Et premièrement est adnother qu'il y a vingt juridictions, ayant toutes justices haute, mere, miste et impere qui en dépend, sauf et reservé Saint-Pardoulx, ou la dame prieuresse na que la justice basse jusques a soixante soubz, qui sont toutes vingts subjectes au resort arreste de la dicte baronnye. A sçavoyr est Varagne, Javerlhac, Le Bourdeys, Puyagut, Champniers, Saint-Saud, Bernardières, Les Combes, Lussas, Connazac, La Renaudie, Milhac, Villars, Bruzac despuys la Colle, Marelhe, La Rochebeaulcourt, Bourzac, Bussière Badil, Teyzac, Saint-Pardoulx-la-Rivière, Foilhade, Monchuel, qui de tout temps et ancienneté, quant on faict adjourner quelcung des dictes vingts juridictions sans prejudices de leurs declinatoyres, sont tenus et ont toujours comparu pardevant le juge de la dicte baronnye de Nontron, sauf quil y avoit trente ou quarante ans que ceulx de Marelhe, de La Rochebeaulcourt et de Bourzac nont obéy, et si nest que puyz douze ou quinze ans ença, un Jehan Pichon adjourna ung de Marelhe au dict Nontron, et pour raison de quoy, le procureur de Marelhe le fit constituer prisonnyer et par advys de M. le juge mage et de feu monsieur le juge general, le procureur de la dicte baronnye se pourta pour appelant a Segur, ou il fust mal procedé par le dict procureur de Marelhe. Toutefois ce nonobstant, ceulx du dict Marelhe ne veullent obéyr. — Item aussy le seigneur de Varagne ne veult obeyr, ains a prohibé que contre soy ses officiers de ne permettre adjourner aulcung au dict Nontron, et despuys deux ou trois ans en ça combien que ont eu faict adjourner tousjours quelcung pour garder la possession. — Item est adnother aussy que quant ung juge des dictes vingts juridictions avoyt baille quelque sentence, on pouvoit rellever pardevant Monsieur le juge general a son assise au dict Nontron; toutesfoys ceulx des dits Marelhe, Bourzat, La Rochebeaulcourt ne veullent permettre a leurs subjects relever aucune sentence a la dicte assise de la dicte baronnye de Nontron, comme aussy ne veult fere le dict seigneur de Varaigne, tant pour raison de Varagne que de Saint-Saud. Toutesfoys, pour garder la dicte autorité, y a eu des appellations, puyz ung an en ça des subjects et justiciables du dict Varagne. — Item quest adnother pour raison de ce que le dict seigneur de Varagne empescha, peut avoyr neuf ou dix ans, le prieur de Bussière qui avoyt accoustume de faire tenyr court en toute matière dans les croix du dict Bussière, le procureur pour les dicts seigneur et dame de la dite baronnye de Nontron se empara de la dicte justice et dicelle en joyst, et les gens du dict Bussière dans les dictes croix ne play-

doient pardevant aucun juge ordinaire si ce n'est par devant le dict juge de la dicte baronnye, de laquelle justice de Bussière ont joy cinq ou six ans paisiblement... Or est adnother que despuys trois ans en ça le seigneur de Varagne a contrainct ceulx du dict Bussière se fere adjourner devant son juge de Varagne et que piis est y a faict tenir la court par son juge ou lieutenant de Varagne, nonobstant la possession des dicts seigneur et dame avoyent au dict Bussière, et que monsieur de Planeau, comme mais-tre des requestes, y ayt tenu lassise dans Bussière, ensemble la court ordinaire du dict Nontron... Et seroyt grandement requis que lesdicts seigneur et dame fissent fere leurs hommages de leur comté de Perigord et vis-comté de Limoges de laquelle est membre la dicte baronnye de Nontron, quest baronnye baronnante... »

A partir du xvi^e siècle et après le démembrement complet de la baronnie, chaque seigneur de châtellenies et même de simples paroisses eut sa juridiction séparée, sauf l'appel devant les juges supérieurs. Parmi ces dernières juridictions, nous devons spécialement signaler les appeaux établis à Ségur en 1283 et auxquels furent assujetties la presque totalité des paroisses et justices comprises dans la baronnie de Nontron. Dans le principe et jusqu'au xviii^e siècle, les décisions des appeaux de Ségur relevaient, en appel, du sénéchal de Périgueux (1). Mais, le 2 mai 1729, le Parlement de Bordeaux rendit un arrêt qui fit très expresses inhibitions

(1) Extrait des registres de la Cour royale des appeaux de Ségur : « Entre Pierre Pourten s^r de Maignat, appelant de l'ordinaire de La Coussière-Saint-Saud d'une part, et Martial Fargeot... intimé, d'autre... Veu les pièces devers nous remises, la sentence dont est appel, du 7 septembre 1711, portant... (condamnation au paiement de 500 livres sur la demande en désistat et restitution de fruits, pour cause de pignoration d'un corps de bien vendu le 21 juin 1587)... Nous, faisant droyt aux parties, disons avoir été bien jugé par le dit ordinaire, mal et sans grief appelé, en confirme et ordonne que la sentence dont est appel sortira son plein et entier effaict; condamnons l'appelant aux despens de l'appel, la taxe d'iceux réservée au sieur referendayre de la presente Cour. Faict et remis au greffe de la Cour royale des appeaux de la comté de Périgord et viscomté de Limoges, par nous... Scellé et contrôlé à Ségur le 18^e juillet 1714... »

Le dit Pourten interjeta appel de cette sentence devant le sénéchal de Périgueux, et les parties transigèrent sur cet appel, par contrat reçu Desport, notaire royal, le 26 juillet 1719.

et défenses aux officiers des sénéchaux et présidiaux d'Uzerche, Brive, Périgueux, Sarlat et Limoges de prendre aucune connaissance des appellations des juges ordinaires des juridictions dépendantes du siège des appeaux de Ségur. Cet arrêt contient le catalogue suivant, en ce qui concerne le Nontronnais et que nous compléterons en indiquant les diverses paroisses de chaque justice, d'après Lespine, v. 57. f° 81, savoir :

« La ville et juridiction de Thiviers, comprenant les paroisses de Thiviers, de Nantheuil, partie de Cognac, d'Eyzerac ; 2° la justice de Cognac (Cognac) ; 3° les terre et juridiction d'Excideuil pour les paroisses de Dussac, Sarrazac, Saint-Sulpice-d'Excideuil, partie de Cognac, Lannouaille et Savignac-Lédrier ; 4° la juridiction du Haut-Bruzac, pour Saint-Pierre-de-Côle, Saint-Martin-de-Fressengeas, Vaunac, Saint-Clément, Saint-Romain, Saint-Iory-de-Chalais ; 5° du Bas Bruzac, pour Saint-Jean-de-Côle ; 6° la châtellenie de La Coussière, pour Saint-Saud et Romain ; 7° la baronnie de Nontron, pour la paroisse de Nontron ; 8° la terre de Varaigne, pour Varaigne, Bussière-Badil, Busserolles, Soudat, La Chapelle-Saint-Robert, plus Soufreignac et Eymoutier, appartenant aujourd'hui à la Charente ; 9° de Fieu et de La Rochebeaucourt, pour la paroisse de ce nom et celle d'Argentine ; 10° de Puyguilhem, les paroisses de Villars et Millac ; 11° de Saint-Pardoux-la-Rivière ; 12° de La Reynaudie, pour Saint-Front-la-Rivière et Quinsac ; 13° de Champagnac, pour Champagnac-de-Belair et Condat ; 14° la terre d'Abjac, pour Abjat ; 15° de Bourdeix, pour Le Bourdeix, Eytouard et Teijat ; 16° la terre de Mareuil, pour Mareuil, le Vieux-Mareuil, Monsec, Sainte-Croix, Les Graulges, Beaussac, Pontarnaud, Sainte-Croix, Saint-Pardoux, Saint-Priest-de-Mareuil et autres paroisses hors l'arrondissement de Nontron ; 17° de Courbafy, pour Saint-Priest-les-Fougères et Saint-Pierre-de-Frugie en partie ; 18° les ville et terre de Chalus, pour Firbeix, Saint-Pierre-de-Frugie en partie, Sainte-Marie-de-Frugie et l'enclave de Saint-Saud ; 19° la baronnie de Bourdeille, pour Saint-Crépin, Boulouneix et Belaygue ; 20° la terre de Mavaleix, pour Chalais ; 21° la terre de La Valouze, pour Saint-Paul-la-Roche ; 22° de Mellet, pour Miallet, compris autrefois dans la justice de Chalus ; 23° de Jumilhac ; 24° de Chalucet ; 25° de Saint-Martial-de-Valette ; 26° d'Auge-nis (Augignac), de Savignac et de Nontronneau ; 27° de Saint-Martin-le-Pain, pour Saint-Martin-le-Peint et Saint-Front-de-Champniers ; 28° Saint-Etienne-le-Droux, pour la paroisse de ce nom, celles de Piégut-Pluviers et de Saint-Barthélemy ; 29° de Saint-Angel ; 30° de Bernardière, pour

doyent pardevant aucun juge ordinayre si ce n'est par devant le dict juge de la dicte baronny, de laquelle justice de Bussière ont joy cinq ou six *ans* paisiblement... Or est adnother que despuys trois ans en ça le seigneur de Varagne a contrainct ceulx du dict Bussière se fere adjourner devant son juge de Varagne et que piis est y a faict tenir la court par son juge ou lieutenant de Varagne, nonobstant la possession des dicts seigneur et dame avoyent au dict Bussière, et que monsieur de Planeau, comme mais-tre des requestes, y ayt tenu lassise dans Bussière, ensemble la court ordi-nayre du dict Nontron... Et seroyt grandement requis que lesdicts seigneur et dame fissent fere leurs hommages de leur compté de Perigort et vis-comté de Limoges de laquelle est membre la dicte baronny de Nontron, quest baronny baronnante... »

A partir du *xvi*^e siècle et après le démembrement complet de la baronnie, chaque seigneur de châtellemies et même de simples paroisses eut sa juridiction séparée, sauf l'appel devant les juges supérieurs. Parmi ces dernières juridictions, nous devons spécialement signaler les appeaux établis à Ségur en 1283 et auxquels furent assujetties la presque totalité des paroisses et justices comprises dans la baronnie de Nontron. Dans le principe et jusqu'au *xviii*^e siècle, les décisions des appeaux de Ségur relevaient, en appel, du sénéchal de Périgueux (1). Mais, le 2 mai 1729, le Parlement de Bordeaux rendit un arrêt qui fit très expresses inhibitions

(1) Extrait des registres de la Cour royale des appeaux de Ségur : « Entre Pierre Pourten s^r de Maignat, appellant de l'ordinayre de La Coussière-Saint-Saud d'une part, et Martial Fargeot... inthimé, d'autre... Veu les pièces devers nous remises, la sentence dont est appel, du 7 septembre 1711, portant... (condamnation au paiement de 500 livres sur la demande en désistat et restitution de fruits, pour cause de pignoration d'un corps de bien vendu le 21 juin 1587)... Nous, faysant droyt aux parties, disons avoir été bien jugé par le dit ordinayre, mal et sans grief appelé, en confirme et ordonne que la sentence dont est appel sortira son plein et entier effaict; condamnons l'appellant aux despens de l'appel, la taxe d'iceux réservée au sieur referendayre de la presente Cour. Faict et remis au greffe de la Cour royale des appeaux de la compté de Périgord et viscompté de Limoges, par nous... Scellé et contrôlé à Ségur le 18^e juillet 1714... »

Le dit Pourten interjeta appel de cette sentence devant le sénéchal de Périgueux, et les parties transigèrent sur cet appel, par contrat reçu Desport, notaire royal, le 26 juillet 1719.

et défenses aux officiers des sénéchaux et présidiaux d'Uzerche, Brive, Périgueux, Sarlat et Limoges de prendre aucune connaissance des appellations des juges ordinaires des juridictions dépendantes du siège des appeaux de Ségur. Cet arrêt contient le catalogue suivant, en ce qui concerne le Nontronnais et que nous compléterons en indiquant les diverses paroisses de chaque justice, d'après Lespine, v. 57. f° 81, savoir :

« La ville et juridiction de Thiviers, comprenant les paroisses de Thiviers, de Nantheuil, partie de Corgnac, d'Eyzerac ; 2° la justice de Courgnac (Corgnac) ; 3° les terre et juridiction d'Excideuil pour les paroisses de Dussac, Sarrazac, Saint-Sulpice-d'Excideuil, partie de Corgnac, Lanouaille et Savignac-Lédrier ; 4° la juridiction du Haut-Bruzac, pour Saint-Pierre-de-Côle, Saint-Martin-de-Fressengeas, Vaunac, Saint-Clément, Saint-Romain, Saint-Jory-de-Chalais ; 5° du Bas Bruzac, pour Saint-Jean-de-Côle ; 6° la châtellenie de La Coussière, pour Saint-Saud et Romain ; 7° la baronnie de Nontron, pour la paroisse de Nontron ; 8° la terre de Varaigne, pour Varaigne, Bussière-Badil, Busserolles, Soudat, La Chapelle-Saint-Robert, plus Soufreignac et Eymoutier, appartenant aujourd'hui à la Charente ; 9° de Fieu et de La Rochebeau-court, pour la paroisse de ce nom et celle d'Argentine ; 10° de Puyguilhem, les paroisses de Villars et Millac ; 11° de Saint-Pardoux-la-Rivière ; 12° de La Reynaudie, pour Saint-Front-la-Rivière et Quinsac ; 13° de Champagnac, pour Champagnac-de-Belair et Condat ; 14° la terre d'Abjat, pour Abjat ; 15° de Bourdeix, pour Le Bourdeix, Eytouard et Teijat ; 16° la terre de Mareuilh, pour Mareuil, le Vieux-Mareuil, Monsec, Sainte-Croix, Les Graulges, Beaussac, Pontarnaud, Sainte-Croix, Saint-Pardoux, Saint-Priest-de-Mareuil et autres paroisses hors l'arrondissement de Nontron ; 17° de Courbafy, pour Saint-Priest-les-Fougères et Saint-Pierre-de-Frugie en partie ; 18° les ville et terre de Chalus, pour Firbeix, Saint-Pierre-de-Frugie en partie, Sainte-Marie-de-Frugie et l'enclave de Saint-Saud ; 19° la baronnie de Bourdeille, pour Saint-Crépin, Boulouneix et Bélague ; 20° la terre de Mavaleix, pour Chalais ; 21° la terre de La Valouze, pour Saint-Paul-la-Roche ; 22° de Mellet, pour Miallet, compris autrefois dans la justice de Châlus ; 23° de Jumilhac ; 24° de Chalucet ; 25° de Saint-Martial-de-Valette ; 26° d'Augenis (Augignac), de Savignac et de Nontronneau ; 27° de Saint-Martin-le-Pain, pour Saint-Martin-le-Peint et Saint-Front-de-Champniers ; 28° Saint-Etienne-le-Droux, pour la paroisse de ce nom, celles de Piégut-Pluviers et de Saint-Barthélemy ; 29° de Saint-Angel ; 30° de Bernardière, pour

Champeau, Saint-Sulpice de Mareuil et La Chapelle-Pommier ; 31° de La Feuillade, pour Feuillade ; 32° de Lussac, pour Lussas et Fontroubade ; 33° de Connessat, pour Connezac ; 34° de Nanthiat ; 35° d'Angoisse ; 36° la terre de Lambertie (paroisse de Miallet). »

A ces justices, il faut ajouter celles de Payzac et de Sarlande, classées par le dit arrêt au nombre de celles de la vicomté de Limoges.

Il y avait encore la justice de Champniers, pour la commune de ce nom, et celle de Reillac ; celle de Javerlhac, pour Javerlhac et Hautefaye ; la justice de Ladosse, pour la paroisse de ce nom. Les paroisses de La Chapelle-Montmoreau, Cantillac, Saint-Pardoux, Saint-Félix et de Léguilhac étaient comprises dans la justice de Brantôme. Celles de La Chapelle-Faucher, de Lempzours et de Saint-Pancrace étaient de la justice d'Agonac.

Mais, vers la moitié du ^{xvii}^e siècle et par suite d'aliénations multipliées, il y eut bien peu de paroisses sans seigneur particulier ayant sa justice spéciale, ainsi que nous aurons à le constater ultérieurement.

En attendant, constatons ici combien la justice était alors à la portée des justiciables et les frais en rapport avec les plus petites bourses.

Dans le principe, en effet, les gages fixes de ces officiers à la charge du vicomte, furent de cinquante livres pour le juge et pour le procureur des appeaux de Ségur, et de cent sols pour le juge de Nontron, et autant pour le procureur. Aussi, et pour remédier à la modicité de ces gages, ces officiers eurent-ils droit, plus tard, à recevoir des épices, sur lesquelles nous relevons, dans le répertoire de jurisprudence de Guyot, les détails suivants :

« Il paraît qu'en France on suivit d'abord l'usage que les Romains y avoient établi au sujet des épices. On lit dans les loix des Visigoths, que l'on observoit dans toute l'Aquitaine, que le rapporteur pouvoit prendre pour son travail un vingtième de l'objet en litige. Du temps de saint Louis, il y avoit certaines amendes applicables au profit du juge... Dans la suite, quelques ordonnances, et particulièrement celle de 1302, défendirent aux

juges de rien recevoir des parties. Mais, par autre ordonnance du 11 mars 1344, Philippe-de-Valois permit aux commissaires du Parlement de prendre dix sous parisis par jour, outre les gages du roi. L'usage s'introduisit que la partie qui avoit gagné son procès faisoit à ses juges, en allant les remercier, quelques présents de confitures, de dragées, etc., qu'on appelloit *épices*. Ce qui étoit d'abord volontaire fut dans la suite regardé comme un droit, et enfin les épices furent converties en argent... La taxe en fut rendue obligatoire par règlement du 18 mai 1502 et par édit de mars 1673... Ces épices n'étoient dues, d'ailleurs, que dans les causes contradictoires, instruites et jugées par écrit et sur rapport. Dans les simples causes jugées à l'audience ou sur le bureau, ou qui se délibéroient sur le registre ; ni en matière de déclinatoire ou renvoi ; ni, en général, pour jugement interlocutoire, ou de simple instruction, sans recolement ou confrontation préalables, les juges n'en prenoient rien... Un arrêt du Parlement de Toulouse du 31 octobre 1530 et un autre des Grands Jours de Clermont du 10 décembre 1665 défendirent aux juges de prendre des épices des parties qu'ils savoient être pauvres. Enfin et comme garantie pour les plaideurs, lorsque la taxe faite par les premiers juges étoit excessive, les juges supérieurs, en prononçant sur l'appel, en ordonnoient la restitution et même les condamnoient à plus grande peine, selon les circonstances et par application de l'article 128 de l'ordonnance de Blois et de l'article 16 de l'édit de 1673... »

Mais, revenons à la juridiction particulière de la baronnie de Nontron, et voyons quels en furent, jusques vers la fin du xv^e siècle, les revenus attribués au seigneur et quel en fut le personnel jusqu'en 1790 :

1^o *Revenus*. — Dans le recueil de Doat, v. 241, se trouve la mention suivante :

« Ascence par le vicomte de Limoges a noble Gaillard du Haa, du droict de *Faymidrech* et droits provenant de la justice et ressort de Nontron et autres revenus d'iceluy pour la somme de trois cens livres chacun an. De l'an 1367. » (1)

(1) *Faymi-droit*. — Il est beaucoup question de cette juridiction dans la basse Navarre. C'est, dit Ragueau, la basse justice foncière et de semi-droit qui appartient aux seigneurs de fief, caviens et fonciens sur leurs censitaires. (Guyot).

Champeau, Saint-Sulpice de Mareuil et La Chapelle-Pommier ; 31° de La Feuillade, pour Feuillade ; 32° de Lussac, pour Lussas et Fontroubade ; 33° de Connessat, pour Connezac ; 34° de Nanthiat ; 35° d'Angoisse ; 36° la terre de Lambertie (paroisse de Miallet). »

A ces justices, il faut ajouter celles de Payzac et de Sarlande, classées par le dit arrêt au nombre de celles de la vicomté de Limoges.

Il y avait encore la justice de Champniers, pour la commune de ce nom, et celle de Reillac ; celle de Javerlhac, pour Javerlhac et Hautefaye ; la justice de Ladosse, pour la paroisse de ce nom. Les paroisses de La Chapelle-Montmoreau, Cantillac, Saint-Pardoux, Saint-Félix et de Léguilhac étaient comprises dans la justice de Brantôme. Celles de La Chapelle-Faucher, de Lempzours et de Saint-Pancrace étaient de la justice d'Agonac.

Mais, vers la moitié du xvii^e siècle et par suite d'aliénations multipliées, il y eut bien peu de paroisses sans seigneur particulier ayant sa justice spéciale, ainsi que nous aurons à le constater ultérieurement.

En attendant, constatons ici combien la justice était alors à la portée des justiciables et les frais en rapport avec les plus petites bourses.

Dans le principe, en effet, les gages fixes de ces officiers à la charge du vicomte, furent de cinquante livres pour le juge et pour le procureur des appeaux de Ségur, et de cent sols pour le juge de Nontron, et autant pour le procureur. Aussi, et pour remédier à la modicité de ces gages, ces officiers eurent-ils droit, plus tard, à recevoir des épices, sur lesquelles nous relevons, dans le répertoire de jurisprudence de Guyot, les détails suivants :

« Il paraît qu'en France on suivit d'abord l'usage que les Romains y avoient établi au sujet des épices. On lit dans les loix des Visigoths, que l'on observoit dans toute l'Aquitaine, que le rapporteur pouvoit prendre pour son travail un vingtième de l'objet en litige. Du temps de saint Louis, il y avoit certaines amendes applicables au profit du juge... Dans la suite, quelques ordonnances, et particulièrement celle de 1302, défendirent aux

juges de rien recevoir des parties. Mais, par autre ordonnance du 11 mars 1344, Philippe-de-Valois permit aux commissaires du Parlement de prendre dix sous parisis par jour, outre les gages du roi. L'usage s'introduisit que la partie qui avoit gagné son procès faisoit à ses juges, en allant les remercier, quelques présents de confitures, de dragées, etc., qu'on appelloit *épices*. Ce qui étoit d'abord volontaire fut dans la suite regardé comme un droit, et enfin les épices furent converties en argent... La taxe en fut rendue obligatoire par règlement du 18 mai 1502 et par édit de mars 1673... Ces épices n'étoient dues, d'ailleurs, que dans les causes contradictoires, instruites et jugées par écrit et sur rapport. Dans les simples causes jugées à l'audience ou sur le bureau, ou qui se délibéroient sur le registre ; ni en matière de déclinatoire ou renvoi ; ni, en général, pour jugement interlocutoire, ou de simple instruction, sans recolement ou confrontation préalables, les juges n'en prenoient rien... Un arrêt du Parlement de Toulouse du 31 octobre 1550 et un autre des Grands Jours de Clermont du 10 décembre 1665 défendirent aux juges de prendre des épices des parties qu'ils savoiènt être pauvres. Enfin et comme garantie pour les plaideurs, lorsque la taxe faite par les premiers juges étoit excessive, les juges supérieurs, en prononçant sur l'appel, en ordonnoient la restitution et même les condamnoient à plus grande peine, selon les circonstances et par application de l'article 128 de l'ordonnance de Blois et de l'article 16 de l'édit de 1673... »

Mais, revenons à la juridiction particulière de la baronnie de Nontron, et voyons quels en furent, jusques vers la fin du xv^e siècle, les revenus attribués au seigneur et quel en fut le personnel jusqu'en 1790 :

1^o *Revenus*. — Dans le recueil de Doat, v. 241, se trouve la mention suivante :

« Ascence par le vicomte de Limoges a noble Gaillard du Haa, du droict de *Faymidrech* et droits provenant de la justice et ressort de Nontron et autres revenus d'iceluy pour la somme de trois cens livres chacun an. De l'an 1367. » (1)

(1) *Faymi-droit*. — Il est beaucoup question de cette juridiction dans la basse Navarre. C'est, dit Ragueau, la basse justice foncière et de semi-droit qui appartient aux seigneurs de fief, caviens et fonceiens sur leurs censitaires. (Guyot).

Champeau, Saint-Sulpice de Mareuil et La Chapelle-Pommier ; 31° de La Feuillade, pour Feuillade ; 32° de Lussac, pour Lussas et Fontroubade ; 33° de Connessat, pour Connezac ; 34° de Nanthiat ; 35° d'Angoisse ; 36° la terre de Lambertie (paroisse de Miallet). »

A ces justices, il faut ajouter celles de Payzac et de Sarlande, classées par le dit arrêt au nombre de celles de la vicomté de Limoges.

Il y avait encore la justice de Champniers, pour la commune de ce nom, et celle de Reillac ; celle de Javerlhac, pour Javerlhac et Hautefaye ; la justice de Ladosse, pour la paroisse de ce nom. Les paroisses de La Chapelle-Montmoreau, Cantillac, Saint-Pardoux, Saint-Félix et de Léguilhac étaient comprises dans la justice de Brantôme. Celles de La Chapelle-Faucher, de Lempzours et de Saint-Pancrace étaient de la justice d'Agonac.

Mais, vers la moitié du ^{xvii}^e siècle et par suite d'aliénations multipliées, il y eut bien peu de paroisses sans seigneur particulier ayant sa justice spéciale, ainsi que nous aurons à le constater ultérieurement.

En attendant, constatons ici combien la justice était alors à la portée des justiciables et les frais en rapport avec les plus petites bourses.

Dans le principe, en effet, les gages fixes de ces officiers à la charge du vicomte, furent de cinquante livres pour le juge et pour le procureur des appeaux de Ségur, et de cent sols pour le juge de Nontron. et autant pour le procureur. Aussi, et pour remédier à la modicité de ces gages, ces officiers eurent-ils droit, plus tard, à recevoir des épices, sur lesquelles nous relevons, dans le répertoire de jurisprudence de Guyot, les détails suivants :

« Il parait qu'en France on suivit d'abord l'usage que les Romains y avoient établi au sujet des épices. On lit dans les loix des Visigoths, que l'on observoit dans toute l'Aquitaine, que le rapporteur pouvoit prendre pour son travail un vingtième de l'objet en litige. Du temps de saint Louis, il y avoit certaines amendes applicables au profit du juge... Dans la suite, quelques ordonnances, et particulièrement celle de 1302, défendirent aux

juges de rien recevoir des parties. Mais, par autre ordonnance du 11 mars 1344, Philippe-de-Valois permit aux commissaires du Parlement de prendre dix sous parisis par jour, outre les gages du roi. L'usage s'introduisit que la partie qui avoit gagné son procès faisoit à ses juges, en allant les remercier, quelques présents de confitures, de dragées, etc., qu'on appelloit *épices*. Ce qui étoit d'abord volontaire fut dans la suite regardé comme un droit, et enfin les épices furent converties en argent... La taxe en fut rendue obligatoire par règlement du 18 mai 1502 et par édit de mars 1673... Ces épices n'étoient dues, d'ailleurs, que dans les causes contradictoires, instruites et jugées par écrit et sur rapport. Dans les simples causes jugées à l'audience ou sur le bureau, ou qui se délibéroient sur le registre ; ni en matière de déclinatoire ou renvoi ; ni, en général, pour jugement interlocutoire, ou de simple instruction, sans recolement ou confrontation préalables, les juges n'en prenoient rien... Un arrêt du Parlement de Toulouse du 31 octobre 1550 et un autre des Grands Jours de Clermont du 10 décembre 1665 défendirent aux juges de prendre des épices des parties qu'ils savoiient être pauvres. Enfin et comme garantie pour les plaideurs, lorsque la taxe faite par les premiers juges étoit excessive, les juges supérieurs, en prononçant sur l'appel, en ordonnoient la restitution et même les condamnoient à plus grande peine, selon les circonstances et par application de l'article 128 de l'ordonnance de Blois et de l'article 16 de l'édit de 1673... »

Mais, revenons à la juridiction particulière de la baronnie de Nontron, et voyons quels en furent, jusques vers la fin du xv^e siècle, les revenus attribués au seigneur et quel en fut le personnel jusqu'en 1790 :

1^o *Revenus*. — Dans le recueil de Doat, v. 241, se trouve la mention suivante :

« Ascence par le vicomte de Limoges a noble Gaillard du Haa, du droit de *Faymidrech* et droits provenant de la justice et ressort de Nontron et autres revenus d'iceluy pour la somme de trois cens livres chacun an. De l'an 1367. » (1)

(1) *Faymi-droit*. — Il est beaucoup question de cette juridiction dans la basse Navarre. C'est, dit Ragueau, la basse justice foncière et de semi-droit qui appartient aux seigneurs de fief, caviens et foneiens sur leurs censitaires. (Guyot).

Au *xv^e* siècle, ce revenu se trouvait considérablement réduit, puisque dans le compte de 1478-79, il n'y figure que pour :

« La Prévosté, 48 livres ; le Greffe, 33 livres ; le Plaçage et Leyde, pour 70 sols ; les Epaves, 65 sols ; le scel de la cour, 15 sols ; les amendes, 8 livres 10 sols. »

2° *Personnel*. — En outre des barons de Nontron et des prévôts, dont nous avons déjà donné les noms, il y avait :

1° *Garde du scel*. — Guilhem de Nobilis, en 1303 ; Aymery Franc, 1305.

2° *Juges*. — 1292, Hugues Botinelli. — 1293, Guilhelmus de Manhaco. — 1359, Geraldo Pennauti. — 1403, Ludovic Casati. — 1414, Johanne Maltro. — 1458, Johanne de Veterimari (Vielhemard). — 1470, Baliston. — 1471, Geraldo Marqueti. — 1478, Pierre d'Auvergne. — 1479, Pierre de Puysillou. — 1548, François de La Bouffarie. — 1596, François Robin. — 1600, Thibault du Reclus ; Jean Depuyrénier. — 1622, Mathieu Marquet. — 1640, autre François Robin. — 1650, François Sauvo. — 1656, Pierre Vielhemard. — 1664, Jehan Robin. — 1674, Thibaud Forien. — 1687, Isaac de Labrousse du Bosfrand. — 1698, autre Pierre Vielhemard. — 1725, Jean Moreaud de Villejalet. — 1744, Jean de Labrousse du Bosfrand. — 1761, Dominique du Reclus. — 1770, Jean-Joseph de Mazerat. — 1785, Jean-Baptiste-Michel de Mazerat.

3° *Lieutenants de juge*. — 1483, Jean de Puyrénier. — 1559, Thibaud Pastoureau, seigneur de La Grange. — 1600, François de Puysillou. — 1623, Etienne Fourien. — 1640, Jehan Phelip. — 1682, Isaac de Labrousse. — 1686, Léonard Boyer. — 1702, Chapeyron. — 1708, Chabaneau. — 1761, François Pastoureau du Coutiran.

4° *Procureurs d'office*. — 1478, Hélié Panet. — 1548, Jehan de Puyrenier. — 1556, Jehan de Puysillou. — 1560, Jehan Maillard. — 1583, Charles Mondineaud. — 1632, Sébastien Char die. — 1637, Jehan Basset. — 1658, Hélié Vielhemard. —

1679, Guilhem Chaperon. — 1708, Pierre Allemand. -- 1724, Léonard Boyer. — 1739 Germain Bosselut. — 1754, Pierre Boyer. — 1764, Jean Boyer. — 1775, Charles Chabaneau. — 1778, Pierre Allemand. — 1781, François Pastoureau du Coutiran.

5° *Greffiers*. — En 1292, Arnaud Bary, clerc. — 1548, Lenoble. — 1571, Mathieu Eyriaud. — 1590, Pierre Texier. — 1597, Fourien. — 1600, Bayet. — 1612, et le 8 octobre, concession du greffe de Nontron, par Charles-Hélie de Colonges et Henriette de Lauzun, sa femme, à Simon Félix. — 1616, Jehan Phelip. — 1618, Jehan Texier. — 1630, Dubroy. — 1652, Faurie. — 1664, Miniot. — 1670, Pierre Agard. — 1681, Antoine Delamazière. — 1691, Jehan Mazière. — 1697, Bourguignon. — 1710, François de Labrousse. — 1717, Gérard Mazière. — 1747, Jehan Boussarie. — 1751, Aucouturier. — 1760, Miniot. — 1766, Boyer jeune.

6° *Notaires*. — En 1306, Robini (Robin). — 1313, de Pelh. — 1360, Johanne Mathei. — 1370, Helie Canuli. — 1403, Guilhelmi Bazati. — 1411, de Podiozillio. — 1427, de Noualhaco. 1440, de Veterimary (Vielhemard). — Quant aux notaires postérieurs, nous les avons déjà suffisamment indiqués à l'occasion de divers actes de leur ministère.

Voici, enfin, et d'après un mémoire de l'époque, l'état de la juridiction de Nontron en 1787 :

« *Seigneur* : Le marquis de Lavie, président à mortier au Parlement de Bordeaux. — *Paroisse* : La ville et paroisse de Nontron, qui relève du sénéchal et présidial de Périgueux. — *Officiers, juge* : M. Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, avocat. — *Lieutenant* : M^e Grolhier, notaire royal. — *Procureur d'office* : M^e Authier de Chatillon, avocat. — *Greffier* : M^e Ribadeau-Dumaine. — *Procureurs postulants* : Grolhier, Fanty, Tamagnon, Chabaneau. — *Sergents royaux* : Puibareau père et fils, Excousseau aîné, Excousseau jeune, Boulestin, Engerbeau et Ratineau. — *Sergent ordinaire* : Charles Lapouge. — *Notaires royaux* : MM. Grolhier, Boyer et Lapouge. — *Notaire châtelain* : Ratineau. »

7° *Avocats et juristes*. — De 1500 à 1538, Dauphin Pastoureau, « esleu en l'Élection de Périgueux » ; François Fourien ;

Au ^{xv}^e siècle, ce revenu se trouvait considérablement réduit, puisque dans le compte de 1478-79, il n'y figure que pour :

« La Prévosté, 48 livres ; le Greffe, 33 livres ; le Plaçage et Leyde, pour 70 sols ; les Epaves, 65 sols ; le scel de la cour, 15 sols ; les amendes, 8 livres 10 sols. »

2° *Personnel*. — En outre des barons de Nontron et des prévôts, dont nous avons déjà donné les noms, il y avait :

1° *Garde du scel*. — Guilhem de Nobilis, en 1303; Aymery Franc, 1305.

2° *Juges*. — 1292, Hugues Botinelli. — 1293, Guilhelmus de Manhaco. — 1359, Geraldo Pennauti. — 1403, Ludovic Casati. — 1414, Johanne Maltro. — 1458, Johanne de Veterimari (Vielhemard). — 1470, Baliston. — 1471, Geraldo Marqueti. — 1478, Pierre d'Auvergne. — 1479, Pierre de Puysillou. — 1548, François de La Bouffarie. — 1596, François Robin. — 1600, Thibault du Reclus; Jean Depuyrénier. — 1622, Mathieu Marquet. — 1640, autre François Robin. — 1650, François Sauvo. — 1656, Pierre Vielhemard. — 1664, Jehan Robin. — 1674, Thibaud Forien. — 1687, Isaac de Labrousse du Bosfrand. — 1698, autre Pierre Vielhemard. — 1725, Jean Moreaud de Villejalet. — 1744, Jean de Labrousse du Bosfrand. — 1761, Dominique du Reclus. — 1770, Jean-Joseph de Mazerat. — 1785, Jean-Baptiste-Michel de Mazerat.

3° *Lieutenants de juge*. — 1483, Jean de Puyrénier. — 1559, Thibaud Pastoureau, seigneur de La Grange. — 1600, François de Puysillou. — 1623, Etienne Fourien. — 1640, Jehan Phelip. — 1682, Isaac de Labrousse. — 1686, Léonard Boyer. — 1702, Chapeyron. — 1708, Chabaneau. — 1761, François Pastoureau du Coutiran.

4° *Procureurs d'office*. — 1478, Hélié Panet. — 1548, Jehan de Puyrenier. — 1556, Jehan de Puysillou. — 1560, Jehan Maillard. — 1583, Charles Mondineaud. — 1632, Sébastien Char die. — 1637, Jehan Basset. — 1658, Hélié Vielhemard. —

1679, Guilhem Chaperon. — 1708, Pierre Allemand. — 1724, Léonard Boyer. — 1739 Germain Bosselut. — 1754, Pierre Boyer. — 1764, Jean Boyer. — 1775, Charles Chabaneau. — 1778, Pierre Allemand. — 1784, François Pastoureau du Coutiran.

5° *Greffiers*. — En 1292, Arnaud Bary, clerc. — 1548, Lenoble. — 1571, Mathieu Eyriaud. — 1590, Pierre Texier. — 1597, Fourien. — 1600, Bayet. — 1612, et le 8 octobre, concession du greffe de Nontron, par Charles-Hélie de Colonges et Henriette de Lauzun, sa femme, à Simon Félix. — 1616, Jehan Phelip. — 1618, Jehan Texier. — 1630, Dubroy. — 1652, Faurie. — 1664, Miniot. — 1670, Pierre Agard. — 1681, Antoine Delamazière. — 1691, Jehan Mazière. — 1697, Bourguignon. — 1710, François de Labrousse. — 1717, Gérard Mazière. — 1747, Jehan Boussarie. — 1751, Aucouturier. — 1760, Miniot. — 1766, Boyer jeune.

6° *Notaires*. — En 1306, Robini (Robin). — 1313, de Pelh. — 1360, Johanne Mathei. — 1370, Helie Canuli. — 1403, Guihelmi Bazati. — 1411, de Podiozillio. — 1427, de Noualhaco. 1440, de Veterimary (Vielhemard). — Quant aux notaires postérieurs, nous les avons déjà suffisamment indiqués à l'occasion de divers actes de leur ministère.

Voici, enfin, et d'après un mémoire de l'époque, l'état de la juridiction de Nontron en 1787 :

« *Seigneur* : Le marquis de Lavie, président à mortier au Parlement de Bordeaux. — *Paroisse* : La ville et paroisse de Nontron, qui relève du sénéchal et présidial de Périgueux. — *Officiers, juge* : M. Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, avocat. — *Lieutenant* : M^e Grolhier, notaire royal. — *Procureur d'office* : M^e Authier de Chatillon, avocat. — *Greffier* : M^e Ribadeau-Dumaine. — *Procureurs postulants* : Grolhier, Fanty, Tamagnon, Chabaneau. — *Sergents royaux* : Puibareau père et fils, Excousseau aîné, Excousseau jeune, Boulestin, Engerbeau et Ratineau. — *Sergent ordinaire* : Charles Lapouge. — *Notaires royaux* : MM. Grolhier, Boyer et Lapouge. — *Notaire châtelain* : Ratineau. »

7° *Avocats et juristes*. — De 1500 à 1538, Dauphin Pastoureau, « esleu en l'Élection de Périgueux » ; François Fourien ;

Hélie de Puyzillou ; Jehan Mercier ; Pierre Robin ; Thibaut Excousseau ; Jehan Rousseau ; Jehan de Vaulx ; autre Dauphin Pastoureau ; Jehan Rastineau ; Pierre Moureau ; Dauphin Fourien, « esleu en l'élection de Périgueux. » — De 1538 à 1600, G. Faure, garde du sceau au Présidial de Périgueux ; Jehan de Labrousse ; Hélie de Labrousse ; Arbonneau ; Marquet ; Thibault Le Reclus, « esleu à Périgueux. » — De 1600 à 1650, Jehan Robin ; Guillaume Rybadeau ; Estienne Pecon ; Léonard de La Roussie ; Jehan Roche ; Jehan Basset ; François du Reclus, « esleu à Périgueux ; » François Lenoble ; Louis Eyquen, conseiller et procureur du Roi en Guienne ; Pierre du Reclus, conseiller du Roi au siège royal de Périgueux ; Pierre Bourdier, conseiller au siège présidial de Périgueux ; Léonard Roy, « esleu à Périgueux ; » François et Jehan Eyriaud. — De 1650 à 1700, Geoffroy Lenoble ; Louys Versavaux ; François Pecon S^r de Lamalignie ; Etienne Eyriaud, ou Deyriaud ; François Sauvo ; Isaac de Labrousse, conseiller du Roi, trésorier de l'extraordinaire des guerres et receveur des tailles de l'élection de Poitiers ; Jehan Urtelle ; Hélie Eyriaud ; Joseph Sauvo, conseiller du Roi, « esleu à Périgueux » ; Thibaud Fourien ; François Eyriaud, conseiller du Roi, « esleu à Périgueux » ; Jehan de Basset ; Jehan du Reclus, conseiller du roi et magistrat au siège de Périgueux ; François de Labrousse ; Antoine de Labrousse ; François Pastoureau, conseiller du Roi et commissaire « en-questeur en l'Eslection de Périgueux » ; Rousseau ; Thibaud Forien S^r des Places ; Jean Authier, conseiller du Roi et « esleu à St-Jean-d'Angély. » — De 1700 à 1750, Annet du Reclus ; Etienne Forien ; Pierre Pastoureau, S^r de Goulière, conseiller du Roi en l'élection de Périgueux ; Jean Fantif ; Jean de Labrousse du Bosfrand, conseiller du Roi, trésorier de France, subdélégué de l'intendant de Guienne ; Jean Forien ; Jean Moreau de Villejalet. — De 1750 à 1800, François Pastoureau, S^r du Coutirand ; Chabaneau ; Delage ; Jean-Baptiste de Mazerat, juge de Nontron ; Pierre Boyer ; Léonard Durand ; Eyriaud, S^r de Mancy, conseiller en la Sénéchaussée de Périgueux ; Jean Villedary ; Jean Forien, François, Pierre et Jean de Labrousse ; Le Maistre ; Piron-

neau ; Viellemard ; Boyer aîné ; François-Sicaire de Mazerat ; Authier de Chatillon ; Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, juge de Nontron.

Quant aux jurisconsultes antérieurs au *xvi*^e siècle, nous en trouvons un, désigné dans le répertoire de Guyot, *V*^o *Ministère public*, en ces termes :

« Il n'y eut pas au Parlement d'avocats ou de procureurs du roi avant 1300. Jean Le Bossu et Jean Pastoureau sont cités dans toutes nos annales comme les premiers officiers qui furent appelés avocats du roi. L'ordonnance de 1329 semble supposer qu'il n'y avait point encore de procureur du roi au Parlement.

« D'autre part et dans le Dictionnaire des anoblis, on lit ceci : « Lettres patentes portant anoblissement de Jean Pastoureau, avocat du roi, et de Pétronille sa femme, en 1365. »

André Pastoureau était, en 1556, conseiller au Parlement de Paris.

Or, tout nous porte à penser que ces deux Pastoureau étaient membres de cette famille Pastoureau, domiciliée, avant le *xiv*^e siècle, dans la ville de Nontron, où elle possédait divers immeubles, d'après des titres de 1357, rapportés par Doat.

Cet état de choses fut modifié par un décret de l'Assemblée nationale du 16 août 1790, en vertu duquel fut établi à Nontron un tribunal de district, et, le 27 ventôse an VIII, par la création d'un tribunal d'arrondissement, composé d'un président, de deux juges, d'un procureur, de juges suppléants et d'un greffier, et, enfin, par l'établissement, dans les huit cantons de cet arrondissement, d'une justice de paix, administrée par un juge, deux suppléants et un greffier. Les affaires sont, comme par le passé, plaidées devant le tribunal par des avocats et instruites par des avoués, remplaçant les procureurs d'autrefois.

Personnel, de 1790 à 1885 :

1^o District. — Durand de Nouaillat, président ; Fourien de Villopré, Janet de Lasfond, Forien des Places, de Verneilh et Delage, hommes de lois. Plus tard, Norman, Duchassain, Vieillemard.

2° *Bureau de paix et de conciliation.* — Patoureau, médecin ; Excousseau, Vieillebard, du Bosfrand, Feuillade et Boyer.

3° *Instruction des procès criminels.* — Léonard Lapouge, notaire royal ; Jean Feuillade, Marcillaud de Bussac, Pierre Chabaneau, Ratinaud-Lamaranthe et Jean Lafarge.

Tous les sus-nommés désignés par voie d'élection jusqu'en 1793.

4° *Tribunal de 1^{re} instance*, à partir de 1800, avec nomination par le gouvernement des magistrats et officiers ministériels :

Présidents : Delage, Charles Fouillères, de Bouvier, François Delage, Pichon, Cuniac, Javerzac et Lacroix-Dufresne.

Juges : Fouillères, Antoine Grolhier, Fourien de Villobré, Authier-Châtillon, Bonhomme-Montaigut, Sénemaud, Mazerat aîné, Dupuy, Bourinet, Boyer, Pellegrin-Deslaine, Prémont, Boudeau de Machaumont, Pastoureau, Dendreau, Jannac et Saumande.

Juges suppléants : Authier-Châtillon, Mazerat aîné, Grolhier, Bourinet, Janet-Lasfond, Dusolier, Grolhier-Desbrousses, Duvoisin, Pastoureau, Ribault de Laugardière, Martin, Machenaud, Labuthie, Neury.

Commissaires ou procureurs : Forien des Places, Pierre-Michel Grolhier-Desbrousses, Charles Fouillère, Laroche, Filhol, Cavaillon, Bardy-Delisle, Leroy, Bleyne, Rivière-Bodin, de Tholouse, Laignel, Abbadie, Lépidi, Parcé, Grémillon, Debets de Lacrousille, Faye-Tabit, Lasserre.

Substituts : Pierre Feuillade, Mazerat, de Verneilh, Rouquier, Rivaud, Delage, Boudet, Prémont, Calvé, de Lacrousille, Faye-Tabit. — Il n'y a plus de substitut.

Greffiers : Vieillebard père, Vieillebard fils, Dubut, Nicolas Dubut, Roy, Fargeau.

Commis-greffiers : Valade, Grolhier, Marquet, Mazeau, Maury.

Avocats : Janet-Lasfond, Dusolier, Grolhier-Desbrousses, Dupuy, Pastoureau, Neury, Duvoisin, Mazerat, Debidour, Videau-Perrière, Meusnier-Lompré, Roussille-Laforès, Angel Neury, Mège-Lavignotte, Faye-Tabit, Labuthie, Martin, Henri Duvoisin.

Avoués : Boyer, Janet-Lasfond, Neury, Grolhier-Desbrousses, Souquet, Gauthier aîné, Gauthier jeune, Vignaud, Martin oncle, de Laugardière, avoué honoraire ; Duvoisin, Morand, Garreau, Martin, Ligeoix, Ventelou, Laroussarie, Pecon-Laugerie, Puech, Boulestin, Feyfant.

Notaires : Grolhier, Lapouge, Danède père, Ducluzeau, Excousseau, Danède fils, Fonreau, Petit, Fraigneau, Lacombe, Lathière-Lavergne, Prévost, Courtey, pour la ville de Nontron.

5° *Justice de paix*. — *Juges* : Grolhier-Desvirades, Pastoureau de Labesse, de Texier, Boyer, Ducluzeau, Labuthie père, Videau-Perrière, pour Nontron.

Juges suppléants : Ribadeau, Souquet, Ducluzeau, de Laugardière, Duvoisin, Garreau-Lafaurie, Ladurantie, Lathière-Lavergne, Boulestin.

Greffiers : Patoureau, Bilhaud-Durouyet, J. Grolhier, Bourrand.

Huissiers pour Nontron : J. Excousseau, B. Excousseau, Doux, Grolhier, L. Excousseau, J. Grolhier, A. Excousseau, Mège, Chabaneau, Biche, Rongère, Boisseau, Grolhier fils, Aucouturier, Mousnier, Laporte.

Cela dit, il nous resterait encore, pour compléter cet aperçu de nos institutions judiciaires, à parler des *centeniers*, qui, sous les Romains et nos rois de la première race, rendaient aussi la justice. Mais comme ces officiers remplissaient également des fonctions civiles, nous y reviendrons dans le chapitre suivant, relatif aux institutions civiles et communales.

Nous devons cependant, et pour clore ce chapitre, rappeler ici que le seigneur de Nontron, en sa qualité de haut justi-

2^o Bureau de paix et de conciliation. — Patoureau, médecin ; Excousseau, Vieillebard, du Bosfrand, Feuillade et Boyer.

3^o Instruction des procès criminels. — Léonard Lapouge, notaire royal ; Jean Feuillade, Marcillaud de Bussac, Pierre Chabaneau, Ratinaud-Lamaranthe et Jean Lafarge.

Tous les sus-nommés désignés par voie d'élection jusqu'en 1793.

4^o Tribunal de 1^{re} instance, à partir de 1800, avec nomination par le gouvernement des magistrats et officiers ministériels :

Présidents : Delage, Charles Fouillères, de Bouvier, François Delage, Pichon, Cuniac, Javerzac et Lacroix-Dufresne.

Juges : Fouillères, Antoine Grohler, Fourien de Villopré, Authier-Chatillon, Bonhomme-Montaigut, Sénemaud, Mazerat aîné, Dupuy, Bourinet, Boyer, Pellegrin-Deslaine, Prémont, Boudeau de Machaumont, Pastoureau, Dendreau, Jannac et Saumande.

Juges suppléants : Authier-Chatillon, Mazerat aîné, Grohler, Bourinet, Janet-Lasfond, Dusolier, Grohler-Desbrousses, Duvoisin, Pastoureau, Ribault de Laugardière, Martin, Machenaud, Labuthie, Neury.

Commissaires ou procureurs : Forien des Places, Pierre-Michel Grohler-Desbrousses, Charles Fouillère, Laroche, Filhol, Cavailhon, Bardy-Delisle, Leroy, Bleynie, Rivière-Bodin, de Tholouse, Laignel, Abbadie, Lépidi, Parcé, Grémillon, Debets de Lacrousille, Faye-Tabit, Lasserre.

Substituts : Pierre Feuillade, Mazerat, de Verneilh, Roudier, Rivaud, Delage, Boudet, Prémont, Calvé, de Lacrousille, Faye-Tabit. — Il n'y a plus de substitut.

Greffiers : Vieillebard père, Vieillebard fils, Dubut, Nicolas Dubut, Roy, Fargeau.

Commis-greffiers : Valade, Grohler, Marquet, Mazeau, Maury.

Avocats : Janet-Lasfond, Dusolier, Grolhier-Desbrousses, Dupuy, Pastoureau, Neury, Duvoisin, Mazerat, Debidour, Videau-Perrière, Meusnier-Lompré, Roussille-Laforès, Angel Neury, Mège-Lavignotte, Faye-Tabit, Labuthie, Martin, Henri Duvoisin.

Avoués : Boyer, Janet-Lasfond, Neury, Grolhier-Desbrousses, Souquet, Gauthier aîné, Gauthier jeune, Vignaud, Martin oncle, de Laugardière, avoué honoraire ; Duvoisin, Morand, Garreau, Martin, Ligeoix, Ventelou, Laroussarie, Pecon-Laagerie, Puech, Boulestin, Feyfant.

Notaires : Grolhier, Lapouge, Danède père, Ducluzeau, Excousseau, Danède fils, Fonreau, Petit, Fraigneau, Lacombe, Lathière-Lavergne, Prévost, Courtney, pour la ville de Nontron.

5^e Justice de paix. — *Juges* : Grolhier-Desvirades, Pastoureau de Labesse, de Texier, Boyer, Ducluzeau, Labuthie père, Videau-Perrière, pour Nontron.

Juges suppléants : Ribadeau, Souquet, Ducluzeau, de Laugardière, Duvoisin, Garreau-Lafaurie, Ladurantie, Lathière-Lavergne, Boulestin.

Greffiers : Patoureau, Bilhaud-Durouyet, J. Grolhier, Bourand.

Huissiers pour Nontron : J. Excousseau, B. Excousseau, Doux, Grolhier, L. Excousseau, J. Grolhier, A. Excousseau, Mège, Chabaneau, Biche, Rongère, Boisseau, Grolhier fils, Aucouturier, Mousnier, Laporte.

Cela dit, il nous resterait encore, pour compléter cet aperçu de nos institutions judiciaires, à parler des *centeniers*, qui, sous les Romains et nos rois de la première race, rendaient aussi la justice. Mais comme ces officiers remplissaient également des fonctions civiles, nous y reviendrons dans le chapitre suivant, relatif aux institutions civiles et communales.

Nous devons cependant, et pour clore ce chapitre, rappeler ici que le seigneur de Nontron, en sa qualité de haut justi-

cier, avait le droit d'avoir *pilori* dans la ville et quatre *fourches patibulaires* au dehors.

« Les Fourches patibulaires, dit Guyot, sont des piliers ou colonnes de pierre qui soutiennent des pièces de bois, auxquelles on attache les criminels condamnés à être pendus et étranglés.... Elles sont toujours placées hors des villes, bourgs et villages, et ordinairement près de quelque grand chemin, dans un lieu exposé à la vue, afin d'inspirer au peuple plus d'horreur du crime ; c'est pourquoi ces fourches sont aussi appelées *La Justice*. »

Aussi, les fourches patibulaires de Nontron furent-elles placées au sommet de la colline, à l'est de Nontron, sur le bord de la Grande-Pouge et à la lisière de bois et de bruyères désignés, dans les anciennes baillettes, sous le nom de *La Justice*, conservé par la matrice cadastrale, où nous lisons à la section D, de Goulat, n° 100 à 137, divers articles de bois, friches et bruyères portant celui de : *Les Justices*.

R. DE LAUGARDIÈRE.

(*A suivre.*)



LE FROID ET LA MISÈRE EN SARLADAIS

AU XVIII^e SIÈCLE.

Les registres des paroisses antérieurs à 1789 contiennent quelquefois, outre les renseignements biographiques qu'ils sont chargés de relater, des détails très curieux sur les événements quotidiens. Voici, au sujet du froid et de la misère en Sarladais, les réflexions que nous avons trouvées dans les registres de la commune de Cénac :

« Le vingt décembre de l'an 1765, il gela fortement et fut en augmentant. Le dix et le onze de janvier 1766, le froid fut au même degré qu'en 1709, selon le thermomètre de monsieur de Réaumur. Le dimanche le froid

commencé à diminuer, mais d'une manière peu sensible, il faloit être pourvu d'un thermomètre pour s'en apercevoir ; du depuis le froid a été toujours moins rigoureux, cependant il a été plusieurs fois au degré de 1742 à Lion, plusieurs fois au degré de 1750 à Paris, enfin le dégel est venu le second février. Il est à remarquer que la rivière étoit gelée dans les endroits où elle ne coule pas rapidement, de chaque bord jusques bien avant, de sorte qu'il n'en falloit qu'un petit intervalle quelle ne le fut toute. Au dessus du port de Saint-Jullien (1) elle fut toute gelée dans sa surface le dix, et le douze il y eut bien des gens qui la traversèrent d'un bord à l'autre. Le premier qui le fit fut, dit on, le fils d'un nommé Luquet, du bourg de La Roque, qui fut assez téméraire de l'entreprendre. Depuis ce moment, pendant plusieurs jours, il y eut une affluence de monde qui, non contents de la traverser, firent bien des extravagances sur le gel, comme d'y allumer du feu, y faire des omelettes, il y en eut même qui y dansèrent. Il faut noter que ceux qui firent ces extravagances, étoient instruits qu'en cet endroit la rivière a mieux de trente pieds de profondeur lorsque les eaux sont les plus basses. J'ajouterai qu'on passoit la Dordogne en beaucoup d'endroit dans son cours, et, notamment à Sainte-Foy, les charrettes, les carrosses avec tout l'attelage y passoient.

Le dégel, au 2^e jour second février, dura quatre ou cinq jours ; il plut considérablement, et les bleds semés tard, parurent contre espérance bien épais, mais il gela de nouveau, et ces bleds disparurent. Presque sur la plupart des terres, il n'y avoit pas le quart de la semence, ce qui fit que beaucoup de gens labourèrent leurs champs, mais les plus sages laissèrent le peu de bled qui y étoit, le travaillèrent avec la pioche, ce qui réussit au delà de leurs espérances. On a vu cinquante tiges et plus à un pied, des épis gros et bien nourris ; les champs ensemencés à bonne heure ne donnoient qu'une triste apparence, mais les printems les ramassèrent au delà de toute croyance. Les personnes sages ou entendues ont regardé cela comme une renaissance, en admirant la bonté du Créateur. Le soir du 23 mai, il survint une grêle qui emporta les vignes, les réduisit sans feuille et sans fruit ; les seigles emportés, les froments furent très endommagés, mais ils se sont remis, et on espère une récolte assez honnête.

La présente année (1767) est remarquable par les malheurs arrivés le 19 avril, jour de Pâques. Il gela si fort que les seigles furent toutes gelées dans les bas fonds, on les faucha. L'air secoua celles qui étoient sur les élévations et elles furent passablement bonnes ; la vigne, qui avait poussé des

(1) Aujourd'hui annexe de la commune de Cénac.

penpres de 7 à 8 pouces, furent totalement gelées, a la reserve des boutons qu'on appelle communement *tras bourrous* qui n'avoient pas poussé, mais le onze may ils furent aussi emportés par le froid qui fut tres vif. Il est bon de dire ici que letang des Augustins (1) fut totalement gelé le 19 avril et que la glace estoit epee de 7 a 8 lignes. Il a fait un été extremement sec, il na plu que deux ou trois fois, mais si peu que la terre en fut a peine mouillée, de sorte que les gens du causse venoient moudre a Vitrac. La grele se joignit au premier fléau et emporta plus de la moitié de la recolte dans la partie meridionale de la parroisse, les chataignes de cette partie ne donneront pas grand chose. L'annee 1764, il se fit a la dieme de cette parroisse pres de cent cinquante barriques de vin et la presente trois pieces. Il a regné une maladie epidemique, cest la dysenterie qui a emporté beaucoup de monde. Comme on peut sen apercevoir surles registres, ceux qui se sont fait droguer ont peri pour la majeure partie, ceux qui ont tenu au bon regime et point de remedes en sont gueri pour la majeure partie. Le commun du peuple qui navoit point de quoy se fournir les alimens convenables, il en est mort beaucoup. Notés que lad. maladie a fait plus de ravage dans la ville de Domme et parroisse, quelle nen a fait ici.

— La presente année (1769) annonce une année de misère, les bleds d'hiver ont été emportés par la gelée ou les pluyes trop abondantes, de sorte que la recolte dud. bled dhiver nest pas venue a moitié des années communes. Le vingt-six septembre, il a fait une gelée qui a porté préjudice aux vendanges en mortifiant les raisins et en les resserans : cette gelée ou les suivantes ont emporté les bleds sarrazins ainsi que les bleds d'Espagne ou maïs, ce qui annonce une misère extraordinaire. On trouvera les suites dans les registres de l'année suivante. — BANCAREL, *curé*.

— L'annee mil sept cens quatre vingt deux fut remarquable par une epidemie connue sous le nom de suète. Elle se repandit dans ce pays le 26 juin ; elle fit des ravages si terribles quen moins de deux jours elle enleva trois personnes ici et trois à Domme. Le mal auroit été bien pire sil ne fut arrivé un medecin de Toulouse, nommé *m^r* Brunet, qui calma tous les esprits et guerit tous les malades en les faisant lever. Voyla ce quil est bon de laisser a la posterite afin quelle en profite si le cas le requiert. — DUFOUR, *curé*.

Pour copie conforme :

LOUIS CARVÈS.

(1) Les Augustins de la ville de Domme.

VARIA.

LETTRES DE M. DE MOURCIN

A M. LE DOCTEUR CAMUS-DUVIGNEAUD.

I

Paris, le 3 novembre 1808.

Je vous sçais très-bon gré, mon cher Camus, des détails intéressants de votre voyage. La route de Gand à Breskens a sur-tout attiré mon attention, et je crois qu'une bonne plume pourroit en tirer un petit chef-d'œuvre. Je me figure encore chaque jour un pauvre docteur, gravement planté dans la boue, où il entre jusqu'à mi-jambes, tandis que les nuages viennent à l'envi se décharger sur ses épaules doctorales. Hélas, que faisoit votre patron, le docteur Esculape !... ne pouvoit-il intercéder pour vous auprès de Jupiter Le Grand, son très-aimé et très-révéré aïeul ?.... Sans doute, mon ami, vous avez manqué, en quelque chose, à cet illustre protecteur. Examinez votre conscience : peut-être n'avez-vous point assez saigné, quand il falloit purger, *et vice versa*, ou bien peut-être n'avez-vous point assez fait boire d'eau chaude ?.... S'il en étoit ainsi, cher docteur, je ne m'étonne point de votre disgrâce. Il faut mieux se comporter à l'avenir ; mettre tout en œuvre pour vous attirer les bonnes grâces de Proserpine : le moyen en est simple ; il suffit d'augmenter le nombre de ses sujets. Il est vrai que cela ruinera d'autant son très-révéré père, mais il est déjà vieux, elle parlera tant qu'enfin il entendra raison. Au surplus, mon ami, quand on fait son devoir on n'a rien à se reprocher : vous êtes pour cela dans une position excellente. Car il faut en convenir, nous sommes si capricieux, nous autres bourgeois, qu'il est impossible que chez nous un honnête médecin fasse bien son métier. Vient-il à expédier, selon les règles de l'art, quelque-une de ses pratiques, nous en glosons ; nous avons l'air de lui en faire un crime, et nous sommes même assez sots pour ne plus avoir de confiance en lui, à moins toutefois que le defunt ne nous ait laissé en mourant toute son hérédité, auquel cas nous voulons bien en sçavoir gré à M. le docteur, encore glosons nous quelquefois pour la forme ; tandis qu'avec les compagnons de Mars, personne n'est assez sot pour contrôler vos ordonnances ; vous pouvez donner des passeports à qui bon vous semble et en aussi grand nombre qu'il vous plait. C'est là vraiment, je crois, ce qui convient au métier.

Voilà, mon cher docteur, les conseils que j'avois à vous donner pour vous rendre votre protecteur plus favorable. Je compte assez sur votre zèle, pour ne pas insister davantage sur ce point. Veuillez bien cependant me donner une description détaillée des choses curieuses de Middelbourg et de tous les pays circonvoisins.

Pour moi, mon ami, je n'ai pas grand chose à vous dire. Notre bonne ville de Paris est toujours la même. Je vous apprendrai seulement que le salon d'exposition des peintures et sculptures des artistes vivants est public depuis le 14 du mois dernier. Il y a d'excellents tableaux, beaucoup de médiocres et un certain nombre de mauvais. Parmi les premiers on distingue toujours le tableau des Sabines par David, ainsi que son couronnement et un portrait de S. M. M. Gros tient aussi un rang éminent par son tableau du champ de bataille d'Eylau et quelques portraits pédestres et équestres. MM. Vernet, Guérin, Girodet, Sérangéli, etc., ont tracé d'une manière infiniment satisfaisante l'histoire de nos armées et de leur chef invincible. MM. Gérard, Prud'hon, Lordon, Girodet, Fabre, etc., se montrent avec avantage dans le genre des tableaux d'allégorie. Pour les paysages, MM. Duperreux, Bertin, Demarne, Turpin-Crissé, etc., ont fait des choses merveilleuses. Pour les tableaux de genre, M^{lle} Legrand, M. Laurent et plusieurs autres ont fait de petits chefs-d'œuvre. En un mot, je ne finirois pas si je voulois vous dire tout ce que je sens à la vue de ce salon, qui me paroît beaucoup supérieur à celui de l'exposition précédente. La sculpture sur-tout, a fait des progrès extrêmement marquants.

Le peintre, votre ami, ne s'appelle-t-il point Véron-Bellecourt ? Si tel est son nom, j'ai vu son passe-temps d'Anacréon. Ce tableau est au-dessous du médiocre : les personnages en sont mal agencés et beaucoup trop maniérés, le dessin en est mou et pâteux, les couleurs sales et gachées et les chairs d'un rouge-brun très-désagréable. Cependant, malgré ses défauts ce tableau ne laisse pas de montrer quelques dispositions. Les personnages saillants, les enfoncements sont bons. Il y a du goût dans les draperies, quoique sales, et l'on peut espérer que l'artiste, s'il est jeune, pourra se perfectionner et faire peut-être, dans la suite, un assez bon peintre dans les tableaux de genre ; quant à son César, il ne l'a point exposé.

Madame Chavée a eu beaucoup de plaisir de recevoir de vos nouvelles. Elle seroit très-fâchée de ne pas vous avoir chargé de sa petite commission si quelque jour vous alliez du côté d'Utrecht. Il est inutile de vous dire qu'elle vous fait bien des compliments, cela se devine. Quant à M^{me} Naumann, je ne l'ai point vue depuis la petite incartade dont vous avez été témoin et tranquille spectateur ; mais madame Chavée, qui l'a vue par circonstance, lui a fait part de l'article qui la concernoit. Elle a eu quelque peine que vous ne vous fussiez pas encore acquitté de sa commission, et je crois qu'elle vous fait dire bien des choses.

M. et M^{me} Letellier ou plutôt M^{me} et M. ne vous ont pas oubliés : je me suis chargé d'être auprès de vous l'interprète de leurs sentiments. Pauvre Mme Letellier !... Les belles habitantes du Walcheren et principalement de Middelbourg l'auront bientôt effacée de votre esprit.

Adieu, mon cher Duvigneaud, écrivez-moi le plutôt que vous pourrez, et croyez que l'éloignement ne diminuera en rien l'estime et l'amitié que je vous porte.

Votre ami,

MOURCIN, *avocat.*

A Monsieur,

Monsieur Camus-Duvigneaud, médecin des hôpitaux militaires de Flessingue.

A Flessingue.

II

Paris, le 16 mai 1809.

Loin de vous, mon cher Duvigneaud, de telles idées à mon égard. Si j'ai pu y donner lieu ; si mon silence a pu vous faire croire que je prenois peu d'intérêt à recevoir de vos nouvelles, au moins mon cœur n'y eut-il jamais la moindre part. Le cruel ennui qui me dévore en est la seule cause. Mes intentions sont toujours bonnes ; mais souvent elles répondent peu à mes actions. Je voudrois être en état de vous prouver mes sentiments, mais j'ignore si jamais l'occasion s'en présentera. En attendant, parlons un peu de vos affaires.

Je reçus votre avant dernière lettre avec les quatre autres qui y étoient incluses, je me hâtai de les remettre. Je projettois chaque jour de vous répondre et je n'en fis rien. A votre dernière j'ai pu enfin m'y résoudre, non sans quelque peine, quoiqu'elle m'ait fait un très grand plaisir, j'espère que dorénavant je serai exact.

J'ai vu M^{me} Michel ; elle a eu du plaisir à recevoir de vos nouvelles. Elle m'a dit qu'on faisoit ce qu'on pouvoit pour vous, que M. Jadelot devoit vous avoir écrit et enfin que M. Leroux devoit voir à cet effet un M. Parmentier. Elle désireroit beaucoup de vous revoir, et ses demoiselles sous l'agréable titre de *vos petites*, vous disent mille choses. Pour moi je prends très vivement à cœur vos intérêts et je désire que vous puissiez réussir, comme je n'en doute pas.

M^{me} Chavée n'est plus rue des Postes. Elle a loué une maison rue Sorbonne. Je crois qu'il en étoit question avant votre départ. Elle y a fait faire beaucoup de réparations et de distributions. J'ai été son architecte, et quoiqu'il eût été possible de s'en mieux acquitter, je ne suis pas trop mécontent de mon coup d'essai. Elle me charge de vous dire bien des choses et de vous exprimer combien elle désireroit de vous revoir. Nous espérons que votre changement nous procurera ce plaisir.

Ecrivez-moi, apprenez-moi tout ce qui vous intéresse et donnez-moi des détails sur le beau pays zelandais où les femmes, à votre avis, sont si agréables.

Adieu, mon cher Duvigneaud, j'attends avec impatience la réussite de vos affaires et suis avec affection

Votre ami,

MOURCIN,

rue de Sorbonne, n° 7.

P.-S. — Ecrivez-moi le plutôt possible et dites à Bourgoing que s'il avoit envie de sçavoir de mes nouvelles de moi qui suis à Paris, il ne s'en informeroit pas à Middelbourg.

M. Ducourtiaud, célèbre jurisconsulte *en droit*, qui habite rue de Sorbonne, n° 7, et qui est en ce moment planté devant moi, vous dit bien des choses.

A Monsieur,

Monsieur Duvigneaud, médecin des hopitaux militaires de Flessingue ou Middelbourg.

A Middelbourg.

III

Paris, le 18 février 1814.

Sans doute, mon cher Camus, j'aurois fort à gronder, si je n'écoutois que ma raison. Le droit est de mon côté et le tort du vôtre. Ce point est sans contestations : cent passages que je pourrais vous citer vous prouveroient sans réplique que l'amitié ne se néglige point ainsi. Plaute, par exemple, ne nous a-t-il pas dit en fort bon latin : *Tardo amico nihil est quicquam inæquius ?* et Cicéron : *honores, divitiæ, voluptates et cætera generis ejusdem amicitia nunquam anteponenda sunt ?* qu'avez-vous à répondre à d'aussi respectables autorités, monsieur Camus ?... Eh, mon cher docteur, tous les Grecs et les Latins soutiennent ma cause.... Cicéron, Horace, Virgile, Plaute, Térence, Démosthènes, Homère, Isocrates, Lucien, Sophocle, Euripide ; tous, tant ceux que j'ai lû que ceux que je n'ai pas lû, et *voire* même le ténébreux Lycophron et peut-être jusqu'à mon grammairien Carajean, dont le nom est tout aussi inconnu à Brantôme que le vôtre l'est à Pékin, tous, dis-je, me prêteroient des armes pour vous confondre : mais puisque vous semblez confesser vos torts, je veux bien me contenter de votre aveu. Sauf à moi, en cas de récidive de votre part, à fournir des pièces propres à vous écraser.

Je vais donc oublier tout ce que je viens de dire et les causes qui y ont donné lieu. Et d'abord, mon cher Camus, je suis enchanté que vous vous trouviez bien dans notre chère patrie, c'est un bon pays que le Périgord...

on y mange d'excellentes truffes, des marrons exquis. Je désirerois seulement que les Périgourdins s'amussent un peu moins à voler les recettes, mais il faut bien passer son temps à quelque chose.

Quant à la petite ville de Brantôme (ou, si vous voulez, le bourg, ou, pour mieux dire le village, ou encore mieux le hameau), elle est ou il est agréablement situé. Je me rappelle avec plaisir les charmants coteaux qui la dominent. Si je l'habitois, je me ferois bâtir un kiosque, (en en affermant le terrain à qui de droit), tout en haut de la garenne des bénédictins. Là je pourrois contempler les étoiles et converser tranquillement avec mes Grecs et mes Latins. Mais, à propos, et l'académie de Brantôme ?... Ses travaux ne vous ont-ils point encore attaqué le nez ou bouleversé le cœur..? Vous sçavez, sans doute, mon cher Camus, de quelle Société je veux parler.

Et le sexe, monsieur le docteur, que fait-il ou qu'en fait-on à Brantôme ? Votre dernière n'en contient pas un seul mot. D'où vient que vous avez oublié un point d'une telle importance ? Dites-moi, je vous prie, quelle est la belle du jour et comment on s'amuse ce carnaval. A la même époque, il y a six ans, je crois, j'étois à Brantôme.

Dans votre prochaine, j'espère que vous me ferez part en détail de toutes les choses qui vous concernent et aussi des nouvelles du pays. Quant à moi, mes occupations sont toujours les mêmes et je passerai mon mardi-gras au coin du feu. Ce qui ne me donne aucun souci. Je suis fâché que vous ayiez tardé si longtemps à voir ma belle-mère. Il pourroit bien se faire qu'elle n'y auroit plus pensé et se seroit arrangée en conséquence ; je l'ai pourtant prévenue, il y a quelques jours, que vous y iriez incessamment. Il y a plus d'un mois et demi que je n'ai pas reçu de ses nouvelles. Je ne sçais à quoi attribuer ce retard.

L'espace me manqueroit si je voulois vous parler en détail de la dernière exposition des peintures et sculptures. Je vous dirai seulement que David se maintient sinon le premier, au moins au premier rang, quoi qu'en disent quelques imbécilles et quelqu'ingrats que soient ses sujets. Girodet n'est pas digne cette année de son Déluge, quoiqu'il montre toujours un grand talent. Gros est toujours sublime. Guérin n'est pas indigne de lui-même ; Gérard s'est surpassé, etc. etc. L'exposition n'étoit pas moins riche en tableaux de genre et en paysage. Les miniatures excellentes étoient en petit nombre. Je n'ai rien à dire de votre ami Bellecourt. Quoiqu'il soit supportable, il ne sortira, je crois, jamais du très médiocre. La sculpture fait des progrès rapides. A chaque exposition nouvelle le nombre en est toujours plus considérable et la qualité supérieure. Celle de cette année se distingue par plusieurs bons morceaux, notamment un Cyparisse de feu M. Chaudet, dont le modèle en plâtre avoit été exposé il y a quelques années.

Ecrivez-moi, apprenez-moi tout ce qui vous intéresse et donnez-moi des détails sur le beau pays zelandais où les femmes, à votre avis, sont si agréables.

Adieu, mon cher Duvigneaud, j'attends avec impatience la réussite de vos affaires et suis avec affection

Votre ami,

MOURCIN,

rue de Sorbonne, n° 7.

P.-S. — Ecrivez-moi le plutôt possible et dites à Bourgoing que s'il avoit envie de sçavoir de mes nouvelles de moi qui suis à Paris, il ne s'en informeroit pas à Middelbourg.

M. Ducourtiaud, célèbre jurisconsulte *en droit*, qui habite rue de Sorbonne, n° 7, et qui est en ce moment planté devant moi, vous dit bien des choses.

A Monsieur,

Monsieur Duvigneaud, médecin des hopitaux militaires de Flessingue ou Middelbourg.

A Middelbourg.

III

Paris, le 18 février 1811.

Sans doute, mon cher Camus, j'aurois fort à gronder, si je n'écoutois que ma raison. Le droit est de mon côté et le tort du vôtre. Ce point est sans contestations : cent passages que je pourrois vous citer vous prouveroient sans réplique que l'amitié ne se néglige point ainsi. Plaute, par exemple, ne nous a-t-il pas dit en fort bon latin : *Tardo amico nihil est quicquam inæquius ?* et Cicéron : *honores, divitiæ, voluptates et cætera generis ejusdem amicitia nunquam anteponenda sunt ?* qu'avez-vous à répondre à d'aussi respectables autorités, monsieur Camus ?... Eh, mon cher docteur, tous les Grecs et les Latins soutiennent ma cause.... Cicéron, Horace, Virgile, Plaute, Térence, Démosthènes, Homère, Isocrates, Lucien, Sophocle, Euripide ; tous, tant ceux que j'ai lû que ceux que je n'ai pas lû, et *voire* même le ténébreux Lycophron et peut-être jusqu'à mon grammairien Carajean, dont le nom est tout aussi inconnu à Brantôme que le vôtre l'est à Pékin, tous, dis-je, me prêteroient des armes pour vous confondre : mais puisque vous semblez confesser vos torts, je veux bien me contenter de votre aveu. Sauf à moi, en cas de récidive de votre part, à fournir des pièces propres à vous écraser.

Je vais donc oublier tout ce que je viens de dire et les causes qui y ont donné lieu. Et d'abord, mon cher Camus, je suis enchanté que vous vous trouviez bien dans notre chère patrie, c'est un bon pays que le Périgord...

on y mange d'excellentes truffes, des marrons exquis. Je désirerois seulement que les Périgourdin s'amussent un peu moins à voler les recettes, mais il faut bien passer son temps à quelque chose.

Quant à la petite ville de Brantôme (ou, si vous voulez, le bourg, ou, pour mieux dire le village, ou encore mieux le hameau), elle est ou il est agréablement situé. Je me rappelle avec plaisir les charmants coteaux qui la dominent. Si je l'habitois, je me ferois bâtir un kiosque, (en en affermant le terrain à qui de droit), tout en haut de la garenne des bénédictins. Là je pourrois contempler les étoiles et converser tranquillement avec mes Grecs et mes Latins. Mais, à propos, et l'académie de Brantôme ?... Ses travaux ne vous ont-ils point encore attaqué le nez ou bouleversé le cœur..? Vous sçavez, sans doute, mon cher Camus, de quelle Société je veux parler.

Et le sexe, monsieur le docteur, que fait-il ou qu'en fait-on à Brantôme ? Votre dernière n'en contient pas un seul mot. D'où vient que vous avez oublié un point d'une telle importance ? Dites-moi, je vous prie, quelle est la belle du jour et comment on s'amuse ce carnaval. A la même époque, il y a six ans, je crois, j'étois à Brantôme.

Dans votre prochaine, j'espère que vous me ferez part en détail de toutes les choses qui vous concernent et aussi des nouvelles du pays. Quant à moi, mes occupations sont toujours les mêmes et je passerai mon mardi-gras au coin du feu. Ce qui ne me donne aucun souci. Je suis fâché que vous ayiez tardé si longtemps à voir ma belle-mère. Il pourroit bien se faire qu'elle n'y auroit plus pensé et se seroit arrangée en conséquence ; je l'ai pourtant prévenue, il y a quelques jours, que vous y iriez incessamment. Il y a plus d'un mois et demi que je n'ai pas reçu de ses nouvelles. Je ne sçais à quoi attribuer ce retard.

L'espace me manqueroit si je voulois vous parler en détail de la dernière exposition des peintures et sculptures. Je vous dirai seulement que David se maintient sinon le premier, au moins au premier rang, quoi qu'en disent quelques imbécilles et quelqu'ingrats que soient ses sujets. Girodet n'est pas digne cette année de son Déluge, quoiqu'il montre toujours un grand talent. Gros est toujours sublime. Guérin n'est pas indigne de lui-même ; Gérard s'est surpassé, etc. etc. L'exposition n'étoit pas moins riche en tableaux de genre et en paysage. Les miniatures excellentes étoient en petit nombre. Je n'ai rien à dire de votre ami Bellecourt. Quoiqu'il soit supportable, il ne sortira, je crois, jamais du très médiocre. La sculpture fait des progrès rapides. A chaque exposition nouvelle le nombre en est toujours plus considérable et la qualité supérieure. Celle de cette année se distingue par plusieurs bons morceaux, notamment un Cyparisse de feu M. Chaudet, dont le modèle en plâtre avoit été exposé il y a quelques années.

Ecrivez-moi, apprenez-moi tout ce qui vous intéresse et donnez-moi des détails sur le beau pays zelandais où les femmes, à votre avis, sont si agréables.

Adieu, mon cher Duvigneaud, j'attends avec impatience la réussite de vos affaires et suis avec affection

Votre ami,

MOURCIN,

rue de Sorbonne, n° 7.

P.-S. — Ecrivez-moi le plutôt possible et dites à Bourgoing que s'il avoit envie de sçavoir de mes nouvelles de moi qui suis à Paris, il ne s'en informeroit pas à Middelbourg.

M. Ducourtiaud, célèbre jurisconsulte *en droit*, qui habite rue de Sorbonne, n° 7, et qui est en ce moment planté devant moi, vous dit bien des choses.

A Monsieur,

Monsieur Duvigneaud, médecin des hopitaux militaires de Flessingue ou Middelbourg.

A Middelbourg.

III

Paris, le 18 février 1814.

Sans doute, mon cher Camus, j'aurois fort à gronder, si je n'écoutois que ma raison. Le droit est de mon côté et le tort du vôtre. Ce point est sans contestations : cent passages que je pourrois vous citer vous prouveroient sans réplique que l'amitié ne se néglige point ainsi. Plaute, par exemple, ne nous a-t-il pas dit en fort bon latin : *Tardo amico nihil est quicquam inæquius ?* et Cicéron : *honores, divitiæ, voluptates et cætera generis ejusdem amicitie nunquam anteponenda sunt ?* qu'avez-vous à répondre à d'aussi respectables autorités, monsieur Camus ?... Eh, mon cher docteur, tous les Grecs et les Latins soutiennent ma cause.... Cicéron, Horace, Virgile, Plaute, Térence, Démosthènes, Homère, Isocrates, Lucien, Sophocle, Euripide ; tous, tant ceux que j'ai lû que ceux que je n'ai pas lû, et *voire* même le ténébreux Lycophron et peut-être jusqu'à mon grammairien Carajean, dont le nom est tout aussi inconnu à Brantôme que le vôtre l'est à Pékin, tous, dis-je, me prêteroiient des armes pour vous confondre : mais puisque vous semblez confesser vos torts, je veux bien me contenter de votre aveu. Sauf à moi, en cas de récidive de votre part, à fournir des pièces propres à vous écraser.

Je vais donc oublier tout ce que je viens de dire et les causes qui y ont donné lieu. Et d'abord, mon cher Camus, je suis enchanté que vous vous trouviez bien dans notre chère patrie, c'est un bon pays que le Périgord...

on y mange d'excellentes truffes, des marrons exquis. Je désirerois seulement que les Périgourdins s'amusassent un peu moins à voler les recettes, mais il faut bien passer son temps à quelque chose.

Quant à la petite ville de Brantôme (ou, si vous voulez, le bourg, ou, pour mieux dire le village, ou encore mieux le hameau), elle est ou il est agréablement situé. Je me rappelle avec plaisir les charmants coteaux qui la dominent. Si je l'habitois, je me ferois bâtir un kiosque, (en en affermant le terrain à qui de droit), tout en haut de la garenne des bénédictins. Là je pourrais contempler les étoiles et converser tranquillement avec mes Grecs et mes Latins. Mais, à propos, et l'académie de Brantôme?... Ses travaux ne vous ont-ils point encore attaqué le nez ou bouleversé le cœur..? Vous sçavez, sans doute, mon cher Camus, de quelle Société je veux parler.

Et le sexe, monsieur le docteur, que fait-il ou qu'en fait-on à Brantôme? Votre dernière n'en contient pas un seul mot. D'où vient que vous avez oublié un point d'une telle importance? Dites-moi, je vous prie, quelle est la belle du jour et comment on s'amuse ce carnaval. A la même époque, il y a six ans, je crois, j'étois à Brantôme.

Dans votre prochaine, j'espère que vous me ferez part en détail de toutes les choses qui vous concernent et aussi des nouvelles du pays. Quant à moi, mes occupations sont toujours les mêmes et je passerai mon mardi-gras au coin du feu. Ce qui ne me donne aucun souci. Je suis fâché que vous ayiez tardé si longtemps à voir ma belle-mère. Il pourroit bien se faire qu'elle n'y auroit plus pensé et se seroit arrangée en conséquence; je l'ai pourtant prévenue, il y a quelques jours, que vous y iriez incessamment. Il y a plus d'un mois et demi que je n'ai pas reçu de ses nouvelles. Je ne sçais à quoi attribuer ce retard.

L'espace me manqueroit si je voulois vous parler en détail de la dernière exposition des peintures et sculptures. Je vous dirai seulement que David se maintient sinon le premier, au moins au premier rang, quoi qu'en disent quelques imbécilles et quelqu'ingrats que soient ses sujets. Girodet n'est pas digne cette année de son Déluge, quoiqu'il montre toujours un grand talent. Gros est toujours sublime. Guérin n'est pas indigne de lui-même; Gérard s'est surpassé, etc. etc. L'exposition n'étoit pas moins riche en tableaux de genre et en paysage. Les miniatures excellentes étoient en petit nombre. Je n'ai rien à dire de votre ami Bellecourt. Quoiqu'il soit supportable, il ne sortira, je crois, jamais du très médiocre. La sculpture fait des progrès rapides. A chaque exposition nouvelle le nombre en est toujours plus considérable et la qualité supérieure. Celle de cette année se distingue par plusieurs bons morceaux, notamment un Cyparisse de feu M. Chaudet, dont le modèle en plâtre avoit été exposé il y a quelques années.

C'est sans contredit le plus beau morceau qui soit peut-être jamais sorti de l'école française et je ne sçais, si parmi les antiques je trouverois quatre morceaux que je pusse lui préférer.

J'aurois encore, mon cher Camus, mille choses à vous dire ; mais je vois que mon papier va à sa fin et qu'une heure après minuit approche ; je vais donc vous faire mes adieux, en vous engageant à être dorénavant plus exact. M^{me} Chavée vous fait la même recommandation et vous dit mille choses. Elle n'est pas en très bonne santé.

Je suis infiniment sensible au souvenir de votre respectable famille ; veuillez bien, je vous prie, leur présenter mes hommages, ainsi qu'à M. et M^{me} Bourgoing, M. et M^{me} Vivy et leur demoiselle qui ne se rappelle probablement guère de moi, car elle étoit fort jeune quand je l'ai vue. Dites en particulier à M. Bourgoing que je l'aime et l'estime beaucoup. Au surplus, s'il se trouve quelques autres personnes qui prennent quelque intérêt à moi, qui vous demandent de mes nouvelles, vous aurez par la présente (car telles sont mes intentions) un magasin de compliments et d'hommages que vous distribuerez selon la qualité, l'âge et le sexe, et sur-tout selon les intentions de chaque personne à mon égard. Quant à ceux qui m'ont oublié, je vous prie très-formellement de les laisser dans leur oubli.

A l'égard de M^{lle} F. F. qui, selon vous, vous a chargé de me dire bien des choses, je doute beaucoup de votre véracité et j'ai d'excellentes raisons d'en douter. Cependant, dans le cas où ça seroit, car la chose n'est pas impossible, dites-lui que je reçois cette marque de souvenir avec intérêt et que je la prie d'accepter mes hommages très-respectueux. Je l'ai connue assez aimable, et ce qu'il y a de particulier, c'est qu'avant-elle jamais la tête ne m'avoit tourné et qu'assurément sans doute elle ne me tournera plus jamais. Vous pouvez effacer ces trois dernières lignes.

Pour le reste de la famille^{***}, vous ne m'en parlez point, par conséquent, je vous prie de ne leur rien dire de ma part ; toutefois j'en suis fâché, car j'ai eu pour M^{me} *** une amitié sincère.

Adieu, mon cher Camus, croyez que je suis pour la vie le meilleur de vos amis.

MOURCIN, avocat.

A Monsieur,

Monsieur Duvigneaud fils, docteur en médecine à Brantôme,
près Bourdeille.

Bourdeille.

Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente les Souterrains-refuges de Lajard et de Coutures ; — la 2^e, les armoiries des Grimoard.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XIII.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres de la Société.....	9
Séances mensuelles : du 3 décembre 1885.....	29
— du 7 janvier 1886.....	36
Compte de gestion du trésorier; — exercice 1885. (M. F. DE SAINT-PIERRE)	44
Séances mensuelles : du 4 février 1886.....	73
— du 4 mars.....	84
— du 1 ^{er} avril.....	157
— du 6 mai.....	169
Assemblée générale du 28 mai.....	249
Séances mensuelles : du 1 ^{er} juillet.....	261
— du 5 août.....	341
— du 2 septembre.....	351
— du 7 octobre.....	429
— du 4 novembre.....	436
Les dolmens, d'après le chanoine Tarde. (M. A. DE ROUMEJOUX).....	46
Fondation de l'église collégiale de Capdrot. (M. MONMONT.	49
Manuscrits de la Bibliothèque nationale concernant le Périgord. (M. Ph. DE BOSREDON.).....	54
Causeries archéologiques. — Brantôme, Bourdeille, Mareuil. — Châteaux de Neuvic et de Nontron. — Hôtels de la Renaissance, sur le quai de Périgueux; donjon du Chapdeuil. (M. le baron DE VERNEILH).....	60, 230 et 397
Bibliographie de la correspondance de Fénelon. (M. FORNERON.).....	69
Rapport sur les découvertes archéologiques faites à la Cité de Périgueux en 1885. (M. Michel HARDY).....	95
Des différences de style des églises du Périgord aux xi ^e et xii ^e siècles. (M. A. DE ROUMEJOUX).....	110

Traité et conférence passés à Nantes entre le roi Charles VIII et le seigneur d'Albret, en 1490. (M. F. DE BELLUSSIÈRE.).....	114
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron. (<i>Suite</i>) (M. R. DE LAUGARDIÈRE.).....	124, 192, 281 et 463
Fouilles d'un tumulus à Chalagnac. (M. A. DE ROUMEJOUX.)	181
Quittance de Pierre de Fontaines, capitaine de Chalusset, à Elie La Roque. (M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE.)	185
Liste ancienne des gentilshommes taxés en Périgord (diocèse de Sarlat.) (M. Paul DE FONTENILLES.).....	186
Coustaty et ses antiquités romaines. (M. Louis CARVÈS.)...	270
Commarque. — Laussel. (M. X. DE MONTEIL.).....	277
Historique de la propriété du comté du Périgord. (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES.)....	322
Un dernier mot sur le sceau de la confédération de la sénéchaussée de Sarlat. (M. G. DE GÉRARD.).....	325
Etude historique sur Grimoard de Mucidan, abbé de Brantôme et de St-Cybard, évêque d'Angoulême (991-1018.) (M. Joseph MALLAT.).....	356 et 453
Les trois premiers seigneurs de Bergerac. (M. Elie DE BIRAN.).....	384
Foires et marchés octroyés à Léguillac-de-Cercles, le 13 juin 1594. (M. A. DE ROUMEJOUX.)	406
Département de la Dordogne. — Tableau des billets de confiance. (M. Ph. DE BOSREDON.).....	413
Note sur deux cluseaux de la commune de Coutures (Dordogne) (M. Michel HARDY).....	447
Mandement d'Hélie de Talayrand comte de Périgord (M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE)...	458
Le sceau du chapitre de Périgueux (M. DUJARRIC-DESCOMBES).	460
Pillages du greffe de l'Élection de Périgueux (M. DE ROUMEJOUX.).....	461
Lettre de M ^{sr} de Macheco de Premeaux (M. Ph. DE BOSREDON).....	462
Le froid et la misère en Sarladais au xviii ^e siècle (M. Louis CARVÈS).....	504

VARIA.

Les ormeaux de Pelvésy. (M. Ludovic SARLAT.).....	70
La maison de La Boétie, à Sarlat. (M. Ludovic SARLAT)....	148
Rapport sur l'histoire du Périgord, par Léon Dessalles. (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES.).....	148
La chanson de Roland, éditée par L. Clédat. (M. L. CONS- TANS.).....	152
Lettres de Féletz à M. l'abbé Hubert, chanoine et biblio- thécaire de Troyes. (M. A. DE F.).....	242
Le château de Fénelon. (M. Ludovic SARLAT.).....	244
Lettres de M. de Mourcin.....	329 et 507
Jean Rey. (M. H. LAGATU.).....	416
Journal de voyage de dom Jacques Boyer, religieux bé- nédictin de la congrégation de Saint-Maur. (M. A. Du- JARRIC-DESCOMBES.).....	423

TABLE DES DESSINS DU TOME XIII.

— Le donjon de Bourdeille.....	64
— Le château de Mareuil.....	66
— Antiquités trouvées dans les fouilles de Périgueux en 1885 (2 planches).....	104
— Le château de Neuvic.....	230
— Le château et la grande église de Nontron tels qu'ils existaient en 1822.....	236
— Le château de Commarque.....	278
— Le château de Laussel.....	280
— Les hôtels de la Renaissance sur le quai de Périgueux....	397
— Le donjon du Chapdeuil.....	405
— Les souterrains-refuges de Lajard et de Coutures.....	447
— Les armoiries des Grimoard.....	463

NÉCROLOGIE.

Décès de : M. du Mas-Paysac. (M. A. DE R.).....	71
— M. le général Tatareau. (M. C. DONNEAUD.).....	71
— Le peintre Emile Lafon. (X...).....	154
— M. Henri Forneron. (M. Ph. DE B.).....	245
— M. le comte Gaëtan de Laurière.....	246
— M. le marquis de Fayolle. (MM. le baron DE VERNEILH et DE ROUMEJOUX.....)	334
— M. Pastoureau de Labesse. (M. X...).....	339



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 01316 2576

SOUND

SEP 22 1948

UNIV. OF MICH.
LIBRARY

